

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N° 101-102**

Août - Septembre 1993

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

## Sommaire

- **TURQUIE : ASSASSINAT D'UN DÉPUTÉ KURDE**
- **APRÈS LES VILLAGES DE MONTAGNE, L'ARMÉE TURQUE BOMBARDE ET DÉTRUIT DES VILLES KURDES**
- **SELON MME. ÇILLER LA GUERRE DU KURDISTAN A FAIT 1600 MORTS EN 6 SEMAINES**
- **LIBÉRATION DES OTAGES OCCIDENTAUX**
- **SITUATION HUMANITAIRE AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **IRAN : UNE COMMISSION DE L'ONU DÉNONCE L'ASSASSINAT DES OPPOSANTS**
- **TÉMOIGNAGE : LE TEMPS DES ATROCITÉS**
- **AINSI QUE...**
- **PUBLICATIONS NOUVELLES**
- **CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

---

### *Turquie : assassinat d'un député kurde*

**U**n commando de trois tueurs a assassiné le 4 septembre en plein jour, le député kurde Mehmet Sincar et un responsable local du parti de la démocratie (DEP) Mehmet Özdemir dans une rue commerçante de la ville de Batman. Quatre autres personnes, dont le député Nizamettin Toguç ont été blessés par balles au cours de cette attaque. Ces personnalités kurdes étaient venues à Batman pour assister aux funérailles de Habib Kiliç, président de la fédération locale du DEP, assassiné le 1er septembre et pour enquêter sur les meurtres en chaîne, attribués par la

police à des «inconnus», qui depuis près de deux ans endeuillent cette cité pétrolière kurde.

Alors, même que depuis leur arrivée à Batman, ils étaient suivis de près par des policiers en civil et en uniforme supposés les protéger, le jour de l'assassinat cette «protection» policière avait complètement disparu. Les tueurs n'ont donc eu aucune peine à s'enfuir après leur crime. Quelques heures plus tard, dans des appels téléphoniques à certains journaux turcs, une mystérieuse brigade turque de vengeance (Türk Intikam Tugayı, TIT) revendiquait ce double

assassinat et promettait le même sort aux 17 autres parlementaires du DEP «suppôts du terrorisme, traîtres à la patrie». TIT étant considéré par l'opinion comme l'un des escadrons de la mort opérant sous la direction des unités spéciales (TIM) de l'armée, le super-préfet régional a de son côté mis en avant l'hypothèse du non moins mystérieux «parti» Hezbollah et promis que les coupables seraient arrêtés sous 48 heures. Il n'en a évidemment rien été. Dans un pays où les crimes les plus atroces se sont banalisés, où personne n'a le courage ou la volonté de demander des comptes aux autorités militaires et policières, l'émotion soulevée par l'assassinat du député est rapidement passée en pages intérieures. L'explication du super-préfet selon

laquelle les tueurs auraient été arrêtés dans un premier temps, puis ils auraient réussi à s'enfuir mais que grâce à des portraits-robots largement diffusés on ne tarderait pas à les reprendre semble avoir satisfait la grande presse turque. A l'instigation de la police politique (MIT), les grands quotidiens d'Istanbul et les radio-télévisions turques ont d'ailleurs lancé une campagne d'opinion visant à accrédi-ter l'idée que les victimes méritaient bien leur sort puisqu'elles collaboraient avec les terroristes du PKK! Pour preuve, le quotidien *Hürriyet* a publié une page de l'agenda du député N. Toguç, saisie par la police après l'agression dont il a été victime, indiquant une rencontre à Damas, en compagnie d'autres responsables de son parti, avec A. Öcalan, le chef du PKK. Cette rencontre avait eu lieu au moment où le président turc Turgut Özal lui-même prônait une solution politique négociée et où les députés kurdes tentaient de nouer les fils d'un dialogue entre les protagonistes de ce conflit de plus en plus atroce déchirant leur pays.

Mehmet Sincar est le 54<sup>e</sup> responsable du DEP (successeur du HEP, interdit par la Cour Constitutionnelle turque) assassiné au cours des deux dernières années. Pour l'opinion kurde et pour nombre d'observateurs étrangers, y compris les grandes organisations internationales de défense des droits de l'homme, ces assassinats sont l'oeuvre des services de la contre-guérilla turque à la guérilla kurde, une «guerre spéciale» visant à terroriser et à éliminer physiquement les partisans ou sympathisants présumés des insurgés dans les villes est activement menée par les services spécialisés turcs. Plus d'un millier d'intellectuels, journalistes, étudiants, médecins, ingénieurs et enseignants kurdes ont ainsi été assassinés en moins de deux ans dans les villes considérées comme des fiefs du nationalisme kurde comme Silvan, Batman, Diyarbakir et Cizre. Aucun assassin n'a jamais été arrêté et les témoignages sur les tueurs arrêtés

par la population, remis à la police et relâchés par celle-ci abondent. Tout comme la guerre officielle, cette guerre secrète semble suivre un plan soigneusement établi, visant à frapper successivement dans plusieurs villes cibles afin de créer un climat de terreur conduisant la population soit à collaborer avec l'armée soit à partir vers l'ouest. Ainsi, pour ne prendre que les faits marquants du début septembre : le 1<sup>er</sup> assassinat à Batman de Habib Kiliç, dirigeant local du DEP, le 2<sup>e</sup>me Docteur Zeki Tanrikulu, médecin chef de l'hôpital de Silvan, très aimé de la population pour sa compétence, son humanisme et sa probité et sans affiliation politique, est froidement abattu dans son cabinet, le 3<sup>e</sup>me, arrestation à l'aéroport de Batman de Nesim Kiliç, venu assister aux funérailles de son frère, le 4<sup>e</sup>me, assassinat à Batman du député M. Sincar et de M. Özdemir, nouvelles menaces de mort contre Mme Leyla Zana, députée à Diyarbakir, le 9, celle-ci échappe miraculeusement à un attentat dans la maison même de Sincar, à Kiziltepe où elle était venue présenter ses condoléances; les tirs de mitraillettes et les trois grenades la visant ont blessé cinq autres visiteurs, dont les enfants.

Dans un communiqué rendu public le 6 septembre à Paris Amnesty International affirme recevoir régulièrement des informations plausibles faisant état de menaces de mort proférées par les forces de sécurité contre des militants kurdes. Les membres d'une délégation étrangère ont déclaré qu'ils étaient présents lors qu'un commandant de la gendarmerie a menacé Leyla Zana. Ramazan Sat, qui avait déposé plainte contre la police de Batman pour menaces de mort et tortures a été abattu dans la rue par des tueurs non identifiés trois mois plus tard. Dans la ville de Silvan (province de Diyarbakir) un commandant de la gendarmerie a été enregistré sur bande magnétique alors qu'il organisait l'assassinat d'un homme politique local. L'enregistrement a été réalisé en présence de

l'ancien ministre de l'intérieur Ismet Sezgin. A la connaissance d'Amnesty International, aucune poursuite judiciaire n'a été engagée contre ce commandant. Sur l'enregistrement en question, ce dernier affirmait qu'après l'assassinat, il s'efforcerait d'en faire porter la responsabilité au PKK. Le 5 septembre l'actuel ministre de l'intérieur Mehmet Gazioglu qui s'était rendu à Batman, aurait déclaré : «selon les premières informations, il s'agit de l'oeuvre du PKK, qui cherche à exacerber les tensions régnant dans la région».

D'autres députés du DEP, qui se trouvaient à Batman au moment des faits, déclarent qu'ils ont été étroitement surveillés par la police la veille du meurtre, constamment suivis par au moins deux véhicules ainsi que par de nombreux policiers en civil. Tous les observateurs étrangers qui se sont redus dans la région signalent que les policiers sont particulièrement nombreux à Batman et que tous leurs déplacements ont été contrôlés. Il est donc normalement presque impossible qu'un tel meurtre soit commis en toute impunité et en plein jour, dans le centre de la ville. Mais les parlementaires du DEP déclarent que tous les policiers avaient disparu le matin du 4 septembre.

Le parti de la démocratie (DEP) n'a pas été autorisé à organiser une cérémonie de funérailles pour rendre hommage à son député assassiné. Malgré les assurances du président Demirel et du Premier ministre Tansu Çiller que le DEP pourrait organiser librement une cérémonie, le préfet d'Ankara, agissant à la demande du chef de la sûreté de la ville, a interdit les funérailles. La police est intervenue avec une violence extrême contre la foule rassemblée devant le siège du DEP. Elle a également interdit l'accès d'Ankara aux autocars transportant des provinces les citoyens souhaitant rendre un dernier hommage au député Sincar. La dépouille de ce dernier a été confisquée à la morgue, transportée et enterrée à la sauvette dans son village natale



par les soins de l'armée qui n'a tenu aucun compte de la volonté de sa famille.

Voici, à titre d'information, des extraits du témoignage du journaliste turc İsmet G.İmset, paru dans la revue *Turkish Probe* du 14 septembre (Ch. p. 146) paraissant en anglais à Ankara sur l'attitude des autorités turques dans cette affaire :

«Le meurtre de Mehmet Sincar, député et responsable local du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), le 4 septembre dans la ville-raffinerie de Batman dans l'est du pays, a eu des prolongements qui indiquent clairement que la tolérance manifestée par la Turquie pour la politique des Kurdes, à fortiori pour leur séparatisme, est presque à bout. Sincar, un représentant élu du peuple, a non seulement été tué, mais il l'a été dans des circonstances plus que suspectes. Les suites de sa mort tendent à démontrer que, malgré toutes les assurances officielles, une nouvelle campagne clandestine a vu le jour pour «éliminer» les 17 députés kurdes restant au parlement.

Les accusations des collègues de Sincar selon lesquelles la protection policière accordée aux députés - qui se trouvaient à Batman pour enquêter sur le meurtre d'un autre responsable du Parti - aurait été retirée juste avant l'assassinat du parlementaire, n'ont jamais reçu de réponse satisfaisante.

Les autorités locales se sont contentées de faire des déclarations embarrassées pour tenter d'expliquer comment des députés kurdes ont pu être laissés sans protection dans une ville réputée pour sa violence impitoyable à l'encontre des militants pro-kurdes.

Un des chefs de la sécurité a prétendu que les députés ne voulaient pas qu'on les suive. D'après un autre, ils auraient demandé à ne pas être protégés. Encore un autre a déclaré qu'il y avait bel et bien une protection devant l'immeuble du DEP, mais que les députés étaient sortis par la porte de derrière. Et ainsi de suite. Aucune de ces déclarations n'a

servi à éclairer la nation sur ce qui s'était réellement passé.

Cependant, d'après d'autres députés du DEP, il y avait effectivement une protection policière depuis le début de leur visite dans la région, mais celle-ci aurait été retirée dans la matinée du samedi, peu avant l'assassinat.

La conclusion évidente du DEP et des militants kurdes était qu'un tel meurtre ne pouvait avoir lieu sans la coopération des autorités locales, ou du moins sans que celles-ci ne ferment les yeux. Un autre incident grave en fin de semaine, au cours duquel un autre député du DEP échappa miraculeusement à la mort, ne fit que renforcer leur conviction.

La maison familiale de Sincar à Kiziltepe, Mardin, a reçu la visite de plus de 6.000 amis et supporters depuis le 9 septembre et a été sous la surveillance constante des troupes locales et de véhicules blindés.

Samedi, cependant, les troupes et les blindés auraient été retirés vers 7h du matin (heure locale). Environ quatre heures plus tard, la maison fut ébranlée par trois explosions, suivies de six coups de feu. Cinq personnes, dont des enfants, furent blessées au cours de l'attaque.

Leyla Zana, femme député parmi les plus ouvertement pro-kurdes au Parlement et soupçonnée d'avoir des liens avec le Parti, illégal, des Travailleurs du Kurdistan (PKK), aurait dû se trouver sur le toit de la maison avec les autres femmes, lorsque les bombes sont tombées. «Au lieu de cela, j'étais en bas en train de regarder la télévision», déclara-t-elle peu après.

D'après le dirigeant du DEP, Yasar Kaya, l'attaque visait Zana. Pratiquement tout le monde, y compris le ministre de l'Intérieur Mehmet Gazioglu, s'accorde pour dire qu'il y a eu des tentatives dans le pays pour compromettre la fraternité entre Kurdes et Turcs.

L'attaque visant la maison de Sincar pourrait fort bien être un pas de plus vers un durcissement du DEP, qui subit déjà des pressions internes afin de prendre des mesures radica-

les contre le parlement turc. La semaine dernière, on a pu assister à un jeu du chat et de la souris entre les autorités turques et des responsables du DEP, qui n'a servi qu'à renforcer la position des durs à l'intérieur du mouvement pro-kurde légal. Toutes les tentatives de la famille de Sincar et des dirigeants du DEP pour organiser une cérémonie funèbre furent bloquées - mais bloquées d'une manière tellement habile qu'Ankara a toujours donné l'impression que la Turquie faisait tout ce qu'elle pouvait pour venir en aide au Parti. Dans un premier temps, le DEP avait transporté le corps de Sincar de Batman, lieu de son assassinat, à Ankara - où l'on avait donné l'autorisation d'organiser une cérémonie officielle au parlement.

Ensuite, le DEP annonça qu'il allait organiser sa propre cérémonie en l'honneur du défunt, qu'il renonçait à la cérémonie funèbre à l'Assemblée nationale et qu'il recouvrerait le cercueil du drapeau du Parti plutôt que du drapeau turc.

Cette déclaration eut le don de mettre en colère de nombreux Turcs, parmi lesquels des soldats aussi bien que des hommes politiques, car elle fut prise pour preuve que le DEP refusait l'identité turque tout court.

24 heures après l'attaque visant Zana, le ministre de l'Agriculture prononça un discours d'une extrême violence, disant que quiconque refusait l'identité nationale turque pouvait aller au diable et rôtir en enfer, selon ses propres termes.

«Ceux qui disent qu'ils ne sont pas turcs, ceux qui n'acceptent pas le drapeau turc peuvent aller rôtir dans l'enfer de leur choix», déclara Sahin. Trois jours avant le meurtre de Sincar, le président turc Suleyman Demirel avait fait une remarque similaire, par laquelle il déclarait à la nation que quiconque sympathisait avec ceux qui versaient le sang dans le sud-est du pays était lui-même un tueur.

Réalisant à quel degré de colère leur tactique avait poussé la nation, la première chose que firent

les députés du DEP après avoir ramené le corps de Sincar dans la capitale fut de chercher le soutien et la compréhension des autorités.

Ainsi, la semaine dernière, les dirigeants du Parti et plusieurs députés se sont présentés au palais présidentiel pour en appeler à Demirel.

Un jour plus tard, ils eurent une entrevue avec le Premier ministre Tansu Çiller. «Nous avons reçu des réponses positives des deux côtés», déclara ensuite Kaya au Turkish Probe. «Ils ont dit qu'ils nous comprennent et qu'aucune tentative ne serait faite pour empêcher les funérailles».

Selon un député du DEP, Çiller faisait preuve d'une compréhension telle qu'elle alla jusqu'à blâmer la jeune démocratie turque pour les incidents et qu'elle déclara à la délégation: «Nous devons essayer, tous ensemble, de transformer (la Turquie) en une démocratie mature».

Le DEP pense qu'il s'agissait là d'une allusion déguisée à des courants anti-kurdes qui font surface dans la communauté turque.

Cependant, en dépit des assurances données, lorsque le Parti voulut mettre en place son programme de funérailles, il dut faire face à des difficultés incroyables. Pendant toute la durée de l'épreuve, on a pu observer que le DEP fit le maximum pour empêcher toute provocation et pour calmer ses partisans.

Le premier jour, après que Çiller eut déclaré qu'ils avaient le droit d'organiser leur propre cérémonie funèbre, les services du gouverneur annoncèrent le contraire aux responsables du DEP. Les services du gouverneur et ceux de la police firent savoir qu'ils leur refuseraient l'autorisation d'organiser des funérailles, s'ils persistaient à vouloir établir leur propre programme.

Ce que l'on omit de mentionner publiquement, c'est que le gouverneur lui-même était sous une pression considérable de la part des forces de police de la capitale pour faire sortir le corps d'Ankara le plus vite possible.

En raison de la cérémonie projetée, toutes les forces de police étaient sur les dents et durent faire de longues heures supplémentaires. A partir du dimanche, les cinq accès principaux à la ville furent verrouillés.

Tous les groupes se rendant aux funérailles durent rebrousser chemin. A l'intérieur de la ville, les policiers avaient établi des postes de contrôle où ils empêchaient les citoyens d'origine kurde de pénétrer dans certains districts.

En apprenant que leur cérémonie avait été interdite, les responsables du DEP décidèrent de tenter de récupérer le corps tout en évitant au maximum les risques de manifestation de masse.

Une longue réunion eut lieu au siège du Parti. Plus tard, un groupe de députés quitta l'immeuble pour se rendre avec plusieurs voitures à l'hôpital Hacettepe.

Ce qu'ils ignoraient, c'est que la police y avait déjà pris des mesures. Le parking avait été barricadé par des voitures de police banalisées, auxquelles on avait donné l'ordre de se garer là afin d'éviter que d'autres voitures ne viennent y stationner.

A l'entrée de la salle des urgences, trois rangs de policiers de la brigade anti-émeute faisaient le guet. A l'intérieur du bâtiment, à l'entrée de la morgue, une douzaine de policiers armés de fusils semi-automatiques barraient le couloir qui conduisait vers la pièce où était gardé le corps de Sincar.

Les mesures de sécurité étaient à ce point sévères que même l'ambulance, louée pour emmener le corps, ne put passer.

Mais les députés finirent par pénétrer à l'intérieur de l'immeuble et se rendirent au bureau du directeur de l'hôpital, où ils attendirent près d'une demi-heure avant de se rendre compte que lui aussi avait dû recevoir des instructions des autorités.

Ils purent finalement l'avoir au téléphone; le directeur leur dit qu'il ne voyait aucune raison médicale empêchant les funérailles, mais

qu'il avait reçu des instructions verbales des services du gouverneur. Il ajouta: «Ils nous feront aussi parvenir des ordres par écrit».

Un autre responsable de l'hôpital se plaignit auprès du Turkish Probe que «la police avait pris le contrôle partout».

Selon les propres termes de Kaya, «le corps de Sincar fut saisi». L'origine probable des difficultés entre le DEP et Ankara était la demande de pouvoir inhumer Sincar après une cérémonie religieuse à Ankara.

Le DEP voulait procéder à la levée du corps, le placer pendant une journée entière sur un catafalque devant le siège du Parti, le porter à pied jusqu'à une mosquée à 500 mètres de là et ensuite le ramener à Kiziltepe, Mardin, ville natale de Sincar.

«Il n'en est pas question», déclara le chef de la sécurité d'Ankara, «ils ne défilent pas dans la rue». Dès le début, la police était opposée à cette idée.

Le jeudi, il était devenu évident que ni le DEP, ni la famille de Sincar ne réclameraient le corps si on le leur permettait pas de lui rendre hommage à Ankara.

En outre, la pression de la police sur les services du gouverneur s'était intensifiée. A partir de mercredi après-midi, la police commença à insister sur la nécessité de faire sortir le corps de la ville et de s'épargner ainsi un travail supplémentaire, tout ça, pour «un traître kurde».

Par les brutalités qu'elle a commises à Ankara dans le cadre des funérailles, la police s'est encore d'avantage aliéné le peuple dans la capitale. Ces brutalités ont été filmées par une télévision privée, mais aucune enquête n'a encore été ouverte par les autorités.

La fureur de la police était clairement visible dans une des séquences du bulletin d'information télévisé InterStar qui montrait de quelle manière la police avait «dispersé» la foule à Sihhiye, dans le bas de la ville.

Deux de ces scènes furent

décrites en détail par le Turkish Daily News de la même semaine.

Voici le récit de la première: «Le sang gicla de la bouche de la victime lorsque la première matraque s'abattit sur son visage. Six policiers lui sautèrent dessus. Il tomba par terre après avoir essayé en vain de fuir. Il appela à l'aide et les six policiers en uniforme levèrent leur matraque. Ils le frappèrent à maintes reprises, à l'estomac, dans le dos, mais surtout à la tête.

Deux des officiers, après l'avoir tabassé pendant une demi-minute, se mirent à lui donner des coups de pied à la tête. Une botte atterrit sur l'arrière de son crâne. Une autre lui écrasa le nez.

Les quatre autres se joignirent à eux et se mirent à sauter sur lui comme sur un tremplin.

Il se retourna plusieurs fois, son visage ne reflétant que douleur et terreur.

Enfin, les policiers décidèrent de s'en aller ailleurs. L'un après l'autre, ils lui donnèrent un dernier coup de pied.

Mais l'un d'entre eux traîna un peu, se retourna soudain et d'un grand bond atterrit avec ses deux pieds sur sa colonne vertébrale. Sans lui jeter un regard, le groupe de six policiers en uniforme partit en courant pour se ruer sur un autre Kurde...

Et maintenant la description de la seconde scène: «La jeune fille hurlait en courant dans la rue, essayant d'échapper à quatre policiers en uniforme qui la poursuivaient et la harcelaient de coups de matraque. Un coup après l'autre. Un cri après l'autre. Les écrans de télévision relayèrent ses hurlements jusque dans les foyers de millions de Turcs. Pendant ce temps, les forces de police demandaient par radio à leur quartier général de leur envoyer d'autres matraques pour remplacer celles qui s'étaient cassées sur le dos des victimes.

Ils lui donnèrent des coups de pied - elle reçut une botte dans l'es-

tomac. Deux policiers lui tenaient les bras pendant qu'un troisième la frappait. Ils la jetèrent sur le côté, elle tomba face par terre sur le trottoir - ils partirent en courant en direction d'un autre manifestant.

Ce que l'on vit sur les écrans de télévision n'avait qu'un très lointain rapport avec la version des autorités expliquant que la police n'avait fait qu'essayer de disperser la foule. Des témoins devant le siège du DEP, comprenant des députés et un journaliste de TDN, ont entendu les policiers crier ouvertement «Vive la Turquie, à mort le PKK» pendant qu'ils attaquaient différents groupes, ainsi que les cris de leurs victimes leur répondant «L'Etat est un tueur».

De tous les incidents violents qui suivirent la mort de Sincar, le plus grave fut sans conteste celui qui coûta la vie à un étudiant de 22 ans, Engin Atay, en route pour Ankara et arrêté à des kilomètres de là au terminus des bus d'Eskisehir.

Atay aurait voulu participer à la cérémonie funèbre, mais il fut arrêté. D'abord, on l'emmena au centre des services de sécurité de la ville. Menottes aux mains, il fut ensuite ramené dans son propre appartement au 8ème étage d'un immeuble de la ville. La dernière fois qu'on vit Atay fut lorsque son corps s'écrasa sur le toit d'une voiture en stationnement, après «être tombé» du 8ème étage avec les mains liées derrière le dos.

Après sa mort, la police l'accusa d'être un militant de gauche - sans la moindre trace de preuve. Elle prétendit également qu'il avait sauté par la fenêtre de son propre chef.

S'il n'y avait pas eu l'attaque à la bombe samedi sur la maison de Sincar, ces trois incidents auraient été les seuls événements dramatiques suite au meurtre.

Mais ce n'était pas le cas. Tout porte à croire qu'il y aura d'autres attaques dans un avenir proche visant le DEP, les militants pro-kurdes, d'autres journalistes et hommes politiques.

L'enquête sur le meurtre de

Sincar montre amplement avec quel «sérieux» Ankara s'occupe de l'affaire.

Le lundi précédent, dans une interview en direct au cours du très populaire programme «32. Gün» (Le 32ème jour) de Mehmet Ali Birand, de hauts fonctionnaires du gouvernement annoncèrent avec grandiloquence que le meurtrier de Sincar avait été arrêté. Selon eux, l'assassin était entre les mains de la police et l'affaire quasiment terminée.

Deux jours plus tard, la police locale et des responsables de la Loi d'exception firent savoir que les deux assassins de Sincar étaient parvenus à s'échapper.

Des photos et des pièces d'identité furent remises à la presse. Au bout d'une semaine d'investigation, il ne reste qu'une quinzaine de suspects entre les mains de la police, la moitié à peu près de ceux qui avaient été arrêtés à l'origine. Et rien ne porte à croire qu'on est aujourd'hui plus près d'arrêter les coupables qu'il y a une semaine.

Les militants kurdes ne croient plus que le Hezbollah dans le sud-est de la Turquie ait été impliqué dans les meurtres, et ils se rendent compte que la presse basée à Istanbul continue d'être utilisée pour jeter un voile sur une campagne clandestine dirigée contre eux.»

L'assassinat du député M. Sincar marque une nouvelle phase de radicalisation dans la guerre du Kurdistan. Après les journalistes de l'opposition et les personnalités de la société civile kurde, cibles favorites des escadrons de la mort de la contre-guérilla, ce sont donc désormais les derniers témoins et porte-voix de la population kurde martyrisée qui sont visés. Les autorités militaires turques, après avoir obtenu carte blanche de la part de la classe politique et obtenu le soutien enthousiaste des médias turcs, s'emploient à étouffer les dernières voix susceptibles de contredire leur version des événements de la terrible guerre qui met à feu et à sang le Kurdistan turc.

## Après les villages de montagne, l'armée turque bombarde et détruit des villes kurdes

**E**ngagée dans une «*guerre totale contre la 29<sup>ème</sup> insurrection kurde*» l'armée turque pratique désormais au Kurdistan la politique de la terre brûlée. Après avoir, dans un premier temps, évacué, brûlé et rasé plusieurs centaines de villages kurdes (cf. liste en annexe) situés en zones montagneuses elle s'emploie maintenant à bombarder sous des prétextes divers des bourgades et villes qu'elle considère comme «perdues» ou difficiles à défendre. Il y a un an la stratégie de destruction des villes avait commencé à Simak, ville de 25.000 habitants presque entièrement détruite dont les habitants avaient sans succès collectivement demandé asile politique aux pays occidentaux. Puis Varto et Kulp avaient subi un sort similaire tandis que Lice et Silvan victimes d'une terreur permanente se vidaient de leurs habitants.

Le 19 août l'aviation turque a procédé au pilonnage intense des villes de Yuksekova et de Çukurova située à proximité des frontières irakienne et iranienne. Dans la seule ville de Yuksekova ces bombardements ont provoqué la destruction d'une centaine de magasins et de plusieurs centaines de maisons. Environ 25.000 des 30.000 habitants ont dû se réfugier dans les montagnes pour échapper à ces bombardements aveugles. Le maire a demandé la protection des instances internationales. La ville de Çukurca déjà sérieusement affectée en 1992 a également subi des dégâts considérables. L'armée a interdit aux observateurs et journalistes l'accès de ces deux villes. Elle a également encerclée à partir du 10 septembre la ville

de Cizre, située à proximité de la jonction des frontières turco-irako-syrienne. Après deux journées d'intenses combats et de pilonnages le siège de la ville a été levé le 12 septembre au soir. Selon les témoins de nombreux commerces et habitations

auraient été détruits. La presse turque parle de la mort de deux militants du PKK, d'un officier turc et de deux enfants âgés de 2 et 12 ans. Une dizaine de civils auraient également été blessés par balles au cours de ce siège.

La communauté internationale qui est restée silencieuse sur la destruction par Saddam Hussein des villages et villes du Kurdistan irakien de 1987 à 1991 reste également sans réagir face à la destruction progressive, tranche par tranche, ville après ville, du Kurdistan tracé par les troupes et l'aviation d'Ankara.

## Selon Mme. Çiller la guerre du Kurdistan a fait 1600 morts en 6 semaines

**C**eux qui espéraient que la nomination d'une femme au poste de premier ministre apporterait une note d'humanisme, de bienveillance et de douceur aux rudes mœurs politiques turques en auront été pour leurs frais. Le professeur Çiller s'affirme aussi belliqueuse et cocardière que les généraux turcs. Ainsi, le 2 septembre, dans une intervention très remarquée devant le groupe parlementaire de son parti, elle s'est félicitée de la mort de «1020 terroristes du PKK» au cours des affrontements des 6 dernières semaines avec les forces turques. Les cadavres de 593 d'entre eux auraient été recensés par l'armée, les autres auraient été enterrés dans des fosses communes ou brûlés par le PKK, à l'en croire le premier ministre turc qui a ajouté qu'au cours de la même période 443 militants présumés du PKK avaient été arrêtés, 198 soldats et gendarmes turcs tués, 340 blessés et 29 enlevés par le PKK. Les pertes civiles seraient de 378 morts et 405 blessés. Selon elle, l'armée turque aurait «saisi en ces 6 semaines 21

lance-roquettes, 630 missiles anti-chars, 431 armes légères, 2 mortiers, 101 radios, 67 mines, 211 grenades et d'importantes quantités de munitions». Elle a promis que son gouvernement allait former de nouvelles unités de commandos, acquérir de nouveaux véhicules et hélicoptères pour améliorer la capacité de combat de l'armée turque et permettre à celle-ci de gagner rapidement la guerre. Elle s'est engagée à rencontrer les leaders des autres partis afin de les convaincre que cette question devrait rester au dessus des rivalités de partis et de réaliser un consensus national autour de l'armée. Toute proposition de réforme, de solution politique ou de dialogue serait, selon Mme. Çiller, une concession aux terroristes et ne ferait que semer la confusion dans les esprits.

L'heure est donc à l'escalade militaire et à la guerre totale. Une nouvelle «*loi anti-terroriste*» en cours de préparation doit faire taire les dernières voix contestant le bien-fondé de cette option militaire. Les publications critiques seront plus systématiquement

quement saisies ou interdites, les cours de sûreté de l'État se chargeront de mettre derrière les barreaux les hommes politiques ou les intellectuels contestataires.

En application de ce nouveau cours de la politique turque, après l'interdiction par la cour constitutionnelle en juillet du Parti Populaire du Travail (HEP) pour propagande séparatiste, le 15 septembre, Yasar Kaya, président du nouveau parti légal pro-kurde DEP a été arrêté et incarcéré pour des propos tenus lors du congrès du Parti démocratique du Kurdistan irakien, en août dernier. Presque au même moment les cours de sûreté de l'État accélèrent l'instruction des divers procès pour délit

d'opinion du sociologue turc Ismail Besikçi et de Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, qui ont chacun déjà passé plus de 14 ans dans les prisons turques pour leur combat pacifique en faveur de la reconnaissance des droits du peuple kurde. L'ancien président du HEP, le député de Diyarbakir Fehmi Isiklar, déchu de son mandat de parlementaire et de la vice-présidence de l'Assemblée est poursuivi pour attente à l'unité nationale par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara qui requiert contre lui la peine de mort.

La Turquie mène assurément une guerre tous azimuts pour étouffer une nouvelle fois la voix de ses 15 à 18 millions de citoyens kurdes.

tuation tragique d'un pays plongé dans la guerre et la misère, l'omniprésence et la brutalité de l'armée turque. Grâce à leurs témoignages, grâce aux contacts noués dans les milieux kurdes, ils ont pu obtenir la libération, le mardi 14 septembre de leurs compatriotes, dans un village situé près du Mont Ararat. Les otages ont été longuement et apparemment rudement interrogés par la police turque qui semble les avoir accusés de «*complicité avec le PKK!*». Résumant le sentiment de ses compagnons, l'otage suisse Nico Panta déclare au journaliste de l'Hebdo (du 16 septembre) : «*Trente jours dans la montagne ont été moins durs qu'une seule journée entre les mains de la police turque. Ils nous ont tous saisi : nos films, nos écrits et notre matériel. Ils nous ont empêchés de téléphoner et de recevoir des appels. Et ils nous ont accusés d'avoir collaboré avec le PKK.(...) Les Kurdes nous ont très bien traités et nous ont toujours donné ce dont nous avons besoin. Sauf une fois, nous avons été déplacés et nous avons dû marcher deux nuits, au-dessus de trois mille mètres. Cette marche a été très dure.*»

Le sort des otages a suscité la publication dans la presse française de 722 articles et de nombreuses informations à la radio et à la télévision sur le problème kurde en Turquie et sur la guerre du Kurdistan. Le fonctionnement des médias ne réagissant qu'à l'urgence et au sensationnel semble hélas de nature à justifier ce genre de prises d'otages conçues comme des opérations publicitaires sans intention de nuire aux personnes. Ceux qui souhaitent éviter des randonnées forcées dans la montagne et les divers risques inhérents à un pays en guerre savent à présent que la Turquie n'est plus une destination touristique ordinaire et tranquille.

## Libération des otages occidentaux

Les occidentaux enlevés par le PKK dans le cadre de «*la politique de sensibilisation de l'opinion occidentale à la sale guerre du Kurdistan*» ont été tous progressivement relâchés grâce à l'intervention des diverses personnalités et organisations de défense des droits de l'homme sans aucune contrepartie.

Les quatre touristes français retenus depuis 24 juillet — Pierre Fix, Michel Condroy, Robert Audoin et Fernand Haron — furent les premiers à être libérés dans la nuit du 9 au 10 août, dans la province de Van. Le lendemain, le Britannique David Rowbotton et l'Australienne Tania Miller, détenus depuis le 5 juillet ont également été remis en liberté. Le 21 août, trois Suisses et un Italien tous

semble-t-il témoins de Jéhovah à la recherche de l'Arche de Noé, ont été enlevés dans la région du Mont Ararat par une unité du PKK se proposant de «*leur montrer les réalités actuelles du pays*». Dans une déclaration à l'envoyé spécial du journal suisse *le Nouveau Quotidien* du 27 août, les ravisseurs affirment qu'ils «*ne toucheront pas à un seul cheveu de ceux qui sont retenus dans la montagne*», que par ces actions ils veulent «*démontrer à l'opinion occidentale que la guérilla kurde contrôle le territoire et imposer à l'Europe l'urgence de la question kurde*».

A défaut des représentants des gouvernements concernés, des députés et journalistes italiens, suisses et allemands se sont rendus au Kurdistan turc où ils ont pu voir de près la si-

## Situation humanitaire au Kurdistan irakien

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont, le 9 septembre, effectué une démarche commune auprès de M. Nizar Hamdoun, représentant de l'Irak à New York, à propos de *«la dégradation de la situation humanitaire dans le nord et le sud du pays»*. Au cours d'une réunion organisée au siège des Nations unies les ambassadeurs de quatre pays membres permanents du Conseil de Sécurité ont *«tiré la sonnette d'alarme sur la situation humanitaire dans le nord et dans le sud»* et déclaré aux Irakiens *«qu'ils attachaient de l'importance à ce qu'ils coopèrent entièrement avec les Nations unies et qu'ils respectent pleinement la résolution 688»* du Conseil de Sécurité, adoptée en avril 1991, qui se trouve à l'origine de l'opération *Provide Comfort* et qui demande aux autorités de Bagdad de cesser toute répression contre les minorités du pays.

Un diplomate occidental ayant assisté à cette réunion a indiqué à l'A.F.P. que leur démarche était motivée par *«des informations concordantes faisant état d'une dégradation générale de la situation humanitaire dans le Kurdistan et dans les marais du Sud habités par des populations chiïtes»*.

La situation est effectivement de plus en plus intenable. Les régions administrées par le gouvernement régional kurde souffrent des sanctions en principe destinées à punir le régime de Saddam Hussein. Celui-ci applique en plus un blocus interne contre le Kurdistan. Malgré des démarches multiples des O.N.G., le Conseil de Sécurité n'a pas encore pris la décision indispensable d'exempter le Kurdistan de certaines de sanctions de façon à permettre aux Kurdes de

reconstruire leur pays, de faire redémarrer leur économie, notamment en extrayant leur propre pétrole pour surmonter la terrible crise énergétique dont ils souffrent. Faute de fuel, ils vont être amenés à couper les derniers bois de leurs maigres forêts pour se chauffer cet hiver, favorisant ainsi un désastre écologique.

Conscients de ce péril majeur, les Kurdes achètent en contrebande aux compagnies irakiennes de l'essence, du kérosène et du gazole provenant des champs de Kirkouk et de Mossoul. Ils doivent payer en dollar ces achats. Ainsi un litre d'essence vendu à 0,07 dinar (0,1 cent américain) dans les zones sous contrôle irakien est payé 8 cents, soit 80 fois plus cher par les Kurdes, selon une étude

de *Middle East Economic Survey* du 30 août, qui affirme par ailleurs que malgré l'embargo international *«Bagdad livre par camions 10.000 à 20.000 barils de produits pétroliers par jour à l'Irak et exporte également, par le biais des camions turcs, des produits pétroliers en Turquie»*. Cependant les Kurdes qui possèdent de nombreux puits de pétrole dans les territoires qu'ils contrôlent ne sont pas autorisés par le Comité des Sanctions des Nations unies à acquérir une petite raffinerie pour pourvoir aux besoins de la population. Le Conseil de Sécurité préfère recommander à Bagdad de coopérer pour l'amélioration de la situation humanitaire au Kurdistan. Au lieu de donner à la population éprouvée du Kurdistan les moyens de son autosuffisance et de la maîtrise de son destin, les pays occidentaux vont continuer de lui faire parvenir de quoi l'empêcher de mourir en maintenant la jeune démocratie kurde dans une situation d'assistée permanente.

## Iran : Une commission de l'ONU dénonce l'assassinat des opposants

La série d'assassinats d'opposants iraniens en Europe perpétrés par les services de Téhéran retient enfin l'attention des instances internationales. Le 23 août, la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies a adopté par vingt voix contre trois et deux abstentions une résolution qui *«condamne les assassinats à l'étranger de ressortissants iraniens»* et indique qu'elle présume *«la participation directe des services officiels iraniens à ces assassinats»*. Considérant que *«les gouvernements doivent être tenus responsables des tentatives d'assassinat et des actes d'agressions perpétrés par leurs agents dans d'autres pays, ainsi que des mesures délibérées visant à inciter à de tels*

*actes, à les sanctionner ou à les tolérer»*, le texte rejette *«toute justification culturelle ou religieuse de non-respect des normes universelles en matière des droits de l'homme»*.

D'autre part, sous-commission *«condamne fermement les violations massives des droits de l'homme qui continuent d'être commises en Iran : exécutions des prisonniers politiques, lapidation, tortures et autres traitements dégradants, flagellation publique des femmes, persécutions incessantes infligées aux Kurdes et aux Bahais, harcèlement des familles de réfugiés politiques»*.

La sous-commission *«regrette»* aussi que, depuis plus d'un an, le gouver-

nement iranien empêche le représentant spécial de l'ONU de se rendre dans le pays et que malgré des accords conclus, Téhéran refuse d'autoriser les délégués de la Croix Rouge internationale à visiter les prisons.

Au cours de dernières années les autorités de Téhéran ont fait assassiner en Europe des opposants célèbres : Dr. A.R.Ghassemlou et deux de ses collaborateurs à Vienne, Dr.S.Charafkandi et trois de ses collaborateurs à Berlin; Chapour Bakhtiar en France, Dr.Karem Radjavi à Genève et une vingtaine

de militants et personnalités moins connus dans divers pays d'Europe. Loin de prendre des sanctions contre ce terrorisme d'Etat pratiqué sur le sol européen, les principales capitales occidentales ont continué d'entretenir des relations économiques et politiques suivies avec Téhéran. Dans ce contexte, la résolution tardive de la sous-commission, qui a une portée surtout morale dans la mesure où elle souligne la responsabilité de l'Etat iranien dans ces crimes, n'a hélas guère de chance d'influer sur le comportement du régime des ayatollahs.

confirme la plupart des articles sur les droits de l'homme publiés par *Gündem*.

Depuis plus de neuf ans, les guérilleros du PKK se battent pour une patrie pour les quelque 10 millions de Kurdes de Turquie. Le conflit a déjà fait approximativement 7.000 victimes et est un des problèmes les plus brûlants de la politique intérieure du pays, mais *Gündem* est un des rares journaux à avoir osé publier des informations contredisant la version officielle des faits. Son réseau de contacts n'a pas son pareil dans les villes et les villages appauvris où se recrutent les partisans du PKK. Abdullah Öcalan, le commandant en chef du PKK, écrit même une colonne du fond de sa cachette quelque part au Moyen-Orient.

## Témoignage : Le temps des atrocités

*Le journaliste britannique Jonathan Rugman nous apprend d'Istanbul les risques encourus par l'équipe d'un journal dont les journalistes révèlent les violations des droits de l'homme dans l'est de la Turquie au péril de leur vie. Voici son témoignage paru dans le Guardian du 23 août 1993:*

Il y a deux semaines, Aysel Malkac, 22 ans, quittait les bureaux de son journal et sortait dans la rue, une rue bordée d'arbres en plein centre d'Istanbul. Ses collègues ne l'ont pas revue depuis. Ils supposent qu'elle est morte. Ce n'est pas une supposition déraisonnable. Depuis le lancement d'*Özgür Gündem* (Agenda Libre) au mois de mai de l'an dernier, au moins huit de ses journalistes et distributeurs ont trouvé la mort dans des circonstances mystérieuses.

L'un d'eux, Hafiz Akdemir, après avoir reçu plusieurs menaces de mort, fut abattu alors qu'il se rendait au journal. Son enterrement eu lieu sous surveillance policière; d'après les dires de plusieurs membres de sa famille, lorsqu'ils voulurent aller chercher le corps à la morgue, ils furent tabassés. D'autres journalistes ont été kidnappés et jetés dans des voitures

ou abattus dans la rue par des assassins qui n'ont jamais été retrouvés.

«J'essaye de ne pas sortir seule ni la nuit», raconte Gultan Kisanak, 32 ans, une des rédactrices de *Gündem*. Les représentants du journal dans les régions kurdes de Turquie dorment souvent dans leurs bureaux, barricadés derrière la porte, mais depuis la disparition d'Aysel Malkac, les journalistes à Istanbul prennent eux aussi des précautions.

*Özgür Gündem* emploie 200 personnes, des Kurdes pour la plupart, et a pour mission de publier après investigation les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité et les rebelles du PKK (Parti des Ouvriers du Kurdistan) dans les 12 provinces de l'est de la Turquie soumises à la loi d'exception. «Quiconque veut savoir ce qui se passe doit lire ce journal» déclare Jonathan Sugden d'Amnesty International qui

Récemment, lorsque le Premier ministre turc a réuni les rédacteurs des journaux nationaux pour leur demander leur soutien dans la question kurde, *Gündem* fut le seul à ne pas être invité. Ses critiques disent qu'il offre un débouché inacceptable aux prises de position du PKK et que tous les journalistes tués étaient fort probablement des membres du PKK.

Selon un porte-parole du gouvernement, Yildirim Aktuna, «il se peut que certains terroristes se soient secrètement lancés dans le journalisme. Une enquête s'impose». La réaction du Président Suleyman Demirel fut: «Ceux qui ont été tués n'étaient pas de véritables journalistes. Ils s'entre-tuent».

Selon Amnesty, le journal est ouvertement partisan et tend à ne pas enquêter sur les rapports de violations des droits de l'homme commises par le PKK, mais cela n'est pas une raison pour laisser assassiner 8 travailleurs de *Gündem* dans des circonstances mystérieuses sans entreprendre une enquête approfondie sur leur mort.

Quand on lui demande si les forces de sécurité turques sont en train d'éli-



miner les membres de son personnel de manière délibérée ou de cautionner d'autres qui s'en chargent, Gultan Kisanak répond d'une voix qui donne froid dans le dos: «C'est évident. Il ne suffit tout simplement pas de dire que c'étaient des militants du PKK. Le gouvernement doit enquêter sur leur mort et apporter des preuves».

*Gündem* tire à 30.000 exemplaires dans le pays et à 10.000 exemplaires supplémentaires en Europe, où les travailleurs kurdes en Allemagne forment le gros des lecteurs. D'après le directeur de la publication, Gurbetelli Ersoz, le journal arriverait à vendre 100.000 exemplaires, si ses lecteurs et ses distributeurs ne faisaient pas l'objet de campagnes d'intimidation.

Plus de 80 numéros ont été saisis. Une fois, la police est arrivée avec un ordre de saisie avant même la sortie des presses du numéro. Au mois de janvier, le journal a décidé d'arrêter sa parution pour une durée de quatre mois - les meurtres, les persécutions, les harcèlements et la surveillance policière avaient dépassé les limites du supportable.

Au début de ce mois, le corps d'un autre journaliste de *Gündem*, Ferhat Tepo, a été découvert enterré dans un cimetière de la province de Elazig dans le sud-est de la Turquie. Selon l'autopsie officielle, la mort serait due à la noyade, mais le père de Ferhat (qui a dû lui-même déterrer le corps de son fils) dit que le corps était noirci par les traces de torture.

Il raconte qu'il avait enregistré une conversation téléphonique au cours de laquelle un homme, dont la voix ressemblait de manière frappante à celle d'un commandant de l'armée turque très connu, menaçait de tuer son fils. «A présent, vous savez quelle douleur ressentent les familles des soldats tués», dit la voix.

L'avenir de *Gündem* est pour le moins incertain. La cour de sûreté de l'Etat turc tente de parvenir à fermer

le journal définitivement pour cause de propagande séparatiste, et les rédacteurs peuvent s'attendre à des amendes allant jusqu'à 500.000 livres turques et à des peines de prison allant jusqu'à 100 ans.

Gurbetelli Ersoz se montre remarquablement confiante. «Nous pensons que quelqu'un doit faire ce que nous faisons» dit-elle. «Dans ce pays, trop de choses sont cachées aux yeux du public».

## Ainsi que...

### • LE XI<sup>ÈME</sup> CONGRES DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAK

s'est tenu du 16 au 25 août à Arbil, capital politique du Kurdistan irakien. Plus de 2000 délégués du parti ainsi que de centaines d'invités venus de divers pays (Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Turquie) et des représentants de tous les partis politiques kurdes à l'exception notable du PKK, ont assisté à ce «Congrès historique» se tenant au Kurdistan libre et ayant pour enjeu l'unification autour du PDK de cinq partis et mouvements politiques à savoir : Le Parti Démocratique du peuple du Kurdistan, le parti socialiste du Kurdistan d'Irak, le Parti socialiste du Kurdistan (PASOK), l'Union démocratique du Kurdistan et le Mouvement des Filis. La formation issue de ces assises s'appellera désormais, le *Parti Démocratique Unifié du Kurdistan*. Le 11<sup>ème</sup> congrès a décidé à l'unanimité de transformer le mot d'ordre Parti, vieux d'un demi-siècle : *Démocratie pour l'Irak autonomie pour le Kurdistan en Démocratie pour l'Irak, Fédéralisme pour le Kurdistan*. Le congrès a ensuite désigné les membres du bureau politique et du comité central du Parti Unifié. Massoud Barzani a été réélu président par de longues ovations, les autres membres des instances dirigeantes ont été élus en fonction de suffrages recueillis sur leur nom. Parmi les invités les plus remarquables du Congrès, Jalal Talabani, secrétaire général de l'UPK, Moustafa HIJRI, secrétaire général du PDK irakien, deux Congressmans américains et une forte délégation des

partis politiques turcs (ANAP, DYP, SHP, DEP).

### • ANKARA UTILISE TOUJOURS DES CHARS ALLEMANDS CONTRE LES KURDES.

En dépit des mises en gardes successives de Bonn demandant à Ankara de ne pas utiliser des matériels militaires d'origine allemande dans des conflits internes l'armée turque continuerait d'utiliser des chars de type BTR-60 dans la guerre du Kurdistan, affirme un porte-parole de l'Association turque des droits de l'homme dans une interview parue le 9 août dans le grand quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Rappelant que les opérations militaires turques visent de plus en plus les populations civiles, ce porte-parole a indiqué que «d'après les informations en possession de son association l'armée a déjà détruit plus de 600 villages kurdes».

L'Allemagne fournit depuis les années 1960 du matériel militaire usagé à la Turquie, dans le cadre de l'OTAN. Elle avait, en mars 1992, suspendu ses livraisons à la suite du massacre d'une centaine de civils kurdes lors des célébrations du Newroz, nouvel an traditionnel fêté le 21 mars, avant de les reprendre en juin de la même année. A la suite de ces nouvelles révélations de presse, Bonn a demandé à son ambassade à Ankara de «vérifier le bien-fondé des informations».

Par ailleurs, le **Congrès américain** a, le 23 septembre, approuvé la livraison à Ankara de 50 avions «man-



geurs de chars» A-10 et de 31 hélicoptères d'assaut Cobra. La Turquie recevra ces avions sous forme de don mais devra payer pour les pièces détachées. L'armée turque qui dispose déjà de 11 Cobra, dont 5 Super Cobra, utilise les hélicoptères américain dans la guerre du Kurdistan. En décembre 1992 Ankara avait conclu un accord avec l'avionneur américain Sikorsky pour l'achat de 45 hélicoptères Black Hawk et la fabrication en Turquie de 50 autres pour un montant total de 1,1 milliard de dollars. Les Turcs ont déjà pris livraison de 35 hélicoptères qui opèrent sur le front du Kurdistan et 10 autres Sikorsky seront livrés d'ici début 1994.

• **LE CONTENTIEUX TURCO-SUISSE S'ALOURDIT.** La tension née du meurtre, le 24 juin d'un manifestant kurde par un employé de l'ambassade turque à Berne dans les relations turco-helvétiques continue de s'envenimer. La justice suisse, témoignages à l'appui, est convaincue que l'ordre de tirer a été directement donné par l'ambassadeur Kaya Toperi, ancien conseiller diplomatique du président Özal, qui était en contact talkie-walkie permanent avec les gardes de sécurité turcs au cours de la manifestation kurde du 24 juin. Elle a donc demandé la levée de l'immunité diplomatique de M. Toperi et de quatre autres diplomates turcs. Refusant d'accéder à cette demande, Ankara a rapatrié ces derniers et invité, le 24 août, la Suisse à rappeler son ambassadeur à Ankara ainsi que deux autres diplomates. Dans un communiqué, le Conseil fédéral helvétique a protesté «avec une extrême vigueur» contre la demande de rappel. Il «regrette profondément que le Gouvernement turc empêche le déroulement d'une enquête judiciaire conforme à l'Etat de droit». Cependant, le 31 août, la Suisse s'est pliée aux exigences turques en rappelant ses diplomates contestés. Les relations diplomatiques entre les deux pays n'en sont pas rompues pour autant et la Confédération helvétique ne semble envisager aucune sanction ou représaille particulière

contre un Etat bafouant sa justice, une justice qui ne pourra donc pas juger les meurtriers d'un jeune réfugié politique kurde coupable d'avoir usé de son droit constitutionnel de manifester contre les massacres perpétrés dans son pays.

• **MEURTRE D'UN JOURNALISTE KURDE.** Kidnappé le 28 juillet par la mystérieuse «brigade ottomano-turque de vengeance» (l'une des multiples émanations de la contre-guérilla turque) à titre de «représailles contre l'enlèvement par le PKK de quatre touristes français», Ferhat Tepe, 18 ans, correspondant à Bitlis du quotidien pro-kurde *Özgür Gündem*, a été retrouvé assassiné le 2 août au bord d'un lac près de Sivrice, dans la province d'Elazığ, à environ 250 km à l'ouest du lieu de son enlèvement. Selon *Özgür Gündem*, F. Tepe semble avoir été noyé et son corps portait des traces de coups. Dans un appel téléphonique à son père Işhak Tepe, président de la section de Bitlis du parti légal pro-kurde DEP, les ravisseurs avaient formulé les exigences suivantes pour la libération du jeune journaliste : 1) fermeture de la section de Bitlis du DEP; 2) Une rançon d'un milliard de livres turques (environ 100.000 \$); 3) La libération de quatre otages français détenus par le PKK. M. Tepe a enregistré cet appel, en a fourni une copie à la police locale qui lui a déclaré tout ignorer de cette affaire. Ferhat Tepe est le quatorzième journaliste tué en moins de 2 ans dans la guerre du Kurdistan. Une autre journaliste kurde, Ayşe İkkac, 22 ans, interpellée début août par la police à Istanbul est, depuis, portée «disparue».

• **HÜRRIYET RETIRE DE LA CIRCULATION UN ATLAS MENTIONNANT LE NOM DU KURDISTAN.** Dans la guerre commerciale qui les oppose les quotidiens, à grand tirage ne cessent de proposer des cadeaux les plus alléchants pour des lecteurs leur envoyant tel nombre de coupons. Après une bataille à coups d'encyclopédies (Larousse, Britannica, etc), le quotidien *Hürriyet* avait lancé dé-

but septembre une nouvelle campagne promettant d'offrir à ses lecteurs «le plus grand atlas du monde» en échange de 40 coupons. Après avoir imprimé des centaines de milliers de copies de «Grosser Weltatlas» et les avoir expédiées à tous les points de vente et aux kiosques à travers la Turquie et l'Europe, ce journal s'est rendu compte que ce fameux atlas allemand portait le nom de «Kurdistan» sur les provinces kurdes que la Turquie depuis 70 ans s'emploie, avec un zèle idéologique peu commun, à qualifier d'Anatolie de l'Est et du Sud-Est! Quelle ironie du sort pour ce quotidien cocardier mettant chaque jour en exergue de son titre un drapeau turc et son inévitable corollaire «La Turquie est aux Turcs»! *Hürriyet* a dû retirer de la circulation toutes les copies coupables de l'atlas et d'en imprimer une version revue et corrigée, débarrassée de l'intolérable mot Kurdistan dont, pourtant, un certain sultan turc, Soliman le magnifique, dans une lettre adressée à François 1er se glorifiait d'être le souverain! C'était il y a quatre siècles et demi et les Turcs actuels qui apprennent une version très idéologique et nationaliste de leur Histoire, ont une mémoire sélective et déformée de leur passé.

• **APPELS AU DIALOGUE ET A LA PAIX.** Dans une pétition au gouvernement turc, rendue publique le 9 août, les maires de 27 villes kurdes demandent que «toutes les mesures nécessaires soient prises pour arrêter l'écoulement du sang de nos frères» et qu'un «cessez-le-feu immédiat soit décrété afin de rechercher un règlement pacifique au conflit». Affirmant que «l'existence d'un problème kurde en Turquie est une réalité indéniable», le texte souligne que «15 années de régime militaire et d'urgence ont montré que le problème kurde ne peut être réglé par des méthodes militaires».

De son côté, le **Parlement européen**, dans une résolution adoptée le 16 septembre, a «renouvelé son appel aux autorités turques pour qu'elles

mettent un terme à l'état d'exception dans les provinces à majorité kurde et qu'elles garantissent le respect des droits de l'homme dans la région». Les parlementaires européens ont également condamné l'assassinat à Batman du député kurde Mehmet Sincar. Pour eux, «M.Sincar est une des victimes d'une longue série d'assassinats politiques non élucidés».

Tels des coups d'épée dans l'eau, ces appels sont restés sans suite dans un climat marqué par l'escalade effrénée de la guerre.

**• LA LEÇON DE TANSU ÇILLER AUX ALLEMANDS.** En visite officielle en Allemagne, le Premier ministre turc n'a pu s'empêcher de comparer, le 22 septembre à Berlin, la situation des Turcs en Allemagne avec celle des Kurdes en Turquie. Après avoir affirmé qu'il n'y avait «ni minorité ni discrimination en Turquie» Mme Çiller a ajouté : «Je souhaiterais que nos citoyens turcs vivant en Allemagne aient le dixième des droits de l'homme des citoyens kurdes vivant en Turquie». Cette comparaison, pour le moins osée, a choqué de nombreux Allemands, sans parler des Kurdes. Contrairement aux officiels, les journalistes et les associations de défense des droits de l'homme ne se sont pas cru obligés d'être charitables. Comment comparer le statut d'un peuple indigène, vivant sur son sol et aspirant de ce fait à être maître de son destin avec celui d'une population immigrée arrivée à partir des années 1960 en Allemagne comme «Gast arbeiter»? Plusieurs journaux allemands ont brocardé «l'ignorance, la légèreté et l'outrecuidance de cette dame charmante mais très superficielle» et lui ont rappelé que les immigrés turcs d'Allemagne bénéficient des émissions de radio, de télévision, de journaux, d'enseignants, d'interprètes et d'une série d'autres services dans leur langue, que l'Allemagne n'avait ni emprisonné ni torturé des Turcs voulant publier en turc ou demandant des droits pour leur communauté alors

que les 15 à 20 millions de citoyens kurdes de Turquie n'ont pas une seule école ni une émission de radio en kurde, que les défenseurs de leurs droits sont jetés en prison quand ils ne sont pas assassinés, que l'armée turque bombarde, brûle et détruit leurs villages et que si les Kurdes ont le droit de vote, sans avoir celui de créer librement leurs propres partis et associations, ce droit formel équivalant pour eux à choisir entre les partis turcs niant tous l'existence du peu-

ple kurde et refusant de lui reconnaître le moindre droit culturel et linguistique. «Les turcs étant un peuple fier et guère porté sur le masochisme, pourquoi donc s'obstinent-ils à rester dans une Allemagne qui, à l'en croire le Premier ministre Çiller, ne leur reconnaît pas un dixième des droits reconnus dans ce paradis turc aux bienheureux citoyens kurdes» a relevé ironiquement un chroniqueur du quotidien berlinois *Tageszeitung*.

## Publications nouvelles

• **Ma vie de Kurde**, Nouredine Zaza, éditions Labor et Fides, 160p. réédition avec le concours de l'Institut kurde, du très beau récit autobiographique de l'écrivain et homme politique kurde Nouredine Zaza, qui fut l'un des co-fondateurs de l'Institut kurde et qui nous a quittés en octobre 1988. La diffusion en France de cet ouvrage est assurée par les éditions du Cerf. Il est également en vente à l'Institut.

• **La question kurde**, Hamit Bozarslan, recueils de textes, documentation française, dossiers d'actualité mondiale. n° 709, 20 août 1993. En vente à l'Institut, 68 p., 30 FF.

• **Parfums d'enfance à Sanate**, un village chrétien au Kurdistan irakien, Ephrem Isa Yousif, Editions l'Harmattan, Souvenirs d'une enfance passée dans un village chrétien du Kurdistan irakien. En vente à l'Institut, 139 p., 75 FF.

• **Conférence internationale : les Kurdes, identité et droits de l'homme**, Paris 1989.

Edition en langue arabe des Actes de cette conférence organisée par l'Institut kurde. En vente à l'Institut, 168p., 80 FF.

Les éditions française et anglaise sont également encore disponibles (178p. 75 FF).

## La chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie

### 2 août

A Sason, au cours d'affrontements entre les forces turques et le PKK 7 soldats turcs ont été tués et 17 autres blessés. A Silopi, un paysan a été tué et un autre blessé par la *kontrgerilla* (contre-guérilla turque).

### 3 août

A Hakkari, lors d'un accrochage entre

l'armée turque et les militants du PKK, 4 soldats turcs ont été tués. A Bitlis, des opérations de l'armée turque épaulée par les protecteurs de village contre le PKK ont fait 3 morts du côté des militants du PKK. A Batman, un civil, Celal Petgül a été tué en pleine rue par des inconnus. A Pazarcik, dans le village de Karahasan, Ayse Rani, Elif Laden et Gözde ont été tués par des membres de la *kontrgerilla*.

A Diyarbakir, Cemal Burkay, un marchand de fruits secs, a été abattu en pleine rue et des passants ont été blessés. A Silvan, 45 protecteurs de village qui avaient démissionné de leurs fonctions, ont été arrêtés et torturés par l'armée turque.

#### 4 août

A Hazro, dans la province de Diyarbakir, Yücel Dalan, fils du maire de la ville, arrêté et torturé avec 30 autres personnes par les forces turques, a succombé à ses blessures.

#### 5 août

A Bitlis, des militants du PKK ont attaqué un minibus sur la route de Mutki à Kavakbasi, faisant 26 tués et 10 blessés. A Hakkari, 8 soldats turcs et 2 protecteurs de village ont été tués lors d'un accrochage avec des militants du PKK.

#### 6 août

A Bingöl, dans les villages d'Arslanbegli et d'Asmakaya, 11 personnes (dont 8 enfants) ont été tués par les militants du PKK, rapporte la presse turque. A Hakkari, 6 militants du PKK ont été tués par les forces turques. A Batman, 2 militants du PKK et à Silvan, 1 soldat turc ont été tués lors d'affrontements entre l'armée turque et les militants du PKK.

#### 7 août

A Batman, Seyhmus Ekmen, 23 ans, et Haci Emen, 45 ans, ont été tués dans la rue en plein jour par les membres de la *kontrgerilla*. Toujours à Batman, dans le quartier Yeni, Ekrem Afsin, 50 ans, a été tué et son fils Cengiz blessé par des inconnus. A Nusaybin, des affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK ont fait 3 morts et plusieurs blessés. A Sirnak, dans le village de Yesimli, 5 protecteurs de village et 6 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement entre l'armée turque et des militants du PKK. A Bitlis, dans les villages de Mutki et Kavakbasi, 32 protecteurs de village ont été tués et 15 autres blessés par les militants du PKK. A Bingöl, au cours d'affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK, 11 personnes ont trouvé la mort, dont 8 enfants. A Silvan, un soldat turc a été tué et plusieurs autres

blessés lors d'un affrontement entre l'armée et des militants du PKK.

#### 8 août

A Çinar, dans la province de Diyarbakir, 6 personnes ont été tuées et 2 autres blessées, à Mardin, 2 personnes tuées et à Bitlis un combattant du PKK a été tué au cours d'affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK.

#### 9 août

A Çermik, dans le village d'Akpinar, 15 personnes dont 4 de la même famille, ont été tuées par des militants du PKK. A Silvan, dans le village de Mala Erika, au cours d'opérations menées par l'armée turque et la *kontrgerilla* un soldat turc a été tué et 5 paysans ont été blessés, 30 paysans arrêtés. A Batman, dans le quartier de Karsiyaka, Haci Selim Ömer a été tué par la *kontrgerilla*. A Mus, dans le village d'Anzar, Muhyettin Tastekin a été tué par l'armée turque. A Diyarbakir, dans le quartier de Baglar, Osman Göker et Hasan Okur ont été tués par des inconnus.

#### 10 août

A Urfa, Gemra, Terfa et Ibrahim Yeten, tous de la même famille, ont été tués chez eux par des inconnus.

#### 11 août

A Agri, un protecteur de village a été tué par un groupe armé du PKK. A Bitlis, les villages de Hazo et de Mergebiyan ont été bombardés par l'armée turque, Yusuf Serci a perdu sa femme et son fils dans sa maison entièrement détruite. A Bingöl, 2 gendarmes ont été tués et 2 autres blessés par les militants du PKK lors d'un affrontement.

#### 12 août

A Kozluk, dans la province de Batman, Abdulaziz Tari et son fils Esref ont été pendus à un poteau électrique par des membres de la *kontrgerilla*. A Bingöl, un minibus a été arrêté par des militants du PKK: 9 passagers ont été fusillés et 9 autres blessés.

#### 13 août

A Bingöl, lors d'un contrôle d'identité

effectué par les forces turques dans un autocar, 2 militants présumés du PKK ont été abattus et 2 autres passagers ont été blessés. A Idil, une femme de 65 ans a été tuée au cours d'affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK; suite à ces affrontements, l'armée a détruit plusieurs maisons.

#### 14 août

A Mus, dans le village de Aznar, un membre de l'association YDK des musulmans a été tué par la *kontrgerilla*. A Savur, dans la province de Mardin, le village de Bageysi a été entièrement détruit par l'armée turque qui a fusillé 5 personnes. Ces opérations ont coûté également la vie à 10 soldats turcs. A Çukurca, 14 militants du PKK et un soldat turc ont trouvé la mort au cours d'affrontements; on compte 5 soldats parmi les blessés.

#### 15 août

A Hakkari, près du village d'Aladur, l'aviation turque a bombardé un camp du PKK, tuant 50 militants du PKK et blessant plusieurs autres. A Digor, dans la province de Kars, 9 militants du PKK ont été tués et 22 autres blessés lors d'opérations musclées de l'armée turque.

#### 16 août

Toujours à Digor, lors d'une manifestation de sympathisants du PKK, 10 personnes ont été tuées et 14 autres blessées par les forces turques. A Agri, dans le village d'Altinkilit, 6 militants du PKK ont été tués au cours d'opérations de l'armée turque. A Kars, 2 personnes ont été tuées par des militants du PKK.

#### 17 août

A Tunceli, 6 soldats turcs ont été tués par des militants du PKK dans un affrontement. A Van, 8 personnes, dont 4 enfants ont été tuées par des militants du PKK rapporte la presse turque. A Silvan, dans le village de Ferhendê, au cours d'opérations menées par la *kontrgerilla*, 12 maisons ont été entièrement brûlées, un paysan, Halit Gülücü, a été tué et plusieurs personnes âgées du village ont été torturées pendant plusieurs heures. A Mardin, dans le village de Yesilalan, les fils de protecteurs du village Mehmet Kalkan, 19 ans, et Muharem Dermircan

ont été enlevés par les membres de la *kontrgerilla*. A Maras, des opérations de l'armée turque et les bombardement de l'aviation ont fait 19 morts du côté des militants du PKK. Un commissaire de police et 3 soldats ont également trouvé la mort.

### 18 août

A Yüksekova, 2 personnes ont été tuées au cours de fusillades de l'armée turque sur la ville, 40 autres ont été blessées et plusieurs maisons entièrement détruites.

### 19 août

A Batman, et à Diyarbakir, 7 personnes ont été tuées par des inconnus armés. A Sirnak, 4 soldats ont trouvé la mort au cours d'une attaque des militants du PKK contre l'armée turque. A Tunceli, Muamer Alan et Adnan Kartal ont été tués par des militants du PKK.

### 20 août

A Bahçesaray, dans la province de Van, 26 personnes dont 14 enfants et 8 femmes ont été tuées par des militants du PKK, a rapporté la presse turque. Une commission d'enquête indépendante a cependant établi que cette tuerie était l'œuvre de la contre-gerilla turque A Bitlis, au cours d'affrontement entre l'armée turque et des militants du PKK, 33 militants et 8 soldats ont été tués. A Diyarbakir, dans le quartier de Baglar, Celal Konat a été tué et Halis Kuru grièvement blessé par des inconnus. A Batman, Vahdettin Çelik 44 ans et Hayrettin Çelik, 50 ans ont été tués et Ibrahim Güzel blessé par des membres de la *kontrgerilla*;

### 21 août

A Yüksekova, (province de Hakkari), une femme a été tuée 4 personnes ont été blessées et près de 100 autres arrêtées par les forces turques. A Iğdir, dans le village de Çamurlu, Cafer Malgur, Yunus Seyran et Sebil Lil ont été tués en plein jour devant plusieurs témoins par les membres de la *kontrgerilla*.

### 23 août

A Aralık, dans la province d'Iğdir, au cours d'une opération lancée par les mi-

litants du PKK contre l'armée turque 18 soldats ont été tués et 5 autres blessés.

### 25 août

A Siirt, 9 personnes, dont 5 enfants et de militants du PKK, ont été tuées et 3 autres blessées lors d'affrontements entre l'armée turque et les militants du PKK.

### 26 août

A Mardin, et à Silopi, au total 5 militants du PKK ont été tués par les forces turques.

### 28 août

A Hakkari, Bingöl et Siirt, lors d'affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK, 12 combattants kurdes ont été tués, rapporte la presse turque qui ne fait pas état de pertes turques.

### 1er septembre

A Siirt, dans le village de Magrib, l'armée turque a détruit plusieurs maisons et arrêté 15 personnes.

### 2 septembre

A Mus, dans le village de Derecik, 5 militants du PKK ont été tués et 3 autres blessés, lors d'une opération de l'armée turque. A Silvan, le médecin chef de l'hôpital de la ville, Zeki Tanrikulu, a été tué dans son bureau par des inconnus. A Cizre, 2 soldats turcs ont été tués par des militants du PKK suite à un affrontement avec l'armée turque.

### 3 septembre

A Hakkari et à Van, au total 20 protecteurs de village ont été enlevés par les militants du PKK et un autre a été tué. A Bingöl et à Sirnak, au cours d'affrontements entre l'armée turque et les militants du PKK, 18 militants auraient trouvé la mort, selon la presse turque qui ne mentionne pas les pertes turques.

### 4 septembre

A Batman, des «inconnus» ont assassiné le député Mehmet Sincar et Metin Özdemir, responsable local du DEP. Un autre député a été blessé, par balles.

### 7 septembre

A Gaziantep, lors d'un contrôle d'iden-

tité effectué par des militants du PKK, Süleyman Baskaya, 32 ans et Yasar Ulupinar, 34 ans, ont été abattus et Sinasi Gürbüz a été blessé. A Batman, un soldat turc a été tué et 3 autres blessés lors d'affrontements entre les militants du PKK et l'armée turque. A Sirnak, dans le quartier de Cudi, le protecteur de village, Izzet Tartar a été tué par des militants du PKK. A Diyarbakir, dans le quartier de Baglar, un civil, Vedat Dayman 28 ans a été tué en plein jour par des inconnus.

### 8 septembre

A Agri, au cours d'une opération menée par l'armée turque 9 militants du PKK ont été tués.

### 10 septembre

A Silvan, les villageois du Bayik ont été torturés et certains arrêtés par l'armée turque.

### 11 septembre

A Mardin, Sirnak, Tunceli et Hakkari, lors de plusieurs affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK, 13 militants et 3 soldats turcs ont été tués. A Silopi, 9 militants du PKK ont été tués par les forces turques. A Kemah, dans la province d'Erzincan, 3 soldats ont été tués dans une opération de l'armée contre les militants du PKK. A Batman, près de Sason, un paysan a été tué et 5 autres blessés par l'armée turque en patrouille.

### 13 septembre

A Diyarbakir, dans le village de Gülçöglü, un minibus a été arrêté sur la route par la *kontrgerilla*, 2 des passagers ont été abattus sur le champ et 2 autres blessés.

### 14 septembre

A Kulp, le village de Quye a été bombardé par l'aviation turque. Bilan : un paysan tué, plusieurs blessés et de nombreuses maisons détruites.

### 15 septembre

A Elazığ, dans une opération menée conjointement par l'armée turque et la *kontrgerilla* contre le PKK, 13 soldats ont trouvé la mort et un soldat a été blessé. A Sirnak, 5 paysans ont été tués et 3 autres blessés dans le village de Toptepe par l'armée turque.

**16 septembre**

A Siirt et à Van, au cours d'affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK, 18 soldats ont été tués et 8 autres blessés, rapporte le quotidien pro-PKK *Özgür Gündem*. A Cizre, le corps de Fethi Yıldız, un civil, a été retrouvé criblé de balles sur une route, près de son village.

**17 septembre**

A Mersin, dans le quartier de Çelik, Imam Talip Yüce a été tué et sa femme Meliha a été blessée par des inconnus.

**22 septembre**

A Bingöl, un journaliste du grand quotidien turc *Sabah* Muzaffer Akkus, a été tué par des militants du PKK rapporte la presse turque. A Diyarbakir, dans le quartier Melikahmet, un instituteur a été tué par des militants du PKK.

**23 septembre**

A Diyarbakir, dans le quartier de Sehlik, l'instituteur Sahap Salih a été tué devant son école par des inconnus.

**24 septembre 1993**

A Hizan, dans la province de Bitlis, 12 soldats de l'armée turque et 10 protecteurs de village ont été tués au cours d'affrontement avec les militants du PKK rapporte *Özgür Gündem*. A Sirnak, un affrontement entre les militants du PKK et l'armée turque a fait 24 morts du côté du PKK et 9 parmi les soldats selon la presse turque. A Bitlis, Van et Diyarbakir, 12 militants ont été tués au cours d'affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK.

**27 septembre**

A Agri, sur le Mont Tendurek, suite à une opération menée par l'armée turque contre des militants du PKK, 36 soldats turcs auraient trouvé la mort et plusieurs autres seraient blessés, selon *Özgür Gündem*.

**28 septembre**

A Dogubeyazit, Hatice Karatas, Azize Özkul et Ahmet Özkul ont été tués au cours d'une opération de l'armée turque et plusieurs boutiques de la ville ont été détruites. A Ergani, dans le village de Sögütalan, 3 personnes qui avaient été

enlevées de force par l'armée turque, ont été retrouvées mortes. A Mardin, Kadir Elmas a été enlevé par les protecteurs de village, son corps criblé de balles a été retrouvé à la sortie du village. A Hakkari et à Sirnak, au cours d'affrontements entre l'armée turque et des militants du PKK, 15 militants ont été tués, affirme la presse turque.

**29 septembre**

A Batman, dans le quartier de Petrokent, M. Salih Çakir a été tué par des inconnus. Le même jour dans un autre quartier de Batman, Mehmet Ali Kizmaz a

été tué et Mehmet Halim Göktepe blessés par des inconnus. A Adana, dans le quartier de Barbaros, deux civils kurdes, Mehmet Sultan Erol et Mehmet Sirin Sansarkan ont été tués par des inconnus en plein jour.

**30 septembre**

A Çermik, dans le village de Bahçeköy, Ibrahim Halil Demirdag a été tué dans son champ par des protecteurs de village. A Kiziltepe, dans la province de Mardin, un civil, Hamit Gezici a été tué en sortant de chez lui et son frère a été blessé par des inconnus.

## En bref, la revue de presse

ENLÈVEMENT D'UN JOURNALISTE DU QUOTIDIEN PRO-KURDE «ÖZGÜR GÜNDEM». Le quotidien pro-kurde *Özgür Gündem* est à nouveau sur la sellette en Turquie après qu'un de ses journalistes a été enlevé par une mystérieuse organisation dont le nom aux résonances ultra-nationalistes, «Unité Turco-Ottomane de vengeance» était jusque là inconnu des services de police. (*Gamk*, 1<sup>er</sup> août 1993), p.1.

LIBÉRATION DE SIX TOURISTES PAR LE PKK DANS LA SEMAINE. La direction du PKK a décidé de libérer dans la semaine les six touristes étrangers, dont six Français, enlevés par ses militants, affirme le quotidien turc d'expression anglaise *Turkish Daily News*. (A.F.P., 1<sup>er</sup> août 1993), p.2.

TURQUIE : 20 PERSONNES DONT 17 SOLDATS TUÉES PAR DES REBELLES KURDES DEPUIS SAMEDI — 26 personnes, dont 16 rebelles kurdes, tuées dimanche. — ATTAQUES DES REBELLES KURDES — AFFRONTEMENTS DANS LE SUD-EST : 26 MORTS DONT 14 REBELLES KURDES (A.F.P., 1<sup>er</sup> ; A.F.P. ; *Le Havre Presse*, 2 août ; *Ardennais*, 3 août 1993), p.3, 4, 5, 18.

NOUVEL ATTENTAT CONTRE UN SITE TOURISTIQUE TURC. Dix-huit personnes, dont deux Néerlandais, ont été bles-

sées par l'explosion d'une bombe à Kuscadasi. (*Libération*, 2 août 1993), p.3.

COURRIER : FIER D'ÊTRE KURDE. Il est un peuple dont le seul crime est d'être amoureux de la vie, et vous en avez montré le corps de ses enfants comme des cadavres de chiens abattus. Comme je suis aussi un enfant de ce peuple, c'est-à-dire un Kurde, je vous demande dans quelle mesure notre dignité d'homme peut s'accommoder d'une telle information?... (*Le Nouveau Quotidien*, 2 août 1993), p.4.

«LA CRUAUTÉ ET LE SILENCE» — UNE RÉVOLTE SAUVAGE QUI FINIT DANS LE SANG. — LA RESPONSABILITÉ DES INTELLECTUELS ARABES, un livre en de Samir Al-Khalil. (*La Croix*, 2 août 1993), p.5.

AMNESTY INTERNATIONAL EST PRÉOCCUPÉE PAR L'AGGRAVATION DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. — Le PKK décide de libérer les touristes. — LES SANCTIONS DE L'ONU POUSSENT L'IRAK AU BORD DE LA TRAGÉDIE. — Raid du PKK contre un poste militaire : 17 morts. — Violence kurde : 18 morts — SEZGIN DOIT RENCONTRER SADDAM. (*Turkish Daily News*, 2 août 1993), p.6-8.

LE CHEF DE LA SECURITÉ DU SUD-EST

ENVOYÉ DANS LE NORD DE CHYPRE  
(*Turkish Daily News*, 3 août 1993), p.11.

KURDISTAN : LA RÉPUBLIQUE DES  
GUEUX. L'aide des Nations unies per-  
met aux Kurdes d'Irak de subsister, pas  
de reconstruire leur pays. Saddam Hus-  
sein observe ce jeu ambigu. (*Le Figaro*,  
3 août 1993), p.12-13.

TURQUIE : LIBÉRATION DES TOURISTES:  
UN «COMMANDANT» REBELLE KURDE  
DEMANDE «L'ARRÊT» DES OPÉRATIONS  
TURQUES. — LA LIBÉRATION DES FRAN-  
ÇAIS EST «EN TRAIN D'ÊTRE ORGANI-  
SÉE». — PARIS CONFIRME LA MÉDIA-  
TION D'UN JOURNALISTE TURC AUPRÈS  
DU PKK. — Dix jours après leur enlève-  
ment, les efforts de médiation s'intensi-  
fient pour obtenir la libération des ota-  
ges français du PKK. — LA RÉBELLION  
KURDE ACCUSE LE AUTORITÉS TUR-  
QUES «D'EMPÊCHER LA LIBÉRATION»  
DES TOURISTES. (A.F.P.; *Courier Picard*,  
3 août; A.F.P., 4 août; *Le Monde*;  
A.F.P., 6 août 1993), p.13, 18, 29, 30.

LE PKK SE DEVELOPPE ET CONTINUE DE  
SE DÉVELOPPER. (*Turkish Probe*, 3 août  
1993), p.14-16.

INCURSION DE L'IRAN DANS LE  
KURDISTAN IRAKIEN, SELON MÉDECINS  
DU MONDE. (A.F.P., 4 août 1993), p.17.

DISCUSSIONS IRANO-TURQUES SUR LA  
SÉCURITÉ FRONTALIÈRE. — Versions  
contradictaires de l'AFP. (*Kayhan*  
*Hawai*, 4 août 1993), p.17-18.

MEMBRE PRÉSUMÉ DU PKK ARRÊTÉ À  
LA SORTIE DE LA RÉSIDENCE D'UN PAR-  
LEMENTAIRE KURDE — Le vice-prési-  
dent irakien Aziz en visite en Iran.  
(*Turkish Daily News*, 4 août 1993), p.19.

LE PKK TUE 8 SOLDATS ET DEUX PRO-  
TECTEURS DE VILLAGE. — Le chef de  
sécurité dément la promesse d'en finir  
avec le terrorisme en un an. — Le Pré-  
sident Rafsanjani réitère ses garanties  
à la Turquie. (*Turkish Daily News*, 5  
août 1993), p.20.

LE PEN CLUB AMERICAIN HORRIFIÉ  
PAR LA MORT D'UN AUTRE JOURNA-  
LISTE KURDE EN TURQUIE. (*Pen*  
*American Center*, 9 août 1993), p.21-  
23.

AFFAIBLISSEMENT DU RÔLE DE LA TUR-  
QUIE COMME MANDATAIRE DES  
ÉTATS-UNIS AUPRÈS DES NOUVELLES  
NATIONS DE L'ASIE CENTRALE. (*Inter-  
national Herald Tribune*, 5 août 1993),  
p.23.

L'INCIDENT DE SIVAS RESTE DANS  
L'AGENDA DU PAYS. Selon le député  
Halis de SHP de Sivas: La proposition  
de Demirel (d'éviter une face-à-face  
entre l'armée et la population) a joué  
un rôle dans l'incident de Sivas. — LE  
MANQUE DE SÉCURITÉ RETARDE LA LI-  
BÉRATION DES OTAGES. — TURQUIE-  
IRAN : 'Les problèmes peuvent être ré-  
solut par la volonté politique'. — Vio-  
lence nationaliste kurde: 39 morts. —  
COOPÉRATION ENTRE L'IRAN ET LE  
PKK. — (*Turkish Daily News*, 6 août  
1993), p.24-27.

L'IRAK VILIPENDIE L'IRAN À L'OCCA-  
SION DE 5ÈME ANNIVERSAIRE DE LA  
FIN DE LA GUERRE. (*Turkish Daily News*,  
7 août 1993), p.27.

LES ATTAQUES KURDES PERFORENT LE  
BALLON TOURISTIQUE TURC. —  
RAFSANJANI REMANIE LE CABINET  
IRANIEN. — Téhéran admet avoir pi-  
lonné les rebelles kurdes en Irak.  
(*Turkish Daily News*, 9 août 1993), p.28-  
29.

TURQUIE : 22 PERSONNES TUÉES DANS  
LE SUD-EST DEPUIS JEUDI. (A.F.P., 7 août  
1993), p.30.

TOURISTES ENLEVÉS : RETOUR À AN-  
KARA D'UNE MISSION DE MÉDIATION.  
(A.F.P., 9 août 1993), p.32.

LES MAIRES DE SUD-EST SIGNENT UNE  
PÉTITION EN FAVEUR D'UN Cessez-le-  
feu. — Les préoccupations sécuritaires  
vont-elles provoquer des retards dans  
les élections dans le Sud-Est de la Tur-  
quie? — Les Kurdes irakiens tuent un  
soldat iranien et en capturent quatre.  
(*Turkish Daily News*, 10 août 1993),  
p.33.

ANKARA ACCUSÉ D'UTILISER DES  
CHARS ALLEMANDS CONTRE LES KUR-  
DES. Un responsable de l'Association  
turque des Droits de l'Homme a accusé  
le gouvernement d'Ankara d'utiliser  
des chars livrés par l'Allemagne pour  
combattre la résistance kurde dan le

Sud-Est anatolien. — DES CHARS ALLE-  
MANDS CONTRE LES KURDES. (A.F.P.,  
9 août; *Gamk* 11 août 1993), p.34,39.

M. BERNARD BOSSON, MINISTRE DE  
L'ÉQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU  
TOURISME A RAPPELÉ aux profession-  
nels du tourisme qu'il était toujours «vi-  
vement déconseillé» de se rendre dans  
les provinces turques situées à l'est et  
au sud de Diyarbakir. (A.F.P., 10 août  
1993), p.34.

LES MESURES DE SÉCURITÉ TURQUES  
ONT EMPÊCHÉ LA LIBÉRATION DES SIX  
TOURISTES, AFFIRME LE JOURNALISTE  
TURC ISMET IMSET. (A.F.P., 7 août  
1993), p.35.

LES TURCS DEMENTENT LE RAPPORT  
SUR LES OTAGES. (*International Herald*  
*Tribune*, 7 août 1993), p.35.

TANSU ÇILLER : «L'EUROPE NE PEUT SE  
LIMITER À ÊTRE UN CLUB RÉSERVÉ AUX  
CHRÉTIENS». Terrorisme islamiste et sé-  
paratisme kurde : la situation est ex-  
plosive en Turquie. A Tansu Çiller,  
première femme à diriger un gouver-  
nement turc de trouver rapidement  
une solution. Elle veut en tout cas gar-  
der le «modèle laïc» de son pays et se  
tourner vers la Communauté euro-  
péenne. (*Globe Hebdo*, 11-17 août  
1993), p.36-37.

MUSLÛM TAN, UN JEUNE KURDE DE 27  
ANS REFUSE D'ÊTRE RECONDUIT À LA  
FRONTIÈRE : Trois mois ferme. (*Presse*  
*Océan*, 11 août 1993), p.37.

LES KURDES LIBÈRENT 4 FRANÇAIS EN  
TURQUIE — LE PKK LIBÈRE AVEC PA-  
NACHE LES QUATRE TOURISTES FRAN-  
ÇAIS. — Les Kurdes relâchent les 4 der-  
niers otages. — LES QUATRE OTAGES  
FRANÇAIS DÉTENUS PAR LE PKK ONT  
ÉTÉ LIBÉRÉS. (*Gamk*; *Le Monde*; *Inter-  
national Herald Tribune* 11 août; *Inter-  
national Herald Tribune*, 12 août 1993),  
p.35, 38-39.

743 PERSONNES TUÉES LORS DES TROIS  
DERNIERS MOIS DANS LE SUD-EST ANA-  
TOLIEN. (A.F.P., 11 août 1993), p.40.

LIBÉRATION DE DEUX AUTRES TOURIS-  
TES DÉTENUS PAR LE PKK. — Au mo-  
ment où les otages français arrivaient  
à Paris, un Britannique et un Austra-

lienne étaient relâchés. — LES TOURISTES ANGLLO-SAXONS ONT ÉTÉ LIBÉRÉS PAR LES SÉPARATISTES KURDES. (*Gamk; Libération; Le Monde*, 12 août; *The European*, 13 août 1993), p.40, 41, 42.

TURQUIE : ASSASSINAT D'UN JOURNALISTE D'UN JOURNAL PRO-KURDE. (*Gamk*, 12 août 1993), p.40.

LA TURQUIE SANS POLITIQUE KURDE. L'affaire des six otages détenus dans l'est de la Turquie par les séparatistes du PKK et libérés, mardi 10 août, replace au premier plan — ce que souhaitent sans doute les ravisseurs — la question kurde, cette épine fichée dans le pied du nouveau Premier ministre d'Ankara, Tansu Çiller. (*Le Monde*, 12 août 1993), p.41-42.

HUIT REBELLES KURDES ET UN OFFICIER TURC TUÉS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 12 août 1993), p.42.

LE PKK : N°1 DU TRAFIC DE STUPÉFIANTS. — Aucune nouvelle concernant la journaliste disparue. (*Turkish Daily News*, 14 août 1993), p.43.

UN OUVRIER KURDE DE BÂTIMENT À ANKARA : SEULE LA MORT NOUS EST RÉSERVÉE DANS CE PAYS. INTERVIEW D'UN OFFICIER TURC DES RENSEIGNEMENTS : *Le PKK sera liquidé s'il est contenu à l'intérieur du Botan*. Il est possible de résoudre le problème dans les 16 provinces de l'Est et du Sud-Est. Mais depuis 70 ans, la souveraineté de l'Etat turc à Siirt, Batman, Simak, Mardin et Hakkari n'est en fait qu'une formalité de surface. Arriver à purger les habitants de leur nationalisme kurde et leur installer un sentiment d'identité turque n'est pas une tâche facile. (*Turkish Daily News*, 15 août 1993), p.44-48.

OPÉRATIONS CONTRE LE PKK. Neuf ans de rébellion. — Plus de 80 morts en deux jours. — TANSU ÇILLER, PREMIER MINISTRE TURC, L'ARMÉE A SON SOUTIEN POUR «ANÉANTIR» LE PKK. (*Le Matin (Genève)*, 15 août 1993), p.48.

TURQUIE : 10 ANS DE RÉBELLION KURDE. Ankara semble convaincu de pouvoir mettre un terme par des moyens militaires à une guerre qui a déjà fait au moins 6.500 morts. (*Loire Matin Progrès*, 15 août 1993), p.49.

LES KURDES ACHÈTENT EN DOLLARS DU PÉTROLE AU GOUVERNEMENT IRAKIEN. Le Kurdistan irakien contrôlé par l'opposition kurde achète en dollars depuis une semaine du pétrole au gouvernement irakien, a-t-on appris dimanche auprès des responsables kurdes. (*A.F.P.*, 15 août 1993), p.49.

LES ARMES DU PEUPLE KURDE. Tout est bien qui finit bien. La libération des otages français et étrangers, enlevés au Kurdistan turc par les rebelles du PKK, était plus une opération publicitaire qu'une action terroriste. Il ne faut cependant se faire aucune illusion sur la gravité du problème qui vient d'être mis une fois de plus en pleine lumière. (*Midi Libre*, 15 août 1993), p.50.

X<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE DES PARTISANTS KURDES DE TURQUIE POUR UN KURDISTAN INDEPENDANT ET LA GUERRE SPECIALE D'ANKARA. (*Gazeta Wyborcza*, 16 août 1993), p.51.

LES KURDES À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU Cessez-le-feu. (*Le Quotidien de la Réunion*, 16 août 1993), p.52.

OFFENSIVE ANTI-KURDES. — ANKARA FAIT LE FORCING ET ENGAGE SES MEILLEURES TROUPES CONTRE LES REBELLES KURDES. — 34 PERSONNES TUÉES PENDANT LE WEEK-END. — 250 REBELLES KURDES TUÉES DANS DES OPÉRATIONS AU COURS DU WEEK-END. — 250 Combattants ont été tués ce week-end lors d'opérations aéro-terrestres. LE GOUVERNEMENT D'ANKARA MASSACRE LES REBELLES KURDES EN ANATOLIE. Ce serait la plus sévère défaite infligée aux indépendantistes. — LA LUTTE DES KURDES ENTAME SA 10<sup>ème</sup> ANNÉE. 75 rebelles ont été tués ce week-end, venant s'ajouter aux 7000 victimes qu'a déjà périclité ce conflit. — LE SANGLANTE ANNIVERSAIRE DE LA LUTTE KURDE. — TURQUIE : Offensive anti-Kurdes. — Kurdes massacrés en Anatolie. — ANATOLIE : SANGLANTE ANNIVERSAIRE POUR LE PKK. Depuis 1984, les combats entre troupes d'Ankara et Kurdes du PKK ont tué quelque 8.000 civils. dans le Sud-Est turc, la fureur de la répression répond au dogmatisme des rebelles. — LA CAUSE PERDUE DES KURDES DE TURQUIE. — Sanglant anniversaire. Bilan d'une guerre de ... 70 ans. — L'ARMÉE TUR-

QUE PILONNE LES REBELLES KURDES. — BATAILLE DE CHIFFRES AUTOUR DES COMBATS ENTRE TURCS ET KURDES. — Les soldats d'Ankara sont à la poursuite de nombreux commandos rebelle refluant vers l'Iran ou l'Irak. 500 roquettes ont été tirées contre Yuksekov. — LA GRANDE OFFENSIVE ANTI-KURDES. — LE BILAN DES VICTIMES KURDES S'AGGRAVE. (*Sud-Est; Libération Champagne; A.F.P.; La Liberté; 24 Heures; Midi Libre; La Liberté; 24 Heures; International Herald Tribune; Libération; La Croix*, 17 août; *Var Matin; Midi Libre; La Dépêche du Midi; La Liberté*, 18 août 1993), p.52, 53, 54, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 62.

BAGDAD RIPOSTE APRÈS UN RAID AMÉRICAIN AU NORD DU PAYS. L'incident entre Américains et défense irakienne rompt le cessez-le-feu décrété unilatéralement ce printemps. (*Le Courrier*, 17 août 1993), p.54.

TURQUIE : ALORS QUE LES COMBATS S'INTENSIFIENT, le PKK aurait de nouveau enlevé trois touristes. (*Le Monde*, 17 août 1993), p.55.

DEMIREL CRAINT DES RIPOSTES NATIONALISTES CONTRE LA VIOLENCE DU PKK. — Talabani à la Turquie : «Aidez nous libérer Kirkouk, prenez le pétrole». (*Turkish Daily News*, 18 août 1993), p.58-59.

EN DÉPIT DE NOUVELLES MENACES DU PKK ET DE 90.000 RÉSERVATIONS ANNULÉES. Ankara reste optimiste pour son tourisme. Les séparatistes kurdes ne garantissent plus la vie des étrangers se rendant en Turquie. (*Midi Libre*, 18 août 1993), p.60.

KURDISTAN : DEUX TOURISTES ALLEMANDS ONT ÉTÉ ENLEVÉS. (*L'Alsace*, 18 août 1993), p.61.

LA SUISSE RÉAGIT AUX TIRS TURCS. (*International Herald Tribune*, 19 août 1993), p.61.

IRAK : EN APPELANT À L'INTERVENTION DE L'ONU ET DE LA FRANCE. — MÉDECINS DU MONDE DEMANDE L'ARRÊT DES BOMBARDEMENTS IRANIENS AU KURDISTAN. (*Le Monde*, 19 août 1993), p.63.



LE CONSEIL FÉDÉRAL REPREND LE BRAS DE FER AVEC LA TURQUIE ET VISE SON AMBASSADEUR. Le représentant turc à Berne, Kaya Toperi, «porte la plus haute responsabilité» dans la fusillade du 24 juin. Berne demande, sans illusions, la levée de son immunité et celle d'un autre fonctionnaire. — Le diplomate, constamment en liaison radio avec ses agents de sécurité, est responsable de leur comportement. — L'AMBASSADEUR DE TURQUIE KAYA TOPERI RAPPELÉ À ANKARA «EN CONSULTATION». — Les diplomates suisses doivent-ils s'attendre à des mesures de représailles? — LA TURQUIE RAPPELLE SON HOMME À BERNE. Et envisage des mesures de rétorsion. — L'AMBASSADEUR TURC POURRAIT ÊTRE MUTÉ. (*Le Nouveau Quotidien*, 19 août; *24 Heures*; *Le Nouveau Quotidien*; *Le Courrier*, 20 août 1993), p.63-64, 66, 67, 68.

LES REBELLES KURDES ONT TUÉ 62 SOLDATS DEPUIS DIMANCHE DANS LE SUD-EST ANATOLIEN, ont affirmé des sources kurdes proches du PKK dans des communiqués parvenus à Istanbul. (*A.F.P.*, 19 août 1993), p.64.

ON EN PARLE : KURDES SANS PATRIE. — DE BARZANI AU PKK — SOUS L'EMPIRE OTTOMAN. (*La Montagne*, 19 août 1993), p.65.

APRÈS UN TIR, LES JETS AMÉRICAINS FRAPPENT UN SITE DE MISSILES EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 20 août 1993), p.66.

OFFENSIVE TURQUE : 25.000 PERSONNES RÉFUGIÉES DANS LES MONTAGNES, SELON LE COMITÉ DU KURDISTAN. (*A.F.P.*, 20 août 1993), p.67.

LE QUAI D'ORSAY RECOMMANDE LA PRUDENCE AUX TOURISTES EN TURQUIE. Le ministère des Affaires étrangères a renouvelé vendredi ses recommandations de prudence pour les touristes français en Turquie. (*A.F.P.*, 20 août 1993), p.68.

TURQUIE : LA LUTTE CONTRE LE PKK. L'armée aurait bombardé une ville de 30.000 habitants. (*Le Monde*, 22 août 1993), p.68.

LE CHEF DU PDKI, BARZANI : L'OPÉRA-

TION «PROVIDE COMFORT DOIT ÊTRE MAINTENUE». — L'INDUSTRIE DU TOURISME EN TURQUIE SUBIT LES EFFETS DE LA LOI ALLEMANDE POUR LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS. — Les avions américains bombardent un site de missiles en Irak. — Alors que les opérations massives continuent, le PKK enlève 12 soldats. — UNE OMBRE PLANE SUR LA DÉMOCRATIE : Isiklar (ex-président du HEP) déchu de sa fonction de parlementaire. (*Turkish Daily News*, 20 août 1993), p.69-71.

KURDES : UN PEUPLE SANS PAYS. La prise en otage et la libération de quatre touristes français par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan a fait resurgir la question kurde. Un peuple qui, depuis près d'un siècle, lutte pour affirmer son existence. (*Le Pèlerin Magazine*, 10 août 1993), p.72.

SANGLANT AFFRONTLEMENT AU KURDISTAN. — Le PKK demande une reconnaissance internationale de la «cause kurde», mais ne renonce pas à la lutte armée. — Turquie, la guerre effleure les otages. — Les Kurdes donnent l'avertissement : les otages sont en danger en cours des batailles avec l'armée turque. (*Corriere della Sera*, 23 août 1993), p.73.

LES TEMPS DE L'ATROCITÉ. (*The Guardian*, 23 août 1993), p.74.

EST-CE ISIKLAR OU LA DÉMOCRATIE QU'ON EXCLUT DE L'ASSEMBLÉE ? — Alors que le procès du massacre des artistes de gauche brûlés vif par des islamistes à Sivas commence, l'écrivain Nesin passe à la contre attaque. — Prise de conscience du «problème kurde» — ANKARA FIN PRÊT POUR UNE «OPÉRATION IRAK?». (*Turkish Probe*, 24 août 1993), p.75-78.

LES KURDES IRAKIENS EXCLUENT LE PKK. — Le PKK kidnappe 4 touristes. — La livre turque n'est pas une monnaie d'échange au Kurdistan d'Irak. — (*Turkish Daily News*, 24 août 1993), p.79-80.

L'AMBASSADE DE TURQUIE A PROFITÉ D'UNE FUITE À L'OFFICE DES RÉFUGIÉS. Des documents suisses confidentiels en mains turques : c'est ce qu'a révélé la

Télévision allemande. L'affaire remonte aux années huitante (quatre-vingt). Un cas probablement pas isolé. — LOIN DES SOUPÇONS AUX PREUVES. (*La Liberté*, 19 août 1993), p.81.

TRENTE-ET-UNE PERSONNES SONT MORTES À CAUSE DE LA CHALEUR DANS LE KURDISTAN IRAKIEN, PRIVÉ D'ÉLECTRICITÉ DEPUIS TROIS SEMAINES, a-t-on appris auprès de l'UNICEF à Zakho. — KURDISTAN IRAKIEN : 31 MORTS DE CHALEUR EN QUINZE JOURS. — KURDISTAN IRAKIEN : CHALEUR MEURTURIÈRE. (*A.F.P.*, 23 août; *L'Indépendant*; *Le Télégramme de Brest*, 24 août 1993), p.82, 84.

ENLÈVEMENT KURDE : BERNE N'A PAS PRÉVU DE NÉGOCIER AVEC LE PKK. On ne savait toujours rien hier sur la détention des trois Suisses et de l'Italien enlevés en Anatolie. (*La Liberté*, 24 août 1993), p.82.

LES DEMANDEURS D'ASILE SUBMERGENT MOSCOU. Somaliens, Kurdes ou Irakiens, ils se retrouvent noyés dans le flot des miséreux qui errent à travers la capitale. (*Le Figaro*, 24 août 1993), p.83.

LES KURDES ONT ÉTÉ FORCÉS DE LIBÉRER LES TOURISTES BRITANNIQUES. (*Financial Times*, 24 août 1993), p.84.

LES SÉPARATISTES KURDES ONT PRIS QUATRE NOUVEAUX OTAGES. (*Le Monde*, 24 août 1993), p.84.

PAS DE NOUVELLES DES OTAGES SUISSES PRISONNIERS D'UN KURDISTAN EN GUERRE. De jour, c'est l'armée qui tient le pays. La nuit, il appartient aux rebelles kurdes du PKK. Reportage aux confins du territoire où sont détenus trois Tessinois et leur compagnon italien. BELLE ÉTOILE ET PÂTES AU BEURRE DE BREBIS POUR LES OTAGES. (*24 Heures*, 24 août 1993), p.85-86.

DEMANDE DE RAPPEL: LES REPRÉSENTANTS D'ANKARA AGGRAVENT L'IMBROGLIO TURCO-KURDO-SUISSE. En demandant le rappel de l'ambassadeur suisse et de deux diplomates, Ankara a franchi un pas de plus dans l'escalade. Sale affaire corsée par l'enlèvement des Tessinois. — Les otages prioritaires. — Les formes de protesta-



tion. — (*La Liberté*, 25 août 1993), p.87.

**TÉMOIGNAGE : LA SURVIE MENACÉE DES KURDES D'IRAK.** De retour d'une mission dans un hôpital du Kurdistan irakien pour «Médecins du Monde», Bernard Devalois craint le pire si les organisations humanitaires lâchent prise. — Violence permanente — Une dizaine d'opérations par jour — L'enjeu de l'eau. (*Le Populaire du Centre*, 25 août 1993), p.88.

**CONDAMNANT LE RÉGIME DE TÉHÉRAN : UNE COMMISSION DE L'ONU DÉNONCE LES ASSASSINATS D'OPPOSANTS IRANIENS À L'ÉTRANGER.** (*Le Monde*, 26 août 1993), p.88.

**APRÈS L'EXPULSION DE TROIS DIPLOMATES HELVÉTIQUES.** Le ton monte entre la Suisse et la Turquie. (*Le Monde*, 26 août 1993), p.89.

**TENSION À CIZRE : NOMBREUSES ARRESTATIONS AU COURS D'OPÉRATIONS MASSIVES.** Les forces de l'ordre crient des slogans anti-PKK. (*Turkish Daily News*, 27 août 1993), p.89.

**LE CHEF KURDE IRAKIEN, JALAL TALABANI : 'Nous avons une chance de renverser Saddam'.** — LA VENTE D'UN AVION D'ESPIONNAGE SUISSE EST SUSPENDUE. — Le PKK attaque des villages, tue dix personnes. (*Turkish Daily News*, 25 août 1993), p.90-91.

**LE KURDISTAN IRAKIEN EST PRIS EN TENAILLE PAR SES VOISINS.** — Kurdes en liberté surveillée. — Plus de deux ans après la guerre du Golfe, les Kurdes sont aux leviers de commande dans le nord de l'Irak où ils tentent de résister aux visées de leurs voisins. Chronique d'une émancipation bien fragile. (*24 Heures*, 26 août 1993), p.91-93.

**A LA DÉCOUVERTE DES PALAIS DE SADDAM.** Au nord du Kurdistan irakien, le maître de Bagdad donne un aperçu de sa mégalomanie. Visite guidée dans la vallée des trente-cinq châteaux. — Un territoire sous perfusion. (*24 Heures*, 26 août 1993), p.94-95.

**LES FORCES DE SÉCURITÉ ONT FAIT ÉCHOUER UNE NOUVELLE TENTATIVE D'ENLÈVEMENT DE TOURISTES.** — «Une

saison en dents de scie». Face aux menaces du PKK, l'industrie touristique a trébuché, mais elle semble avoir, jusqu'à présent, évité une crise sérieuse. (*Le Monde*, 25 août 1993), p.96.

**«NOUS NE TOUCHERONS PAS À UN SEUL CHEVEU DE CEUX QUI SONT RETENUS DANS LA MONTAGNE».** Le PKK enlève des touristes étrangers pour démontrer qu'il contrôle le territoire et pour imposer à l'Europe l'urgence de la question kurde. (*Le Nouveau Quotidien*, 27 août 1993), p.97-98.

**TURQUIE : 18 TUÉS DANS LE SUD-EST.** (*Turkish Daily News*, 28 août 1993), p.98.

**LE CONFLIT DANS LE SUD-EST ANATOLIEN AURAIT FAIT EN TROIS MOIS UN MILLIER DE MORTS PARMI LES KURDES.** — L'impossible bilan. — Guérilla et vendettas. (*Le Monde*, 29 août 1993), p.99.

**NEUF CIVILS TUÉS PAR DES REBELLES KURDES DANS L'EST ANATOLIEN.** (*A.F.P.*, 29 août 1993), p.99.

**L'IRAK ÉCOULE DU PÉTROLE CHEZ LES KURDES, EN IRAN ET EN TURQUIE.** Les Kurdes irakiens achètent avec des devises des produits pétroliers au gouvernement irakien, qui écoule également des hydrocarbures en Iran et en Turquie, a affirmé lundi l'hebdomadaire spécialisé *Middle East Economic Survey (MESS)*, publié à Nicosie. (*A.F.P.*, 30 août 1993), p.100.

**GUÉRILLA KURDE : 17 morts dans le sud-est de la Turquie.** (*L'Indépendant*, 28 août 1993), p.100.

**REPORTAGE : A DOGUBAYAZIT, L'OMERTÀ KURDE S'EST REFERMÉE SUR LES OTAGES.** Notre envoyé spécial a repris le chemin des quatre touristes tessinois et italiens enlevés par le PKK, au pied du mont Ararat, dans l'est de la Turquie. Un lourd silence entoure ces disparitions, dont toutes les traces semblent effacées. (*Le Nouveau Quotidien*, 30 août 1993), p.101-102.

**LA VIOLENCE KURDE SE DÉPLACE VERS LE NORD-EST.** (*Turkish Probe*, 31 août 1993), p.103.

**TURQUIE : DEUX RESPONSABLES KURDES ONT LANCÉ UN APPEL AU GOUVERNEMENT TURC EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN CESSEZ-LE-FEU ENTRE REBELLES KURDES DE TURQUIE ET FORCES DE SÉCURITÉ TURQUES,** dans un communiqué diffusé mercredi par l'agence de presse kurde Kurd-Ha. (*A.F.P.*, 1er septembre 1993), p.104.

**KURDISTAN, L'ÉTAT FANTÔME.** Écartelés entre l'Irak, la Turquie et l'Iran, les Kurdes attendent leur autonomie depuis... 1920. Promise par les Européens, celle-ci a toujours été déniée par Bagdad, Ankara et Téhéran. Portrait d'un peuple en souffrance. (*Croissance*, septembre 1993), p.105-108.

**LE TIROL DU SUD À L'AIDE DU KURDISTAN DU SUD.** — Trois questions au cœur de la visite. — Le programme de la visite à Bonn et à Hannovre. — L'appel des parlementaires kurdes irakiens. — Turquie: le mouvement d'Ahmadiyya proteste contre le massacre de Sivas. (*Pogrom 172*, août-septembre 1993), p.109-111.

**EXPOSITION SUR LE MASSACRE DES KURDES.** (*D.D.V.*, septembre-octobre 1993), p.111.

**IRAN : AMNESTY INTERNATIONAL PRÉ-OCCUPÉ PAR L'ANNONCE DE L'ENLÈVEMENT D'UN RESSORTISSANT KURDE IRANIEN EN TURQUIE.** (*Amnesty International*, 1er septembre 1993), p.112.

**RAIDS ET COUVRE-FEU À DOGUBEYAZID.** — Le SHP garde encore de l'importance pour la population kurde de Turquie. — La Suisse rappelle son ambassadeur à Ankara. (*Turkish Daily News*, 1er septembre 1993), p.112-114.

**AFFAIRE TURQUE:** Les diplomates s'en vont. — ULTIMATUM TURC RESPECTÉ : L'Ambassadeur Ramseyer a quitté la Turquie hier matin. — Berne a dépêché à Ankara un diplomate chargé du dossier des otages suisses. — L'ambassadeur suisse a quitté Ankara. (*Le Courrier*, 24 Heures, 1er septembre; *Le Monde*, 2 septembre 1993), p.114, 115, 116.

**ÔCALAN ET BURKAY SE SONT RENCONTRÉS DE NOUVEAU.** — Vural dé-

ment la possibilité de raids contre les camps du PKK en Syrie. — UNE DECLARATION DE ÇILLER FAIT L'EFFET D'UNE BOMBE : «plus de 1000 militants du PKK ont été tués en 6 semaines». Près de 200 membres des forces de l'ordre ainsi que 400 civils ont trouvé la mort durant la même époque. (*Turkish Daily News*, 2 septembre 1993), p.115-116.

LE PKK AUX GOUVERNEMENTS OCCIDENTAUX: D'autres touristes seront kidnappés. — Le PKK au Comité Olympique : «N'autorisez pas les jeux en Turquie». — Cindoruk : Isiklar garde son statut de parlementaire. — TARIK AZIZ DEMANDE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ D'ABOLIR LES SANCTIONS. — Le PKK intensifie ses menaces. (*Turkish Daily News*, 3 septembre 1993), p.117-118.

ARRESTATION À ROME D'UN PORTE-PAROLE DU FRONT NATIONAL DE LIBÉRATION DU KURDISTAN. (A.F.P., 3 septembre 1993), p.119.

DIX-HUIT REBELLES KURDES DE TURQUIE ONT ÉTÉ TUÉS JEUDI LORS DE COMBATS ENTRE MAQUISARDS KURDES ET FORCES DE SÉCURITÉ TURQUES DANS LA RÉGION DE BINGÖL. (A.F.P., 3 septembre 1993), p.119.

LES REBELLES SOUTENUS PAR L'IRAN MULTIPLIENT LEURS RAIDS DANS LE SUD DE L'IRAK. — L'Italie arrête le porte-parole du PKK. — 18 militants du PKK tués lors d'affrontements. — Le ministre turc des Affaires étrangères : la Turquie a perdu 600M\$ depuis la fermeture de l'oléoduc irakien. — LE CHEF DE LA GENDARMERIE TURQUE RENCONTRE LES CHEFS KURDES EN IRAK DU NORD. — L'ambassadeur turc auprès des Nations unies: La Turquie demande un réexamen de l'embargo contre l'Irak. (*Turkish Daily News*, 4 septembre 1993), p.119-122.

PLUS DE 30.000 KURDES POUR UN FESTIVAL CULTUREL ET POLITIQUE À FRANCFORT. — Les Kurdes bloqués à la frontière franco-allemande autorisés à entrer en Allemagne. — (A.F.P., 4 septembre 1993), p.122-123.

UN DÉPUTÉ KURDE ASSASSINÉ ET UN AUTRE BLESSÉ À BATMAN dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris auprès de Kemal Bilget, vice-président du DEP

(Parti de la Démocratie), témoin de l'attentat. — DEUX DÉPUTÉS PRO-KURDES TUÉS DANS UN ATTENTAT EN TURQUIE. — Assassinat d'un député pro-kurde dans le Sud-Est anatolien. — A LA MÉMOIRE DE M. MEHMET SINCAR, DÉPUTÉ KURDE AU PARLEMENT TURC. (A.F.P., 4 septembre; *Libération*, 6 septembre; *Le Monde*, 7 septembre; *Les Verts*, 9 septembre; *Turkish Probe*, 14 septembre 1993), p.123, 129, 138, 146-148.

L'IRAK ACCUEILLE FAVORABLEMENT LES EFFORTS TURCS POUR LEVER L'EMBARGO DE L'ONU. — Les discussions s'intensifient à propos du parlementaire kurde déchu, Isiklar. — ANKARA MÈNE DES INVESTIGATIONS SUR LA MORT DU PARLEMENTAIRE KURDE MEHMET SINCAR. — La commission parlementaire (chargée d'enquêter sur les assassinats non éclaircis) avait attiré l'attention sur d'autres meurtres à venir. — L'Italie se dit prête à libérer le porte-parole du PKK. (*Turkish Daily News*, 6 septembre 1993), p.124-126.

TURQUIE: La police est peut-être impliquée dans le meurtre d'un député et d'un homme politique kurdes. (*Amnesty International*, 6 septembre 1993), p.127-129.

QUI CONTRÔLE RÉELLEMENT LE HEZBOLLAH KURDE? (*Turkish Daily News*, 7 septembre 1993), p.130-132.

L'IRAN EST MÉCONTENT DES KURDES IRAKIENS. — LES RELATIONS DE LA TURQUIE AVEC LA SYRIE PLUS FRAGILES QUE JAMAIS. (*Turkish Probe*, 7 septembre 1993), p.132-133.

KOZAKÇIOĞLU ACCUSÉ DE CORRUPTION PENDANT QU'IL ÉTAIT PRÉFET RÉGIONAL DU SUD-EST (KURDISTAN TURC) — 86 membres présumés du PKK arrêtés au cours d'opérations. — La capacité hôtelière turque dépasse les 87.000 lits. — La police empêche les funérailles de Sincar. -L'assassin du député kurde est-il arrêté? (*Turkish Daily News*, 8 septembre 1993), p.134-136.

LA TURQUIE VA DEMANDER L'EXTRADITION DU PORTE-PAROLE DU PKK. — Une délégation turque en Irak pour la coordination de l'aide à l'Irak du Nord. (*Turkish Daily News*, 9 septembre 1993), p.136-137.

DÉMARCHE OCCIDENTALE SUR LA SITUATION HUMANITAIRE DANS LE NORD ET LE SUD DE L'IRAK. (A.F.P., 9 septembre 1993), p.137.

UN PACTE BUSH-CLINTON POUR ETOUFFER L'IRAKGATE. (*International Herald Tribune*, 10 septembre 1993), p.139.

LES AUTORITÉS ENTERRENT LE DÉPUTÉ KURDE, MEHMET SINCAR, À KIZILTEPE. (*Turkish Daily News*, 10 septembre 1993), p.139-140.

TURQUIE: APRÈS LA RÉVÉLATION DE DEUX SCANDALES, le gouvernement s'affirme déterminé à lutter contre la corruption. (*Le Monde*, 10 septembre 1993), p.140.

LES NÉGOCIATIONS IRAK-NATIONS UNIES SONT AJOURNÉES. Le pacte sur les armes encore dans les limbes. — Suite à une vaste opération, le couvre-feu est levé à Cizre. — Les Italiens entrent en contact avec le PKK. — Le quotidien turc *Hürriyet* retire de la vente un atlas mentionnant le Kurdistan dans le sud-est de la Turquie. — LA POLICE ENQUÊTE SUR L'ATTAQUE CONTRE LA MAISON DE SINCAR QUI A FAIT 5 BLESSÉS. (*Turkish Daily News*, 13 septembre 1993), p.141-144.

19 KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P., 13 septembre 1993), p.144.

SELON BAGDAD, LES SANCTIONS AURAIENT CAUSÉ LA MORT DE 300.000 PERSONNES. — Selon des sources de l'opposition irakienne un attentat aurait eu lieu contre Saddam. — UN DÉPUTÉ KURDE AFFIRME QUE SON FILS N'A PAS ÉTÉ ADMIS À L'ÉCOLE A ANKARA, EN RAISON DE SES ORIGINES KURDES. — Les Turcs ont investi 6.5 milliards de dollars dans les républiques de langue turque (d'Asie). (*Turkish Daily News*, 14 septembre 1993), p.144-145.

LES SEPT OTAGES OCCIDENTAUX ONT ÉTÉ LIBÉRÉS LUNDI SOIR PAR LES KURDES. Hier, les otages étaient encore interrogés par les autorités turques. La Suisse a demandé à la Turquie de pouvoir prendre contact avec ses ressortissants. Leur retour est encore incertain. (*Le Courrier*, 15 septembre 1993), p.149.

INTERDIRE LE PKK? IL Y A MIEUX À FAIRE. (*Le Nouveau Quotidien*, 15 septembre 1993), p.150.

TREIZE PERSONNES TUÉES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P., 14 septembre 1993), p.150.

DÉNOUEMENT CONFUS POUR LES SUISSES PRIS EN OTAGES PAR LES REBELLES KURDES. Relâchés par leurs ravisseurs dans la nuit de lundi à mardi, les Tessinois et leurs compagnons d'infortune ont fini aux mains des militaires turcs. Qui voulaient les interroger avant de les laisser regagner leur pays. — LE PKK A LIBÉRÉ LES SEPT OTAGES OCCIDENTAUX QU'IL DÉTENAIT. — LIBÉRATION DES CHERCHEURS DE L'ARCHE DE NOÉ. (24 Heures; *Il Messaggero*, 15 septembre; *Le Monde*, 16 septembre 1993), p.151, 152, 153.

APPEL DES EURO-DÉPUTÉS À LA TURQUIE POUR LE RESPECT DES DROITS DES KURDES. (A.F.P., 16 septembre 1993), p.152.

ENLÈVEMENT DE DEUX TOURISTES IRANIENS ET TROIS BANGLADESHI PAR LE PKK. (*Le Quotidien de la Réunion*, 16 septembre 1993), p.152.

UN MOIS AUX MAINS DU PKK EN TURQUIE, LES OTAGES SUISSES RACONTENT. Anna et Nico Pianta, enlevés par les activistes kurdes le 18 août dernier, sont arrivés hier à Lugano. «Un mois avec les Kurdes a été moins pénible qu'un jour avec les Turcs», commente le chercheur de l'arche de Noé. (*Le Nouveau Quotidien*, 16 septembre 1993), p.154-155.

DEMIREL A RENCONTRÉ LES MILITAIRES, IL EST INTERVENU AU SUJET DES VILLAGES INCENDIÉS DANS LE SUD-EST. — Derniers événements. — L'incendie des villages par l'armée décroît, cependant les accusations continuent. — ÖCALAN : la Turquie augmente la pression sur le PKK. — L'armée : les opérations anti-PKK couronnées de succès. (*Turkish Daily News*, 17 septembre 1993), p.155-158.

OTAGES LIBÉRÉS AU KURDISTAN : Dans la fièvre d'une libération. — Les sept otages détenus par les indépendantistes kurdes ont été libérés mardi. Les

parlementaires suisses Angeline Fankhauser et Eugen David étaient sur place. Bruno Guissani a fait le voyage avec eux et raconte les journées agitées de lundi et mardi, le suspense, les informations contradictoires et, surtout, la méfiance des policiers turcs. — «La Suisse doit offrir ses bons offices». — «Nous avons été bien traités». (*L'Hebdo*, 16 septembre 1993), p.159-160.

TURQUIE: LE PRÉSIDENT DU PRINCIPAL PARTI PRO-KURDE ARRÊTÉ À ANKARA. (*Le Monde*, 17 septembre 1993), p.160.

UN IMPORTANT RESPONSABLE DU PKK TUÉ PAR L'ARMÉE TURQUE. — Un responsable du PKK a été tué par l'armée. (*Libération*; *Presse de la Manche*, 17 septembre 1993), p.161.

LE DEP RÉCLAME LA LIBÉRATION DE SON PRÉSIDENT YASAR KAYA — (*Turkish Daily News*, 18 septembre 1993), p.162.

IRAN: UN CONSEIL DE LA RÉSISTANCE EST CONSTITUÉ. Un Parlement de la résistance iranienne affirmant représenter toutes les composantes de la société s'est formé en Irak. (*Le Courrier*, 17 septembre 1993), p.162.

UNE VINGTAINÉ DE CIVILS TUÉS AU COURS D'UNE ATTAQUE DU PKK DANS L'EST. (A.F.P., 18 septembre 1993), p.163.

MANIFESTATION DE PLUSIEURS CENTAINES DE KURDES À L'ARRIVÉE DU PREMIER MINISTRE TURC TANSU ÇILLER À BONN. (A.F.P., 20 septembre 1993), p.163.

TANSU ÇILLER FAIT LA LEÇON À L'ALLEMAGNE SUR LES DROITS DE L'HOMME. — Tansu Çiller à Bonn : la Turquie espère «contribuer à la nouvelle Europe». (A.F.P., 20 septembre 1993), p.164.

OPÉRATION ANTI-KURDE SUR LE MONT ARARAT. (*Gamk*, 18-19 septembre 1993), p.165.

LES DISCUSSIONS À BONN CONTRÉES SUR LES DROITS DES TURCS EN ALLEMAGNE. (*International Herald Tribune*, 21 septembre 1993), p.165.

LES RESSOURCES EN EAU DE LA TURQUIE ET LA PAIX AU MOYEN-ORIENT. (*Turkish Probe*, 21 septembre 1993), p.166.

QUINZE KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P., 21 septembre 1993), p.167.

BIRDAL : LA TURQUIE PREND SES DISTANCES AVEC LES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 21 septembre 1993), p.167.

ÇILLER COMPARE LES TURCS EN ALLEMAGNE AVEC LES KURDES EN TURQUIE. — LES DÉPUTÉS DU DEP RESISTENT AUX PRESSIONS LES INCITANT À QUITTER LE PARLEMENT. — La Turquie se prépare à diffuser des programmes radiophoniques en kurde. (*Turkish Daily News*, 23 septembre 1993), p.168-169.

CENT SEIZE MORTS EN UNE SEMAINE DANS L'EST ET LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P., 27 septembre 1993), p.169.

LIVRAISON À LA TURQUIE D'AVIONS ET D'HÉLICOPTÈRES AMÉRICAINS. Le Congrès américain a approuvé la livraison à la Turquie des avions américains A-10 et hélicoptères Cobra dans le cadre de l'aide militaire à la Turquie, ancien gardien du flanc sud de l'OTAN du temps de la guerre froide, a-t-on appris jeudi à Ankara de source proche du gouvernement turc. (A.F.P., 23 septembre 1993), p.170.

BÉNÉFICIAIRE DU STATUT DE RÉFUGIÉ POLITIQUE EN FRANCE, LE KURDE ALI SAPAN, PORTE-PAROLE DU PKK, QUITTERA L'ITALIE POUR L'ALLEMAGNE. (A.F.P., 28 septembre 1993), p.170-171.

PEINE DE MORT POUR UN ACCUSÉ DU PKK. La Cour de sûreté de l'État d'Izmir a condamné mercredi à la peine de mort pour «homicide» un accusé qui était également jugé pour «terrorisme» et en tant que «responsable du PKK», a rapporté l'agence turque Anatolie. (A.F.P., 29 septembre 1993), p.171.

DES JOURNALISTES PALESTINIENS, KURDES OU ALGÉRIENS EN COLLOQUE À MONTPELLIER. (A.F.P., 30 septembre 1993), p.171.

EN TURQUIE, DES TOURISTES OCCIDENTAUX SOUS LE FEU DES KURDES. (*Il Manifesto*, 27 septembre 1993), p.172.

LE CHEF DU PKK MENACE LES TOURISTES EN TURQUIE: «Cette fois, il y aura des morts». Abdullah Öcalan, protégé de la Syrie, déclare une guerre totale à Ankara. Et à l'Occident: le PKK attaquera les centres touristiques et s'en prendra aux investissements étrangers sur sol turc. — LE PIÈGE D'APO. (*Le Nouveau Quotidien*, 30 septembre 1993), p.173-174.

OUI À UN ÉTAT KURDE INDÉPENDANT.

SI... Le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz, révèle que Saddam Hussein a déclaré à Massoud Barzani, le chef du PDK, qu'il serait disposé à reconnaître l'indépendance du Kurdistan. A condition que la population opte pour cette solution. — Tarek Aziz: «Nous sommes contre une association forcée avec les Kurdes». (*Le Nouvel Afrique Asie*, juillet-août 1993), p.174-175.

LES SEPT OTAGES LIBÉRÉS PAR LES REBELLES SONT EN BONNE SANTÉ. — Les Kurdes et l'accord palestino-israélien. (*Al-Hayat*, 16 septembre 1993), p.176.

QUI DÉCULPABILISE LE RÉGIME IRAKIEN? (*Al-Hayat*, 29 septembre 1993), p.176.

ENTRE DEUX OU TROIS LIVRES, LE LIVRE ET SALADIN. (*Al-Hayat*, 16 septembre 1993), p.177.

LE PROBLÈME KURDE: Une solution globale avec une entente régionale. (*Al-Hayat*, 1er août 1993), p.178.

LES KURDES DU LIBAN, LEUR PASSÉ SOMBRE ET LEUR AVENIR INCONNU. (*Al-Hayat*, 28 août 1993), p.181.

Annexe

## Liste nominative des villages kurdes évacués de force et détruits par l'armée turque

établie par la section de Diyarbakir de  
l'Association des Droits de l'Homme de Turquie

### SIIRT

|                       |                |               |
|-----------------------|----------------|---------------|
| 1-Geliya Osman        | 17-Sişil       | 28-Yanılmaz   |
| 2-Newiyan             | 18-Gere        | 29-Göründoruk |
| 3-Daran               | 19-Bingof      | 30-Girdara    |
| 4-Tarham              | 20-Emte        | 31-Fındıklı   |
| 5-Milan               | 21-Sexturk     | 32-Şehveli    |
| 6-Garisan             | 22-Zeve        | (Erenkaya)    |
| 7-Bana                | 23-Kaniya Biye | 33-Herarek    |
| 8-Benguv              | 24-Geli        | (Özbenoğlu)   |
| 9-Qesra Cello         | 25-Elaziz      | 34-Nivila     |
| 10-Şikefta            | 26-Yusufhan    | (Çizmeli)     |
| 11-Çeme Gevir         | 27-Berkari     |               |
| -Narlidere (Bilçinli) |                |               |

12-Mehke  
13-Emte  
44-Bingöl  
15-Çeme  
16-Gebir

Ayrıca Erühun hemen hemen tüm köylerinde kabile aile biçiminde topluca göç ettirilen aile sayısı 200'ü geçmektedir.

### PERVARI İLÇESİ

|               |                   |
|---------------|-------------------|
| 1-Hot         | 14-Hestan         |
| 2-Nejec       | 15-Mexes          |
| 3-Zoravan     | 16-Besta          |
| 4-Hol         | 17-Kal            |
| 5-Keleh       | 18-Besa           |
| 6-Ceman       | 19-Kundes         |
| 7-Medrese     | 20-Omyanus        |
| 8-Axer        | 21-Kesrik         |
| 9-Kocnis      | 22-Kevzin         |
| 10-Sarıyaprak | 23-Hoje           |
| 11-Meseh      | 24-Axıyan         |
| 12-Inceler    | 25-Xirbike Bestan |
| 13-Bağlıca    | 26-Xware Sero     |

### BEYTÜSSEBAB İLÇESİ

|              |                       |
|--------------|-----------------------|
| 1-Zoravan    | 25-Bordikel           |
| 2-Kutnis     | 26-Pirrana            |
| 3-Gelikan    | 27-Holukar            |
| 4-Şexbubukir | 28-Mehri              |
| 5-Surge      | 29-Dara Hine          |
| 6-Bavok      | 30-Torane             |
| 7-Hevşebe    | 31-Xenzorik           |
| 8-Komir      | 32-Hoz                |
| 9-Kelehok    | 33-Xuzirut            |
| 10-Buxurpasa | 34-Gundike Siparkıyan |



- |                  |                 |
|------------------|-----------------|
| 11-Bilbeşi       | 35-Henke        |
| 12-setkar        | 36-Hmçleris     |
| 13-Newale Genima | 37-Kevzanke     |
| 14-Firdoda       | 38-Gire Gabelya |
| 15-Xira Beldas   | 39-Mırkitke     |
| 16-Hacelya       | 40-Pertavine    |
| 17-Kaçete        | 41-Xintorek     |
| 18-Melixa        | 42- Gebe        |
| 19-Govike        | 43-Şelbeke      |
| 20-Çema Pire     | 44-Gıvıjoke     |
| 21-Hewşa Bere    | 45-Suxurpaşa    |
| 22-Berşikera     | 46-Birman       |
| 23-Sirke         |                 |
| 24-Gurgavik      |                 |

**GERCÜS                      İLÇESİ**

- |                     |               |
|---------------------|---------------|
| 1-Gundike Kolan     | 6-Beheve      |
| 2-Acibe             | 7-Derefe      |
| 3-Calan             | 8-Bakoline    |
| 4-Zivirga Abirbinya | 9-Xina        |
| 5-Malmihe           | 10-Zeviya Sor |

**ÇATAK                      İLÇESİ**

- |               |             |
|---------------|-------------|
| 1-Turanis     | 15-Xwarg    |
| 2-Kelehe      | 16-Turbeset |
| 3-Gova Hedlan | 17-Ezdinan  |
| 4-Ferxines    | 18-Enines   |
| 5-Bezanis     | 19-Xumar    |
| 6-Çıçan       | 20-Kete     |
| 7-Martenis    | 21-Cenefe   |
| 8-Komur       | 22-Zeferan  |
| 9-Kurk        | 23-Sul      |
| 10-Destan     | 24-Salat    |
| 11-Koranan    | 25-Haceros  |
| 12-Orık       | 26-Hacıbey  |
| 13-Konarga    |             |
| 14-Mela Keles |             |

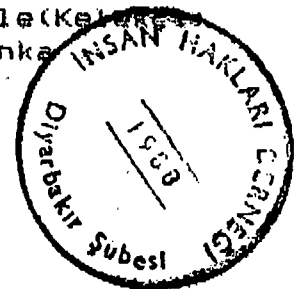
Ayrıca Xelilan, Ezdinan  
Alan Aşiretlerine ait  
onlarca köy göçertilmiştir

**SİİRT                      MERKEZ**

- |            |             |                    |
|------------|-------------|--------------------|
| 1-Dergalip | 5 -Kalender | 7-Şemse (Güneşli)  |
| 2-Qesrik   | 6 -Biloris  | 8-Mehina (Kayıklı) |
| 3-Geravis  | 7 -Gevat    | 9-Miwela (Kelaş)   |
| 4-Dodayis  | 8 -Tavlik   | 10-Bizenke         |

**KURTALAN                      İLÇESİ**

- |           |             |
|-----------|-------------|
| 1-Beytil  | 5 -Hüseyni  |
| 2-Kendala | 6 -Gozik    |
| 3-Kasirke | 7 -Tavlike  |
| 4-Lefe    | 8 -Cemkurik |



**BITLIS ILI**

- 1-Suwe
- 2-Gomşek
- 3-Herde
- 4-İngol
- 5-Otlu Mezrası

- 6 -Peremate
- 7 -Hevene
- 8 -Heveke
- 9 -Miryanes

**NORDUZ MINTIKASI**

- 1-Difne
- 2-Geregir

- 3-Lafena
- 4 -Bergane

**MUKUS MINTIKASI**

- 1 -Memode
- 2 -Telefan
- 3 -Kanixumar
- 4 -Perz

- 5 -Gunde Zilan
- 6 -Giyaniş
- 7 -Malesuwar
- 8 -Zoravan

**HIZAN ILÇESİ**

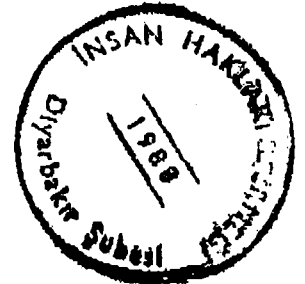
- 1 -Serik
- 2 -Piştâ Reşan
- 3 -Giradifin

- 4 -Giyaziaret
- 5 -Cinda
- 6 -Aviyan

**HAKKARI**

- 1 -Beyyurdu
- 2 -Binevşiyân
- 3 -Göksu
- 4 -Dergezil
- 5 -Nivaner
- 6 -Geliye Şuxe
- 7 -Suware Xelo
- 8 -Taşbaşı
- 9 -Çanaklı
- 10 -Su
- 11 -Sulak
- 12 -Yüce
- 13 -Gelezo
- 14 -Giri Dina
- 15 -Kıtina
- 16 -Selmana
- 17 -Yayla Deresi
- 18 -Yukarı Pirincçeken
- 19 -Geniş Dere
- 20 -Pınarlı
- 21 -Sarp
- 22 -Taşlık
- 23 -Değirmen
- 24 -Çimenli
- 25 -Merkez
- 26 -Hari

- 32 -Manefan
- 33 -Çiçekli
- 34 -Suvar
- 35 -Korta Xane
- 36 -Şamunan
- 37 -Ördekli
- 38 -Nergiz
- 39 -Gümüşlü
- 40 -Orta Dereçik
- 41 -Berus Kilisesi
- 42 -Doğanlı
- 43 -Gelinli
- 44 -Geçimli
- 45 -Serriya
- 46 -Bağlıca
- 47 -Kost
- 48 -Rezok
- 49 -Ünlüce
- 50 -Kınık
- 51 -Kandil
- 52 -Karasu
- 53 -Gülüce
- 54 -Benekli
- 55 -Küçük Köy
- 56 -Sergeli
- 57 -Tahi



- |             |             |
|-------------|-------------|
| 27 -İgdeli  | 58 -Cemtoğ  |
| 28 -Comme   | 59 -Herge   |
| 29 -Türbeli | 60 -Zerekli |
| 30 -Lata    | 61 -Melota  |
| 31 -Çeltik  | 62 -Çeltepe |

## SIRNAK

- |                            |                              |
|----------------------------|------------------------------|
| 1 -Gundike Remo (Anılmış ) | 53 -Guvere (Kuşkonak )       |
| 2 -Mendikeyan (Basagaç )   | 54 -Avka Meziyan (Toptepe )  |
| 3 -Kendali (Çadırılı )     | 55 -Cinete (Balpınar )       |
| 4 -Nerey (Dağkonak)        | 56 -Karni (Günedönmüş)       |
| 5 -Bina Butiyan (Güneyce ) | 57 -Basrete (İnceler )       |
| 6 -Gilindor (Kemerli )     | 58 -Spivyan (Karageçit)      |
| 7 -Ustuveskur (Sarıdallı)  | 59 -Şerefli (Karabuyun)      |
| 8 -Firisan (Atbaşı )       | 60 -Bezoke (Kocagılı )       |
| 9 -Biyasan (Görmeç )       | 61 -GundikeMitrip(Tekçınar ) |
| 10 -Kurum (Araköy )        | 62 -Kopanli                  |
| 11 -Spindarok (Boyunkara)  | 63 -Kavuncu                  |
| 12 -Şiliyan (Çakırsögüt    | 64 -Dostdelalan (kırkkuyu)   |
| 13 -Aviyan (Dereler )      | 65 -Bane Mihenda(koçbeyi )   |
| 14 -Mafiyan (Güneycam )    | 66 -mistaxe                  |
| 15 -Hema                   | 67 -Zivingok                 |
| 16 -Gezerok                | 68 -Zihe                     |
| 17 -Dira                   | 69 -Nanif                    |
| 18 -Bakartali              | 70 -Amuryan                  |
| 19 -Geliya Kazri           | 71 -girisbi                  |
| 20 -Bani Cindiya           | 72 -Dumilya                  |
| 21 -Zeytunik               | 73 -Turkiz                   |
| 22 -Dihde                  | 74 -Rusur                    |
| 23 -Mindikera              | 75 -Şehraon                  |
| 24 -Mendik                 | 76 -Buluze caniver           |
| 25 -şara                   | 77 -Ceme mezin               |
| 26 -Xudan                  | 78 -Ramuran                  |
| 27 -Destik                 | 79 -Dehrebun                 |
| 28 -Xaribizu               | 80 -Kurta xane               |
| 29 -Atlabil                | 81 -Grok                     |
| 30 -Kani Ferske            | 82 -Bacrit                   |
| 31 -Ziruin                 | 83 -Tengi                    |
| 32 -Berezan                | 84 -Diryan                   |
| 33 -Benabya                | 85 -Kola                     |
|                            | 86 -Çala                     |
|                            | 87 -Mehujki                  |
| 34 -Gire Çolya             | 88 -Rerenis                  |
| 35 -sarbitme               | 89 -Ricizi                   |
| 36 -Derik                  | 90 -Sorgoza                  |
| 37 -Şemka                  | 91 -Berkesir                 |
| 38 -Gundike Osu            | 92 -Bekirine                 |
| 39 -Zifka                  | 93 -Talika                   |
| 40 -Deriya Kera            | 94 -Şerefli                  |
| 41 -Divin                  | 95 -Besuke                   |
| 42 -Ziyaret                | 96 -Gardila                  |
| 43 -Xrabalisa              | 97 -Mavyan                   |
| 44 -Binderuk               | 98 -Avha                     |
| 45 -Baska                  | 99 -Masya                    |
| 46 -Gire                   | 100 -Şax ve benzeri          |





- 47 -Gerne  
 48 -Basrit  
 49 -Biyava  
 50 -Daştel  
 51 -Iabmeydin  
 52 -Bere Mired(Gülerli)
- yüzlerce aile göç  
 ettirilmistir

## SIRNAK ILI ULUDERE ILÇESI

- 1-Zeviyani(Tarlabası)

## SIRNAK ILI SILOPI ILÇESI

- |                    |                     |
|--------------------|---------------------|
| 1-Deredevs         | 4-Dene Sor          |
| 2-Bezgin           | 5-Selçuk            |
| 3-Begere           | 6-Bespın(Gürümlü)   |
| 7-Dradev(Selçuk)   | 8-Beseri(Koyunören) |
| 9-Deresor(Derecik) | 10-Silp(Damlıca)    |
| 11-Gite(Çalıskan)  | 12-Gırabıya         |

## MARDIN

- |                         |                               |
|-------------------------|-------------------------------|
| 1-Kaniya şex (Kaynak)   | 3-Yardere (Kısmen boşaltıldı) |
| 2-Xirbe Reş (Karaburun) |                               |

## MARDIN ILI ÖMERLI ILÇESI

- |                      |                      |
|----------------------|----------------------|
| 1- Qvabaşı (Kısmen)  | 12-Kocakuyu (Kısmen) |
| 2- Kayagözü (Kısmen) | 13- Taşgedik ( " )   |
| 3- Kayagözü(Kısmen)  | 14-Taşgedik ( " )    |
| 4- Duygulu (Kısmen)  | 15-Fıstıklı ( " )    |
| 5- Taşrica           | -16-Kayagözü         |
| 6- Kömürlü           |                      |
| 7- Qvabaşı           |                      |
| 8- Harmankaya        |                      |
| 9- Sulakdere         |                      |
| 10-Duygulu           |                      |
| 11-Fıstıklı          |                      |

## MARDIN MAZIDABI

- |           |          |                    |
|-----------|----------|--------------------|
| 1-Duraklı | 3-Ömürlü | 5-Yukarışeb(Kumur) |
| 2-Derecik | 4-Semika | 6-Golagülü(Arısü)  |

## MARDIN DERİK

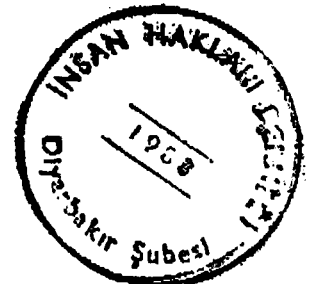
- 1-Incesu

## MARDIN ILI DARBECIT ILÇESI

- |                            |                   |
|----------------------------|-------------------|
| 1-Çelika Aliye Remo(Çelik) | 2-Zevika(Çavuşlu) |
|----------------------------|-------------------|

## MARDIN ILI MIDYAT ILÇESI

- |          |          |
|----------|----------|
| 1-Nuwele | 3-Semte  |
| 2-Meina  | 4-kohere |



**KASURI MINTIKASI**

1-Zavite  
2-Sifrezan

3-Betkar

**DIYARBAKIR ILI DICLE ILÇESI**

1-Gozel (Boğazköy)  
2-Pırıjina (Kursunlu)  
3-Gelincik  
4-Pirhasan (Özbek)

5-Kelkom (Kelekçi)  
6-Xaçek (Taşağı)  
7-Değirmenci (Kısmen Boşalt.)

**DIYARBAKIR ILI HANI ILÇESI**

1-Kaledibi Köyü  
2-Commanaş  
3-Derkam  
7-Batayt (Çağıl)  
9-Kuyular (nerib) köyü Eşkin mezrası

4 -Goma Bekira  
5 -Serde  
6-Koçeran (kısmen)  
8-Huri

**DIYARBAKIR IL KULP ILÇESI**

1-Eskar (Yayla Köyü)  
2-Nedera (Alaca Köyü)  
3-Bavcanka (savaş)  
4-Şafurnuta ömer  
5-Şafurnuta Merga bota  
6-Şafurnuta Tıraka  
7-Şafurnuta Hızne  
8-NEDERA MEZRALARI  
a-Hışkabüt  
b-Yacuğa

21Hışkabut  
22Xacuga  
23Nercik  
24-Dimilya (baloğlu)  
25-Çömləkçi  
26-Salten  
27-Şerefka  
28-Çiçek  
29-Delit  
30 - NERCIK MEZRALARI

c-Hışka  
d-Taxoke  
e-Qıjike

f-Geliya Pireşe  
g-Geliye Mussur  
ğ-Geliye Amanka  
h-Panax  
ı-Geliye Hune  
i-Qeytera  
-Duderya  
9-Araşka (üçköy)  
10-Medera (alaca)  
11-Tiyaxs (Narlıca)  
12-Reşika (başköy)  
13-Eskere (Yayla)  
14-Kamika (Akbulak)  
15-Badika havre (yayık)  
16-Dilet Köyleri  
17 -Üçkuyu  
18 -Yakut  
19 -Yavuz  
20 - Davser (Avdün)

a-Gırındes  
b-Hinzi  
c-Koçka  
d-Kupuka  
31-Şırnas (Güngeçti)  
32-Dimilya (Baloğlu)  
33-Salten  
34-Reşika  
35-Zikte  
36-Bayır (male Dinare)  
37-Yukarı Polatlı  
38-Asağı Polatlı  
39-Koçka  
40-Grendes  
41-Kevirxan  
42-Xwjart  
43-Belin mezraları



**DIYARBAKIR IL ERGANI ILÇESI**

1 -Hindis  
2 -Cumat

3-Kavurma Küpü

**DIYARBAKIR ILI LICE ILÇESI**

1-Dibek (Derxus)  
2-Savat  
3-Durak  
4-Bawerda (Ucdamlar)  
5-Peçar (Güldiken)  
6-Şexmus  
7-Heşrit  
8-Kayacık (Hezan)  
9-Piroz Mezrası

10 -Seren  
11 -Darlı  
12 -Mala Mihe Biro  
13 -Gozerik  
14 -Zıkte  
15 -Baras  
16 -Henvif  
17 -Pırinsk  
18-Feyteve  
19-Here  
20-hesik  
21-Peçar  
22-Mastak  
23-Neban  
24-Gavnor  
25-Hırboç  
26-Herak  
27-Darakol  
28-Beşist  
29-Reşan  
30-Bamitne  
31-Sise  
32-Derxust  
33-Cemar  
34-Kele  
35-Çeme Alike  
36-Kafirunkalesi

**DIYARBAKIR ILI HAZRO ILÇESI**

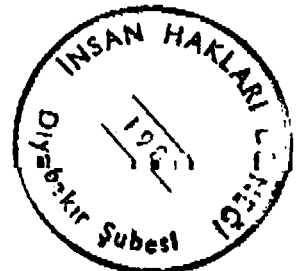
1-Cumat  
2- Selima  
3- Hendez  
4- Halhal  
5- Şimsim  
6- Xodik

7-Kanı  
8-Beskel  
9-Şageldi  
10-Zenge  
11-Lıcoke  
12-Xondol  
13-Simsim

**DIYARBAKIR ILI KOCAKÖY ILÇESI**

1 -Tepecik

1-Ferhand (Kayadere)



- 1-Hisar
- 2-Şax (Çağlayan)

BATMAN İLİ

- 1-Sebane

BATMAN İLİ SASON İLÇESİ

- 1-Tenze
- 2-Herende
- 3-Heribe
- 4-Çacese
- 5-Pelmısa
- 6-Sexika
- 7-Helis
- 8-Şexhamza

- 9-Malamer
- 10-Mala haciya
- 11-Gerok
- 12-Mala Demıra
- 13-Çay
- 14-Mala Mele Mezraları
- 15-Hardaye (Güneşli)
- 16-Teraş (ömürlü)
- 17-Sebane (Karameşe)

BATMAN İLİ KOZLUK İŞCESİ

- 1-Xerbeluk

MUŞ İLİ KIZILABAC NAHIYESİ

- 1 -Zengök
- 2 -Şenköy

BİNGÖL İLİ GENC İLÇESİ

- 1-Rız
- 2-Dedebağ
- 3-Keşan
- 4-Hesbern
- 5-Saferun
- 6-Gerçekli
- 7-Mımkun (mezra)
- 8-Mazrakuze (mezra)
- 9-Zülfun (mezra)

BITLİS İLİ

- 1-Narlıdere



# Revue de Presse

Institut Kurde de Paris  
**IKP**  
Bulletin de liaison et d'information

# Enlèvement d'un journaliste du quotidien pro-kurde "Özgür Gündem"

gamk — 31 - 1er août 1993

Le quotidien pro-kurde "Özgür Gündem" est à nouveau sur la sellette en Turquie après qu'un de ses journalistes a été enlevé mercredi soir par une mystérieuse organisation dont le nom aux résonances ultranationalistes, "Unité Turco-Ottomane de Vengeance", était jusque là inconnu des services de police. Un enlèvement qui prend l'allure d'une prise d'otage, puisque cette organisation demande notamment la libération des quatre touristes français enlevés par la rébellion kurde, selon un communiqué d'Özgür Gündem.

Le communiqué précise qu'un correspondant anonyme affirmant appeler au nom de "l'Unité Turco-Ottomane de vengeance" avait revendiqué jeudi l'enlèvement du journaliste Ferhat Tepe, qui n'est autre que le fils de la section de Bitlis du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP) pour protester contre les "assassinats" perpétrés par le Parti Des Travailleurs du Kurdistan (PKK). "Le PKK a tué des Turcs. Nous avons enlevé Ferhat Tepe. Il faut que le PKK libère immédiatement les quatre Français" enlevés près de Tatvan et "nous donne un milliard de livres turques" (environ 530 000 Francs), aurait déclaré ce correspondant au téléphone selon "Özgür Gündem".

C'est un nouveau coup dur pour ce quotidien, qui n'a vraiment pas bonne presse auprès de autorités d'Ankara, qui l'accusent de soutenir la rébellion kurde et de manifester une certaine complaisance à l'égard du PKK. Il y a deux semaines, ce même quotidien avait été interdit de parution sur décision de justice d'un tribunal turc qui revenait sur sa sentence quelques heures après. Son rédacteur en chef avait été également gardé à vue. Ces décisions de justice, qui avaient été dictées par des motifs officiellement strictement procéduriers, traduisaient l'agacement des autorités turques à l'égard de ce journal, dont les journalistes ont déjà payé un lourd tribut à l'insécurité de la progression de journaliste en Turquie, déjà dénoncée par plusieurs organisations internationales de défense des journalistes. Sept d'entre eux figurent en effet sur la macabre liste de 14 journalistes tués en un an par des "inconnus" dont la police ne déploie pas trop d'efforts pour les démasquer.

La saison touristique est bien mal engagée en Turquie, où les spécialistes du tourisme prévoient pourtant pour cet été une reprise spectaculaire de cette industrie capitale et un nombre record de visiteurs, avec les retombées en devises que cela implique, après le creux de la vague causé par la guerre du Golfe. C'était avant les menaces du leader du PKK, Abdulla Oçalan, qui en déclarant la reprise des hostilités en juin dernier, avait annoncé une nouvelle forme d'action, prenant pour cible l'économie et le tourisme. Les menaces ont été suivies d'effets, fin juin et début juillet dans la ville très touristique d'Antalya, sur la rive méditerranéenne turque, où des attentats à la grenade -dont le PKK a démenti en être le responsable- ont fait des blessés parmi des touristes étrangers, provoquant une vague d'annulations chez les tour opérateurs spécialistes de la Turquie.

Pour se trouver en dehors des sentiers battus du tourisme international, l'est de la Turquie, soit le Kurdistan et l'Arménie historique, n'est pas épargné et est également devenu une région à hauts risques pour les rares touristes qui s'y aventurent, depuis les enlèvements successifs de touristes étrangers intervenus depuis le début du mois de juillet. L'enlèvement par des rebelles kurdes jeudi soir, d'un touriste autrichien voyageant seul porte à 7 le nombre total des touristes étrangers enlevés ce mois-ci et toujours détenus par le PKK, malgré les recherches et les interventions des chancelleries occidentales concernées. Une Australienne et un Britannique avaient d'abord été enlevés le 5 juillet près de Van, puis quatre touristes français avaient été "choisis" samedi dernier parmi les passagers d'un car circulant aux environs de Tatvan pour être enlevés par un commando du PKK. Le dernier en date est ce touriste autrichien âgé entre 35 et 40 ans, qui voyageait à bord d'un autocar venant de Erzurum et se rendant vers l'ouest, aux environs de Sivas, soit relativement loin de la zone où opèrent généralement les rebelles du PKK. Selon l'agence turque Anatolie, des maquisards du PKK auraient arrêté près de la bourgade de Zara plusieurs véhicules pour "saisir les objets précieux des passagers". Ils auraient tué un sous-officier avant d'emmener un touriste avec eux.

Cette série d'enlèvements compromet très sérieusement l'ouverture de l'Anatolie orientale aux touristes étrangers, ce qui ne devrait d'ailleurs pas déplaire aux autorités turques qui ont toujours eu quelque gêne à montrer au regard du monde un patrimoine historique -où ce qu'il en reste- dont ils occultent consciencieusement l'origine arménienne. La région est d'ailleurs soumise à un état d'urgence qui vient d'être reconduit et les arguments avancés par les sources proches du PKK pour justifier les enlèvements de touristes, "coupables" d'être entrés au Kurdistan "sans les autorisations nécessaires de la rébellion kurde" contribueront à fermer définitivement la région aux étrangers. On sait par ailleurs ce qu'il en coûte à un étranger d'entrer en contact avec des Kurdes, si un touriste était tenté de suivre la procédure suggérée par le PKK; un journaliste allemand purge 3 ans de prison pour cette raison, un autre, britannique, ayant plus récemment évité la prison de justesse.

En attendant, les forces de l'ordre turques continuent leurs recherches pour retrouver les touristes enlevés, en vain; selon le PKK, ils seraient sains et saufs et tous détenus au même endroit. Dans un communiqué diffusé par l'agence Kurd-Ha, proche des rebelles, ils "peuvent être relâchés en cas d'interventions d'organisation internationales", une condition qui confirme la vocation "publicitaire" de ce nouveau type d'actions de la guérilla kurde, qui veut alerter l'opinion publique occidentale et qui s'inscrit dans la continuité de la série d'occupations de locaux officiels turcs par des militants kurdes dans plusieurs villes occidentales le mois dernier. Dans une récente déclaration, le PKK avait ainsi annoncé que l'enlèvement des touristes devait contribuer à faire comprendre à l'opinion occidentale l'oppression dont est victime le peuple kurde de la part du gouvernement turc.

Les opérations de ratissage organisées par les forces turques pour retrouver les touristes enlevés, même si elles ont été sans résultat jusqu'à vendredi, ont en tout cas donné l'occasion aux troupes d'Ankara de frapper un grand coup contre les Kurdes. Plus de cent combattants kurdes auraient ainsi été tués ces derniers jours dans la région d'Agri sur le mont Tendurek, lors d'opérations de grande envergure effectuées par des hélicoptères de l'armée turque avec le soutien de l'artillerie lourde, dans la zone frontalière avec l'Iran et l'Arménie.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France

FRA0298 3 I 0398 TUR /AFP-SM04

Turquie-Kurdes-France lead

Libération de six touristes par le PKK dans la semaine, selon un journal

ANKARA, 1er août (AFP) — La direction du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a décidé de libérer dans la semaine les six touristes étrangers, dont six Français, enlevés par ses militants, affirme le quotidien turc d'expression anglaise Turkish Daily News (TDN) dans son édition de lundi.

Les quatre touristes français enlevés le 24 juillet près de Tatvan (est), ainsi qu'une Australienne et un Britannique kidnappés le 5 juillet dans la même région, seront libérés dans le courant de la semaine, "dès que des mesures nécessaires auront été prises pour leur sécurité après libération", selon TDN.

Le président du Comité militaire et membre du Comité central du PKK, Cemil Bayik, cité par TDN, a affirmé que les six touristes enlevés "sont tous en bonne santé".

Au sujet des "mesures" prises pour la "sécurité" de ces touristes, Cemil Bayik a déclaré que les opérations militaires de l'armée turque dans la région (sud-est anatolien) "pourraient mettre en danger la vie" de ces personnes et a demandé une "diminution" de ces opérations. "Ce n'est pas une condition pour leur libération, mais cela faciliterait les choses pour les touristes", a-t-il ajouté.

Le numéro deux du PKK a "averti" en outre que les étrangers qui veulent voyager dans le sud-est de la Turquie "devront s'adresser à l'avance aux bureaux représentatifs kurdes dans leur pays afin d'éviter de futures complications".

Les quatre Français enlevés par le PKK sont MM. Pierre Six (43 ans), Michel Coudray (52), Robert Audoin (51) et Fernand Haron (66). Ils faisaient partie d'un groupe de 25 Français en voyage organisé en Turquie. Le PKK détient également depuis le 5 juillet l'australienne Tania Miller et le Britannique David Rowbotham qui voyageaient seuls.

Ces personnes avaient été enlevées près de Tatvan pour "être entrées en territoire du Kurdistan sans les autorisations nécessaires", selon un communiqué de l'agence de presse kurde Kurd-Ha proche du PKK.

"Ils sont tous en bonne santé et nous sommes extrêmement attentifs à leur sécurité", a ajouté Cemil Bayik. Il n'a pas cité les cas d'un septième touriste, un Autrichien, qui voyageait seul, et dont l'identité n'a pas été révélée, enlevé jeudi soir près de Sivas (centre-est) par des rebelles kurdes.

CE/chm

AFP 012204 ADU 93

Sud-Ouest — 1<sup>er</sup> août 1993

### UNE « SÉLECTION » DES KURDES ?

*A en croire les informations concernant le peuple kurde, il semblerait que de nombreux médias et les politiques en distingueraient « sélectivement » deux sortes :*

*— Les bons seraient ceux luttant contre les Irakiens de Saddam Hussein; aide en vivres, protection aérienne, visites de personnalités, etc.*

*— Les mauvais, qualifiés par les médias de rebelles ou de « séparatistes », seraient les Kurdes de Turquie luttant pour leur indépendance.*

*Ce choix élitiste est injuste, partial et marqué au sceau de la manipulation de l'opinion, au même titre d'ailleurs que la désinformation sévissant à propos de la guerre du Golfe, du blocus dont les enfants irakiens sont les innocentes victimes... et des vraies raisons à l'origine du drame yougoslave.*

HENRI LAGRANGE

« La Nive »  
Irxassou (64)

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE —

FRA0188 4 I 0287 TUR /AFP-RK36

Turquie-Kurdes lead

20 personnes dont 17 soldats tuées par des rebelles kurdes depuis samedi

ANKARA, 1er août (AFP) — Vingt personnes dont 17 militaires ont été tuées et 24 autres dont 16 militaires ont été blessées depuis samedi soir dans le sud-est anatolien lors d'attaques nocturnes des rebelles kurdes de Turquie contre deux postes de gendarmerie et un minibus, a-t-on appris dimanche à Ankara.

10 militaires dont un sous-officier ont été tués lors d'une attaque à l'arme automatique et au lance-roquettes samedi vers 20h00 locales (19h00 heure de Paris) contre un poste de gendarmerie dans la région de Cukurca, à la frontière avec l'Irak, par des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a rapporté dimanche l'agence turque Anatolie.

Les forces de l'ordre turques ont déclenché une opération dans la région à la suite de l'accrochage qui a duré jusqu'à dimanche midi, selon l'agence.

D'autre part, 7 soldats turcs ont été tués et 16 autres blessés lors d'une autre attaque rebelle samedi vers 22h00 locales (21h00 heure de Paris) contre le poste de gendarmerie de Gumusorgu près de Sason, province de Batman (sud-est), a-t-on appris de sources locales bien informées.

Enfin, trois personnes dont deux responsables de la sécurité civile, ont été tuées et 8 autres blessées lors de l'attaque rebelle contre un minibus appartenant à une entreprise publique, samedi soir près de Alacakaya, province de Elazig (est), selon Anatolie.

Les attaques de maquisards kurdes et les opérations militaires de l'armée turque ont fait une soixantaine de morts (militaires, policiers, rebelles et civils) depuis mardi, selon un décompte établi à partir de bilans officiels partiel.

KG/chb

AFP 011728 AOU 93

LIBÉRATION — 2 août 1993

TURQUIE

## Nouvel attentat contre un site touristique turc

**Dix-huit personnes, dont deux Néerlandais, ont été blessées par l'explosion d'une bombe à Kusadasi.**

Les attaques des rebelles kurdes contre le tourisme turc continuent. Alors que les six touristes enlevés dans la région de Van (Est) étaient toujours hier aux mains des hommes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), un nouvel attentat à la bombe a eu lieu vendredi soir dans la ville de Kusadasi, sur la côte égéenne, près des ruines d'Éphèse, faisant 18 blessés légers dont deux touristes néerlandais.

Un attentat similaire, avec une bombe dissimulée dans une poubelle, avait fait quatre blessés une semaine plus tôt près de la mosquée Sultanahmet, à Istanbul. Quelques jours auparavant, un attentat à la grenade sur un petit hôtel d'Antalaya, la vitrine du tourisme turc sur la côte méditerranéenne, faisait un mort. Des attaques semblables, le 27

juin dans cette même ville, avaient blessé 22 personnes dont dix touristes allemands. Si aucun de ces attentats n'a été revendiqué, les autorités accusent les rebelles kurdes.

Alors que la guérilla s'intensifie dans le sud-est de la Turquie peuplé en majorité de Kurdes, avec 350 morts (soldats, rebelles et surtout civils) pour le seul mois de juillet, les forces du PKK semblent toujours plus décidées à tarir les revenus d'une industrie touristique en pleine expansion. Dans une lettre envoyée à l'ambassade de Suède à Athènes, le PKK a averti qu'il considérait la côte ouest de la Turquie comme une « zone de guerre ».

« Le tourisme soutient objectivement la politique de guerre, et pour cela nous demandons aux touristes de ne pas ve-

nir », affirmait Cemil Bayik, numéro deux du PKK et chef de sa branche militaire, dans une interview donnée au *Turkish Daily News*, affirmant par ailleurs que les touristes enlevés pourraient être prochainement libérés: « Nous n'avons rien contre eux. »

Les dirigeants du PKK, qui utilisent ces enlèvements pour « sensibiliser » l'opinion occidentale à leur lutte pour l'indépendance du Kurdistan turc, savent aussi qu'ils doivent la ménager. Pour cela, probablement, les rebelles kurdes ne revendiquent pas les attentats aveugles dans les sites touristiques. La mort d'un touriste — et a fortiori d'un otage dont ils reconnaissent la détention — se retournerait contre le PKK et inciterait les polices française, belge, ou allemande à intensifier les enquêtes sur ses activités en Occident. A Bruxelles, la Communauté européenne et ses Etats membres ont exigé vendredi « la remise en liberté immédiate et inconditionnelle de leurs ressortissants ». M.S. avec AFP, Reuter



AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE —

FRA0192 4 I 0246 FRA /AFP-LV06

Turquie-Kurdes

26 personnes, dont 16 rebelles kurdes, tuées dimanche

ANKARA, 2 août (AFP) — 26 personnes, dont 16 rebelles kurdes et 8 soldats, ont été tuées dimanche lors d'accrochages ou attaques dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, a-t-on appris lundi de sources officielles et bien informées.

Ce bilan porte à près de 90 le nombre des victimes, depuis mardi dernier, de la violence séparatiste du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et des opérations de représailles de l'armée dans cette région.

10 rebelles ont été tués par les forces de l'ordre dans la région de Mutki, dans la province de Bitlis, a annoncé la super-préfecture de Diyarbakir dans un communiqué. Selon des sources locales bien informées, quatre soldats ont également trouvé la mort et 5 autres ont été blessés lors des accrochages dans cette région qui se poursuivaient lundi matin.

Par ailleurs, quatre maquisards du PKK ont été tués lors d'accrochages dans les régions de Bingöl et de Mardin, selon la préfecture.

D'autre part, quatre gendarmes ont été tués par un commando kurde qui a attaqué un convoi près de Yuksekoya (province de Hakkari), selon des sources locales bien informées.

Enfin, un "mokhtar" (chef administratif de village) et trois "protecteurs de village" (miliciens pro-gouvernementaux) ont été tués lors d'une attaque rebelle contre le village de Asagicivanli, dans la région de Tuzluca (province d'Igdir), a rapporté l'agence Anatolie.

KG/bm/br

AFP 021141 AOU 93

## COURRIER

# Fier d'être Kurde

(LNQ du 3 juin)

DE M. JÏYAN DILOVAN  
LA CHAUX-DE-FONDS

Il est un peuple dont le seul crime est d'être amoureux de la vie, et vous en avez montré le corps de ses enfants comme des cadavres de chiens abattus. Comme je suis aussi un enfant de ce peuple, c'est-à-dire un Kurde, je vous demande dans quelle mesure notre dignité d'homme peut s'accommoder d'une telle information?

Je vous dis «amoureux de la vie», car notre peuple, écrasé et humilié, ayant traversé nombre de massacres (Dersim, Agiri, Kocgiri, etc.), nié dans sa langue, sa culture, tout ce qui fait son identité, avait appris à se détester. La Turquie lui avait inculqué

la haine de lui-même. Mais aujourd'hui, si nous allons dans les montagnes, souvent pour mourir en combattant, c'est bien par amour de la vie!

Beaucoup d'entre nous ont trouvé au travers de la lutte du PKK, une dignité, des raisons d'espérer et de vivre. Notre combat n'a pas commencé comme celui de barbares ou d'idéologues fanatiques, mais dans des questions que le secrétaire général du PKK (APO) avaient formulées ainsi:

● Qu'est-ce qui fonde notre valeur et dignité d'homme kurde?

● Sommes-nous condamnés à être totalement exclus des valeurs de l'humanité, et que faut-il faire pour que nous soyons considérés comme des personnes?

● Avons-nous des raisons suffisamment dignes de nous battre?

● Pourquoi notre peuple, lorsque d'autres parlent de lui, se sent-il damné de Dieu?

● Notre peuple, s'il traverse tant de souffrances et de misères, n'est-ce pas par amour de la vie?

De quelle autorité pouvez-vous donc distinguer les 200 militants du PKK «tués» par l'armée turque, des 33 soldats turcs «assassinés» par le PKK? Les uns sont-ils des chiens? Les autres des hommes?

Enfin, comment pouvez-vous croire que dans une région, ravagée par une guerre civile et actuellement régie par l'état d'urgence, des soldats se promènent le soir sans défense, comme des agneaux au milieu des loups... □

LE HAVRE PRESSE — 2 août 1993

Turquie

## Attaques des rebelles kurdes

Vingt personnes dont 17 militaires ont été tuées et 24 autres dont 16 militaires ont été blessées depuis samedi soir dans le sud-est anatolien lors d'attaques nocturnes des rebelles kurdes de Turquie contre deux postes de gendarmerie et un minibus, a-t-on appris hier à Ankara. Dix militaires dont un sous-officier ont été tués lors d'une attaque à l'arme automatique et au lance-roquettes samedi contre un poste de gendarmerie dans la région de Cukurca, à la frontière avec l'Irak, par des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a rapporté l'agence turque Anatolie. A la suite de l'accrochage, les

forces de l'ordre turques ont déclenché une opération dans la région qui a duré jusqu'à hier midi. D'autre part, 7 soldats turcs ont été tués et 16 autres blessés lors d'une autre attaque rebelle samedi soir contre le poste de gendarmerie de Gumusorğu près de Sason, province de Batman (sud-est). Enfin, trois personnes dont deux responsables de la sécurité civile, ont été tuées et 8 autres blessées lors de l'attaque rebelle contre un minibus appartenant à une entreprise publique, samedi soir près de Alacakaya, province de Elazığ (est), selon Anatolie.

Les attaques de maquisards kurdes en les opérations militaires de l'armée turque ont fait une soixantaine de morts (militaires, policiers, rebelles et civils) depuis mardi, selon un décompte établi à partir de bilans officiels partiels.

## DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE — 2 août 1993

### 20 morts en Turquie

Vingt personnes, dont 17 militaires, ont été tuées et 24 autres dont 16 militaires ont été blessées depuis samedi soir dans le sud-est anatolien lors d'attaques nocturnes des rebelles kurdes de Turquie contre deux postes de gendarmerie et un minibus.

Les attaques de maquisards kurdes et les opérations militaires de l'armée turque ont fait une soixantaine de morts (militaires, policiers, rebelles et civils) depuis mardi.

LA CROIX — 2 août 1993

# « La cruauté et le silence »

« **L**a défaite, la honte et l'humiliation qui nous arrivent aujourd'hui, Saddam, c'est le résultat de tes folies, de tes erreurs de calcul et de tes actions irresponsables... » Debout sur son tank, au milieu de la place Saad, au centre de Basra, le commandant s'adresse au gigantesque portrait mural de Saddam Hussein en uniforme. Devant la foule qui se rassemble, il retourne à l'intérieur du blindé, pointe la tourelle en direction du portrait et lâche plusieurs salves d'obus. La foule applaudit et chante avant d'aller s'en prendre aux bâtiments officiels, symboles du régime.

### Une révolte sauvage qui finit dans le sang

Ainsi commence l'Intifada des chiites au sud de l'Irak, à 5 heures du matin le 28 février 1991, quand le geste d'un officier brise « la barrière de la peur ». Dans *Cruelty and Silence*, son dernier livre (1), Kanan Makiya, auteur d'un précédent ouvrage remarqué (2), sous le pseudonyme de Samir al-Khalil, fait le récit de cette révolte qui s'était répandue comme une traînée de poudre, de Basra à Al-Nasiriyya pour atteindre Najaf le 3 mars.

Irakien chiite, né à Bagdad d'un père irakien et d'une mère anglaise, architecte diplômé du Massachusetts Institute of Technology, l'auteur, qui vit aujourd'hui aux États-Unis, décrit en détail la façon dont les chiites se sont soulevés dans toutes les villes du Sud au lendemain de la guerre du Golfe, mais aussi comment, dans certains cas, ils ont tué et pillé sans discrimination.

Un désir de vengeance qui, constate Makiya, n'était que « l'image inversée du baasisme ». Cette révolte sauvage et incontrôlée devait elle-même finir dans le sang, écrasée sous les bombes au napalm et à fragmentation des divisions de la garde républicaine épargnées par les forces alliées.

Chargé de souffre, le livre de Kanan Makiya publié simultanément en anglais et en arabe il y a environ deux mois, se veut une thérapie de choc à l'attention du lecteur dans l'espoir que des Irakiens et d'autres Arabes assumeront la responsabilité collective de la « cruauté » des pratiques totalitaires d'un régime et du « silence » qui l'entoure. Chacun des premiers chapitres de l'ouvrage

porte le nom d'un témoin : Khalil le Koweïtien, Abou Haydar le chiite, Omar le sunnite, les Kurdes Mustafa et Taimour.

Autant de témoignages emblématiques, complétés par les enquêtes au Kurdistan, recherches, interviews et documents collectés par l'auteur. Il faut lire notamment le récit de la campagne de destruction de 1 276 villages kurdes et d'extermination massive de leurs habitants menée en 1988 sous le nom de code « Al Anfal ». Environ 100 000 civils kurdes périrent dans l'opération, enterrés dans des fosses communes dans le désert de Samawa près de la frontière saoudienne.

K. Makiya insiste sur le ravage moral causé par un régime fondé sur la méfiance, la suspicion et l'obsession du complot, sur l'effondrement durable de la société civile irakienne qui en a résulté.

### La responsabilité des intellectuels arabes

Mais son propos va plus loin. Dans la seconde partie du livre, l'auteur fustige l'attitude de ses pairs intellectuels arabes, la plupart du temps complices des crimes de Saddam et des « machines de surveillance et de répression »

des autres tyrans de la région. Il s'en prend à leur discours, essentiellement négatif, toujours prompt à rejeter la faute sur l'adversaire, qu'il se nomme Israël ou États-Unis, sionisme ou impérialisme, depuis la défaite de la guerre des Six Jours en 1967 jusqu'à la guerre du Golfe.

Pour Kanan Makiya, cette logique part du principe moralement erroné que l'Occident doit être tenu responsable ici et maintenant de tous les maux du Moyen-Orient. Au contraire, son livre se veut la démonstration de l'autosuffisance atteinte par le monde arabe dans la production de l'oppression.

Plus encore que les régimes, affirme K. Makiya, les intellectuels arabes portent une responsabilité dans ce vide spirituel qui ne pourra être comblé par la seule croyance religieuse. A tout Arabe, explique-t-il, revient une obligation morale, celle de « rompre le silence ».

François d'ALANÇON

(1) *Cruelty and Silence. War, tyranny, Uprising and the Arab World*, Norton, New-York/Londres, 1993.

(2) *Irak, la machine infernale*, Jean-Claude Lattès, 1991.

## Amnesty International concerned with more rights violations against Kurds in Southeast

*Turkish Daily News*

ANKARA-The London-based human rights watch organization, Amnesty International, expressed concern about more human rights violations of Kurdish villagers in Southeast Turkey, in a message released on Sunday.

AI reported that Turkish security forces were carrying out intense operations in villages which have refused to participate in the systems of government-appointed village guards.

"During the past weeks destructive searches were followed by the burning of all or part of dozens of villages and enforced migration of their population. In Çayırdere, near Ergani in the Diyarbakır province, villagers were reportedly ill-treated by gendarmerie, given pickaxes and ordered to destroy their own homes," the AI report said.

The organization claimed that any villagers taken into police custody were at "serious risk of torture or worse," citing the example of Sıddık Öncü, who was taken into gendarmerie custody

■ *Amnesty International accuses both Turkish security forces and the PKK of causing "on a daily basis human rights abuses against Kurdish villagers"*

from the village Kerkatk of Çınar, Diyarbakır on June 21 and whose body was found in the city morgue by his relatives on July 8. AI quotes military officials as denying any detention of Öncü.

Claiming that both male and female detainees had reported various forms of sexual assault and rape, AI adds that there were reports of "extrajudicial execution and disappearance" of Kurdish villagers, supposedly carried out by Turkish security forces.

Underlining that it had repeatedly addressed the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) about "executions of captured village guards and alleged informers as well as attacks on civilian targets," the AI report said the "arbitrary and de-

liberate killing of prisoners" by the PKK continued "at a rate of more than one a day." The organization said that was clearly outlawed by international humanitarian law.

"Such killings of village guards are apparently carried out with the intention of discouraging villagers from participation in the village guard corps," AI said.

The report said that the PKK guerrillas have been killing female prisoners because they were suspected of collaborating with the security forces, and killing civilians because of being employed by government organizations such as the PTT (Post, Telegraph, Telephone), and even for refusing to join commercial boycotts.

Pointing to the Antalya bombings, in which a waiter was killed and some 30 others wounded, AI said, "The PKK did not deny responsibility for these bombs which were clearly not directed against military targets but were clearly positioned with the intention of killing and maiming civilians."

# PKK decides to release tourists

- *Military Council decides to set free captive foreigners*
- *Bayık says freedom this week, calls for post-release safety*

By Ismet G. Imset  
*Turkish Daily News*

BEIRUT, Lebanon- The leadership of the Kurdistan Workers' Party (PKK) has agreed to release six foreign tourists abducted in Southeast Turkey last month, in reply to a humanitarian appeal by their families and their mediators.

The tourists, four elderly Frenchmen, a British bicyclist and his Australian cousin, are to be set free this week as soon as necessary measures are taken for their post-release safety, a senior military commander of the organization

said. Cemil Bayık, chairman of the PKK Military Council and Central Committee member, told this reporter during a lengthy meeting held in the Middle East region that the decision was made for humanitarian interests, in reply to the plea of relatives and their intermediary.

An appeal for the release was made to Bayık on Friday by this reporter, who was requested by the families to mediate for their freedom.

"We have nothing against them. Our decision is positive and they will be released as you have requested," Bayık said. He warned, however, that foreigners traveling to the Turkish Southeast should apply to Kurdish representative offices in their countries in advance, to prevent any future complications. Bayık also said Turkish tourism revenues were being used to finance Ankara's war on his Kurdish organization, explaining this was the reason the PKK did

not want tourists coming to Turkey.

"They are escalating the war and attacking the people... our people," he said.

Accepting an appeal for extreme care to protect the tourists before their release, Bayik said all would be done and measures would also be taken to free all six together, to avoid possible security risks.

He warned, however, that Turkish operations in the region could put their lives in risk and called for a letup in the military crackdown. Bayik added this was not a condition for the release but would ease things for the tourists.

The PKK is wary that Turkish hardliners may attempt to destroy the units responsible for the abductions, along with their hostages, and later blame the organization for the killings. "They are playing a game but it is an incredibly dangerous one," Bayik commented.

As of Monday, the English-language Turkish Daily News based in Ankara is to continue negotiations for a safe release and arrange for the tourists to reach their countries without any hindrance.

The PKK leadership has accepted the mediation of this reporter for this case. It has also called for any international body, including human rights organizations and medical establishments, to coordinate and be at the scene as the release takes place. On Friday, in a long meeting with this reporter, Bayik was for-

warded appeals on behalf of the tourists' families, and personally asked to show humanitarian interest and end this drama. Upon request, the PKK leadership agreed to take up the issue immediately and respond during the weekend.

The PKK currently holds French nationals Michael Coudray, Robert Audin, Fernand Haron and another identified only as Pierre. Also, British national David Rowbottom and his Australian cousin Tania Miller were abducted in Tatvan while on a two-year bicycle tour of the world.

"All are in good health and we are extremely careful about their security," Bayik said. He called, however, for international attention to what happens after their release and appealed for international bodies and related governments to insure they reach their countries safely.

The release process started on July 27 with the AEGK military command of the PKK announcing it was expecting an appeal from an international body to set the captives free.

The same day, this reporter arrived in a Middle East border area where the meeting with the PKK leadership took place. The AEGK was relayed the letters of the families appealing for the release and for guaranteed measures to be taken later for their safety. During the weekend, talks continued and the central decision was made.

# UN sanctions push Iraq to the brink of tragedy

- Security Council has linked any lifting of the blockade to compliance with Gulf War cease-fire terms, including the scrapping of Iraq's weapons of mass-destruction

By Leon Barkho

Reuters Staff Writer

**BAGHDAD-** President Saddam Hussein, his meaning understood by few at the time, warned Kuwait darkly in 1990 that Iraq could tolerate many things but not threats to its "daily bread." Short of cash after eight bruising years at war with Iran, he accused the emirate of stealing Iraq's oil and undermining its economy.

On Aug. 2, 1990, Iraqi troops invaded.

But three years on, many of Iraq's 18 million people, who are sitting on the world's second largest oil reserves after Saudi Arabia, are on the bread line.

"A grave humanitarian tragedy is unfolding," the U.N. Food and Agriculture Organization warned in a recent report. U.N. sanctions, the report said, were forcing most of the population to live under "the most deplorable conditions." Iraq, which has traditionally regarded Kuwait as part of its territory, has paid a high price for seizing the emirate. International isolation followed with the world community rallying behind the U.N. trade blockade. A formidable U.S.-led multi-national force battered its army and ejected its troops in Feb. 1991.

The alliance also smashed its infrastructure, depriving it for a time of power and telecommunications.

Revolts in the Kurdish north and Shiite south shook Iraq. The armed forces rallied to the government, crushing the revolts, but rebel Kurds, shielded by Western warplanes, have since taken control of a large slice of the north.

Kuwait, for its part, emerged from the crisis with chunks of Iraqi land and territorial waters. A U.N. border demarcation commission moved the emirate's border north and extended its maritime frontier almost landlocking Iraq.

But the Iraqi government remains unbowed. Fiery language against Kuwait's oil policy and its support of Iraq's exiled opposition is rampant in official newspapers. The rhetoric is reminiscent of 1990 when Iraq accused the emirate of stabbing it "in the back with a poisoned dagger." The official press still refers to Kuwait as a region and a newspaper published by Saddam's eldest son, Uday, describes the emirate as an Iraqi province.

The border changes have caused anger in Iraq.

"History will never forgive any government agreeing to the new borders," says Ali Mohammed Hussein, a university lecturer. "There is no end to Sabahs' (Kuwait ruling family) insatiable greed. They want to swallow Iraq."

A school teacher who took part in the invasion, adds, "The more sacrifices we offer, the dearer that part of the country becomes."

But many Iraqis would like the government to forget the past and focus on ensuring that sanctions are lifted.

"It is getting tougher and tougher with every passing month," said a civil servant. "Even the government now realizes that it has to do something to alleviate people's suffering." Food prices have sky-rocketed.

Flour costs 355 times more than before the embargo, sugar 149 times more, vegetable oil 106 times more and rice 70 times more.

Personal incomes, in terms of purchasing power, lag far behind. Average monthly wages for most workers have increased two to three-fold since 1990.

Average monthly salaries range from 250 Iraqi dinars (five dollars at the unofficial exchange rate) to 1,500 dinars for senior officials and army officers. U.N. relief workers

in Baghdad estimate that the monthly food basket for a family of six, the average Iraqi family, costs some 5,400 dinars. It cost about 110 in 1990. "It is mass punishment. And first victims are the Iraqi people who the U.S. and allies claim they have nothing against," said a shopper in Baghdad's Central market.

The Security Council has linked any lifting of the blockade to compliance with Gulf War cease-fire terms, including the scrapping of Iraq's weapons of mass-destruction.

The Western Gulf War allies, who initially linked any ending of sanctions to the departure of Saddam, have backed Security Council demands for compliance with military action. In January, they launched air and missile strikes following one of many standoffs over the cease-fire terms.

Washington hit Iraq's Baghdad intelligence headquarters with missiles in June over an alleged plot to kill former president George Bush on a Kuwait visit.

The West also maintains no-fly zones over northern and southern Iraq to protect rebel Kurds and dissident Shiites from attack.

But diplomats say neither sanctions nor the threat of Western military action threaten Saddam's hold on power.

"The no-fly zones could not divide the country. Even the Western-guarded Kurdish rebel enclave in the north catches cold when Baghdad sneezes," one diplomat said.

Following a standoff in July over future monitoring of its missile programs, Iraq has shown signs of wanting a compromise that will start its life-blood oil exports flowing again.

In the meantime, Baghdad preaches patience to its people. The official press publishes statistics listing massive deposits of cash-earning minerals like sulphur and phosphate. "There is a tap of gold underneath each Iraqi," one newspaper added, in a readily-understood reference to Iraq's oil wealth.

## PKK raids station, kills 17 soldiers

■ 47 people killed in Kurdish nationalism related violence over the weekend

*Turkish Daily News*

**ANKARA-10** Turkish soldiers were killed and 8 others wounded when a group of militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) raided Serbest gendarmerie station near Çukurca town of Hakkari, Southeast Turkey on Saturday night.

In another attack by the PKK on Gümüşörgü gendarmerie station near Sason, Batman, seven Turkish soldiers were killed and 16 others wounded, the Anatolia news agency reported on Sunday. Again on Saturday night, suspected PKK militants opened fire on a service minibus of the chromium mine facilities near Alacakaya, Elazığ, killing three and wounding eight others. Anatolia reported that two of the killed were members of the special security guards of the facility and the other was a worker there. Four people were killed in separate incidents in Diyarbakir, Çınar and Batman provincial centers over the weekend. Meanwhile, Anatolia reported that two of the 19 PKK militants killed in a clash near Nurhak, Kahramanmaraş were top local commanders. PKK sources claim three soldiers were also killed in the clash, but officials confirm only one police officer died. The security operation started near Nurhak last Friday was reportedly continuing on Sunday.

In the Aegean coast town of Kuşadası a noise bomb placed in a garbage can in the town's center injured 17 people, Anatolia reported. The Dusseldorf, Germany-based Kurdistan News Agency, reportedly close to the PKK, said the bomb "might have been placed by Kurdish patriots" in protest of the Turkish security forces. It is believed to be a part of the PKK's recent campaign against Turkish tourism revenues.

## 18 killed in Kurdish violence

*Turkish Daily News*

**ANKARA-Eighteen** people, including ten soldiers, were killed in separatist Kurdish violence in eastern Turkey, the Anatolian news agency reported on Monday.

The killings coincided with a report that six foreign tourists held as hostages by the militants would be released soon. Anatolian quoted regional security officials as saying outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) activists killed six soldiers in three days of fighting near the town of Mutki in Bitlis province. Five soldiers were wounded.

Four other soldiers were killed by

the PKK militants attacked a military convoy near Yüksekova township of Hakkari. Two PKK militants were killed on Monday when they opened gunfire on a military post near the town of Çelikhan in Adıyaman province.

PKK militants shot dead a railway worker near Muş and wounded two others.

Soldiers shot a PKK militant dead in Şırnak province on Monday.

In a separate incident PKK guerrillas raided a settlement near the town of Iğdır, killing the village head and three government-employed village guards.

turkish daily news  
Tuesday, August 3, 1993

## Sezgin to meet Saddam Hussein

By Uğur Akıncı

*Turkish Daily News*

**WASHINGTON/ANKARA-** Former Interior Minister of Turkey Ismet Sezgin is expected to visit Iraq in the second half of August and meet with Iraq's President Saddam Hussein, Sezgin revealed in Washington.

No details about the visit have been announced yet. But official sources in Washington claimed Sezgin's expected trip to Baghdad might take place on August 22 and aim to normalize relations both between Turkey and Iraq and the United States and Iraq.

Observers in Ankara say, the visit might be important regarding the normalization of the Turkish-Iraqi relations which have been damaged by the beginning of the Gulf crisis in August 1990.

Since then there have been a few po-

liticians from Turkey who have visited Baghdad and met with Hussein. These include former prime minister and leader of the Democratic Left Party (DSP) Bülent Ecevit and deputy head of the pro-Islamist Welfare Party (RP) Şevket Kazan.

But Sezgin will be the first to visit Baghdad as a member of the ruling coalition's senior partner the True Path Party (DYP).

Sezgin is on a visit to the United States during which he is to meet with Congressmen, members of the Clinton administration and business executives -- as guest of the Washington-based International Republican Institute.

After completing his contacts in the US, Sezgin is expected to visit Taiwan from where he would return to Turkey by mid-August to later visit Iraq and meet with Saddam Hussein.

**AMNESTY INTERNATIONAL**

4 rue de la Pierre Levée  
75011 Paris

News 11/89/93  
EUR 44/WU 06/93  
2 août 1993

SF 93.M.264

**EXTERNE**  
**Informations hebdomadaires**

**TURQUIE.**

**« Guerre totale » : des villageois kurdes sont torturés et sommairement exécutés par les forces de sécurité et tués délibérément par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)**

Le 11 juillet, à l'occasion d'une conférence de presse au quartier général des forces armées turques, les autorités ont fait savoir qu'elles allaient mener une politique de « guerre totale » dans la lutte contre les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Amnesty International avait précédemment exprimé la crainte qu'au cours des opérations de sécurité, les villageois kurdes ne soient victimes de tortures, de "disparition" et d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par la gendarmerie et les miliciens, ou qu'ils ne soient « exécutés » par les combattants du PKK (cf. Bulletin d'informations 75/93, index de l'article : EUR 44/WU 05/93, 1<sup>er</sup> juillet 1993).

L'Organisation n'a cessé depuis lors de recevoir quotidiennement des informations faisant état de violations des droits fondamentaux commises à l'encontre des villageois kurdes. Les forces de sécurité concentrent leurs opérations sur les villages qui refusent de participer au système des milices municipales armées par l'État. Ces dernières semaines, après avoir été le théâtre de perquisitions accompagnées de destructions, des dizaines de villages ont été incendiés en totalité ou en partie, ce qui a entraîné l'évacuation forcée de la population. C'est ainsi que les habitants de Cayirdere, non loin d'Ergani (province de Diyarbakir), auraient été maltraités par des gendarmes, qui leur auraient ensuite remis des pioches et les auraient contraints à démolir leurs propres maisons.

Les villageois placés en garde à vue risquent fort d'être torturés, voire tués. Un nouveau cas de mort en détention, apparemment des suites de torture, a été signalé au mois de juillet. Selon les habitants du village de Kerkatik, non loin de Cinar (province de Diyarbakir), Siddik Öncü, un imam, a été battu pendant plusieurs heures le 21 juin 1993, avant d'être placé en détention au secret au quartier général des commandos de Cinar. Le 8 juillet 1993, sa famille a été convoquée par téléphone à la morgue de la faculté de médecine de Diyarbakir. Les proches de cet homme ont affirmé que son corps était couvert d'ecchymoses et que des marques laissées par une corde étaient visibles sur son cou et sur ses poignets. Les responsables des commandos de Cinar ont nié que Siddik Öncü ait été détenu dans leurs locaux.

Des prisonniers, hommes et femmes, ont décrit les différentes formes de sévices sexuels et les viols dont ils avaient été victimes. Le 20 juin, des gendarmes accompagnés de miliciens ont investi le village de Tasit, non loin de Derik (province de Mardin). Sükran Aydin, dix-sept ans, a été arrêtée ainsi que son père et sa belle-sœur, et interrogée dans les locaux de la gendarmerie de Derik sur les endroits où se cachait la guérilla. La jeune fille a décrit ce qui s'était passé : « Ils nous ont d'abord torturés tous ensemble, puis ils m'ont isolée dans une autre pièce. Ils m'ont bandé les yeux et un gendarme, il me semble, m'a déshabillée et m'a fait allonger par terre sur le dos. Comprenant quelles étaient ses intentions, je me suis débattue. Il m'a alors couvert la bouche pour m'empêcher de crier puis il m'a violée. J'ai été libérée trois jours plus tard. Ils ont dit qu'ils nous tueraient, ma famille et moi, si je dénonçais le viol. » Sükran Aydin a obtenu un certificat médical corroborant ses accusations de viol et a déposé une plainte auprès du procureur local, en indiquant qu'elle était en mesure d'identifier le gendarme qui l'avait violée.

Des informations faisant état d'exécutions extrajudiciaires et de "disparitions" sont également parvenues à l'Organisation. Un membre du Parlement a adressé une plainte à la Commission des droits de l'homme de la Grande assemblée nationale turque à propos de cinq habitants du village d'Özbasoglu. Ceux-ci auraient été enlevés à leur domicile par les forces de sécurité le 2 juillet, emmenés hors du village et abattus. C'est un autre villageois qui, ayant survécu à ses blessures, a raconté au parlementaire ce qui s'était passé. Un groupe de six villageois arrêtés le 14 juin par des membres d'un commando de la gendarmerie mobile du village de Görümlü (cf. Action urgente, index AI : EUR 44/68/93) ont "disparu". On pense qu'ils ont été tués, bien que leurs corps n'aient pas été retrouvés.

Au cours de la conférence de presse évoquée plus haut, les médias ont été invités à soutenir le gouvernement et les forces de sécurité en rapportant les événements d'une « seule et même voix ». Les craintes que cela ne marque le début d'une campagne de désinformation ou d'une censure de toutes les informations concernant la situation dans le sud-est du pays se sont renforcées au cours du mois de juillet : deux journalistes d'Özgür Gündem (Programme libre) qui enquêtaient sur les violations des droits de l'homme (cf. les documents index AI : EUR 44/69/93 et EUR 44/71/93) ont en effet été arrêtés. Par ailleurs, on a tenté d'interdire ce journal par des moyens judiciaires et des accusations de désinformation. Le massacre de 26 nomades kurdes, dont huit femmes et 14 enfants, perpétré le 18 juillet sur le plateau de Sündüz, non loin de Bahçesaray (province de Van), a été immédiatement attribué aux guérilleros du PKK. Des survivants ont toutefois affirmé par la suite qu'ils n'avaient « aucun différend » avec ce mouvement et que les assaillants, qui parlaient mal le kurde, ne s'étaient mis à tirer qu'après avoir découvert que les habitants du campement n'avaient pas rejoint les milices municipales. Les balles utilisées avaient été fabriquées dans les usines de l'État.

Amnesty International a condamné à maintes reprises les "exécutions" de miliciens faits prisonniers et d'indicateurs présumés, ainsi que les attaques contre des civils imputables au PKK. Mais les homicides délibérés et arbitraires de prisonniers par les combattants du PKK, expressément prohibés par le droit humanitaire international, se poursuivent au rythme de plus d'un par jour. Les miliciens sont, semble-t-il, abattus afin de dissuader les villageois de rejoindre les milices municipales. Les guérilleros du PKK ont également tué des femmes : Kadriye Tunç et sa fille Rabia, âgée de dix-neuf ans, apparemment soupçonnées de collaborer avec les forces de sécurité, ont été enlevées à Kiziltepe (province de Mardin) ; on les a retrouvées mortes le 8 juillet 1993. En juillet, des civils ont été tués par les combattants du PKK parce qu'ils travaillaient dans des entreprises publiques comme les PTT, ou pour avoir refusé de participer à des boycottages commerciaux. Les civils ont également été victimes d'une série d'attentats à l'explosif contre des hôtels dans la ville touristique d'Antalya. Alpaslan Sahin, serveur, y a trouvé la mort et 30 autres personnes, dont des enfants, ont été blessées. Le PKK n'a pas démenti être responsable de ces attentats, qui ne visaient pas des cibles militaires mais avaient clairement pour objectif de tuer ou de mutiler des civils.

Tuesday, August 3, 1993

turkish daily news

## Southeast security commander moved to North Cyprus

■ Southeast and Cyprus commanders to swap posts

*Turkish Daily News*

ANKARA- The security commander of the 10 southeastern provinces currently under a state of emergency because of Kurdish nationalism related violence was appointed to the command of the Turkish troops in Northern Cyprus, officials said on Monday.

Lt. Gen. Necati Özgen is expected to replace Lt. Gen. Hasan Kundakçı, commander of Turkish troops on Cyprus, on Wednesday, Aug. 4. On Aug. 6, this time Özgen will hand over the Southeast security command to Kundakçı with a ceremony in Diyarbakır. Kundakçı served as the brigade commander in Sirt and then as the head of the Special Warfare Department of the Turkish Armed Forces.

Özgen has been serving as the security commander of the emergency region since August 27, 1991.

Under his command, the nine-year old clashes between the Turkish security forces and the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) reached their peak, as did the number of people killed in those clashes: more than one-third of the nearly 6,400 killed since violence began in 1984. Under Özgen's command, Turkish armed forces carried out a 40-day major cross-border operation against PKK military camps in Iraq in the fall of 1992.

Özgen has been subject to criticism follo-



Photo: TDN File.

**COMMANDING IN A DIFFICULT REGION-** Lt. Gen. Necati Özgen of the Southeast security command has been under criticism since the PKK attack in Bingöl, in which 33 unarmed security soldiers and 5 civilians were massacred last June. In a briefing with Deputy Prime Minister Erdal İnönü and Chief of Staff Gen. Güreş, Özgen was subject to bitter questions on lack of intelligence and protection on transportation of soldiers. Özgen was reduced to such a sorrowful state in front of other commanders, politicians and press that he found salvage in trying to buy time by offering eau de cologne to Gen. Güreş.

wing the PKK attack in Bingöl on June 24, when 33 unarmed soldiers and 5 civilians were massacred, allegedly because of lack of security intelligence and protection.

Another controversial figure in Southeast security operations, Brig. Gen. Mete Sayar of the Şırnak security command, has reportedly been appointed Turkish military attaché to Moscow. Sayar has been accused of behaving

too harshly to people in the Southeastern town of Şırnak during incidents in Aug. 1992, which were started by a PKK raid against the town. Despite media criticism, Sayar was awarded with an Army medal after the incidents.

In a recent interview with the Turkish press, Sayar said that the PKK had doubled in size in the last two to three years.



Trois ans après la guerre du Golfe

# Kurdistan : la république des gueux

*L'aide des Nations unies permet aux Kurdes d'Irak de subsister, pas de reconstruire leur pays.  
Saddam Hussein observé ce jeu ambigu.*

IRBIL (Kurdistan d'Irak) :  
de notre envoyé spécial  
**Claude LORIEUX**

Quand elle n'est pas envahie par une noce, ses joueurs de flûte ou de tambour et ses danseuses aux robes multicolores, la pelouse de l'hôtel Howrahman est le rendez-vous du « Tout-Irbil » de la politique. Dans la fraîcheur du soir, les « ministres » du « gouvernement » des Kurdes d'Irak – élu démocratiquement, mais non reconnu internationalement – y conversent avec un fonctionnaire, un responsable des services de sécurité, ou un expert occidental de passage. Les anciens Pechmergas (combattants des maquis kurdes) s'iront un arak autour des tables fréquentées naguère par le gouverneur irakien et ses agents.

Avant la grande révolte et l'exode de l'hiver 1991, Irbil était déjà le chef-lieu de la « région autonome » du Kurdistan. Une assemblée régionale étroitement encadrée par le parti Baas irakien (mais où l'on parlait kurde) siégeait là où se réunit le Parlement du Kurdistan élu en avril 1992. Site, sous le nom d'Arbellès, d'une victoire d'Alexandre le Grand sur les Perses, la ville devenue la capitale d'une « entité » qui mortifie Bagdad, inquiète Ankara, Téhéran et Damas et dérange les puissances occidentales. Y compris celles – États-Unis, France et Grande-Bretagne – qui la protègent par ses avions et ses militaires ! Un diplomate turc soupire un jour : « Plus les mois passent, plus l'entité kurde s'enracine. C'est ce qui est arrivé avec la République turque de Chypre ! Saddam a tort de ne pas offrir un compromis acceptable aux Kurdes. »

Dirigé par un ancien commandant de Pechmergas, Kosrat Rassoul, le gouvernement d'Irbil vitote sous la surveillance « paternelle » des deux leaders de la résistance, Massoud Barzani et Jalal Talabani. Les deux hommes, sou-

Pour le troisième anniversaire de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, la presse de Bagdad a réaffirmé hier la revendication de l'Irak sur son voisin. Les journaux affirment : « Les résolutions internationales ne peuvent changer l'histoire. »

L'Irak, toujours soumis à un embargo international, n'a pas accepté la nouvelle frontière avec le Koweït fixée en mai dernier par les Nations unies. Dans l'immédiat, pourtant, la crise du Golfe « n'est plus que souvenirs », a affirmé dimanche le président Saddam Hussein.

Mais « l'heure viendra », a estimé As Saoura, le quotidien du parti Baas au pouvoir. Pour le journal Babel, dirigé par Oudai Saddam Hussein, fils aîné du président « ce qui s'est passé le 2 août 1990 n'était pas le fruit du hasard, mais une exigence du peuple irakien, qui aspire toujours au retour du Koweït à la mère patrie ». (AFP.)



vent rivaux, partagent leur vie entre Irbil et leurs quartiers généraux montagnards : Salaheddin pour Massoud Barzani, chef traditionnel et président du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), et Shaklava pour Jalal Talabani, politicien retors et leader de l'UPK.

## Un double embargo

Quand ils parcourent leur pays (74 000 km<sup>2</sup> pour quelque quatre millions d'habitants), les hommes politiques kurdes subissent, comme les autres, les coupures d'électricité imposées par Bagdad et les pistes défoncées. L'« entité » kurde est une république des gueux. Elle est soumise à un double

embargo commercial : celui que les Nations unies infligent à l'ensemble de la population irakienne – et, accessoirement, à Saddam Hussein – et celui que Bagdad impose aux « sécessionnistes ». Sur le plan alimentaire, les Kurdes ne sont sans doute pas plus mal lotis que leurs compatriotes du sud. Leur terre est plus riche en céréales et en fruits. Ils sont privés en revanche des rations alimentaires à bas prix qui aident les autres Irakiens à survivre. Ils manquent surtout d'essence. Un litre coûte 70 fils (ou centimes) à Bagdad contre 71 dinars – soit cent fois plus – à Irbil ou Sulaymanié.

Le pays pourtant change,

voire progresse. Les ruines des villages détruits lors de l'« Anfall », (la « vengeance » de Saddam Hussein en 1988, à la fin de la guerre avec l'Iran) n'ont certes pas disparu, mais des maisonnettes de pierre blanche poussent au milieu des décombres. Les paysans quittent progressivement les villages de regroupement, où l'armée irakienne les avait entassés, pour leur habitat d'origine. Quelque 800 000 Kurdes n'ont toujours pas de domicile. La moisson bat son plein, tantôt avec des engins mécaniques, tantôt à la faucille. Les jambes enfoncées dans la boue, des paysans repiquent le riz.

Les marchands de cigarettes et de bidons d'essence sont nombreux sur le bord des routes. Les camions de ferraille exportée, dit-on, vers l'Iran ne sont pas rares. Deux ponts en fer, construits grâce à l'aide internationale, rendent relativement plus praticable l'axe vital du pays kurde (Zacko-Irbil-Sulaymanié). L'armée de Bagdad interdit l'itinéraire « habituel », via Mossoul. Paralisée depuis la guerre du Golfe, l'usine d'asphalte recommence à produire 50 tonnes par jour. Dotée d'un ordinateur fourni par l'Unicef, la cimenterie ultra-moderne de Sulaymanié tourne à vitesse très réduite. Voisins du gisement de Mossoul, les Kurdes possèdent trois ou quatre puits de pétrole, mais pas le matériel technique adéquat. Un intellectuel se plaint : « Il nous faut une raffinerie. » Il ajoute : « Nos quelques industries tournent à 5 % de leur capacité. »

Les finances de l'« entité » sont depuis près d'un an alimentées par les droits de douane perçus sur les importations. Auparavant, les grands partis de la guérilla raffalaient tout. La situation est moins malsaine, sans plus. Faute de capitaux, le « gouvernement » craint qu'une partie importante de l'exceptionnelle récolte de blé passe... en Irak. Bagdad paie la tonne de blé 5 000 dinars, alors qu'Irbil n'en offre que 2 700. En outre, comme

chaque été, l'armée irakienne tente d'intimider les moissonneurs. Jalal Talabani se rassure en rappelant que « les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'ONU ont promis des fonds pour acheter et stocker la moisson ».

De Massoud Barzani aux colonels occidentaux chargés de la protection du Kurdistan, tous placent la crise économique en tête des priorités. L'enjeu est double. Il concerne d'abord le maintien de l'assistance internationale. Début juin, elle paraissait compromise. Un responsable occidental assure que l'ONU a depuis « débloqué les fonds ». C'est également par des promesses de crédits que s'était dénouée la crise des gardes de l'ONU, chargés notamment de la surveillance des convois d'aide

numéraire. Cette affaire laissait les Kurdes perplexes : les gardes gagnent 3 600 dollars par mois (plus une indemnité quotidienne de 125 dollars), alors que le salaire de base d'un employé kurde est de 100 à 200 dinars (une quinzaine de dollars au mieux). Le retrait des billets de 25 dinars, décidé au printemps par Bagdad pour lutter contre la spéculation arabe, a amputé brutalement les économies de milliers de familles kurdes. Elles ne s'en remettent pas de sitôt.

### Comme un gouvernement normal

Le Kurdistan d'Irak ne ressemble pourtant plus à une zone frappée par un cata-

clisme. Il ne souffre ni de famine généralisée, ni d'épidémies. Le haut-commissariat pour les réfugiés des Nations unies et d'autres organisations humanitaires sont d'ailleurs parties vers des régions plus « chaudes ». Massoud Barzani estime que « l'aide d'urgence ne résoudra pas le problème ». Les dirigeants kurdes ne veulent plus être traités en assistés. Ils réclament des crédits et des investissements, comme le ferait un gouvernement normal.

Attachées à l'intégrité territoriale de l'Irak et soucieuses de ne pas provoquer la Turquie, voire même l'Iran, les puissances occidentales ménagent la chèvre et le chou. Elles voudraient empêcher la réédition de l'exode meurtrier de l'hiver 1991, sans encourager pour autant la transforma-

tion de l'entité kurde en État.

Massoud Barzani déclare : « Cette situation économique ne peut continuer. À terme, et si on ne nous aide pas, je vois trois possibilités : résister jusqu'à la mort, fuir à nouveau vers la Turquie ou l'Iran, ou se rapprocher de Bagdad. Je préférerais négocier avec Saddam plutôt que de contraindre le peuple kurde à la famine ou à l'exode. »

Asad Ghozeh, un intellectuel proche de l'UPK de Jalal Talabani, va plus loin : « Les Nations unies font pression sur la population kurde pour qu'elle rappelle Saddam Hussein. La situation que nous impose la communauté internationale pousse le gouvernement kurde à chercher un accord avec Bagdad. »

C. L.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FR0256 4 I 0214 TUR /AFP-EE20

Turquie-Kurdes-France

Libération des touristes: un "commandant" rebelle kurde demande "l'arrêt" des opérations turques

ANKARA, 3 août (AFP) — Un "commandant" rebelle kurde a demandé "l'arrêt" des opérations militaires turques entreprises pour libérer les six touristes dont quatre Français, enlevés en juillet près de Tatvan, dans l'est de l'Anatolie, par des rebelles kurdes, rapporte mardi le quotidien de langue turque pro-kurde Ozgur Gundem.

"Nous attendons que la Grande-Bretagne et d'autres pays européens fassent pression sur la Turquie pour l'arrêt de ces massacres (opérations militaires contre les rebelles kurdes)", a affirmé le "commandant de l'Armée populaire de Libération du Kurdistan (ARGK) pour la région de "Garzan" (Tatvan), dans une interview publiée mardi par le quotidien.

"Une unité de notre Parti (des travailleurs du Kurdistan, PKK) a retenu ces touristes alors qu'elle s'appretait à une action militaire", a expliqué ce "commandant" surnommé "Ebubekir" dans cette interview recueillie, selon le journal, au "quartier général du commandement de Garzan".

Le PKK détient six touristes étrangers, quatre Français enlevés le 24 juillet près de Tatvan ainsi qu'une Australienne et un Britannique kidnappés le 5 juillet dans la même région.

## Turquie : la libération des Français est « en train d'être organisée »

La libération de six touristes dont quatre français, enlevés en juillet près de Tatvan (est) par la rébellion armée kurde de Turquie, « est en train d'être organisée », selon le quotidien turc d'expression anglaise, Turkish Daily News (TDN).

Selon le journal, la direction du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a décidé de libérer dans la semaine les six touristes étrangers.

« Nous sommes en train

d'organiser cette libération. Celle-ci dépend de l'arrivée en Turquie de représentants d'organisations caritatives non-gouvernementales, comme la française Médecins du Monde », a déclaré un représentant de TDN.

Le PKK demande qu'une organisation internationale coordonne la libération et qu'elle se trouve sur place lorsque les touristes seront libérés, selon la dépêche de TDN datée de Beyrouth.

Les quatre Français enlevés par le PKK le 24 juillet près de Tatvan sont Pierre Six (43 ans), Michel Coudray (52 ans), Robert Audoin (51 ans) et Fernand Haron (66 ans). Ils faisaient partie d'un groupe de 25 Français en voyage organisé en Turquie.

Les deux autres touristes, qui voyageaient seuls et ont été enlevés le 5 juillet dans la même région, sont l'Australienne Tania Miller et le Britannique David Rowbotham.

Ces six personnes avaient été kidnappées pour « être entrées en territoire du Kurdistan sans les autorisations nécessaires », selon l'agence de presse kurde Kurd-Ha.

Turkish Probe August 3, 1993

3

## As the PKK Grows... and Grows

ismet G.İmset

**T**he Kurdistan Workers' Party (PKK) is, hopefully, releasing all foreign hostages in its hands, partly for tactical reasons and partly out of goodwill. But this does not mean the crisis is over. In fact, it is only deepening.

The party's leadership has already revised its policy for the rest of 1993, in yet another bid to outrun Turkey. Knowing of Ankara's pledge to crush its activities within a one-year deadline, it is now focusing on survival.

In guerrilla jargon, although it has reached the "active resistance" stage, and believes it could even reach the stage of "balances of forces," it is preparing to take a position somewhere between passive and active resistance by the winter. It will keep a lower profile, avoid all high-risk operations, but continue attacks in areas where it is strong.

The reason for this tactical change is awareness that the ongoing military campaign in the Southeast actually --and painfully-- serves the longer term interests of the PKK. Government troops are recruiting for the PKK, producing new guerrillas or "fighters" by the day. Even more successfully than the PKK could manage by itself.

The party leadership, which has managed to survive over the years without former East Blok manipulation like other organizations, and which boasts of not having "a bureaucratic mechanism" like the politburo, has already assessed Turkey's strategy for the near future.

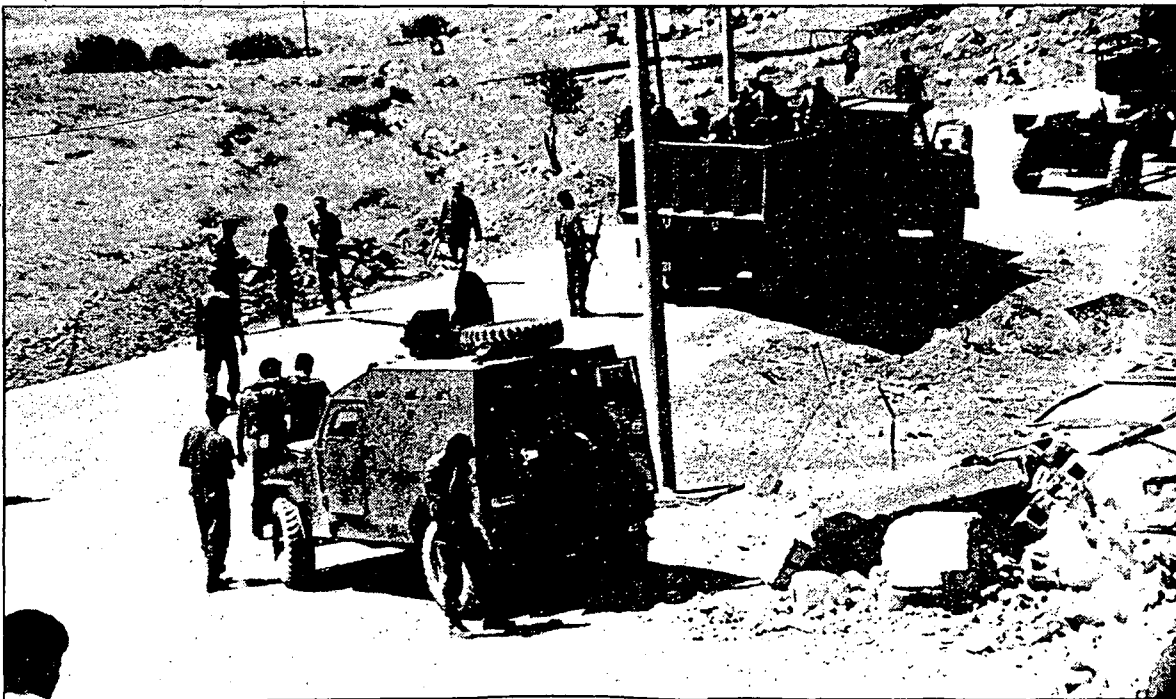
As far as PKK leaders are concerned, the war on

them is closely related to the war for power in Ankara. They intend now to make the most out of such weaknesses. And, the recent changes in the military power structure in Ankara have, frankly, raised hopes in rebel ranks.

Gen. Doğan Güreş, perhaps aware that his term in office as the chief of general staff would be extended for another year, has pledged to eliminate the PKK in this time span, or rather, "by the end of winter." His alternative is possible martial law. Ethically, this is no legitimate argument. First, because there appears to be no chance that the army's current campaign alone, without the support of political-cultural reforms as much as the restoration of human rights, can solve the problem. Secondly, because the justification for martial law is in the nature of authority. The military already has full authority, as much as authority can be delivered within boundaries of the minimum standards of human rights.

Mostly, however, the army has a free hand and may do whatever it likes, as long as the repercussions are not too outrageous. Some officials in Ankara, mainly those of the moderate pro-government flank, would argue against this. They would challenge the view that the Tansu Çiller government has given full authority to the army, and claim that it still seeks to solve the crisis in peaceful ways.

Their argument, in complete goodwill, is actually one of a dangerous nature. For it is based mainly on the claim that "full authority," the real "full authority," means giving the military permission to go ahead





and, as an officer recently put it to Turkish Probe, "operate as if they are acting in enemy territory."

In neighboring Iraq, where the world witnessed a U.S.-tolerated Kurdish uprising, such policies failed to work. A magnified reflection of almost all military tactics now in practice in Turkey was observed. The final stage of that campaign was the use of chemical weapons, directly on the people. People who, by then, had fully backed the peshmargas. The PKK leadership believes that Ankara's current campaign is fully based on the assumption that the organization cannot survive the winter. All operations, says the PKK, aim at encircling the mountain units, cutting all their logistic and personnel supply routes and starving the militants out during the winter months.

As for the recent campaign which has been targeting civilian settlements, they believe this has various aims.

The first and known one is the evacuation of villages which have either supported the militants or which are in a position to do so in the future. This includes villages known to hold militia, which are currently under a completely different organizational structure than the popular army, ARGK or the popular front, ERNK.

Despite the unethical nature of such operations (i.e. raiding villages, evacuating the population and burning down their houses), ARGK Military Council Chairman and PKK Central Committee member Cemil Bayık agrees that this will --to an extent-- make life difficult for his mountain units, referred to normally as "Savaşçı" or fighters.

"But," he adds, "they are so tough that they can live even without supplies, eating what the mountains have to offer and drinking melted snow in place of water."

Sait, a 25-year-old Kurd now based in Lebanon, is but one of the living examples of Bayık's argument. Two years ago, Sait was hit in the head by shrapnel when Turkish helicopters opened rocket fire on his group on Mt. Cudi. Thinking he was dead, his comrades drew Sait into the tunnels, hid him under 4

meters of snow, and escaped. They only returned four days later, to find him alive but with frostbite which cost him six toes. He still walks with a rocket piece in his skull and dreams of going back to the mountains.

To seriously believe that the PKK can be starved out is escaping from realities. Over the years, the children of the Southeast have melted into the nature of the mountains and become part of them.

During the winter, militants live in makeshift plastic tents or in underground tunnels carved into the snow. They know the way to survive, as Sait has done.

The PKK now suspects that the campaign on villages may have more to it than what meets the eye.

According to Bayık, "the military must know that they are recruiting for us. They are not so ignorant. This means they have a master plan... A very dangerous plan."

Even if the evacuation of villagers does hinder PKK logistics, it also sends plenty of people up to the mountains. Once a village is raided, a la American vs. Vietcong style, most of the youngsters flee to the mountains. From sympathizers (or supporters) they turn into active fighters. And, after some training, perhaps even into ARGK or PKK cadres.

What happens to the rest may actually be more important. According to local sources, the population in towns and cities is soaring.

The city population of Diyarbakır alone has gone up by about threefold, reaching 900,000. Most of the newcomers are regarded as a potential threat by terrorism experts. Thrown out of their villages and with nowhere else to go, it is but natural for them to feel enmity to the system. In the words of senior PKK leaders, this is exactly what the campaign may be after. Perhaps, this is the essence of the new Turkish policy: To create friends and foes, forcing the latter to surface. To draw a definite line between the two groups without leaving anyone "in the middle." To force as many as possible into enemy lines and deal with them en masse. And in doing

this, if the argument is true, it is evident that the local forces have full civilian backing.

The PKK, however, is confident that it will strengthen with each blow -- mainly in manpower.

Finance appears to be no problem. There may be slight difficulties with logistics but these can be overcome with ease. But, "professional labor" is what the organization truly lacks at this time.

It boasts of replacing each dead fighter with at least two new ones, but also realizes that the movement is getting more and more unprofessional as it expands. The closure of the Bekaa training camp in Lebanon, which used to graduate would-be commanders, may not have affected the organization in terms of manpower. But regarding professionalism, it has.

The very fact that a majority of Bekaa graduates became commanders speaks for itself. Now, in Turkish territory, about 20 camps literally flush out new militants every month as a product of combined training.

According to Bayık, "Turks always turn out to be good commanders" because of their intellectual perceptiveness.

The PKK was initially founded in the late 1970s by a Turkish dominated group. Today, it consists of Turkish, Syrian, Iraqi and Iranian Kurds, as well as Turkish Armenians and Turks. "But I must confess," Bayık says, "as we expand, we are having structural problems. Today the structure is not exactly like the party."

Last week, when news of the Kusadasi bombing reached Bayık's headquarters, his first reaction was that "it must be our supporters. All party cadres have orders not to harm innocent people."

But with the supporters, no one knows what will happen. The bombing in Antalya has also turned out to be the work of supporters, a concept related to expanding grassroots. Both Turks and Kurds living in Turkey are aware that this, accompanied by developments in the region, is actually leading to a

new threat.

In the PKK, which at the top is a Marxist-Leninist movement, Kurdish racism may be spreading now in the disguise of nationalism. Even Bayık, the most senior commander, warns against this. "There is a Kurdish racist threat," he says. What once started off as a separatist movement is now turning into a nationalist one, because it is expanding and more and more ending up under the influence of the grassroots. And, nationalism is also spreading among the Turks. The news of each and every soldier being killed further fans hatred and enmity to the Kurds in general.

Meanwhile, the wave of retaliation is compiling into an even bloodier campaign. The killing of 19 militants last week led to PKK attacks claiming the lives of at least 17 soldiers and leaving behind more than 20 wounded.

Even the hard-line commander of Şırnak, Gen. Mete Sayar, agrees that the PKK has grown at least twofold over the past two to three years.

But, this awareness is serving no lasting solution. Still, in the absence of a civilian initiative for a solution, local forces want more and more power in their hands, and appear to believe this is the only way to cope with increased support to the PKK. As one officer put it on Monday in a letter to Hürriyet's Emin Çölaşan, some even believe that "using napalm on the Ararat, Tendürek, Cudi and Herekol mountains, along with lasting chemical agents," to destroy anything in the vicinity appears to be a solution for them.

In the lack of a true solution, radical outbursts are now coming from both sides. Extreme nationalism is leading to racism, and the threat of an onslaught appears to be brewing. Unless Turkey names its "war" in the Southeast and breaks the current policy with alternative reforms, the troubled region will turn more and more into another Vietnam. And, history has already shown what could happen in such a case... ■



AGENCE FRANCE PRESSE — AGENGE FRANCE PRESSE — AGENGE FRANCE PRESSE — AGENGE FRANCE PRESSE — AGENGE FRANCE

FRA0243 4 I 0235 FRA /AFP-JS47

Iran-Irak-Kurdes

Incursion de l'armée iranienne dans le Kurdistan irakien, selon MDM

PARIS, 4 août (AFP) — L'armée iranienne a pénétré mercredi sur 20 km à l'intérieur du territoire du Kurdistan Irakien, dans la région de Raniyah dans le nord-est de l'Irak et elle bombarde la vallée de Raniyah, Quala Diza et les villages environnants, annonce Médecins du Monde.

L'association humanitaire précise dans un communiqué, que son équipe médicale sur place et l'hôpital de Raniyah, seule structure chirurgicale de la région pour 250.000 habitants "sont directement menacés".

Elle appelle "une nouvelle fois la communauté internationale, les Nations Unies et le gouvernement français à réagir pour protéger la population et les ONG travaillant sur place".

Il y a quatre mois, l'Aide médicale Internationale (AMI) et MDM avaient été obligé d'évacuer l'hôpital d'Azadi où ils étaient présents depuis six ans à cause d'attaques terrestres et aérienne de l'armée iranienne.

Des bombardements iraniens visent sporadiquement depuis fin avril les villages irakiens frontaliers de l'Iran. Téhéran accuse des formations de l'opposition iranienne de mener des opérations en Iran à partir de ces régions.

Par ailleurs, des soldats iraniens ont effectué une incursion en milieu de semaine dans la région de Darbendikhan, à 150 km au sud de Qala Diza, selon le commandant des forces kurdes dans le secteur.

SZB/jl

AFP 041431 AOU 93

## Irano-Turkish Border Security Discussed

ISTANBUL (IRNA) — Following claims by Turkey that Iran has been giving material assistance to the opposition Turkish Workers Party (PKK) fighting for an independent Kurdish state, the secretary of Iran's National Security Council (NSC), Gholamhussein Bolandian, said here Monday that Turkish officials would not produce any documents to show Iran's cooperation with the party.

He said that despite the propaganda of the Turkish mass media regarding PKK's connection with Iran, Turkish officials were unable to produce any evidence. They only showed two hand grenades marked with the emblem of the Islamic Republic of Iran, claiming that they were confiscated from PKK members.

"The Iranian delegation presented their conclusive evidence to Turkish officials and called the action amateurish, an act by the enemies of Iran, especially by israel," Bolandian added.

Bolandian said that the arms industry of Iran does not produce that kind of grenade and it was typically an Israeli production. He further added that it would not be logical for one country to give arms with its own emblem onto opponents of a neighboring country.

Bolandian said that the emblem of the Islamic Republic of Iran was printed upside down on the grenades whereas Iran does not place its emblem which includes, the name of God, on ammunition.

He continued that Turkish officials were finally con-

vinced that the grenades did not belong to the Islamic Republic of Iran.

He said, "We delivered documents to Turkish officials indicating from where the terrorists obtained assistance and what a destructive role the media played in this regard."

The Turkish officials said that their government spent as much energy in checking the PKK as it did in foiling the destructive practices of the Turkish mass media.

The Iranian official said that he presented documents to Turkish officials which delineated the activities of the terrorist MKO and Iran's outlawed Kurdish Democratic Party (KDP) on Turkish soil. Having examined the documents, the Turkish officials said that Iran's opposition groups were active in some areas in that country up to a week ago.

August 4, 1993 Mordad 13, 1372 Issue No. 1042

KAYHAN HAVAI

## AFP Carries Contradictory Report

*Kayhan Havai News Desk*

TEHRAN — AFP in a report last week from Nicosia accused Iran of bombing bases of the Iranian opposition pro-Communist Kurdish group Komoleh in northern Iraq but immediately in another report from Washington attributed the alleged attack to the Baghdad government.

The AFP report from Nicosia quoted a statement from the National Resistance Council, the political wing of the Iranian terrorist Mujahideen Khalq Organization (MKO) as saying Iranian planes bombed Komoleh bases 50 kilometers inside Iraq in Soleimanieh province.



Ardennais — 3 août 1993

The Council, it said, in a letter to the U.N. Security Council protested to the alleged Iranian efforts to create a security zone close to its Kurdistan border with Iraq.

The reports said the outlawed Kurdish Democratic Party had been provided with some bases in Iraqi Kurdistan under the umbrella of the multi-national forces.

Meanwhile, an earlier AFP report from Washington quoting an Iranian fugitive group called National Resistance Movement, founded

by the late former Iranian premier Shahpour Bakhteyar, said the group had called for international efforts to halt the Iraqi government's attacks on Kurds.

The report said Iraqi war planes had violated the northern exclusion zone and bombed the Iranian opposition group Kimolch's bases in northern Iraq.

The giant western news agencies usually rely on the sometimes contradictory and always politically motivated and biased reports of Iranian opposition groups.

## Affrontements dans le sud-est : 26 morts dont 14 rebelles kurdes

26 personnes, dont 14 rebelles kurdes et 8 soldats, ont été tuées dimanche lors d'accrochages ou attaques dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

Ce bilan porte à près de 90 le nombre des victimes, depuis mardi dernier, de la violence séparatiste du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et des opérations de représailles de l'armée dans cette région.

10 rebelles ont été tués par les forces de l'ordre dans la région de Mutki, dans la province de Bitlis.

Quatre soldats ont également trouvé la mort et cinq autres ont été blessés lors des accrochages dans cette région qui se poursuivaient hier matin.

Par ailleurs, quatre maquisards du PKK ont été tués lors d'accrochages dans les régions de Bingol et de Mardin.

D'autre part, quatre gendarmes ont été tués par un commando kurde qui a attaqué un convoi près de Yuksekova (province de Hakkari).

Enfin, un « mokhtar » (chef administratif de village) et trois « protecteurs de village » (miliciens pro-gouvernementaux) ont été tués lors d'une attaque rebelle contre le village de Asagicivanli, dans la région de Tuzluca (province d'Igdir).

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0321 4 I 0308 FRA /AFP-KS92

Turquie-kurdes-France

Paris confirme la médiation d'un journaliste turc auprès du PKK

PARIS, 4 août (AFP) — Le ministère des Affaires étrangères a confirmé mercredi des informations parues dans la presse d'Ankara selon lesquelles un journaliste turc s'est proposé pour effectuer une médiation en vue de la libération des quatre touristes français enlevés par des kurdes le 24 juillet dans l'est de la Turquie.

"Nous sommes au courant de ce développement qui est intervenu à la demande des familles et pour un objectif humanitaire. Nous espérons vivement qu'il conduise à une libération rapide de nos compatriotes", a déclaré le porte-parole adjoint du quai d'Orsay, Mme Catherine Colonna.

Selon la presse turque, M. Ismet Imset, journaliste au Turkish daily news, s'est proposé comme médiateur auprès du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pour obtenir la libération des quatre touristes français.

Interrogé par l'AFP, un responsable du comité du Kurdistan (organisation satellite du PKK) en Belgique, M. Sefkan Roj, a indiqué qu'une délégation conduite par M. Imset et comprenant notamment des représentants de l'organisation humanitaire Médecins du Monde et d'une organisation de défense des droits de l'homme en Turquie avait pris contact mardi avec le PKK dans la région où les touristes français avaient été enlevés. Il s'est abstenu de donner toute autre indication.

Au service de presse de Médecins du Monde à Paris, on indique que le président de cette organisation, M. Bernard Granjon, qui a une longue expérience des questions kurdes, s'est rendu lundi soir en Turquie sans autre précision.

Le Comité du Kurdistan s'était récemment déclaré disposé à remettre les quatre touristes français ainsi que deux autres touristes, un Australien et un Britannique, à une organisation humanitaire internationale.

az/jl

AFP 041711 ADU 93

## PKK suspect detained while leaving Kurdish MP's residence

- *DEP Şırnak deputy says his assistant, who had also helped in the election campaign, was detained*
- *Police claim 7 PKK suspects were detained as they left parliamentary residences of Kurdish MPs*

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** A Kurdish origin deputy of the Turkish Parliament revealed on Tuesday that one of his assistants was taken into police custody last Friday.

Orhan Doğan, Şırnak deputy of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) told TDN that his assistant, İhsan Ertaş, 21, who had also helped him during the Oct.1991 election campaign, was taken into custody by plainclothes policemen as he left his parliamentary residence in Ankara to enter a taxi.

Doğan said the political desk of the police, "who consider every young Kurd as a potential criminal and a PKK militant," was responsible for the detention.

"Police did not give any reason for the detention, they only said they needed a statement by Ertaş and would release him the same day," Doğan added. "But they are still keeping him for the time being."

Police sources told TDN that seven people have been taken into custody recently in Ankara, in order to investigate their relationship with the PKK.

Police sources have claimed that the suspects have been staying in the residences of Doğan and DEP's Mardin De-

puty Ahmet Türk for sometime, and have been under close surveillance for the last two weeks. They claimed that one Şırnak "responsible" for the PKK was among the detainees, but declined to give any names.

There was no report of any weapons seized from the detainees, but police sources said the detainees posed a threat in the parliamentary residences compound in the Oran district of Ankara where 14 of the cabinet ministers live.

The same sources said the investigation covered understanding why the detainees had come to Ankara, and whether they stayed in the residences on a long term basis.

Doğan said, on the other hand, that there was nothing more natural for them than to host people coming from their election region, "where people are oppressed the most."

Zübeyir Aydar, the Siirt deputy of the DEP, told TDN that another DEP deputy, Mehmet Sincar (from Mardin), had been subjected to police control while leaving the residence compound with his assistant last Saturday.

"We are under surveillance, our telephones are tapped. The security forces treat us, the deputies of the Southeast, as they treat people there," Aydar added. "This is a threat to us and an open violation of our parliamentary immunity."

Mainstream daily Hürriyet had reported on Tuesday that some of the parliamentary residences inhabited by Kurdish origin deputies were under police surveillance, and claimed some PKK suspects were sheltered there.

### Ministers living in parliamentary residences

Interior Minister Mehmet Gazioğlu, Energy Minister Veysel Atasoy, Tourism Minister Abdülkadir Ateş, Culture Minister Fikri Sağlar, Health Minister Rıfat Serdaroğlu, Labor Minister Mehmet Moğultay, Environment Minister Rıza Akçalı, Public Works Minister Onur Kumbaracıbaşı, Ministers of State İbrahim Tez, Güneş Müftüoğlu, Mehmet Kahrman, Mustafa Çiloğlu, Ahmet Şanal, and Şükrü Erdem.

## Iraqi Deputy PM Aziz to visit Iran

*Reuters*

**NICOSIA-** Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz will visit Iran for talks with President Akbar Hashemi Rafsanjani, Tehran's Resalat newspaper reported.

Resalat quoted informed sources for the report but gave no dates for the visit which would be the first top-level meeting between the two former war enemies in more than two years. Iranian Foreign Ministry officials were not immediately available for comment. Resalat said Baghdad had proposed that Aziz travel to Tehran to discuss "bilateral relations and some issues of interest" with Rafsanjani and other officials.

"Iran has accepted the request for talks with Iraqi officials and has called for sorting out the fate of the prisoners of war," Resalat said. Iran favored the exchange of all captives by both sides at one go, it said. The two countries swapped some 75,000 POWs in 1990 after Iraqi President Saddam Hussein

in conceded Iran's terms for formally ending their bruising 1980-88 conflict. Iran, which holds up to 20,000 Iraqi captives, says Iraq is still holding up to 5,000 Iranians. Baghdad denies it is holding any Iranians against their will.

Aziz and other Iraqi leaders made several visits to Iran in 1990 and 1991, but relations soured when Baghdad accused Tehran of instigating an uprising by Shiites in southern Iraq after the 1991 Gulf War. Iran renewed calls for Saddam's overthrow. Iran's Interior Ministry said 4,000 Iraqi Shiite Muslims, their livelihood threatened by Baghdad's draining of southern marshes, had crossed into Iran since last month and another 40,000 could follow.

In recent months Iran has accused Baghdad of sending saboteurs across the border. Iraq has denounced Iranian "aggression," citing air raids on bases of the Iranian dissident Mujahideen Khalq group and shelling of Kurdish areas.



Thursday, August 5, 1993

turkish daily news

# PKK kills eight soldiers, two village guards

■ **Official claims 600 PKK were killed in the last 4 months**

■ **PKK attack cuts Nakhichevan's electricity**

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** A group of militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) who raided a radio relay station near the town of Yüksekova in the southeastern province of Hakkari Tuesday night killed eight soldiers and two village guards, officials said.

Two soldiers and three village guards were wounded in the attack and taken to the hospital.

Meanwhile, State of Emergency Governor for the Southeast Ünal Erkan revealed on Wednesday that in security operations in the last 4 months, 600 militants of the PKK were killed in clashes they entered with the security forces. He said some 400 others have been "neutralized."

Seeking an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK has been waging an armed campaign since 1984 in which nearly 6,500 people were killed in the East and Southeast.

Giving information about the security operations in his region, Governor Erdoğan İzgi of the Eastern province of Iğdır said on Wednesday that the security forces were determined to finish off the PKK presence on Ağrı Dağı (Mount Ararat).

The mountain is close to Turkey's borders with Armenia, Iran and Nakhichevan.

Izgi said because of a recent attack by the PKK on Iğdır's power transformer, Turkey cannot deliver electricity to Nakhichevan as well. Turkey has an agreement with Nakhichevan to deliver electricity to this Azerbaijani enclave between Armenia, Iran and Turkey.

President Ebulfeyz Elçibey of Azerbaijan is staying in his hometown of Nakhichevan for the time being, since the Parliament-backed coup against him last June.

In a separate development, 19 people have been detained by security forces because of their alleged relation with the PKK. Two automatic rifles and two pistols were seized from them.

## Security chief disowns promise to end terrorism within 1 year

■ **Says former commando soldiers to be recruited as special crack teams fighters**

■ **Announces probe into alleged existence of Ottoman-Turk Vengeance Brigade in Southeast**

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Turkish Security chief Mehmet Ağar has disowned a promise ascribed to him by the Turkish press that security forces would put an end to terrorist activity in the country within the space of one year, the Anatolia news agency reported Wednesday.

Speaking to reporters at Erzurum airport, the first stop of his visit to eastern Turkey, Ağar said it was nonsensical to announce a definite date when terrorism would end in the country.

"Is it sensible at all for anyone to announce a date for the end of terrorist activity?" he asked.

Ağar added that the government was doing its utmost to prevent the occurrence of acts of terrorism in the country.

Referring to the proposed reinforcement of Turkey's special crack teams deployed in the provinces hit by separatist PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) terrorism by the recruitment of former commando soldiers, Ağar said work to that effect was being carried out at full speed.

"Gendarmerie and police special crack teams will be reinforced.

To do this, we are going to recruit former high-school graduate commando soldiers without forcing them to sit for any exams. Following initial training at

specialty-designed centers, they will be sent on active duty," Ağar added.

Touching on terrorist organizations other than the PKK, Ağar said they had recently been dealt severe blows and their activity had been contained.

Reminded by reporters of the alleged existence of a Ottoman-Turk Vengeance Brigade and its distribution of pamphlets in the Southeastern province of Bitlis, Ağar said a probe had been ordered to investigate such claims.

stated Iran was ready to cooperate with Turkey for peace in Azerbaijan and for the withdrawal of Armenian troops from the Azeri territory.

Turkey has for some time been accusing Iran of turning a blind eye to -- if not aiding -- outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) activities against Turkey, in particular to the organization's cross-border attacks on Turkey from bases in Iran.

Iran has categorically denied allegations that it has been aiding PKK militants and in turn has supplied information concerning the activities of the Iranian opposition group Mujahedden Khalq in Turkey.

Iranian officials are reported to have provided Sanberk with information concerning Iranian Kurdistan Democrat Party (IKDP) militants infiltrations to Turkey, besides the activities of the Mujahedeen on Turkish territory.

Iranian Foreign Ministry Spokesman Mahmud Muhammedi said the issues were being observed closely and that Turkey was "responsible for the prevention of attacks against Iran from its borders." The Iranian press carried reports recently that a group of terrorists infiltrating from Turkey had attacked a police station close to the Turkish border.

In an article published Wednesday the daily Selam commented that Turkey had for years been harboring Iranian opposition groups, claiming that the support for these groups had increased since the Demirel-Çiller governments, Anatolia said. Commenting on Turkish allegations of Iranian support for the PKK, the paper said Turkey should learn "that it will get no where by blaming foreign powers for its domestic troubles" and that "Iranian patience will one day run out." Sanberk is expected back in Ankara today.

## President Rafsanjani repeats security assurances to Ankara

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Iranian President Ali Ekber Hashimi Rafsanjani repeated Wednesday that activities directed against Turkey would not be allowed to take place on Iranian soil, Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdemir Sanberk told the Anatolia news agency in Tehran.

The Iranian president added that he

was in favor of improving relations with Turkey in every field possible, and would support any effort made in that direction.

Sanberk is in Tehran to discuss security issues with his Iranian counterpart Ali Muhammed Beshareti.

He said he had given a message to Rafsanjani from Turkish President Sü-

leyman Demirel conveying Ankara's concerns over security matters.

The undersecretary added that the situation in Azerbaijan had also been taken up during the meeting where he explained the importance Turkey attaches to Azerbaijan keeping good relations with its neighbors, and with Iran and Russia especially. Rafsanjani

# PEN American Center

568 Broadway, New York, New York 10012  
(212) 334-1660/Cables: Acinterpen New York / Fax: (212) 334-2181

PEN American Center, a non-profit incorporation,  
is an affiliate of International PEN: an association of writers  
- poets, playwrights, essayists, editors, novelists -  
with centers in Europe, Asia, Africa,  
Australia and the Americas

**President**

Louis Begley

**Vice Presidents**

Russell Banks

Maureen Howard

Walter Mosley

Victor Navasky

Lionel Tiger

**Honorary Vice President**

Salman Rushdie

**Treasurer**

Elaine Markson

**Secretary**

Naomi Bliven

**Executive Board**

Ken Auletta

Paul Berman

Sara Blackburn

Magda Bogin

Patricia Bosworth

Robert Caro

Amy Ciampitt

Jayne Cortez

Arthur C. Danto

Barbaralee Diamondstein

E.L. Doctorow

Frances FitzGerald

Samuel G. Freedman

Manly French

Sanford Friedman

Betty Fussell

Henry Louis Gates, Jr.

Paula Giddings

Allen Ginsberg

Peter Glassgold

Jewelle Gomez

Joy Harjo

Eva Hoffman

Gerald Howard

Robert Hughes

John Irving

Susan Isaacs

Edmund Keeley

William Kennedy

Lucy Komisar

Steven Kroll

Martha Weinman Lear

Rika Lesser

Eileen Lottman

Norman Mailer

Robert Masse

Pamela McCorduck

Louise Menwether

Arthur Miller

Mary Morns

Sidney Offit

Hannah Pakula

Ellen Pall

Kathnn Perutz

Emily Prager

Charles Rembar

Ninotchka Rosca

Edward W. Said

Faith Sale

Kirkpatrick Sale

Simon Schama

Harvey Shapiro

Susan R. Shreve

Mona Simpson

Ted Solotaroff

Susan Sontag

Robert Stone

Gay Talese

Amy Tan

Meredith Tax

Calvin Trillin

Martin Tucker

Fredenc Tuten

LuAnn Walther

Wendy Wasserstein

John Edgar Wideman

Leon Wieseltier

Victoria Wilson

Hilma Wolitzer

**General Counsel**

Leon Friedman

**Advisor/Freedom to Write**

Floyd Abrams

**Executive Director**

Karen Kennerly

August 9, 1993

Mrs. Tansu Ciller

Prime Minister

Basbakanlik

06753 Ankara

Turkey

Fax: 011-90-4-417-04-76

Mehmet Gazioglu

Minister of the Interior

İçişleri Bakanligi

06644 Ankara, Turkey

Fax: 90-4-418-1795

Dear Ministers:

On behalf of the 2600 writers who are members of PEN American Center, we write to express our shock and horror at the killing of *Özgür Gündem's* Bitlis correspondent, Ferhat Tepe, whose body was found on August 9.

According to our reports, on the evening of July 28, Mr. Tepe was forced into a car by a tall, bearded man carrying a walkie-talkie who accosted him as he left his father's shop in the center of town. The following morning, Isak Tepe, Ferhat's father, reportedly received a telephone call from an anonymous man who identified the abductors as the Ottoman-Turkish Revenge Brigade (Osmanli Türk Intikem Tugayi) and then threatened to kill Ferhat Tepe if the following demands were not met: 1) the closure of the Bitlis branch of the newly founded Democratic Party (DEP), of which Isak Tepe is the provincial president; 2) one billion Turkish Lira in ransom money; and 3) the release of four French nationals taken hostage by members of the Kurdish Workers' Party (PKK) on July 24, 1993. Isak Tepe reported receiving a follow-up call on August 4, at 3:10 a.m.; the caller reminded him of the Brigade's demands insisting again that the DEP offices be closed down and warning that Ferhat Tepe would be killed unless the ransom of one billion Turkish Lira is delivered to two men at a prearranged address in the city of Elazig.

Isak Tepe and three relatives quickly made their way to Elazig, and accompanied by local police escorts, went to the address where they had been instructed to leave the ransom money, but found the apartment empty. Their suspicions grew as it

**PEN Branches**

**PEN Gulf South**

Co-chairs  
Frednck Barton  
Carol Gelderman

**PEN Midwest**

Chair  
G.E. Murray

**PEN New England**

Co-chairs  
James Carroll  
Joan Mark

**PEN Northwest**

Co-chairs  
Carlos Reyes  
Robert Sheckley  
Joel Weinstein

**PEN West**

Chair  
Brenda Webster

became apparent that the two men they were instructed to seek were *Özgür Gündem* correspondents who had been detained only three weeks earlier. Neighbors confirm that the two men left their apartments some three weeks ago and have not been seen since.

Isak Tepe later learned that while he was on his way to Elazig, his sister-in-law, Tatvan, was contacted by another anonymous caller who offered to release Ferhat Tepe if Tatvan's son, thought to have joined a guerilla organization, turns himself in to the armed forces.

Isak Tepe suspects that the voice of the July 29 and August 4 caller belongs to an army officer whom he had met several weeks earlier at a meeting between local politicians and police officials. According to him, the officer was particularly hostile to the DEP, whom he bitterly criticized for advocating on behalf of murdered PKK guerrillas but not on behalf of murdered army officers from the same villages. Isak Tepe managed to record the August 4 telephone call and quotes the unidentified caller: "now you can feel the pain that the families of killed soldiers feel."

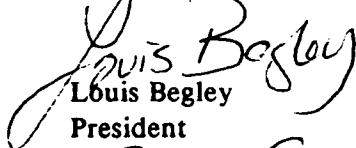
Although several teams of special police were said to have been patrolling the streets on the night of Mr. Tepe's abduction, the Police Headquarters in Bitlis claim to have no knowledge of or information on the disappearance, and Amnesty International noted that the police seemed to be making no serious effort to conduct an investigation into the kidnapping. According to Amnesty, the abduction was "reminiscent of previous similar cases where involvement of the security forces is alleged." Mr. Isak Tepe appealed for help from the local police authorities, the Governor of Bitlis, the Chief of Turkish General Staff, and both Prime Minister Ciller and Minister of the Interior Gazioglu, but received no response.

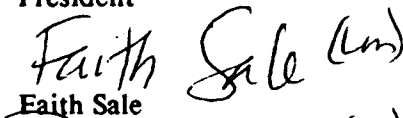
In light of the disappearance and murder of Vedat Aydin in July 1991, Hasan Kaya and Metin Can in February 1993, and most recently Ferhat Tepe, we are also deeply concerned for the safety of *Özgür Gündem* reporter, Aysel Malkaç, who was last seen near her office building in the Kumkapi district of Istanbul on August 7, 1993. *Özgür Gündem* maintains in a recently issued statement that Ms. Malkaç was taken into custody by the civil police, but police officials deny any knowledge of her whereabouts. *Özgür Gündem* employees who have begun their own investigations into her disappearance have allegedly been followed and harassed.

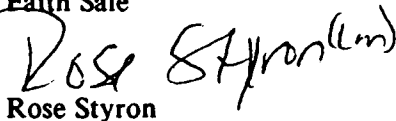
The employees and distributors of *Özgür Gündem* have been the target of a series of attacks in the past year. Of the fifteen journalists who have been killed in Turkey since January 1992, eight were correspondents for *Özgür Gündem*. Vendors and distributors of the newspaper in the southeast have been subject to violent attacks, and many have lost either their businesses or their lives. Thirty-five of the last thirty-eight issues have been banned by local courts on the grounds of violating the 1991 Anti-Terror Law. Financial difficulties forced the newspaper to close down from January 1993 until its reopening in April; the paper's news editor was arrested only a few weeks later, and in July, Davut Karadag, the newspaper's editor-in-chief, was taken into custody for violating the Anti-Terror Law. At a hearing on July 22, the court ordered the newspaper suspended until September 21, when the courts will consider issuing a permanent closure order on the newspaper.

As an international organization of writers working to defend our colleagues' right to practice their profession without fear of harassment or intimidation, we deplore the killing of Ferhat Tepe. We respectfully call on your government to ensure that an investigation into the killing is carried out swiftly, that allegations of security police involvement be carefully examined, and that those found responsible be punished to the full extent of the law. In addition, we ask that an investigation also be conducted into the disappearance of Aysel Malkaç, that a strong statement be made denouncing both Mr. Tepe's murder and Ms. Malakaç's kidnapping, and that measures be taken to ensure that, in future, journalists may practice their profession safely in Turkey.

Sincerely,

  
Louis Begley  
President

  
Faith Sale

  
Rose Styron

## Turkey's Fading Role as U.S. Proxy to Emerging Central Asian Nations

*New York Times Service*

ISTANBUL — When the Cold War ended and the remote Soviet fiefs of Central Asia became independent states, an idea emerged here and in Washington that Turkey should expand its role from bulwark of the Western alliance to patron of emerging nations stretching east to the Chinese border.

The idea had instant allure for many Turks, reviving forgotten dreams of pan-Turkic influence among distant Muslim kin awaiting a march toward Western prosperity. For the United States, facing the prospect of ever more complex nationalist strife abroad as Soviet power crumbled, Turkey seemed a reliable proxy to fill the Central Asian vacuum.

These days, that dream appears to be fading.

Facing its own economic troubles recently, this nation of 60 million has been unable to provide the aid to cement its influence over the region, Western diplomats say. Its diplomacy has been hesitant, reflecting a deep fear of being drawn into Central Asia's ethnic strife. Only now are its policymakers acknowledging how difficult the region's ethnic and political crosscurrents can be.

While Turkey has carefully avoided disputes with Russia, diplomats also worry that Ankara may end up at loggerheads with Moscow in the Caucasus, a region rich in oil where their historical rivalry has led to wars in centuries past.

Most of all, the chaos in Azerbaijan — the centerpiece of Turkey's regional aspirations — has exposed Ankara's reluctance to act as an aggressive patron, still less a protector. Its protégé in Baku, Abulfaz Elchibey, has been overthrown, devaluing Turkey's influence in the eyes of other countries farther east.

"Azerbaijan was the model to show what would happen in the future," said Nur Batur, the diplomatic editor of the Istanbul daily *Milliyet*. "Now they will be much more distant."

A Western diplomat said: "A couple of years ago, it was possible to talk of Turkey being the patron of Central Asia, but the results have been different. If they can't do it in Azerbaijan, who thinks Turkey is going to be a major player in other places?"

Turkish government officials dispute such conclusions, but they have begun to scale back their assessment of what Ankara can do or should be expected to do in a region where many speak Turkish and supposedly strive for Turkey's brand of secular democracy but have not forgotten more recent ties to Moscow.

"It is not up to Turkey to play the role of regional superpower," said Ozdem Samberk, a high-ranking Foreign Ministry official in Ankara. "Turkey's effort was to help Azerbaijan make a soft landing after the collapse of the communism. In no way was Turkey claiming that we were pretending to run the country. It has never been the Turkish intention to impose any model."

President Suleyman Demirel, who has been faulted for his caution in diplomacy, said: "If anything happens in these countries, why should Turks be responsible?"

Developments in the Caucasus region have also shown the limits of Turkey's influence in an area whose history and faith anchor Turkish appeal to Muslim lands.

Its effort to mediate in the territorial dispute between Azerbaijan and predominantly Christian Armenia, for instance, has faltered. Some Azerbaijanis have accused Turkey of selling them out by supplying electric power to Armenia this year

when Azerbaijan was trying to squeeze the Armenian economy through a fuel blockade, Miss Batur said.

Government officials and diplomats also speculate that disputes are likely to surface between Turkey and Russia over the issue that may end up at the center of the regional struggle: oil.

A source of cheap oil during Soviet rule, Azerbaijan is now viewed as one of the world's last major untapped reserves. When the Soviet Union collapsed in December 1991, Azerbaijan was one of the few components that declined to join the Commonwealth of Independent States. As U.S. and British oil companies sought exploration deals in Azerbaijan, talk turned to shipping the oil out through a pipeline running through Turkey.

The problem was getting the Azerbaijani oil into Turkey so it could link up with the pipeline that carried Iraqi oil to the Mediterranean before the United Nations embargo severed Baghdad's outlets. American oil companies did not like the idea of their oil passing through Iran. But how secure could a pipeline through the Caucasus be while Armenia and Azerbaijan were at war?

The answer, diplomats here said, was to build spurs through both areas and link them up in Turkey.

As negotiations on the pipeline progressed, however, Mr. Elchibey was overthrown.

The timing stirred suspicions among diplomats and commentators here — echoed by Mr. Elchibey — that Russia was somehow behind it all.

"The Russians are terribly upset," Miss Batur said. "They don't want Turkish influence in the area. They want to control it, especially Azerbaijan."

Even senior Foreign Ministry officials acknowledge that Ankara and Moscow may have competing interests in the Caucasus. — ALAN COWELL

# ONE MONTH AFTER THE SIVAS MASSACRE

turkish daily news

August 6, 1993

## Sivas incident remains on country's agenda

- ✓ State indifference and cover-up attempts continue
- ✓ Questions about Sivas have not yet been answered

By Emre Gökalp

*Turkish Daily News*

**SIVAS-ANKARA-** One month after the Sivas massacre in which 37 people were burned to death in a hotel fire started by Islamic fanatics, state indifference and even cover-up attempts by authorities continue as the order of the day.

The following questions about Sivas have not yet been answered.

■ Why did the state merely watch the incidents?

■ Policemen and gendarmes could not dispel the crowd, which grew bigger and bigger. Why?

■ Where is Cafer Erçakmak? (Sivas Municipal assembly member representing the pro-Islamic Welfare Party (RP) who is currently sought by police for provoking the riot.) Did he escape to Switzerland as mentioned in press reports?

■ Even though leaflets were distributed over the week and hundreds of nonresidents had come to the city, the regional administrator of the National Intelligence Service (MIT) did not inform Ankara. Why?

■ According to the local people and officials, the students staying at hostels operated with the contributions of certain religious associations incited the crowd to riot. Did an investigation of those students and those 14 hostels in Sivas take place?

■ An indictment prepared by the Kayseri State Security court (DGM) spotlights a fundamentalist organization, "Muslims," as the group behind the Sivas incident. Even the intelligence service and police have not heard of such an organization, and while there are known outlawed Muslim organizations in Turkey, why did the indictment mention a new organization? Is this to cover-up for the Hezbollah organization or some other Islamic organizations including the Welfare Party?

■ The local people in Sivas strongly maintain that the 96 suspects who were captured were not the leaders of the gang, but the figureheads. What about those who came from Malatya, Amasya, Ankara, Istanbul and Yozgat?

■ Why weren't the local intelligence chief and brigade commander sacked by the government as the Sivas governor and security chief

were? Didn't they share the same responsibility?

■ The suspended mayor of Sivas, Temel Karamollağulları, was reportedly in Ankara one week before the incident. He allegedly held a meeting in the "Sivas Hostel" in Ankara. Is that true?

■ Even the government put the blame for provocation on Aziz Nesin for angering the crowds with his atheistic remarks. What about the local press? Is the same claim of provo-

cation not valid for the local newspapers?

**Situation in Sivas**

To sum up, when you first roam the streets of Sivas, it looks as if the incident never occurred. But on closer inspection, that is, when you hear the conversations among the local residents, you realize that even more than one month after the incident, people still talk about as if it happened yesterday. The citizens of Sivas should not be blamed for the riots

### SHP Sivas Deputy Halis:

## Demirel's suggestion plays a role in Sivas incident

*Turkish Daily News*

**SIVAS-ANKARA-** Ziya Halis, Sivas deputy and chief accountant for the Social Democrat People's Party (SHP) argues that President Süleyman Demirel's suggestion not to confront the security forces and the people has played a role in the Sivas incident.

"It is impossible to call those demonstrators people. They were the assailants. President Demirel's suggestion tied the hands of security forces in Sivas. Those people might have been saved," Halis told the TDN.

Saying that the Sivas incident was an organized event, Halis underlines that it must not be shown as an Alawi-Sunni

struggle. "The fundamentalists have declared Sivas a zone for their struggle, with the slogan 'The Turkish Republic's foundation was laid in Sivas; we shall ruin the republic again in Sivas,'" adds Halis.

Admitting that the SHP has un-

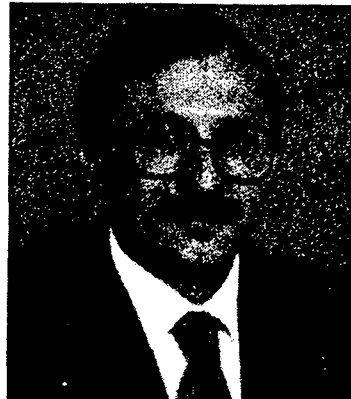
derestimated the strength of pro-Shariah forces in Turkey, Halis says, "One of the lessons we learned from the Sivas incident is to work harder to get organized to protect the secular and democratic system." Halis also refutes allegations that the SHP was incapable of preventing the Sivas massacre, arguing that they did their utmost

to persuade Interior Minister Mehmet Gazioglu to take the necessary measures to protect people from the assault of Muslim fundamentalists.

"What more could we do? In a coalition government, every party has its own ministries and

responsibilities. How could I order the security forces in Sivas? There is a limit to how far you can go."

Halis also recalls that they asked for the resignation of the interior minister for his failure to act in the Sivas incident. "But, he did not resign."



SHP Sivas Deputy Ziya Halis

and only a small group of them took part. The most annoying point for Sivas natives is that they have been made into culprits in a game whose main actors were a militant cadre which arrived in Sivas from other cities.

As mentioned in the SHP report, well-informed sources and officials in Sivas claim that the incident in Sivas was instigated and backed by the Welfare Party (RP) mayor of Sivas. Sivas natives strongly argue that the captured 96 suspects were not the leaders of the gang, but the figure-heads. The trial of the 96 suspects charged in the indictment, two of them in absentia, with agitating for the "Muslims" organization in Sivas, and thus committing a crime covered by Turkey's anti-terror law, is scheduled to start in the Kayseri DGM court on Sept. 9.

Meanwhile, in the words of a high-ranking official in Sivas, Aziz Nesin did not insult the people or provoke the incident. "The arrival of Aziz Nesin in Sivas was a rare opportunity for some "dark circles," says the official who asked not be identified.

"The main target was the governor and together with him secularism, Kemalism, democracy were the other targets. "The governor was the staunch supporter of secularism and Kemalism. Nesin's arrival was the

last straw for fundamentalists who were excessively angered by what the governor had been doing."

A number of people in Sivas give a similar account.

The Sivas riots were the worst fundamentalist violence in secular but dominantly Muslim populated Turkey since 1978, when 117 people died in a Sunni riot in Kahramanmaraş.

#### What do Alawis think now?

Widespread opinion among Alawis is that what they lived through should not be seen as an activity of Sunnis against Alawis. What was witnessed in Sivas, for them, was the activity of reactionaries, of those who support Shariah (Islamic order) against science and against secularism.

Almost all of them argue that the state forces were incapable of preventing the events.

"Aziz Nesin was not responsible for the incidents as he made his speech on Thursday and that there had been no opposition to it that day. The next day, those who were behind the riots slanted Nesin's remarks and spread false information to the people of the city, provoking the riots," they say. As for what the Alawis will do after the this, they will certainly not get radical and will not resort to violence. "What makes us is the tolerance we share. But we will, of

course, raise our voice higher and we will continue not to be silent," say Alawis.

They are considering establishing a new political party in order to promote democracy and secularism. Turkey had witnessed such a political party before the 1980 military coup. There was the Unity Party (BP) led by Mustafa Timisi.

"The important thing today is to protect democracy and secularism in Turkey. If social democrats fail to do that, Alawis could organize themselves to set up a party," Ali Balkız, secretary-general of Pir Sultan Abdal Association, says.

He also stresses that nearly 20 million Alawis, approximately one-third of the population in Turkey will seriously think about how they will vote in the future, indicating that the SHP will lose its Alawi votes.

The Alawis in Turkey now accuse the coalition partner SHP of being "inefficient and insensitive" about the Sivas incident.

The Alawis protest the government for "its obvious negligence of duty. The Alawis want the "real murderers" caught and severely punished. The Alawis call on the interior minister to immediately resign. And the Alawis call to the people: "Come oh lives, let us be one, let's claim the rights of everyone."

## Lack of security delays release of tourist hostages

### ■ Intermediaries look for suitable security conditions for the hand over

*Turkish Daily News*

ANKARA- The release of six Western tourists abducted in July by the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in eastern Turkey has been delayed by the intermediaries, the intermediaries said on Wednesday.

The intermediaries said that the poor security and local police intimidation gave them the idea that they themselves and the tourists could be in danger after the release.

"As promised, we were told of the time and the place where the tourists were to be released. How-

ever, we have established that the circumstances for their safe exit from the area after their release have not emerged yet," the statement said.

"We are postponing our attempt until the suitable conditions have been created as it would be dangerous both for the delegation and the tourists to receive them under these discouraging conditions," the intermediaries added. The intermediation group consisting of İsmet G. İmset, editor of the Turkish Daily News; Yavuz Önen, the president of the Turkish Human Rights

Foundation; and Dr. Bernard Granjon, the chairman of the Paris-based Doctors of the World (Medicins Du Monde) relief organization flew to the southeast of Turkey on Wednesday in order to take the hostages who were to be released by the PKK.

İmset had met with PKK officials in Lebanon on behalf of the hostages' families and announced on July 30 their agreement to release them.

It is believed that the PKK raids and continuous security operations in the region with frequent clashes was another reason for lack of security for the release of the hostages.

PKK militants seized Briton Michael Rowbottom and his Australian cousin Tania Miller (both 28), Frenchmen Pierre Fix (43), Michel Coudray (52), Robert Audouin (51), and Fernand Haron

(66) in two kidnappings last month. The PKK said it would free them if an international agency could guarantee their safe passage out of the battle zone.

The tourist kidnappings are a part of a PKK campaign to hit Turkey's tourism industry, which had been expected to earn \$4 billion this year. The Marxist group says tourism indirectly funds Turkish military operations in the Southeast.

The PKK declared "all-out war" on Turkey after breaking its own cease-fire -- which security forces never reciprocated -- on May 24. Since then, more than 1,100 people have been killed. Seeking an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK has been waging an armed campaign since 1984 which has claimed some 6,500 lives in the dominantly Kurdish populated Southeast of Turkey so far.



## Turkey-Iran: 'Problems can be solved with political will'

■ **Turkish Foreign Ministry undersecretary is back from Tehran. Security and transportation continue to be the main problems between Turkey and Iran**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey and Iran continue to have problems between them, but they can be solved with political will, a high ranking Turkish official said on Thursday.

Completing his three-day visit to the Iranian capital Tehran, Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk said upon his arrival in Ankara that there was a need for institutionalizing the dialogue channels between the two countries. "Turkey and Iran are two big and old neighbors in the region. It is natural to have problems," Sanberk said. "But we have observed that when our dialogue channels do not work properly, the problems increase."

Sanberk said that having different regimes, ideologies and philosophies should not cause a problem for Iran and Turkey to cooperate on issues of common interests.

The undersecretary said that the main subject on the agenda for the three days of political consultation talks between the two countries was security.

Sanberk said he had forwarded a message from Turkish President Süleyman Demirel to his Iranian counterpart Hashemi Rafsanjani, in which Demirel had asked for Iran's support against terrorism. Pointing out that Rafsanjani did not send a responding message, but "promised to give support by all means he had," Sanberk said, Rafsanjani was particularly interested in the subject.

Turkey has been complaining for some time that the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have been carrying out cross-border attacks against targets in Turkey from their bases in Iran and returning there afterwards. Sanberk said during his meetings in Tehran Iranian officials assured him that using Iranian territory for terrorist activities against Turkey would not be permitted. They complained about similar infiltrations from Turkey to Iran, mainly those by the People's Mujahedin of Iran, an armed organization outlawed by the Iranian government.

Sanberk denied some Turkish press reports that he had given official documents to the Iranian government on terrorist activities against Turkey. He said such information had been given to Iran before his visit, during an Iranian offici-

al's visit to Ankara earlier this year.

Meanwhile, the Mujahedin issued a statement in Paris on Wednesday and condemned Turkey's "illegitimate agreements with the Mullah's regime." The organization claimed that Turkey had promised Iran to take stricter measures against Iranian refugees in Turkey.

Turkey has an estimated number of more than 1 million Iranian living temporarily in the country, mostly dissidents of the Iranian regime following the Islamic revolution in Iran in 1979.

**Transportation problems**  
Undersecretary Sanberk said in addi-

## 39 killed in Kurdish nationalist violence

*Turkish Daily News*

ANKARA- Thirty-nine people were killed in Turkey in Kurdish nationalism violence in raids and clashes over Wednesday night and Thursday, officials said.

The highest death toll took place near the town of Mutki in the Eastern province of Bitlis when a group of militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) blocked the state road and sprayed bullets on the passengers of two minibuses.

Nineteen were killed and 13 wounded in the attack.

Another group of gunmen raided two villages of Solhan township in the Eastern province of Bingöl again on Thursday night and killed 11 people, eight of them children.

Six PKK militants were killed in a clash they entered with the security forces after opening fire on the Güvenli border station by the Iranian border near Yuksekova township of the Southeastern province of Hakkari.

In Şanlıurfa, PKK militants raided Kirgipinar village of Siverek township and killed two local politicians -- Cihat Oyman was the deputy chairman of the Şanlıurfa organization of the main opposition Motherland Party (ANAP) and his brother İhsan was the former Siverek chairman of the same party.

Meanwhile, a woman was kil-

led near Milas township of the Western province of Muğla as three PKK militants opened fire on her car while she was riding with her husband.

The militants were arrested by the police after the incident with a Kalashnikov AK-47 assault rifle, ammunition and a gasoline tank. Briefing the press on the security activities in the Southeast, Emergency Rule Governor Ünal Erkan of the state of emergency region -- covering 10 provinces -- said that the PKK had 4,000 militants in its camps in Turkey, 2,000 in Iraq, 700 in Iran and 500 in Syria.

Erkan said in the last seven months 600 militants were killed in operations and 400 others were arrested. He added that during the same period 135 militants had applied to benefit from the repentance law which gives reduced punishment.

In another press briefing in the Eastern province of Erzurum, General Director of Security Mehmet Ağar said that "80 percent of the terrorists killed in clashes in recent months were Syrian nationals of Armenian origin."

Claiming that efforts were being made to create an Armenian influence in Turkey's Southeast, Ağar said that the PKK was a tool of arms and oil dealers who wanted to weaken Turkey.

on to security issues he also discussed transport questions that are pending between the two countries during the three days of talks in Tehran, Anatolia said.

Turkey is at odds with Iran over its decision in June to ban the import of goods from Turkish ports.

Iran maintains that the decision is not a political one aimed against Turkey, but an economic decision aimed at easing its national transport sector, which is struggling with stagnation. Iran gave two explanations for the decision, Sanberk said. "First they have reduced imports because of economic difficulties, and second they say they have repaired their ports which were damaged during the war."

Turkey is concerned that Iran's sudden decision will harm Turkish port and highway transportation.

Turkish Transport and Communications Minister Mehmet Köötepen, in a Turkish-Iranian joint transport commission meeting held in Tehran last month, said unless Turkey received a guarantee of 400,000 tons per year for the Turkish ports, it would have to introduce levies on transit highway transportation. Turkey rejected an offer of a guarantee of 200,000 tons.

"If no agreement is reached on the restrictions to our ports, there is the question of our imposing transit fees," Sanberk said on his return from Iran.

The two sides are expected to meet in September to try and settle the issue.

Another transport issue of contention is the difficulties Turkish trucks face when travelling to Central Asia. Iranian officials assured Sanberk that no restrictions would be imposed on the trucks, and that the difficulties would be shortly removed.

## Iran-PKK cooperation

ANKARA- SABAH said that it is disclosing the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) file that Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk relayed to the Iranian government in Tehran. The thick file specifies the locations of all 20 PKK camps in Iran, a list of the PKK militants in Iran and the addresses of the houses where they stay in Tehran and Urmia as well as documents attesting to the relationship between the PKK and the Iranian administration. The file indicates that some of the terrorists are in close contact with the Iranian authorities. PKK's number two man Osman Öcalan, PKK leader Abdullah "Apo" Öcalan's brother, for example, had talks with high level Iranian officials last June when he was invited to that country by the authorities. The file contains information about that meeting too. Upon his return from Iran, Osman Öcalan reported to Apo that the Iranian authorities promised "all kinds of facilities" to the PKK from then on. Confronted with the file, Iranian authorities had to admit they have had contacts with the PKK, but they have asked the Turkish side to prevent the activities in Turkey of the (Iranian) People's Mujahedeen organization.

## Voiture piégée à Bagdad

Une voiture piégée a explosé, mercredi, dans le centre de la capitale irakienne, faisant cinq blessés. Les autorités locales attribuent l'attentat à « des agents du régime iranien ». Par ailleurs, selon Médecins du monde, l'armée iranienne a pénétré sur 20 kilomètres à l'intérieur du territoire du Kurdistan irakien, dans la région de Raniyah, au nord-est de l'Irak, et bombarde cette vallée et les villages environnants.

L'HUMANITE/JEUDI 5 AOUT 1993

turkish daily news — August 9, 1993

# Iraq blasts Iran on anniversary of end of war

Reuters

BAGHDAD- Iraqi President Saddam Hussein launched a tirade against neighboring Iran on the fifth anniversary of the end of a war between the two countries.

"The rulers of Iran have been following a destructive role since the days that followed the cease-fire in the 1991 allied aggression," he said in a 40-minute televised and radio address to the nation.

Saddam said the Iranians together with the Saudi-led Arab allies who helped the West drive Iraqi troops from Kuwait in February 1991 had done great harm to all Muslims.

"I pray to God to bring them all back to the right path and fill their hearts with faith and virtue," Saddam said. Iran on Sunday said for the first time that it had sent forces into Iraq to pound Kurdish rebels who mounted cross-border raids on Iran from northern Iraq.

Iran has denied Iraqi charges that it was involved in a car bomb

explosion which wounded five people in central Baghdad last Wednesday. An Iraqi opposition group later said it planted the bomb.

Saddam appealed to Iran to release all the Iraqi prisoners of war (POWs) still held on its territory following the 1980-88 war.

The International Committee of the Red Cross estimated in 1992 that 20,000 Iraqis were being held in Iran.

"This has happened in a country whose rulers still claim that theirs is an Islamic regime," Saddam said.

He accused the Iranians of carrying out atrocities during the war, including mass murders of Iraqi POWs and executions of Iraqi POWs in Iranian jails. The Iranians "perpetrated mass murders of Iraqi prisoners of war with their hands tied at the battle front. They also killed POWs in prison camps," Saddam said, repeating allegations that Iran has already denied. Saddam also said Iran had not yet returned the military and civilian aircraft Iraq had sent to it during the "Mother of all Battles" -- a reference to the 1991 Gulf War.

Iraq said in April 1991 that a total of 148 planes -- 33 civilian and 115 military -- were moved to Iran. Iran said only 22 Iraqi planes landed and it would not give them back without the approval of the U.N. Security Council.

The first of five 101-gun salutes to mark the anniversary resounded throughout the Iraqi capital Baghdad on Sunday. Saddam did not mention the Shiite Arabs who are protected from Iraqi forces by a no-fly zone imposed by the West. Iraq's main Shiite opposition group urged the United Nations on Saturday to send emergency aid to the country's southern marshlands where it said famine and disease threatened 350,000 people.



# Kurdish attacks puncture Turkey's tourist balloon

By Suna Erdem

Reuters Staff Writer

**KUŞADASI-** Pinprick attacks by Kurdish militants are deflating Turkey's hopes for another big expansion in its money-spinning tourist trade this year.

In this popular Aegean resort, scantily-clad tourists stroll past the spot where a bomb exploded in a litter bin two weeks ago, lightly wounding 18 people, six of them foreigners. "We've seen no bombs yet," said Johann Hatsatt, one of a group of holidaymakers from Freiburg in southern Germany. "We're not losing any sleep over it. It was a false alarm."

The blast was too small to cause any permanent damage but tour operators said a rash of bombings, kidnappings and threats had scared many Western sun-seekers away from Turkey. "It's all over for this year," said Adnan Savaş of Istanbul-based Marvel Tours. "Our business is running at around 25 percent of what it was a year ago. If these incidents had not happened we should have seen a 20 percent increase." The tourism ministry is sticking to its forecast of revenue rising to a record \$4.5 billion in 1993 from last year's \$3.7 billion, which equalled 30 percent of Turkey's export earnings.

Officials had hoped for a windfall from tourists diverting to Turkey because of the war in the former Yugoslavia, which would more than offset the loss of a crucial Balkan land route. But Kurdish militants have threatened to blitz tourism and were blamed for small bomb blasts in Istanbul, Kusadasi and the southern resort of Antalya, which killed one person and injured 46, including 21 foreigners, in June and July.

Last month's riot in the central town of Sivas, where Moslem militants attacked leftwing intellectuals and burned down a hotel, killing 37 people, also tarnished Turkey's image abroad. Coupled with the kidnapping of six foreign tourists in the mainly Kurdish southeast in July, the attacks have created at least pockets of misery among tour operators and hoteliers. The Kurdistan Workers Party (PKK) says tourism indirectly funds Turkish military operations in the southeast, where 6,850 people have been killed in its war for independence since 1984. It says tourists cannot go there safely without its permission.

Apparently impressed by the damage Islamic militants have wreaked on Egypt's tourist trade, the PKK has warned that once-peaceful western resorts are now also in the "war zone". More plainclothes police have been sent to seaside towns, but Antalya hoteliers are still contemplating their losses. "From June 27 to July 15, we had 1,297 cancellations and

lost DM 198,000 (\$116,000)," said a manager at one big hotel. "Tourism is in a pitiful state. We are seeing something on a par with 1991 when hundreds cried off because of the Gulf crisis." Tourism bounced back in 1992 after stagnating during the Gulf crisis, the first big setback to the strong growth in tourist arrivals and revenue recorded since the early 1980s. Vital for the balance of payments, tourism indirectly helps fund the yawning 1993 budget deficit, projected at \$8.6 billion. Official figures for the first five months show 2.89 million tourist arrivals, up from 2.85 million in the same 1992 period.

They spent \$1.1 billion, 12.6 percent more than the year before. Figures for June and July were not available, but a tourism ministry spokesman said: "We believe tourist numbers have returned to normal. Our targets for this year remain the same." The ministry is promoting up-market, off-season tourism and building golf, trekking, rafting and ski centres to shift Turkey's image as a cheap haven for sun-worshippers. There is some evidence that things are now looking up. Antalya airport authorities reported 187,000 flight

passengers in July, 11,000 up on July 1992, bringing the total for the year so far to 724,000, up 184,000 on last year. But others are convinced that tourism has been savaged. "Cancellations have been frightening -- 80, 100, 500 at a time," said a guide. "From travel agencies and five-star hotels to boys selling bread in the street, everyone is affected."

"The foreign press is hugely exaggerating these incidents," she said. "There was a tiny bomb in Istanbul and some Italian passersby were slightly injured. That hit headlines at home -- at a time when bombs were killing people in Milan and Rome."

The Antalya-based Profi travel agency said 20 to 30 percent of its clients changed bookings after the June blasts. Profi deals mainly with Germany, source of half Turkey's tourists. Few people in the business believe Egypt's experience will be repeated here and some say tourists should show more phlegm. "It will never be like Egypt. While Turkey has its army, I don't think any group will succeed," said one hotel manager. "When people realize bombs can go off in Turkey, just as they do in the U.S. or in Florence, they will come round."

## Rafsanjani shuffles the Iranian Cabinet

■ *There is no immediate indication from the conservatives on whether they are willing to endorse all proposed ministers*

Reuters

**TEHRAN-** President Akbar Hashemi Rafsanjani presented a new Cabinet to Iran's Majlis (Parliament) on Sunday with seven changes including the interior and defence ministers but leaving key finance, oil and foreign portfolios intact.

Rafsanjani, who was sworn in last Wednesday for a second four-year term, named his 23-man team in a letter read in an open session of the assembly.

The Majlis will vote on individual ministers after up to 15 hours of debate starting this week, Tehran Radio said. The changes were more limited than what the Majlis' conservative majority had demanded and apart from the Interior Ministry, which is a highly political post, mostly brought in new technocrats.

The radical Salam newspaper quoted an unnamed Majlis deputy as saying wide agreement had been reached on the list announced by Rafsanjani after weeks of public and backroom lobbying. There was no immediate indication from the conservatives on whether they were willing to endorse all the proposed ministers. Their newspaper Resalat said two weeks ago the Majlis majority wanted 12 of the

ministers changed, including Oil Minister Gholamreza Aqazadeh and Economy and Finance Minister Mohsen Nourbakhsh.

Rafsanjani, 58, elected with 63 percent of the vote in June, said last week he would follow a non-adventurous foreign policy to secure the calm needed for Iran's economic reform and progress in his second term.

He retained Foreign Minister Ali Akbar Velayati, Iran's longest serving Cabinet member since 1981 who played a key role in negotiations leading to an informal cease-fire between Israel and Lebanon's Iranian-backed Hezbollah guerrillas.

Rafsanjani named deputy foreign minister Ali Mohammad Besharati as interior minister. He replaces Abdollah Nouri, who belonged to the radical wing of the Iranian clergy and was frequently criticized by Majlis deputies.

Besharati has been involved for years in Iran's efforts to ease often tense ties with its Gulf Arab neighbours. He was among the first organizers of the Revolutionary Guards after the 1979 Islamic revolution and became deputy foreign minister in 1984 after failing to win re-election to Majlis.

# Tehran admits pounding rebel Kurds in Iraq

■ Iranian Kurdish rebels based in Iraq have been reporting intermittent Iranian shelling and bombing across the border since April

Reuters

TEHRAN- Iran on Sunday said for the first time that it had sent forces into Iraq to pound Kurdish rebels who mounted cross-border raids on Iran from northern Iraq.

A Foreign Ministry spokesman, quoted by Tehran Radio, said the Iranian forays were "rare" and the situation on the border was calm but vowed that Iran would react "resolutely" to any future attack.

"During the past months groups of counter-revolutionaries made life unsafe for Iranians living near the Iran-

Iraq border, especially in the north," he said.

"Iranian armed forces, in order to protect border security and establish calm for the people, chased and suppressed the bandits and will react resolutely to any activity by counter-revolutionaries from inside Iraqi territory in the future," he added.

Iranian Kurdish rebels based in Iraq have been reporting intermittent Iranian shelling and bombing across the border since April.

The Democratic Party of Iranian

Kurdistan (PDKI) said in May that Iranian forces were holding 100 sq. km (40 sq. miles) of territory in Iraq and aimed to set up a 20-km (12-mile) deep "security zone."

Iraq, which fought a war with Iran from 1980 to 1988 and has little control over Iraqi Kurdistan since the 1991 Gulf War, protested against Iran's "flagrantly aggressive actions" two weeks ago.

Tehran has in turn protested to Baghdad over attacks by Kurdish infiltrators and guerrillas of the Mujahideen Khalq groups based across the middle section of the Iran-Iraq border. It sent fighter-bombers to pound Mujahideen bases deep inside Iraq in May for the second time since 1992.

The PDKI and other Kurdish rebel groups seized large parts of Iranian Kurdistan after the 1979 Islamic revolution but were greatly weakened after army and Revolutionary Guard offensives in the early 1980s.

Le Monde — 6 août 1993

## TURQUIE : dix jours après leur enlèvement

### Les efforts de médiation s'intensifient pour obtenir la libération des otages français du PKK

ISTANBUL

de notre correspondante

Les efforts de médiation se poursuivaient, jeudi 5 août en Turquie, pour tenter d'obtenir la libération des quatre otages français, Pierre Six, Michel Coudray, Fernand Haron et Robert Audoin, enlevés le 24 juillet près de Tatvan, ainsi que d'un ingénieur britannique David Rowbottom et sa cousine australienne, Tania Miller, enlevés le 4 juillet.

Après l'appel lancé la semaine dernière au nom des familles par le journaliste Ismet Imset, du *Turkish Daily News*, lors d'une rencontre avec le commandant Cemil Bayik du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au Liban, la branche armée du parti aurait accepté, en principe, de libérer les six otages. Le porte-parole du Quai d'Orsay, Catherine Colonna, a confirmé le rôle de médiateur joué par M. Imset : « Nous sommes au courant de ce développement qui est intervenu à la demande des familles et pour un objectif humanitaire.

Nous espérons vivement qu'il conduise à une libération rapide de nos compatriotes » a-t-elle déclaré.

#### Nouveaux massacres

En Belgique, le comité du Kurdistan a confirmé qu'une délégation menée par M. Imset et comprenant également des représentants de l'organisation Médecins du monde ainsi que de l'association turque des droits de l'homme s'était rendue dans le Sud-Est anatolien et que les otages seraient libérés prochainement. Depuis le début de la semaine, les ambassades sont en état d'alerte à Ankara dans l'attente d'un heureux dénouement mais les diplomates et les familles des otages sont conscients des obstacles existants.

Le PKK avait auparavant déclaré que les otages ne pourraient être libérés que lorsque leur sécurité serait garantie. Le fait est que les opérations militaires dans la région rendent leur transfert particulièrement difficile. Dans un

entretien accordé à un journaliste du quotidien britannique le *Daily Mirror* qui les a rencontrés dans une base du PKK, les otages britannique et australien ont expliqué que le camp où ils étaient détenus avait été bombardé à plusieurs reprises par l'aviation turque.

Le PKK a également poursuivi ses opérations dans la province de Bitlis où les touristes français avaient été enlevés. Plusieurs minibus transportant des membres d'une tribu progouvernementale ont été interceptés, mercredi soir, sur la route. Après avoir vérifié les identités des voyageurs, les combattants kurdes ont ouvert le feu à l'arme automatique. Vingt-cinq personnes au moins ont trouvé la mort au cours de cette attaque et une cinquantaine d'autres ont été blessées. Plusieurs autres accrochages dans le sud-est anatolien ont causé la mort, mercredi, d'une douzaine de personnes, dont dix soldats turcs.

NICOLE POPE

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0416 4 I 0358 TUR /AFP-AG32

Turquie-Kurdes

La rébellion kurde accuse les autorités turques "d'empêcher la libération" des touristes

ANKARA, 6 août (AFP) — La rébellion armée kurde qui détient six touristes, quatre Français, une Australienne et un Britannique, enlevés en juillet dans l'est de la Turquie par ses militants, a accusé vendredi les autorités turques "d'empêcher leur libération".

La date et le lieu de la libération ont été indiqués à deux reprises à la "délégation d'initiative" chargée de récupérer les touristes mais elle n'est pas venue au rendez-vous, selon un communiqué de la rébellion kurde, diffusé par l'agence de presse kurde Kurd-Ha, proche de ce mouvement séparatiste et reçu par l'AFP à Ankara.

Une délégation humanitaire de médiation s'était rendue mercredi dans le sud-est anatolien pour la libération de ces six touristes, libération qui avait été décidée par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) le week-end dernier.

Cette délégation est composée du président de l'organisation française Médecins du Monde, M. Bernard Granjon, du président de la fondation des droits de l'Homme de Turquie, M. Yavuz Onen, et du journaliste du quotidien turc d'expression anglaise, Turksih Daily News (TDN), M. Ismet Imset. Ce dernier s'était proposé comme intermédiaire au nom des familles des touristes. La délégation avait annoncé jeudi à Batman (sud-est) que la libération avait dû être reportée en raison de conditions de sécurité qu'elle avait jugées "défavorables".

La délégation a dû renoncer pour une seconde fois à se rendre à un nouveau rendez-vous pour récupérer les touristes en raison de "l'attitude de la police spéciale turque qui l'a empêchée", selon ce communiqué en provenance d'Allemagne.

Le numéro deux du PKK, Cemil Bayik, cité lundi par TDN, avait déclaré que les six touristes "seront libérés cette semaine dès que des mesures nécessaires auront été prises pour leur sécurité, après libération".

Les quatre touristes français avaient été enlevés par des militants du PKK le 24 juillet près de Tatvan (est) et les deux autres, une Australienne et un Britannique, le 5 juillet dans la même région.

ce/fmi

FRA0269 4 I 0196 TUR /AFP-DI28

Turquie-Kurdes

22 personnes tuées dans le sud-est depuis jeudi

ANKARA, 7 août (AFP) — Vingt-deux personnes, 15 rebelles kurdes, 5 miliciens pro-gouvernementaux et 2 civils, ont été tuées depuis jeudi soir lors de différents affrontements et attaques à main armée dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris de sources officielles.

Six rebelles kurdes de Turquie ont été abattus par les forces de l'ordre turques jeudi soir lors d'une attaque rebelle contre un poste de la gendarmerie dans la région de Sirkak, à la frontière avec l'Irak, indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir. Cinq "protecteurs de village" (miliciens pro-gouvernementaux) ont été tués par des maquisards kurdes lors de cette attaque, précise le document.

Neuf autres rebelles ont été tués vendredi dans des accrochages armés avec les forces de l'ordre turques dans les régions de Diyarbakir, de Mardin et de Bitlis, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon la même source.

Par ailleurs, deux personnes ont été tuées samedi soir à Diyarbakir lors d'attaques à main armée contre deux magasins par des personnes "inconnues", a rapporté l'agence turque Anatolie.

CE/chb

AFP 071846 ADU 93

gamk — 6 août 1993

# Les relations arméno-iraniennes résistent à la prise d'Agdam

**A**u moment où l'Iran est sorti de sa neutralité affichée dans le conflit du Haut Karabagh pour condamner l'Arménie après la prise par les forces arméniennes de la ville d'Agdam, une délégation iranienne se rendait à Erévan pour évoquer les modalités d'une coopération plus étroite avec la capitale arménienne. Et pas n'importe quelle délégation, puisqu'elle était conduite par le vice-président de la province d'Azerbaïdjan d'Iran, Muhamad Ali Khatibi, qui était reçu le 4 août par le président du conseil municipal d'Erévan, Vartkes Khatchatourian. Une visite tendant à réduire la portée de la condamnation de l'Iran, qui avait été le premier pays à réagir avec véhémence aussitôt après l'entrée des forces arméniennes à Agdam, pour dénoncer les atteintes à l'"intégrité territoriale" de l'Azerbaïdjan.

L'Iran n'avait pourtant jamais été aussi dur à l'égard d'Erévan, d'autant que, fait sans précédent, les autorités iraniennes n'avaient pas hésité à impliquer la communauté arménienne, jusque là préservée et autorisée, si ce n'est encouragée, à manifester librement son soutien au Haut Karabagh dans le conflit qui l'oppose aux forces de Bakou. Le chef spirituel de la République Islamique, Ali Khamenéi, était ainsi allé jusqu'à exiger de la communauté arménienne d'Iran qu'elle dénonce publiquement et officiellement les forces arméniennes après l'occupation d'Agdam; les autorités religieuses arméniennes avaient bien dû se plier à cet exercice somme toute strictement formel, qui relevait davantage de l'autocritique publique, une tradition déjà bien rodée dans la République islamique d'Iran.

Cet incident comportait certes le risque de susciter un climat malsain autour de la communauté arménienne, jusque là épargnée, contrairement à celle de Turquie, par les retombées d'un conflit dont les autorités de Téhéran se gardent bien, paradoxalement, d'évoquer les aspects religieux. Des coups de

semonce avaient d'ailleurs déjà été tirés, notamment dans la presse d'obédience religieuse, qui prénait ouvertement le parti des Azéris chi'ites dans un conflit du Karabagh prenant des allures de "guerre sainte". Mais derrière cette façade militante, gardienne du dogme khomeiniste, les autorités civiles et politiques de l'Iran, dont le président Rafsandjani, réélu avec une confortable majorité, tient à garder ses distances, ce n'est un secret pour personne, avec le pouvoir religieux, n'ont jamais cessé d'observer la plus stricte neutralité dans le conflit, n'hésitant pas à resserrer les liens politiques et économiques avec le voisin arménien, malgré les solidarités chi'ites liant l'Iran à l'Azerbaïdjan.

La dernière mise en garde de Téhéran avait toutefois des accents plus préoccupants pour Erévan, et pouvait apparaître comme plus sérieuse qu'un simple effet d'annonce, alors que le changement de pouvoir à Bakou semble avoir changé les dispositions azerbaïdjanaises à l'égard de l'Iran. Les relations arméno-iraniennes devant être observées à travers le prisme de la rivalité régionale entre la Turquie et l'Iran, un rapprochement entre Bakou et Téhéran au détriment d'Ankara, tel qu'il se profile derrière les nouvelles options diplomatiques affichées par le nouveau maître de Bakou, Haïdar Aliev, serait en mesure de remettre en question la "bienveillance" dont ont fait preuve jusqu'à présent les autorités iraniennes à l'égard de l'Arménie.

Ce serait pourtant faire bon marché des inquiétudes de Téhéran face aux menaces irrédentistes que constitue la présence, au nord de l'Iran, aux frontières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, d'une minorité azerbaïdjanaise turcophone forte de plusieurs millions de personnes. Si elle est iusqu'à maintenant peu remuante, la communauté azerbaïdjanaise d'Iran limite la marge de manoeuvre de Téhéran, soucieux d'endiguer les réflexes de solidarités se réveillant de part de d'autre du fleuve Araxe marquant la frontière

entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. C'est dans cet objectif notamment que les autorités de Téhéran avaient créé l'an dernier une troisième entité administrative au sein de l'Azerbaïdjan iranien, jusque là constitué de deux provinces.

Ce sont ces mêmes préoccupations qui ont dicté la condamnation de l'Arménie par Téhéran, qui, au cours de ces cinq années de conflit, a toujours haussé le ton dès lors que la zone des combats se rapprochait trop de ses frontières. Plus que la prise d'Agdam, c'est l'annonce simultanée de l'encerclement par les forces arméniennes de Fizouli, ville azerbaïdjanaise située à une trentaine de kilomètres de la frontière azéro-iranienne, qui a sans doute suscité la réaction iranienne. Le cessez-le-feu a été conclu entre les autorités de Stépanakert et de Bakou le 25 juillet au moment où les forces arméniennes se trouvaient à un kilomètre de Fizouli qu'elles prenaient en étau. Au cas où cette localité située au sud-est des frontières du Haut Karabagh venait à tomber, c'est toute la portion de territoire azerbaïdjanais s'étendant du sud du Karabagh jusqu'à la frontière iranienne qui passerait sous contrôle arménien, contraignant des milliers d'habitants azéris à franchir l'Araxe pour se réfugier dans l'Azerbaïdjan d'Iran. Un scénario que Téhéran veut à tout prix éviter, en raison de ses risques déstabilisateurs pour l'Azerbaïdjan iranien.

Dans un tel contexte, la visite à Erévan sur l'invitation de la mairie de la capitale arménienne, a valeur de symbole et de message, visant à dédramatiser la situation. L'ordre du jour des entretiens, qui ont évoqué dans une atmosphère amicale, évitant délibérément le conflit du Karabagh, les questions liées à la coopération régionale, avait vocation à démontrer que le conflit ne concernait pas l'Azerbaïdjan d'Iran et n'affectait nullement les relations entre l'Arménie et la province iranienne qui lui est limitrophe. C'est par l'Azerbaïdjan iranien en effet que

transitent les échanges commerciaux, encore limités, entre l'Iran et l'Arménie, susceptibles d'ouvrir une brèche dans le blocus imposé par l'Azerbaïdjan et la Turquie à l'Arménie. C'est par cette même province que l'oléoduc irano-arménien en construction devrait théoriquement acheminer d'ici deux ans, ce pétrole qui fait si cruellement défaut à

l'Arménie privée de ressources énergétiques.

Téhéran se réserve le droit de réviser ses relations avec les Arméniens si ceux-ci vont trop loin dans leurs opérations militaires contre l'Azerbaïdjan, dont il n'est pas question d'ignorer qu'il fait partie de la même famille chi'ite. Les autorités iraniennes l'ont fait comprendre en

haussant le ton plus que de coutume contre Erévan. Mais dans le même temps, elles ont bien pris soin de rappeler que les solidarités nationales transfrontalières entre Azéris d'Azerbaïdjan et d'Iran ne sauraient en aucune façon influencer sur les options diplomatiques de l'Iran dans la région.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0242 3 I 0468 TUR /AFP-LA51

Turquie-Kurdes-France prév

Touristes enlevés: retour à Ankara d'une mission de médiation

ANKARA, 9 août (AFP) - Une délégation qui s'était chargée de médiation pour raisons humanitaires en vue d'obtenir la libération des six touristes enlevés par des rebelles kurdes en juillet dans l'est de la Turquie, a regagné Ankara lundi après trois tentatives infructueuses.

Les épouses de trois des quatre Français - le quatrième est célibataire - ont déclaré à l'AFP rester optimistes en dépit de leur déception de voir la délégation regagner Ankara. "La mission a été interrompue. Nous sommes déçues de les voir revenir mais nous n'avons pas perdu le moral", ont-elle déclaré.

La délégation a été formée à l'initiative du journaliste du quotidien turc d'expression anglaise Turkish Daily News (TDN), M. Ismet Imset. Elle n'avait pas réussi jusqu'à lundi matin à mener à bien ses efforts, en dépit des assurances de dirigeants des rebelles au Proche-Orient et des autorités turques, pour prendre en charge les touristes étrangers. Il s'agit de 4 Français enlevés le 24 juillet près de Tatvan (est), et d'une Australienne et d'un Britannique kidnappés le 5 juillet dans la même région.

Les ambassades française, britannique et australienne, informées du retour de la délégation, maintenaient les contacts avec les autorités turques à Ankara et les autorités locales dans le sud-est où ils avaient dépêchés des représentants. De source française, on indiquait "espérer toujours une libération rapide de ces personnes".

#### Reportage

Par ailleurs, le journal turc pro-kurde Ozgur Gundem a publié lundi un reportage sur quatre Français détenus par des rebelles armés kurdes, dans lequel ils déclarent "comprendre la lutte des peuples qui défendent leur liberté" et affirment "avoir été humainement traités".

Ces propos qui leur sont attribués semblent destinés à alimenter la propagande séparatiste avant l'anniversaire du déclenchement de l'insurrection du PKK le 15 août 1984 dans le sud-est anatolien à majorité kurde, estime-t-on à Ankara.

Le quotidien a également publié une photo représentant quatre personnes, affirmant qu'il s'agit des touristes français. Seulement deux des Français enlevés ont été identifiés sur cette photo par leurs proches à Ankara.

Le "commandant" des rebelles qui détiennent les Français a demandé "la médiation des Etats" et la "reconnaissance" de la "juste cause" des rebelles notamment par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Le quotidien n'a pas évoqué le sort de l'Australienne et du Britannique kidnappés par le PKK dont la libération était toujours attendue avec celle des quatre Français.

La rébellion armée du PKK et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait près de 7.000 morts en neuf ans.

CE/ms

AFP 091720 ADU 93

## Southeastern mayors sign petition for cease-fire

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** In a written petition, 27 southeastern mayors representing four provinces and 23 townships in the troubled Kurdish-populated southeastern part of Turkey, have asked for a cease-fire in the region.

The one-page document called on the government to take all measures to provide a peaceful atmosphere in the region.

"We, the undersigned mayors of this region, demand all necessary measures be taken in order to bring an end to the shedding of our brother's blood," the communique said.

Saying that the existence of a Kurdish problem in Turkey is an unquestionable reality, the communique stated that the 15-year-old military and emergency rule had shown that the Kurdish problem could

not be solved through military methods. The said petition was signed by the provincial mayors of Hakkari, Van, Siirt and Bingöl, as well as the mayors of Tatvan, Esentepe, Kozluk, Baykan; Muradiye, Bayazıt, Onbirmisan, Lice, Gökçedağ, Silvan, Rüstemgedik, Yağcılar, Patnos, Çatak, Yüksekova, Gevas, Özalp, Sağmalı, Yoalan, Hizan, Aydınlar, Bahçesaray and Erois townships.

## Will security concerns delay municipal polls in Southeast Turkey?

### ■ SMC members raise security question about local elections in areas hit by Kurdish separatist terrorism

By Hayri Birler

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Authorities started debating how to hold secure elections in southeastern and some parts of eastern Turkey when the country holds nationwide municipal elections in March next year.

According to informed sources who asked not to be named, such concerns were aired by members of the National Security Council, and questions were raised whether the elections could be postponed in these troubled regions.

The sources said the issue was raised at the recent SMC meeting held in Istanbul. Commanders attending the meeting reportedly chatted with Cabinet ministers for a while on the terrorist attacks in Southeast Turkey and counter measures being taken.

At that point one minister was heard saying, "We will have local elections in March, but how can we have them under these conditions in the Southeast?" The commanders reportedly asked whether, if conditions were not satisfactory, elections in one region could be postponed. They were told it was not legally possible because there was no article in the Constitution allowing such a postponement for nationwide local elections, and that parliamentary elections could only be delayed under war conditions for a one-year period by Parliament.

The commanders reportedly said, "We will finish off the PKK in a year, so we will not have to bother about un-

safe elections." This discussion was heard immediately by the politicians and triggered a debate.

Officials of parties in Parliament said the situation in southeastern Turkey was a source of deep concern, but stressed it was unacceptable to delay the polls because of such reasons. Social Democrat People's Party (SHP) Erzurum deputy Ali İbrahim Tutu said the incidents in the region are of course rather sad but added the government has to create the conditions for safe elections. "We just cannot delay the local elections, because if we do we will have appointed mayors and municipal officials instead of elected people."

True Path Party (DYP) Hatay deputy Bestami Teke made a statement saying elections cannot be held under "just any condition." He said the DYP executive board will meet in September and decide on a party policy.

## Iraqi Kurds kill Iranian soldier and capture four

*Reuters*

**ANKARA-** Iraqi Kurdish guerrillas killed an Iranian soldier and captured four during an Iranian incursion against opposition exiles in northern Iraq about two weeks ago, a Kurdish spokesman said on Monday.

Safeen Dizayee, Ankara representative of the Kurdish Democratic Party, told Reuters Iranian forces pushed six km (four miles) into Iraq and had tried to set up a base near Chwarta, a town northeast of Sulaimaniya.

The target of the attacks was the exile Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDIK). Iran acknowledged for the first time on Sunday that its forces have pursued "counter-revolutionaries" and "bandits" into northern Iraq.

The Iraqi government in Baghdad lost control of Iraqi Kurdistan after the 1991

Gulf War. Dizayee said Iranian exiles had been based there for about a year.

"The PDKI has not posed any threat to the Iranians," he said. "It has not embarked on cross-border activities...It does not have the military power to operate against Iran."

Dizayee said the PDKI had told Iraqi Kurdish leaders it was ready to move away from border areas "if it became a burden." "It seems the PDKI understands our situation much better than the PKK does," Dizayee added, referring to the Kurdistan Workers' Party, which used bases in Iraqi border areas for attacks into Turkey until Iraqi Kurds joined forces with Turkey last year to drive them out.

He said Iranian artillery has been shelling across the border since the ground attack, driving some 2,000 civilians from their homes.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0244 4 I 0331 RFA /AFP-LB71

Allemagne-Turquie

Ankara accusé d'utiliser des chars allemands contre les Kurdes

BONN, 9 août (AFP) — Un responsable de l'Association turque des Droits de l'Homme a accusé le gouvernement d'Ankara d'utiliser des chars livrés par l'Allemagne pour combattre la résistance kurde dans le sud-anatolien, dans une interview lundi au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

L'armée turque utilise notamment des chars de type BTR-60 pour détruire des villages dans la région de Diyarbakir, a expliqué ce responsable indentifié par la FAZ comme M. Veznedaroglu.

Le gouvernement allemand a demandé lundi à son ambassade en Turquie de vérifier le bien fondé de ces informations, a indiqué un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Bonn a mis en garde à plusieurs reprises Ankara contre l'utilisation de matériels d'origine allemande dans des conflits internes, a-t-il ajouté.

Depuis mars 1993, les forces de sécurité ont détruit 108 villages pour priver le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) de tout appui dans la population et interpellé ses militants, a affirmé le porte-parole allemand.

Au total, 600 villages ont été détruits depuis le début de la rébellion du PKK en 1984. Ankara cherche visiblement à "assécher la mer pour attraper le poisson", a estimé M. Veznedaroglu, en accusant le gouvernement de diriger de plus en plus d'opérations contre la population civile.

En 1992, une révélation similaire avait provoqué une crise entre l'Allemagne et la Turquie. L'Allemagne, qui fournit depuis les années 1960 du matériel usagé à la Turquie dans le cadre d'un accord de l'OTAN, avait décidé en mars de suspendre l'intégralité de son aide militaire à Ankara de crainte qu'elle n'utilise ces armes contre la population kurde.

Bonn avait ensuite décidé en juin 1992 de débloquer ses livraisons d'armes après avoir obtenu d'Ankara l'assurance qu'elles ne seraient pas utilisées à l'intérieur du pays contre la minorité kurde.

vl/php/ms

AFP 091728 AOU 93

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

ECFO431 4 F 0131 FRA /AFP-RG40

Tourisme

Turquie: M. Bosson rappelle qu'il faut éviter la région de Diyarbakir

PARIS, 10 août (AFP) — M. Bernard Bosson, ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme a rappelé mardi aux professionnels du tourisme comme aux voyageurs qu'il était toujours "vivement déconseillé" de se rendre dans les provinces turques situées à l'est et au sud de Diyarbakir, toujours sous état d'urgence.

"Le reste du territoire turc n'est pas concerné par ce rappel des mesures de prudence et il n'y a pas lieu de renoncer aux voyages prévus pour cette destination" a ajouté le ministre dans un communiqué, exprimant également son "très vif soulagement" et sa "joie" au sujet de la libération des quatre otages français retenus depuis le 24 juillet par des rebelles kurdes.

hel/cv

AFP 101852 AOU 93



AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0152 4 I 0301 /AFP-CC25

Turquie-Kurdes-France

Les mesures de sécurité turques ont empêché la libération des six touristes, affirme le journaliste turc İsmet İmset

MUS (Turquie), 7 août (AFP) — Le journaliste turc İsmet İmset, un des médiateurs tentant d'obtenir la libération des six touristes, dont quatre Français, enlevés en juillet dans le sud-est anatolien par des séparatistes kurdes, a déclaré samedi que deux tentatives de libération avaient été "rendues impossibles par des mesures de sécurité prises par des forces de l'ordre turques".

L'agence de presse kurde Kurd-Ha, proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), avait accusé vendredi soir, citant un communiqué de la rébellion armée kurde, les autorités turques "d'empêcher la libération des touristes", qui selon elle, avait été programmée à deux reprises.

La délégation humanitaire de médiation poursuivra ses initiatives "jusqu'à une libération et une évacuation en toute sécurité", a déclaré M. İmset à l'AFP, à Mus (sud-est). Ce journaliste, rédacteur en chef du quotidien turc Turkish Daily News (TDN), s'était proposé comme intermédiaire au nom des familles pour obtenir la libération des touristes.

Les quatre touristes français avaient été enlevés par des militants du PKK le 24 juillet près de Tatvan (est) et les deux autres, une Australienne et un Britannique, le 5 juillet dans la même région.

"Notre but est d'effectuer jusqu'au bout cette mission (...) Nous allons rester dans cette région jusqu'à ce que les touristes soient libérés et évacués de la région en toute sécurité", a ajouté M. İmset.

La délégation humanitaire est composée du président de l'organisation française Médecins du Monde, Bernard Granjon, du président de la fondation des droits de l'Homme de Turquie, Yavuz Onen, et de M. İmset.

KG/sp

AFP 071254 ADU 93

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 7, 1993

## Turk Denies a Report on Hostages

ANKARA (AFP) — Confusion mounted Friday over the fate of six Western tourists held hostage by Kurdish rebels amid conflicting reports that two had been released.

The Turkish interior minister, Mehmet Gazioglu, was reported as saying the rebels had released two of the tourists in Van, in eastern Turkey. But shortly after the report was released by the semi-official Anatolian News Agency, the ministry denied it. A spokesman for Mr. Gazioglu said that the minister had only spoken of reports that some of the foreigners could be freed during the day.

At least six foreigners — four Frenchmen, an Australian and a Briton — are being held by rebels of the separatist Kurdistan Workers Party. They were seized on July 5 near the eastern town of Tatvan.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 11, 1993

## Kurds Free 4 Frenchmen in Turkey

ANKARA (Reuters) — Kurdish Workers Party guerrillas released four French tourists on Tuesday after holding them in the mountains of southeast Turkey for more than two weeks.

The four, Fernand Haron, 66, Michel Coudray, 52, Pierre Fix, 43, and Robert Audouin, 51, were set free on a road between the eastern towns of Tatvan and Van soon after midnight near the spot where the guerrillas seized them from a tour bus on July 24. Two hostages remain, David Rowbottom of Britain and Tania Miller, who has dual British-Australian nationality.



Un entretien avec le nouveau Premier ministre turc

# Tansu Çiller

## || L'Europe ne peut se limiter à être un club réservé aux chrétiens ||

Terrorisme islamiste et séparatisme kurde : la situation est explosive en Turquie. A Tansu Çiller, première femme à diriger un gouvernement turc de trouver rapidement une solution Elle veut en tout cas garder le « modèle laïc » de son pays et se tourner vers la Communauté européenne.

**GLOBE HEBDO / La nomination d'une femme comme Premier ministre dans un pays musulman a de quoi surprendre...**

**TANSU ÇILLER /** Mon objectif est l'an 2000. La Turquie a déjà beaucoup changé. C'est tellement vrai que j'ai été élue, moi, une femme, Premier ministre. Ces changements vont se poursuivre. Dans six ans, la Turquie sera l'espérance orientale de l'Europe.

**G. H. / Que craignez-vous le plus pour la Turquie ? Le terrorisme ou l'intégrisme ?**

**TANSU ÇILLER /** Nous devons nous opposer à tout ce qui transgresse la loi. Je ne fais pas de distinction entre le terrorisme et l'intégrisme. Les deux sont un danger.

**G. H. / Croyez-vous que la Turquie soit réellement menacée par l'intégrisme ?**

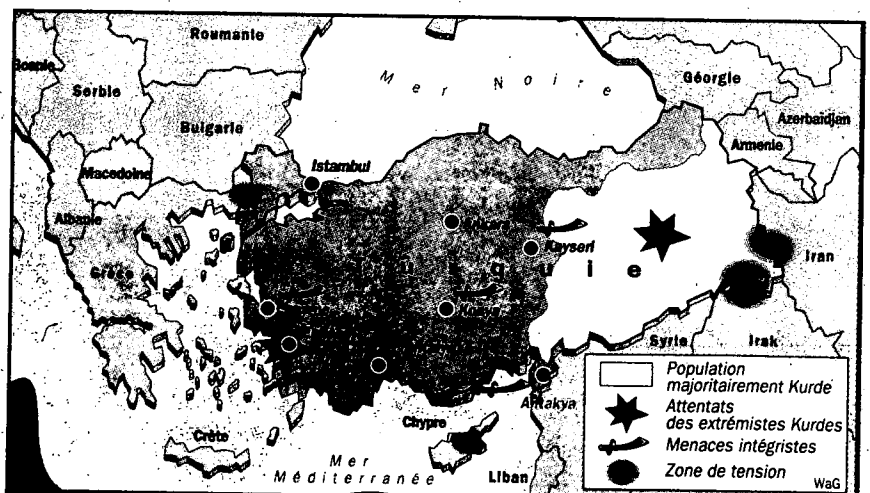
**TANSU ÇILLER /** Pour le moment, non. La Turquie est un pays laïc, qui constitue un modèle pour bien d'autres Etats, en particulier les républiques d'Asie centrale qui ont accédé à l'indépendance après la chute de l'Union soviétique. Leurs dirigeants nous ont d'ailleurs rendu visite et nous avons discuté avec eux de l'adaptation du modèle turc à la situation qu'ils connaissent actuellement.

**G. H. / Vous avez pourtant déclaré que vous avez hérité d'un pays au bord de l'embrasement...**

**TANSU ÇILLER /** Je l'ai dit. La menace aujourd'hui est constituée par des gens

qui assassinent des Kurdes et des Turcs, des mères et des enfants. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de prendre à bras-le-corps ce problème. J'ai signé un décret portant création d'un corps spécial, fort de 10 000 à 15 000 hommes.

**G. H. / La solution du problème kurde est-elle uniquement militaire ?**



### Turquie : un pays charnière

La démission de Çiller est prise en compte. D'un côté, les islamistes, qui multiplient les attentats, ont paralysé au passé récemment, quarante morts, pendant une semaine, les services de Samim Rıdvan. De l'autre, la campagne rebelle kurde est en train de s'intensifier, de 10%.

Globe Hebdo / 11 - 17 août 1993

TANSU ÇILLER / Les gens veulent vivre en paix. Si vous allez dans l'est du pays, les habitants vous diront qu'ils font partie de la Turquie. Nous pensons que défendre nos frontières est un droit que nul ne peut nous contester.

**G. H. / Le président Demirel vous a adressé une mise en garde. Croyez-vous être un obstacle pour lui ?**

TANSU ÇILLER / Non. J'appartiens au même parti que lui. Il m'a initiée à la politique. Nous allons collaborer. Cela ne signifie pas que nous soyons d'un même bloc. Il a des droits constitutionnels, moi aussi.

**G. H. / Votre véritable ennemi n'est-il pas votre propre parti ?**

TANSU ÇILLER / Absolument pas. Il m'a choisie comme Premier ministre.

**G. H. / Comment expliquez-vous alors que certains se seraient opposés à votre nomination ?**

TANSU ÇILLER / Je ne sais pas s'il y a une

conspiration car il faut tenir compte du fait que nous traversons une période difficile. Mais nous disposons d'un énorme soutien populaire. Jusque-là, les députés étaient habitués à voter les lois sans discuter. Nous sommes une démocratie et il est temps que chacun puisse s'exprimer.

**G. H. / Dans le passé, l'Europe considérait la Turquie comme son dernier rempart contre le communisme. Est-ce aujourd'hui son dernier rempart contre l'intégrisme ?**

TANSU ÇILLER / L'Europe a besoin de la Turquie. Elle constitue jusqu'à maintenant un club réservé aux chrétiens. Le jour où la Turquie fera enfin partie de la Communauté européenne et sera considérée comme sa limite orientale, ce jour-là elle jouera son rôle de rempart contre l'intégrisme.

© « El Pais » ■

Presse Océan — 11 août 1993

## IL REFUSE D'ÊTRE RECONDUIT A LA FRONTIÈRE

# Trois mois ferme

**NANTES.** — Muslüm Tan, âgé de 27 ans, est un jeune turque, d'origine kurde selon ses dires, qui a quitté son pays pour des raisons politiques. Il connaît la maçonnerie et travaille pendant deux ans chez un cousin après être entré illégalement sur le territoire national en 1989. En 1991, il décide de s'éloigner de Paris et se retrouve à Quiévin, une commune proche de Lorient.

Là, il s'éprend d'une jeune fille, Delphine Évano. Entre temps, il a entrepris des démarches pour pouvoir bénéficier de la protection des autorités dans le cadre des accords de la convention de Genève concernant les réfugiés politiques et bénéficie, à ce titre, d'autorisations provisoires de séjour.

Mais le couperet tombe en avril 1992, le cas de Muslüm Tan ne rentre pas dans le cadre de la convention internationale et par voie de conséquence, le préfet du Morbihan prend un arrêté de reconduction à la frontière. Nous sommes en juin 1992.

Arrêté dont le prévenu affirme par la voix de son conseil, M<sup>r</sup>. Boezec du barreau de Nantes, n'avoir jamais reçu la notification.

Saisissant l'imminence et l'importance de la décision administrative, la jeune Delphine et son ami, qui se voyaient très régulièrement chez les parents de la jeune fille, envisagent sérieusement le mariage, pensant ainsi régulariser la situation une fois pour toutes. Les choses semblent se bien passer, les bans sont publiés, une date est fixée, ce sera pour le 10 juillet 1993.

Le jour dit, Muslüm se présente donc, en costume de marié, à la mairie de Quiévin quand soudain les forces de l'ordre interviennent et procèdent à son interpellation. Le jeune Kurde ignore que le préfet, après avoir reçu un coup de téléphone anonyme laissant entendre qu'en fait, il s'agissait d'un mariage blanc, a décidé de faire exécuter l'arrêté d'expulsion qu'il avait pris plus d'un an auparavant.

Muslüm est mis en rétention administrative par arrêté préfectoral pour 24 heures. Passé ce délai, l'autorité judiciaire décide de transférer le prévenu au centre de rétention de Nantes pour une période de six jours. Passé ce délai, il devra être reconduit à la frontière, c'est-à-dire prendre l'avion pour la Turquie.

Le 16 juillet, la police de l'air et des frontières prend en charge le prévenu et le conduit à l'avion. Au pied de la passerelle, il refuse d'embarquer. Il tombe à ce moment sous le coup d'une nouvelle inculpation dans le cadre d'une procédure de flagrant délit qui est la cause de sa comparution en correctionnelle, hier, devant le tribunal de grande instance de Nantes.

Une trentaine de personnes du comité de défense de Muslüm Tan sont présents et assisteront à tous les débats jusqu'au prononcé du jugement.

M<sup>r</sup> Boezec, pour la défense, axera sa plaidoirie sur

l'amour qui unit les deux jeunes gens et sur l'illégalité des décisions préfectorales. L'une parce que les six jours de rétention s'arrêtaient le 15 juillet à minuit et que le prévenu n'a été présenté au pied de l'appareil qu'à 7 h le 16 juillet. Que d'autre part, l'ordonnance rectificative rédigée « sur un coin de table » ne peut être retenue. Qu'enfin le deuxième arrêté préfectoral est entaché d'illégalité.

Le procureur soutenant la thèse de la légalité des deux décisions administratives laissera, dans ses réquisitions, au tribunal le choix de la peine d'emprisonnement et demandera que soit appliquée la décision de reconduction à la frontière.

Après 45 minutes de délibération le tribunal a condamné Muslüm Tan à trois mois de prison ferme avec mandat de dépôt à l'audience sans interdiction de territoire, tandis que la jeune Delphine éclatait en sanglots.

Le condamné a dix jours pour faire appel du jugement.

gamk — 11 août 1993

# Le PKK libère avec panache les quatre touristes français

Le scénario était bien rodé. Le lendemain même de la parution, dans le quotidien turc pro-kurde "Ozgur Gundem", d'un reportage sur les quatre touristes français enlevés par des rebelles kurdes près de Tatvan le 24 juillet dernier (voir GAMK des 9-10 août 1993), quelques heures après le retour à Ankara d'une mission de médiation humanitaire qui avait sans succès pendant une semaine tenté d'obtenir leur libération, ceux-ci étaient retrouvés sur une petite route d'Anatolie orientale, sur les lieux-mêmes où ils avaient été enlevés. Les quatre touristes français, Robert Audouin (51 ans), Pierre Fix (43 ans), Michel Coudray (53 ans) et Fernand Haron (66 ans), ont été libérés dans la nuit de lundi à mardi par leurs ravisseurs près du village de Koruklu, où ils avaient été enlevés il y a 18 jours par des rebelles kurdes du PKK. Les quatre touristes, qui avaient été "choisis" par des rebelles kurdes parmi les passagers d'un bus effectuant un circuit dans l'est de l'Anatolie, auraient été ensuite pris en stop par un camion sur la route de Tatvan à Van et ils auraient été aperçus par des gendarmes à l'occasion d'un banal contrôle routier. Identifiés, les quatre hommes ont été transportés au poste de gendarmerie de Gevas, dans la même région, d'où ils ont été envoyés à la préfecture de Van pour y être entendus.

Pour le mouvement de guérilla kurde, l'opération est sans conteste un succès. Aux pays occidentaux, ils ont montré qu'ils n'étaient pas les "terroristes" et les "tueurs" que décrit Ankara, et qu'ils sont capables de tenir leurs engagements, même si l'enthousiasme était mitigé dans les chancelleries occidentales, puisqu'on était toujours sans nouvelle mardi des deux autres touristes, un Britannique et une Australienne enlevés le 5 juillet dans la même région et dont la libération était prévue en même temps que celle des Français, selon les communiqués des rebelles kurdes. À l'Ambassade de Grande Bretagne à Ankara, on se réjouissait de la libération des quatre Français, tout en

déplorant "qu'il n'y ait pas de développement" concernant le Britannique et l'Australienne. En libérant les Français, leurs ravisseurs kurdes du PKK, qui prétend détenir l'autorité sur le sud-est de l'Anatolie, aura ainsi prouvé que les Occidentaux, placés en état d'alerte avec cette série d'enlèvement, pouvaient se passer des autorités turques qui s'étaient engagées à libérer les touristes. Mieux, ils se sont fait un point d'honneur à désigner les forces de l'ordre turques comme les principaux obstacles à leur libération, comme l'avait d'ailleurs sous entendu la délégation humanitaire en annonçant qu'elle avait dû renoncer à un rendez-vous pour récupérer les touristes en raison de "l'attitude de la police spéciale turque qui l'a empêchée". Le PKK du même coup, a voulu prouver qu'il savait se montrer plus "magnanime" que les autorités turques, qui n'hésitent pas à envoyer en prison pour des années des Occidentaux, dont dernièrement un journaliste allemand, accusé d'avoir établi des contacts avec le PKK. Le PKK pour sa part, avait "accusé" les touristes de ne pas avoir demandé l'autorisation préalable de ses antennes en Occident avant de se rendre au Kurdistan turc.

Mais c'est surtout un véritable défi aux autorités turques qu'ont lancé les rebelles kurdes, à la

veille du 9ème anniversaire du déclenchement des hostilités contre les forces de l'ordre turques, le 15 août 1984. Et non sans un certain panache: après un mois de recherches vaines des forces de l'ordre turques, qui ont ratissé tout l'est de l'Anatolie, faisant au passage de nombreux morts parmi les rebelles kurdes, ceux-ci ont libéré les touristes français au nez et à la barbe des gendarmes turcs, à l'heure et au lieu qu'ils avaient choisis, soit, tout simplement, à l'endroit même où ils les avaient enlevés. Un choix délié, si l'on en juge aux premiers témoignages des touristes libérés, qui ont fait état de longues "marches commando" de nuit accompagnés de leurs ravisseurs dont ils n'auraient donc subi, pour seuls sévices, que ce "trekking" forcé dans les monts Taurus. Malgré ces déplacements constants, 18 jours durant, les rebelles kurdes ont donc tenu à ramener leurs prisonniers au point de départ pour les libérer...

Un terrible camouflet, un véritable pied de nez aux autorités d'Ankara, une démonstration de force aussi à destination du nouveau Premier ministre, Mme Tansu Ciller qui, dans des déclarations musclées, s'était engagée à mettre un terme définitif aux activités du PKK. Par cette opération hautement "publicitaire", les rebelles kurdes ont surtout tenu à démontrer qu'après les coups que leur avait portés l'armée turque, que ce soit dans leurs bases du nord de l'Irak ou en Anatolie, ils étaient toujours capables d'agir et de se déplacer à leur guise sur le territoire qu'ils revendiquent.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

AUGUST 12, 1993

## Kurds Free Last 2 Hostage Tourists

ANKARA (Reuters) — Kurdish rebels, ending a hostage-taking that has angered Western governments, released a Briton and an Australian in the wilds of southeast Turkey overnight, soon after setting four French tourists free.

David Rowbottom, a Briton, and his cousin Tania Miller, both 28, were kidnapped July 5 while on a cycling tour from Britain to Australia. They were freed in a forest and walked into a police station in the town of Guroymak at about midnight Tuesday.

"We're going on with the trip," Mr. Rowbottom said after they flew in from the eastern city of Van on Wednesday.

gamk — 11 août 1993

## Des chars allemands contre les Kurdes...

Un responsable de l'Association Turque des Droits de l'Homme a accusé le gouvernement d'Ankara d'utiliser des chars livrés par l'Allemagne pour combattre la résistance kurde dans le sud-est anatolien, dans une interview lundi au quotidien allemand "Frankfurter Allgemeine". L'armée turque utiliserait notamment des chars de type BTR-60 pour détruire des villages dans la région de Diyarbakir, selon ce responsable identifié par le quotidien allemand comme M. Veznedaroglu.

Ce n'est pas la première fois que de telles accusations sont lancées contre la Turquie; leur légitimi-

té ayant été prouvées l'an dernier, elles avaient causé un froid sensible entre Bonn et Ankara. Aussi le gouvernement allemand s'est-il empressé lundi de demander à son ambassade en Turquie de vérifier le bien fondé de ces informations, d'autant que Bonn avait mis en garde à plusieurs reprises Ankara contre l'utilisation de matériels d'origine allemande dans des conflits internes.

Depuis mars 1993, les forces de sécurité ont détruit 108 villages pour priver le PKK de tout appui logistique dans la population et pour interpellier ses militants, a ainsi affirmé le porte-parole allemand. Au total, 600 villages auraient été détruits depuis le début de la rébellion du PKK en août 1984. Ankara cherche visiblement à "assécher la mer pour attraper le poisson" a esti-

mé M. Veznedaroglu, en accusant le gouvernement turc de diriger de plus en plus d'opérations contre la population civile.

En 1992, une révélation similaire avait provoqué une crise entre l'Allemagne et la Turquie. L'Allemagne, qui fournit depuis les années 60 du matériel usagé à la Turquie dans le cadre d'un accord de l'OTAN, avait décidé en mars de suspendre l'intégralité de son aide militaire à Ankara de crainte qu'elle n'utilise ces armes, puisées dans le matériel de l'ex-RDA, contre la population kurde. Bonn avait ensuite décidé en juin 1992 de débloquer ses livraisons d'armes après avoir obtenu d'Ankara l'assurance qu'elles ne seraient pas utilisées à l'intérieur du pays contre la minorité kurde.

Le Monde — 11 août 1993

### En Turquie

# Les quatre otages français détenus par le PKK ont été libérés

Les quatre touristes français détenus en Turquie depuis le 24 juillet par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - Pierre Fix, quarante-trois ans; Michel Coudray, cinquante-deux ans; Robert Audoin, cinquante et un ans et Fernand Haron, soixante-six ans - ont été libérés durant la nuit du lundi 9 au mardi 10 août dans la province anatolienne de Van.

ISTANBUL

de notre correspondante

Selon Pierre Fix, l'un des otages, que nous avons pu joindre dans son hôtel à Van, la libération a eu lieu en trois ou quatre étapes, des « sauts de puce » le long d'une piste de montagne. Les quatre hommes ont ensuite été transférés par véhicule jusqu'à la route principale, près de l'endroit où ils avaient été interceptés à un barrage routier du

PKK. « Nous avons été largués en pleine nature, à 90 kilomètres de Van, vers minuit et demi », a déclaré M. Fix. Deux camionneurs qui passaient les ont rapidement trouvés et amenés au poste de gendarmerie le plus proche.

M. Fix et ses compagnons se sont déclarés « euphoriques ». Les quatre otages avaient été informés il y a quatre ou cinq jours de leur libération prochaine, mais n'étaient pas au courant des efforts de médiation déployés par un journaliste turc, Ismet Imset, du *Turkish Daily News*, l'organisation Médecins du monde et la Fondation turque pour les droits de l'homme.

Après avoir obtenu l'accord de principe du PKK pour la libération des six otages - les quatre Français ainsi que l'ingénieur britannique et son amie australienne, - la délégation s'était rendue dans le Sud-Est anatolien. Les conditions de sécurité et la présence, peut-être pas fortuite, des forces de l'ordre dans les zones désignées par le PKK pour le transfert des prisonniers,

avaient forcé les médiateurs à abandonner leurs efforts et à quitter la région lundi, après plusieurs tentatives de contact.

### Traités « avec prévenance »

Les quatre touristes sont évidemment épuisés, ayant souffert de la soif au cours de « marches harassantes dans la rocaïlle et les charbons, de nuit ». Robert Audoin, qui devait subir une opération du pied prochainement, « a très bien tenu le coup à tel point qu'il se demande si l'opération est nécessaire », a déclaré M. Fix. C'est avant tout de fatigue mentale que les quatre hommes souffrent, après deux semaines d'émotions fortes et d'espoirs déçus. « Personnellement, j'ai eu des moments de bas très durs », a avoué M. Fix.

Les quatre hommes ont cependant été traités « très correctement, avec prévenance » par leurs ravisseurs, avec lesquels ils communiquaient par signes. Par la suite, ils

avaient établi un petit lexique qui leur permettait d'échanger quelques mots avec les combattants kurdes. La nourriture « à laquelle nous estomacs et nos papilles n'étions pas habitués » était plutôt « sommaire ». Après la première semaine, la responsabilité des otages a été confiée à un groupe « plus primitif, plus rude, plus guerillero », avec lequel le contact s'est avéré plus difficile.

De temps à autre, les otages étaient autorisés à écouter la radio, mais la réception était mauvaise dans les vallées encaissées où leur groupe se cachait.

Pour les trois épouses, Ginette Coudray, Josette Audoin et Paulette Haron qui se trouvent encore à Ankara, ainsi que pour les parents de Pierre Fix en France, la longue attente est désormais terminée. Les quatre hommes sont attendus à Ankara en début d'après-midi et ils seront rapatriés rapidement.

NICOLE POPE

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0221 4 I 0217 TUR /AFP-VK46

Turquie-Kurdes

743 personnes tuées lors des trois derniers mois dans le sud-est anatolien

ANKARA, 11 août (AFP) — 743 personnes, dont 443 séparatistes kurdes et 300 civils, ont été tuées au cours d'attaques rebelles et d'opérations de représailles de l'armée turque depuis 10 mai dans le sud-est anatolien, a annoncé mercredi à Van (est) le super-préfet de Diyarbakir, Unal Erkan.

Ces opérations ont en outre fait 297 blessés, dont 10 rebelles kurdes, selon M. Erkan, cité par l'agence turque Anatolie, qui s'exprimait devant la presse avant une réunion consacrée à la lutte contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste)

M. Erkan, chargé de la coordination de la lutte contre le PKK, n'a pas donné de bilan des victimes dans les rangs des forces de l'ordre turques.

Par ailleurs, 38 membres présumés du PKK, qui préparaient "des activités sanglantes à Istanbul le 15 août" à l'occasion du neuvième anniversaire de la rébellion kurde contre Ankara, ont été arrêtés lors d'opérations policières, a annoncé mercredi la préfecture de police d'Istanbul.

L'insurrection du PKK dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait quelque 7.000 morts (rebelles, civils, militaires et policiers) en neuf ans.

ce/ber/ms

AFP 111535 AOU 93

## Libération de deux autres touristes détenus par le PKK

Avec quelques heures de décalage sur le calendrier prévu et annoncé par le PKK, les deux autres otages détenus depuis plus d'un mois par les rebelles kurdes, un Britannique et sa cousine australienne, ont été libérés dans la soirée de mardi. L'ingénieur David Rowbottom et Tania Miller, tous deux âgés de 28 ans, qui avaient été capturés le 5 juillet par des guérilleros du Parti des Travailleurs du Kurdistan au cours d'une randonnée cycliste dans les montagnes de la région de Tatvan, devaient être libérés en même temps que les quatre touristes Français enlevés dans la même région le 24 juillet dernier et libérés dans la nuit de lundi à mardi. Une erreur de synchronisation, due selon certaines sources, à des dissensions internes au sein de la rébellion kurde, dont deux groupes différents gardaient en captivité les touristes.

Différée de près de 24 heures, leur libération a finalement eu lieu, mettant un terme au suspense. Le gouvernement britannique, tout en gardant son optimisme, avait montré des signes d'impatience mardi et avait réclaté une nouvelle fois la "libération immédiate et inconditionnelle" des deux touristes. Un porte-parole du Foreign Office a indiqué que M. Row-

bottom et Mlle Miller, qui étaient attendus à Ankara mercredi, étaient "très fatigués", mais "en bonne santé" et "ravis d'être libérés".

Reste le cas d'un autre touriste, autrichien celui-là, qui avait été enlevé il y a une dizaine de jours plus à l'ouest, dans la région de Sivas. Le cas de ce touriste, qui voyageait seul dans l'est de la Turquie et dont l'enlèvement avait été également attribué au PKK, n'a cepen-

dant jamais semblé relever de l'affaire des six touristes. Le PKK dans son communiqué, avait d'ailleurs annoncé la libération simultanée des quatre Français, du Britannique et de l'Australienne, sans évoquer la libération de l'Autrichien, ce qui tendra à signifier que cet autre enlèvement, qui suscite un mutisme étrange de part et d'autres, et bénéficiant d'un traitement séparé, pourrait conduire vers d'autres pistes.

## TURQUIE

# Assassinat d'un journaliste d'un journal pro-kurde

Un journaliste du quotidien pro-kurde Ozgur Gundem, enlevé le 28 juillet à Bitlis (est), a été retrouvé assassiné le 2 août au bord d'un lac près de Sivrice, province de Elazig, à 250 km à l'ouest du lieu d'enlèvement, a annoncé ce journal dans son édition de mercredi. Selon le quotidien, le corps de Ferhat Tepe, âgé de 18 ans, - fils du président local à Bitlis du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP)- a été trouvé par une patrouille de la gendarmerie turque. Le corps de Tepe, mort noyé, portait des traces de coup sur le cou, selon le quotidien. Le journal a tenu responsable de l'assassinat de Tepe un groupe de "contre-guérilla turque", opérant contre la rébellion armée kurde dans le sud-est anatolien.

L'enlèvement de Ferhat Tepe avait été revendiqué le 29 juillet par une organisation inconnue, "Unité turco-ottomane de vengeance", pour protester contre les "assassinats" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Cette organisation avait alors demandé également la libération des quatre touristes français enlevés le 24 juillet près de Tatvan et relâchés dans la nuit de lundi à mardi par la rébellion kurde. Par ailleurs, le journal a annoncé mercredi dans un communiqué parvenu à l'AFP "être sans nouvelles" depuis samedi d'une de ses correspondantes, Ayse Ikac, âgée de 22 ans, qui, selon lui, a été placée en garde à vue par la police d'Istanbul.

12 AOUT 1993

gank

LIBERATION — 12 août 1993

TURQUIE

# Libération des derniers touristes retenus par le PKK

**Au moment où les otages français arrivaient à Paris, un Britannique et une Australienne étaient relâchés.**

Après la libération hier de deux touristes, un Britannique et une Australienne, détenus par le PKK (Parti des travailleurs kurdes), tous les étrangers otages de ce parti séparatiste ont été relâchés. La veille, le PKK avait libéré quatre touristes français après dix-huit jours de détention.

David Rowbotham et sa cousine, Tania Miller, âgés de 28 ans, avaient été capturés le 5 juillet alors qu'ils effectuaient le tour du monde à bicyclette. Le parti kurde, qui prône la lutte armée, a affirmé qu'ils auraient dû être relâchés en même temps que les quatre

Français. Selon le Foreign Office, les deux derniers otages devaient être détenus « par un autre groupe et dans un autre camp », et leur libération semble avoir causé des frictions au sein du mouvement séparatiste. Les deux touristes qui sont arrivés hier à Ankara ont déclaré avoir vécu « des journées difficiles » : « Nous avons dû faire des marches nocturnes » dans les montagnes « sans savoir où nous allions », ont-ils expliqué.

Londres, tout en remerciant les autorités turques pour leur coopération dans la libération des otages, a conseillé aux Bri-

tanniques de ne pas voyager dans l'est de la Turquie, où s'affrontent l'armée turque et les rebelles séparatistes kurdes.

Pierre Fix, Michel Coudray, Robert Audoin, Fernand Haron, les quatre touristes français libres depuis mardi, sont rentrés en France hier après-midi. Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, et le ministre délégué aux Affaires européennes, Alain Lamassoure, qui les attendaient à leur descente de l'avion, leur ont remis un message de François Mitterrand : « Je me réjouis de l'heureuse issue de l'épreuve que vous venez de subir », écrivait le Président.

Des militants kurdes étaient présents à l'aéroport de Villacoublay. Ils ont souhaité la bienvenue à « leurs invités » avec des fleurs.

Les quatre touristes français ont déclaré qu'« ils ne s'étaient jamais sentis menacés » et « n'avaient à aucun moment été maltraités ». « Nous avons été traités avec respect et parfois même avec délicatesse », a souligné Michel Coudray. Les ex-otages, qui n'ont pas

donné de précisions sur leurs conditions de détention, ont simplement précisé qu'ils avaient fait « neuf étapes pendant les deux semaines de détention ». « Nous avons marché deux nuits, parfois pendant sept à huit heures pour éviter les hélicoptères turcs », ont-ils précisé.

Par ailleurs, le quotidien pro-kurde *Ozgun Gundem* a annoncé hier l'assassinat d'un de ses journalistes, enlevé le 28 juillet à Bitlis, à l'est du pays. Une organisation inconnue, dénommée « *Unité turco-ottomane de vengeance* » avait revendiqué sa capture en signe de protestation contre les « assassinats » du PKK. Ce groupe avait aussi revendiqué la libération de quatre touristes français.

Pendant ce temps, les affrontements se poursuivent dans le Sud-Est anatolien, à majorité kurde, où l'état d'urgence dure depuis 1987. L'insurrection du PKK et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait quelque 7000 morts (rebelles, civils, militaires et policiers) en neuf ans.

D'après AFP

LE MONDE — 12 août 1993

## La Turquie sans politique kurde

L'AFFAIRE des six otages détenus dans l'est de la Turquie par les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et libérés, mardi 10 août, replace au premier plan — ce que souhaitaient sans doute les ravisseurs — la question kurde, cette épine fichée dans le pied du nouveau premier ministre d'Ankara, Tansu Ciller.

Au début du printemps pourtant, face à une situation militaire de plus en plus précaire, le dirigeant du PKK Abdullah Ocalan avait annoncé un cessez-le-feu unilatéral. Malgré la crispation d'une large partie de l'opinion turque, et surtout de l'armée, les autorités avaient donné l'impression de vouloir assouplir — trop timidement certes — leur position. Mais, le 24 mai, un massacre de soldats désarmés sonnait le glas de ces fragiles espoirs.

DEPUIS, la guerre a repris, encore plus cruelle. Le PKK a franchi un nouveau degré dans le terrorisme en s'en prenant non plus seulement aux soldats et aux « protecteurs de villages » — miliciens pro-gouvernementaux — mais aussi aux femmes et aux enfants. Quant à l'armée, elle brûle des villages : la population kurde, prise entre marteau et enclume, souffre toujours davantage.

Sous la menace permanente d'une offensive décisive des forces armées, qui espèrent toujours l'« éradiquer » sur le terrain, le PKK a choisi de lancer une contre-offensive médiatique. La vague de prises d'otages dans des consulats turcs en Europe, le 24 juin, a marqué de façon spectaculaire le début de cette phase. Les séparatistes kurdes ont accentué la pression en s'en prenant aux intérêts touristiques turcs. Ils s'assurent ainsi un large écho international tout en fragilisant un secteur économique vital. Mais, en exerçant des violences sur les touristes, ils ne font que desservir leur cause, et s'allient un peu plus les gouvernements des pays occiden-

taux où ils ont leurs bases arrière.

POUR M<sup>me</sup> Ciller, le problème reste entier : la voie militaire est pavée de sang et de sacrifices. D'autant que chaque victoire des armes risque de pousser le PKK à faire pression sur d'autres terrains. En outre, cette question continue de peser sur les relations de la Turquie avec l'Europe.

Un règlement politique serait évidemment une bien meilleure solution. M<sup>me</sup> Ciller semble admettre, plus nettement que ses prédécesseurs, que les Kurdes forment une minorité avec ses problèmes spécifiques. Mais, outre le fait que le sang

versé rend chaque jour un peu plus difficile une telle solution, le premier ministre n'est pas parvenu jusqu'à présent à formuler clairement sa politique kurde.

Pour ne rien arranger, la Turquie se trouve dans une situation économique toujours très difficile : le déficit budgétaire atteint 15 % du PIB et l'inflation a encore augmenté pour atteindre plus de 70 % en rythme annuel. S'y ajoute le fait que le nouveau premier ministre s'est aliéné les caciques de son parti de la *Juste Voie* en les éliminant de son gouvernement et en promettant de vigoureuses réformes économiques. Le chemin de M<sup>me</sup> Ciller promet d'être particulièrement difficile.

TURQUIE : après les otages français

## Les deux touristes anglo-saxons ont été libérés par les séparatistes kurdes

Vingt-quatre heures après les quatre touristes français détenus dans l'est de la Turquie (le *Monde* du 11 août) par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Tania Miller, l'infirmière australienne, et David Rowbotham, l'ingénieur britannique, ont été libérés au cours de la nuit du mardi 10 au mercredi 11 août, dans des conditions similaires, dans la région de Tatvan. Dans un communiqué, le gouvernement français, qui s'était félicité de la libération

des otages français et avait remercié les autorités turques, a « réitéré sa totale condamnation de toute forme de terrorisme et sa dénonciation de toute prise d'otages ».

ISTANBUL

de notre correspondante

En route pour un tour du monde à bicyclette, les jeunes gens avaient été enlevés, le 5 juillet dernier, près du mont Nemrut. Peu après minuit, ils ont été abandonnés dans une forêt par leurs ravisseurs, qui leur ont indiqué le chemin jus-

qu'à la route principale. Un véhicule qui passait les a amenés jusqu'au poste de police le plus proche. Tout comme les quatre Français, ils devaient se rendre à Van dans la matinée de mercredi et y prendre l'avion pour Ankara dans l'après-midi. Le PKK espérait à la fois attirer l'attention de la communauté internationale sur sa cause et porter un coup à l'industrie du tourisme turc en enlevant ces touristes.

### Tensions au sein du PKK

L'heureux dénouement de cette prise d'otages, après des semaines de tension, ne peut cependant pas faire oublier les souffrances causées à ces touristes innocents et à leurs familles. Les Français libérés mardi ont retrouvé leurs épouses à Ankara.

Un examen médical a confirmé que leur santé n'avait pas été affectée par les conditions de leur

The European — August 13, 1993

détention. Ils ont célébré leur libération au cours d'un repas à l'ambassade de France. Les quatre hommes ont déclaré qu'ils souhaitaient revenir en Turquie.

L'ambassadeur de France à Ankara, François Dopffer, a recommandé à tout touriste se rendant en Turquie d'éviter la zone où ont lieu les opérations militaires et surtout de ne pas voyager de nuit. M. Dopffer a souligné que le gouvernement français n'avait eu aucun contact avec les ravisseurs. C'est à la demande des familles que M. Ismet Imset, du *Turkish Daily News* et l'organisation Médecins du monde avaient déployé des efforts de médiation.

Les contacts des médiateurs avec le PKK et les divers communiqués publiés par les représentants européens du PKK au sujet des otages - parfois contradictoires - ont également révélé la complexité de l'organisation séparatiste. Le nom d'Abdullah Ocalan, jusqu'ici dirigeant incontesté du mouvement, n'a pas été mentionné en relation avec la prise d'otages, alors que celui de Cemil Bayik, commandant de l'ARGK - la branche armée du PKK - était fréquemment cité. Ce développement tend à confirmer les rumeurs de tension au sein du PKK, rumeurs qui avaient commencé avec l'attaque de Bingöl le 24 mai dernier. Cette opération,

qui avait causé la mort de plus de 30 soldats turcs et avait mis fin au cessez-le-feu du PKK, semblait avoir été lancée sans l'approbation d'Abdullah Ocalan et avait fourni les premières indications d'une politique divergente parmi les séparatistes kurdes.

La Turquie semble également à la recherche d'une nouvelle politique. Selon l'agence Reuter, 1 015 personnes ont trouvé la mort dans le Sud-Est anatolien depuis la fin du cessez-le-feu. Pour reprendre le contrôle des opérations dans la région, dominée par l'armée, Tansu Ciller, le nouveau premier ministre, a récemment annoncé une augmentation du nombre des membres des « forces spéciales », des unités de commando placées sous la responsabilité du ministère de l'intérieur qui seront entraînées spécialement pour lutter contre les séparatistes kurdes.

Dans le Sud-Est, les opérations se poursuivent. Huit personnes ont trouvé la mort mardi lorsque le PKK a ouvert le feu sur un minibus. Par ailleurs, un correspondant du quotidien pro-kurde *Ozgür Gundem*, M. Ferhat Tepe, âgé de dix-neuf ans, enlevé récemment, a été retrouvé mort lundi. C'est le sixième correspondant de ce quotidien tué dans des circonstances mystérieuses depuis mai 1992.

NICOLE POPE

## Kurd rebels send a sign of hope to hostages

FOUR Frenchmen held captive by Kurdish guerrillas for more than two weeks in the mountains of southeast Turkey were released on Tuesday. Their release raised hopes that freedom might be close for two other foreign tourists, a Briton and an Australian, kidnapped by the Kurdistan Workers' Party (PKK) on 5 July.

Pierre Fix, 43, Michel Coudray, 52, Robert Audouin, 51, and Fernand

Haron, 66, were found on a road between the eastern towns of Van and Tatvan after midnight, a French diplomat said. "They are in good physical and psychological condition, but a bit shocked and very tired. They had to walk a lot," he said.

Coudray said their captors had not mistreated them but that he felt emotionally exhausted and needed a bath.

British and Australian diplomats said they hoped that the release of the Frenchmen heralded freedom for the Australian Tania Miller and her British cousin David Rowbottom, both 28.

The release ended a ten-day mediation effort by Ismet Imset, a reporter for the English-language *Turkish Daily News*, French doctor Bernard Granjon, of the Paris-based relief agency Médecins du Monde, and Yavuz Onen, of the Turkish Human Rights Foundation.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0298 4 I 0190 TUR /AFP-EL26

Turquie-Kurdes

Huit rebelles kurdes et un officier turc tués dans le sud-est de la Turquie.

ANKARA, 12 août (AFP) - Huit rebelles kurdes et un sous-lieutenant turc ont été tués lors d'accrochages dans le sud-est de la Turquie au cours des dernières 24 heures, a-t-on annoncé jeudi de source officielle.

Six rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors "d'opérations effectuées par des forces de l'ordre près de Savur et Dargecit" (province de Mardin), selon un communiqué de la "préfecture régionale de l'état d'urgence" qui coordonne la lutte contre le PKK. Un sous-lieutenant a été également tué lors de ces accrochages.

Par ailleurs, deux membres d'un groupe du PKK qui tentait de s'infiltrer en Turquie en traversant la région frontalière turco-irako-syrienne de Silopi (province de Sirkak) ont été tués dans la nuit de mercredi à jeudi, selon le communiqué.

L'insurrection du PKK dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait quelque 7.000 morts (rebelles, civils, militaires et policiers) en neuf ans.

KG/mr/jcf

AFP 121751 ADU 93



Saturday, August 14, 1993

turkish daily news

## PKK: Number one in narcotics smuggling

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Sources close to Belgian Interpol, relying on an Interpol report, stated that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was mentioned more frequently each day for involvement in international heroin and cocaine smuggling, the Anatolia news agency reported on Friday.

The report stated that about 25 tons of heroin per year is smuggled into the Netherlands, Belgium and Germany, adding that only 5 or 10 percent of this amount is ever seized. One hundred nineteen Kurds holding Turkish passports have been arrested since 1992 in western Europe, security officials said, adding that there was evidence that those arrested worked for the PKK.

The Interpol report explains that the PKK was not only involved in smuggling heroin and cocaine, but was also extorting money from Turkish businessmen and companies in western European countries. Turkish businesses have asked security officials for protection. In Belgium, 10 PKK members were arrested for extortion.

Interpol said that most of the money earned from the drug trafficking was used to buy weapons, adding that the PKK

also invested money in other illegal activities.

Sources stated that the PKK partnered with Colombian cocaine smugglers after establishing Turkish companies in former East bloc countries.

The cocaine was sent from Colombia to Baltic seaports in Poland, and then transferred to Turkish licensed trucks in the Czech and Slovak republics. These same trucks have also delivered cocaine from Germany to other European countries. The report points out that the PKK, with its established companies in Europe, uses a route through the Balkans, crossing Hungary and Bulgaria.

Interpol has received evidence in recent months linking the PKK and Colombian mafia in drug smuggling operations, stating that 93 percent of the narcotics traffic was under PKK control. Officials stated that a huge amount of money, earned from heroin smuggling, has been transferred from Belgian banks to banks in Turkey.

Interpol reports indicated that more than 200 Turks were arrested for heroin smuggling in European Community (EC) countries, adding that most of them came from the Southeastern area of Turkey.

## No news of missing journalist

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Administrators of the pro-Kurdish Özgür Gündem newspaper and Turkish human rights activists are worried that one of the newspaper's correspondents, reported missing nine days ago, may have been kidnapped by security forces and could be dead.

Aysel Malkaç disappeared last week after walking out of the newspaper's bureau in Istanbul and has not been heard from since.

The newspaper's editor-in-chief, Gurbetelli Ersöz, spoke to the deputy governor of Istanbul, who rejects the theory that Malkaç was detained by plainclothes policemen, a theory reported in Gündem.

Meanwhile, the London-based orga-

### ■ Friends fear Malkaç may have been killed

nization, Amnesty International, and the watchdog group, International PEN, have shown interest in the issue and have asked for information on Malkaç's disappearance as well as the killing of journalist Ferhat Tepe this week. Tepe, a Bitlis correspondent for the same newspaper, was abducted earlier this month and was found dead in neighboring Elazığ province. The newspaper has said he was tortured. A brief autopsy showed that he drowned. Tepe's father, İshak, claimed earlier that after the abduction, the commander of the armored division in Tatvan called him and demanded one billion

liras. A statement issued on behalf of the illegal Turkish-Ottoman Revenge Regiment, an anti-Kurd extremist organization, claimed responsibility for the abduction and demanded, in exchange for Tepe's release, the release of four French tourists held by Kurdish separatists. The tourists have since been freed. Locals believe the organization is nothing more than a smoke-screen for local security forces, accused in the past of acting like death squads using the cover of the Kurdish Hezbollah organization.

Including Tepe, a total of 14 pro-Kurdish journalists have been killed in Turkey since a coalition led by the True Path Party (DYP) took office after the October 1991 elections.



# PEOPLE

*A Kurdish building worker in Ankara*

# Only death comes to us in this country

■ 15 AUGUST 1993  
TURKISH DAILY NEWS ON SUNDAY

By Emre Gökalp

He is a workman. He is a Kurd and living in the capital of a country where the clashes between the government troops and the militants of the Kurdistan Workers' Party (PKK), who claim to represent the struggle for the independence of the Kurdish people, are ongoing, where dozens of people are killed every day, and where each Kurd is regarded as a potential criminal or worse, a terrorist.

But, he loves Istanbul as much as he likes Diyarbakır. He loves Turks as much as he likes Kurds. He likes Turkish folk music as much as he likes Kurdish folk music. And, he dislikes the PKK's policy as much as he dislikes the policy of the Turkish state.

He, whose uncle had been killed by a "counter-guerilla" in the Southeast, is a Kurd who has strived to "live" in Ankara for the past ten years. More to the point, he was forced to leave the Southeast for work. A Kurd who will be married to a Turkish girl soon. A Kurd, who no matter how pessimistic or depressed he is, always tries to look to the future with optimism, and never loses his dream of a calm and peaceful Turkey.

We use the term Kurd, because he may see himself as just an ordinary person, or may have nothing to do with any illegal activity whatsoever, he is still a Kurd, and one who is living in a metropolis and who does not like his Kurdish

building-worker identity highlighted, and objects to being identified.

"If I am killed, no one will ask the reason behind my death. Why? Because I am a Kurd. I am a potential criminal and terrorist," he says.

"Unfortunately," he adds "we are now regarded as the enemy of the Turkish nation. The state and its ideological apparatus, including the colored press and TV stations, try to label us as potential enemies."

He says he is not the only one under pres-

sure from the state since the Kurdish nation has been under pressure. "My grandfather was under pressure 50 years ago. My uncle was under pressure 10 years ago. I am now under pressure," he adds. He is concerned by the ever growing tendency to present Kurds as the enemy and of the creation of animosity between the Kurds and the Turks.

"We are now faced with the danger of polarization with Turkish people with whom we have been living shoulder to shoulder with for years. There has been no problem between Turks and Kurds in Turkey. We have lived like brothers," he says.

"I have more Turkish friends in Ankara than Kurdish. But now, certain circles are uncomfortable about this friendship and try to obstruct it with some artificial provocations."

On the subject of the PKK, he adamantly says he does not approve of the organization, but adds it did not just appear from now-here, it was formed as a reaction to an age-long policy of oppression and pressure.

"The PKK has appeared as a result of violence and pressure-politics from the Turkish state. In this sense, it is a counter-movement. Why do most of the Kurdish people support the PKK? For years Kurdish people could not speak their own language, nor could they sing their Kurdish songs. Their culture has been assimilated by the official ideology of the Turkish state."

"Thousands of Kurdish people have been tortured, thousands have been killed. These are all answers to the question," he adds.

He cannot understand how, on the one hand, the Turkish state says it recognizes the Kurdish reality, and on the other hand, it forms "a nationalist army," as well as deploying security forces, including commandos and special crack teams, to the Southeast.

"In war, a bullet does not have an address to go to," he says when we ask about PKK attacks against civilian populations. "I do not approve of the PKK. I do not support the actions of the PKK, but I do not approve of the actions of the state, either."

He backs the territorial integrity of this country. "If my grandfather gave his life for the land of this country in World War I, it is my natural right to live in this country. I like Istanbul as much as I like Diyarbakır," he says.

"To me, violence, including that of the state and of the PKK, cannot solve the problem. If there is a democracy in this country, the Kurdish problem should be solved within the framework of democracy and with peaceful methods."

What is his opinion for a solution to the Kurdish issue? His answer is sharp, clear and to the point. "The removal of human rights violations," he says.

To him, "If the Turkish state takes concrete steps, recognizes Kurdish cultural rights, stops seeing every Kurd as a potential criminal, and ends military pressure to solve the question, the problem will solve itself."

On the other hand, the problem is not just a national and regional question, he believes, but to him, in Turkey, there is also the problem of social class, the relationship between the oppressed and the oppressor. The Kurdish problem is just the reflection of these problems.

"In Turkey, the problem is not only the Kurdish problem. There has been a class struggle in this country. There has been a labor-capital contradiction in Turkey. Maybe the Kurdish problem was just a camouflage. An attempt by the state to artificially cover up the economic crisis, the growing gap between the upper and lower classes."

Neither the PKK, nor the state, he is "in between two lakes," as the Turkish saying goes. A Kurd living in Ankara ... He is just a building worker, who is in no position to have a say in the matter. He expresses his feelings through music and songs. "Only death comes to us in this country," he sighs. He can play the saz, guitar and keyboard, but he especially likes playing the guitar.

"At first," he says, "my Kurdish friends found it strange. But, my understanding of music is universal, not national."

*Abmet Cem Ersever:*

# PKK finished if contained in Botan

If the PKK is contained in the area it calls Botan and segments of the area are cut off from one another, then, despite their freedom of action behind the lines and support from abroad, internal degeneration and conflict will surely occur in those contained areas.

Here are the methods to fight the PKK: An organization of professionals must be set up, an organization which is able to deal with terrorism, which enjoys requisite legal powers, and which has authority to conduct operations and engage in intelligence work internally and internationally. Furthermore, it must be able to drag before the judge those chiefs who manipulate and order terrorists from abroad.



## By Hayri Birler

**T**he TDN previously published an interview with Ahmet Cem Ersever, a former major who tendered his resignation while serving as commander of the Gendarmerie Intelligence Unit Command owing to his dissatisfaction with the way the Turkish Army's fight against the PKK was being fought. The interview contained his idiosyncratic views on the organization and its ties with foreign powers. Now Ersever offers his opinions as to how the war against the PKK must be fought.

**If it were not for the locals' support for the PKK, things wouldn't surely be as they are now. How much backing does the PKK enjoy in areas where it is active?**

"In such provinces as Gaziantep, Kahramanmaraş, Adiyaman, Malatya, Elazığ, and Şanlıurfa where Kurds are the majority, even Kurdish-speaking locals are part of the Turkish national identity thanks to the fact that they have gone through a cultural, political, social, and economic transformation. So therefore a solution is in the offing in such areas. It would be too much to say that even a potential threat of Kurdish secessionism exists there. As long as the locals there do not feel forsaken by the state, they will not follow adventurist Kurdish policies. Only faced with inconsistent state conduct, they will bow before terrorist activity and might even help it strengthen and spread. In that case, those that resist it against all odds will have to leave the region for good."

**How do you assess the situation in the East?**

"In Tunceli, Erzincan, Erzurum, Kars, and Ağrı the picture is a complicated one. Potential Kurdish separatism is not that strong, but it is also true that the total eradication of the traces of past uprisings has not been possible. If the state influence in such provinces is kept intact, the PKK threat is not such a big deal. But as PKK terrorist activity is strong, the danger posed by Kurdish secessionism grows. If we consider provinces further south in the region, we find that in Bingöl, Muş, Bitlis, Van, and Diyarbakır the threat of Kurdish nationalism is strong and subject to foreign influence. In case these provinces are kept under strict control, very good, no problem. They will adapt themselves to be part and parcel of our national identity -- though belatedly and in a difficult way. The solution of the problem is possible with short-term military measures and long-term economic, social, and cultural measures."

**Would you say the same of five provinces within the triangle formed by Syria, Iraq, and Iran?**

"No. The sovereignty of the Turkish state over the last 70 years in Siirt, Batman, Şırnak, Mardin, and Hakkari has only been a superficial formality. Nothing like a common culture, common political and social goals, nor economic coordination is possible there. The locals there are under foreign influence and seem to have opted for a separatist solution, which has been supported by the example of (northern Iraqi Kurdish leader Masoud) Barzani's nationalist struggle. Purging the locals of Kurdish nationalism and their subsequent inclusion as part of the Turkish identity is no easy feat to accomplish. Yet is it not impossible. If a decent way of life is offered to these people who are likely to reach a dead end in case PKK terrorism is eliminated, it will be possible in the long run to suppress secessionist thought in these provinces."

**The area has been hard hit by PKK terrorism. Taking this into account, along what lines would you suggest the fight against the PKK should be fought?**

"The PKK has named the region comprising Şırnak, Hakkari, Siirt, Mardin, Bitlis, and Van the "State of Botan" and made it into the focal base of separatist guerrilla

activity against the Turkish state which has only a superficial sovereignty over the area. Up until 1989, it tried to "free" the region from the state at whatever cost. The importance of the region stems from its proximity to northern Iraq and northwest Iran as well as its convenience for terrorist activity. Passage to northern Iraq and Iran is very easy from there. Exactly because the border is long and thus hard to control. Besides, the connivance of those two countries at the settlement and training of PKK militants in their territory supplies the PKK with an

**R**etired Major Ahmet Cem Ersever was born in 1950 in Erzurum, a province within the boundaries of what the PKK calls Turkish Kurdistan. Having graduated from the Land Forces Military Academy in 1972 as a lieutenant, he later completed infantry and gendarmerie training.

Ersever was sent to the Southeast while still a gendarmerie captain and remained in the region for 11 years of his own accord. Playing an active role in the Turkish Army's fight against the terrorist activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the region, he pioneered the establishment of JITEM, the Gendarmerie Forces' Intelligence and Anti-Terror Unit which is still operating under the name "Gendarmerie Intelligence Unit Command."

Ersever was involved in many military operations, and it has been claimed that he played a significant role in a number of unsolved murders in the region.

He was made responsible for coordinating Turkish troops and northern Iraqi Peshmergas in the 1992 Turkish-led operation in northern Iraq, but was later to resign, arguing that the state was not active enough in its fight against the PKK. At the time of his resignation, Ersever was serving as commander of the Gendarmerie Intelligence Unit Command. Had he stayed on he would have been promoted to the rank of lieutenant colonel.

excellent opportunity. Despite all that, Abdullah Öcalan keeps saying that the moment their secessionist activity is contained in Botan, the PKK had better surrender en masse. Exactly because under such a condition, PKK activity will have been contained in a small area and will be branded a "mere local" struggle. If the PKK is contained in the area that it calls Botan and segments of the area are cut off from one another, then, despite their freedom of action behind the lines and support from abroad, internal degeneration and conflict will surely occur in those contained areas. Guerrillas in Palestine, El Salvador, Bolivia and Peru and northern Iraqi Kurds failed because their activities were contained in certain regions. The PKK became aware of this in 1990 and gave up on the idea of "liberating" Botan, apparently thinking that such a policy was irrational and posed a great danger to the future of the organization. They realized that it would have been a tactical mistake which would have had terrible consequences had it not been given up."

**But then how to contain the PKK in Botan?**

"Since the PKK bases its existence on the survival of the region it calls "Botan" and thinks that its survival is possible only if terrorist activity is rampant throughout the length

and breadth of the Southeast, countermeasures to be taken against the PKK must surely take this fact into account.

First, let's consider PKK designs on the administrative structure of the region. Gaziantep, Kahramanmaraş, Adıyaman, Malatya, Elazığ, and Şanlıurfa are within the areas that the PKK calls the states of 'Southeast and GAP.' Through efficient action, PKK terrorism could be put an end to in these 'states.' This is not difficult and is a necessity.

It is also possible to wipe out terrorism in Kars, Ağrı, Erzurum, Erzincan, and Tunceli, provinces included in the self-styled PKK states Serhat and Dersim. An end to terrorist activity there may necessitate more intensive, coordinated, efficient state action, though.

Then there are provinces stuck in between, such as Diyarbakır, Bingöl, Muş, Bitlis, and Van. The PKK prefers to call them such names as Amed, Middle, and Garzan states. If proper action is taken against the Serhat and Dersim states in the north and the Southwest and GAP in the west, the PKK could be weakened in the said 'in-between' states. To suppress PKK activity in Botan, those 'in-between' regions are of crucial importance. They serve as bases for security forces. If their control is lost, intervention

***"The solution of the problem in 16 provinces in the East and Southeast is possible. But the sovereignty of the Turkish state over the last 70 years in Siirt, Batman, Şırnak, Mardin, and Hakkari has only been a superficial formality. Purging the locals of Kurdish nationalism and then instilling a sense of Turkish identity is no easy feat to accomplish."***

in other states might prove impossible, let alone in Botan. In order to make better use of them, security forces have to get rid of PKK activity in Serhat, Dersim, Southwest, and GAP states. This could be possible through local support. When these regions are won over to the state's side, it will be possible to come up with an 'antidote' to secessionist violence.

Apart from its militants in the mountains, what support can the PKK count on in the region?

"To give a satisfactory answer to this question, one has to

***"If the PKK is contained in the area it calls Botan and segments of the area are cut off from one another, then, despite their freedom of action behind the lines and support from abroad, internal degeneration and conflict will surely occur in those contained areas."***

make a detailed examination of the area consisting of the provinces of Gaziantep, Kahramanmaraş, Adıyaman, Malatya, and Şanlıurfa, where the PKK has proven most intransigent, unwilling to bend before security forces. As in other areas in the region, security forces have failed to curb terrorist activity in these provinces. Mount Nurhak and

Mount Engizak are PKK strongholds in their self-declared Southwest state. If their bases hidden away in those mountains are wiped off the map, the local population will extend its heartfelt support to the state. That way, Gaziantep and Kahramanmaraş will have been saved from the terrorist threat, the organization will have lost its ability to recruit new members from among the locals, and the contact between the urban and rural cadres of the PKK will have been disrupted. In this region where the Kurdish secessionist movement is relatively weak, it is possible to initiate a strong anti-separatist movement and propagate it

***"The strategy to be urgently adopted against the PKK is this: Since armed conflict strengthens Kurdish nationalism, it must be annihilated. Since organized groups of militants engage in armed conflict, they must be denied the chance to organize. Since (PKK leader) Abdullah 'Apo' Öcalan keeps the organization alive, he must be done in."***

both in the international arena and inside the country.

The PKK has started an operation from its northern states to besiege the provinces in the so-called 'in-between' regions. Forced shutter closures, hunger strikes, ambushes, arson attacks have become common recently. If such tactics are spread to Southwest as well, the 'in-between' area will fall.

Then that will mean the whole region has become a bigger Botan, the whole Southeast. If this comes off, security forces deployed in the region will have to merely protect their official residences, barracks, other official buildings perhaps. The Southeast will be PKK property if this region is lost."

***What, then, can be done to save the "in-between" region from possible PKK rule?***

"The region must be kept alive until Botan is crippled. This can be done by wiping out terrorists up north and in the Southwest state. Thus will the PKK have been contained in Botan and its activity in Mardin, Siirt, Şırnak, and Hakkari curbed. To keep the 'in-between' region under control, tactical superiority both in cities and rural areas is compulsory. To effect tactical superiority in rural areas, the annihilation of PKK groups is an absolute necessity. To effect such superiority in city centers, preventing the PKK's from front-line action is a must. This can be done through efficient intelligence work, sound interrogations and operations. Another thing that must be taken into account. PKK leader Abdullah Öcalan's importance for the organization is gradually increasing. If Apo loses his footing, this will mean the end of the PKK as well, given the current conflict between the PKK and the Kurdish bourgeoisie."

**A fight has been fought against the PKK for so many years. How come that the things have assumed such proportions?**

"To me, it would be very wrong to assess the fight against the PKK as one that has always followed the same lines. In my opinion, until 1986, that struggle was carried out along rational lines. But from that date on, the whole thing went off track, all of a sudden, in an incomprehensible way, too."

**What do you mean by "in an incomprehensible way"?**

"If I elaborate on that particular word, I might be dragged before the judge. Yet let me tell you this. Let me tell you what's bound to happen if they keep on offering the classic remedy. Half of the population in Çukurova is Kurdish. That is, Çukurova is some sort of a Kurdish state. There are 2 million to 3 million Kurds in Istanbul. To the PKK, that means a war zone worth five to six states. 500,000 to 600,000 Kurds live in Izmir. There are considerable numbers of Kurds in Konya. Along the Aegean and Mediterranean coasts where construction is big business, there are great numbers of Kurds working on a temporary basis. That is, the sphere of PKK influence may grow bigger in case the campaign against the PKK fails further."

**Faced with such realities, what line of urgent action should be adopted against the PKK?**

"The cure is hidden somewhere inside the disease. Since armed conflict strengthens Kurdish nationalism, it must be annihilated. Since organized groups of militants engage in

armed conflict, they must be deprived of the chance to organize.

Since Abdullah Öcalan keeps the organization alive, he must be done in. Here are the means whereby to fight against the PKK: An organization of professionals must be set up, an organization able to deal with terrorist activity and enjoying requisite legal powers. This organization must be entrusted with authority to conduct operations and engage in intelligence work both within and without the country. Furthermore, it must be able to drag before the judge chiefs who manipulate and order terrorists from abroad."

**What medium- and long-term solutions would you suggest against PKK terrorism?**

"Since the PKK feeds on foreign support through Abdullah Öcalan, these channels of support must be blocked up and their cooperation sabotaged. Since the PKK enjoys the backing of certain European states, the stance of such countries must be opposed, defeated if possible. Since the PKK sees villagers, unemployed masses in cities, and students as potential recruits, these people should be protected, channeled into other pursuits. Since certain circles abuse a certain portion of the masses to further their political interests, they must be stopped.

Since the Eastern and Southeastern regions have failed to become an integral part of Turkish economy, this must urgently be done. These regions must be part of the national culture. Since in these regions the administrative, judicial, and security apparatuses are mere formalities, the state must be made the sole sovereign power in the area."

## Opérations contre le PKK

# Neuf ans de rébellion

**Turquie: plus de 80 morts en deux jours**

Au moins neuf personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées lors d'une intervention des forces de l'ordre turques hier à Digor, province de Kars frontalière avec l'Arménie, contre une foule qui «tentait de procéder à une manifestation séparatiste illégale», a rapporté l'agence turque Anatolie. Ce bilan porte à près de 80 le nombre de morts depuis quarante-huit heures lors d'opérations de l'armée turque contre des militants du PKK et d'attaques punitives de rebelles kurdes.

Les incidents ont éclaté lorsque les forces de l'ordre turques ont ordonné aux «membres» du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui tentaient de manifester à Digor, de se disperser. Neuf manifestants ont été tués et 22 autres blessés lorsque les forces de sécurité turques ont «riposté» contre des «coups de feu tirés depuis la foule» bloquée à l'entrée de Digor, selon la même source. Cinquante personnes ont été placées en garde à vue et un couvre-feu a été décrété à Digor.

Ces incidents se sont produits à la veille du 9e anniversaire de la rébel-

lion armée du PKK contre le pouvoir central d'Ankara, dans le sud-est anatolien, déclenchée par une attaque rebelle contre deux postes de la gendarmerie turque dans cette région le 15 août 1984. Une guerre qui a déjà fait au moins 6500 morts.

Le premier ministre Tansu Ciller a récemment annoncé la création d'une force spéciale de 5000 hommes pour lutter contre les «terroristes sé-

paratistes», terminologie officielle pour désigner les militants armés du PKK, qui opèrent notamment dans le sud-est anatolien frontalier avec l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Les défenseurs des droits de l'homme estiment que cette mesure risque «d'envenimer la situation et d'accroître la tension» entre la population à majorité kurde de cette région et les forces de l'ordre turques, qui comprennent déjà des unités spéciales semblables à celles de la nouvelle force. — (ats-afp-LM)



□ TANSU CILLER, PREMIER MINISTRE TURC

L'armée a son soutien pour «anéantir» le PKK.

AP

TURQUIE

# 10 ans de rébellion kurde

**L**a rébellion kurde de Turquie entre aujourd'hui dans sa dixième année, mais Ankara semble convaincu de pouvoir mettre un terme par des moyens militaires à une guerre qui a déjà fait au moins 6.500 morts depuis l'attaque d'un poste de gendarmerie le 15 août 1984.

La guérilla a connu cet été un regain de publicité quand le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a lancé une série d'attaques à l'explosif contre des sites touristiques en Turquie, blessant une vingtaine de touristes étrangers. Ces attentats ont entraîné près de 75.000 annulations de réservations dont 60.000 de la part d'Allemagne. Il a également enlevé six touristes étrangers : 4 Français, un Britannique et une Australienne, relâchés sains et saufs en début de semaine.

Le Premier ministre Tansu Ciller a récemment annoncé la création d'une force spéciale de 5.000 hommes pour lutter contre les "terroristes séparatistes", terminologie officielle pour désigner les militants armés du PKK qui opèrent notamment dans le sud-est anatolien frontalier avec l'Irak, l'Irak et la Syrie, autres pays où vivent des Kurdes.

Les défenseurs des droits de l'homme en Turquie estiment pour leur part que cette mesure risque "d'envenimer la situation et d'accroître la tension" entre la population à majorité kurde de cette région et les forces de l'ordre turques qui comprennent déjà des unités spéciales semblables à celles de la nouvelle force.

En accédant au pouvoir à la tête de la coalition gouvernementale droite-gauche fin juin pour remplacer Suleyman Demirel devenu chef de l'Etat, Mme Ciller avait

Ankara semble convaincu de pouvoir mettre un terme par des moyens militaires à une guerre qui a déjà fait au moins 6.500 morts

annoncé son intention de régler par des mesures démocratiques le problème de ce qu'elle appelait le "sud-est" sans prononcer le mot "kurde". Mais elle annonçait également le "total soutien politique à l'armée pour anéantir le PKK".

## Manque de confiance dans l'Etat

L'armée et la police spéciale, dont les effectifs sont au nombre de 150.000

## Neuf tués à Digor

**9** personnes ont été tués et 22 blessés selon un premier bilan lorsque les forces de l'ordre turques sont intervenues hier à Digor, province de Kars, frontalière avec l'Arménie, contre une foule qui "tentait de procéder à une manifestation séparatiste illégale", a rapporté l'agence turque Anatolie.

hommes dans la région contre des maquisards du PKK évalués à plus de 10.000, poursuivent depuis plus d'un mois leurs opérations aéro-terrestres de ratissage de la frontière arménienne (à l'est) à celle syrienne (au sud) en passant par les frontières iraniennes et irakiennes, d'où s'infiltreraient le plus, selon Ankara, les rebelles kurdes basés dans les pays voisins.

Près de 400.000 personnes de la région apporteraient un soutien logistique direct au PKK, selon un récent rapport de l'état-major turc.

Les Kurdes ont déclaré lors d'une tournée fin juillet du Premier ministre dans le sud-est, "n'avoir plus de confiance en l'Etat représenté dans la région uniquement par les militaires".

Des élus locaux, eux aussi, se sont plaints de ce manque de confiance, affirmant que ni des mesures économiques ni la création de nouveaux emplois dans la région "ne pourraient contribuer à la solution du problème" si l'on ne donne pas aux Kurdes les mêmes droits que dans le reste du pays.

Des sociologues craignent que le conflit ne transforme les combats locaux entre soldats et guerilleros en haine entre Turcs et Kurdes à l'échelon national, l'armée rapatriant quotidiennement des dépouilles mortelles de jeunes soldats depuis le sud-est vers leur ville natale.

Après une trêve unilatérale déclarée par le chef de la rébellion armée kurde Abdullah Ocalan de mi-mars au début juin - non reconnue par l'armée -, la violence séparatiste et les opérations de l'armée turque ont repris, faisant en moyenne plus d'une centaine de morts par semaine.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

ECF0020 4 F 0239 IRK /AFP-RB47

Energie

Les Kurdes achètent en dollars du pétrole au gouvernement irakien

SOULEIMANIEH (Irak), 15 août (AFP) — Le Kurdistan irakien contrôlé par l'opposition kurde achète en dollars depuis une semaine du pétrole au gouvernement irakien, a-t-on appris dimanche auprès des responsables kurdes.

Un contrat prévoyant notamment l'achat de 40 millions de litres de fioul a été signé avec la compagnie Sadira qui représente le gouvernement, a indiqué Kemal Aziz, responsable pour Souleimanieh de l'une des deux principales formations kurdes, l'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani.

Le gouvernement irakien a fait son offre aux kurdes après avoir suspendu en juillet dernier ses négociations avec l'ONU pour une reprise limitée de ses exportations de pétrole, ont indiqué à l'AFP deux hommes d'affaires kurdes qui ont négocié le contrat, Abubekir Abdurrahman et Khayrullah Saleh.

Quelque huit millions de litres d'essence ont déjà été acheminés de la région pétrolière de Kirkouk, contrôlée par le gouvernement, aux zones kurdes, ont-ils ajouté, sans vouloir préciser combien le pétrole est payé.

M. Aziz s'est déclaré de son côté "satisfait" du contrat, qu'il considère comme une "possibilité de régler le problème du fioul pour l'hiver".

Le régime irakien impose depuis octobre 1991 un blocus aux régions kurdes qui échappent à son contrôle, les privant notamment des produits pétroliers.

ls-mch/nas/ros

AFP 151315 AOU 93



# Les armes du peuple kurde

par Yves CUAU

■ Tout est bien qui finit bien. La libération des otages français et étrangers, enlevés au Kurdistan turc par les rebelles du PKK, était plus une opération publicitaire qu'une action terroriste. Il ne faut cependant se faire aucune illusion sur la gravité du problème qui vient d'être mis une fois de plus en pleine lumière.

Les Kurdes ne sont pas de petits saints, contrairement à une idée un peu trop facilement admise en Occident et dont l'épouse de François Mitterrand, par exemple, s'est parfois faite le chantre. Leur responsabilité est écrasante dans l'effroyable génocide dont furent victimes les Arméniens. Ce sont leurs tribus qui ont pillé, massacré les lamentables convois obligés par l'armée turque à quitter leurs villes et leurs villages.

En Irak, Saddam Hussein les a longtemps autorisés à venir se servir dans les villages chrétiens du nord, au point que beaucoup de tribus avaient renoncé à cultiver leurs champs ou leurs vergers. Il était beaucoup plus facile de pratiquer la vieille méthode de la razzia au lendemain des récoltes ou des cueillettes. Les Kurdes, enfin, incarnent toujours un monde féodal, divisé entre des clans qui se haïssent et dont les chefs règlent des comptes ancestraux.

## ■ Sort tragique

Il n'en demeure pas moins que leur sort est l'un des plus tragiques de l'histoire contemporaine. Ils sont aujourd'hui plus de vingt millions au cœur du Moyen-Orient. Malgré toutes leurs divisions, ils sont les héritiers d'une histoire glorieuse, parlent la même langue et sont presque tous sunnites. Ils ont au moins autant de titres à revendiquer un État que les Palestiniens. Mais ils

sont éclatés entre cinq États et condamnés à rester un peuple sans terre. Ils sont pourtant dix millions en Turquie, six millions en Iran, trois millions en Irak, 800.000 en Syrie et 350.000 dans l'ancienne Union soviétique.

Leur destin a hésité au XXe siècle. Au lendemain de l'effondrement de l'empire ottoman, en août 1920, le traité de Sèvres signé par les Alliés avec la nouvelle Turquie prévoyait la création d'un État arménien et l'autonomie pour les Kurdes. Mais trois années plus tard, le traité de Lausanne abroge celui de Sèvres. Pourquoi ? Les vainqueurs de la Grande Guerre ont tout simplement décidé de se rapprocher de la Turquie nouvelle d'Ataturk qui peut représenter un allié utile face à l'URSS menaçante. Et les énormes découvertes de pétrole au Moyen-Orient ont conduit les vainqueurs de la Première Guerre mondiale à sacrifier les intérêts du peuple kurde à leurs égoïsmes nationaux.

## ■ Éternels rebelles

En Irak, les gisements d'or noir les plus riches se trouvent dans la région de Mossoul, en zone de peuplement kurde. Il est plus facile de négocier avec les autorités de Bagdad, sous protectorat britannique, qu'avec un éventuel gouvernement kurde, dont la souveraineté risquerait d'être chatouilleuse. Et le Shah d'Iran n'entend pas voir éclater son empire et perdre une région hautement stratégique. Les Kurdes, malgré leurs grandes espérances de 1920 et la force de leur sentiment d'appartenir à une même communauté, resteront divisés entre leurs cinq pays de tutelle.

Cette situation va trop souvent les conduire à une politique qui se révélera suicidaire. Ces éternels rebelles au pou-

voir central vont régulièrement s'allier avec le diable, c'est-à-dire avec les plus mortels ennemis de l'État dans lequel ils sont installés. Ils feront, à chaque fois, les frais de la réconciliation ou du cessez-le-feu entre les belligérants.

Ainsi, en 1975, lorsque Saddam Hussein et le Shah finissant par signer l'accord d'Alger. Ce dernier donne entière satisfaction à Téhéran sur le problème de la souveraineté dans les eaux du Chatt al-Arab. Mais en contrepartie, le régime impérial abandonne du jour au lendemain les troupes du légendaire Mustapha Barzani, qui menaient depuis plusieurs années la vie très dure aux forces irakiennes. Du jour au lendemain, la « piste Barzani », qui permettait le ravitaillement des peshmergas, est fermée. La résistance s'effondre. Le Shah, en fait, n'est pas mécontent, après s'être servi d'eux, de briser la puissance de ces Kurdes qui commençaient à représenter un véritable État dans l'État. Mustapha Barzani mourra en exil.

## ■ Imprudence

Même scénario en novembre 1988, au lendemain du cessez-le-feu sur le Chatt al-Arab entre l'Irak et l'Irak. Les Kurdes ont choisi l'occasion de cette guerre pour se soulever, une fois de plus, contre Saddam Hussein. Forts du soutien de Téhéran, ils ont commis l'imprudence de quitter leurs zones refuges de la montagne pour lancer des opérations offensives en plaine.

Saddam va se retourner contre eux avec toute la puissance de son armée, de retour du front iranien, pour les attaquer avec son aviation, ses blindés, ses armes chimiques aussi, comme dans la ville martyre d'Halabja.

Les Kurdes commettront la même imprudence au cours de la guerre du Golfe en se soulevant une fois de plus. Dès la fin des hostilités, Saddam se retournera contre eux, et il faudra que les Nations unies décident de lancer l'opération *Provide Comfort* pour sauver du massacre et de la famine des centaines de milliers de réfugiés dans les ultimes sanctuaires de la montagne. Les Kurdes irakiens vivent aujourd'hui sous un parapluie onusien précaire.

Quant à la Turquie, il n'est pas question pour elle de renoncer à une partie importante de son territoire et au cinquième de sa population. Elle mène donc une lutte quotidienne contre ces rebelles du PKK.

## ■ Propagande

L'énorme majorité des Turcs installés en Europe occidentale sont en fait des Kurdes, chassés par la misère et la répression. Ils sont plus de 400.000 en Allemagne, plus de 40.000 en France.

Les Palestiniens, qui sont beaucoup moins nombreux, ont jadis réussi à médiatiser leur cause à coup de détournements d'avions et d'actions terroristes. Il est probable que l'enlèvement de touristes occidentaux, malgré son heureuse issue, annonce un changement de stratégie chez les Kurdes, dont la lutte risque de déborder bientôt le cadre de la Turquie, de l'Irak ou de l'Iran.

On peut constater aujourd'hui que dans la plupart des mouvements kurdes, et malgré toutes leurs divisions, la référence à la stratégie des Palestiniens est devenue permanente. On connaît les résultats de cette dernière, avant que Yasser Arafat ne soit décidé à choisir une stratégie politique.

NFI 190 (1269) A  
 Poniedziałek  
 16 sierpnia 1983  
 Redaktor prowadzący  
 Robert Sohyk  
 Nakład 470 tys. cena 3000 zł  
 Wydaje: Agora-Gazeta s-ka z o.o.  
 Numer indeksu 350915

# gazeta

## WYBORCZA

Mija dziewięć lat od dnia, w którym tureccy Kurdowie rozpoczęli partyzancką wojnę o utworzenie niepodległego Kurdystanu – pisze z Ankary specjalna wysłanniczka „Gazety” Maria WIERNIKOWSKA

## Powstańcy czy terroryści

(P) Myśliwce i helikoptery armii tureckiej przez cały dzień nisko krążą nad Diyarbakir, stolicą tureckiego Kurdystanu. W wojsku i policji w całym kraju ogłoszono alarm. Również dziewięć lat temu marksistowska Partia Pracy Kurdystanu (PKK) rozpoczęła wojnę o utworzenie niepodległego państwa kurdyjskiego.

Od tej pory po obu stronach zginęło 6,5 tysiąca osób. Oficjalne statystyki nie mówią jednak, ilu było wśród nich Turków, a ilu Kurdów, ilu żołnierzy, żandarmów i partyzantów, a ilu zwykłych cywilów. Do liczby tej nie wlicza się też 2,5 tys. tureckich Kurdów, zastrzelonych jesienią ubiegłego roku w irackim Kurdystanie, gdzie próbowali się chronić przed armią turecką.

We wschodniej Turcji od lat obowiązuje stan wyjątkowy. Po krótkim zawieszeniu broni na początku tego roku, przywódca PKK Abdullah Ocalan, zwany Apo, ogłosił w maju „wojnę totalną” przeciwko Turcji zarówno w kraju, jak i za granicą.

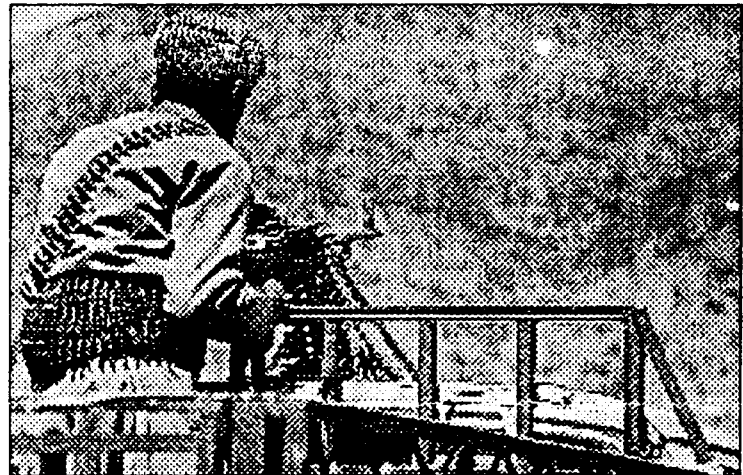
W maju Kurdowie jednocześnie zaatakowali tureckie placówki dyplomatyczne w pięciu krajach Europy. Uzbrojeni w łomy rozbijali wystawy tureckich biur turystycznych i wyposażenie banków.

Na tureckim wybrzeżu („turystycznym zagłębiu”) wybuchły podłożone przez Kurdów bomby. Na wschodzie kraju partyzanci porwali sześciu zagranicznych turystów (niedawno wypuścili ich całych i zdrowych). Wczoraj jednak porwali kolejną trójkę – dwóch Niemców i Nowozelandczyka.

Kurdowie chcieli uderzyć w turecką turystykę, przysparzając Ankarze sporych dochodów, a także zwrócić uwagę świata na swoją walkę. Ale po ostatnich atakach PKK w opinii międzynarodowej Kurdowie zainicjowali jako terroryści. Doktryna bezwzględnego terrorku, głoszona i praktykowana przez partię Ocalana, spotyka się też z potępieniem ich rodaków żyjących na Bliskim Wschodzie i na emigracji. Irackim Kurdom udało się wyrwać kawałek ziemi spod panowania Saddama Husajna i utworzyć państewko (przez nikogo oficjalnie nie uznawane i blokowane przez wojska irackie). Jedynym dla nich oknem na świat jest Turcja. Nic dziwnego więc, że oddziały PKK usiłujące tworzyć bazy wypadowe i kryjówki w irackim Kurdystanie nie są przez tamtejszych Kurdów mile widziane. Tym bardziej że ścigając partyzantów, tureckie lotnictwo zwykle bombarduje cywilne wioski w irackim Kurdystanie.

Historia Kurdów, największego narodu bez państwa (25 mln Kurdów żyje w Turcji, Iraku, Iranie, Syrii i Zakaukaziu), to dzieje powstań, pacyfikacji i deportacji.

W Turcji mieszka ok. 10 mln Kurdów i stanowią niemal jedną piątą ogółu ludności tego kraju.



Bojownik z Kurdystanu irackiego

Fot. Krzysztof Miller

Ale w myśl oficjalnej doktryny wszyscy obywatele Turcji są Turkami. Kurdyjskie miasta i wioski noszą tureckie nazwy.

Na terenie Turcji partyzanci ukrywają się wysoko w górach. „Nasze ziemie wyzwolonę leżą powyżej trzech tysięcy metrów – zarzuca jeden z partyzantów. – Ale i tak panujemy tylko na ziemi. Niebo należy do armii tureckiej”.

Zamieszkała przez Kurdów wschodnia Turcja to region najbardziej zubożony. Choć niedawno pani premier Tansu Ciller przedstawiła program reform ekonomicznych, które miałyby rozwiązać problem kurdyjski, armia woli jak dotychczas rozwiązania radykalne.

Tylko od ubiegłego czwartku w starciach między wojskiem a partyzantami zginęło 80 osób. Represje popychają coraz więcej działaczy kurdyjskich do wstępowania w szeregi radykalnej PKK. Wśród kurdyjskiej inteligencji odzywają się głosy wzywające do zawieszenia broni. Ich apele trafiają jednak w próżnię. Tuż przed dziewiątą rocznicą wybuchu powstania kurdyjskiego turecka policja skonfisko-

wała całkowicie legalnej prokurdyjskiej Partii Demokratycznej (jej deputowani zasiadają w parlamencie tureckim) ulotki i plakaty z hasłami „Demokracja przeciwko wojnie” i „Pokój natychmiast”.



**TURQUIE**

**Les Kurdes à la recherche d'un nouveau cessez-le-feu**

La majorité des notables kurdes de Diyarbakir estiment qu'un nouveau cessez-le-feu pourrait entrer en vigueur dans deux mois dans le sud-est anatolien à majorité kurde, principal théâtre de la rébellion armée kurde depuis neuf ans.

Les présidents locaux du barreau, de l'Ordre des médecins, de l'association des hommes d'affaires ainsi que celle des Droits de l'Homme ont tous déclaré souhaité un nouveau cessez-le-feu, au moment où les activités du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et les opérations de repréailles de l'armée turque se sont multipliées à l'occasion du neuvième anniversaire de la rébellion armée kurde contre Ankara, faisant depuis jeudi soir au moins quatre-vingts tués.

Les présidents des associations socio-professionnelles de Diyarbakir souhaitent « *revivre de façon durable les deux mois et demi de cessez-le-feu* », faisant ainsi allusion à la déclaration unilatérale d'un cessez-le-feu par le chef du PKK, Abdullah Ocalan, du 20 mars au 8 juin derniers.

Le Parti de la Démocratie (PD, 18 députés kurdes au Parlement turc), qui avait lancé début août une « *campagne de sensibilisation* » au niveau national pour une « *paix tous azimuts* » s'est vu interdire à Diyarbakir ses tracts et affiches qui proclamaient « *la paix tout de suite* » et « *la solution démocratique contre la guerre* ».

Des chasseurs-bombardiers et hélicoptères américains de l'armée turque survolent Diyarbakir, chef-lieu et la plus grande ville du sud-est anatolien, pendant presque toute la journée. L'aéroport militaire de Diyarbakir « *ressemble à celui de Hanoi* », affirme un homme d'affaires kurde. Venant d'Istanbul, il retourne dans sa ville natale pour les cérémonies funéraires d'un de ses neveux, qui avait gagné les montagnes et été tué jeudi « *sur le champ de bataille* ».

**Sale guerre**

« *J'espère que, désormais, ni des soldats turcs ni des guerriers kurdes ne tombent sous les balles de cette guerre sale* (dénomination rebelle de la lutte des forces de l'ordre turque contre le PKK) », affirme-t-il, d'un air triste.

Le PKK, dirigé par Abdullah Ocalan, dit « Apo », avait lancé le 15 août 1984 une lutte armée dans les onze départements du sud-est anatolien, soumis à l'état d'urgence depuis août 1987 précédé de huit ans de loi martiale, faisant depuis plus de 6.500 morts (rebelles, militaires, policiers, civils, miliciens pro-gouvernementaux) en Turquie et 2.500 morts rebelles lors d'une opération d'envergure de l'armée turque en automne 1992 en Irak du nord contre les positions du PKK sur les montagnes frontalières avec la Turquie.

**TURQUIE**

**Offensive anti-Kurdes**

**Ankara fait le forcing et engage ses meilleures troupes contre les rebelles kurdes**

Trente-quatre personnes, dont dix-huit rebelles kurdes, ont été tuées pendant le week-end au cours d'attaques de maquisards et d'opérations des forces de l'ordre dans le sud-est de la Turquie, alors que la lutte armée des séparatistes kurdes du PKK entrait hier dans sa dixième année.

L'offensive actuelle du gouvernement turc semble la plus importante depuis une incursion dans le nord de l'Irak en octobre 1992.

Près de 7 000 personnes — soldats, civils et séparatistes — ont trouvé la mort en neuf années de conflit, dont près de 1 200 depuis le 24 mai, date où le PKK a abrogé un cessez-le-feu unilatéral qui n'avait jamais été accepté par le gouvernement.

La Turquie accuse la Syrie et l'Irak d'héberger les rebelles kurdes. Le chef du PKK, Abdoullah

Ocalan, se trouverait à Damas ou dans la vallée de la Bekaa au Liban, contrôlée par les Syriens.

Pour aider les forces de l'ordre dans leur tâche, le gouvernement turc a créé la semaine dernière des écoles de formation dont les instructeurs seront d'anciens commandos.

A terme, l'objectif est de mettre sur pied une unité d'élite de 15 000 hommes. Les « unités spéciales » de la police qui opèrent actuellement contre le PKK comprennent 2 800 hommes. Enfin, la Turquie dispose de quelque 150 000 soldats et gendarmes dans le Sud-Est.

■ Trois touristes — deux Allemands et un Néo-Zélandais — auraient été enlevés, hier, par des séparatistes kurdes dans l'est de la Turquie, selon une agence de presse proche du PKK.

*Libération Champagne — 16 août 1993*

**Turquie**

**34 personnes tuées pendant le week-end**

34 personnes, dont 18 rebelles kurdes, ont été tuées pendant le week-end au cours d'attaques de maquisards et d'opérations des forces de l'ordre dans le sud-est de la Turquie, selon les informations parvenues à Ankara, alors que la lutte armée des séparatistes kurdes entrait dimanche dans sa dixième année.

Neuf personnes ont été tuées et 51 autres blessées, selon un nouveau bilan cité par l'agence Anatolie, lorsque les forces de sécurité sont intervenues samedi à Digor, dans la province de Kars, contre une foule qui tentait de procéder à une manifestation séparatiste illégale.

Sept membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dont deux femmes, ont été abattus samedi dans la région montagneuse d'Elbistan, dans la province de Kahramanmaraş, au cours d'une opération de recherches de la gendarmerie, a rapporté Anatolie par ailleurs.

La préfecture de Diyarbakir, qui coordonne la lutte contre le PKK, a fait de son côté état de la mort de dix autres rebelles lors de divers incidents survenus dans différentes provinces du Sud-Est.

Un rebelle et deux autres personnes, dont un adolescent de 13 ans, ont trouvé la mort après qu'un commando du PKK eut lancé une attaque contre un village près de Genc (province de Bingöl), dans la nuit de samedi à dimanche, selon Anatolie.

Quatre civils et un soldat ont été tués dans des attaques simultanées lancées la même nuit par des rebelles contre deux villages de la région de Erzincan, a rapporté pour sa part la chaîne de télévision d'Etat, TRT-1.

*International Herald Tribune — August 16, 1993*

**Turkish Kurds Said to Hold 3 Tourists**

DUSSELDORF (AFP) — Kurdish rebels abducted two Germans and a New Zealander in eastern Turkey on Sunday, the Kurd-Ha press agency said here, reporting the third abduction of foreign tourists in two months.

The agency, which is close to separatist rebels of Kurdistan Workers Party, identified those held as Albrecht Christoph Lehman and Henry Butler of Germany and Paul Thompson of New Zealand.

They were seized for traveling without permits issued by the rebels, Kurd-Ha said. All were in good health and were being "treated like guests," it added. There was no immediate confirmation of the abduction from the Turkish authorities. Last week the rebels released four Frenchmen, a Briton and an Australian woman abducted last month in two separate incidents near Tatvan, in eastern Turkey.

FRA0220 2 I 0116 TUR /AFP-VZ72

Turquie-Kurdes

URGENT

250 rebelles kurdes tués dans des opérations au cours du week-end

ANKARA, 16 août (AFP) — Au moins 250 rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par l'armée turque lors d'opérations aéro-terrestres déclenchées samedi contre un groupe de 350 à 400 maquisards dans le sud-est de l'Anatolie, selon des autorités turques ayant requis l'anonymat.

Ce bilan provisoire non officiel porte à au moins 295 --dont 275 rebelles kurdes-- le nombre des morts au cours du week-end, selon un décompte effectué par l'AFP après les manifestations célébrant l'anniversaire du déclenchement de l'insurrection armée du PKK.

AL/chm

AFP 161507 ADU 93

Midi Libre — 17 août 1993

250 combattants ont été tués ce week-end lors d'opérations aéro-terrestres

## Le gouvernement d'Ankara massacre les rebelles kurdes en Anatolie

■ Ce serait la plus sévère défaite infligée aux indépendantistes ■ Aucune confirmation officielle de l'enlèvement, dimanche, de 3 nouveaux touristes

■ Au moins 250 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par l'armée turque, lors d'opérations aéro-terrestres déclenchées samedi contre un groupe de 350 à 400 maquisards dans le sud-est anatolien.

Ce bilan non officiel provisoire porte à au moins 295 --dont 275 rebelles kurdes-- le nombre des morts au cours du week-end, selon un décompte effectué après les manifestations célébrant l'anniversaire du déclenchement de l'insurrection armée du PKK.

Les opérations aéro-terrestres avaient été déclenchées samedi dans le sud-est anatolien, contre 350 à 400 maquisards rassemblés sur le mont de Buzul, dans le triangle Cukurca-Hakkari-Yuksekov.

Des unités de commando ont entrepris une opération de recherche et de « nettoyage », après des bombardements de la région, à l'aube, par des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères Cobra et Sykorsky. Ces bombardements ont duré près de 7 heures sur la zone où six groupes de rebelles venus de diffé-

rentes régions étaient rassemblés.

L'armée turque a entrepris de poursuivre les rebelles qui ont pris la fuite vers le nord de l'Irak. Le préfet de Diyarbakir, Unal Erkan, en charge de la région sous état d'urgence, a laissé entendre qu'il s'agissait d'un des plus importants revers du PKK.

Ces bombardements aériens avec des types d'armes non précisés pourraient représenter l'une des opérations les plus meurtrières pour les rebelles kurdes depuis le raid de l'armée turque, à l'automne dernier, dans le nord de l'Irak.

Cette opération contre des camps de rebelles dans le nord de l'Irak avait fait 2.000 morts en trois semaines dans les rangs du PKK, selon un bilan de l'armée turque confirmé ensuite par les dirigeants de la rébellion.

### Otages fantômes

Au chapitre des touristes enlevés par les Kurdes, les autorités turques affirment depuis dimanche soir à Ankara ne pas être au courant des

informations en provenance d'Allemagne, annonçant le rapt de trois touristes dans l'est de la Turquie par des rebelles kurdes. Il s'agirait des Allemands Albrecht Christoph Lehman et Henry Butler et du Néo-Zélandais Paul Thompson.

Le ministère turc de l'intérieur à Ankara a affirmé n'avoir « aucune information » à ce sujet et ne pouvoir ni confirmer ni démentir.

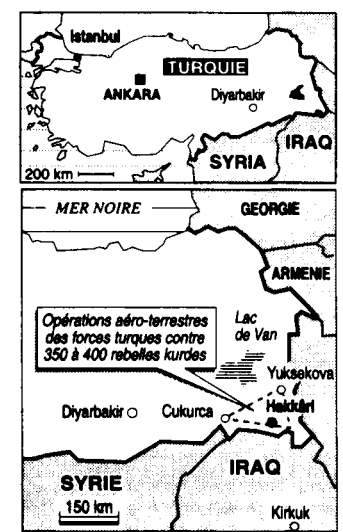
Cet enlèvement avait été révélé par l'agence kurde Kurd-Ha, proche des rebelles kurdes séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dans un communiqué rendu public dimanche à Düsseldorf (Allemagne).

Selon Kurd-Ha, ces trois touristes auraient été capturés par le PKK dans la région de « Serhat », qui est la dénomination par les séparatistes kurdes de l'est de la Turquie autour du mont Ararat (voir l'infographie).

L'ambassade d'Allemagne à Ankara s'est également refusée à toute déclaration, indiquant, comme le ministère allemand des Affaires

étrangères à Bonn, qu'elle n'était pas au courant de ces enlèvements.

Quatre Français enlevés le 24 juillet dans la région de Tatvan (est) par le PKK, ainsi qu'un Britannique et une Australienne enlevés le 5 juillet dans la même zone, avaient été libérés sains et saufs par leurs ravisseurs la semaine dernière.



**TURQUIE**

## La lutte des Kurdes entame sa 10<sup>e</sup> année

**75 rebelles ont été tués ce week-end, venant s'ajouter aux 7000 victimes qu'a déjà faites ce conflit.**

Le Gouvernement turc a intensifié ses opérations militaires contre les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Au moins 75 rebelles kurdes ont été tués durant le week-end, la plupart dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Irak, alors que la lutte pour un Kurdistan indépendant entrait hier dans sa dixième année.

**TRÊVE REFUSÉE**

Les coups de main du Parti des travailleurs du Kurdistan ont débuté le 15 août 1984. Les premières cibles étaient les villes d'Eruh et de Semdinli. Près de 7000 personnes, soldats, civils et séparatistes, ont trouvé la mort en neuf années de conflit, dont près de 1200 depuis le 24 mai, date où le PKK a abrogé une trêve unilatérale qui n'avait jamais été acceptée par le Gouvernement.

**WEEK-END SANGLANT**

Durant ce week-end, au moins 75 rebelles ont été tués par les forces de l'ordre, selon des informations recueillies à Ankara. Neuf personnes ont été tuées dans la seule ville de Digor, lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu contre une foule qui, selon l'armée, «tentait de procéder à une manifestation séparatiste illégale». De leur côté, les membres du PKK ont tué un sergent de gendarmerie et quatre villageois, ont rapporté des journalistes. Le premier ministre Tansu Ciller a récemment annoncé la création d'une force spéciale de 5000 hommes engagés pour lutter contre les «terroristes séparatistes», terminologie officielle pour désigner les militants armés du PKK qui opèrent dans le Sud-Est anatolien. A terme, l'objectif est de mettre sur pied une unité d'élite de 15 000 hommes. Enfin, la Turquie dispose de quelque 150 000 soldats et gendarmes dans le Sud-Est. Reuter/AFP

## Bagdad riposte après un raid américain au nord du pays

**L'incident entre Américains et défense irakienne rompt le cessez-le-feu décrété unilatéralement ce printemps.**

Des avions américains ont attaqué hier un site de lancement de missiles irakiens en réponse au tir d'un missile de ce site, a annoncé le Pentagone. L'incident s'est produit dans la zone d'exclusion aérienne au nord de l'Irak.

Quatre avions américains ont observé au cours d'une patrouille de routine dans la zone d'exclusion aérienne, située au nord du 36<sup>e</sup> parallèle en Irak, le tir d'un missile irakien SA3 d'un site situé à 16 km de Mossoul, a précisé le Pentagone. Un porte-parole irakien avait auparavant annoncé que des avions américains avaient attaqué à quatre reprises une batterie antiaérienne irakienne.

«Agissant en légitime défense, en réponse au lancement de ce missile, deux F-16 ont lancé deux bombes à fragmentation sur le site, puis deux F-15 ont lancé des bombes à guidage laser sur le même site de SA3», a déclaré un porte-parole du Pentagone.

Selon le porte-parole irakien, deux véhicules ont également été endommagés dans l'incident. Les défenses antiaériennes irakiennes sont entrées en action pour repousser les attaques. Il a indiqué qu'un militaire et un civil irakiens avaient été blessés.

C'est la première fois que Bagdad annonce une riposte de son armée contre des objectifs alliés, depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu qu'elle avait décrété unilatéralement à la veille de l'investiture du président américain Bill Clinton, le 20 janvier, en signe de bonne volonté à son égard.

**FIN DU Cessez-le-feu ?**

Le cessez-le-feu concernait les deux zones d'exclusion aérienne, établies par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France dans le nord et le sud de l'Irak pour protéger, selon eux, les Kurdes et les chiites de ce pays contre l'armée du président Saddam Hussein. ATS/AFP/Reuter

**TURQUIE**

## Le sanglant anniversaire de la lutte kurde

**Les violences du week-end ont correspondu avec le 9<sup>e</sup> anniversaire de la lutte pour un Kurdistan indépendant.**

Au moins 250 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par l'armée turque lors d'opérations aéroterrestres déclenchées samedi dans le Sud-Est anatolien, ont indiqué des autorités turques. Ce bilan non officiel provisoire porte à au moins 295 le nombre des morts au cours du week-end, selon un décompte de l'AFP.

Les opérations aéroterrestres avaient été déclenchées samedi dans le Sud-Est anatolien contre 350 à 400 maquisards rassemblés sur le mont de Buzul, ont indiqué les autorités tur-

ques. Des unités de commando ont entrepris une opération de recherche et de «nettoyage» après des bombardements de la région par des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères. Ces bombardements ont duré environ 7 heures depuis l'aube samedi sur toute la zone.

**REVERS DU PKK**

L'armée turque a entrepris de poursuivre les rebelles qui ont pris la fuite vers l'Irak du Nord, selon les mêmes sources qui se sont refusées à tout commentaire et détails tant que les opérations n'étaient pas terminées. Ces bombardements aériens pourraient représenter l'une des opérations les plus meurtrières pour les rebelles kurdes depuis le raid de l'automne dernier de l'armée turque en Irak du nord. L'opération aéro-terrestre turque contre des camps de rebelles en Irak du Nord avait fait 2000 morts en trois semaines dans les rangs du PKK.

Plus de 7000 personnes ont trouvé la mort dans le Sud-Est et l'Est anatolien depuis le déclenchement de la rébellion armée kurde le 15 août 1984. Il s'agit de civils, de membres des forces de l'ordre et de rebelles tués lors d'opérations de l'armée et lors de raids de représailles contre des villages de rebelles ou de membres des milices pro-gouvernementales des «gardiens de villages». ATS/AFP

16 août 1993

## Turquie: offensive anti-Kurdes

Alors que la lutte pour un Kurdistan indépendant entrait hier dans sa 10e année, le Gouvernement turc a intensifié ses opérations contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Au moins 75 rebelles kurdes ont été tués durant le week-end, la plupart dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Irak.

Les coups de main du PKK ont débuté le 15 août 1984. Les premières

cibles étaient les villes d'Eruh et de Semdinli. Près de 7000 personnes, soldats, civils et séparatistes, ont trouvé la mort en neuf années de conflit, dont près de 1200 depuis le 24 mai dernier, date à laquelle le PKK a abrogé une trêve unilatérale qui n'avait jamais été acceptée par Ankara.

La guérilla a connu cet été un regain de publicité quand le PKK a lancé une série d'attaques contre des sites touristiques dans le pays, blessant une vingtaine de touristes et en enlevant six: quatre Français, un Britannique et une Australienne, relâchés cette semaine.

Le premier ministre Tansu Ciller a récemment annoncé la création d'une force spéciale de 5000 hommes pour lutter contre les «terroristes séparatistes».

— (ats-afp-reuter)

## Kurdes massacrés en Anatolie

17 août 1993

Au moins 250 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par l'armée turque lors d'opérations aéroterrestres déclenchées samedi contre un groupe de 350 à 400 maquisards dans le sud-est anatolien.

Ce bilan non officiel provisoire porte à au moins 295 — dont 275 rebelles kurdes — le nombre des morts au cours du week-end, selon un décompte effectué par l'AFP après les manifestations célébrant l'anniversaire du déclenchement de l'insurrection armée du PKK.

Les opérations aéroterrestres avaient été déclenchées samedi dans le sud-est anatolien contre 350 à 400 maquisards rassemblés sur le mont de Buzul, dans le triangle Cukurca-Hakkari-Yukse-kova, a rapporté le correspondant local de l'AFP citant des autorités turques.

L'armée turque a entrepris de poursuivre les rebelles qui ont pris la fuite vers l'Irak du Nord, selon les mêmes sources qui se sont refusées à tout commentaire et détails tant que les opérations ne sont pas terminées.

Ces bombardements pourraient représenter l'une des opérations les plus meurtrières pour les rebelles kurdes depuis le raid de l'automne dernier. — (afp)

International Herald Tribune, August 18, 1993

### TRAVEL UPDATE

#### Kurdish Guerrillas Threaten Resorts

BRUSSELS (Reuters) — A Kurdish separatist group said Tuesday that attacks could be carried out in popular tourist spots such as Bodrum and Izmir in western Turkey as part of the Kurdish secessionist struggle.

The National Liberation Front of Kurdistan said in Brussels that tourist spots in western Turkey could be targeted. The group has been kidnapping tourists sporadically in southeastern Turkey, a region where the conflict has become virtually a civil war. It was reported to have taken three more tourists hostage after releasing six. "All tourist spots are in our region of warning," a representative said.

He said possible targets could include the resorts at Bodrum and Izmir. "Kurds living in these areas will take action against tourist facilities" he warned. The group said tourists should get its permission before traveling in the southeastern region, where more than 6,900 people have been killed since 1984.

Le Monde— 17 août 1993

**TURQUIE :**  
alors que les combats  
s'intensifient

### Le PKK aurait de nouveau enlevé trois touristes

ISTANBUL

de notre correspondante

Quelques jours seulement après la libération de six otages étrangers, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) aurait enlevé deux touristes allemands et un Néo-Zélandais, a annoncé, dimanche 15 août l'agence de presse Kurd-Ha dans un communiqué publié au Liban. Malgré les avertissements du PKK, explique le communiqué, «trois touristes se sont rendus au Kurdistan. Ils ont

été capturés : premièrement parce qu'ils ont contribué à la sale guerre de l'État turc en se rendant au Kurdistan, deuxièmement parce qu'ils ont violé les règles de l'ARGK [la branche armée du PKK]».

A l'ambassade d'Allemagne et à celle de Nouvelle-Zélande, les diplomates tentaient, lundi matin, d'obtenir confirmation de la disparition de leurs compatriotes. Selon Kurd-Ha, les trois hommes, Albrecht Christoph Lehman, Henry Butler et Paul Thompson, auraient été capturés dimanche dans la zone de «Serhat», soit la région du mont Ararat, neuf ans jour pour jour après les attaques qui avaient marqué le début du conflit armé mené par les séparatistes kurdes contre les forces de sécurité turques.

L'enlèvement de touristes étrangers, un développement récent, marque une nouvelle direction de la lutte du PKK. L'anniversaire de

ce conflit sanglant — qui a coûté la vie à 7 000 personnes — aurait pu donner aux autorités turques l'occasion de faire le bilan de leur action et de réviser leur position. Mais les forces de sécurité poursuivent la politique de répression qui a permis au PKK, composé à l'origine d'une poignée de militants, de se transformer en un mouvement organisé, bien implanté au sein de la population du sud-est anatolien, comptant quelque 10 000 combattants, ainsi que des dizaines de milliers de sympathisants.

Samedi, plusieurs milliers de ces sympathisants sont descendus dans la rue, dans la ville est-anatolienne de Digor, où les forces de sécurité ont ouvert le feu, tuant dix manifestants et blessant une cinquantaine d'autres. Dimanche, trois personnes ont trouvé la mort dans des circonstances similaires à Malazgirt, dans la province de Mus.

Les forces gouvernementales,

plus déterminées que jamais à anéantir le PKK, ont lancé un assaut massif contre les camps des combattants kurdes dans la province de Hakkari. Certains de ces camps, proches des frontières irakienne et iranienne, sont situés à plus de 3 000 mètres d'altitude. Les combats se poursuivent mais les premières estimations indiquent que le PKK aurait subi des pertes importantes. Les chiffres, non confirmés par des sources indépendantes, mentionnés par la presse turque, varient entre 50 et 250 victimes.

Au printemps, le cessez-le-feu unilatéral du PKK avait brièvement apporté l'espoir d'une solution politique. Mais les «durs», dans les deux camps, ont eu le dessus et l'inexorable montée de la violence continue. Le conflit kurde entre dans sa dixième année et sa solution semble plus éloignée que jamais.

NICOLE POPE

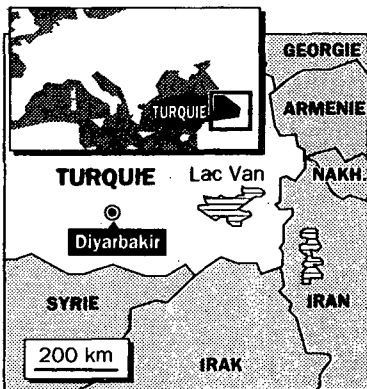
# Anatolie: sanglant anniversaire pour le PKK

Depuis 1984, les combats entre troupes d'Ankara et Kurdes du PKK ont tué quelque 8 000 civils. Dans le Sud-Est turc, la fureur de la répression répond au dogmatisme des rebelles.



Faith Saribas / Renner

Le 20 mars dernier, la célébration du nouvel an kurde a fait une centaine de morts.



Au moins 250 rebelles kurdes du PKK ont été tués par l'armée turque lors d'opérations aéroterrestres contre un groupe de 350 à 400 maquisards dans le Sud-Est anatolien. Ce bilan provisoire, non officiel, porte à au moins 295 le nombre des morts au cours du week-end où le PKK célébrait le neuvième anniversaire de son «insurrection».

## Diyarbakir, envoyé spécial

Le vol Istanbul-Diyarbakir atterrit. L'avion de ligne se glisse sur l'aérodrome de la «capitale» du sud-est de la Turquie dans un paysage de chasseurs-bombardiers et d'hélicoptères Cobra et Sikorsky. Les trente-sept revolvers des soixante-neuf passagers sont rendus à leur propriétaire. Le port d'arme est un statut et une habitude, dans une région où la «sale

guerre» entre les forces de sécurité turques et les rebelles kurdes a tué en une décennie plus de 8 000 personnes, pour l'essentiel des civils.

Plus d'un quart du budget national est consacré, dans cette région, à la répression de la rébellion kurde, qui entre dans sa dixième année. Le 15 août 1984, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), alors groupuscule marxiste-léniniste, lançait la lutte armée «contre les colonialistes turcs». Chaque année, cet anniversaire est commémoré par des actions d'éclat comme la fête de Newroz, le nouvel an kurde, célébré le 21 mars. Deux dates qui mettent sur les dents les forces de sécurité turques quadrillant la région. Aux 200 000 hommes de la gendarmerie et de l'armée s'ajoutent quelque 4 000 «commandos» des forces spéciales, et les 40 000 «protecteurs de villages», milice progouvernementale formée d'habitants de la région.

La ville de Diyarbakir a toujours été la capitale politique du nationalisme et du séparatisme kurde, depuis les rébellions armées de 1925. Elle est le siège de la «superpréfecture», le cœur du dispositif de l'Etat d'urgence en vigueur depuis 1987 dans ces onze départements du sud-est du pays, une zone frontalière de la Syrie, l'Irak et l'Iran où vivent 6 millions d'habitants à majorité kurde. Avec des interruptions plus ou moins longues, cette région a vécu en état de siège depuis la fondation de la République kémaliste en 1923. Sur les murs de la plus grande

ville du Sud-Est anatolien, les affiches du Parti de la démocratie (18 députés kurdes au Parlement d'Ankara) réclament «la paix tout de suite» et «une solution démocratique contre la guerre». La police a saisi les tracts et les affiches de cette campagne de «la paix tous azimuts». Le directeur de la sûreté est catégorique: «Ils sont tous pro-PKK.»

Au café du coin, le journal télévisé annonce «la mort de 50 terroristes séparatistes» lors d'une opération de l'armée dans le district de Hakkari (à la frontière turco-irako-iranienne). «Ils mentent! où sont les cadavres?», lance l'un des consommateurs. Un jeune renchérit: «Même s'il y en a 50 qui ont été tués, 50 autres vont gagner les montagnes.» Un autre intervient: «Oui, mais hadji Abdullah (littéralement: saint Abdullah, surnom sarcastique donné au président et leader charismatique du PKK. Abdullah Ocalan, également appelé Apo) a commencé à exagérer... Tant de sang pour rien...» La discussion se poursuit à bâtons rompus.

C'est nouveau, car, il y a un an, le nom même du PKK n'était pas prononcé en public. Par peur. Les Kurdes de la région usaient de surnoms transparents: les Montagnards, les Cousins, les Copains armés, l'Organisation ou le Parti. Nesim Sevinç, secrétaire général de l'Association des hommes d'affaires du Sud-Est anatolien (Gunsiad), garde le silence sur ces questions: «Certains mots sont interdits ici.» Lesquels? Il change de sujet, mais tout le monde les connaît: «le Kurdistan, le terrorisme

d'Etat, le colonialisme turc». D'autres expressions comme «l'indivisibilité de la nation et de l'Etat», «terroristes séparatistes» ou «traîtres à la nation» nourrissent la langue de bois officielle. Mais très peu de Kurdes les prononcent. Deux mondes vivent en parallèle. Celui de l'Etat turc et de ses policiers, gendarmes et fonctionnaires. Et celui d'une population qui voudrait, voir sa langue reconnue et enseignée, songe à une certaine autonomie et se trouve prise en étau entre la répression étatique et les actions terroristes du PKK.

Autre fait nouveau: le PKK commence à être ouvertement critiqué, y compris par des personnalités locales connues pour leurs «sympathies». La défaite militaire du PKK en Irak du Nord, l'automne dernier, grâce aux efforts conjugués de l'armée turque et des peshmergas kurdes irakiens de Massoud Barzani, a été le révélateur d'une faillite stratégique. Le PKK, d'abord, n'a toujours pas su devenir un parti politique et garde encore une structure et une mentalité d'organisation purement militaire imprégnée de marxisme-léninisme dogmatique. Aux yeux des cadres du PKK, un petit paysan de 12 ans qui gagne les rangs de la guérilla est beaucoup plus important qu'un écrivain, artiste ou intellectuel kurde. Le fonctionnement du groupe n'est guère démocratique. «Le PKK, c'est en fait Apo et ses fidèles», estime un ancien prisonnier de Diyarbakir détenu pour ses sympathies. Le pouvoir d'un seul leader dans une organisation qui a au moins 50 000 membres «est une grande contradiction, malgré la clandestinité de ce parti».

L'homme de la rue critique toujours plus ouvertement l'impasse de la violence, mettant dans le même sac le PKK et les forces de sécurité (appelées «forces d'insécurité» parmi les Kurdes). «Officiellement je suis progouvernemental et je n'ai pas le choix, car, pendant toute la journée, les gendarmes nous suivent de très près. Mais quand tombe la nuit et quand arrivent chez nous des guérilleros, on ne peut pas refuser de les aider; alors, je suis pro-PKK pendant la nuit», avait déclaré Huseyin Kalan, en mai 1992, devant le juge de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir. Agé de 67 ans, il ne parlait pratiquement pas le turc et était accusé d'aider un groupe de terroristes séparatistes. Il a été acquitté en première audience, après quarante-six jours de garde à vue.

Ragip DURAN

**LIBERATION**  
17 AOÛT 1993

LA CROIX — 18 août 1993

## Turquie

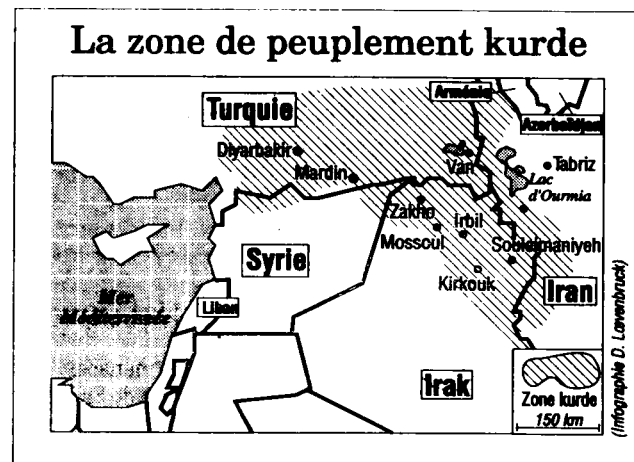
# LA CAUSE PERDUE DES KURDES DE TURQUIE

**Sanglant  
anniversaire.  
Bilan  
d'une guerre de  
... 70 ans**

Le 9<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement des Kurdes de Turquie s'est terminé dans le sang. Au moins 250 séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement de guérilla) ont été tués ce week-end par l'armée turque dans le sud-est anatolien du pays. Un des plus lourds revers subis par les rebelles dans cette « sale guerre ».

Le 15 août 1984, des séparatistes kurdes du PKK attaquaient deux postes de gendarmerie dans cette région frontalière de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran où les Kurdes sont majoritaires. Ainsi débutait la lutte armée des marxistes-léninistes du PKK « contre les colonialistes turcs », à laquelle les autorités turques ont répondu par une répression impitoyable. Résultat, plus de 7 500 victimes en moins d'une décennie, parmi eux une majorité de civils, et plus de 600 villages détruits.

La lutte paraît pourtant disproportionnée, puisqu'Ankara mobilise environ 200 000 hommes face à quelque 10 000 com-



battants kurdes (soutenus par des bases arrière dans les pays voisins).

### Une clause jamais appliquée

L'acharnement des autorités a conduit le PKK dans des retranchements médiatiques peu reluisants. Le 24 juin, les Kurdes montent une série d'attaques contre les intérêts turcs en Europe. Les personnels de plusieurs ambassades et de consulats sont pris en otage. Cet été, les militants du PKK lancent une campagne contre l'industrie touristique turque, deuxième source de devises du pays, qui sert selon eux à « financer l'anéantissement du peuple kurde ». Les rebelles s'en prennent notamment aux touristes étrangers. Dimanche,

deux Allemands et un Néo-Zélandais ont été enlevés. « Ils sont traités comme des hôtes », affirment leurs ravisseurs, qui ont libéré la semaine dernière les quatre Français, le Britannique et l'Australienne retenus depuis le mois de juillet. Leur tort : avoir traversé le territoire kurde sans en avoir demandé l'autorisation aux rebelles.

Car les Kurdes de Turquie revendiquent la région du sud-est. « Le Kurdistan est notre pays, aucune force ne pourra nous expulser de notre propre territoire », explique un séparatiste. Mais quel Kurdistan ? Le peuple kurde n'a pas d'État propre. Le traité de Sèvres en 1920 entre les alliés et les Ottomans reconnaissait pourtant ce droit. La clause ne sera jamais appliquée.

En 1923, le traité de Lausanne consacre le partage du Kurdistan entre cinq pays : la Turquie, l'Iran, la Syrie, l'Irak et l'Arménie. 22 millions de Kurdes sont ainsi dispersés, une situation qui ne risque pas de changer puisque chacun de ces États n'a nulle intention de voir s'en aller une partie de son territoire. Le gouvernement turc le premier, qui proclame la République « une et indivisible » et refuse d'instaurer une législation garantissant le droit de la minorité. Le nouveau premier ministre, Tansu Ciller, avait annoncé en juin sa volonté de régler par des mesures démocratiques le « problème du sud-est ». Il a depuis annoncé une augmentation des « forces spéciales ».

Les divisions n'épargnent pas les Kurdes eux-mêmes. Les peshmergas d'Irak se sont battus contre des militants du PKK. En Turquie, le PKK entend être la seule voix des Kurdes, quiconque n'accepte pas sa politique de guerre totale partage le sort des forces de l'ordre turques. Les modérés du Parti de la démocratie ont bien tenté une campagne nationale de sensibilisation, demandant « la paix tout de suite », mais leurs affiches ont été interdites à Diyarbakir, la capitale du sud-est, ville-symbole du nationalisme kurde...

Hélène ANGER



# Demirel fears nationalist backlash to PKK violence

■ 'Kurds should not be held responsible for killings' ■ 'Some of my closest friends are of Kurdish origin'

*Turkish Daily News*

ANKARA- President Süleyman Demirel has said that he fears that separatist violence in Southeast Turkey will polarize the nation, leading to a nationalist backlash. He has called on the Turkish people not to hold Kurds responsible for separatist terrorism.

Referring to the consequences of the nine-year armed campaign by the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Southeast Turkey, Demirel told the TDN in an exclusive interview that the Kurdish people were innocent.

"It is the gangs which are carrying out these murders. The fact that these gangs are of Kurdish origin should not lead to enmity against those people who say they are Kurds, because these people are innocent people, these are our brothers. If we feel enmity towards them then Turkey will be divided," he said. Reminded by a TDN editor that such a division had already started in Turkey, the president continued:

"That is what we are trying to stop. Why, when opening my arms to the people of northern Iraq, do I say that they are Kurds but they are still my brothers? Because they are no different from the people in Turkey." Demirel added that he had no problem with the Kurdish people, pointing out that everyone, regardless of their ethnic origin, could hold a state service position at any level.

*Turkish Daily News*

ANKARA- President Süleyman Demirel is closing all doors on reforms related to Turkey's Kurdish-origin population and has disclosed that he is against any measures or steps, even if taken in the name of democracy, which could lead to the division of Turkey.

Demirel, who spoke to Turkish Daily News editors during a luncheon on Monday, openly said he was against taking

■ 'No concessions for the sake of preventing bloodshed'

■ Demirel says democratic measures should not lead to division

measures in the name of democracy if they would be in the form of concessions and if in the future they could endanger the integrity of the country.

His remarks were in reference to demands for freedom of the unlimited use of the Kurdish language and/or protection of the Kurdish culture in this country. Turkey has a population of about 12 million Kurds, the largest concentration of Kurdish people in the Middle East region, but does not officially recognize them as an individual identity.

"If democracy is to lead to the division of a country, that is not democracy ... Democracy should be protected but Turkey should not be divided," Demirel said.

Referring to the violence in Southeast Turkey, the president pointed out, "There are men who have settled down on the rocks and mountains of Turkey's Southeast. They are armed with every kind of weapon. Let us just think they are doing nothing. Should we let them sit there? As a state, should we allow them to just sit there, saying they are doing nothing? These people have machine guns, rockets and guns."

Stressing that a state could not allow any armed force to exist in its territory other than its own legitimate forces, Demirel crit-

## Talabani to Turkey:

# 'Let's liberate Kirkuk, get the oil'

By Emre Gökalp

*Turkish Daily News*

IRBIL, IRAQI KURDISTAN- Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani on Tuesday called on Turkey to support the Peshmargas in an effort to "liberate" the oil-rich province of Kirkuk from Arab control and jointly exploit the oil reserves.

Talabani, in an interview with the Turkish Daily News, said he was concerned about Ankara's recent rapprochement with Baghdad.

"But now, I say this: Come and let us

work together to liberate Kirkuk and run the pipeline through Turkey. It is very easy if Turkey supports us. We will open the pipeline. A Turkish company will exploit the petroleum. This would also be in accordance with the United National Security Council decisions. Why should we lose the oil to a war criminal?"

Pointing out that a tripartite summit between Turkey, Iran and Syria was actually strengthening the pan-Kurdish movement in the region, Talabani referred to this initiative as hostile. "When these three countries

cooperate against the Kurds," he said, the Kurds of these countries would join forces against them. He said this could lead to very dangerous consequences. Referring to Turkey's own Kurdish separatist movement, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Talabani said its leader Abdullah Öcalan was prepared for a cease-fire if Ankara responded positively. Talabani expressed his belief that there would be a second cease-fire by the end of this year and warned both sides that "neither Kurdish violence nor Turkish violence can solve the problem."

icized state management of the past, questioning how so many separatists had managed to infiltrate Turkey and to settle on its mountains.

"By not preventing this yesterday, the state did not act like a state. This is where the problem comes from. I am not saying this to criticize any individuals, because the state is not an individual."

Recalling that after taking power as prime minister he had made a speech in Parliament on March 17, 1991, Demirel said "I told the nation then that the mountains and rocks were armed." "I pointed out that these people were inflicting harm. That these people were killing others, ignorant of whether they were women or children, and that 98 percent of the victims were of Kurdish origin," he said.

"If a state cannot protect its borders, lands and people, it is not a state," Demirel added.

When reminded by a TDN editor that the situation in the region was getting worse and was much worse than last year, Demirel said he did not agree. "This is not a matter of better or worse," he said. "If Turkey was not able to enter Cizre after 4 p.m. last year, it can do it now."

And Turkey exists everywhere in this country. Turkey's soldiers and police are in even the smallest places of Turkey. If there had been no measures, there would have been [PKK] liberated areas this year." Compared to a year ago when Demirel appeared to hold more moderate views on the Kurds and their rights, the president reflected a toughened stance this week.

Referring to the people of the region and their demands for further rights, Demirel said, "Some say the people want some things and these should be implemented. But would the bloodshed stop? Just the opposite, it would increase, because these 5,000 or 8,000 people with Kalashnikovs in their hands will then say they have defeated the Turkish Republic and tell the people that there is more to demand: First a federation, and then an independent Kurdish state." The president argued that such a situation would bring further difficulties for Turkey. He also rejected the argument that despite terrorism, the people of the region actually wanted further rights and freedoms and in this way the people could be won to the side of the state.

"In this case, there would be more bloodshed and problems," he said.

Asked whether this meant the democratic rights of certain people were under siege just because they were victims of terrorism as well, Demirel replied, "In no way. If democracy would lead to the division of a country, it is no democracy... But I do not believe Turkey can be divided by democracy."

Tolerating a man who has covered your mountains and rocks with blood or giving some concessions to fulfill his demands is not democracy. I am against identifying any

regime that would divide Turkey as democracy."

Demirel further said, "I state it with full openness, without any reason for doubt, that I am not a person who likes to shed blood. But the state is not shedding blood. The state is guarding its borders. One or two hundred men come and martyr 20 or 30 children there and leave."

They shed their own blood while doing this. Then they come and cut up the people

of a village.

It is not the state which is shedding blood... The state is acting against this. I know no second way. There is no other way. Wherever you go in the world and if you ask the layman in the street saying we have such a case in our hands, the reply will be the same: 'Why are you asking this? Go and clean out your mountains and rocks' will be their reply."

Var Matin — 18 août 1993

## L'armée turque pilonne les rebelles kurdes

**L'opération d'envergure commencée samedi contre les rebelles kurdes, qui a fait au moins 250 morts parmi ces derniers durant le week-end selon un bilan non officiel provisoire, se poursuivait hier autour de Hakkari dans le sud-est anatolien.**

**C**ES dernières ont fait par ailleurs état d'une attaque rebelle contre Yusekova à la frontière irakienne dans la nuit de dimanche à lundi.

Trois jours après les intenses bombardements aériens de la région de Hakkari proche des frontières de l'Irak et de l'Irak avec des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères contre un groupe de rebelles estimés à 400, aucun bilan chiffré n'avait pu être obtenu officiellement. Les autorités affirment attendre la fin des opérations de recherche qui pourraient prendre plusieurs jours en raison de la configuration du terrain.

L'état-major de l'armée turque contacté à Ankara a confirmé la poursuite des opérations mais s'est refusé à tout commentaire ainsi que les autorités civiles de la super-préfecture de région de Diyarbakir officiellement en charge du maintien de l'ordre.

### AU MOINS TROIS CENT CINQUANTE MORTS

Les accrochages et affrontements dans le sud-est et l'est depuis jeudi ont fait au moins 345 morts, selon un décompte effectué à partir de bilans partiels officiels et officieux, dont 250 tués dans l'opération aéro-terrestre de samedi, selon des autorités turques ayant requis l'anonymat.

Le bilan de cette opération a été démenti hier à Bruxelles par un porte-parole du Front de libé-

ration nationale du Kurdistan lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui a fait état de deux morts dans les rangs des guerilleros kurdes.)

La presse turque donne le chiffre de 250 à 300 morts à la suite des bombardements de l'armée sur la région montagnarde, en citant des autorités civiles locales qui gardent l'anonymat. Elle ne donne cependant aucun détail sur des combats qui seraient en cours entre des commandos de l'armée et des groupes de rebelles encerclés qui tenteraient de s'échapper vers l'Irak ou l'Irak.

### CINQ CENTS ROQUETTES SUR LA VILLE

Les autorités locales citées par la presse ont par ailleurs fait état d'une attaque contre la ville de Yusekova proche de l'Irak dans la nuit de dimanche à lundi. Selon ces informations officielles, les rebelles auraient lancé 500 roquettes sur la ville.

Cette attaque contre Yusekova, lancée par le PKK, aurait été suivie d'accrochages qui auraient fait 2 morts dans les rangs des forces de l'ordre selon des journalistes de la presse locale contactés à Yusekova. Aucune information indépendante n'avait pu être obtenue sur la situation à Yusekova, sous préfecture de Hakkari, qui est une ville clé sur la route de dégagement vers l'Irak et l'Irak.



Bilans contradictoires des opérations menées dans le sud-est anatolien

# Bataille de chiffres autour des combats entre Turcs et Kurdes

■ *Les soldats d'Ankara sont à la poursuite de nombreux commandos rebelles refluant vers l'Iran ou l'Irak. 500 roquettes ont été tirées contre Yusekova*

■ L'opération d'envergure commencée samedi contre les rebelles kurdes, qui a fait au moins 250 morts parmi ces derniers durant le week-end selon un bilan non officiel provisoire, se poursuivait hier autour de Hakkari, dans le sud-est anatolien.

Pourtant, les chiffres de pertes avancés par des sources non officielles se contredisent tous, tandis que manquent les détails sur les opérations. Ce qui montre que le gouvernement turc tient à garder pour l'instant confidentielles les informations en provenance de ce front.

Les autorités turques ont fait également état d'une attaque rebelle contre Yusekova, à la frontière irakienne, dans la nuit de dimanche à lundi. Plus de 500 roquettes auraient

été tirés par les rebelles contre la ville.

Trois jours après les intensives bombardements aériens de la région de Hakkari, proche des frontières de l'Iran et de l'Irak, avec des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères contre un groupe de rebelles estimés à 400, aucun bilan chiffré n'avait pu être obtenu officiellement.

Les autorités turques affirment attendre la fin des opérations de recherches, qui pourraient prendre plusieurs jours en raison de la configuration du terrain.

L'état-major de l'armée turque a confirmé la poursuite des opérations, mais s'est refusé à tout commentaire, ainsi que les autorités civiles de la super-préfecture de région de Diyarbakir, officiellement en

charge du maintien de l'ordre.

Les accrochages et affrontements dans le sud-est et l'est, depuis jeudi, ont fait au moins 345 morts, selon des bilans partiels officiels et officieux, dont 250 tués dans l'opération aéro-terrestre de samedi, selon des autorités turques ayant requis l'anonymat.

## Pas de détails sur les affrontements

Le bilan de cette opération a été démenti hier à Bruxelles par un porte-parole du Front de libération nationale du Kurdistan, lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui a fait état de deux morts dans les rangs des guérilleros kurdes.

La presse turque d'hier donne le chiffre de 250 à

300 morts à la suite des bombardements de l'armée sur la région montagneuse, en citant des autorités civiles locales qui gardent l'anonymat.

Elle ne donne cependant aucun détail sur des combats qui seraient en cours entre des commandos de l'armée et des groupes de rebelles encerclés, qui tenteraient de s'échapper vers l'Iran ou l'Irak.

Cette attaque contre Yusekova, lancée par le PKK, aurait été suivie d'accrochages qui auraient fait 2 morts dans les rangs des forces de l'ordre.

Aucune information indépendante n'avait pu être obtenue sur la situation à Yusekova, sous préfecture de Hakkari, qui est une ville clef sur la route de dégagement vers l'Irak et l'Iran.

En dépit de nouvelles menaces du PKK et de 90.000 réservations annulées

## Tourisme: Ankara reste optimiste

*Les séparatistes kurdes ne garantissent plus la vie des étrangers*

■ Les responsables du tourisme turc à Ankara ont réaffirmé leur optimisme pour la saison en cours, en dépit des enlèvements de touristes et des attentats à la bombe visant des sites touristiques attribués aux rebelles kurdes.

« La Turquie pourra atteindre ses projections de revenus du tourisme de 27 milliards de F pour l'année 1993 malgré la terreur », a affirmé hier le vice-ministre du Tourisme Karel Goymen.

Pourtant, le Front de libération nationale du Kurdistan, lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a lancé hier à Bruxelles un « avertissement » aux touristes

étrangers pour qu'ils ne se rendent pas en Turquie, où « leur vie ne sera pas garantie ».

« Tous les lieux touristiques turcs » sont concernés par cet « avertissement », a déclaré Kani Yilmaz, porte-parole du Front de libération nationale du Kurdistan. « Les Kurdes installés dans ces lieux procéderont à des actions contre les installations touristiques », a-t-il dit.

Près de 90.000 annulations de séjours ont eu lieu à la suite des attentats d'Antalya, à la mi-juillet, a indiqué M. Goymen. Pourtant, la Turquie avait enregistré un boom touristique dans la première moitié de 1993. Le nombre de tou-

ristes en provenance des pays de l'OCDE a augmenté de 23 % dans les 7 premiers mois de 93 comparés à la même période de 92, selon M. Goymen.

Pour les enlèvements de touristes par le PKK, M. Goymen a affirmé ne pas avoir observé d'impact particulier. Quant au sud-est, théâtre principal de la « guerre » entre l'armée turque et le PKK, « le tourisme est déjà frappé mortellement », a indiqué M. Goymen.

A cet égard, les familles de deux Allemands, dont des séparatistes kurdes ont annoncé l'enlèvement dimanche, ont confirmé qu'ils passaient effectivement des vacances en

Turquie et que l'on était sans nouvelles d'eux depuis dix jours.

Mais le ministère allemand des Affaires étrangères n'avait toujours pas confirmation de leur enlèvement hier.

Si le nombre des touristes français avait déjà dépassé en juin la barre des 300.000 atteinte en 1992, l'activité a faibli en juillet après les attentats du PKK.

Les voyageurs français, interrogés en Turquie attribuent cette baisse à « la conjoncture », sans préciser s'il s'agit de la crise économique en France ou de la situation en Turquie. Prudence...

# Turquie : la grande offensive anti-Kurdes

L'opération d'envergure commencée samedi contre les rebelles kurdes, qui a fait au moins deux cent cinquante morts parmi ces derniers, durant le week-end, selon un bilan non officiel provisoire, s'est poursuivie, hier, autour de Hakkari, dans le sud-est anatolien, selon les autorités turques.

Trois jours après les intenses bombardements aériens de la région de Hakkari, proche des frontières de l'Irak et de l'Irak, avec des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères, contre un groupe de rebelles estimés à quatre cents, aucun bilan chiffré n'avait pu être obtenu officiellement. Les autorités affirment attendre la fin des opérations de recherche, qui pourraient prendre plusieurs jours en raison de la configuration du terrain.

L'état-major de l'armée turque a confirmé la poursuite des opérations mais s'est refusé à tout commentaire, ainsi que les autorités civiles de la superpréfecture de région de Diyarbakir, officiellement en charge du maintien de l'ordre.

Les accrochages et affrontements dans le sud-est et l'est, depuis jeudi, ont fait au moins trois cent quarante-cinq morts, à partir de bilans partiels officiels et officieux, dont deux cent cinquante tués dans l'opé-

ration aéroterrestre de samedi, selon des autorités turques ayant requis l'anonymat.

Le bilan de cette opération a été démenti, hier, à Bruxelles, par un porte-parole du Front de libération nationale du Kurdistan, lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui a fait état de deux morts dans les rangs des guerilleros kurdes.

## Attaque contre Yusekova ?

La presse turque de mardi donne le chiffre de deux cent cinquante à trois cents morts à la suite des bombardements de l'armée sur la région montagneuse, en citant des autorités civiles locales qui gardent l'anonymat. Elle ne donne, cependant, aucun détail sur des combats qui seraient en cours entre des commandos de l'armée et des groupes de rebelles encerclés qui tenteraient de s'échapper vers l'Irak ou l'Irak.

Les autorités locales citées par la presse ont, par ailleurs, fait état d'une attaque contre la ville de Yusekova, proche de l'Irak, dans la nuit de dimanche à lundi. Selon ces informations officieuses, les rebelles auraient lancé cinq cents roquettes sur la ville.

Cette attaque contre Yusekova, lancée par le PKK, aurait été suivie d'accrochages qui



Les accrochages et affrontements dans le sud-est et l'est du pays ont fait au moins trois cent quarante-cinq morts.

auraient fait deux morts dans les rangs des forces de l'ordre, selon des journalistes de la presse locale. Yusekova, sous-préfecture de Hakkari, est une ville-clé sur la route de dégagement vers l'Irak et l'Irak.

## Saison touristique

Par ailleurs, les responsables du tourisme turc à Ankara ont réaffirmé leur optimisme pour la saison en cours, en dépit

des enlèvements de touristes et des attentats à la bombe visant des sites touristiques attribués aux rebelles kurdes.

« La Turquie pourra atteindre ses projections de revenus du tourisme de 4,5 milliards de dollars (27 milliards de francs) pour l'année 1993 malgré la terreur », a affirmé, hier, le vice-ministre du Tourisme, Korel Goymen.

## Touristes allemands : disparition confirmée

Les familles de deux Allemands, dont des séparatistes kurdes ont annoncé l'enlèvement dimanche, ont confirmé qu'ils passaient effectivement des vacances en Turquie et que l'on était sans nouvelles d'eux depuis dix jours, a indiqué, hier, un porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères.

## KURDISTAN : ZWEI DEUTSCHE TOURISTEN OFFENBAR WIRKLICH ENTFÜHRT

Die beiden im Südosten der Türkei vermißten deutschen Touristen sind offenbar tatsächlich von Anhängern der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei PKK entführt worden. Die beiden Männer hätten zuletzt am 7. August Kontakt mit ihren Angehörigen in der Bundesrepublik gehabt, teilte eine Sprecherin des Auswärtigen Amtes gestern in Bonn mit. Sie meldeten sich telefonisch aus Samsun an der türkischen Schwarzmeerküste und kündigten an, sich mit ihrem VW-Bus auf den Weg zum Berg Ararat in Kurdistan zu machen. Seither fehlt von den beiden Männern, Christoph Lehman aus Dresden und Henry Butler aus Halle, jede Spur. Die kurdische Nachrichtenagentur Kurd-Ha hatte am Sonntag gemeldet, die beiden Deutschen seien gemeinsam mit einem Neuseeländer in der Nähe des Ararat-Berges verschleppt worden. Gesicherte Erkenntnisse über eine Entführung gebe es aber nach wie vor nicht, betonte die Ministeriumssprecherin. Die deutsche Botschaft in Ankara bemühe sich derzeit bei den türkischen Behörden vor Ort um weitere Auskünfte. Auch das türkische Innenministerium hat Berichte über eine Entführung bislang nicht bestätigt. Die Angehörigen der beiden deutschen Touristen erfahren erst aus der Presse von der angeblichen Entführung und setzten sich dann mit dem Auswärtigen Amt in Verbindung. Laut Kurd-Ha wurden sie am Sonntag in der Region von Serhat im Osten der Türkei mit dem Neuseeländer verschleppt, den sie offenbar als Anhalter mitgenommen hatten. Die drei Männer sollen sich in der Gewalt der Volksbefreiungsarmee Kurdistans (ARGK) befinden, die als militärischer Arm der PKK gilt.

## INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 19, 1993

### Swiss Act Against Turks in Shooting

BERN (Reuters) — Switzerland said Wednesday it had asked Turkey to lift the diplomatic immunity of its ambassador, Toperi Kaya, and another embassy official in Bern.

The Swiss Foreign Ministry the request was connected with events outside the Turkish Embassy on June 24, when a Kurdish demonstrator died of gunshot wounds.

The ministry said Turkey had seven days to meet the request. A Bern magistrate said the ambassador had said he ordered his staff to shoot in the air, but witnesses reported embassy officials fired directly at demonstrators' legs. This was cited in the request for lifting of immunity.

LA LIBERTÉ • MERCREDI 18 AOÛT 1993

**TURQUIE**

## Le bilan des victimes kurdes s'aggrave

**L'armée turque a poursuivi hier ses opérations militaires contre les rebelles kurdes dans le sud-est de l'Anatolie.**

Depuis le début de la vaste offensive, lancée samedi, près de 300 membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués, selon les autorités. A Ankara, l'état-major de l'armée a confirmé hier la poursuite des opérations, mais il s'est refusé à tout commentaire ainsi que les autorités civiles de la préfecture de région de Diyarbakir. Depuis samedi, des chasseurs et des hélicoptères bombardent la région de Hakkari, proche des frontières de

l'Iran et de l'Irak, où seraient retranchés plus de 400 rebelles kurdes.

Les accrochages et affrontements dans le sud-est et l'est de la Turquie ont fait au moins 345 morts depuis jeudi, selon un décompte de l'AFP à partir de bilans partiels officiels et officieux, dont près de 300 tués dans l'opération aéroterrestre lancée samedi près de Hakkari.

**BOMBARDEMENTS**

La presse turque d'hier donne le chiffre de 250 à 300 morts à la suite des bombardements de l'armée sur la région montagneuse, en citant des autorités civiles locales qui gardent l'anonymat. Elle ne donne cependant aucun détail sur des combats qui seraient en cours entre des commandos de l'armée et des groupes de rebelles encerclés qui tenteraient de s'échapper vers l'Iran ou l'Irak.

Les autorités locales citées par la presse turque hier ont, d'autre part, fait état d'une attaque des rebelles contre la ville de Yusekova proche de l'Irak. Selon ces informations officieuses, les rebelles auraient lancé quelque 500 roquettes sur la ville. Aucune in-

formation indépendante n'avait pu être obtenue sur la situation à Yusekova, une ville clé sur la route vers l'Irak et l'Iran. **ATS/AFP**



**Une offensive d'une rare intensité des forces armées turques a le droit de la résistance kurde.**

Keystone

LE MONDE — 19 août 1993

IRAK : en appelant à l'intervention de l'ONU et de la France

## Médecins du monde demande l'arrêt des bombardements iraniens au Kurdistan

Médecins du monde a récemment lancé un appel à « la communauté internationale, aux Nations unies et au gouvernement français », pour qu'ils interviennent afin de mettre fin aux bombardements, par l'Iran, de divers objectifs dans le Kurdistan irakien. Dans un communiqué, cette organisation non gouvernementale affirme que l'armée iranienne a pénétré, au début du mois d'août, à 20 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, et bombardé les régions de Raniyah, Qalaa Diza et les villages environnants.

Ce n'est pas la première fois que de tels pilonnages ont lieu, l'Iran cherchant à déloger une bonne fois pour toutes du Kurdistan irakien, les opposants kurdes iraniens qui y ont trouvé refuge, souvent avec leurs familles. Au mois de mars dernier déjà, Médecins du monde et Aide médicale internationale avaient protesté contre un bombardement du nord de l'Irak par

l'aviation iranienne. La cible du raid était le siège du bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran. Un hôpital tenu par les deux organisations humanitaires avait été touché. Des Kurdes irakiens et iraniens habitant à proximité de l'hôpital avaient été tués ou blessés.

De passage récemment à Paris, où ils étaient venus demander l'assistance de Médecins sans frontières et de la fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand, deux responsables du parti marxiste irakien Komalah nous ont affirmé que, depuis trois ou quatre mois l'Iran avait concentré des forces à sa frontière avec l'Irak et maintenant la pression par les bombardements dans un double but : « Pousser à bout le « gouvernement » kurde irakien pour qu'il demande aux Kurdes iraniens de partir, et intimider l'opposition kurde, iranienne à l'intérieur même du Kurdistan irakien. »

**Passivité occidentale**

Vers la mi-juillet, Téhéran avait dépêché dans le Kurdistan irakien une délégation officielle avec pour mission de demander aux autorités locales de bâillonner les Kurdes iraniens (*le Monde* du 21 juillet). Selon les deux représentants kurdes, les demandes de Téhéran sont allées decrescendo. Au départ, l'Iran voulait que lui soient purement et simplement livrés tous les opposants kurdes iraniens. Face au refus de ses interlocuteurs, la délégation a ensuite demandé l'expulsion de ces opposants « vers les parties « arabes » du territoire irakien » - c'est-à-dire celles qui sont sous le contrôle du gouvernement de Bagdad, - puis l'arrêt de toutes leurs activités de propagande, et enfin l'abandon de la lutte armée contre le régime de Téhéran. « Toutes ces demandes ont été rejetées », ont assuré nos interlocuteurs.

Selon ces derniers, conscients que leur présence embarrasse leurs hôtes et complique la situation du Kurdistan irakien, les opposants kurdes iraniens s'étaient repliés de leur propre chef, loin de la frontière, et avaient décidé de cesser leurs activités à partir du territoire irakien pour les reprendre à l'intérieur du Kurdistan irakien. Cela n'avait pas empêché l'artillerie iranienne de continuer ses bombardements.

Le 22 juillet, soit quelques jours seulement après le retour de la délégation à Téhéran, une nouvelle attaque iranienne avait été lancée contre un village au nord de l'Irak. Quatre soldats iraniens avaient été faits prisonniers. La situation est telle que le « ministre » des peshmergas (combattants kurdes irakiens), Djabbar Ferman, avait alors menacé de riposter aux attaques iraniennes.

Bagdad a dénoncé, à plusieurs reprises, les pilonnages iraniens. Hormis une protestation verbale, les pays de la coalition occidentale se contentent, quant à eux, d'observer les attaques iraniennes. Les Kurdes irakiens et iraniens sont scandalisés par cette passivité alors que, depuis le mois d'avril 1991, le Kurdistan d'Irak est placé sous la protection des forces aériennes de la coalition occidentale, basées en Turquie.

MOUNA NAÏM

# Le Conseil fédéral reprend le bras de fer avec la Turquie et vise son ambassadeur

*Le représentant turc à Berne Kaya Toperi «porte la plus haute responsabilité» dans la fusillade du 24 juin. Berne demande, sans illusions, la levée de son immunité et celle d'un autre fonctionnaire.*

**YVES PETIGNAT**  
BERNE

**P**eter Kunz, le petit juge d'instruction bernois, a pris son temps; il voulait être sûr de son affaire, tout vérifier, ne laisser aucune faille à la raison d'Etat ou aux nécessités diplomatiques. Et, il y a huit jours, il a enfin demandé à ce que l'ambassadeur de Turquie en Suisse, Kaya Toperi, soit officiellement impliqué dans la procédure pénale ouverte après la fusillade du 24 juin au cours de laquelle un jeune manifestant

kurde, Semsettin Kurt, a trouvé la mort.

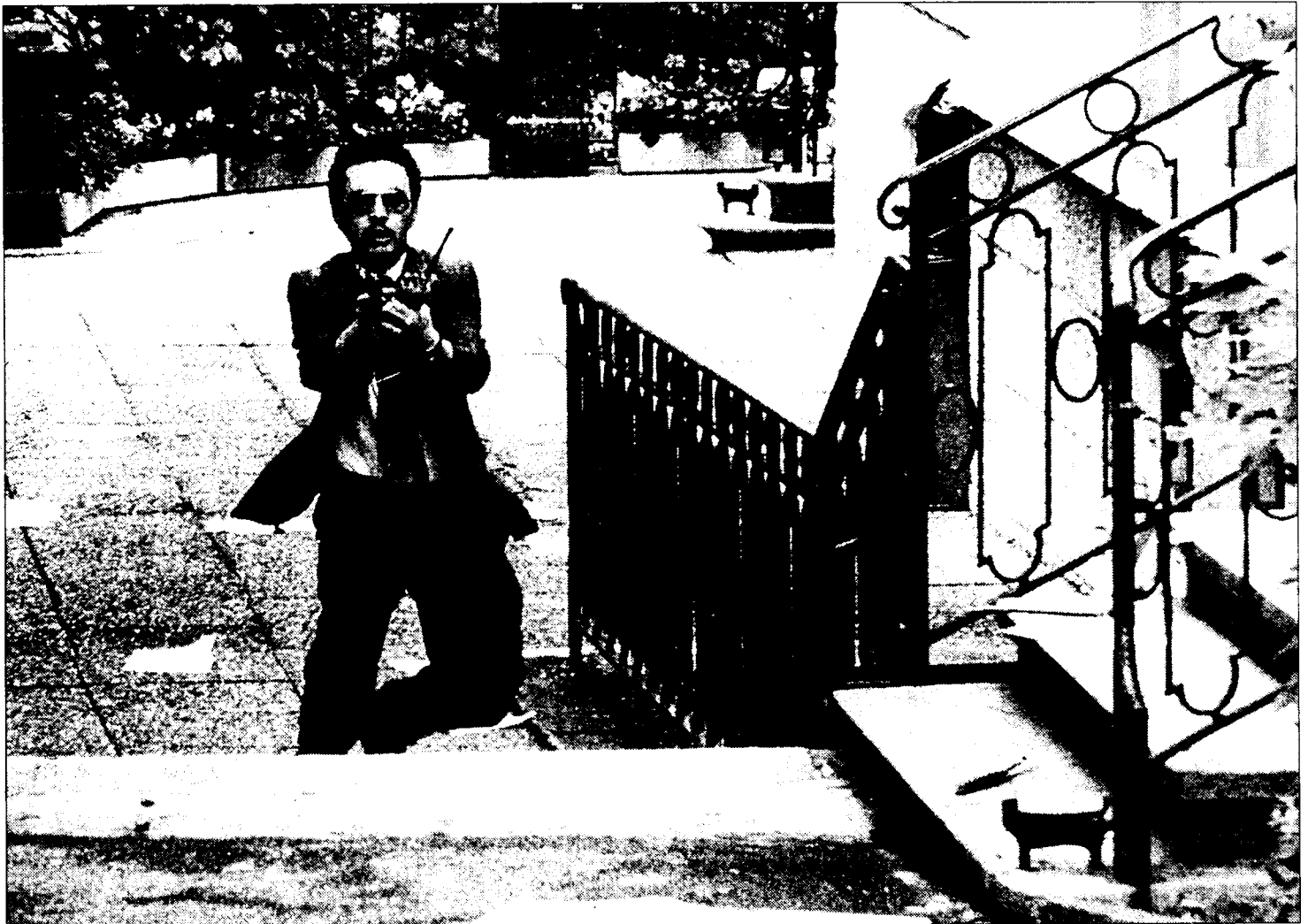
**Le diplomate, constamment en liaison radio avec ses agents de sécurité, est responsable de leur comportement**

Du coup, le Conseil fédéral, qui avait louvoyé entre «digne

protestation» et résignation au début juillet, hésité entre la démonstration de force, avec déclaration de deux ministres, et la ligne basse d'un simple communiqué, redresse la tête. Il peut désormais faire état d'une certaine continuité dans son attitude légaliste. Hier, il a chargé l'ambassadeur de Suisse à Ankara, Paul-André Rämseyer, de transmettre au gouvernement turc les demandes de levée d'immunité diplomatique de deux nouveaux diplomates, dont l'ambassadeur Kaya Toperi lui-même. La Suisse a donné sept jours à la Turquie pour répon-

dre. Cela porte à six le nombre de demandes similaires déposées par la Suisse depuis le début de l'affaire.

Et, là encore, personne ne se fait d'illusions: comme les quatre gardes turcs impliqués dans la fusillade, l'ambassadeur et son subalterne quitteront la Suisse avant l'expiration du délai. Mais, cette fois, l'honneur helvétique sera sauf, même si les relations avec la Turquie risquent de s'envenimer. Kaya Toperi, ancien porte-parole du parti au pouvoir, est en effet une personnalité en vue.



Ce document montrant un employé pointant son arme sur les manifestants a incliné le gouvernement à la fermeté.

Pour justifier l'implication de l'ambassadeur dans la procédure, le juge bernois fait état d'une interview télévisée de Kaya Toperi, le 28 juillet dernier, au cours de laquelle celui-ci aurait admis avoir donné l'ordre à son personnel de tirer en l'air, lors de l'irruption des manifestants kurdes devant les grilles - ouvertes - de l'ambassade. Or, les investigations et des photos ont prouvé que les employés de l'ambassade ont visé les jambes des manifestants, tuant un jeune Kurde et blessant plusieurs personnes dont un policier. De plus, l'ambassadeur est resté constamment en liaison radio avec

ses agents de sécurité, il était donc responsable de leur comportement.

Dans une déclaration à la radio, il avait également déclaré être resté sur son balcon et avoir eu l'intention, lui aussi, de tirer en l'air, mais que son arme s'était enrayée. Or, il est établi que des coups de feu sont partis de l'intérieur de la résidence. Dès lors, le juge estime que l'ambassadeur porte une grande responsabilité dans le déroulement des faits et qu'il convient donc d'éclaircir son rôle.

Le diplomate dont la levée de l'immunité est elle aussi deman-

dée est un employé des services techniques qui a été vu tirant en direction des manifestants puis ramassant des douilles autour de l'ambassade. Le juge bernois justifie cette double intervention tardive par la complexité de l'enquête et la nécessité de vérifier chacune des constatations.

Le Conseil fédéral, en faisant suite à la demande du juge, maintient la ligne «respectueuse du droit et de la justice» qu'il s'est imposée depuis le 24 juin, explique le vice-chancelier Achille Casanova. Impuissant en raison de la Convention de Vienne qui assure une immunité totale aux diplomates, le Conseil

fédéral n'a pu jusqu'à présent qu'assister au départ de tous les membres de l'ambassade impliqués dans la fusillade. Les notes de protestation suisses à Ankara ont fait l'objet d'une fin de non-recevoir. Mais le gouvernement suisse souhaite simplement permettre aux institutions d'un Etat de droit de travailler sans entrave «également dans l'intérêt de la Turquie», selon Achille Casanova.

Mais, après le départ de Kaya Toperi, le juge d'instruction n'aura guère d'autres ressources que de classer le dossier. C'est ce que souhaite Ankara qui compte sur le temps pour effacer les traces de la fusillade meurtrière. □

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE —

FRA0224 4 I 0341 /AFP-PQ21

Turquie-Kurdes

Les Kurdes affirment avoir tué 62 soldats depuis dimanche

ISTANBUL, 19 août (AFP) - Les rebelles kurdes ont tué 62 soldats depuis dimanche dans le sud-est Anatolien, ont affirmé des sources kurdes proches du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans des communiqués parvenus à Istanbul.

Selon l'agence Kurd-Ha, 40 soldats ont été tués mardi lors d'attaques du PKK contre la gendarmerie de Karabulak et un bataillon stationné à Dogubeyazit.

Au moins 417 personnes ont été tuées depuis jeudi dans l'est et le sud-est de la Turquie, selon une compilation effectuée par l'AFP sur la base de chiffres fournis de sources officielles et d'organisations proches de la rébellion.

Les bombardements aériens samedi de la région de Hakkari et des accrochages dans cette zone du sud-est-anatolien ont fait selon l'armée turque au moins 300 morts dans les rangs des maquisards.

Des autorités civiles turques, requérant l'anonymat, ont fait état de "250 à 300 morts" samedi et dimanche parmi les rebelles, un chiffre qui a été démenti par la section Suisse du "Comité du Kurdistan", basé en Europe et proche de la rébellion.

De son côté le "Comité du Kurdistan" a affirmé que 12 soldats et deux rebelles avaient été tués dimanche soir lors d'une attaque rebelle contre "tous les organismes d'Etat du district de Yuksekova", dans le sud-est de la province de Hakkari.

L'agence Anatolie a rapporté pour sa part jeudi que les corps de onze rebelles avaient été retrouvés dans les régions de Yuksekova et de Semdinli à la suite des opérations de l'armée turque et que 5 rebelles, dont deux femmes, ont été tués lors d'accrochages dans les régions de Diyarbakir et Bingol.

Le "Comité du Kurdistan" a affirmé d'autre part que 20 personnes avaient été "tuées par les forces de l'ordre" le week-end dernier à Digor (est, province de Kars) lors d'un affrontement avec les manifestants kurdes qui célébraient le 9ème anniversaire de la rébellion kurde. Les autorités turques avaient fait état de 10 morts.

KG/al/jmg

AFP 191400 AOU 93

# ON EN PARLE

## Kurdes sans patrie

**I**LS sont vingt-deux millions de Kurdes dispersés à travers le monde. Dix-sept millions d'entre eux sont en quelque sorte locataires de leur « pays », répartis dans cinq Etats aux gouvernements plutôt musclés : la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Irak et l'Arménie, ancienne république soviétique. Comme les Palestiniens, les Tamouls ou les Eskimos, les Kurdes sont sans patrie. Pour en posséder une, ils se battent depuis toujours. En vain. Est-ce pour cela que les tribus kurdes ont la réputation d'être les plus belliqueuses de l'Orient ?

Leurs guerriers, les pechmergas (ceux qui font face à la mort) sont de redoutables combattants, marcheurs infatigables, sachant se tapir dans la plus petite excavation et s'évanouir dans la nature pour échapper à leurs adversaires. Coiffés d'un turban, vêtus d'un pantalon bouffant, le chalwar, la cartouchière en bandoulière, ils résistent éternellement aux armées régulières turque, iranienne ou irakienne. Cela ne les empêche pas d'être minés de l'intérieur par des querelles internes de clans, des rivalités de chefs, des différends idéologiques.

Ils peuvent ainsi faire le jeu des Etats de la région. L'un des drames des dirigeants kurdes, partagés entre plusieurs pays, a toujours été de céder à la tentation de s'allier, pour lutter contre leur propre gouvernement, au gouvernement du pays voisin, quitte à porter tort à leurs frères kurdes de l'autre côté de la frontière.

### De Barzani au PKK

Comme le général Barzani, figure emblématique du Kurdistan, s'allia au chah d'Irak qui le ravitailla en armement, pour mener son combat contre le parti Baas irakien, Abdullah Ocalan, dit « Apo », leader du parti des travailleurs du Kurdis-



Les pechmergas s'en vont en guerre.

tan (PKK), réside à Damas sous l'œil bienveillant d'Afiez el-Assad, le président syrien et dirige, de là, la lutte armée des Kurdes en Turquie du Sud-Est.

Fondé le 27 novembre 1978 par des militants marxistes, le PKK a mis à profit l'interdiction de la langue kurde après le coup d'Etat de 1980 à Ankara pour recruter près de 10.000 combattants sur le thème de la revendication d'identité culturelle.

Le chef du PKK avait déclaré un cessez-le-feu unilatéral du 20 mars au 15 avril, prolongé pour une durée indéterminée, auquel il a mis fin le 8 juin, faute de négociation avec Ankara qui refuse de discuter avec des « terroristes ». Apo avait alors annoncé « un été sanglant » et « déclaré une guerre totale à la Turquie ».

Cette guérilla a connu, cet été, un regain de publicité quand le PKK a lancé une série d'attaques à l'explosif contre des sites touristiques en Turquie, blessant une vingtaine de touristes étrangers. Ces attentats ont atteint leur but : ils ont entraîné près de 75.000 annulations de réservations dont 60.000 de la part de l'Allemagne. Le PKK a poursuivi son action d'intimidation en enlevant six touristes (quatre Français, un Britannique et une Australienne), relâchés sains et saufs la semaine dernière.

Le premier ministre turc Tansu Liller a récemment annoncé la création d'une force spéciale de 5.000 hommes pour lutter contre les « terroristes séparatistes », terminologie officielle pour désigner les militants armés du PKK qui opèrent notamment dans le Sud-Est anatolien frontalier avec l'Irak, l'Irak et la Syrie.

Dans cette zone, près de 400.000 personnes apportent un soutien logistique direct aux 10.000 maquisards du PKK que l'armée et les forces spéciales — au total 150.000 hommes — n'arrivent pas à juguler. Il est vrai qu'ils peuvent se replier de l'autre côté de la frontière, en Irak, dans la zone « libérée », placée depuis avril 1991 sous la protection de l'aviation alliée... Ce qui inquiète fort la Turquie.

Au passage, il faut souligner que l'Irak accorde plus de liberté aux Kurdes que l'Irak, la Syrie et la Turquie. En effet, ces derniers ont le droit de parler leur langue, disposent de vingt et un journaux, de radio et d'une télévision émettant en kurde. Saddam Hussein a admis leur présence à condition qu'ils ne formulent pas de revendication territoriale.

### Sous l'Empire ottoman

L'inextricable question kurde se pose depuis le déclin de l'Empire ottoman, au XIX<sup>e</sup> siècle. Descendants des Mèdes, parlant une langue indo-européenne, les Kurdes furent islamisés à la fin du VII<sup>e</sup> siècle et Saladin, modèle de Saddam Hussein, originaire comme lui de Takrit, était kurde.

Leurs princes surent habilement préserver leur civilisation en acceptant la tutelle ottomane en échange d'une large autonomie : « Ce statut particulier, affirme Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, a assuré au Kurdistan près de trois siècles de paix ».

Tout va se gâter avec le déclin de l'Empire ottoman. Le sultan de Constantinople essaie de renflouer ses caisses en levant un impôt chez les Kurdes qui se révoltent. Les Kurdes et leur chef, le sultan Cherif Pacha, ont un moment d'espoir à la fin de la guerre de 14-18. Par le traité de Sèvres, en 1920, les Alliés promettent d'accorder l'autonomie au Kurdistan, mais les rivalités entre Anglais et Français qui se disputent le pétrole de la région de Mossoul, au nord de l'Irak, remettent tout en question. Le traité de Lausanne et l'émergence de la Turquie moderne de Mustapha Kemal ruinent les espoirs kurdes.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nouvel espoir né du minuscule Etat de Mahabad où règne Pazi Mohammed est lui aussi anéanti par les intérêts politiques britanniques et américains qui jouent la carte du chah d'Irak. Les Kurdes n'ont plus d'autre solution que celle de la lutte armée.

D. D.

TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 20, 1993

## U.S. Jets Strike Iraq Missile Site After a Firing

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

WASHINGTON — In an echo of the Gulf War, United States aircraft pounded an Iraqi anti-aircraft site in the northern air-exclusion zone Thursday after it had fired two missiles, the Pentagon said.

The Americans struck the Iraqi site first with fighters and bombers, then with cruise missiles.

Iraqi comments on recent air strikes, described the raid as "a vicious aggression."

The Pentagon said that it was among the most serious incidents since President Bill Clinton took office in January, but that it was not known whether this represented a change in policy by President Saddam Hussein.

"Whether this is part of a new push by Saddam Hussein, you'll have to ask Saddam Hussein," a spokesman said. "We're treating this as an isolated incident."

Baghdad also issued a protest to the United Nations, saying the air-exclusion zones imposed by the Gulf War allies on northern and southern Iraq were illegal, and it warned of a right to self-defense.

"Iraq reserves its full right to legitimate self-defense in accordance with international law and the UN Charter," the Iraqis said.

A report broadcast by the state-run Iraqi news agency, monitored in Nicosia, said Iraqi anti-aircraft guns had opened fire after the bombing and had later prevented the U.S. planes from attacking another defense battery.

U.S. planes patrol Iraq to enforce no-flight zones decreed by the West after the 1991 war to protect Kurdish rebels in the north and Shiite Muslim dissidents in the south. It was the 20th incident in eight months in the northern and southern zones, although not all of those resulted in allied air attacks on Iraqi sites.

The Pentagon said two waves of



## La Turquie rappelle son homme à Berne

*Et envisage des mesures de rétorsion.*

Selon l'agence de presse turque Anatolia, l'ambassadeur de Turquie à Berne, Kaya Toperi, pourrait être affecté à un autre poste à l'étranger. En outre, il n'est pas exclu que la Turquie prenne des mesures de rétorsion contre la Suisse. Le gouvernement turc répondra la semaine prochaine à la demande du Conseil fédéral de lever l'immunité diplomatique de son ambassadeur à Berne et d'un autre membre de l'ambassade afin que l'enquête sur les événements sanglants survenus le 24 juin dernier puisse se poursuivre (LNQ d'hier). Un manifestant

kurde avait été abattu par un membre de l'ambassade turque.

La Turquie a sept jours pour réagir à cette demande. Alors qu'il se trouvait à Moscou, le ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Cetin a déclaré hier qu'il était «hors de question» d'accepter la demande suisse. Il est prévu qu'il regagne Ankara dimanche prochain. Selon Anatolia, il va convoquer la semaine prochaine une réunion au Ministère des affaires étrangères à laquelle participera aussi l'ambassadeur de Turquie à Berne.

La Turquie pourrait aussi prendre des mesures de rétorsion contre la Suisse, par exemple en déclarant persona non grata l'ambassadeur de Suisse en Turquie. La Suisse a déjà demandé la levée de l'immunité diplomatique de quatre membres du personnel de l'ambassade turque à Berne, mais sans succès, puisque Ankara a rappelé ces personnes.

AP

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE —

FRA0528 4 I 0255 RFA /AFP-BP80

Turquie-Kurdes

Offensive turque : 25.000 personnes réfugiées dans les montagnes, selon le Comité du Kurdistan

BONN, 20 août (AFP) — Le Comité du Kurdistan, proche du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a affirmé vendredi que 25.000 personnes avaient dû se réfugier dans les montagnes à la suite de l'offensive lancée par l'armée turque les 18 et 19 août contre les provinces de Yuksekova et Cukurca, dans le sud-est anatolien.

"L'armée turque a bombardé avec des chars et des unités spéciales les provinces de Yuksekova et Cukurca", a indiqué le Comité du Kurdistan dans un communiqué reçu au bureau de l'AFP à Bonn.

Dans la seule ville de Yuksekova, 100 magasins ont été détruits, précise-t-il. Sur quelque 30.000 personnes vivant dans la province, 25.000 ont dû se réfugier dans les montagnes, qui sont "exposées aux bombardements de l'Etat turc", poursuit le communiqué.

"Indépendamment de ces événements des deux derniers jours, plus de 100 civils ont été tués au cours de la dernière semaine", ajoute le Comité du Kurdistan.

Un journaliste du quotidien Ozgur Gundem, Ferhat Tepe, a été récemment enlevé puis assassiné, et l'une de ses collègues, Aysel Malkoc, enlevée peu après, est-il encore indiqué.

Le sud-est anatolien connaît depuis une semaine un regain de tension, avec une opération d'envergure de l'armée turque contre la rébellion kurde dans la région de Hakkiri, entrecoupée d'attaques sanglantes du PKK contre des objectifs turcs, notamment dimanche à Yuksekova.

v1/bs/mfo

AFP 202353 ADU 93



Le Courrier — 20 août 1993

**IMMUNITÉ**

**L'ambassadeur turque pourrait être muté**

**Ankara a rappelé Kaya Toperi «pour consultation».**

Après la demande suisse de levée de l'immunité de l'ambassadeur turc à Berne, la Turquie a rappelé hier à Ankara M. Kaya Toperi «pour consultation». Pour sa part, le Conseil fédé-

ral envisage de déclarer M. Toperi «persona non grata» si la Turquie refuse la levée de son immunité. Celle-ci devrait permettre d'interroger le diplomate turc sur la fusillade survenue en juin devant l'ambassade de Turquie à Berne.

En menaçant de déclarer M. Toperi «persona non grata», le Conseil fédéral affirme son intention de recourir, le cas échéant, à un geste de protestation diplomatique radical, a indiqué hier Achille Casanova, vice-chancelier de la Confédération. La Turquie a de son côté évoqué son refus d'entrer en matière, mais n'a pas encore rejeté officiellement la demande suisse.

**DEMANDE MAL REÇUE**

A la suite de son rappel en Turquie, M. Toperi est attendu d'ici à dimanche à Ankara pour des «consultations» avec le chef de la diplomatie turque, Hikmet Cetin, en tournée à l'étranger, a déclaré mercredi qu'il était «hors de question d'accepter la demande Suisse».

Le rappel à Ankara de l'ambassadeur turc pourrait en outre être définitif, estimait pour sa part l'agence semi-officielle turque Anatolie. Selon l'agence, la nomination de M. Toperi à un autre poste est imminente.

On déclare un diplomate indésirable à la suite d'actes d'espionnage ou d'une détérioration des relations. Le stade ultime, jamais intervenu dans le cas de la Suisse, est la rupture des relations diplomatiques. AP

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE —

ECF0296 4 F 0141 FRA /AFP-XE48

Tourisme

Le Quai d'Orsay recommande la prudence aux touristes en Turquie

PARIS, 20 août (AFP) — Le ministère des Affaires étrangères a renouvelé vendredi ses recommandations de prudence pour les touristes français en Turquie, où les séparatistes du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) ont revendiqué l'enlèvement de deux touristes allemands et un néo-zélandais.

Le ministère "recommande aux touristes se rendant en Turquie de faire preuve de prudence" et de "s'abstenir de se rendre dans les zones où l'état d'urgence a été instauré", a déclaré le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay Catherine Colonna.

Le ministère des Affaires étrangères avait déjà émis des recommandations de prudence lors de l'enlèvement de quatre touristes français, libérés le 10 août après dix-huit jours de détention par les rebelles kurdes de Turquie.

cr/jmg/cad

AFP 201642. AOU 93

LE MONDE — 22 août 1993

**TURQUIE : la lutte contre le PKK**

**L'armée aurait bombardé une ville de 30 000 habitants**

Les Comités du Kurdistan d'Europe, proches des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont fait état, vendredi 20 août, de bombardements intenses de l'armée turque, depuis l'avant-veille, contre les villes de Yuksekova et Cukurca, dans le sud-est anatolien. Dans la seule ville de Yuksekova, 100 magasins ont été détruits, précisent-ils. Sur les quelque 30 000 habitants, 25 000 auraient dû se réfugier dans

les montagnes, où elles seraient «exposées aux bombardements de l'Etat turc». Le maire de Yuksekova, Necdet Buldan, cité par les comités du Kurdistan, a réitéré ces informations auprès de l'agence Reuter. Les comités du Kurdistan jugent que l'armée utilise dans la région la tactique : «assécher la mer pour attraper le poisson.» Il y a un an, dans la même région, les troupes s'étaient livrées à une opération similaire dans la ville de Sîrnak, que la plus grande partie de

ses quelque 20 000 habitants avaient dû évacuer.

Après l'enlèvement revendiqué par le PKK de deux touristes allemands, le ministre des affaires étrangères de Bonn, M. Klaus Kinkel, a affirmé, vendredi, qu'«il faut interdire rapidement le PKK» en Allemagne, même si cela pose des problèmes juridiques. M. Kinkel a aussi écrit à son homologue turc, Hikmet Cetin, afin de lui demander de «vraiment tout faire» pour faciliter la libération des deux touristes. M. Kinkel a ainsi rejeté les propositions de dialogue des ravis-seurs qui réclament une intervention de l'Etat allemand.

A Paris, le quai d'Orsay a renouvelé, vendredi, ses recommandations de «prudence» à l'égard des touristes français en Turquie, qui

doivent «s'abstenir de se rendre dans les zones où l'état d'urgence a été instauré». — (AFP, Reuter.)

□ Quatre nouveaux touristes auraient été enlevés dans l'est du pays. - Quatre touristes, deux Italiens et deux Suédois, ont été enlevés jeudi 19 août près de Dogubayazit, dans l'est de la Turquie, non loin de la frontière iranienne, par la rébellion kurde, qui détient également deux Allemands et un Néo-Zélandais, rapporte le quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem* proche de la rébellion. Le journal fournit les identités des quatre touristes. Aucune précision n'avait pu être obtenue samedi matin auprès des autorités turques ni des ambassades concernées. — (AFP.)

## IKDP leader Barzani: Operation Provide Comfort should remain

By Emre Gökalp  
*Turkish Daily News*

ERBIL- Iraqi Kurdistan Democrat Party (IKDP) leader Massoud Barzani said Thursday that the people in northern Iraq need long-term protection and for that reason he said Operation Provide Comfort should continue to remain in force until a democratic change is experienced in the Iraqi administration. At a press conference in Erbil, Barzani said he and his colleagues had told Europe, the United States and Turkey of their desire for a long-term Operation Provide Comfort. Barzani recalled that during his visit to Turkey last June, he had told the same thing to President Suleyman Demirel. He claimed Demirel told him, "if the international community gives up protecting northern Iraq, we will protect you."

In reply to a question, Barzani said if the development of relations between Turkey and Iraq harmed the people in the region, he and his colleagues would not want that development. Barzani said they do not need Turkey's acting as an intermediary between the Kurdish opposition and the Iraqi

administration, noting that Iraq's becoming democratic is what counts.

Recalling that an agreement had been made between the northern Iraqi administration and the outlawed PKK (Kurdistan Workers' Party) organization one year ago, Barzani said the PKK is obliged to abide by that agreement and respect the laws of the regional administration. "There is no problem as long as it respects the administration and the laws," Barzani said. Stressing that the PKK sometimes violates the agreement and that such behavior is unacceptable, Barzani said the IKDP is following such actions closely. He said that the PKK cannot stay in the region if it does not obey the regional administration and the laws.



Massoud Barzani

Referring to the IKDP's 11th convention, Barzani said that the convention has shown the international support for the Kurdish people. He said he was pleased that Turkish deputies and representatives were participating in the convention. The IKDP's 11th convention, where the Union Party will officially merge with the IKDP, continued with sessions closed to the press. It will last until the beginning of next week.

## Turkish tourism industry feels effects of a German consumer law

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkish hotels and other tourist-related businesses are feeling the effects of a German law designed to protect the rights of German tourists abroad, the Anatolia news agency reported.

The law allows for German vacationers to receive a partial refund of the money they spent on their vacations if their holiday does not live up to be what brochures given out by tourist agencies described. The German agencies, if forced to compensate disappointed tourists, often do not pay Turkish hotels the full amount owed to them.

The compensation, according to the German law, may be as high as

50 percent of the price of the vacation. In order to warn Turkish hotels and tourist-related businesses of the potential problem, parts of the law were translated from German by a Turkish tourism official, Suna Gebizli.

According to the law, Gebizli said, a 10 percent refund is given to tourists who find, despite information listed in the brochure given to them, that their hotel room did not have a balcony or view of the sea.

Ahmet Aktaş, lecturer at Mediterranean University's hotel and tourism management school, said that many German tourists traveled with cameras and documented every shortcoming of their vacation, ta-

king pictures of construction near their hotels, for example. When they get back to Germany, he said, they received compensation for the noise level.

### DM 100 refund in case of cockroaches

Tourism officials said that in one case a tourist was given a DM 100 refund when he documented that there was a cockroach in his hotel room. Tourists have the right to request a refund of between DM 200 and DM 300 for spoiled food. For example, if the tourist paid DM 1,000 for his vacation, then for "bad service" he might request 25 percent of the vacation payment which is DM 250.

# US planes bomb Iraq missile site

turkish daily news  
Friday, August 20, 1993

■ **Pentagon says the American jetfighters dropped cluster bombs after they were fired on**

Reuters

**BAGHDAD-** U.S. planes dropped cluster bombs on a military position in northern Iraq on Thursday, and Iraq said a soldier and a civilian were wounded.

Baghdad, accusing Washington of aggression, said its air defenses returned fire, forcing the American planes to flee. "The American administration committed this morning a new act of aggression against an anti-aircraft battery 20 km (12 miles) west of Mosul," an official spokesman said in a statement. "A military personnel was wounded and two vehicles damaged," he added. A civilian was wounded when the planes "tried to approach the air defense battery for a third time," he said. In Washington, the Defense Department said on Thursday U.S. jetfighters had dropped cluster bombs and laser-guided bombs on an Iraqi missile site in self-defense.

The strike came after U.S. aircraft, on a routine patrol of an allied-enforced air exclusion zone over north-

ern Iraq, observed a missile launch from a surface-to-air battery five to 10 miles (eight to 16 km) west of Mosul, the Defense Department said in a statement.

Two waves of attacks by four warplanes -- two F-4s and two F-16s -- were involved in the action, which appeared to have destroyed the missile site, the Pentagon said.

The Iraqi spokesman said the patrolling planes attacked the site three times: at 8.55 a.m., 9.10 and 10.20.

He said twice the Iraqi anti-aircraft crews fired back "at the American planes which ran away from the area."

Meanwhile, U.S. Major Nancy Cochran, a spokeswoman for the U.S. led allied coalition task force at Incirlik airbase in southern Turkey, said the planes returned to Incirlik safely. The coalition air force has been based at Incirlik since the end of the Gulf War to monitor Baghdad's treatment of its 3.5 million Kurdish population in northern Iraq. The warplanes fly daily reconnaissance flights over northern Iraq.

The last confirmed attack by U.S. planes on an Iraqi installation was on July 25, when a U.S. F-4G fired a HARM missile at an Iraqi anti-aircraft missile site after the plane was tracked by the battery's radar.

The allied coalition air force in Tur-

key consists of 80 U.S., British, French and Turkish planes.

For the first time since U.S. attacks on Iraqi anti-aircraft sites in southern Iraq in the final days of former President George Bush's administration in

January, Baghdad said its ground crews returned fire on the raiding planes. Iraq's accusation of U.S. aggression against it contrasts with statements in the past which were mild and void of fiery language. No signs of built-up tension between the two adversaries are discernible at present, but Baghdad television on Wednesday showed large-scale military exercises involving tanks and rocket launchers, attended by Defense Minister Ali Hassan al-Majeed. The television also screened footage of a meeting President Saddam Hussein held on Wednesday with the army branch of the ruling Baath Party.

U.S. pilots, patrolling air-exclusion zones in northern and southern Iraq, and Iraqi ground crews have clashed several times. The latest incident was on July 29 when two U.S. Navy planes fired missiles at Iraqi anti-aircraft sites in the south. The United States, France and Britain, which fought Iraq in the 1991 Gulf War over Kuwait, imposed a ban on Iraqi flights north of the 36th Parallel more than two years ago to deter any Iraqi army attacks on rebel Kurds who now control much of the north. A similar ban was later imposed on southern Iraq to protect dissident Shiites who fled Iraqi government forces after post-war revolts. In the north, the latest incident took place on April 19 when two F46s, targeted by the radar of an anti-aircraft missile battery, fired a missile in response. In all incidents in the past Iraq denied U.S. reports that its ground radar provoked the attacks.

## PKK abducts 12 soldiers as massive operations continue

■ **Observers say regional measures inefficient for discharged soldiers**

Turkish Daily News

**ANKARA-** Despite assurances by top-level state and military officials that Turkey is taking every measure to protect soldiers fighting separatist militants in the Southeast, the Kurdistan Workers' Party (PKK) abducted at least 12 soldiers on Thursday.

The abduction came two days after Minister of Defence Nevzat Ayaz issued a statement in which he said "all necessary measures were taken for the safe transport of military personnel" in the troubled region where nearly 9,000 people have died in nine years of violence.

Among the 12 soldiers were two specialist sergeant, former soldiers who joined the army on a professional basis after their discharge, the semi-official Anatolian agency said.

Quoting Chief of General Staff Command Press Director Col. Doğu Silahcıoğlu, the agency said that the abducted soldiers had violated orders to wait for air transport and took the intercity coach without informing anyone. Silahcıoğlu said that out of 735 soldiers who had completed their military services or who were on leave in Van, 295 were transported by air and a further 440 were scheduled to be carried by planes on Thursday.

Ayaz had said on Wednesday that necessary measures had been taken and that 20,000, out of an annual circulation of some 700,000 soldiers, had been transported by air.

Public sensitivity on the issue had flared up when more than 30 off-duty soldiers and 5 civilians were

killed by the PKK near the Eastern town of Bingöl last June.

Despite repeated assurances though, a team of journalists recently visiting the Southeast region and five separate provinces established that hundreds of discharged soldiers were left on their own.

Most of the soldiers were seen traveling in buses back to their homes, dressed in civilian clothes to cover their identity. Even in the case of troop transports, only two armored vehicles are normally attached to convoys.

In other developments on Thursday, sources said six paramilitary village guards were kidnapped by the

PKK in Sason, Siirt.

Meanwhile, officials said the operation in the rural areas of Yüksekova and Şemdinli in Hakkari province were continuing and that 11

bodies of PKK militants had been found. Earlier, Turkish newspapers had put the death toll of the militants as high as 250.

In the western province of Edirne, police on Thursday seized a truck carrying badges, walky-talkies and propaganda tapes to the organization. The truck, bearing Turkish licence plates, had registered its cargo as "NATO cargo," an official said.

*Shadow cast over democracy:*

## İşıklar impeached

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** In a dramatic development which will inevitably cast a shadow over Turkish democracy at the threshold of the 21st century, a Turkish court on Wednesday terminated the parliamentary membership of Parliament Deputy Speaker Fehmi İşıklar, an elected representative of the Turkish nation. A Constitutional Court decision impeaching İşıklar and opening the way for his trial, which could lead to the gallows, has officially been submitted to Parliament.

The Diyarbakır deputy is charged with heading a pro-Kurdish party in 1991 and making speeches in favor of the Kurdish people, regarded now as a challenge to Turkey's indivisibility. The court decided on July 14 that İşıklar, as the former head of the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), had violated the Constitution and the Political Parties Law by "dividing the nation into Turks and Kurds, and had described Kurds as an oppressed nation," in his speeches prior to the October 1991 elections. It had also decided upon the closure of the HEP. On Wednesday, the court's so-called "Detailed Verdict" was sent to the parliamentary speakership, in a final step to oust İşıklar from the house.

The court decision lifts İşıklar's parliamentary immunity and opens the way to put him on trial for violating Turkish Penal Code 125. The code concerns the "unity of the nation and state" and suggests punishment up to the death penalty for carrying out "separatist actions" and/or propaganda.

The Chief Prosecutor of the Ankara State Security Court (DGM) said on Thursday that two separate cases against İşıklar will be opened with the mentioned charges. "I am worried for democracy," İşıklar com-

mented to TDN on the decision. "I haven't been taken to court because of any corruption or theft charge, its because of what I thought and said. I've been in a struggle so far for people who were subjected to injustice. From now on that struggle will also be for my own rights." He said as part of that struggle he might apply to international bodies like the European Commission of Human Rights and the International Court of Justice in the Hague. İşıklar says he was not planning to resign from the junior partner of the ruling coalition the Social Democratic People's Party (SHP), which he had joined before the October '91 election.

Shortly before the October '91 elections, İşıklar and other HEP deputies had agreed on an election alliance with the SHP and were elected to Parliament as SHP deputies. Eighteen Kurdish-origin deputies had later resigned from the SHP and rejoined the HEP. But İşıklar, a former trade union leader and a respected name of Turkish center-left politics, stuck with the SHP as the Diyarbakır MP and became the deputy speaker of Parliament. Commenting on the Constitutional Court decision when it was first made, Parliamentary Speaker Hüsamettin Cindoruk had said he would examine the file presented by the court and try to do his best to prevent the implementation of the decision. One way to do that was to amend Article 84 of the Constitution. But after the official submission of the court decision, Cindoruk said he would make no comment before closely inspecting the report. Estimating that the HEP was going to be closed by the Constitutional Court, the HEP MPs had joined in July another party called the Democracy Party (DEP), which was established by Kurdish activists.



**“ I'm worried for democracy. I've been in a struggle for people subjected to injustice so far. From now on, that struggle will also be for myself ”**

cial submission of the court decision, Cindoruk said he would make no comment before closely inspecting the report. Estimating that the HEP was going to be closed by the Constitutional Court, the HEP MPs had joined in July another party called the Democracy Party (DEP), which was established by Kurdish activists.

## KURDES

# Un peuple sans pays

*La prise en otage et la libération de quatre touristes français par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan a fait resurgir la question kurde. Un peuple qui, depuis près d'un siècle, lutte pour affirmer son existence.*

**N**otre malheur vient de la guerre 14-18 », résume Shewki, secrétaire permanent à l'Institut kurde de Paris. De fait, c'est la défaite allemande qui engendre le démantèlement de l'Empire ottoman, allié de Berlin, et donne naissance à de nouvelles nations au Moyen-Orient. Composé de différentes tribus qui vivent depuis plus de deux mille ans sur un vaste territoire, le peuple kurde, uni par une histoire, une langue et une culture communes, se retrouve écartelé entre cinq pays : l'Arménie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie. Des Etats qui, au nom de l'intégrité de leurs territoires, mais aussi de l'intérêt économique que représentent certaines régions, comme le « Kurdistan irakien » riche en gisements pétroliers, vont, dès lors, réprimer toutes les tentatives d'indépendance de ce peuple.

### TROMPÉS ET MASSACRÉS

Persécutés par Staline dès 1927, les Kurdes d'Arménie sont déportés et dispersés entre les différentes Républiques du Caucase. En Iran, la tentative d'instaurer l'autonomie en 1946 se termine dans un bain de sang. Et, trente-trois ans plus tard,

l'imam Khomeiny, qui avait pourtant promis l'indépendance aux Kurdes en échange de leur soutien à la révolution islamique, déclare « qu'autonomie et démocratie sont étrangères à l'islam ».

L'Irak a toujours mené une répression féroce contre ce peuple apatride. Accusés de s'être rangés aux côtés de Téhéran dans la guerre Iran-Irak, les Kurdes sont même massacrés à l'arme chimique à la fin des années 80. En février 1991, profitant de la défaite de Saddam Hussein dans la guerre du Golfe, les Kurdes irakiens se proclament indépendants. Autonomie précaire, la nouvelle République restant sous la menace d'une invasion de l'armée de Saddam Hussein qui n'attend que le retrait des forces internationales surveillant la région pour reprendre le territoire.

En Turquie, où le conflit est permanent, 20 000 activistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, d'obédience communiste) mènent, depuis 1984, dans le sud-est du pays, des opérations sanglantes contre l'Etat. « 20 000 militants sur une population de 12 à 15 millions de Kurdes, c'est peu ! », estime Shewki. Comme la majorité de ses compatriotes, et tout en souhaitant une reconnaissance des autorités turques,



DAMBIER/SYGMA

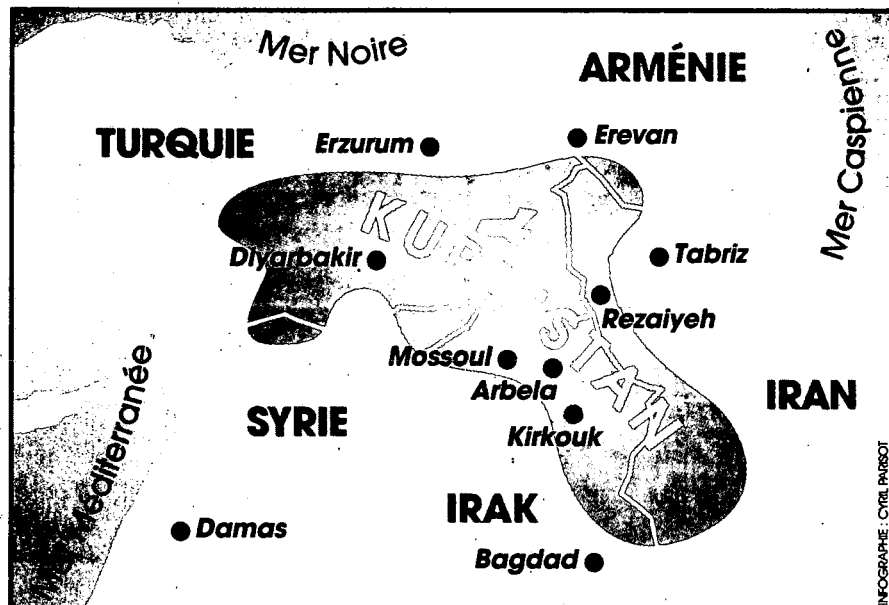
**Les Kurdes aspirent au respect de leurs droits.**

Shewki n'admet pas cette politique « de la terre brûlée » : « Nous sommes contre la violence. Nous aspirons simplement au respect de nos droits par Ankara », affirme le secrétaire de l'Institut kurde de Paris.

La Turquie semble dorénavant mieux admettre l'existence des Kurdes. Un budget de 12 milliards de francs a été débloqué pour moderniser le Sud-Est, « très en retard par rapport à l'ouest du pays », confie Tanguy Bleda, ambassadeur de Turquie à Paris. M. l'Ambassadeur reconnaît d'ailleurs que « certaines erreurs, dues au centralisme et au patriotisme excessifs de ses compatriotes, ont été commises mais que la situation s'est améliorée. Les Kurdes, ajoute-t-il, ont aujourd'hui des journaux, peuvent parler leur langue et nous sommes prêts à leur ouvrir des écoles et une chaîne de télévision. Mais jamais nous ne remettons en question notre intégrité territoriale. Et jamais nous ne permettrons aux terroristes du PKK, manipulés par l'étranger, de fonder une république marxiste-léniniste indépendante. »

En attendant, la guerre fait rage. Une guerre qui frappe surtout les populations civiles : hommes, femmes et enfants... « Il faut que cela cesse ! », admettent d'une seule voix le secrétaire de l'Institut kurde de Paris et l'ambassadeur turc. Peut-être une note d'espoir ?

LUC BALBONT



INFOGRAPHIE: CYRIL PARROT

**Le Kurdistan (530 000 km<sup>2</sup>) se partage entre cinq pays : l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Turquie et l'Arménie. On compte aujourd'hui entre 23 et 28 millions de Kurdes. 100 000 en Arménie ; un million en Syrie (sur une population totale de 10 millions d'habitants) ; entre 6 et 7 millions en Iran (sur 43 millions) ; entre 3,5 et 5 millions en Irak (sur 15 millions) ; et de 12 à 15 millions en Turquie (sur 57 millions).**



Sanguinosi scontri in Kurdistan. Il Pkk chiede un riconoscimento internazionale della «causa» ma non rinuncia alla lotta armata

# Turchia, la guerra sfiora gli ostaggi

I curdi avvertono: i rapiti sono in pericolo durante le battaglie con l'esercito

DAL NOSTRO INVIATO

ANKARA — Con i curdi non si tratta, per non toccare la suscettibilità dell'alleato turco che li considera semplici criminali. Sembra essere questa, almeno ufficialmente, la linea del governo italiano dopo il rapimento dei quattro turisti che si aggiravano nei pressi del monte Ararat alla ricerca dell'Arca perduta. In realtà, come già hanno fatto altri governi europei, è assai probabile che nelle prossime ore la nostra autorità diplomatica aprirà un canale riservato per contattare gli uomini del Pkk e ottenere così la liberazione dei rapiti. Le richieste avanzate finora dagli uomini della guerriglia curda appaiono assai moderate. Al di là di questioni specifiche, a loro interessa una sola cosa: proseguire sulla strada di un riconoscimento internazionale, facendo un piccolo passo verso l'obiettivo strategico che ritengono oggi alla loro portata. Che il mondo, cioè, la smetta di ignorare la questione curda e ammetta che esiste il problema di un popolo senza terra che si muove nelle aride regioni al confine tra Turchia, Iran, Irak, Siria e Armenia.

Uno dei portavoce del movimento ha sottolineato che il Pkk vedrebbe con favore una visita di una delegazione parlamentare italiana nelle regioni del Kurdistan. «Sarebbe una buona occasione — ha affermato — per vedere direttamente la repressione messa in atto dal governo turco nei confronti della popolazione curda».

Per quanto riguarda i quattro rapiti, sembra ormai accertato che di essi uno solo è unicamente cittadino italiano. Si tratta del capo spedizione, l'ingegnere in pensione Angelo Palego che non ha esitato a mettere se stesso e i suoi amici in una situazione di estremo pericolo pur di proseguire la ricerca della miti-

ca Arca di Noè (che giura di aver già individuato) e che secondo le leggende si sarebbe fermata dopo il diluvio sul monte Ararat. L'altra italiana di nascita del gruppo, Anna d'Andrea, è naturalizzata svizzera a seguito di matrimonio. Cittadini svizzeri sono pure gli altri due componenti la spedizione, Giuseppe Rezzonico e Nico Riccardo Pianta entrambi ticinesi.

«I quattro ostaggi sono in nostre mani e stanno bene, ma non rispondiamo della loro sicurezza in caso di operazioni militari turche», hanno ripetuto ieri ad Ankara i portavoce del partito curdo.

Appare assai probabile che la cattura dei tre cittadini svizzeri sia stata un errore, in quanto la guerriglia curda non ha alcun contenzioso aperto con Berna: sarebbero stati presi inizialmente per svedesi. Nulla di pre-

ciso si sa ancora sul possibile nascondiglio scelto per i rapiti, anche se tutto lascia credere che siano stati trasportati in un «santuario» al confine con l'Iran o addirittura all'interno del territorio dello Stato islamico che da tempo assiste e protegge i curdi, nella sua strategia anti-irachena (e anti-turca).

Le esperienze passate fanno ritenere degne di fede le notizie secondo cui i quattro starebbero bene, visto anche che non è certo nell'interesse dei curdi inimicarsi l'opinione pubblica mondiale generalmente favorevole alla loro causa.

Eventuali trattative e il possibile rilascio dei rapiti potrebbero essere ostacolati dalla ripresa delle azioni militari proprio nella zona dove è avvenuto il sequestro. Proprio ieri nella Turchia orientale sono ripresi gli

attacchi degli uomini del Pkk contro l'esercito regolare di Ankara. Secondo fonti turche, 18 militari sarebbero morti a seguito di queste azioni di guerriglia. L'episodio più rilevante si sarebbe svolto nella provincia di Iğdir proprio al confine con l'Iran, dove una postazione turca è stata attaccata dai curdi. Sedici soldati sarebbero morti durante l'attacco, mentre altri due turchi sarebbero saltati su una mina mentre con il loro veicolo si recavano ad aiutare i compagni attaccati.

L'incursione dei peshmerga nella zona a ridosso del confine iraniano conferma i sospetti di Ankara sull'appoggio di Teheran ai separatisti. Proprio ieri, un disertore del Pkk ha rivelato l'esistenza di una serie di basi in territorio iraniano dove i partigiani si addestrerebbero all'uso di armi pesanti e alle tecniche della guerriglia.

Nella capitale turca la nuova offensiva curda e la presa di ostaggi hanno ovviamente suscitato molto imbarazzo, come era prevedibile. Per molte ore le autorità si sono rifiutate di fornire qualsiasi conferma ufficiale del rapimento. A seguito delle richieste del nostro ambasciatore ad Ankara e del rappresentante consolare di Smirne è stata aperta una inchiesta volta ad accertare gli ultimi spostamenti del quartetto caduto nelle mani dei curdi. Una inchiesta che, verosimilmente, non fornirà alcun elemento di rilievo, visto che ormai i partigiani curdi hanno avuto tutto il tempo di organizzarsi e di portare gli ostaggi in un posto sicuro.

Fabrizio Dragosei



Manifestazione di curdi in Turchia e, nella foto piccola, il leader del Pkk Öcalan



THE GUARDIAN  
Monday August 23 1993

# ATROCITY TIMES

*Jonathan Rugman reports from Istanbul on the paper whose staff take their lives in their hands for publicising human rights abuses in eastern Turkey*

**T**WO WEEKS ago 22-year-old Aysel Malkac walked out of her newspaper office into a tree-lined street in the centre of Istanbul. Her colleagues have not seen her since. They assume she is dead.

It is not an unreasonable assumption. Since Ozgur Gundem (Free Agenda) was launched May last year, at least eight of its journalists and distributors have been killed in mysterious circumstances.

One, Hafiz Akdemir, was shot on his way to work after receiving several death threats. His burial took place under police supervision; when relatives tried to pick him up from the morgue they say they were beaten up. Other journalists have been bundled into cars or shot in the street by assassins who have never been caught.

"I try not to go out on my own or at night," says Gultan Kisanak, aged 32, one of Gundem's editors. The paper's representatives in Kurdish areas of Turkey often sleep in their offices, barricading the door, but now that Aysel Malkac is missing, journalists in Istanbul are taking their own precautions.

Ozgur Gundem has a staff of 200, mostly Kurdish, and says its mission is to investigate and publicise human rights abuses committed by the security forces and PKK (Kurdistan Workers' Party) rebels in the 12 provinces of eastern Turkey under emergency rule.

"Anyone who wants to know what's going on has to read it," says Jonathan Sugden of Amnesty International, which corroborates the bulk of the human rights stories Gundem publishes.

For more than nine years PKK guerrillas have been fighting for a

homeland for Turkey's estimated 10 million Kurds. The conflict has claimed around 7,000 lives and is the country's hottest domestic issue, but Gundem has been one of very few papers daring to publish information contradicting the official version of events. It has an unrivalled network of contacts in the impoverished towns and villages where the PKK recruits; the PKK's commander, Abdullah Ocalan, even writes a column under a false name from his hideout somewhere in the Middle East.

When the Turkish prime minister recently called in national newspaper editors to ask for their support on the Kurdish issue, Gundem was not invited. Its critics say its an unacceptable outlet for the views of the PKK, and that all the dead journalists were probably PKK members.

"Some terrorists could secretly have gone into journalism," says Yildirim Aktuna, a government spokesman. "This needs investigating." President Suleyman Demirel's response to last year's deaths was: "Those killed were not real journalists. They kill each other."

Amnesty says the paper is undeniably partisan and does not tend to follow up reports of human rights abuses committed by the PKK, but that this is hardly just cause for eight Gundem workers to be killed in mysterious circumstances, without conclusive investigations into their deaths.

When asked if Turkish security forces are deliberately killing her staff, or sanctioning others to do it for them, Gultan Kisanak replies chillingly "of course". She says: "It's no good just saying they were PKK militants. The government should investigate their deaths and provide evidence."

**G**UNDEM has a national circulation of 30,000, plus another 10,000 in Europe, where Kurdish workers in Germany form the bulk of the readership. According to its general manager, Gurbetelli Ersoz, the paper could sell 100,000 copies if its readers and distributors were not subjected to intimidation campaigns.

More than 80 issues have been confiscated. On one occasion police turned up with a confiscation warrant before the issue had even been printed. In January, the paper voluntarily closed down for four months — the killing, prosecutions, harassment and surveillance had become too much.

Earlier this month the body of another Gundem journalist, Ferhat Tepe, was found buried in a graveyard in the south-eastern Turkish province of Elazig. The official autopsy said it was death by drowning, but Ferhat's father (who had to dig up his son) said the body had been blackened by torture.

He says he tape-recorded a telephone conversation in which a man sounding suspiciously like a known Turkish army commander threatened to kill his son. "Now you can feel the pain that the families of the killed soldiers feel," the voice said.

Gundem's future is decidedly uncertain. The Turkish state security court is trying to close it down for preaching separatist propaganda, while the editors face possible fines amounting to £500,000 and prison sentences of up to 100 years.

Gurbetelli Ersoz is remarkably upbeat. "We believe somebody should do what we do," she says. "In this country too many things are hidden from the public eye."

## Has Işıklar or Democracy Been Ousted from Parliament?

**F**ehmi Işıklar, the deputy speaker of the Turkish Parliament and Diyarbakır deputy for the junior coalition government partner, the Social Democratic People's Party (SHP), was stripped of both of those titles when the Constitutional Court decision against him was officially submitted to the Speakership office on Aug. 18.

The Constitutional Court had decided on July 14 that Işıklar, as the former head of the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), had violated the Constitution and the Political Parties Law by "dividing the nation into Turks and Kurds and had described Kurds as an oppressed nation" in his speeches prior to the October 1991 elections. It had also decided upon the closure of the HEP.

Shortly before the October '91 elections, Işıklar and other HEP deputies had agreed on an election alliance with the SHP and were elected to Parliament as SHP deputies. Eighteen Kurdish-origin deputies had later resigned from the SHP and rejoined the HEP. But Işıklar, a former trade union leader and a respected name of Turkish center-left politics, stuck with the SHP.

The so-called detailed verdict of the court ousted this elected and respected member of Parliament.

"I haven't been taken to court because of any cor-

ruption or theft charge, its because of what I thought and said," Işıklar underlines, while corruption claims shake up both partners of the coalition.

The court decision which lifted Işıklar's parliamentary immunity, opened the way to put him on trial for violating Turkish Penal Code 125. The code concerns the "unity of the nation and state" and suggests punishment up to the death penalty for carrying out "separatist actions" and propaganda. Right after the decision was submitted to Parliament, the chief prosecutor of the Ankara State Security Court (DGM), Nusret Demiral, announced on Thursday that two separate court cases would be opened against Işıklar.

"I am worried for democracy," Işıklar comments on the Constitutional Court decision. "I've been in a struggle so far for people who were subjected to injustice. From now on that struggle will also be for my own rights." He says that includes applying to international bodies like the European Commission of Human Rights and the International Court of Justice in the Hague.

Many political observers believe it is not only Işıklar but also freedom of expression which was ousted from the Turkish Parliament on the threshold of the 21st century.

## Nesin Strikes Back as Sivas Trials Proceed

**T**he Sivas trials concerning the July 2 fundamentalist arson attack in this Central Anatolian city which claimed 37 lives entered a new phase last week. The first statements of more than one hundred suspects were taken by a Sivas court. Perhaps the fundamentalist slogans shouted in the court by the detainees, probably done to affect the judges, caused the Court of Appeals to shift the trials to Ankara for security.

In the meantime, Aziz Nesin, the leftist writer and publisher, has announced that he would publish Indian-born British writer Salman Rushdie's controversial novel, "The Satanic Verses," in Turkish. Nesin has been accused by the Islamist media of provoking the reaction of "Muslims" in Sivas by publishing excerpts from the novel in the left-wing daily *Aydınlık*.

Nesin's publication and his speech during the Pir Sultan Abdal festival, a celebration of the 17th century Alawi poet, prior to the massacre, were understood later as a reason for an Alawi-Sunni confrontation in Sivas.

Rushdie accused Nesin after the massacre of printing the excerpts as part of a secularist campaign against Islamic fundamentalists in Turkey.

He also had accused Nesin and other secularists in Turkey of using his book to provoke Muslim fanatics, which led to the arson attack against the Sivas hotel where Nesin and a group of intellectuals were staying at the time of the riot.

Rushdie's novel was banned in Turkey after adverse public reaction when it was first published. He has spent four years under police guard since the late Ayatollah Khomeini declared his book blasphemous and issued a death decree, or fatwa, against him.

Nesin says his renewed effort to publish "The Satanic Verses" will include a campaign to lift the ban on the book, in the name of freedom of expression.

And this time he says he has the backing and cooperation of Rushdie.

Following two meetings with Rushdie in the Rheinhofhotel Schulz in Köln, Germany, on Aug. 15-16, through the intermediation of the German writer Gunther Walraff, Nesin declared that they have agreed to take a joint stand against fundamentalism, accusing Western governments of treating the problem of religious fundamentalism with indifference.



Turkish Probe August 24, 1993

## Realizing the "Kurdish Problem"

İsmet G.İmset

**A** massive operation was launched by Turkey last week in the Southeast region, targeting to destroy a major unit of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) near the Iranian and Iraqi borders.

Although initial reports leaked to the domestic press claimed over 250 dead on the PKK side, it now appears that the operation may have damaged the state's longer term interests in the region rather than actually serve to curb violence.

Witnesses are reporting an increase in the number of village raids and burnings over the past weeks, a new death squad campaign aiming at killing pro-Kurdish activists in the region and ruthless policies targeting more and more of the civilian population. All such practices are clearly raising doubts about the true intentions of Ankara and those running the show for the time being.

It also appears that the presidency now lacks all hope of finding a peaceful solution (or any solution for that matter) to the Kurdish problem.

Talking to Turkish Daily News editors at a luncheon the previous Monday, President Süleyman Demirel reflected a hardened stance on the issue and openly closed all doors to Kurdish reforms -- describing them as concessions on the country's integrity.

His views were those of the military, showing once again who is actually in charge of the Kurdish policy, if anyone is really still in control.

Hürriyet newspaper's midweek banner report that 250 PKK militants had been killed has not yet been proved authentic. By the time this issue of the T.P. went into print, the death toll was still counted in tens. And, looking at past experience, it hardly matters how many militants are really killed since mistaken policies force more and more recruits into the arms of the PKK every day.

What is evident is that the operation concentrating mainly on the rural zones of Yüksekova, Hakkari, is in any case going to be portrayed as a major military victory. Just like the 1992 operation launched into northern Iraq during which a separatist death toll of about 180 was inflated to "casualties of up to 4,000."

Now that Ankara has openly resolved on a military solution to the crisis, Prime Minister Tansu Çiller also appears to have carefully sidestepped any responsibility and has given over all command to the Chief of General Staff office.

But the cost is too great. More than Turkey can afford... First, operations supposedly concentrating on the rural zones have inflicted great harm on the local civilian population. Secondly, local assessments of the situation sent to Ankara are hardly close to regional realities and the policy drawn in the Turkish capital is no more than a policy drawn on misinfor-

mation.

When told of how many villages had been burned down by Turkish troops over the past month and that this "Vietcong-style" practice was actually recruiting for the guerillas, Demirel's first reaction was one of surprise and immediate denial. "This cannot happen," he said. "But I will check it out with Gen. Güreş." Later, after consulting with Chief of General Staff commander Gen. Doğan Güreş, the president requested a full report on the situation. According to him, the military was denying all involvement in such practices.

This denial, though, has little meaning when confronted with local accounts and witnesses of a policy which is forcing Turkey day by day away from a lasting solution.

And, it brings no explanation to local claims that two recent massacres, in Diyaradin, Ağrı and Bahçe-saray, Van, were committed, not by the rebels, but by government forces.

If any of these claims can be proved true by independent international bodies, Ankara will obviously end up in serious trouble.

Last week, a group of parliamentarians prepared a report in which they said at least 500 villages had been forcefully evacuated in the region.

Earlier, pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies claimed that nearly 400 villages had been torched by troops so as they could not be reused by their occupants.

The Turkish Probe, working through human rights activists, DEP deputies and confirming its findings with local sources, has established a handful of raids in the months of July alone. Obviously there are plenty more claims to be confirmed, adding up to some 100 raids in the recent months alone. But, these examples speak for themselves.

On the night of July 2, for instance, a group of PKK militants raided a local gendarmerie station near the Çelik village of Dargeçit, Mardin. On July 3, troops entering the village gathered villagers into a main square, torched all houses and allegedly shot seven civilians -- all believed to be PKK supporters. On July 4, an Emergency Law Governor's Office statement claimed nine militants had been killed in clashes. On July 5, villagers said seven of the dead were civilians. One was a 70-year-old villager identified as Mehmet Kavaklıoğlu. This, however, was not an isolated incident. On July 13, troops entered the Kukur village of Mazıdağ, Mardin, and torched about a dozen houses after evacuating them.

Between July 19 and 21, troops escorted by village guards entered the Kayıklı, Güneşli, Kelekci and Keçeli villages of Siirt. Witnesses said the gendarmerie came from neighboring Mardin province. They evacuated the villages. Güneşli was completely bur-

Turkish Probe August 24, 1993

ned down while the others were partially torched. However, the people of Güneşli still refuse to move out of the area and are settled down on the banks of the Dicle river, receiving assistance from other villages, the DEP and even the Siirt governor who was reportedly very disturbed over the incident.

For the time being, the domestic press is kept under control. Not a single newspaper other than pro-Kurdish publications could file reports on what occurred in Yüksekova city center. Not a single report appeared on the smoke rising from the town of Çukurca on Friday as all entrance and exit to and from the city was prohibited. And, no one dared even to write about the torched villages.

On August 16, the Sisi village of Lice, Diyarbakır, was completely burned down. Reporters of Istanbul newspapers were told not to file on the issue. Just like after the incident in İkizce village on the Şırnak-Cizre road on July 16.

First six houses were hit by mortar fire and then all were torched. Pictures of the village were published in the TDN but never found their way into the Istanbul press.

The Turkish press is silenced, as it was in 1989 when under the then Motherland Party administration, Turkey turned to tougher "Special Warfare" policies. But, similar to the example of the past, this silence is actually damaging the country. Without any strong criticism, the press is ending up losing its role as the fourth force of democracy even though Demirel maintains that its main goal "is to become the first force." Again according to Demirel, democracy is such a system that when it starts leading towards a division, it is no longer viable. In his words, "a democracy which will lead to division is no democracy."

More openly, the president and Turkey's commanders still believe that any rights to be granted to the Kurdish people will only serve to disrupt the indivisibility of the country and bring Turkey to the point of division. Period.

They don't want to hear anything of reforms, let alone the freedom of the Kurdish language and/or Kurdish language radio and television broadcasts. As far as they are concerned, terrorism has to be crushed once and for all. Even then, though, it is not clear whether anyone will think of reforms. In a similar occasion with TDN editors at the end of 1992, Demirel had brought an interesting approach to the argument on the Southeast. In his words, there was no way to accept the demand of the local people as a demand for democracy since they did not know anything of democracy.

"If you don't know of something, you can't ask for it," he had said then. Obviously, Ankara's current policy is based on fear. Fear that any step taken in the way of improvement will eventually lead to division. That once the hand is given, Turkey will lose its arm, as Çiller has put it.

This is actually a stance against the coalition protocol between the True Path-Social Democrat Populist party coalition. A protocol which promises to see all ethnic cultures as part of the rich mosaic of Turkey and protect them.

Ironically, the argument of current state officials is based on maintaining the sovereignty of Turkey whereas the argument which strongly challenges

them says the same.

Today, there are two views heard in Ankara, both stemming from the fear that Turkey may be led to the point of division in the future. The first is that of the ruling officialdom. The second is of those who claim the official policy in practice is the policy which would inevitably divide Turkey.

Behind the scenes, the two flanks are debating whose policy is a real threat to Turkey and which is closer to dividing the country.

The only way to judge the legitimacy and chances of success for Ankara's current policy is to look at the "crisis assessment" it is based upon. If, as Turkish officials claim, a Kurdish problem does not exist in Turkey, such a policy would have a chance of success. If, as Turkish officials claim, the crisis in the Southeast is merely one of terrorism, there is a chance of success.

And, if killing or capturing each and every member of the PKK will end the local violence, the problem can be solved.

But, if there is a Kurdish problem, if the crisis is far more complicated than a mere terrorism issue and if after the death of each PKK militant more locals are joining the organization, such a policy is doomed from the very beginning. Because, it will be a treatment introduced after a wrong assessment and one which could kill the patient.

Since there is no Kurdish problem, Turkey's position may be understood. Perhaps this is why officials are fearlessly persecuting pro-Kurdish politicians and activists, why a court can strip a parliamentarian of his immunity and allow another to attempt to send him to the gallows only for making a speech, why deputies can openly be threatened with death by state security forces, why newspapers can be banned from distribution without court warrants and why, under the Demirel era, a total of 14 journalists writing on human rights and the "non-existent" Kurdish problem have been gunned down.

This may also explain the systematic campaign of evacuating and burning villages as well as killing the Kurds using death squads who never get caught.

In other words, seeing the issue as one of terrorism, Ankara may now be systematically dealing with it as it would have dealt with the terrorists.

Currently, this policy is only helping the PKK and bringing Turkey, step-by-step to the threshold of a massive civil war.

Both sides are being sharpened and turning against each other. The Turks, in general, have started to see the Kurds as the PKK. The Kurds, in general, have started to see oppression as the Turks. In short, the two peoples are now approaching the point of an open confrontation.

"This," said Demirel last week, "is what I fear most." But on the government side, steps taken in way of creating a professional force to deal with terrorism are only increasing this threat.

Either Turkey will have to accept there is a Kurdish problem and start trying to deal with it, or the country is to face an even greater crisis, spreading nationwide.

As long as the policy is based on denial of identity and the actual problem, a solution cannot be expected. And, unfortunately, there will be much more bloodshed... ■

Turkish Probe August 24, 1993

## Gearing Up For "Operation Iraq?"

**A**nkara appears to be gearing up for another cross-border venture into Iraq, possibly to turn the incident into a military victory to cover up for policy failures back at home against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Immediately after the October 1992 operation into Iraq, which was instigated by a written invitation issued through an Iraqi Kurdish official in Zakho who was by then engaged by the Turkish intelligence, the military announced its great victory.

According to Turkish officials of that time, great damage had been inflicted on PKK forces in the area and losses of the organization were around 4,000. For weeks, the victory was highlighted as the end of the organization.

Later, however, it was understood that the Iraqi Kurds were better at giving the true casualty figures and that Turkish figures had been inflated. PKK losses throughout the operation were only near 180. But hundreds of militants had managed to escape into Syria and Iran. About 1,500 others were moved southward into Iraqi Kurdistan.

One reason for this outcome was the style of the operation. The other was the ethics of local Turkish commanders. First, Turkish troops were "invited" to Iraq without the knowledge of Iraqi Kurdish leaders, and their presence is said to have hindered the Kurdish Peshmarga operation already launched on the PKK. Second, Turkey's secret request for a handing over of all arrested PKK militants so they could be silently "removed" was turned down. The Kurds believed that much would be unethical.

Today, the commanders who once boasted of breaking the backbone of the PKK in Iraq are arguing that the organization is back in its camps and carrying out attacks on Turkey.

They are saying that the Iraqi Kurds allowed the PKK to move and thus violated a protocol signed in April between them and Ankara. What they do not mention is that Ankara itself has failed to meet any of the 13 items in this secret text. That the Iraqi Kurds are far weaker than Turkish forces on the border and that it is the duty of the Turkish forces to protect that border, more than that of the Kurds. At least, this is the argument which the Kurdish side has brought up.

According to military figures, the PKK is said to have about 1,500-2,000 militants in Iraqi Kurdistan and has carried out at least two recent raids into Turkey over the border. An attack on a military patrol earlier this month and a subsequent raid on the Üzümlü gendarmerie station are cited as examples of this. Last week, the Gendarmerie command in Ankara delivered a memorandum to the representatives of Iraqi Kurdish movements and called for immediate measures to be implemented against the PKK. "Or else," warned the note, "relations will become very negative... We will have to bomb the territory."

For years, Turkish bombings in northern Iraq have

hurt civilians more than the PKK, and appear to have been initiated only to draw Iraqi Kurdish hatred towards this organization. This time, however, the Kurds are wary. Not only do they claim that the 2,000 militants figure is exaggerated and the real number of PKK fighters in their territory is no more than 300, but they also argue Ankara may be involved in a major scheme. According to Turkish Probe sources, Gendarmerie Commander Gen. Aydın İter was to visit Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani and Kurdistan Democrat Party (KDP) Chairman Masoud Barzani around the 12th of August. The visit was planned but never took place.

Later, the Iraqi Kurds sent a message to Ankara but not a single military official was willing to reply and tell them what Ankara wanted from them.

The Kurds say they are willing to cooperate and could deal with the PKK swiftly. The PKK already has serious problems with Barzani's movement and has come to the point of clashing with it.

But, they add, unless the Kurds are told what Ankara expects, there is nothing to do. In nationalist circles, meanwhile, talk of a greater Kurdistan and a federal system is spreading. Earlier, PKK leader Abdullah Öcalan had warned that Turkey may be planning on a federation based on friendly Kurdish forces, namely village chieftains, village guard commanders and assimilated Kurdish politicians.

Last week, there was talk among nationalists that if the Iraqi Kurds agreed "to join Turkey," a federal solution could be considered and this would serve to suffocate the PKK movement. There is even guesswork now on whether Turkey could act and unite the Kurds of Iran, Iraq and Syria for such a solution.

Far from reflecting regional realities and the true balance of forces, such scenarios unknowingly show that acknowledging the Kurdish identity and being part of the debate are actually positive positions.

But, this changes nothing as far as military plans with regard to northern Iraq are concerned.

Turkey's commanders have pledged to deal with the PKK by the end of the winter, but all observers agree that based on the current policy, this is impossible. Thus, by the middle of next year, Turkey is bound to start debating the requirement of martial law, which may also be part of a master plan. Also, both the political management and certain forces may agree that for the sake of credibility alone, an operation into Iraq would serve to save Ankara's position.

The Kurdish movement, believes that once Ankara realizes it cannot cope with the PKK in Turkish territory as easily as it thought, the attention will turn to them. They say the current buildup is based on this and is a threatening development.

As for the PKK, it is using Turkish territory more now. Unless its bases in Turkey are dealt with, there is little hope that a cross-border operation will to curb violence... ■

# Iraqi Kurds rebuff PKK



Mesoud Barzani

## ■ KDP says the PKK was excluded from the recent convention in order not to harm relations with Turkey

*Turkish Daily News*

**IRBIL/ANKARA**-The Iraqi Kurdish leadership rebuffed the Turkish secessionist Kurdistan Workers' Party (PKK) once again by excluding them from last week's convention of the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Iraq.

The KDP has asked the PKK "not to come" to the 11th Convention of the KDP held in Irbil last week, in order not to harm the Iraqi Kurds' relations with Turkey, a senior Party official said.

Mesoud Barzani, the leader of the KDP, describes the distanced relations between the Iraqi Kurdish leadership -- which declared a parliament and a government for a "federal Kurdistan within Iraq" a year ago -- and the PKK:

"The PKK is obliged to abide by the agreement it signed with the Iraqi Kurdish administration and respect its laws. There is no problem as long as it respects our administration. But it cannot stay in our region if it violates our rules." That the PKK was excluded from the convention, which was attended by many political figures and representatives of political parties not only from Iraq, but also from Turkey, Iran and Syria, has been criticised by the Kurds in Turkey who are relatively close to the PKK. For example, Yasar Kaya, the head of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) of the Turkish Parliament was quoted in the pro-Kurdish daily *Özgür Gündem* on Monday as saying the absence of the PKK in Irbil was "highly criticized" by the participants.

But it is not only the KDP which seems to be on shaky terms with the PKK in the Iraqi Kurdish region.

For the other main Kurdish party, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the PKK is "a kind of opposition party" staying in Iraqi Kurdistan as guests. The Peshmarge (fighting) Affairs Minister of the Iraqi Kurdish Parliament, Jabber Farman, draws the limits of the status of the PKK neatly: "We will not allow the PKK to violate the agreement and to attack Turkey from our land."

Both the KDP and the PUK refer to an agreement they have with Turkey on jointly maintaining security on the Turkish-Iraqi border. The agreement was reached after a major cross-border military operation by Turkey against the PKK military camps in Northern Iraq last Autumn for some forty days.

In practical terms it means not allowing the PKK to use Northern Iraq, which is assumed to be controlled by Iraqi Kurds, in their hit-and-run attacks against Turkish targets. The PKK had also imposed embargoes on the humanitarian aid supply for the Iraqi Kurds last year prior to the Turkish operation, which had been one reason for the Iraqi Kurds' collaboration with the Turkish armed forces in the cross border operation.

Another reason for the current "cold" atmosphere between the PKK and the Iraqi Kurds, as termed by a high-ranking KDP official, is that the PKK is seen as competition for the traditional Iraqi Kurdish leadership. This can be seen in the closure of the Irbil office of a pro-PKK magazine, *Welat*, last month, after the magazine failed to apply to the

Iraqi Kurdish leadership for permission to open its office.

The Iraqi Kurds consider the PKK to be the Turkey's problem and think Turkey should deal with it.

"Why doesn't the Turkish government solve the problem in a democratic way," many local people ask.

According to them, PKK members are their brothers, whatever they do. And they have no problem with the PKK as long as they do not attack Turkey from Iraqi Kurdistan. The 11th convention of the KDP has showed once again that the Iraqi Kurdish leadership wants to stay on good terms with Turkey, the only safe lifeline to outside world for Iraqi Kurds for the time being. The Iraqi Kurds excluded "their brothers" from an important convention -- held for the first time in Iraq since the establishment of the KDP in 1946 -- in order not to endanger their ties with Turkey..

## Terror

# PKK abducts four tourists

- **West resists PKK demands for talks on hostages**
- **Three Swiss and one Italian who were kidnapped are all Jehova's Witnesses**

*Reuters/TDN*

**ANKARA**- Secessionist Kurdish militants have kidnapped four Afghan tourists and two Turks from a bus at a roadblock in southeastern Turkey, officials said on Monday.

Officials in Diyarbakir said the abductions took place at about 10 p.m. (2000 GMT) on Sunday near the village of Bahçeci in Batman province on the road between Van and Diyarbakir. With the latest kidnappings the

number of foreign tourists kidnapped and held by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) has increased to 11.

Turkish authorities searched for seven Western tourists on Monday and Western diplomats ruled out negotiations with the secessionist Kurdish militants who have kidnapped them. Observers say that the Afghans are the first example for the PKK abductions from an Eastern country.

The PKK, which abducted three Swiss and an Italian in eastern Turkey on Thursday, has demanded that their governments negotiate directly for their release.

"This is absolutely excluded," Italian ambassador Luigi Fontana Giusti told Reuters. "There will be no dealing under blackmail. Our contacts are only with the Turkish authorities." His comments echoed those made by the Swiss foreign ministry in Berne. "We will not negotiate directly with the PKK. The Turkish authorities are responsible for security in Turkey," spokesman Franz Egle said on Sunday.

The secessionist PKK, waging a nine-year-old armed campaign in southeast Turkey, is also holding two Germans and a New Zealander kidnapped earlier this month.

It has kidnapped a total of 31 foreign tourists since 1991 but has released unharmed all except the eleven seized in August.

On August 10 the rebels freed four Frenchmen, a Briton and an Australian taken in two separate kidnappings in July. Their governments say no deal was made for their release. A Swiss diplomat in Ankara said there was no news on the whereabouts of the four latest kidnap victims -- Giuseppe Rezzenico, Nico Pianta and his wife Anna, all from the Swiss canton of Ticino bordering Italy, and Italian Angelo Palego. He said they had been travelling by car in the Mount Ağrı (Ararat) area of eastern Turkey near the Iranian border. The four are reported to be Jehovah's Witnesses who went to the region to seek the remains of Noah's Ark.

Jehovah's Witnesses are a Christian fundamentalist sect which rejects all other religions and denominations, believes in the imminent end of the world and refuses to accept civil authority where it clashes with its own principles.

The PKK sees kidnapping foreigners as a way of attracting attention to the increasingly bloody struggle in southeast Turkey, which has cost about 7,000 lives since 1984. The PKK demands that foreigners seek its permission to visit the region and accuse tourists in general of indirectly funding what they call Turkey's "dirty war" against Kurds.

Turkey has stepped up military action against the PKK since May but there are few signs of an early end to the conflict.

Meanwhile, PKK militants kidnapped and then released two British tourists in southeast Turkey overnight, a British diplomat said on Monday.

She said the pair, both born in 1971, had been seized at a rebel roadblock in Batman province on Sunday evening. They were held for the night but were abandoned by their captors when Turkish troops attacked the area in the morning. Security forces escorted them to the town of Batman.

In a later development, the Diyarbakır-based Regional Governor's Office revealed that the two Britons were freed as the result of a security operation, in which eight militants of the PKK were killed in a clash with

security forces. The office also said that two Afghans were liberated, without elaborating whether the two were among the four Afghani tourists announced to be abducted by the PKK. In another incident, four PKK militants were killed by security forces in a clash in the village of Kazan near Çukkurca, Hakkari province, which began with militants firing on the soldiers.

# Lira not a medium of exchange in N. Iraq

- Turkish lira accepted for exchange into Iraqi dinars but not as a medium of exchange by Iraqi Kurds
- US dollar remains most popular currency

By Emre Gökalp  
*Turkish Daily News*

**ANKARA/IRBİL-** The Turkish national currency is not accepted as a medium of exchange in Iraqi Kurdistan, confirming earlier reports that the controversial plans to allow the lira to circulate in this poverty-stricken area had failed. The lira is accepted for exchange into Iraqi dinars but the holders of lira will be turned down by shop owners, who found the Turkish government's stand during the recent dinar crisis as "unstable and unreliable."

One can easily exchange the lira on the open market, but for shopping the most popular currency, like elsewhere in the world, remains the U.S. dollar.

Only two months and a half after the "dinar crisis," which had reportedly forced the residents of the region onto the brink of starvation, the dinar is still the most-widely used currency. A shock decision from the Baghdad administration to withdraw the 25-dinar banknotes from circulation had forced the Iraqi Kurds to search for alternative currencies.

Iraqi politicians think the lira circulation in the area will not solve the people's structural economic problems, mostly dominated by low incomes and a high cost of living, fueled significantly by the western embargo on Iraq.

"I do not think the existing problems in our land can be resolved with the cir-

ulation of the Turkish lira," Massoud Barzani, leader of the Iraq Kurdistan Democrat Party told those attending a press conference last week in the Kurdish town of Irbil.

After intensive economic and political consultation, the Turkish government decided not to take the economic risks of a tailor-made lira operation to help the Iraqi Kurds but suggested a natural circulation of liras in the troubled region. At the end of May, Turkey gave a critical go-ahead to Iraqi Kurds for a free circulation of Turkey's convertible national currency in place of the then-worthless Iraqi dinars. Ankara's permission did not require any specific monetary operation designed by the Turkish government.

The then-spokesman for the Turkish Foreign Ministry, Volkan Vural, had said in a written statement that the Turkish currency was convertible and that Turkey did not have a say over its free flow outside the country.

Vural said although Turkey believed that it was most suitable to solve the problem inside Iraq and made a request to the Baghdad government accordingly,

it was not possible for Turkey to prevent the Iraqi Kurds from using the Turkish currency. Turkish economic planners had warned about possible negative repercussions of an unrequited money printing for humanitarian purposes but the Foreign Ministry was keen on a government-induced plan to help the Iraqi Kurds.

# L'ambassade de Turquie a profité d'une fuite à l'Office des réfugiés

*Des documents suisses confidentiels en mains turques: c'est ce qu'a révélé la Télévision alémanique. L'affaire remonte aux années huitante. Un cas probablement pas isolé.*

La Liberté — 19 août 1993

**D**es renseignements confidentiels, les documents concernant une procédure d'asile et des documents officiels suisses ont atterri à l'ambassade de Turquie au début des années 80. Les soupçons se portent sur une interprète qui remplissait également la fonction de secrétaire de l'ambassade de Turquie à Berne. Le Kurde qui avait présenté cette demande d'asile est actuellement l'objet d'une procédure politique dans son pays.

L'émission «Rundschau» a démontré mercredi soir, à l'aide de deux documents officiels turcs de 1984, que l'ambassade turque à Berne et le Ministère de la justice d'Ankara étaient tenus au courant de manière détaillée des déclarations que le Kurde Mehmet Topal avait faites aux autorités suisses, lors de sa demande d'asile en avril 1982.

## EN MAINS DES TURCS

Les deux documents turcs citent plusieurs papiers officiels suisses – dont un émanant de la Police des étrangers de la ville de Berne et un autre de la Police fédérale – documents obtenus par l'ambassade de Turquie à Berne et transmis à Ankara. L'un de ces documents est vraisemblablement le procès-verbal de la demande d'asile. Il comporte le récit par le requérant kurde du massacre de 1978 dans sa province natale du Karaman Maras.

La justice d'Ankara a pu se fonder

sur ces déclarations pour accuser ce ressortissant kurde «d'agissements contre le code pénal». Les délits politiques contre l'honneur de la Turquie sont passibles de peines de plusieurs années d'incarcération. On sait depuis les coups de feu tirés fin juin de l'ambassade de Turquie à Berne sur des Kurdes comment ce pays réagit contre ses concitoyens qui demandent l'asile à l'étranger.

## L'INTERPRÈTE DE CONFIANCE

«Rundschau» pense avoir trouvé l'origine de la fuite: les procès-verbaux de la Police de Berne consignait les raisons des demandes d'asile à l'intention du canton et de la Police fédérale étaient rédigés avec le concours d'une certaine Nevin Karadag. Un nom que l'on retrouve mentionné à titre de secrétaire dans le procès-verbal de l'ambassade turque dénonçant le ressortissant kurde en question comme «ennemi de l'Etat». Cette interprète officielle des offices d'asile suisses a travaillé pour l'ambassade jusqu'en 1986; son travail à la Police bernoise a cessé avant cette date, et elle n'avait jamais travaillé directement pour l'Office fédéral des réfugiés. Les œuvres d'entraide estiment qu'elle détenait des informations sur un grand nombre de requérants d'asile.

## UNE FAMILLE EN DANGER

Les autorités – la Police municipale bernoise et l'actuel Office fédéral des réfugiés – confirment les informations

fournies par la «Rundschau», en relevant que les dossiers de l'époque n'existent plus et qu'il est impossible de faire des recherches. L'Office des réfugiés n'exclut pas que de pareils cas d'espionnage aient eu lieu ailleurs. La déléguée à l'information Vera Britsch: «Nous avons mis des dispositifs de sécurité en place pour les procédures d'asile, mais ils ne peuvent être efficaces à 100 %».

Les représentantes des œuvres d'entraide voient ainsi leurs soupçons confirmés. Porte-parole de l'EPER, Catherine Weber note: «Il ne s'agit pas d'un cas isolé ou d'un accident». Catherine Weber estime que la possibilité de transmission des données et la peur que les renseignements fournis soient transmis aux autorités des pays d'origine incitent les requérants(es) d'asile à ne pas fournir les noms et les informations concernant des tiers vivant en Turquie, surtout s'ils exercent des activités politiques. D'un point de vue juridique, «ce ou cette requérant(e) ne remplit pas son obligation de collaborer et risque de ne pas obtenir le droit d'asile et d'être renvoyé(e) dans son pays», estime Catherine Weber. Mehmet Topal vit aujourd'hui légalement en Suisse. Il s'est marié et a retiré sa demande d'asile. Il lui est impossible de retourner en Turquie. Les membres de sa famille qui vivent dans un village kurde sont régulièrement menacés par la sécurité turque. Entre-temps, son frère a demandé l'asile en Suisse. Les autorités le lui ont refusé.

BEAT LEUTHARDT

# Loi des soupçons aux preuves

Le cas d'espionnage dont le requérant kurde Mehmet Topal a été victime n'est pas un cas isolé. Les autorités suisses, les requérants, les réfugiés et les œuvres d'entraide en sont parfaitement conscients, mais il est extrêmement difficile d'apporter des preuves. Cela fait dix ans que les milieux des œuvres d'entraide attendent d'avoir une preuve. Des soupçons concrets existaient depuis 1985, en particulier à l'égard de deux interprètes turcs et d'un troisième, iranien. Deux interprètes auraient été licenciés par l'Office fédéral des réfugiés. On ne peut cependant en obtenir confirmation, leurs noms n'ayant pas été consignés et personne ne pouvant ou ne voulant

s'en souvenir. L'espionnage au niveau de l'asile semble relever du domaine de la protection de l'Etat et de la raison d'Etat.

Le service de presse de l'Office des réfugiés rappelle qu'il dispose d'une liste de 300 à 400 interprètes – un chiffre qui paraît cependant très élevé – dont 200 employés à plein temps. Un accident est donc toujours possible. «Au moindre soupçon permettant de penser que l'interprète entretient des contacts avec certaines organisations ou avec un Gouvernement, l'interprète est soumis à un examen», déclare la déléguée à la presse Vera Britsch, qui affirme que si les soupçons subsistent, l'OFR n'hésite pas à se pas-

ser des services des personnes mises en cause.

Les œuvres d'entraide estiment, quant à elles, qu'on ne doit tolérer aucun accident quand il y a des vies humaines. L'OFR admet que l'on ne procède pas à des contrôles de sécurité, ce qui est inadmissible dans un domaine aussi délicat que celui des demandes d'asile. Le Ministère public, lui, n'hésitait pas – si l'on s'en réfère à ses fichiers – à surveiller de près les étrangers et en particulier les réfugiés. D'autre part, la pression politique exercée sur les autorités chargées des questions de l'asile pour accélérer le mouvement a mené à engager les interprètes immédiatement disponibles.

B.L.



AGENCEFRANCEPRESSE — AGENCEFRANCEPRESSE — AGENCEFRANCEPRESSE — AGENCEFRANCEPRESSE —

FRA0127 4 I 0222 IRK /AFP-KT87

Irak-Kurdes

Trente et une personnes mortes en trois semaines à cause de la chaleur dans le Kurdistan irakien

ZAKHO (Irak), 23 août (AFP) — Trente-et une personnes sont mortes à cause de la chaleur dans le Kurdistan irakien, privé d'électricité depuis trois semaines, a-t-on appris auprès de l'UNICEF à Zakho.

Les autorités kurdes locales dans la province de Dohouk, qui échappe depuis 1991 au contrôle du gouvernement irakien, s'abstiennent de donner une explication à cette coupure du courant. Cependant, de sources bien informées kurde, on indique que ce sont les autorités de Bagdad qui ont coupé le courant à partir de la centrale de Mossoul, plus au sud.

Selon un rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance, les décès ont été recensés dans les hôpitaux du gouvernorat de Dohouk. En outre, près de 500 personnes souffrant de diarrhée ont été admises dans les hôpitaux, précise le rapport.

L'UNICEF a fait état d'une grave détérioration des conditions sanitaires dans ce gouvernorat, à la suite de la paralysie des services sanitaires et hydrauliques. Elle a exprimé la crainte d'apparition "dans les deux à trois semaines, d'épidémies telle que la typhoïde, le choléra et l'hépatite", soulignant que "les autorités de la province n'étaient pas capables de faire face à ces difficultés"..

ls-ea/nas/br

AFP 231107 ADU 93

LA LIBERTÉ • MARDI 24 AOÛT 1993

**ENLÈVEMENT KURDE****Berne n'a pas prévu de négocier avec le PKK**

**On ne savait toujours rien hier sur la détention des trois Suisses et de l'Italien enlevés en Anatolie.**

Les autorités helvétiques n'ont pas reçu d'exigences de la part des Kurdes ravisseurs, ont indiqué hier les Affaires étrangères. De son côté l'ambassadeur de Suisse en Turquie, Paul-André Ramseyer, a été reçu hier au Ministère turc des affaires étrangères pour la troisième fois depuis l'annonce de l'enlèvement. Aucune information n'a filtré sur le contenu des entretiens.

Les premiers contacts avec Ankara révèlent un climat de coopération, a indiqué le porte-parole des Affaires

étrangères, Franz Egle, en dressant le bilan des efforts entrepris pour la libération des époux Nico et Anna Pianta et de Giuseppe Rezzonico. Les trois Tessinois, accompagnés d'un ami italien, Angelo Palego, ont été enlevés jeudi à Dogubeyazit, près de la frontière iranienne.

**CELLULE DE CRISE**

La cellule de crise mise en place samedi à Berne sous la direction de l'ambassadeur Franz von Däniken ne dispose pour l'heure d'aucune information sûre quant à la localisation et à l'état de santé des otages. Ses membres poursuivent leurs efforts en vue d'assurer une libération rapide des otages. Des contacts sont également en cours avec le Gouvernement italien, a précisé M. Egle. Hier, les Affaires étrangères n'avaient pas non plus reçu d'exigences de la part des ravisseurs. «Aucune négociation n'est prévue» avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a indiqué le porte-parole. Berne discute avec le Gouvernement turc, compétent en matière de sécurité sur le territoire turc.

Selon un communiqué en provenance de Düsseldorf, cité ce week-end par l'agence italienne ANSA, les ravisseurs kurdes exigent cependant de s'entretenir directement avec les Gouvernements suisse et italien de la libération de leurs ressortissants. Le mi-

nistre italien de l'Intérieur, Nicola Mancino, a annoncé hier l'envoi du préfet de police Nicola Simone pour collaborer avec les autorités turques

**CESSER LE TOURISME**

En échange d'une libération, les militants du PKK demandent également que les pays dont sont originaires les otages cessent d'envoyer des touristes en Turquie. Ces pays doivent en outre refuser leur assistance à la Turquie dans les domaines économique, technique et politique, afin de ne pas participer indirectement au «massacre» du peuple kurde. Selon l'agence kurde Kurd-Ha, les otages sont traités en «hôtes».

Les quatre touristes ont été enlevés par l'Armée populaire de libération du Kurdistan. Il s'agit de l'aile militaire du PKK, qui milite pour l'indépendance du peuple kurde et des territoires qu'il occupe dans l'est de la Turquie. Le PKK a justifié son acte en faisant valoir que les touristes ne disposaient pas d'un permis les autorisant à se rendre dans cette région du pays. Selon ANSA, les trois Tessinois et leur ami italien sont des témoins de Jéhovah. Ils étaient partis à la recherche de l'arche de Noé, dont l'épave se trouverait à proximité du Mont Ararat (5165 mètres, est de la Turquie).

ATS



LE FIGARO — 24 août 1993

# Les demandeurs d'asile submergent Moscou

*Somaliens, Kurdes ou Irakiens, ils se retrouvent noyés dans le flot des miséreux qui errent à travers la capitale.*

de notre envoyée spéciale  
Irina de CHKOFF

Ils dorment à la belle étoile, devant un feu de bois, installés sur des cartons ou des matelas de fortune. Depuis le début du mois, une cinquantaine de Somaliens campent en plein Moscou, près du siège du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies, pour protester contre les conditions d'accueil qui leur sont faites en Russie. Des Irakiens, Kurdes ou chrétiens, ont également organisé une « tournée » des ambassades occidentales pour attirer l'attention sur leur sort.

Tous expriment les mêmes plaintes : la Russie, qui a signé en janvier dernier la Convention de Genève, n'en respecte pas les engagements. « On nous laisse sans abri, affirme Mohamed Ahmed. Plusieurs d'entre nous font l'objet de mauvais traitements de la part de la milice. Quant au statut de réfugié, on ne nous l'accorde pas. »

Que sont venus faire des réfugiés du tiers monde dans la galère russe ? Ils se retrouvent noyés dans le flot des miséreux qui errent à travers la capitale, des migrants des anciennes Républiques de l'empire soviétique qui ne trouvent pas de logement et des sans-abri qui se comptent par milliers. Les demandeurs d'asile invoquent leur bon droit mais les Russes ne les entendent guère.

Au premier étage de l'immeuble où s'est installé au mois de mai le HCR, Juan Amunategui, délégué régional des Nations unies, se débat dans un labyrinthe. « En théorie, dit-il, tout est conforme. Le président Eltsine a ratifié en février la Convention de Genève

qui avait été signée en janvier. Elle est entrée en vigueur au mois de mai. (...) Mais, dans les faits, rien ne fonctionne. » A grand-peine, en collaboration avec l'ONG Equilibre, le HCR a loué une maison de repos dans le district d'Istrinski : « Elle est surpeuplée et les conditions de vie y sont assez lamentables, dit Juan Amunategui. Nous cherchons des centres de vacances vides, des pensions... Mais il y a d'énormes obstacles. » D'abord celui du Service fédéral de migration (SFM) : « Il estimait que ce n'était pas à nous d'entreprendre ces démarches. » Puis aux autorités locales : « Elles refusent la plupart du temps de recevoir des étrangers. »

Les chiffres les plus fantaisistes circulent à Moscou sur le nombre total des demandeurs d'asile. Le HCR en a répertorié 20 000. Selon un expert du Service fédéral de migration, il y aurait entre 400 000 et 500 000 étrangers en Russie. Anatoli Stadnik reconnaît que « tous ces gens ne sont pas aujourd'hui des demandeurs d'asile au sens propre, mais beaucoup risquent de le devenir. C'est une véritable bombe à retardement. »

Anatoli Ivanovitch Stadnik est un homme débordé. Il envisage le pire. Mais il insiste sur le fait que les immigrés ne vivent pas plus mal, et même parfois mieux, que les réfugiés russes qui fuient les zones de conflits aux confins de l'empire.

Malgré quelques bonnes volontés, le courant passe mal entre le HCR et le SMF russe. Pour le SMF, l'organisation des Nations unies privilégie les réfugiés étrangers au détriment des populations russes déplacées.

## Les « transitniki »

Le HCR affirme qu'il ne demande pas mieux que de s'occuper des « déplacés sans la mesure de ses moyens, mais que le SMF ne fournit aucune information sur eux. » Combien sont-ils ? Où sont-ils ? Quels sont leurs besoins ? Nous n'en savons rien, dit Juan Amunategui. Il faudrait en premier lieu déterminer qui est réfugié et qui ne l'est pas. »

Dans cet univers kafkaïen, le HCR distribue une carte au cachet des Nations unies : elle certifie que le porteur est un demandeur d'asile dont le statut est en voie de règlement. Les Somaliens, placés directement sous mandat du HCR, ont une carte spéciale. Mais ces papiers ne sont pas pris en considération par les miliciens. Plus d'une fois déjà ils en ont fait des confettis.

Au SFM on lève les bras au ciel. « Comment voulez-vous que nous accordions le statut de réfugiés aux étrangers alors que nous ne pouvons pas, matériellement, honorer ce statut ? Il faudrait trouver un logement, donner une aide, placer les enfants dans les écoles, leur apprendre le russe, leur proposer un travail... Avec quel budget ? »

Les fonctionnaires des services d'immigration russes ne se font guère prier pour exprimer leur désaccord avec la Convention de Genève. Ils n'en comprennent pas les buts et vitupèrent le département des droits de l'homme du ministère des Affaires étrangères : « Ils veulent paraître aux yeux de l'Occident sans voir qu'en Russie nous vivons tous ou presque comme des réfugiés, dit une secrétaire. Ils ne comprennent pas que le flot ne cessera plus jamais de grossir. »

Devant le campement des Somaliens, rue Selesnevska, un milicien discute avec un passant. Le milicien crache par terre : « Ils sont mieux habillés que nous, ils reçoivent des dollars des Nations unies, ils sont venus en avion de chez eux... Tu as assez d'argent, toi, pour prendre l'avion ? »

Dans les provinces, le malentendu est encore plus profond. Tous les responsables locaux affirment que la population est foncièrement hostile à l'installation d'étrangers. « Il faudrait, dit Anatoli Stadnik, ouvrir des centres de transit pour être en conformité avec la Convention de Genève. Mais personne n'accepte de céder un terrain. Les régions demandent quelque chose en échange. Si au moins on leur proposait un pont, une école, une route, une antenne médicale... »

Selon les premières enquêtes menées par le SFM, à peine 5 % à 10 % des migrants seraient de véritables réfugiés. « Tous les autres, affirme M. Stadnik, sont des gens qui veulent rejoindre l'Occident. »

On les appelle les « transitniki ». Ils stagnent sur le territoire russe. Certains, admet le HCR, se livrent à des « activités criminelles », d'autres cherchent le sésame, un faux visa pour tenter leur chance à la frontière des pays baltes, d'où ils espèrent gagner la Scandinavie.

Au SFM, on fulmine : « L'Occident n'en veut pas, nous n'avons pas les moyens de subvenir à leurs besoins et eux refusent de repartir. La Russie est en train de devenir le dépotoir de tous les gueux du monde. »

I. C.

L'INDEPENDANT — É' AOÛT 1993

## Kurdistan irakien : 31 morts de chaleur en quinze jours

ZAKHO. — Trente-et une personnes sont mortes à cause de la chaleur dans le Kurdistan irakien, privé d'électricité depuis trois semaines.

Les autorités kurdes locales dans la province de Dohouk, qui échappe depuis 1991 au contrôle du gouvernement irakien, s'abstiennent de donner une explication à cette coupure du courant. Cependant, de sources bien informées kurde, on indique que ce sont les autorités de Bagdad qui ont coupé le courant à partir de la centrale de Mossoul, plus au sud.

Selon un rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance, les décès ont été recensés dans les hôpitaux du gouvernorat de Dohouk. En outre, près de 500 personnes souffrant de diarrhée ont été admises dans les hôpitaux, précise le rapport.

L'UNICEF a exprimé la crainte d'apparition dans les deux à trois semaines, d'épidémies telle que la typhoïde, le choléra et l'hépatite, soulignant que les autorités de la province n'étaient pas capables de faire face à ces difficultés.

Financial Times — August 24, 1993

## Kurds forced to free UK tourists

KURDISH rebels kidnapped two British tourists from a bus in south-east Turkey but later abandoned them when they themselves came under fire from government troops yesterday, Reuter reports from Ankara.

The Kurdistan Workers Party (PKK) was still holding seven other tourists - three Swiss, one Italian, two Germans and a New Zealander - seized this month to draw attention to their separatist campaign in Turkey's south-east.

A diplomat said the Britons, a man and woman, were seized at a rebel roadblock near the town of Kozluk in Batman province on Sunday evening.

Their kidnappers forced them to walk into the mountains, where they were joined by two Turkish hostages.

They spent the night in the rebels' hands but were turned loose in the morning when security forces fired on the area, making their way to the town of Batman.

Security forces killed eight guerrillas in clashes with the kidnappers, the emergency rule governor's office said.

The PKK has abducted a total of 27 foreign tourists since 1991 but has released all unharmed, except the seven.

On August 10 the rebels freed four Frenchmen, a Briton and an Australian taken in two separate kidnappings in July.

LE MONDE — 24 AOÛT 1993

### TURQUIE

## Les séparatistes kurdes ont pris quatre nouveaux otages

Les comités du Kurdistan de plusieurs capitales européennes ont confirmé, samedi 21 août, les informations données le matin même par le journal prokurde Ozgur-Gundem, qui faisait état de l'enlèvement, dans le sud-est anatolien de la Turquie, de quatre nouveaux touristes occidentaux accusés, comme leurs prédécesseurs, d'« être entrés dans le Kurdistan sans les autorisations nécessaires » (le Monde daté 22-23 août). Il s'agirait en fait de trois Suisses - Berne a confirmé leur enlèvement - et d'un Italien. Les autorités helvétiques sont dans une situation délicate, car leurs rapports avec le gouvernement d'Ankara se sont tendus après la mort d'un manifestant kurde devant l'ambassade de Turquie en Suisse au mois de juin, lors d'une fusillade. « Il s'agit de deux affaires différentes et nous sommes sûrs que le gouvernement turc sera coopératif », affirme un communiqué du département du département suisse des affaires étrangères.

Alors que des opérations militaires de grande envergure s'y poursuivent, le premier ministre, Tansu Ciller, s'est rendue, samedi, dans le sud-est, pour la deuxième fois depuis son arrivée au gouvernement. Elle a refusé de parler de « problème kurde », en mettant l'accent sur le « sous-développement » de cette région et en rappelant l'octroi de 200 millions de dollars (environ 1,2 milliard de francs) annoncé il y a un mois, auxquels elle a ajouté, samedi, 100 millions supplémentaires.

Le premier ministre a averti les Kurdes que cette aide ne pourrait leur apporter la prospérité et le développement « que s'ils aidaient l'Etat à éradiquer le terrorisme séparatiste ». Mme Ciller s'est heurtée à l'indifférence de la population qui, selon les témoignages recueillis par l'AFP, accuse les grands propriétaires - dont beaucoup sont députés - de confisquer ces fonds pour les investir ailleurs. - (AFP, Reuter.)

Le Télégramme de Brest  
24 août 1993

### KURDISTAN IRAKIEN CHALEUR MEURTRIÈRE

31 personnes sont mortes à cause de la chaleur dans le Kurdistan irakien, privé d'électricité depuis trois semaines, a-t-on appris auprès de l'UNICEF à Zakho. Les autorités kurdes locales dans la province de Dohouk, qui échappe depuis 1991 au contrôle du gouvernement irakien, s'abstiennent de donner une explication à cette coupure du courant. Cependant, des sources kurdes indiquent que ce sont les autorités de Bagdad qui ont coupé le courant à partir de la centrale de Mossoul, plus au Sud.

L'UNICEF a fait état d'une grave détérioration des conditions sanitaires dans ce gouvernorat, à la suite de la paralysie des services sanitaires et hydrauliques.

# Pas de nouvelles des otages suisses prisonniers d'un Kurdistan en guerre

De jour, c'est l'armée qui tient le pays. La nuit, il appartient aux rebelles kurdes du PKK.  
Reportage aux confins du territoire où sont détenus trois Tessinois et leur compagnon italien.

**E**n débarquant à Diyarbakir, la capitale du nationalisme kurde en Turquie, la tension est immédiatement palpable. Près du tarmac qui côtoie les installations militaires, une dizaine de chasseurs et des avions transporteurs de troupes sont alignés, prêts à décoller. Des F-104 Starfighter passent au-dessus de nos têtes, en petite formation, dans un bruit d'enfer, en laissant derrière eux une forte odeur de kérosène.

Cette atmosphère de guerre demeure sensible lorsque l'on quitte Diyarbakir. Sur la route qui mène à Cirze, près de la frontière irakienne (voir infographie ci-contre), des chars M-113 sont installés à tous les carrefours et des contrôles réguliers sont

effectués par des soldats extrêmement tendus. L'un d'eux nous arrête peu avant Mardin, ville située sur un éperon rocheux qui domine une plaine et la Syrie toute proche. «Où allez-vous?» — «Au Kurdistan.» Notre réponse plonge le militaire dans une grande perplexité. Il se risque pourtant à formuler une nouvelle question. «Quel Kurdistan?» — «Au Kurdistan d'Irak.» En réclamant cette précision, il admet l'existence d'un Kurdistan turc, contrairement aux autorités politiques et militaires qui s'acharnent à nier cette minorité de 12 à 15 millions de personnes. Sur une colline toute proche, une inscription gigantesque: «Once Watan» («Notre patrie»). Elle traduit la volonté d'Ankara de maintenir cette région sous le giron turc.

Le sud-est du pays — le Kurdistan turc — vit sous tension. Aux opérations de ratisage de l'armée font écho les coups de main spectaculaires du PKK (le Parti des

travailleurs du Kurdistan), dont une des dernières opérations a été l'enlèvement des trois citoyens suisses et de leur compagnon italien. La lutte armée des séparatistes kurdes, commencée il y a neuf ans en Turquie, a pris des allures de guerre totale depuis le 8 juin dernier, date de la fin du cessez-le-feu unilatéral décrété par le PKK. Bilan: 6000 à 10 000 morts. Des chiffres sujets à caution, les militaires turcs surestimant volontairement les coups portés aux miliciens du PKK.

A Idil, près de Midyat, la ville porte les stigmates de récents combats. La plupart des maisons sont criblées d'impacts de balles. C'est tout près de là, à Batman, que quatre autres touristes étrangers ont été enlevés dimanche dernier par le PKK, avant d'être finalement libérés par l'armée.



## REPORTAGE

KURDISTAN  
Philippe DUMATHERAY



Au Kurdistan, l'armée turque est omniprésente. Mais sitôt la nuit tombée, les rebelles reprennent possession du terrain.

Syigma

De jour, les forces turques contrôlent la région. L'armée règne en force avec pas moins de 200 000 hommes. Dans les différents villages, dont bon nombre sont chrétiens, des milices progouvernementales, composées d'environ 50 000 hommes supplémentaires, patrouillent dans les campagnes.

### Le PKK occupe le terrain

Omniprésence trompeuse. Sitôt la nuit venue, le PKK reprend possession du terrain, l'armée se contentant de contrôler les grands axes et les villes principales. Le PKK peut alors compter sur le soutien, ou tout au moins sur la neutralité, des populations kurdes et sur la topographie des lieux. Les montagnes et les frontières de l'Irak et de l'Irak, toutes proches, lui servent de refuges.

L'armée turque ne reste, bien sûr, pas inactive. A Zakho, à une quinzaine de kilomètres à l'intérieur du Kurdistan irakien, nous voyons quelques jours plus tard des fusées éclairantes qui tentent de détecter la

présence de soldats du PKK. Des obus s'abattent alors sur les cimes environnantes, faisant vibrer le sol sous nos pieds. Des coups de semonce à l'adresse des Kurdes irakiens: Ankara ne saurait tolérer que le PKK puisse trouver refuge en Irak. Au besoin, l'armée turque est prête, comme en automne dernier, à poursuivre les rebelles sur sol irakien.

Ph. Dy □

## Berne ne négociera pas

Berne était encore sans nouvelles, hier soir, de Nico et Anna Pianta et de leur ami Giuseppe Rezzonico, les trois Suisses enlevés dans l'est de la Turquie. Le Département des affaires étrangères n'avait aucune indication sûre quant au lieu de détention et n'avait pas non plus reçu d'exigences de la part des ravisseurs. «Il n'y a pas de négociation prévue avec

le Parti des travailleurs du Kurdistan», précisait-on officiellement.

La cellule de crise mise en place samedi «poursuit ses efforts en vue d'obtenir la libération des otages». Notre ambassadeur à Ankara, Paul-André Ramseier, a été reçu hier matin au Ministère des affaires étrangères turc. Si aucune information n'a filtré sur le contenu des entretiens, le porte-parole du DFAE à Berne a souligné que les contacts avec les autorités turques montraient que «la collaboration est bonne». La demande de levée de l'immunité de l'ambassadeur turc en Suisse ne semble donc pas influencer négativement le déroulement des opérations relatives à la prise d'otages. Kaya Toperi, l'ambassadeur rappelé en consultation à Ankara, aurait d'ailleurs déclaré lui-même qu'il ne reviendrait pas à Berne.

Des contacts ont également été pris avec le gouvernement de Rome, un ressortissant italien étant retenu avec les trois Tessinois. Berne rappelle en outre qu'il déconseille aux touristes suisses de se rendre dans le sud-est de la Turquie.

M. Pn avec les agences □

## Belle étoile et pâtes au beurre de brebis

«J'aimerais dire aux familles des Suisses que, s'ils sont traités comme nous l'avons été, elles n'ont pas trop de souci à se faire. Car je sais que, pour l'entourage, l'attente se révèle pénible et angoissante. Pour nos proches, ce fut une épreuve.» Pierre Fix, 43 ans, professeur d'italien à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), a connu voilà quelques semaines le même sort que nos compatriotes tessinois et leur camarade italien capturés jeudi à Dogubeyazit. Deux Allemands et un Néo-Zélandais se trouvent également dans la même situation, tandis que, le 10 août dernier, un Britannique, un Australien et quatre Français (parmi lesquels Pierre Fix) étaient libérés après deux semaines de détention (voir nos éditons du 11 août).

Au moment de leur enlèvement, Pierre Fix et ses trois compagnons effectuaient un circuit touristique organisé par l'agence Marmara. Le groupe comprenait 26 personnes.

«Notre bus a été arrêté en même temps qu'un autocar local dans lequel se trouvaient des Turcs. J'ai d'abord cru qu'il s'agissait de soldats. Ils nous ont fait asseoir dans un pré, puis, au

bout d'une demie-heure, ils ont pointé au hasard quatre personnes et nous ont demandé de les suivre. J'ai juste eu le temps de prendre mon passeport, je pensais à un contrôle d'identité. Ils nous ont fait monter au sommet d'une crête, et, brusquement, ils étaient une cinquantaine. Ils se sont dispersés et nous sommes restés avec quatre gardiens.»

— Dans quelle langue avez-vous communiqué?

— Quelques mots d'anglais et de français. Nous avons élaboré un petit lexique de mots kurdes utiles pour la vie quotidienne.

— Où vous ont-ils emmenés?

— Les trois premières nuits nous avons marché dans la montagne, dans des éboulis et dans l'obscurité totale. Des lampes de poche auraient permis de nous repérer. Il s'agissait de s'éloigner du lieu de notre enlèvement. C'était dangereux et très pénible. Heureusement, j'avais des tennis que j'avais achetées pour marcher dans les montagnes suisses (réd. Pierre Fix connaît bien la Gruyère). Mais les autres portaient des sandalettes. On leur a fourni des chaussures de

sport, par la suite. Il faisait très froid la nuit. J'étais en bermuda, on m'a donné un pantalon et une parka.

— Où dormiez-vous et que mangiez-vous?

— A la belle étoile. Les deux derniers jours, nous avons reçu des couvertures. Chaque soir, deux Kurdes allaient chercher à manger dans un petit village situé à plusieurs heures de marche du lieu où nous étions installés, au bord d'une cascade. Nous avons mangé des galettes de pain, des pâtes, du beurre de brebis, du riz. A boire, il y avait de l'eau, du thé; parfois ils ramenaient du Coca et du Fanta. Nous avions des couvertures, des gamelles, on sentait qu'il y avait un budget pour nous fournir un certain matériel devant assurer notre confort. Ils communiquaient avec le chef par cassette enregistrée qu'un messager allait porter et chercher. C'est par une de ces cassettes que nous avons appris que l'ordre avait été donné de nous libérer.

— Vous ont-ils parlé politiquement?

— Oui, ils nous ont expliqué pourquoi nous étions leurs invités. Le mot «prisonnier» n'était pas de mise. Ils se voulaient toujours ras-

surants, voire prévenants, et se montraient préoccupés par notre sécurité.

— Avez-vous eu peur?

— Oui, tout de même. Au début, notamment, lorsqu'ils nous ont alignés contre un mur. Ils étaient armés. Mais, surtout, nous avons eu peur en permanence d'un accrochage avec l'armée turque. Nous y pensions à chaque instant, et cela nous angoissait. Heureusement, cela n'est pas arrivé.

Propos recueillis par Francine Brunshwig □



Pierre Fix, ex-otage français des Kurdes: «Nous avons été bien traités.» Reuter

## DEMANDE DE RAPPEL

# Les représailles d'Ankara aggravent l'imbroglio turco-kurdo-suisse

**En demandant le rappel de l'ambassadeur suisse et de deux diplomates, Ankara a franchi un pas de plus dans l'escalade. Sale affaire corsée par l'enlèvement des Tessinois.**

Entre la Suisse et la Turquie, les relations déjà fort tendues depuis deux mois sont au plus bas. Hier, le Gouvernement turc a donné une semaine à la Suisse pour rappeler son ambassadeur à Ankara, Paul-André Ramseyer, ainsi que deux autres diplomates, le chef de chancellerie Jean-Pierre Baumeyer et l'attaché chargé des problèmes concernant les réfugiés Heinrich Maurer.

## TOPERI «DÉJÀ AFFECTÉ»

Le Ministère turc des affaires étrangères a d'autre part communiqué hier que la demande helvétique de levée de l'immunité diplomatique de Kaya Toperi, ambassadeur de Turquie à Berne, était refusé et que ce dernier avait déjà été affecté à un autre poste.

Mercredi passé, le Conseil fédéral avait demandé à Ankara de lever l'immunité de Kaya Toperi et d'un autre membre de l'ambassade afin que l'enquête sur les événements sanglants survenus le 24 juin dernier puisse se poursuivre. Un manifestant kurde avait à l'époque été abattu par un membre de l'ambassade turque. Neuf personnes, dont un policier municipal bernois, avaient en outre été blessées. Plusieurs manifestants kurdes ont dû répondre de violation de domicile devant la justice helvétique.

Il faut probablement remonter à la Seconde Guerre mondiale pour trouver un cas similaire, a précisé Christian Meuwly, porte-parole au DFAE. La demande de rappel d'un ambassadeur ne constitue toutefois pas la mesure la plus extrême avant la rupture des relations diplomatiques. Les autorités turques auraient pu aller encore plus loin en déclarant que Paul-André Ramseyer était persona non grata.

La démarche d'Ankara constitue une mesure de rétorsion à la demande de levée de l'immunité diplomatique de l'ambassadeur Kaya Toperi. Celui-ci a regagné Ankara vendredi passé. Auparavant, la Turquie avait déjà rappelé quatre collaborateurs de l'ambassade turque à Berne que les autorités suisses avaient identifiés comme étant les auteurs de la fusillade ayant coûté la vie à un Kurde. Ankara avait aussi refusé de lever l'immunité de ces quatre employés.

La justice suisse ne pourra par conséquent pas demander de comptes aux responsables de la fusillade mortelle.

Le juge d'instruction bernois chargé de ce dossier a déclaré lundi soir à la télévision alémanique qu'il allait probablement bientôt devoir suspendre l'enquête.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hikmet Cetin, a une fois de plus répété hier devant les caméras de télévision de son pays que le personnel de l'ambassade avait agi en état de légitime défense le 24 juin dernier. Il a ajouté que l'attitude des autorités suisses pouvait être considérée comme un soutien indirect au terrorisme.

## SANS NOUVELLES DES OTAGES

Ce conflit diplomatique arrive à un

moment particulièrement défavorable, puisque trois touristes tessinois sont toujours otages de rebelles kurdes dans l'est de la Turquie. S'exprimant dimanche à la télévision, le conseiller fédéral Flavio Cotti avait encore loué la collaboration avec les autorités turques et déclaré que l'affaire de l'ambassade n'avait pas eu d'effet négatif sur les efforts entrepris pour libérer les trois otages.

Un groupe de spécialistes des Affaires étrangères dirigé par l'ambassadeur Franz von Daeniken forme la cellule de crise qui s'efforce d'obtenir leur libération. La Suisse collabore avec les autorités italiennes, allemandes et françaises dans cette affaire. AP

## Les otages prioritaires

Le Conseil fédéral a protesté «avec une extrême vigueur» contre la demande de rappel de l'ambassadeur de Suisse en Turquie et de deux autres membres de l'ambassade. Il «regrette profondément que le Gouvernement turc empêche le déroulement d'une enquête judiciaire conforme à l'Etat de droit», a indiqué hier la Chancellerie

fédérale. Le conflit a pour origine le comportement inacceptable de membres de l'ambassade de Turquie à Berne. Absolument rien ne peut en revanche être reproché à l'ambassadeur de Suisse et à ses collaborateurs. Ils s'en tiennent strictement aux lois turques. «La demande de rappel ne peut trouver aucune justification», selon le

Conseil fédéral. Pour celui-ci, la première priorité est actuellement la libération la plus rapidement possible des trois Tessinois enlevés par «des extrémistes kurdes». Ses efforts sont rendus plus difficiles par la mesure prise par Ankara: Le Conseil fédéral réitère avec force qu'il attend une entière coopération des autorités turques. AP

## Les formes de protestation

La diplomatie dispose de toute une palette de possibilités pour exprimer ses protestations. Celles-ci vont des simples discussions bilatérales à la rupture des relations. La demande émise hier par la Turquie de rappeler l'ambassadeur de Suisse à Ankara est une des formes graves. Viennent ensuite la déclaration «persona non grata» en-

traînant le rappel forcé des diplomates et la rupture diplomatique. Si les rencontres de diplomates ne suffisent pas, les Gouvernements disposent d'autres voies pour signifier leurs désaccords. A commencer par l'envoi d'une note de protestation par ambassade interposée ou par la citation de l'ambassadeur du pays tiers. C'est ce qui s'est

passé le 7 juillet, lorsque la Suisse a fait venir l'ambassadeur de Turquie pour lui remettre une protestation contre la fusillade survenue à Berne. Le rappel de l'ambassadeur de Suisse et de deux attachés précède la déclaration «persona non grata». La note turque n'est qu'une invitation, a précisé à l'ATS Walter Kälin, professeur. ATS

TÉMOIGNAGE

# La survie menacée des Kurdes d'Irak

De retour d'une mission dans un hôpital du Kurdistan irakien pour « Médecins du Monde », Bernard Devalois craint le pire si les organisations humanitaires lâchent prise.

LE POPULAIRE DU CENTRE  
25 août 1993

« **P**AS d'eau potable, une chaleur terrible, la violence armée au quotidien de tous côtés, le tout dans l'indifférence internationale : c'est intenable et même les organisations humanitaires risquent de se décourager »...

Au terme d'un mois de labeur éprouvant dans l'hôpital kurde de Ranya, en territoire irakien, à une trentaine de kilomètres de la frontière iranienne, le Dr Bernard Devalois s'interroge gravement sur la survie même des populations kurdes.

## Violence permanente

Répondant positivement à la demande imprévue de « Médecins du Monde » (grâce à la compréhension du chef du service anesthésie-réanimation et de la direction du CHRU de Limoges), Bernard Devalois est arrivé à Ranya à la mi-juillet. « La région est administrée par les Kurdes qui ont élu leur propre Parlement. Mais la désorganisation est complète. La population manque de tout, victime de l'embargo international qui frappe toujours l'Irak, aggravé par le blocus du pouvoir irakien qui va jusqu'à couper l'électricité de temps à autre.

Et, comme la situation des Kurdes d'Irak et de Turquie n'est guère plus enviable, l'étau se resserre sur les montagnes où convergent les réfugiés ».

Le plus impressionnant, c'est le climat de violence permanente : « Tout le monde est armé. Irak et Iran entretiennent des factions, si bien que le moindre différend tourne au conflit armé.

Au moindre prétexte, les troupes iraniennes tirent au mortier sur la ville; nous avons dû d'ailleurs nous replier en Turquie pendant quatre jours pour cette raison. Et puis il reste des mines partout dans la montagne et ce sont les enfants qui payent un lourd tribut »...

## Une dizaine d'opérations par jour

A l'hôpital, la petite équipe de « Médecins du Monde » au sein

de laquelle a travaillé l'anesthésiste limougeaud assure l'activité chirurgicale pour une population d'environ 500.000 personnes. Une dizaine d'opérations par jour, parfois même plus, dans des conditions particulièrement précaires. « A peu près deux tiers de chirurgie classique et un tiers de chirurgie de guerre, c'est-à-dire des enfants, des femmes et des hommes atteints d'horribles blessures ou victimes de terribles séquelles... »

« Dans cette atmosphère irrespirable, les gens nous témoignent cependant une extraordinaire affection. Nous sommes gardés nuit et jour par des Peshmergas en armes et tout le monde s'efforce de nous être agréable ». Aucun Etat ne se préoccupant de

leur sort, les Kurdes prennent le plus grand soin des organisations non gouvernementales qui réussissent à tenir le coup.

« Irakiens et Iraniens qui n'attendent probablement que le départ des missions humanitaires pour en finir, font tout pour nous décourager ». « Médecins sans Frontières », par exemple, a renoncé : un de ses militants ayant été exécuté. « Il reste quelques organisations européennes, dont trois françaises : Médecins du Monde, Equilibre et France-Libertés. Les Kurdes comptent d'ailleurs beaucoup sur la France, en particulier à travers la personne de Danièle Mitterrand, tenue en très haute estime ».

## L'enjeu de l'eau

Aux yeux de Bernard Devalois, ce n'est pas le pétrole qui constitue l'enjeu, mais l'eau. « Les montagnes du Kurdistan, c'est le château d'eau de toute la région, explique-t-il. L'Irak et l'Iran, ainsi que la Turquie dans une moindre mesure, considèrent que celui qui contrôlera le Kurdistan sera le maître. D'où un accord tacite pour anéantir les Kurdes. Si les organisations humanitaires, le dernier rempart, viennent à abandonner, je redoute un véritable génocide. Un peu à l'image du drame que connaissent les populations chiites dans le sud de l'Irak : il n'y a plus de témoins, ni aide humanitaire, ni média ».

LE MONDE - 25 AOÛT 1993

## Condamnant le régime de Téhéran

# Une commission de l'ONU dénonce les assassinats d'opposants iraniens à l'étranger

GENÈVE

de notre correspondante

La sous-commission des droits de l'homme des Nations unies vient d'adopter, par vingt voix contre trois et deux abstentions, une très sévère résolution contre le régime iranien. Le texte demande expressément à Téhéran de coopérer à l'enquête sur l'assassinat du professeur Kazem Radjavi, tué, le 24 avril 1990, près de son domicile genevois. Le juge d'instruction, Roland Chatelein, avait affirmé que « un ou plusieurs services officiels iraniens étaient directement mêlés » à cet assassinat. Il avait souhaité que des enquêteurs puissent se rendre à Téhéran, mais sa demande n'a jamais reçu de réponse.

Estimant que « les gouvernements doivent être tenus responsables des tentatives d'assassinat et des actes d'agression perpétrés par leurs agents dans d'autres pays, ainsi que des mesures délictueuses visant à inciter à de tels actes, à les sanctionner ou à les tolérer », la résolution condamne les assassinats à l'étranger de ressortissants iraniens tout en précisant qu'elle présume « la partici-

pation directe des services officiels iraniens à ces assassinats ». Elle rejette, à cet égard, « toute justification culturelle ou religieuse du non-respect des normes universelles en matière des droits de l'homme ».

D'autre part, la sous-commission « condamne fermement » les violations des droits de l'homme qui continuent d'être commises en Iran : exécutions de prisonniers politiques, lapidations, tortures et autres traitements dégradants, flagellation publique des femmes, persécutions incessantes infligées aux Kurdes et aux Bahais, harcèlement des familles de réfugiés politiques.

La sous-commission regrette que, depuis plus d'un an, le gouvernement iranien empêche le représentant spécial de l'ONU de se rendre dans le pays. Elle déplore aussi le fait que, malgré les accords conclus, Téhéran n'autorise toujours pas les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à remplir leur mission, c'est-à-dire à visiter les prisonniers.

ISABELLE VICHNIAC

Le Monde — 26 août 1993

Après l'expulsion de trois diplomates helvétiques

## Le ton monte entre la Suisse et la Turquie

Les relations déjà tendues entre la Suisse et la Turquie se sont nettement dégradées après l'expulsion, mardi 24 août, de l'ambassadeur de Suisse à Ankara et de deux de ses attachés (nos dernières éditions du 25 août). Une mesure qualifiée d'« injustifiée » par un communiqué du Conseil fédéral helvétique, réuni le même jour à Berne.

Les autorités turques ont donné une semaine à l'ambassadeur de Suisse à Ankara, Paul-André Ramsayer, et à deux de ses attachés

diplomatiques, Jean-Pierre Baumeyer et Heinrich Maurer, pour faire leurs bagages. En annonçant cette expulsion, le gouvernement turc a ajouté que Kaya Toperi, ambassadeur de Turquie en Suisse, ne regagnerait pas son poste.

Ce dernier est au cœur de la crise diplomatique entre Berne et Ankara depuis la mort de Semsettin Kurt, un Kurde tué lors d'une fusillade pendant une manifestation devant l'ambassade de Turquie le 24 juin. Mercredi dernier,

Berne avait donné une semaine à Ankara pour lever son immunité diplomatique ainsi que celle d'un autre fonctionnaire turc. Une requête rejetée par Ankara qui avait précédemment refusé de lever l'immunité de quatre autres de ses diplomates, qui ont tous été rapelés en Turquie. « Le gouvernement suisse regrette profondément que le gouvernement turc rende impossible l'ouverture d'une enquête judiciaire », a indiqué le Conseil fédéral, ajoutant qu'il lui serait désormais plus difficile de faire libérer trois touristes suisses enlevés en Turquie, jeudi dernier, par les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). — (Reuter, AFP.)

□ Mise en garde des Kurdes irakiens aux séparatistes du PKK en Turquie. — Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), dirigé par Massoud Barzani, devait achever, mardi 24 août, à Erbil, son onzième congrès, en se prononçant pour un Irak fédéral et contre tout dialogue avec le régime de Saddam Hussein. Dans un discours, M. Barzani a affirmé qu'il ne laisserait plus les séparatistes kurdes de Turquie (PKK) agir librement dans le nord de l'Irak : « Nous ne [leur] permettrons pas de travailler contre nous dans les régions kurdes. Nous les avons beaucoup aidés après le coup d'Etat en Turquie, en 1980, mais ils nous ont accusés d'être des féodaux et ont appelé à nous combattre ». — (AFP.)

turkish daily news - August 27, 1993

## Tension in Cizre

■ Many detained in massive security operation, security forces chant anti-PKK slogans on streets

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish special forces teams and security forces, chanting anti-PKK slogans, launched a massive operation in Cizre, Şırnak Thursday and detained more than 100 people, a member of parliament revealed on Thursday.

The Şırnak deputy of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Selim Sadak told the TDN that the special teams had surrounded Cizre in the early hours of the morning and searched houses one by one, detaining more than 100 people.

"According to the information that I have, special teams fired in the air shouting anti-PKK slogans before the operation," said Sadak.

According to local sources, the police teams chanted slogans such as "Down with the PKK" and "Cizre will be a graveyard for the PKK."

Governor of Cizre Umer Adar confirmed to the TDN that the operation had taken place and that "30 to 40 suspected people" had been detained. He denied that the "rally" by security forces had taken place.

Deputy Cizre Mayor Mehmet Işıkcı affirmed that many people were taken

into custody after the operation by security forces in Cizre and also said his house has been attacked by special forces teams two days ago.

"Special forces teams threw two hand grenades at my house two days ago and opened fire with automatic weapons, destroying my car. A number of shops and houses were also destroyed by the special forces teams. We are under immense pressure," said Isikci.

12 killed in Southeast

At least 12 people, including seven militants of the Kurdistan Worker's Party (PKK), were killed in the troubled and dominantly Kurdish-populated Southeast Thursday, the Anatolia news agency reported.

Four Kurdish militants were killed by security forces during operations in the rural areas of Hakkarî's Köprülü village. Meanwhile, three PKK militants were killed in a clash with government troops in Şırnak.

In a separate incident, PKK militants killed four civilians when they opened fire on a bus at a roadblock in the township of Kozluk in Batman. Also, in Bingöl, a guard was killed by separatist militants.

Meanwhile, PKK militants attacked military houses in Dargeçit, Mardin and security forces returned fire. In a clash that took place between Kurdish militants and security forces, 17 shops were totally burned while a number of houses were destroyed. In another development, several foreign tourists were wounded Wednesday when an unknown attacker threw a gasoline bomb at them in Istanbul. The assailant escaped after the attack in the city's Topkapı district.

Gazioğlu: "The number of PKK deaths in the latest security operations is about 1000"

Interior Minister Mehmet Gazioğlu stated at a Thursday press conference held at the Interior Ministry that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) suffered a serious number of casualties at the hands of security forces in the latest security operations. "The operations are continuing. We have come a very long way in the last one and one-half to two months.

The number of PKK members killed in the latest security operations is near one thousand. We have been able to account for this many deaths. The PKK has formed special burial teams that are trying to conceal the number of their losses. These teams are hiding the deaths and are burying their dead in creek beds," Gazioğlu said.



**Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani:**

# 'We have a chance to topple Saddam'

- 'We were not powerful enough before to topple Saddam'
- 'If Ankara asks me, I'll do my best to end the bloodshed'

By Emre Gökalp  
Turkish Daily News

**IRBIL, IRAQI KURDISTAN-** Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani said that the Iraqi Kurds have a chance to topple Saddam Hussein that they have never had before, adding, "He is in a very weak position, and his credibility continues to ebb away." In an interview with the TDN at Mekteb-i Siyasi, the headquarters of his Patriotic Union of Kurdistan party (PUK), in Irbil over the weekend, Talabani voiced his belief that action against Saddam is in the offing, pointing out that the Iraqi opposition was working more actively and more strategically than ever before.

"I don't think that he will be brought down tomorrow or next week or next month, but we have never been so powerful and we now have real a chance to topple Saddam, to end his regime," said Talabani.

Talabani stated that although the Iraqi Kurds have good relations with Turkey and are working to improve those relations, they are aware that Ankara is trying to improve its relations with Baghdad.

"But this is natural," he said. "Since Turkey is a member of the international community and NATO, it must respect the resolutions of the international community."

Regarding the tripartite meeting between Turkey, Iran and Syria, Talabani said he felt that this meeting did not bode well for the Kurds.

"This meeting is very threatening: it is actually encouraging the pan-Kurdish movement in Kurdistan, and challenging the sovereignty of Iraq," said Talabani. "Kurdish, Turkish, Iranian and Arab hard-liners are our brothers and they are supporting each other. On the other hand, democrats and socialists and progressive elements among the Kurds, Turks, Iranians and Arabs are also our brothers, but they are not supporting each other. In these circumstances, such meetings will strengthen the pan-Kurdish movement."

Talabani also pointed out that this meeting is not only dangerous for Iraqi Kurdistan, but also for Turkey, Syria and Iran. He stressed, however, that the Iraqi Kurds will not be frightened.

"Why don't they hold a meeting to solve the problem in Nagorno-Karabakh? Why don't they hold a meeting to stop the civil war in Afghanistan? Why don't they hold a meeting to solve the Cyprus problem?"

"Why do they hold a meeting to watch and to discuss Iraqi Kurdistan?"



Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani

## 'Second cease-fire in the offing'

Meanwhile, Talabani also expressed his belief that there would be a second cease-fire between Turkish government forces and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) by the end of this year if Ankara responds positively, and pledged to do his utmost if Ankara asked him to end bloodshed. "I haven't lost hope for a cease-fire and peace. I think it is possible to try again and this time succeed. If the Turkish side asks me to try for another cease-fire, I will do my best to end the bloodshed," said Talabani.

"However, I believe that unless both sides are convinced that they cannot achieve their goals through violence, there will be no peace. You will remember that [PKK leader Abdullah] Öcalan declared a unilateral cease-fire but there was no positive response from the Turkish side. Both sides are now fighting with new tactics, but in the end, both sides will reach the conclusion that fighting will not solve the problem. Öcalan is now ready to declare another cease-fire as soon as Turkey agrees, and I will encourage him to keep this option open." He accepts that at the time of the first cease-fire Turkey was not in a position to consider a political solution, after the sudden death of President Turgut Özal, which Talabani describes as a great loss for Kurdish, as well as Turkish, people. He also added that he had recently contacted Öcalan to discuss the release of the kidnapped tourists. "He responded positively and released the hostages."

Conceding, however, that the PKK had made mistakes, Talabani said that the killing of 33 soldiers in Bingöl was a crime. "If I were Mr. Öcalan, I would not declare war. I would give Mrs. Çiller a chance. She is a mother and a sister of all Turkish citizens," said Talabani.

"You know, I spent 30 years of my life in the mountains. I have studied the history of war from ancient China to the Cuban missile crisis. I believe that we have entered an era in which negotiation is the accepted way to solve international disputes. History has proved that war will not solve our problems. We cannot reach our goals through violence."

## Purchase of Swiss-made spy-plane is suspended

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish government has suspended the purchase of a Swiss-made reconnaissance plane, because of the restrictions that the Swiss government may put on its use, official sources said on Tuesday.

The Pilatus plane, equipped with Westinghouse instruments, which provides facilities for day and night reconnaissance of land targets, was to be used for border security, especially along Turkey's border with Iraq and Iran. This expanse of Turkey's border is where the outlawed (PKK) militants infiltrate the country to conduct armed attacks against Turkish citizens. Officials, who asked not to be

named, noted that Switzerland had placed an arms embargo on Turkey before, claiming that the military material sold to Turkey was being used in suppressing the Kurdish uprising in Southeast Turkey. The Swiss gov'ts sensitivity over the use of Swiss-made 25-mm Oerlikon machine guns for the armored combat vehicles under production in Turkey was a factor in the decision of the Turkish gov't to sign an alternate deal with the French company GIAT last year. Turkish concerns are also based on claims by government sources that the Swiss government has interfered with Pilatus' contacts with some Southeast Asia countries, endangering those purchases. For example, Switzerland is opposed to the company's putting additional fuel tanks underneath the wings of the plane, saying that they could just as well be used as pylons for weapon pods.

# PKK raids villages, kills ten people

Turkish Daily News

ANKARA- Militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on Monday raided the village of Akçayır near Sirvan, Siirt, killing seven people, five of them children, and wounding three others.

According to the announcement from the Office of the Emergency Rule Regional Governor, two of the raiders were killed by the village guards. Also on Monday, security forces killed eight separatist terrorists while freeing two Britons and two Afghans reportedly kidnapped hours earlier by the terrorists. The abducted tourists were flown to Diyarbakır by helicopter where they answered reporters' questions.

One of the Afghan tourists said they had come to Turkey to see their relatives in Van. One of the British tourists said he and his friend had gone to Van for a sightseeing tour.

As a result of the security operations, security

forces killed two more terrorists. The Britons were believed to be returning from a visit to Lake Van. The Afghans use the same route after entering Turkey from Iran.

In a separate incident on Monday, PKK militants stopped vehicles on the highway close to the town of Doğanşehir, Malatya, and killed one person and wounded two others. Malatya Governor Saffet Ankan Bedük said that the separatist terrorists set a tanker loaded with diesel fuel on fire. PKK militants also raided a village near Iliç, Erzincan, and killed the parents of the village headman (muhtar). Erzincan Governor Recep Yazıcıoğlu said that the terrorists escaped after clashing with the village guards.

In Istanbul, police arrested 29 persons who were determined to have participated in the activities of the illegal PKK organization. They were caught as they were trying to stage a demonstration to mark the foundation anniversary of the

outlawed PKK organization.

In Tekirdağ, police arrested five other members of the separatist organization. They were determined to have been involved in the burning of a vehicle belonging to the State Supply Office (DMO) and the bombing of a restaurant in Çorlu. In Adana, police caught 20 PKK militants, two of them women. According to the announcement from the office of the security director, among the arrested militants were some of the organization's regional leaders.

Republican People's Party (CHP) Parliamentary Group Deputy Chairman Ali Dinçer said Tuesday that the people in Turkey's southeast region have lost their confidence in the state. In a joint press meeting he held with CHP Kars Deputy Atilla Hun, Dinçer explained their observations during their four-day visit in the region. He claimed that people were abandoning the region because their lives were in danger.

## ÉDITOS

# Le Kurdistan irakien est pris en tenaille par ses voisins

Le Kurdistan irakien a bénéficié des retombées de la guerre du Golfe pour arracher, de facto, une très fragile autonomie. Du même coup, un vent d'espoir a soufflé pour tous les Kurdes de Turquie, d'Iran et bien sûr d'Irak, qui ont vu là, même s'ils ne l'avouent pas ouvertement, un premier petit pas en direction d'un futur Kurdistan indépendant.

L'expérience du Kurdistan irakien ne tient pourtant qu'à un fil, et en fin de



PHILIPPE DUMARTHÉRAY

chef de la rubrique étrangère

compte c'est bel et bien la Turquie, l'Iran et dans une moindre mesure l'Irak qui scelleront son sort. Pour s'en convaincre, il a suffi d'entendre les propos des députés turcs invités au 11e Congrès du Parti démocratique du Kurdistan (PDK)

qui s'est terminé mardi soir à Erbil. Engin Güner, du Parti de la mère patrie, a ainsi expliqué sans ménagement que les structures mises en place au Kurdistan d'Irak n'étaient pas un État, car «nous n'accepterons jamais un État», mais tout au plus une «organisation destinée à gérer l'aide internationale». Une formule très restrictive qui ne laisse guère d'espoir aux Kurdes puisque le seul mot autonomie est encore tabou

pour Ankara. La Turquie, qui est confrontée aux Kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), redoute, en effet, que l'épidémie ne s'étende et qu'elle ne soit condamnée, un jour, à accepter l'irréversible, c'est-à-dire le démembrement de l'État nation turc forgé par Atatürk.

Massoud Barzani, le chef du PDK, a sans doute compris le message. Lundi soir, lors d'une allocution télévisée, il n'a pas hésité à

JEUDI  
26 AOÛT 1993

24 HEURES

condamner fermement les séparatistes kurdes turcs qui utilisent l'arme du terrorisme. Dans la foulée, il a également assuré la Turquie qu'il ne laisserait plus la liberté d'action aux PKK au Kurdistan irakien. Sera-ce suffisant pour amadouer Ankara, qui peut à tout moment fermer sa frontière et condamner ainsi à terme «l'autonomie» du Kurdistan irakien?

Mais, pour les Kurdes irakiens, le danger ne vient pas que du Nord. A l'Est, l'Iran a récemment commencé un travail de sape en bombardant, jour après jour et systématiquement, des villages du Kurdistan irakien. Officiellement, il s'agit pour Téhéran de casser les reins aux

peshmergas des mouvements de résistance kurdes iraniens (le PDKI, le PDKI-direction révolutionnaire et les communistes du Komala) qui trouvent refuge le long de la frontière entre l'Irak et l'Iran.

Mais, à Téhéran, on poursuit bien sûr d'autres buts. Il s'agit avant tout de fragiliser le Kurdistan irakien qui est l'embryon d'un futur Etat irakien fédéral formé par les chiïtes (50% de la population), les sunnites (20%) et les Kurdes (30%). Là encore, Téhéran redoute que l'épidémie ne s'étende. L'Iran risque en effet, un jour, de devoir rendre quelques comptes à ses minorités kurde, azérie et balouche notamment, qui subissent le joug islamique.

Paradoxalement, l'Irak ne représente, pour l'instant, qu'une menace secondaire. Saddam Hussein et ses sbires sont toujours dans le climatiseur de Washington, qui trouve là un terrain idéal pour faire croire que le nouvel ordre international n'est pas mort-né. De ce fait, la marge de manœuvre de Bagdad au Kurdistan irakien est extrêmement étroite.

Quelques coups de feu sur la ligne de front et des attentats généralement guère meurtriers sont les signes les plus évidents de la pression irakienne.

Plus dangereusement, Saddam Hussein utilise la carte économique

pour affaiblir les Kurdes irakiens. En coupant les raccordements de l'eau et de l'électricité dans le nord du Kurdistan irakien, Bagdad a plongé la région de Zakho et de Dohouk dans une situation délicate. Des centaines de personnes s'entassent actuellement dans les hôpitaux, victimes de diarrhée, et les organisations internationales craignent l'apparition d'épidémies de typhoïde et de choléra.

Là encore, l'objectif est précis: il s'agit de tirer un trait sur «l'autonomie» du Kurdistan irakien. Au besoin en mettant, une nouvelle fois, la population à genoux.

Ph. Dy □

# Kurdes en liberté surveillée

(24) HEURES

JEUDI  
26 AOÛT 1993

“ Nous voulons l'instauration du fédéralisme au sein de l'Irak, nous voulons la démocratie et les droits de l'homme. Nous voulons l'unité. Voilà les objectifs de notre 11e Congrès, qui se tient pour la première fois au Kurdistan. J'envoie un message à toutes les nations pour qu'elles nous aident. ”

Massoud Barzani

Younis Rosh Bayany est le nouveau ministre de l'Intérieur du Kurdistan irakien. Aujourd'hui, il est récompensé, lui l'ancien peshmerga du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) qui a combattu vingt-deux ans durant dans les montagnes, contre les troupes irakiennes. Il fait partie de la nouvelle élite kurde, porte un complet-veston et se déplace dans une Mercedes blanche haute de gamme aux vitres teintées, escortée par une camionnette tout terrain sur laquelle a été installée une mitrailleuse, comme en Somalie.

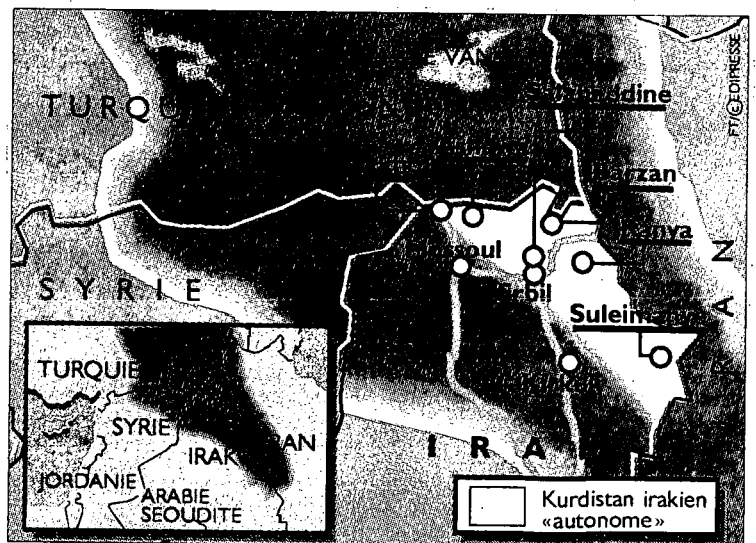
Deux ans après l'insurrection qui a permis l'installation d'un gouvernement «autonome» au Kurdistan, cette région du nord de l'Irak connaît un répit précaire. «Nous respectons les frontières de nos voisins, mais nos voisins tentent de mettre un terme à notre démocratie et à notre liberté.» Et Younis Rosh Bayany avoue que l'Iran est le pays le plus menaçant avec ses incursions et ses tirs d'artillerie répétés contre les villages kurdes. Une analyse que ne dément pas le chef de la sécurité, Karim Sindjary, qui souhaite cependant «garder les meilleurs relations possibles avec Téhéran».



**REPORTAGE**

KURDISTAN IRAKIEN  
Philippe DUMARTHERAY

Plus de deux ans après la guerre du Golfe, les Kurdes sont aux leviers de commande dans le nord de l'Irak, où il tentent de résister aux visées de leurs voisins. Chronique d'une émancipation bien fragile.



## Une politique: l'unité

Pour faire face à la menace extérieure, les Kurdes irakiens ont subtilement joué le jeu de la démocratie en mai 1992 et ils ont, depuis lors, encore resserré les rangs. Aujourd'hui, un gouvernement de coalition rassemble, à parts égales, les deux principales forces politiques, le PDK du clan Barzani et l'UPK de Jalal Talabani. Un même partage des tâches que l'on retrouve dans l'embryon de l'armée de 30 000 hommes et des forces de police. Mais faute de crédits pour leurs équipements, les policiers portent toujours l'uniforme irakien! Officiellement, l'heure est ainsi à l'unité en dépit des querelles de clans qui secouent périodiquement le Kurdistan irakien, comme le prouvent les incidents meurtriers qui ont opposé, à la mi-août, des militants du PDK et de l'UPK à Dohouk.

Cette «autonomie», qui a permis l'apparition d'une classe politique, n'a pas pour autant fait disparaître la misère sociale qui trouve, pour une part, ses racines dans l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak, et par voie de conséquence au Kurdistan irakien. Dans le même temps, Bagdad filtre également le passage des biens sur la ligne de front avec le Kurdistan. Ce qui n'empêche pas des milliers de Kurdes de se rendre, chaque jour, à Kirkouk (sous contrôle irakien mais peuplé majoritairement par des Kurdes).

A Suleymanié, la grande ville du sud, le marché semble bien approvisionné. Les apparences sont pourtant trompeuses. «Vous voyez des fruits et des légumes, du riz et du sucre. Mais dites-vous bien que nous n'avons pas les moyens d'acheter ces produits.» Ce jeune policier d'un trentaine d'années, aux yeux bleus très pâles, sonne la charge. Immédiatement une dizaine de Kurdes se pressent autour de lui pour abonder dans son sens. «Je gagne 250 dinars (environ 11 fr.). Je ne m'en sors pas. Un seul kilo de riz me coûte 35 dinars, 1 kg de viande 70 dinars.»

Le vice-ministre de l'Industrie, Hawat Khafur, nous révèle dans son vaste bureau, à Erbil, la «capitale» du Kurdistan irakien, que l'industrie compte une dizaine d'entreprises. Or actuellement, la plupart des usines marchent au ralenti ou sont fermées. Dans une fabrique de ciment, les pièces de rechange et le pétrole font défaut. Dans celle de cigarettes, le manque de colle a provisoirement stoppé la production. Une ville comme Suleymanié compte ainsi près de 70% de chômeurs.

## Les stigmates de la misère

Mais les villageois qui habitent près de la frontière iranienne ont encore un sort moins enviable. A Saïd Saïd, par exemple, sur la route qui mène de Suleymanié à Halabja, la ville gazée en 1988, 20 000 personnes s'entassent sur les ruines d'un village détruit à la dynamite par les hommes de Saddam Hus-



Massoud Barzani, le chef du PDK lors du 11e Congrès du parti qui s'est tenu la semaine dernière à Erbil.

Photos Dumartheray

sein. Une mère de six enfants, qui habite une modeste cabane de deux pièces, nous assure que sa famille ne mange généralement que «du pain avec parfois des tomates ou de la pastèque». Ses enfants portent sur leur visage les stigmates de cette alimentation déséquilibrée.

Tous les habitants des 4000 villages détruits par les troupes de Saddam Hussein ne sont, cependant, pas aussi mal lotis. Les organisations humanitaires ont effectué sur place un travail remarquable, à l'instar de Caritas qui a favorisé la reconstruction de 12 000 maisons. Il n'en demeure pas moins que ces organisations doivent travailler avec le KRO (The Kurdistan Reconstruction Organisation) qui dépend étroitement du PDK de Massoud Barzani, comme le reconnaît implicitement Jürg Krummenacher, directeur de Caritas. Du coup, ce sont les zones où le PDK est bien implanté qui ont le plus largement profité de la manne occidentale.

## Le poids de l'Iran

Au nord de Suleymanié, en direction de la frontière iranienne, la guerre est au rendez-vous. Dans les environs de Ra-

niya, les villages, où sont installés notamment des réfugiés kurdes iraniens, subissent jour après jour les tirs de l'artillerie iranienne. Le chef de la police de Raniya, Bayan Assad Balean, un partisan de Jalal Talabani, nous confirme par ailleurs que les Kurdes iraniens ont des bases au Kurdistan irakien. Une affirmation qui reçoit un début de confirmation lorsqu'il décide de nous emmener, personnellement, auprès des dirigeants de l'opposition iranienne, qui ont des locaux dans cette ville de 50 000 habitants adossée à des montagnes dépourvues de toute végétation.

Pistolet à la ceinture, un chef du PDKI-direction révolutionnaire (un parti kurde iranien), Jalil Gadani, nous précise que ses hommes sont installés à trois quarts d'heure de route de Raniya, dans une vallée boisée d'où ils lancent des opérations contre le régime de Téhéran. «Nous menons le même combat que les Kurdes d'Irak. Au XXIe siècle, on aura un Etat indépendant.» En attendant, l'Iran poursuit ses bombardements intensifs. Avec, à la clé, un message politique très clair: le Kurdistan irakien est sous très haute surveillance!

Ph. Dy □

24 HEURES

VENDREDI  
27 AOÛT 1993

# A la découverte des palais de Saddam

Au nord du Kurdistan irakien, le maître de Bagdad donne un aperçu de sa mégalomanie.  
Visite guidée dans la vallée des trente-cinq châteaux.

L'air est frais, le paysage grandiose. Au sommet d'une montagne, à plus de 1500 mètres d'altitude, un château de style bunker domine la vallée avec, en léger contrebas, un hélicoptère. Nous sommes à 50 kilomètres de Dohouk, près de la petite ville d'Ashawa, dans la portion du Kurdistan irakien qui échappe depuis deux ans au contrôle de Bagdad. Pour parvenir à ce nid d'aigle, il a fallu parcourir une quinzaine de kilomètres sur une route qui aurait fait pâlir les cyclistes du dernier Tour de France.

Cette route a été construite sur l'ordre de Saddam Hussein et son unique fonction est de relier les différents palais que le maître de Bagdad s'est fait construire dès 1986, pour lui et les chefs des diffé-

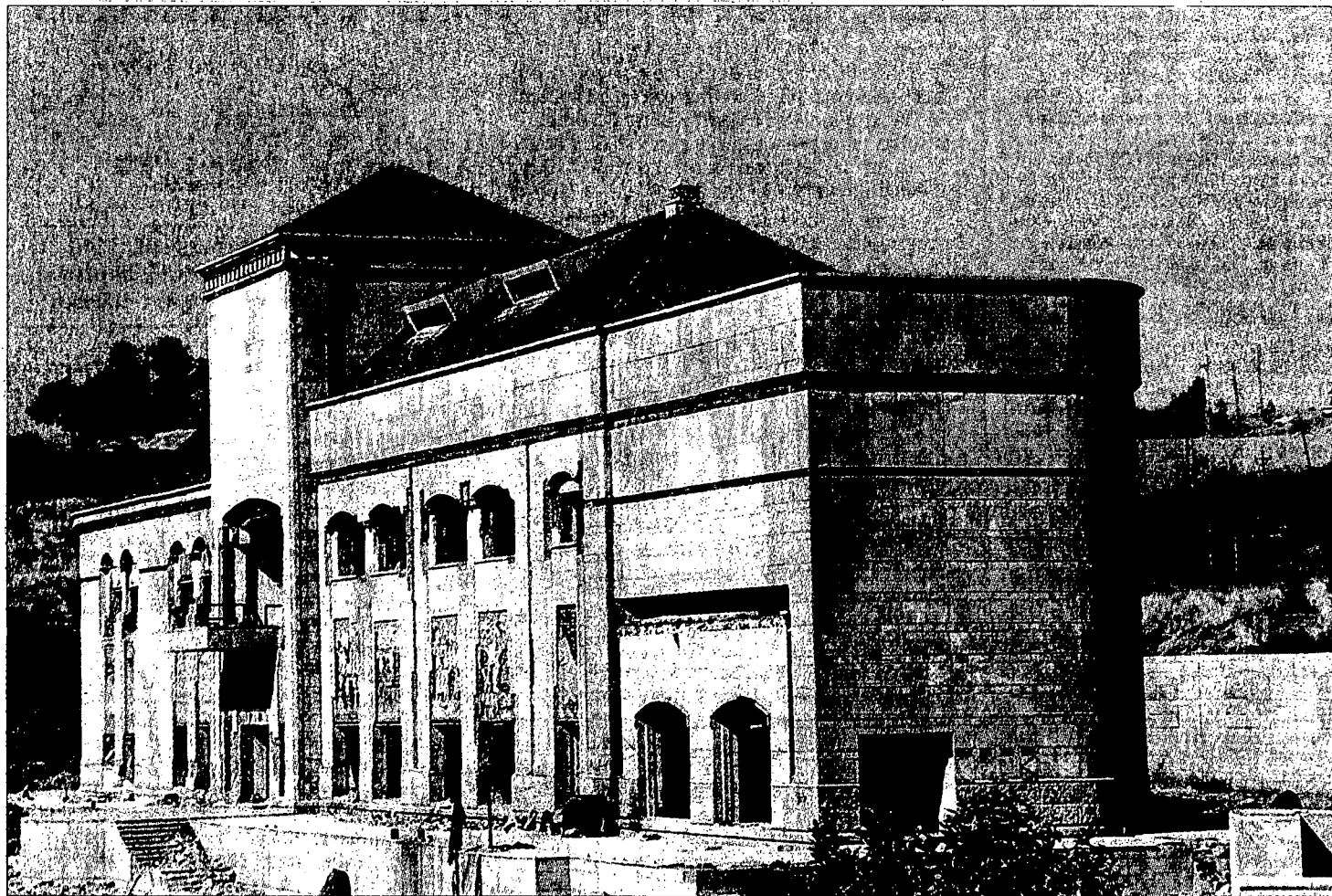
rents pays arabes, sur les contreforts de cette vallée. Le premier était ainsi destiné au roi Hussein de Jordanie.

Près d'Ashawa, au pied de la montagne, un autre palais nettement plus imposant, flanqué de quelques pavillons, trône au milieu d'un espace verdoyant. C'est le Versailles de Saddam. Autour du bâtiment principal, plusieurs lacs ont été aménagés pour permettre à l'héritier de Saladin de s'adonner à la pêche à la ligne en compagnie de ses hôtes de marque. Aux alentours, un torrent a été canalisé pour former toute une série de cascades. Aujourd'hui, des enfants kurdes prennent leur revanche en occupant le terrain. Les lacs et les cascades de Saddam ont des airs de piscine publique.

## Une destruction en règle

En pénétrant à l'intérieur du palais, le spectacle est hallucinant. Au milieu de ce qui devait être une salle de réception, une famille de réfugiés kurdes mange à même le sol. A l'écart, quelques poules picorent à quelque distance d'un feu qui noircit les parois et les plafonds, en forme de vagues, richement décorés. «Nous sommes là depuis huit mois, avec une dizaine d'autres familles. Saddam a détruit nos villages pour faire construire ses châteaux. Maintenant, nous n'avons plus rien. Nos champs ont été dévastés. Mes enfants sont obligés de gagner leur vie en faisant des petits boulots à la ville.»

... La rancœur de cette mère de famille



L'imposant château d'Ashawa a été saccagé par des réfugiés kurdes en colère.

Photos Philippe Dumartheray

n'est pas feinte. Les murs de cette immense salle sont recouverts de graffiti qui sont autant d'insultes à l'adresse du maître de Bagdad. Quant au palais, il donne l'impression d'avoir subi un bombardement intensif. Toutes les tuiles vertes du toit, fabriquées en Italie, tous les dallages en marbre précieux, toutes les fresques aux armes de Saddam et du prophète chiite. Ali ont été consciencieusement fracassés. Manifestement, la haine des Kurdes à l'encontre de Saddam a trouvé là un terrain d'expression privilégié.

### Emmenés de force

De retour dans le nid d'aigle de Saddam Hussein, mille mètres plus haut, le palais a lui aussi été saccagé, mais surtout pillé. Nous retrouverons des plaques de marbre et de plâtre à quelques kilomètres de là, à Spindare, où vivent près de 400 personnes. Ce village a été détruit à plusieurs reprises, la dernière fois en 1988 lors d'une offensive contre les provinces situées le long de la frontière avec la Turquie. Après cette attaque, qui a mobilisé 60 000 soldats irakiens, les habitants de Spindare ont été emmenés de force dans des camps dans la région d'Erbil, au sud du Kurdistan irakien, où ils sont restés pendant trois longues années. «Nous avons la permission d'aller en ville de temps à autre, mais ma femme et mes enfants étaient retenus en otage», nous révèle le chef du village.

A Spindare, aujourd'hui reconstruit par Caritas, une majorité d'enfants ont les yeux bleus et les cheveux blonds: c'est une des retombées de l'exil d'une dizaine d'années de Mustafa Barzani et de ses hommes dans l'ex-Union soviétique!

### L'attachement de Saddam

Dans ce coin du Kurdistan irakien, l'histoire de Saddam Hussein et celle du clan Barzani est, du reste, étroitement liée. A

une trentaine de kilomètres de Spindare se trouve, en effet, le village de Barzan, le fief du clan Barzani. Selon Hamid, un ingénieur kurde qui travaille depuis trois ans pour Caritas, «le père de Saddam Hussein a été policier à Barzan et son propre frère y a vu le jour». Faut-il voir là la raison de l'attachement du maître de Bagdad pour la région?

Un attachement qui n'a pas empêché le chef de l'Etat irakien de s'acharner sur Barzan, qui a été détruit en 1975, en 1983 et en 1988. Aujourd'hui, le village adossé au flanc d'une montagne est, certes, partiellement reconstruit. Mais il est surtout habité par des dizaines de veuves qui occupent des petites maisons de trois pièces avec des poutres et des portes en bois, qui leur confèrent une atmosphère alpestre. Là encore, la griffe suisse de Caritas est visible.

Sur les hauts du village, d'autres maisons, financées par le Gouvernement allemand, sont en cours de construction. Elles seront occupées par une partie des dizaines de milliers de femmes et d'enfants qui ont trouvé refuge en Iran. «En 1983, huit mille hommes ont été arrêtés par les soldats irakiens, on ne les a jamais revus. Aujourd'hui, nous avons à nouveau un peu d'espoir, mais il n'y a hélas plus de travail pour les habitants. Notre campagne a été dévastée. Nous n'avons plus d'animaux domestiques», se lamente Cheik Abdullah, le chef du village. Un Barzani, comme tous les autres!

Quant à Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan, il a pu avoir un aperçu de la mégalomanie de Saddam Hussein. En 1991, lors des négociations sur l'autonomie du Kurdistan, le chef d'Etat irakien lui a offert... un palais à Salaheddine, sur les montagnes qui surplombent la «capitale» Erbil.

Ph. Dy □

## Un territoire sous perfusion

À la fin de la guerre du Golfe, en Mars 1991, les Kurdes irakiens se soulevaient en profitant de la pagaille qui régnait en Irak. En quelques jours, tous les centres urbains tombaient sous la pression populaire aux mains des peshmergas, les combattants kurdes. A Bagdad, Saddam Hussein ordonnait immédiatement une contre-offensive meurtrière. Près de deux millions de kurdes fuyaient alors en direction de la frontière turque. Ces images sont encore gravées dans toutes les mémoires avec ces milliers de femmes et d'enfants pataugeant dans la boue en quête d'eau, de nourriture et de sécurité.

Après pas mal de vagues-hésitations, l'Occident décidait de créer une zone de protection pour les Kurdes sous l'égide de l'ONU. Les Etats-Unis interdisaient alors à Bagdad toute opération aérienne au nord du 36e parallèle. A l'automne de la même année, les peshmergas kurdes se soulevaient à nouveau et agrandissaient par la même occasion leur «territoire».

Deux ans et demi plus tard, le Kurdistan irakien reste un cas à part. Formellement, il fait toujours partie de l'Irak, comme le soulignent avec insistance ses nouveaux dirigeants. Parallèlement, ce territoire «autonome» dépend du bon vouloir des pays occidentaux et de la Turquie qui lui permettent de vivre sous perfusion.

Ph. Dy □



• Un des trente-cinq palais avec son petit lac artificiel qui devait permettre à Saddam et à ses hôtes de pêcher à la ligne.



## TURQUIE

# Les forces de sécurité ont fait échouer une nouvelle tentative d'enlèvement de touristes

Après s'être emparés de quatre nouveaux touristes, dont trois Suisses (*le Monde* du 24 août), les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont tenté, dans la nuit du dimanche 22 au lundi 23 août, de renouveler l'opération. Ils ont enlevé dans le sud-est du pays quatre personnes, qui seraient deux Britanniques et deux Afghans.

Mais l'enlèvement a tourné court. Selon des sources officielles turques, des témoins de l'enlèvement ont donné l'alerte et les forces de sécurité ont libéré les otages, lundi, tuant pendant l'attaque huit séparatistes. Une diplomate britannique a indiqué, de son côté, que le commando du PKK a relâché les quatre personnes quand la zone où il les détenait a

été attaquée. Des diplomates suisses, italiens, allemands et néo-zélandais, dont des ressortissants sont aux mains du PKK, se sont réunis, lundi. Ces pays souhaitent travailler à la libération de leurs otages sans avoir pour autant de contacts directs avec le PKK, comme le demandent les séparatistes. — (AFP, AP, Reuter.)

## « Une saison en dents de scie »

*Face aux menaces du PKK, l'industrie touristique a trébuché, mais elle semble avoir, jusqu'à présent, évité une crise sérieuse*

### ISTANBUL

#### de notre correspondante

Certains touristes ne seront jamais dissuadés de se rendre en Turquie, malgré les efforts du PKK : « Ils [le PKK] n'ont jamais exécuté d'otages étrangers, n'est-ce pas ? Tout le monde ici est très sympathique », déclarait un jeune routard irlandais qui voyageait paisiblement dans la province de Agri, où le PKK avait annoncé avoir enlevé, dimanche 15 août, deux Allemands et un Néo-Zélandais.

Tous les touristes ne partagent cependant pas sa joyeuse insouciance, à en juger par les soupirs exaspérés des voyagistes locaux. « Personne n'a pu ne pas être affecté » affirme Jean Espinosa, le directeur en Turquie de Nouvelles Frontières. « Depuis juillet, les ventes stagnent complètement. » Sept millions de touristes avaient rapporté 3,7 milliards de dollars (environ 22 milliards de francs) à la Turquie en 1992. Huit millions de visiteurs et 4,5 milliards de dollars étaient attendus cette année.

« Bien sûr, ces événements ont eu une influence négative », confirme M. Aren, de la compagnie Silkair, propriétaire de plusieurs « Club Robinson », des villages de vacances destinés avant tout à une clientèle allemande. A l'évidence, les Allemands, les visiteurs européens les plus nombreux (1,1 million en 1992), sont également les plus rapidement effrayés. Les prévisions optimistes pour 1993 (1,5 million d'Allemands) ne se concrétiseront pas. Le nombre de visiteurs français — 247 000 en 1992 — demeure modeste, même si le cap des 300 000 avait déjà été franchi en juin cette année.

L'Association des hôteliers et agences de voyages turcs (TUROB) admet que les premiers attentats à la bombe, à Antalya en juin, ont secoué le secteur du tourisme. Un

vent de panique avait brièvement soufflé mais, affirme un responsable de l'association, la situation est à nouveau presque normale. « Cette influence a été temporaire, l'effet est déjà passé », affirme M. Aren, qui reconnaît avoir reçu des annulations en juillet, mais s'affirme satisfait des réservations pour fin août et septembre. « Nos établissements sont pleins. »

Les opérations du PKK qui, depuis juin, ont pris pour cible les intérêts touristiques de la Turquie, n'ont pas réduit les rentrées de devises par rapport à l'an dernier, mais elles ont sérieusement freiné une expansion qui promettait d'être spectaculaire cette année. Selon la TUROB, le nombre des visiteurs étrangers était en augmentation de 40 % par rapport à l'année précédente en mai. Un mois plus tard, cette hausse était réduite à 7 %. Aujourd'hui, elle semble s'être stabilisée en-dessous de 20 %.

### « Psychose injustifiée »

Nouvelles Frontières, qui organise quelque 200 circuits par saison, sans compter les randonnées et autres aventures, avait déjà doublé ses chiffres en juillet. M. Espinosa estime cependant avoir reçu près de 30 % d'annulations au cours des deux derniers mois. « Il y a des ventes, mais elles ne font que compenser les annulations » explique-t-il.

Les voyagistes en Turquie, turcs ou étrangers, s'indignent de l'importance démesurée accordée par les médias occidentaux à la campagne du PKK. A l'exception d'une explosion à Antalya, qui avait causé la mort d'un employé turc, la

plupart des déflagrations n'ont causé que des dégâts mineurs. Le 30 juillet, la presse avait annoncé qu'une explosion dans la station égéenne de Kusadasi avait fait dix-huit blessés, dont six touristes étrangers. « Les blessés n'ont souffert que quelques coupures sans gravité. Ils ont été traités sur place », affirme le directeur de Nouvelles Frontières, dont la succursale est située près du lieu de l'attentat. « En Europe, il y a une psychose qui n'est pas justifiée. »

La situation en Turquie n'est, pour l'instant, nullement comparable à celle de l'Égypte où les touristes étrangers eux-mêmes sont la cible de militants islamiques. Le PKK essaie de porter atteinte au secteur du tourisme, tout en évitant de verser le sang de touristes occidentaux, ce qui risquerait de ternir son image et d'éroder la tolérance des gouvernements européens. La Turquie n'est d'ailleurs pas le seul pays méditerranéen souffrant d'instabilité sociale et politique. Les touristes d'aujourd'hui doivent tenir compte de ces facteurs, dit-on, ou rester chez eux.

Après la libération des quatre touristes français enlevés le 24 juillet dernier, l'ambassade de France avait conseillé aux visiteurs d'éviter la région du sud-est anatolien où des opérations militaires de grande envergure sont en cours. Dans le reste du pays, en revanche, le risque est limité.

L'industrie turque du tourisme, mise à rude épreuve par la guerre du Golfe d'abord, puis par la fermeture de son accès routier via la Yougoslavie, a plutôt bien résisté. Sa diversité est probablement un facteur de son succès. Les estivants européens, attirés par les pinèdes ombragées et les eaux turquoises de la Méditerranée et de la mer Égée, constituent évidemment la clientèle la plus recherchée, puisque la plus

riche en devises. Mais les touristes en provenance de l'ancienne Union soviétique (1,2 million en 1992), qui ont détrôné l'Allemagne au palmarès des visiteurs étrangers, demeurent une source de revenus importante pour la Turquie, même si, dans leur cas, il s'agit bien entendu davantage de petit commerce que de tourisme traditionnel.

### Des hôtels pleins pour l'automne

L'attrait des palais et mosquées d'Istanbul, l'ancienne capitale ottomane, n'est pas saisonnier. Istanbul est une destination populaire pour s'évader, le temps d'un week-end ou d'une petite semaine, durant toute l'année. Ses hôtels cinq étoiles sont bien équipés pour l'organisation de congrès et de séminaires. Quelque 5 000 oto-rhino-laryngologistes venus du monde entier se sont récemment réunis pour le plus grand congrès qu'ait connu Istanbul. « Nos grands hôtels sont pleins pour cet automne », affirme un porte parole de la TUROB.

L'industrie du tourisme a trébuché, mais elle semble avoir, jusqu'à présent, évité une crise sérieuse. Pourtant, les hôteliers et les agences de voyage retiennent leur souffle, sachant que chaque incident, même mineur, est inévitablement suivi d'annulations. « C'est une saison en dents de scie, conclut M. Espinosa. On commence à être philosophe, on attend l'année prochaine. »

NICOLE POPE



LE NOUVEAU QUOTIDIEN – 27 août 1993

# «Nous ne toucherons pas à un seul cheveu de ceux qui sont retenus dans la montagne»

*Le PKK enlève des touristes étrangers pour démontrer qu'il contrôle le territoire et pour imposer à l'Europe l'urgence de la question kurde. Reportage sur les lieux où trois Suisses sont toujours captifs.*

**ALAIN CAMPIOTTI**  
ENVOYÉ SPÉCIAL  
DANS LE KURDISTAN TURC

«**C**royez-vous qu'ils vont nous enlever? Est-ce que cela peut nous arriver à l'hôtel?» Cette jeune Américaine d'origine asiatique est manifestement terrorisée par ce qu'elle vient d'apprendre: le rapt, la semaine dernière, un peu plus au nord, d'Anna et de Nico Pianta, de Giuseppe Rezzonico et de leur compagnon italien Angelo Palego. Elle s'irrite contre son mari qui, pour faire bonne figure, se moque de son inquiétude. Leur petit garçon, lui, sautille sans souci au milieu des ruines de la citadelle de Van, ce qui

reste sûr une arrête rocheuse, de l'antique ville fondée il y a vingt-neuf siècles et qui fut la capitale des Arméniens avant le génocide. Formidable cadre pour une tragédie: les chaînes volcaniques, ocre et beige, encerclent la grande nappe bleue du lac de Van, trop salé et presque mort. Ces Américains qui découvrent sans l'avoir cherché le rude casse-tête kurde, doivent être les derniers touristes dans le Sud-Est turc, en tout cas les derniers à Van.

Depuis que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a déplacé ses actions militaires vers le nord, le long de la frontière iranienne, après des déboires

tôté irakien, Van est au cœur de la guérilla, et de la zone des récents enlèvements: des Britanniques ont été pris puis relâchés dimanche près de Batman, à l'ouest; des Français ont été libérés sur la route qui longe le lac entre Bitlis et Van; les Tessinois et l'Italien ont disparu au nord, près de Dogubayazit.

La ville nouvelle (kurde à 80%) a été construite à deux kilomètres de la citadelle, loin du lac. C'est l'habituelle misère kurde, ce sous-développement et ce délabrement qui font qu'on a l'impression de changer de pays quand on passe en Turquie d'ouest en est: rues rarement asphaltées, souvent défoncées,

maisons prises entre gravats et poussière; mais les marchés, jusqu'à la nuit, sont plantureux, seule richesse apparente; assise sur le trottoir, devant un dispensaire médical, une femme tient dans ses bras un enfant dont la maladie a fait un vieillard mourant. La population de Van a doublé au cours des dernières années à cause de la guerre: les villageois des montagnes fuient les combats ou, comme dit le PKK, sont chassés par l'armée qui détruit leurs maisons.

La gendarmerie et les soldats en tenue de combat, portant parfois gilet pare-balles, sont très présents dans la ville. «Et vous ne voyez pas tout: des unités de contre-guérilla se déplacent en



Le Kurdistan turc. Formidable cadre pour une tragédie.

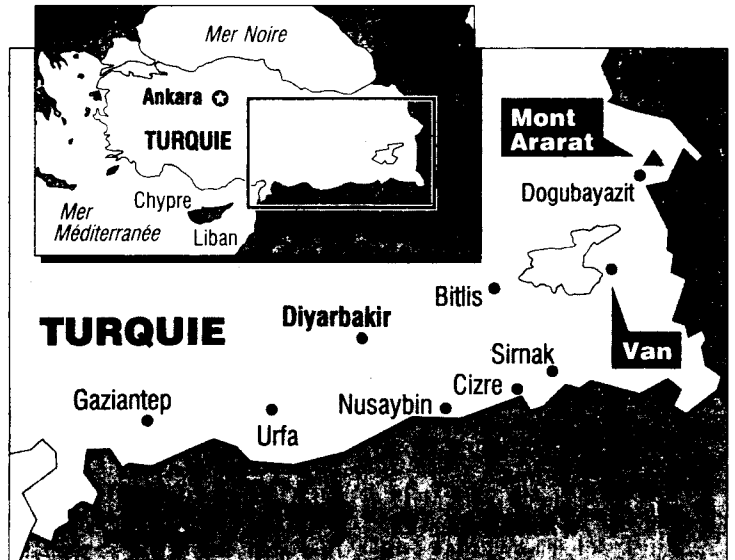
véhicule à plaques civiles», affirme Remzi Kartal, dont la voix est couverte par un hélicoptère militaire qui survole les toits. Kartal, dentiste bien mis, est aussi député à l'assemblée d'Ankara du parti de la démocratie (DEP) qui en a une vingtaine. Le DEP est au PKK ce qu'en Irlande le Sinn Féin, parti légal, est à l'IRA, mouvement armé illégal: une façade, qui permet à la guérilla d'avoir une action politique publique. «Nous avons les mêmes objectifs, dit sans détour Remzi Kartal, mais nous les poursuivons par des moyens différents.» Un Etat kurde, une Turquie fédérale? «Tout est possible, ajoute le député. Mais nous luttons d'abord contre un Etat qui bafoue la démocratie et tous les droits des Kurdes.»

Des nouvelles des otages suisses? Dans un sourire, il n'en dit d'abord pas plus que les porte-parole du PKK en Europe: ils se portent bien, et la Suisse sait ce qu'elle doit faire pour les libérer. Pour le reste, il ne sait rien et renvoie aux canaux qui existent pour s'adresser au PKK, et qui sont bien connus. Et quand on lui demande ce qu'il pense de la prise d'otages comme moyen de lutte, il vous retourne la question: «Dites-moi ce que nous devons faire pour que la question kurde existe vraiment aux yeux du monde! Le PKK montre ainsi que c'est lui, dans cette région, qui contrôle le territoire. Et peut-être qu'enfin on se mettra à parler sérieusement de nous. Mais ne vous faites pas de souci: personne ne touchera à un seul des cheveux de ceux qui sont retenus dans la montagne.» Pendant que le député parle près de l'entrée d'un hôtel, tous ceux qui passent viennent le saluer respectueusement, le plus souvent en l'em-

brassant. Le «mouvement» — comme ils disent pour désigner le PKK et tout ce qui l'entoure, est installé dans la place, à Van comme dans les autres villes turques. Il y a son journal, l'*Özgür Gundem*, dont la rédaction locale est tenue par un manchot au visage rude et hâlé, Yusuf Gacim, dont la main droite a été emportée par une grenade dans un combat de rue. «Vingt fois la police est venue dans nos locaux, de nuit, pour perquisitionner et elle vient encore de me demander de quitter la ville. Je resterai, bien sûr.» Devant lui, le dernier numéro du journal (à nouveau interdit à la distribution) annonce en «une» une déclaration d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK: il promet que la guérilla aura l'an prochain trente mille combattants; en dessous, la photo d'un hélicoptère Sikorsky, avec indication de son coût et de tout ce que les Kurdes pourraient faire avec cet argent.

Le responsable local de l'Association de la défense des droits de l'homme, le libraire Nazmi Gür, ne se cache guère d'être lui aussi un sympathisant du PKK. Il vient de mener une enquête pour démontrer que, dans le campement de paysans semi-nomades de Sundus Yaycasi, où le gouvernement prétend que le PKK a organisé un massacre, les assaillants, étaient, de l'aveu des survivants, des hommes des forces de contre-guérilla. Son association a publiquement offert de prendre en charge les otages suisses et italiens quand le PKK les libérera. S'ils sont récupérés par l'armée turque, avance-t-il, ils risquent d'être tués, et le gouvernement affirmera que c'est la guérilla qui les a abattus!»

Les otages ont été pris avec leur voiture (qui a disparu) et



peut-être à cause des plaques étrangères qu'elle portait. Cela rappelle les risques que prennent les imprudents qui s'aventurent, en Cisjordanie occupée, avec un véhicule portant des plaques israéliennes. Le parallèle avec la situation palestinienne ne s'arrête pas là. Le PKK recourt au rapt dans une situation de faiblesse, quoi qu'il en dise, comme les Palestiniens avaient passé aux actes de terreur après leur Septembre noir en Jordanie. Car la guérilla kurde a subi de sévères défaites l'automne dernier dans ses bases arrières du nord de l'Irak, où des peshmergas de Massoud Barzani, qui ont noué une alliance paradoxale avec la Turquie, lui mènent la vie dure. Les délégués du PKK ont été exclus du congrès que le TDK de Barzani vient de tenir à Irbil, dans le Kurdistan irakien. Le cessez-le-feu qu'Ocalan avait proclamé au printemps n'a débouché sur rien, et les combats

ont repris de plus belle.

A ce PKK peut-être affaibli, Tansu Çiller n'est pas venue offrir la paix des braves. Le premier ministre était dimanche à Van, et dans trois autres villes de la région. A de petites foules rassemblées par les partis de sa coalition, elle a promis des investissements massifs si la population fait le bon choix: celui des forces armées. Elle a affirmé que «personne ne pourra séparer Turcs et Kurdes qui ont vécu si longtemps ensemble». Mais elle n'a dit qu'en privé qu'il faudrait songer à créer des programmes radio-TV en kurde, et une éducation kurde, qui ne menaçeraient pas l'unité du pays. «Elle n'ose pas dire cela en public, constate le député Remzi Kartal, car le vrai pouvoir ne lui appartient pas. Il est entre les mains du Conseil national de sécurité, dominé par des généraux qui ne sont prêts à reconnaître aux Kurdes aucun de leurs droits.»

## 18 killed in Southeast

### ■ Policeman shot and killed in Istanbul

*Turkish Daily News*

ANKARA- At least 14 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have been killed by security forces during operations and PKK militants have killed two civilians in the dominantly Kurdish-populated Southeast, the Anatolia news agency reported on Friday.

Six militants were killed in a clash with security forces in the rural area of Çukurca, Hakkari.

In another development, security forces killed three Kurdish militants in Pervari, Siirt and three others in a clash in Bingöl province.

They also found the bodies of two militants near Yüksekova in the eastern province of Hakkari.

In separate incidents, PKK militants raided the village of Dedeli in Patnos, Ağrı, killing a guard and burning many vehicles; in the village of Yukari Armutlu in Iliç, Erzincan, one civilian was killed and another was abducted by the Kurdish militants; in the Silvan township of

Diyarbakir province two civilians were killed and three others were wounded by unidentified gunmen.

### Policeman murdered in Istanbul

Meanwhile, a policeman was shot dead by unidentified gunmen in Istanbul's Mahmutbey district Friday, Anatolia news agency reported. Cemal Şener, 33, was killed while walking on the street toward his house.

The three unidentified assailants managed to escape by walking away after the incident.

turkish daily news

Saturday, August 28, 1993

## TURQUIE

## Le conflit dans le Sud-Est anatolien aurait fait en trois mois un millier de morts parmi les Kurdes

Les combats dans le Sud-Est anatolien de la Turquie entre les forces de sécurité et les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) ont fait un millier de morts en trois mois chez les rebelles, a affirmé le ministre de l'Intérieur, Mehmet Gazioglu, dont les propos étaient rapportés vendredi 27 août par la presse turque. Mais ce bilan, comme les précédents, est sujet à caution, car ces affrontements se doublent d'une guerre psychologique : chacune des deux parties se targue de pertes chez l'adversaire souvent surestimées, et dont la réalité est difficile à vérifier compte tenu, notamment, des conditions géographiques dans lesquelles se déroulent accrochages, embuscades et bombardements.

### L'impossible bilan

ISTANBUL

de notre correspondante

« Quatre cents morts [du PKK] », annonçait, mardi 17 août, la presse turque, relatant l'offensive militaire contre les camps du PKK en cours dans la province de Hakkari. Le mercredi, cent combattants kurdes étaient « ressuscités » mystérieusement et le nombre des victimes citées par les quotidiens tombait à trois cents. La propagande et la désinformation sont des armes utilisées dans tout conflit. La presse turque, très nationaliste, soutient, à sa façon, l'effort des forces gouvernementales.

Pour ces forces de sécurité, qui affirment depuis des mois être sur le point de venir à bout du PKK, le succès se mesure en combattants tués. La récente rencontre entre le chef de l'état-major et les rédacteurs en chef des grands quotidiens a probablement contribué à les convaincre de claironner les pertes du PKK. La mort de soldats turcs, mentionnée plus discrètement, ne fait plus les grands titres.

Dans cette guerre médiatique, le PKK n'est pas en reste. Dans leur « bilan du 15 août 1984 au 9 août 1993 », les séparatistes kurdes affirment avoir abattu 13 518 soldats et

2 507 « protecteurs de village » (pro-gouvernementaux), mais limité leurs propres pertes à 3 041, des chiffres aussi peu crédibles que ceux de la presse turque. Le PKK affirme également que des villageois et des soldats refusant de participer aux combats ont été jetés d'hélicoptères. Pour sa part, le décompte de l'agence Reuter avance un nombre total des morts, depuis 1984, proche de 7 000. Dans les faits, la comptabilité exacte est impossible à tenir.

L'assaut lancé dernièrement contre les camps du PKK est soutenu par l'aviation et l'artillerie, qui pilonnent les montagnes où sont dissimulés les combattants kurdes. L'ampleur de l'opération suggère des pertes humaines importantes, mais les cadavres éventuels, éparpillés dans la rocaïlle à plus de 3 000 mètres d'altitude, ne seront probablement jamais retrouvés. Le quotidien *Milliyet*, pour justifier la soudaine réduction du nombre des victimes, citait récemment un général turc affirmant que les combattants du PKK découpent les corps de leurs camarades tombés durant ces attaques et les dissimulent dans des sacs en plastique!

Après neuf ans de conflit, la situation est si confuse dans le Sud-Est anatolien que le flou ne se limite pas à la comptabilité des victimes. Accrochages, affrontements meurtriers et autres massacres sont relatés presque quotidiennement. Les circonstances exactes de ces événements sont souvent difficiles à cerner. Les sources indépendantes se font rares dans cette région où la polarisation est telle que les témoignages manquent souvent d'objectivité.

### Guérilla et vendettas

Ces problèmes politiques viennent se greffer sur les rivalités villageoises, les vendettas familiales qui marquent encore la société kurde : le patchwork des villages pro-PKK ou pro-gouvernementaux se dessine souvent sur des lignes de démarcation tribales bien antérieures à la formation du PKK.

Les causes du conflit qui oppose aujourd'hui séparatistes kurdes et forces gouvernementales semblent claires. Mais les massacres du PKK ou les attaques de militaires pro-gouvernementaux révèlent souvent des couches successives d'histoire locale. C'est ainsi que le massacre, en juin, de six femmes et enfants dans le village de Kifr-Deli, un hameau qui avait opté pour le camp turc, a, semble-t-il, été perpétré par le PKK. Mais certains villageois demeurent convaincus que les militants kurdes n'étaient pas motivés uniquement par une vengeance politique mais également par une vendetta liée à l'enlèvement d'une femme du village plusieurs années auparavant.

De même, le massacre de vingt-huit villageois à Basbaglar, en juillet, alors attribué au PKK (*le Monde* du 8 juillet), semble en fait avoir été un raid de représailles après la mort à Sivas de trente-sept défenseurs de la laïcité de l'Etat, attaqués et brûlés par une foule de sympathisants islamistes.

Les chiffres sont peu dignes de foi, les circonstances des accrochages mal établies, mais la souffrance des habitants de la région, sans oublier celle des familles de soldats turcs tués dans ce conflit auquel ils n'avaient pas choisi de participer, est bien réelle.

NICOLE POPE

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

FRA0239 4 I 0103 TUR /AFP-VL82

Turquie-Kurdes

Neuf civils tués par des rebelles kurdes dans l'est anatolien

ANKARA, 29 août (AFP) - Neuf civils ont été tués par des rebelles kurdes au cours des dernières 24 heures près d'Elazig, dans l'est de la Turquie, a-t-on appris dimanche de source bien informée.

Des rebelles kurdes ont emmené 14 habitants du village de Bagli Yoncalibayir, dans la région d'Elazig, et en ont fusillé neuf à quelques kilomètres de la localité, a-t-on précisé de même source.

Quatre villageois ont réussi à s'échapper mais un autre a été pris en otage et emmené par les rebelles, selon la même source.

ym/fzb/mfo

AFP 291725 AOU 93

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse

ECFO092 4 F 0391 LBY /AFP-AK74

Énergie-Eco.

MEES: l'Irak écoule du pétrole chez les Kurdes, en Iran et en Turquie

NICOSIE, 30 août (AFP) - Les Kurdes irakiens achètent avec des devises des produits pétroliers au gouvernement irakien, qui écoule également des hydrocarbures en Iran et en Turquie, a affirmé lundi l'hebdomadaire spécialisé Middle East Economic Survey (MEES), publié à Nicosie.

"En apparence, les livraisons aux Kurdes d'essence, de kérosène et de gazole provenant des champs de Kirkouk et de Mossoul (nord) font suite à un accord entre des sociétés privées des deux bords", affirme le MEES, sans préciser sa source.

Mais "en réalité", les ventes de produits pétroliers aux Kurdes irakiens se font pas le biais de deux sociétés irakiennes privées "liées apparemment" à l'Organisation de l'industrialisation militaire irakienne (OIM), ajoute la revue.

Les Kurdes payent "au comptant et en devises", à raison de quelque 8 cents américains le litre d'essence, précise le MEES.

Le gouvernement de Bagdad a ainsi "allégé" le blocus énergétique qu'il impose depuis 1991 aux régions kurdes du nord du pays contrôlées par des formations hostiles au gouvernement de Bagdad, estime le MEES.

A titre de comparaison, le litre d'essence est vendu dans les régions contrôlées par les forces gouvernementales à 0,07 dinar irakien, soit 0,1 cent américain au taux du marché noir, indique le MEES.

Le dollar vaut au taux officiel 0,3 dinar irakien, mais le billet vert s'échange actuellement à quelque 70 dinars, la monnaie irakienne connaissant une dépréciation constante depuis la mise en place par l'ONU d'un embargo contre l'Irak pour sanctionner son invasion du Koweït, en août 1990,

En outre, l'OIM livre également par camions 10.000 à 20.000 barils de produits pétroliers par jour à l'Iran, provenant des régions centre et sud de l'Irak, et exporte également, par le biais de camions turcs, des produits pétroliers en Turquie, affirme le MEES.

Les exportations pétrolières irakiennes vers l'Iran et la Turquie constituent une violation de l'embargo international imposé à l'Irak depuis trois ans.

Les formations contrôlant le Kurdistan irakien prélèvent des taxes sur les produits pétroliers pénétrant dans leurs régions ainsi que sur les marchandises qui y transitent en provenance d'Iran à destination de Bagdad, selon la revue.

mch/nas/tj

AFP 301159 AOU 93

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

FRIDAY, AUGUST 27, 1993

## Baghdad Denounces 2 Ex-Envoys

BAGHDAD (Reuters) — Iraq dismissed the defection to Britain of two of its ambassadors, denouncing them on Thursday as "blank cartridges" and "bankrupt castoffs."

In its first reaction to the defections Tuesday by Hisham Shawi, 62, who was ambassador to Canada, and Hamed Jubouri, 61, ambassador to Tunisia until he retired last week, Iraq insisted that their departures would do nothing to undermine the government of President Saddam Hussein. Both men have pledged to work with opposition groups in exile for the overthrow of the Iraqi government.

"The need for them will vanish and they will be doomed to darkness and eternal disgrace," said the ruling Arab Ba'ath Socialist Party newspaper, Ath Thawra. "The two were blank cartridges with nothing inside but empty voice and smoke." The paper said they were "bankrupt castoffs, without honor and national feelings."

L'INDÉPENDANT -- 28 août 1993

## Guérilla kurde : 17 morts dans le sud-est de la Turquie

ANKARA. — Dix-sept personnes ont trouvé la mort dans le sud-est de la Turquie où s'affrontent l'armée et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les soldats turcs ont tué trois rebelles kurdes hier dans la province de Bingöl et découvert les cadavres de deux autres près de Yuksekova (province orientale de Hakkari), ont déclaré des responsables de la sécurité. Des gendarmes ont en outre abattu trois combattants du PKK près du village de Yeni Aydinlar (province de Siirt).

Six Kurdes ont été tués par l'armée jeudi, près de la ville de Cukurca (province de Hakkari).

Le gouverneur de la province d'Erzincan a déclaré que le PKK avait tué jeudi un civil et en avait enlevé un autre au village de Yukari Armutlu. L'agence ajoute que deux civils ont été tués et trois autres blessés jeudi par des inconnus à Silvan (province de Diyarbakir).

En outre, à Istanbul, la police a déclaré que trois agresseurs non identifiés avaient abattu un policier qui retournait chez lui après son service de nuit.

## REPORTAGE

*Notre envoyé spécial a repris le chemin des quatre touristes tessinois et italiens enlevés par le PKK, au pied du mont Ararat, dans l'est de la Turquie. Un lourd silence entoure ces disparitions, dont toutes les traces semblent effacées.*

# A Dogubayazit, l'omertà kurde s'est refermée sur les otages

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) n'avait pas reçu hier de nouvelle information sur les touristes suisses enlevés par les rebelles kurdes. Il poursuivait néanmoins, à Berne comme à Ankara, ses efforts et a lancé un nouvel appel aux ravisseurs. Ceux-ci

sont traités en «hôtes» et sont en bonne santé, a indiqué de son côté un membre du Comité Kurdistan. Les exigences du gouvernement suisse sont compréhensibles, estime Mehmet Zengin, un des deux responsables de la section suisse du Comité Kurdistan. Mais les revendica-

tions des ravisseurs restent identiques: Berne doit prendre des contacts directs avec les rebelles. Jusqu'à présent, une telle démarche n'a pas été entreprise. La Suisse refuse de tels contacts avec les séparatistes et poursuit son dialogue avec Ankara. Par ailleurs, les combats se sont

poursuivis entre les forces armées turques et les rebelles kurdes, faisant une cinquantaine de morts la semaine dernière. Dans les six mois à venir, Ankara veut en outre engager quelque 20 000 hommes supplémentaires dans la lutte.

ATS



L'arche de Noé se trouve-t-elle sur le mont Ararat? Les Tessinois Anna et Nico Pianta en étaient convaincus puisqu'ils étaient partis à la recherche du biblique bateau quand le PKK les a enlevés il y a dix jours.

JAMES PHILIPPIN

**ALAIN CAMPIOTTI**  
ENVOYÉ SPÉCIAL EN TURQUIE

**L**e bureau d'information aux touristes, malgré une enseigne pétante dans la rue, n'est plus que le logement de son gardien: il a jeté un matelas parmi les papiers épars. L'homme, hirsute, pas rasé, est allé chercher une charrette tirée par un âne pour emmener le dernier meuble du bureau. A quoi bon informer, désormais? De touristes, il n'y en a plus à Dogubayazit. Au mur reste collé un plan délavé des promenades proposées dans la montagne et, sur la porte vitrée, une page arrachée dans l'édition française d'une feuille imprimée à Ankara, *Newsport*: «L'arche de Noé se trouve-t-elle sur le mont Ararat?», demande un long article illustré d'un plan et d'un croquis. Anna et Nico Pianta, Giuseppe Rezzonico et Angelo Palego, leur ami italien, en étaient convaincus puisqu'ils étaient partis à la recherche du biblique bateau, guidés par les travaux de Palego et la foi de leur secte quand le PKK les a enlevés près de la ville il y a dix jours. Où sont-ils maintenant? Là-bas, au Nord, où le mont Ararat dresse son énorme cône enneigé, et où la guérilla kurde cherche depuis peu à développer son action? Plus probablement au sud, où des montagnes plus basses vallonnent vers la frontière iranienne, toute proche, qui fait là un coude dans la continuité du territoire turc, comme pour offrir aux ravisés et à leurs otages, en cas de besoin et d'offensive des forces d'Ankara, un abri plus sûr.

A Dogubayazit en tout cas, toutes traces du passage des Tessinois et de l'Italien semblent s'être effacées, comme des ronds dans l'eau. A l'Hôtel Isfahan, qui se présente comme le rendez-vous des expéditions vers l'Ararat, et où doivent descendre la plupart des étrangers, le Kurde de la réception refuse d'ouvrir le livre des passages et montre par son ton revêché et son regard fuyant qu'il ne souhaite pas un échange plus long. A l'Hôtel Urartu, un étudiant iranien en transit, intéressé par l'histoire de ces enlèvements, offre des services d'intermédiaire. Sans plus de résultats. Le livre de l'hôtel a retenu le passage de deux Suisses il y a peu, mais pas de Tessinois et pas d'Italien. Et les nombreux Kurdes qui traînent leur oisiveté dans le salon d'ac-

cueil font mine de ne pas avoir entendu parler d'étrangers pris par le PKK. Même mutisme, même surprise dans trois autres des nombreux petits hôtels de Dogubayazit, qui donnent à la ville, kurde en majorité, un petit air de prospérité, gagnée grâce au tourisme, que n'ont pas les autres villes de l'Est. La police elle-même, participant à cette sorte d'omerta kurde, n'a rien à dire, se réfugie derrière des difficultés de traduction. Mais il faut dire que, pour le journaliste en situation pas très régulière, il n'est pas recommandé de poser dans ces parages trop de questions trop insistantes à des hommes en casquette...

Pour aller à Dogubayazit quand on vient de Van, il faut prendre une route qui frôle – là où la frontière fait un coude, justement – le territoire iranien. La région est peu sûre. Ankara affirme que le PKK a des bases juste derrière la frontière (ce que Téhéran, comme toujours, dément). «N'y allez pas!», disaient à Van les amis de la guérilla, affirmant qu'il ne fallait pas tant craindre les militants, mais l'armée qui tue et rejette ensuite la responsabilité sur le mouvement kurde. En fait, la route est presque bonne. Les soldats des patrouilles motorisées sont si peu inquiets, ce samedi, qu'ils roulent sans casque et les contrôles sont bon enfant. Les sympathisants du PKK, immergés dans des propagandes permanentes, finissent par croire à leurs propres exagérations, et à leurs mensonges.

**«Le régime de ce pays  
n'est pas  
démocratique, dit-il  
en écarquillant  
les yeux  
et en baissant la voix.  
Il nous écrase»**

Ils disent ainsi que l'armée turque bombarde la région où les otages sont retenus, mettant leur vie en danger. Mais à Van, ils affirment aussi que de violents bombardements ont été pratiqués sur la zone (près du lac de Van) où quatre Français ont été relâchés, il y a trois semaines, rendant périlleuse la libération.

Or, les Français à aucun moment n'ont fait allusion à ces bombardements.

En fait, il suffit de parcourir la Turquie de l'Est pour comprendre que cette guerre ne peut guère être visible, et qu'elle est d'abord nocturne. La nature parle. Les distances sont énormes et la terre est nue. En plaine ou en montagne, hormis les surfaces cultivées, la végétation est à peu près inexistante. Pas d'arbres, sinon dans les villages, et si pauvres qu'ils ne cachent rien. Les montagnes brunes, elles-mêmes, sont lisses comme la peau d'un vieil hippopotame, avec des plis et des rides qui ne peuvent être des abris. Terrain peu propice à une guerre de guérilla. Des combattants, de jour, y seraient aussi visibles, du ciel ou d'un sommet, que des fourmis sur la paume d'une main. Les déplacements des hommes du PKK ne peuvent se faire que de nuit, et vers les villages, si l'armée n'y est pas, pour se cacher et se préparer, ou pour y attaquer des soldats turcs ou les miliciens que l'Etat y entretient. On comprend pourquoi les villages paient dans cette guerre le plus lourd tribut: population chassée, maisons détruites. On comprend aussi que la guérilla, dans ces conditions, a un besoin absolu des bases arrière établies de l'autre côté de la frontière, en Iran, en Irak, en Syrie (et maintenant en Arménie, affirment les services secrets turcs), et qui servent aussi les calculs des voisins de la Turquie.

A l'ouest de Dogubayazit, la route presque droite court au milieu d'une large vallée – versant sud, la montagne commence en terrasses, sur lesquelles les parcelles cultivées dessinent des carrés jaune clair et brun foncé. En bas, de grands troupeaux forment des taches mouvantes autour des tentes des nomades russes. L'ensemble est saisissant d'ancienne beauté. Un convoi militaire roule lentement vers l'Est. Il vient d'Agri, où est le commandement de cette zone frontière, qui possède aussi une grande base très visible à Patnos, un peu plus au sud.

Pour qui veut connaître l'aridité désolée qui fait la vie des habitants du sud-est de la Turquie, c'est par exemple à Agri qu'il faut aller. Cette dureté, ajoutée à l'oppression subie par les Kurdes, suffirait à expliquer la ré-

volte de ceux qui savent que le pays, à Istanbul, est aussi opulent. A Agri, le vent brûlant vous nourrit de sable et de poussière. Les oies picorent les ordures entre les maisons délabrées. Les gens ont l'air fourbus, comme s'ils avaient derrière eux trop d'Histoire, dont il leur est resté une pauvreté que viennent distraire les détestables pollutions utiles d'Occident. La bagnole et la télévision. Là, le bien le plus commun semble être le sac-poubelle; il tient même lieu de panier à pain dans les restaurants.

Et Agri, c'est l'armée. La guerre devient soudain visible. Des patrouilles de réservistes marchent dans les rues, baïonnette au canon, coiffés de casques qui rappellent ceux de l'ancienne armée est-allemande. La circulation des véhicules militaires est permanente.

Dans l'hôtel – si l'on peut dire – qui ouvre sur le carrefour central, la présence d'un journaliste a vite été repérée. Au milieu de la nuit, un officier qui consulte le registre à la réception est embarrassé d'avoir soudain devant lui celui dont il cherchait l'identité sur le papier. Le moteur de sa voiture tourne devant l'entrée. Plus loin, des policiers fouillent toutes les voitures civiles qui passent.

Un petit homme maigre fait un signe de la tête et m'emmène à l'étage dans sa chambre, le minuscule carré où il vit avec une bonbonne de gaz et un peu de vaisselle. C'est un instituteur, envoyé pour quatre ans d'Izmir dans le Far East. Sa classe est dans un village, mais il préfère vivre en ville pour pouvoir boire un coup, le soir, sans avoir sur le dos les parents d'élèves et l'imam. Il n'a pas pu échapper à cet exil. A 18 ans, à Istanbul, on lui a déjà fait payer de deux ans de prison un militantisme politique trop extrême: gégène aux doigts, aux ortels, au pénis, «mais pas trop».

A Agri, avec quelques collègues, il a voulu créer un syndicat d'enseignants. Les services du gouverneur lui ont fait comprendre qu'il ne fallait pas insister. «Le régime de ce pays n'est pas démocratique, dit-il en écarquillant les yeux et en baissant la voix. Il nous écrase.» Si un Turc exilé dans leur région le dit, comment pourrait-on s'étonner que les Kurdes, dont on veut en plus nier l'être, aient versé dans la fureur? □



## Kurdish Violence Shifts to the Northeast

**T**he outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) has been shifting its nine-year old armed campaign in the southeast of Turkey further north since late this spring.

To be more precise, the Bingöl attack on May 24 in which more than 30 unarmed soldiers and 5 civilians were killed can be regarded as a milestone in that campaign. The attack had brought an end to the unilateral ceasefire which had been announced by the PKK leadership in March 1993. The leadership in Syria had denied any knowledge of the attack when they first heard, but later had to claim responsibility for it. The attack had been carried out by the "Amed" region commander of the PKK, Şemdin Sakık, who is known for his autonomous intentions regarding the Central Committee of the organization. Amed region, which covers parts of the provinces of Diyarbakır, Muş and Bingöl, was later supported by "Dersim," Tunceli, parts of Erzincan, Erzurum and "Serhat," parts of Erzurum, Kars, Iğdır, Ağrı, Van regions. The combined activity started to spread in an area so as to draw an arch beginning from Turkey's border with Iran and Armenia at Doğubeyazıt, largely surrounding the Lake Van from its north then bending south to Diyarbakır.

One characteristic of the region is that it has almost no physical contact with PKK bases in northern Iraq. The groups here are believed to have logistical contact with their bases in Iran and Armenia. Another characteristic of this region is its rather mixed demographic structure with respect to the more homogeneous Kurdish southeast.

A third characteristic of the region is its mixed religious structure. Kurds, Arabs and Turks living in the southeast are mostly Sunni Moslems. But in the arch there are Shiite Azeris, Shiite Turks, Sunni Turks, Alawite Turks, Alawite Kurds and Sunni Kurds. Moreover, Erzurum is one of the provinces in Turkey where Turkish nationalism is strongest.

When all those factors come together, the PKK factor in the region may turn into ethnic and perhaps religious conflicts among ordinary people.

That also depends on the attitude of the Turkish security forces while dealing with the PKK attacks. Political analysts say that if the Turkish security repeats its "mistake" in the southeast, such conflicts may become real. According to the analysts as well as some government officials, the way to handle the problem safely is to differentiate between the PKK and the ordinary Kurdish citizens.

Some political analysts also draw attention to another dimension of the new PKK campaign. The mentioned region of the armed campaign is on the possible routes for the Azerbaijan-Turkey crude oil pipeline project. The PKK's Bingöl attack, in fact coincided with a technical study by the international group of companies involved in the project which

was to include field inspections. When combined with a worker abduction incident in Şırnak the next day -- which later turned out to be a fake one -- the western partners of the project had asked for a postponement. A second attempt was postponed in June when the PKK launched a rocket attack on oil storage facilities in the eastern province of Batman. The coincidences lead some analysts to speculate whether the recent PKK decision to shift its nine-year old campaign -- in which more than 7,000 people have been killed -- further north is related to regional oil politics. They add that the PKK might be acting in line with the interests of some countries -- or companies -- who are against or excluded from the pipeline project. One speculation for that is Armenia.

### *Does the PKK Have Links With Armenia?:*

One high ranking Turkish intelligence officer says it would be too "naive" to assume that the Armenians, as traditional and bitter enemies of the Turks, "would waste an opportunity to help other enemies of the Turks." Another official says there is little doubt that there was assistance of some sort, but they say they are not able to produce solid evidence for that. Turkish intelligence sources also say that they are just starting to focus on the Armenia-PKK link.

There are actually unconfirmed reports about PKK camps in Armenia and military training provided to PKK militants by the Armenians.

Intelligence sources say the reports claim there are at least six camps in Armenia: three between the Okçuoğlu and Güllübudak villages in Leninakan province of Armenia, by the Turkish border; one three kilometers away from the town of Mazdaian; one two kilometers from the town of Misis; and one near the town of Colga. Sources also believe that the PKK militants are using Zengezor and Markara regions to cross into Iran and Turkey. The reports claim that the militants fight on behalf of Armenian forces in Nagorno-Karabakh against Azerbaijan, both in return for camps and to gain combat experience against Turkish forces. Lachin region in Azerbaijan which is under Armenian occupation since last year is another place claimed to be used by the PKK under Armenian supervision. Armenia had an unsuccessful attempt last year to make Kurds establish a satellite Kurdish state in Lachin. Turkish press goes as far as to say that Armenians give helicopter training to PKK militants. Armenian officials categorically deny any kind of relation with the PKK. But the Armenian Writers Union does have a relationship with the secessionist Kurdish organization. The Union has awarded PKK leader Abdullah Öcalan -- who lives in the Syrian capital Damascus, and in Ber Elias in Lebanon from time to time -- an honorary membership earlier this year. ■



A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0138 4 I 0241 TUR /AFP-ME71

Turquie-Kurdes

Des responsables kurdes lancent un appel au cessez-le-feu

ANKARA, 1er sept (AFP) — Deux responsables kurdes ont lancé un appel au gouvernement turc en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu entre rebelles kurdes de Turquie et forces de sécurité turques, dans un communiqué diffusé mercredi par l'agence de presse kurde KURD-Ha, reçue à Ankara.

MM. Abdullah Ocalan, chef du PKK (parti des Travailleurs du Kurdistan - séparatiste), et Kemal Burkay, chef du PSK (parti socialiste du Kurdistan - modéré) demandent au gouvernement turc d'"abandonner son attitude erronée, d'accepter la réalité nationale kurde et de reconnaître tous les droits légitimes du peuple kurde", selon le communiqué.

"Une déclaration de cessez-le-feu mutuel et le début d'un processus de dialogue politique sont prioritaires (...), les peuples turc et kurde le veulent et le gouvernement (turc) doit respecter cette demande", poursuit le texte.

Selon KURD-Ha, le communiqué a été publié à la suite d'une rencontre lundi entre les deux responsables kurdes. L'agence de presse, qui est proche du PKK, ne précise pas où la rencontre a eu lieu mais indique que le communiqué est daté de Beyrouth.

Le PSK, fondé en 1974, et le PKK, fondé en 1978, sont interdits en Turquie. Cette dernière organisation est considérée comme la branche politique de la rébellion que les Kurdes de Turquie mènent contre le gouvernement d'Ankara depuis 1984.

CE-mo/mf

FRA0450 4 IS 0182 RFA /AFP-W004

Turquie-Kurdes-JO

Le PKK appelle le CIO à ne pas choisir Istanbul pour les JO de l'an 2000

BONN, 2 sept (AFP) — L'organisation séparatiste kurde PKK a appelé les responsables du sport olympique à ne pas choisir Istanbul pour les Jeux Olympiques de l'an 2000, dans une déclaration diffusée jeudi par l'agence Kurd-Ha reçue à Bonn.

"Istanbul fait partie d'une zone de guerre et nous avons l'intention d'intensifier nos actions dans la ville", a déclaré un porte-parole du PKK cité par Kurd-Ha. Selon lui, "accorder les Jeux olympiques à la Turquie, un Etat dont les escadrons de la mort massacrent notre population, serait une récompense à un Etat terroriste et serait une approbation de sa sale guerre".

Le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) réclame en outre l'exclusion de la Turquie de toutes les compétitions internationales, affirmant que "l'Etat turc utilise des armes chimiques".

Istanbul est en compétition pour accueillir les JO de l'an 2000 avec Berlin, Sydney, Pékin, Manchester et Brasilia. La décision définitive doit être prise le 23 septembre à Monaco.

cpb/hc/ms

AFP 021934 SEP 93

LE CANARD ENCHAÎNÉ  
1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 1993

### KURDE MAIS BONNE

Les touristes retenus en otages par les combattants kurdes en Turquie pourront savourer cette pub parue dans « Le Figaro » (31/8) pour un « pays synonyme de bonté et de tranquillité, un pays où tout est plaisir ».

Comme l'affirme sur la photo le couple de mannequins :

"Nous rentrons de Turquie.  
J'y serais bien resté un mois de plus."

Rien de plus facile : il paraît que certains autonomistes kurdes offrent le gîte et le couvert gratuits.

Ecartelés entre Irak, Turquie et Iran, les Kurdes attendent leur autonomie depuis... 1920. Promise par les Européens, celle-ci a toujours été déniée par Bagdad, Ankara et Téhéran. Portrait d'un peuple en souffrance.

# Kurdistan, l'Etat fantôme



Camp de Doab, à la frontière irakienne. Deux ans et demi après la guerre du Golfe, les Kurdes restent des assistés.

C. Lee/Circ

**D**epuis plus de deux ans, le Kurdistan d'Irak est sous perfusion internationale. Après l'établissement d'une « zone de sécurité », placée sous la protection d'une force multinationale, la quasi totalité des Kurdes qui avaient pris le che-

min de l'exil en 1991 sont rentrés chez eux. Avec l'aide du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et d'une quarantaine d'organisations humanitaires qui travaillent sur place, les maisons et les villages ont été reconstruits. Dans les plaines, les champs sont de nouveau cultivés. Pourtant,

la situation demeure précaire. Les pressions de Bagdad se sont notamment traduites par la suppression, depuis dix huit mois, du paiement des salaires des fonctionnaires et par des livraisons au compte-gouttes, qu'il s'agisse de produits alimentaires ou de carburant. Le Kurdistan est en outre soumis à l'embargo international imposé par l'ONU à l'Irak. La levée de la sanction pour cette seule région reviendrait à reconnaître implicitement qu'elle ne fait plus partie de l'Irak. Un pas que la communauté internationale n'est pas près de franchir.

Résultat : malgré la richesse – agriculture et puits de pétrole – de leur pays, les Kurdes restent, deux ans et demi après la fin de la guerre du Golfe, des assistés. Les usines sont arrêtées, les investissements stoppés, et la population sans travail. Les élections organisées en mai 1992 avaient permis la mise en place d'un

par Dominique Lagarde

«parlement» et d'un «gouvernement», et suscité beaucoup d'espoir au Kurdistan. Mais ce «gouvernement» n'a pas les moyens budgétaires de son autonomie. A cela, s'ajoute les pressions exercées par Bagdad : maintien d'une force de plusieurs dizaines de milliers d'hommes sur la ligne de démarcation entre le Kurdistan et la zone sous contrôle du gouvernement central, suppression brutale en mai dernier de billets de banques, camions de vivres piégés, etc.

A l'origine de cette précarité, il y a l'attentisme qui continue de prévaloir dans la communauté internationale en ce qui concerne

l'avenir du régime de Saddam Hussein, et le refus de cette même communauté internationale de se prononcer sur l'avenir politique du Kurdistan.

### ESPOIRS DECUS

Car les Etats-Unis avaient espéré, en 1991, à l'issue de la guerre du Golfe, que les révoltes des Kurdes irakiens au nord et des chiites au sud précipiteraient la chute du leader irakien. Il n'en a rien été. Au printemps 1991, parallèlement au lancement de l'opération «Provide Comfort» pour l'aide aux réfugiés kurdes, des discussions sur le statut du Kurdistan s'engageaient une

fois de plus entre Bagdad et les deux principaux mouvements kurdes irakiens, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Elles échouèrent de nouveau, Bagdad entendant exclure de la zone autonome l'essentiel des richesses pétrolières du Kurdistan.

Les Kurdes d'Irak n'envisagent pas aujourd'hui le retour de l'autorité centrale au Kurdistan sans un changement de régime à Bagdad qui s'accompagnerait, pour eux, d'un nouveau statut. En attendant, ils demandent aux Nations Unies de leur accorder

Sous la protection de l'Onu. Le principal «garant» de la paix au Kurdistan irakien, c'est la force multinationale basée à Incirlik, en Turquie. Il s'agit d'une force aérienne dissuasive, qui a pour mission de protéger les populations en faisant peser sur l'Irak la menace d'une intervention en cas de nouvelles exactions contre les Kurdes. Elle comprend 70 avions, chasseurs bombardiers et appareils de reconnaissance, dont un peu plus de la moitié sont américains. Y participent également la France - avec huit Mirage 1 et un C-135 ravitailleur -, la Grande Bretagne et la Turquie. Le maintien de cette force sur la base d'Incirlik dépend de l'accord du gouvernement turc, renouvelé tous les six mois. Parallèlement, quelques dizaines de «gardes bleus» des Nations unies, chargés de protéger l'acheminement de l'aide alimentaire et le personnel humanitaire, sont autorisés à patrouiller dans le nord de l'Irak aux termes d'un accord conclu entre l'ONU et Bagdad.

## 73 ANS DE REVES D'INDEPENDANCE

### La trahison des Européens

*Au lendemain de la Première guerre mondiale et du démembrement de l'Empire ottoman, les Alliés envisagent de créer un Kurdistan indépendant. Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, préconise «l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde, situées à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière méridionale de l'Arménie, telle qu'elle pourra être délimitée ultérieurement, et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie». Mais après la victoire de Mustapha Kemal en Turquie, les Alliés reviennent sur leur décision. Le traité de Lausanne, signé en 1923, consacre la domination de la Turquie, de l'Iran, de la Grande-Bretagne (pour l'Irak) et de la France (pour la Syrie) sur le Kurdistan. Des révoltes éclatent pendant l'entre-deux guerres en Turquie et au Kurdistan irakien. Le 8 juillet 1937, la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan concluent à Saadabad (Iran) un traité visant à coordonner la lutte contre l'irréductibilité kurde.*

### Une autonomie diversement interprétée

*Après la Seconde guerre mondiale, les Kurdes font brièvement l'expérience de l'autonomie avec la république de Mehabad proclamée en Iran au début de l'année 1946, avec l'appui de l'URSS. Mais l'armée iranienne met fin à l'expérience en décembre de la même année. Et c'est en Irak que va se concentrer, pendant les vingt années qui suivent, l'essentiel de l'activisme kurde, avec, en particulier, entre 1961 et 1963, un mouvement insurrectionnel d'envergure dirigé par Mustapha Barzani. En 1970, les autorités irakiennes et les mouvements kurdes irakiens se mettent d'accord sur le principe de l'autonomie. Mais les négociations qui suivent achoppent*

*en particulier sur les délimitations géographiques de la région - les Kurdes veulent la ville pétrolière de Mossoul, ce que Bagdad refuse - et, en 1974, le gouvernement irakien promulgue unilatéralement sa loi d'autonomie, aussitôt rejetée par les mouvements kurdes. La résistance des Kurdes d'Irak s'effondre un an plus tard, à la suite des accords irano-irakiens d'Alger : les deux pays s'engagent à cesser de soutenir leurs opposants mutuels. Elle reprendra à partir de 1980, avec la guerre Iran-Irak.*

### La répression

*En Iran, la guérilla kurde tente de profiter de la chute du Chah pour prendre le contrôle du Kurdistan. Mais le projet de constitution retenu par Téhéran écarte le principe d'une autonomie pour les minorités ethniques et l'armée islamique écrase dans le sang - plus de 18.000 morts entre 1980 et 1984 - la rébellion. En Turquie où, devenu «région militaire», le Kurdistan était resté fermé à tout étranger jusqu'en 1965, l'état de siège est à nouveau instauré en 1978 et étendu en 1979, à la suite d'un regain d'activité des mouvements irrédentistes. En 1984, le Premier ministre turc de l'époque, Turgut Ozal, annonce un accord avec l'Irak pour une «action coordonnée» contre les rebelles Kurdes.*

*La fin de la guerre irano-irakienne va renforcer la répression tant en Irak qu'en Iran. Le 22 mars 1988, l'aviation irakienne bombarde à l'arme chimique des villages du Kurdistan dans la région d'Halabja, faisant 5.000 morts et autant de blessés. La guerre du Golfe va redonner à la question kurde une dimension internationale. La rébellion des Kurdes d'Irak dans le nord du pays est suivie d'une brutale reconquête par l'armée de Saddam Hussein, qui jette des centaines de milliers de réfugiés sur les routes. Après une première opération d'aide, les Alliés décident de créer au Kurdistan irakien une «zone de sécurité», placée sous leur contrôle.*



Paradoxe tragique : partagés entre cinq nations différentes – Turquie, Iran, Irak, Syrie et ex-URSS –, les Kurdes restent sans Etat. Ils vivent sur un territoire morcelé, grand comme les 4/5 de la France et dans des régions montagneuses d'accès difficile. Leur identité repose en grande partie sur une langue commune, d'origine indo-européenne. Les Kurdes ont eu leur propre âge d'or qui a duré trois siècles. Commencé en 1514 avec la fin de la domination mongole, il s'est achevé en 1850, avec la soumission de ce peuple à l'empire ottoman. Musulmans, les Kurdes sont sunnites dans leur très grande majorité.

un traitement spécial, qui ne les assimile pas à l'Irak de Saddam Hussein et qui tient compte de leur autonomie de fait. Or, la communauté internationale est particulièrement soucieuse d'éviter le moindre geste qui pourrait être interprété comme un encouragement à l'irrégentisme kurde.

Personne en effet ne souhaite l'éclatement de l'Irak, et moins encore la création d'un Etat kurde. Les Etats arabes alliés de l'Occident, et notamment les pétromonarchies, sont favorables au maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak, principalement parce qu'ils

ne veulent pas que ce pays soit durablement affaibli face à l'Iran, ni voir Téhéran asseoir son influence sur la région chiite du sud de l'Irak. Le régime iranien ne veut surtout pas d'un Etat kurde qui encouragerait l'irrégentisme de ses propres Kurdes. Il en va de même pour la Turquie, l'un des rares pays à avoir rétabli les ponts avec le régime irakien en y envoyant au printemps dernier un chargé d'affaires, une décision précisée liée aux inquiétudes d'Ankara au sujet du Kurdistan.

L'afflux de réfugiés kurdes en 1991, puis la création de la zone de

sécurité dans le nord de l'Irak ont eu pour effet de relancer les opérations de la guérilla kurde en Turquie.

### L'AXE TEHERAN-ANKARA

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), principal mouvement de guérilla kurde en Turquie, a profité de l'anarchie de l'après-guerre pour installer de nombreux camps dans la partie irakienne du Kurdistan. Les affrontements dans le Kurdistan turc ont fait plus d'un millier de morts au cours de l'année 1992. Les autorités d'Ankara ont multiplié les pressions sur

les partis kurdes d'Irak pour obtenir d'eux qu'ils mènent, en octobre 1992, une vaste offensive contre les bases du PKK au Kurdistan irakien. Parallèlement, des troupes turques sont entrées à plusieurs reprises en Irak pour réprimer les troupes du PKK au nom du « droit de suite ».

Par ailleurs, en novembre 1992, la Turquie obtenait de l'Iran et de la Syrie, dans le cadre d'un accord de sécurité, qu'ils s'engagent à cesser leur soutien aux combattants du PKK. Le 10 février 1993, les ministres des Affaires étrangères turc, syrien et iranien, réunis à Damas, réaffirmaient

## UN PEUPLE, DES STATUTS

C'est paradoxalement en Irak que, sur le papier, les Kurdes ont le plus de droits. Les autorités irakiennes ont reconnu en 1970 l'existence d'une nation kurde et son droit à l'autonomie. L'accord passé alors avec les mouvements kurdes portait sur la publication, dans un délai de quatre ans, d'une loi sur l'autonomie. En 1974, la loi d'autonomie du Kurdistan, promulguée par Bagdad après l'échec des négociations avec les formations kurdes, était rejetée par ces dernières, notamment parce qu'elle excluait la ville de Kirkouk de la région du Kurdistan. Le texte prévoyait néanmoins la mise en place d'une assemblée, susceptible de prendre «les décrets législatifs nécessaires au développement de la Région et à l'équipement social, culturel, économique à caractère local, dans les limites de la politique générale de l'Etat», et d'un «conseil exécutif». Le même texte faisait du kurde la langue officielle du Kurdistan «à côté de la langue arabe», ainsi que «la langue de l'enseignement pour les Kurdes de la Région». Sauf en ce qui concerne ce dernier volet linguistique, la loi d'autonomie sera largement vidée de son contenu par la mise en place systématique, par Bagdad, à tous les postes, de Kurdes «ralliés». Au printemps 1991, après la guerre du Golfe et les combats au Kurdistan, de nouvelles négociations ont eu lieu entre le PDK, l'UPK et le gouvernement de Bagdad sur le statut du Kurdistan. Mais, comme vingt ans auparavant, après un «accord de principe», les discussions ont échoué sur les limites territoriales du Kurdistan... et par voie de conséquences, sur le partage de sa richesse pétrolière. Aujourd'hui, le Kurdistan irakien bénéficie d'une autonomie de fait, sous la protection de la coalition anti-irakienne. Les Kurdes y ont organisé des élections en mai 1992. Ils ont depuis un «gouvernement» et un «parlement», où sont représentés à parité le PDK et l'UPK.

En Iran, la révolution avait suscité des espoirs vite déçus chez les Kurdes. Des négociations avaient été amorcées entre le PDKI et le tout nouveau pouvoir de Téhéran, en vue d'une autonomie administrative et culturelle. Mais elles devaient tourner court avec l'adoption d'une constitution écartant le principe de l'autonomie pour les minorités ethniques.

En Turquie, l'existence même d'un peuple kurde était niée jusqu'en 1991. Dans l'optique jacobine des kemalistes, l'appartenance à la nation est territoriale, et les droits sont les mêmes pour tous les citoyens de la république turque, «une et indivisible». Aucune minorité n'a par conséquent le droit d'exister en tant que telle. Les Kurdes sont décrits comme des «Turcs de l'Est» ou des «Turcs montagnards», et l'usage même de la langue kurde est interdit. Il faudra attendre 1991 pour que, devenu président de la République turque, Turgut Ozal, dont la mère était kurde, lève l'interdiction d'expression publique en kurde, reconnaisse une culture kurde et autorise quelques médias kurdes. C'est en 1991 aussi, que pour la première fois, un groupe indépendant kurde entre au Parlement sous l'étiquette du «Parti du Travail du Peuple».

dans un communiqué commun leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak et demandaient indirectement un assouplissement des sanctions contre Bagdad. Une position qu'ils réitéraient au cours d'une nouvelle ren-

contre, cette fois à Téhéran, au début du mois de juin. Les efforts d'Ankara pour affaiblir la guérilla kurde ont en partie porté leurs fruits. Damas aurait diminué son soutien au PKK et les Kurdes d'Irak ont lar-

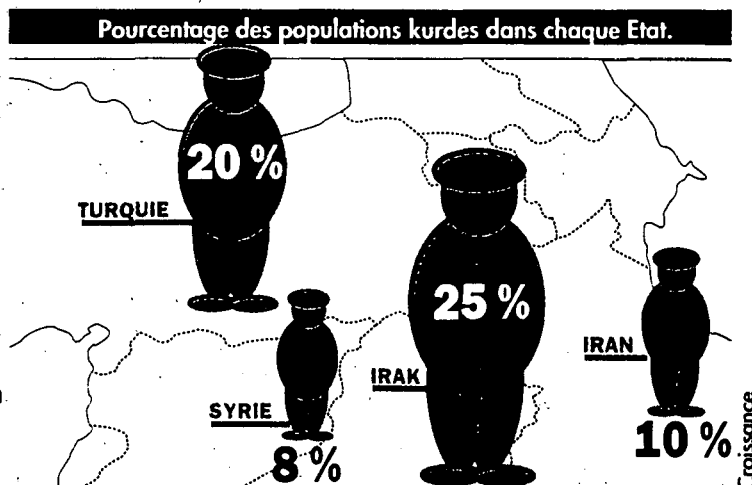
gement prêté main forte aux troupes turques. En contrepartie, la Turquie continue à accepter sur son territoire l'aide humanitaire destinée au Kurdes irakiens...

En mars, le leader de l'UPK, Jalal Talabani tentait de jouer les mé-

diateurs entre le PKK et le gouvernement d'Ankara. Le PKK donnait, pendant quelques semaines, le sentiment de vouloir abandonner la stratégie de la violence qui a toujours été la sienne en décrétant une trêve. Simple tactique ou volonté réelle de négocier ? Du côté du pouvoir en tous cas, le seul geste sera une loi d'amnistie, accompagnée du refus réitéré de toute négociation directe. Le 8 juin, le chef du PKK annonçait que son mouvement avait décidé de mettre fin à la trêve, et promettait un «été sanglant». Le 24 juin, plusieurs commandos kurdes attaquaient simultanément des intérêts turques dans plusieurs grandes villes d'Europe, dont Marseille, Munich et Berne. Et depuis fin juillet, le PKK semble avoir pris goût à la prise d'otages, en s'attaquant à plusieurs reprises à des touristes étrangers, notamment français.

De leur côté, les Iraniens, encouragés peut-être par la coordination qui paraît s'être établie entre Téhéran, Ankara et Damas, ont, après un premier raid en mars, multiplié au cours des mois qui ont suivi les opérations dans le Kurdistan irakien contre les maquisards du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien). Les Iraniens auraient tenté d'obtenir des Kurdes irakiens qu'ils agissent avec le PDKI comme avec le PKK. Ils se seraient heurtés à une fin de non-recevoir.

Les Kurdes seraient aujourd'hui environ 12 millions en Turquie, 7 millions en Iran et 4 millions en Irak. Des communautés moins importantes sont également établies en Syrie - près de 800.000 personnes - et dans l'ex-URSS - environ 350.000 habitants -, qui résident essentiellement en Arménie, en Azerbaïdjan et en Turkménie.



Dominique Lagarde

# Südtirol für Süd-Kurdistan

## Politische und materielle Hilfe zugesichert

Ein nicht alltäglicher Besuch im Juni in Bozen (Südtirol): drei Tage lang halten sich hohe kurdische Politiker aus dem quasi unabhängigen Süd-Kurdistan (UNO-Schutzzone im Nordirak) auf Einladung der *Gesellschaft für bedrohte Völker-Südtirol* und der *Südtiroler Volkspartei SVP* im autonomen Südtirol (Italien) auf.

Die fünf Politiker, Dr. Kerkuky, Vizeminister für Humanitäre Hilfe, Dr. Bamarni, Vorsitzender des Außenausschusses des kurdischen Parlaments, Dr. Khurshid Omar, Leiter der Konservativen Partei, Dr. Arslan, Vorsitzender der Partei der Turkmenen Kurdistans und Yonadam Kanna, christlicher Assyrer, Vizeminister für Wiederaufbau und öffentliche Arbeiten, trafen mit einer Reihe von Südtiroler Politikern aller Parteien zusammen. Für die *Gesellschaft für bedrohte Völker-Deutschland* nahm Nahostexpertin Irina Wießner an der Reise teil.

Die fünf Politiker erörterten mit den Autoren des *Bozner Entwurfs* für eine Charta der Rechte der europäischen Volksgruppen (s. pogrom 171) die Brauchbarkeit rechtlicher Schutzmechanismen und völkerrechtlicher Absicherungen in Europa und Nahost. Mit Vertretern der Dolomiten-Ladiner (4% der Südtiroler Bevölkerung, die ein geschlossenes Siedlungsgebiet in den Dolomitentälern Gröden und Gader-Abtei-Enneberg bewohnen) besprach man die Frage des Schutzes und der Förderung von Subminoritäten im Rahmen autonomer und/oder mehrsprachiger Gebiete, wie es sowohl Süd-Kurdistan als auch Südtirol

sind. Südtiroler Abgeordnete des italienischen Parlaments sagten zu, in Rom die Fragen der Aufhebung des Embargos gegen Nordirak, der Aufbauhilfe und der Unterstützung bei der Räumung von Minen - von denen ein erheblicher Teil aus italienischer Produktion stammt - aufzuwerfen. Der grüne Europaabgeordnete Südtirols, Alexander Langer, versprach weitere Initiativen in Straßburg und Brüssel.

Mit Landeshauptmann Durnwalder, dem Südtiroler Ministerpräsidenten, wurden schließlich erste Hilfsprojekte vereinbart. So wird die GfbV-Südtirol noch im Sommer 1993 ein aus den Mitteln der Südtiroler Landesregierung gefördertes Hilfsprojekt zu Gunsten von acht kriegszerstörten Dörfern bei Mossul durchführen. Für 1994 ist bereits die Finanzierung eines weiteren Entwicklungsprojekts zugesagt. Außerdem will man sich in Bozen dafür einsetzen, daß Süd-Kurdistan aus dem Katastrophenfonds der Autonomen Region Trentino-Südtirol weitere Mittel für Soforthilfe erhält.

Im Rahmen einer öffentlichen Veranstaltung in Meran berichteten die fünf Politiker aus Süd-Kurdistan über den schwierigen Wiederaufbau ihres Landes. Aus verschiede-

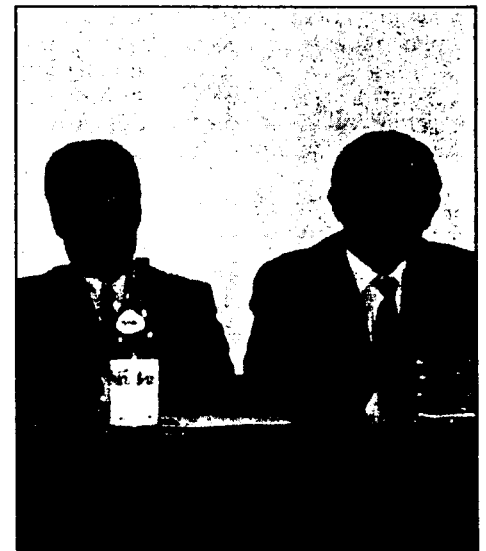
nen Blickwinkeln (PDK, PUK, Konservative Partei, Turkmenen, christliche Assyrer) gingen sie auf die Möglichkeiten der staatlichen Neuordnung dieses Raumes ein und betonten die Notwendigkeit politischer Initiativen, um die Sicherheit und das wirtschaftliche Überleben dieses einmaligen „demokratischen Experiments“ der Kurden in Nahost zu ermöglichen. Für die SVP versicherte Gastgeber Dr. Hubert Frasnelli, daß die Kurden und die anderen kleineren Völker Irakisch-Kurdistans mit der politischen und materiellen Hilfe Südtirols sowie der Unterstützung ihrer Anliegen in Rom rechnen könnten.

Besuche bei Südtiroler Bergbauernhöfen, in einem Elektrizitätswerk und auf Schloß Südtirol beendeten diesen in Südtirol vielbeachteten Aufenthalt der Delegation. Die Südtiroler GfbV wertet diese Initiative als einen ersten gelungenen Schritt zum konkreten Beistand unseres Landes für ein Volk, das in den vergangenen 32 Jahren einen ungeheuren Preis für seinen Wunsch nach Freiheit und Achtung der Menschenrechte gezahlt hat.

Thomas Benedikter, GfbV-Südtirol



v. l. n. r.: Dr. Frasnelli (SVP), Dr. Arslan, Dr. Bamarni, Dr. Khurshid Omar, Thomas Benedikter (GfbV-Südtirol), Irina Wießner (GfbV-Göttingen) mit ihrem Südtiroler Gastgeber beim Freizeitprogramm  
Foto: Archiv pogrom



Dr. Kerkuky (links) und Yonadam Kanna bei der Podiumsdiskussion Foto: Archiv pogrom

# Drei Fragen im Mittelpunkt des Besuches

1. Die Kurden im Irak wollen sich übereinstimmend nicht mit weniger als dem Status eines Teilstaates innerhalb eines zu schaffenden föderalen Irak zufriedengeben. Bloße Autonomie reiche nicht mehr aus. Auch müßten alle kurdischen Gebiete diesem Teilstaat angehören, der seinerseits allen Minderheiten und kleineren Völkern alle Rechte garantiert wird. Die internationale Staatengemeinschaft und die Alliierten des Golfkrieges müssen den Schutz Irakisch-Kurdistan weiterhin garantieren: die UNO-Soldaten sollen bleiben, das Flugverbot nördlich des 36. Breitengrades muß aufrecht erhalten werden.

2. Unter wirtschaftlichem Aspekt sehe Irakisch-Kurdistan dramatischen Zeiten entgegen. Es unterliegt immer noch einem doppelten Embargo: jenem der UNO gegen den Irak und demjenigen Bagdads gegen Kurdistan. Überdies gelangt nur ein äußerst geringer Teil der humanitären Hilfslieferungen an den Irak auch nach Kurdistan. Obwohl sich die Kurden im Golfkrieg und in der Zeit davor gegen Saddam Hussein erhoben hätten, würden sie auch zwei Jahre nach Kriegsende noch immer doppelt bestraft. Bagdad betreibe zudem eine inflationäre Geldpolitik und versuche, Irakisch-Kurdistan, das noch immer den irakischen Dinar als Währung verwenden müsse, zu destabilisieren. Alle irakisch-kurdischen Parteien fordern daher die Aufhebung des Embargos zumindest gegenüber dem Kurdengebiet.

3. Kurdistan riskiere 1993 einen neuen „Winter des Hungers, des Frierens und der

Massenflucht“. Zwar sei die Ernte gut ausgefallen, doch könne die kurdische Regierung sie aus Geldmangel nicht aufkaufen und daher die Versorgung der Bevölkerung nicht gewährleisten. Bagdad und andere Kräfte versuchen, mit dem inflationären Dinar Massenaufkäufe von kurdischem Weizen zu tätigen. Statt Lebensmittellieferungen brauche die kurdische Regierung daher Geldmittel, um die eigene Produktion im Land hal-

ten und die Landwirtschaft stabilisieren zu können. Kurdistan leidet zudem an extremem Treib- und Brennstoffmangel. Wenn sich diese Probleme zuspitzen, droht eine neue Massenflucht in Richtung Türkisch-Kurdistan, wie im Frühjahr 1991. Die Staatengemeinschaft, insbesondere Europa, solle Irakisch-Kurdistan mit mindestens 6 Mio. US-Dollar zu Hilfe kommen.

Thomas Benedikter



Der Südtiroler Ministerpräsident, Landeshauptmann Durnwalder, übergibt Unterlagen über die Entstehung des Südtiroler Föderalismus als Gastgeschenke  
Foto: Archiv pogrom

## Programmpunkte in Bonn und Hannover

Im Rahmen ihres anschließenden Deutschlandbesuches traf die kurdische Delegation in Bonn u. a. mit Vertretern des Auswärtigen Amtes, des Auswärtigen Ausschusses des Deutschen Bundestages (Unterausschuß für Menschenrechte und Humanitäre Hilfe) sowie Vertretern der Friedrich-Ebert-Stiftung und der SPD-Bundestagsfraktion zusammen.

Einen besonderen Programmpunkt bildete der Empfang im Niedersächsischen Ministerium für Bundes- und Europaangelegenheiten in Hannover am 25. Juni durch Minister Trittin. Er sagte der Delegation weitere politische Unterstützung und wirtschaftliche Hilfe zu.

Im Anschluß daran folgten intensive Gespräche und Informationen im Deutschen Institut für Föderalismusforschung, wobei der Föderalismus als Zukunftsmodell für Kurdistan sehr kontrovers diskutiert wurde. Der turkmenische Delegierte, Dr. Arslan,

befürchtete, auch in einem föderal gegliederten Kurdistan würden die Interessen der turkmenischen Bevölkerung nicht genügend berücksichtigt werden. Der Vertreter der Konservativen Partei, Dr. Omar, sieht im Föderalismus den „Selbstmord Kurdistans“ und dessen „Liquidierung durch Arabisierung“ und schlug eine Konföderation aus zwei Staaten nach dem Vorbild der ehemaligen Tschecho-Slowakei vor, wo eine langsame Herausbildung zweier souveräner Staaten ohne Blutvergießen stattgefunden habe.

Den Abschluß des offiziellen Programms bildete ein Empfang bei Vertretern der Evangelischen Kirche Deutschlands am gleichen Tag. Dabei brachte man den Anliegen der Delegation großes Interesse entgegen und unterstützte die politischen Forderungen der Kurden, vor allem die der Aufhebung des innerirakischen Embargos gegen den Nordirak.

Gabi Martin

### Ziegen und Schafe für den Neubeginn

Im Sommer 1993 führt die GfbV-Südtirol ein Kleinprojekt für den Wiederaufbau Süd-Kurdistans durch, das aus Mitteln der Südtiroler Landesregierung und Spendengeldern finanziert wird. Es geht um die Wiederentwicklung der Kleinviehhaltung (Schafe und Ziegen) in acht kriegszerstörten Dörfern bei Agte (Mosul), die von Christen besiedelt werden. Dieser Beitrag in Höhe von etwa 55 000 DM wird den rückkehrwilligen Familien eine Starthilfe bieten. Zur Durchführung des Projektes arbeitet die GfbV-Südtirol auch mit erfahrenen Freunden der GfbV-Deutschland in Göttingen und dem Arbeitersamariterbund-Deutschland ASB zusammen. 1994 soll ein Anschließungsprojekt folgen und so ein auf Dauer angelegter Beitrag für den wirtschaftlichen Neubeginn geleistet werden.

Thomas Benedikter



## KURDISTAN/IRAK

### Aufruf des Parlaments Irakisch-Kurdistans

(Auszüge)

Die Bilanz von Krieg und Völkermord an den nationalen Minderheiten im Irak während der letzten 31 Jahre: Mehr als 4500 Dörfer und 25 kleine Städte wurden dem Erdboden gleich gemacht, über zwei Millionen Einwohner Kurdistans (Kurden, Assyrer, Turkmenen u. a.) wurden aus ihren Heimatorten in Zwangslager im Süden des Irak deportiert oder ins Exil gezwungen. Hunderttausende flohen in den Iran, in zahlreiche Staaten Europas und nach Amerika.

Das aus den ersten freien Wahlen Irakisch-Kurdistans hervorgegangene Parlament beschreibt in einem uns kürzlich zugegangenen Aufruf die heutige Situation im irakischen Teil Kurdistans:

⇨ die zerstörten Dörfer und Städte warten auf ihren Wiederaufbau;

⇨ Produktionsstätten und Behörden in Irakisch-Kurdistan müssen ihren normalen Betrieb erst wieder aufnehmen;

⇨ mehr als zwei Millionen Flüchtlinge aus Irakisch-Kurdistan warten darauf, in ihre Heimat zurückkehren und sich am Aufbau des Landes beteiligen zu können;

⇨ 3,5 Millionen Kurden (sowie die Angehörigen der anderen in Kurdistan lebenden Minderheiten; Red.) leiden wegen des Regimes Saddam Husseins unter einem doppelten Wirtschaftsboykott (gegen den Irak und innerhalb des Irak durch Saddam ge-

gen den befreiten Norden; Red.) und benötigen jede erdenkliche Unterstützung.

⇨ Die Familien der Opfer der „Anfal“-Offensive (razzia-ähnliche Strafexpeditionen des irakischen Militärs während der 80er Jahre, Massaker, Deportation und Gefangennahme von Anhängern des Barzani-Stammes und der Dorfbevölkerung besonders aus den Grenzgebieten und dem Gebirge; d. Red.) bitten um Hilfe.

⇨ Der Erfolg des demokratischen Experiments Irakisch-Kurdistan und seine neu gewonnene Freiheit sind angesichts des Wirtschaftsboykotts und der damit verbundenen Knappheit und ständigen Verteuerung aller Güter in Gefahr.

⇨ Die Freiheit Irakisch-Kurdistans ist ein Symbol der Hoffnung für alle. Alle Demokraten und Humanisten, Männer wie Frauen, sind aufgerufen, diese Demokratie zu stabilisieren und ihr zum Erfolg zu verhelfen.

Gabi Martin

**Das Parlament ruft zu Spenden zum Zweck der Förderung der Demokratie in Irakisch-Kurdistan auf. Hierzu wurden in allen europäischen Staaten Sonderkonten eingerichtet.**

**Deutsches Sonderkonto:  
Berliner Sparkasse,  
Konto Nr. 740005677,  
BLZ 100 500 00**

## TÜRKEI

### Ahmadiyya protestieren gegen Ereignisse in Sivas

Am 2. Juli 1993 fand in der mittel-anatolischen Stadt Sivas das 4. Festival zu Ehren des Dichters und Volksängers Pir Sultan Abdal statt, an dem sich eine große Anzahl bekannter türkischer Linksin-tellektueller, Professoren, Sänger, Maler und Schriftsteller beteiligte. Unter ihnen war auch der 78-jährige Übersetzer von Salman Rushdie, Aziz Nesin. Sein Kampf um gerechtere Verhältnisse in der Türkei und seine Kritik am Islam haben ihm mehrere Jahre Haft sowie Hausarrest eingebracht.

Beim „Sturm“ fundamentalistischer Gläubiger auf das von ihnen in Brand gesteckte Hotel, in dem sich die Konferenzteilnehmer aufhielten, verbrannten 37 Menschen bei lebendigem Leib in den Flammen, Nesin überlebte.

Zu denen, die ihre Empörung darüber unüberhörbar äußerten, gehörte auch die Ahmadiyya-Muslim Bewegung. Die Ahmadiyya sind eine ihrem Selbstverständnis nach muslimische Glaubensgruppe, die in Pakistan als „Irrgläubige“ verfolgt werden (vgl. pogrom 171/93, S. 57). Aus Protest gegen die Ermordung türkischer Bürger durch den türkischen Mob in Sivas veröffentlichte die deutsche Zentrale der Ahmadiyya-Muslim Bewegung am 7.5.1993 folgende Pressemitteilung:

„Entsetzt haben wir von der Ermordung türkischer Bürger durch sogenannte Fundamentalisten erfahren müssen, deren einziges „Verbrechen“ darin bestand, daß sie die vom Koran gesetzlich ver-

kündete Glaubens- und Gewissensfreiheit in Anspruch genommen haben. Im Namen der 25 000 in Deutschland lebenden Mitglieder der weltweiten Ahmadiyya-Muslim Bewegung des Islams möchten wir den Angehörigen der Opfer unser tiefes Mitgefühl zum Ausdruck bringen. Gleichzeitig fordern wir die für die Tat verantwortlichen Menschen auf, sich auf das von dem auch von ihnen verehrten Heiligen Propheten Muhammad (Friede sei auf ihm) praktizierte und gelehrt Toleranzgebot zu besinnen und ihre unislamischen Gewalttaten zu bereuen, um nicht noch einmal Anlaß für derartige Grausamkeit zu werden, wie wir sie jetzt in Anatolien erleben mußten. Es sei ihnen in Erinnerung gebracht, daß die Religion, der sie sich zugehörig fühlen, Islam heißt, und daß Islam bedeutet, Frieden zu verbreiten. Aggressive Gewalt, wie sie gegen türkische Intellektuelle angewandt wurde, rechtfertigt der Islam nicht. Wir betonen, daß es dem Buchstaben und Geist des Koran widerspricht, andere umzubringen, nur weil sie einen anderen Glauben, eine andere Weltanschauung haben. Ihnen gegenüber, so sagt es der Koran, sollen wir mit Weisheit argumentieren. Die Ahmadiyya Bewegung des Islam verurteilt die Übergriffe und Untaten von Anatolien entschieden, sie finden in der Lehre des Propheten Mohammed keinerlei Grundlage.“

Gabi Martin

## Exposition sur le massacre des Kurdes

C'est la section de Ville-neuve-d'Ascq, présidée par Paulette Touzard, qui a présenté, à la Maison de la jeunesse et de la culture de Saint-André, une exposition intitulée « Massacre des Kurdes », réunissant une cinquantaine de toiles de 15 artistes kurdes, réfugiés politique en France et venant de plusieurs pays du Moyen-Orient.

Dans le catalogue, Paulette Touzard précise : « La LICRA continuera sans cesse son combat pour « le

plus jamais ça », pour ne pas oublier et rendre la dignité aux innocents morts parce qu'ils étaient considérés comme des êtres inférieurs, parce que différents... par inculture, par ignorance.

« Elle continuera son travail d'éducation, d'information des jeunes, afin que ces enfants, nos enfants, construisent une société plus fraternelle, plus humaine.

« Elle continuera à transmettre son message pour la fraternité, la solidarité, en sensibilisant l'opinion sur la

montée de tous les extrémistes responsables des massacres et cela, afin de retrouver dans le regard plein de désespoir de tous les enfants traumatisés par la cruauté et l'irresponsabilité des adultes, cette joie de vivre, cette pureté, cette innocence, qui ne devrait jamais quitter le monde merveilleux de l'enfance heureuse.

« Ces situations n'arrivent pas qu'aux autres. »

Par ailleurs, la section s'est associée à la manifestation de Lille marquant la journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites.

D.D.V. (LE DROIT DE VIVRE)  
Septembre-Octobre 1993

AMNESTY  
INTERNATIONAL

AMNISTÍA  
INTERNACIONAL

AMNISTIE  
INTERNATIONALE

МЕЖДУНАРОДНАЯ  
АМНИСТИЯ

منظمة العفو الدولية



國際特赦組織

AMNESTY INTERNATIONAL  
INTERNATIONAL SECRETARIAT

1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom

Tel: (44) (71) 413 5500 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502 FAX: 956 1157

E-mail: (GeoNet) mcr1.amnesty-is, (GreenNet) amnestyis@gn.apc.org

News Service 109/93

AI INDEX: MDE 13/WU 03/93 EXTERNAL  
1 SEPTEMBER 1993

IRAN: AMNESTY INTERNATIONAL CONCERNED AT REPORTS OF ABDUCTION OF IRANIAN NATIONAL IN TURKEY

Amnesty International is concerned at reports that an Iranian national, Mohammad Ghaderi, was abducted at his house in Kirshahir in Turkey on 25 August 1993. Mohammad Ghaderi is a former member of the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI). According to reports, two men, who introduced themselves as Turkish police officers, entered his house and took him away. His whereabouts since then remain unknown. On 28 August 1993 another Iranian national, Bahram Azadifar, who was a member of the KDPI, was found dead in his house in Ankara. He was reportedly visited by two men disguised as Turkish policemen who killed him instantly.

Amnesty International is concerned for Mohammad Ghaderi's safety in the light of Bahram Azadifar's assassination and previous incidents involving the murder or kidnapping of Iranian opposition activists outside Iran. Such incidents include the kidnapping in June 1992 of Ali Akbar Ghorbani, also known as Mansour Amini, close to his home in Istanbul. His mutilated body was discovered several months later in Turkey.

Amnesty International has sought assurances from the Turkish Minister of Interior that all efforts are being made to ascertain the current whereabouts of Mohammad Ghaderi.

turkish daily news — September 1, 1993

# Raid and curfew in Doğubeyazıt

Turkish Daily News

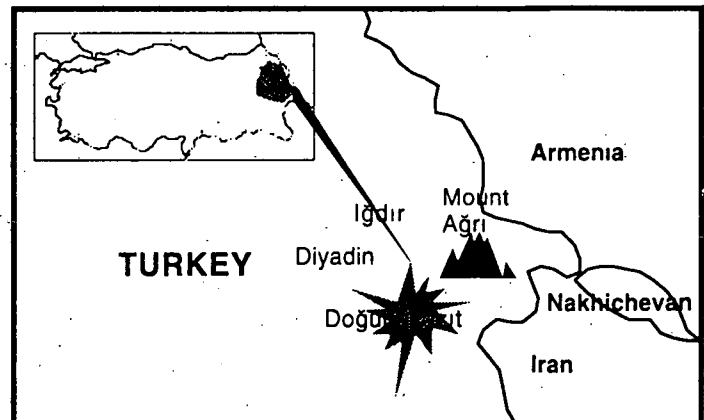
ANKARA-A curfew was imposed in the eastern town of Doğubeyazıt on Tuesday following an attack by militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) Monday night, officials said. A high-ranking official who asked not to be named told the TDN by telephone that some 200 PKK militants attacked the town -- which is close to Turkey's border with Iran -- with rocket launchers and long-barreled rifles.

Quoting governor İsmet Metin of Ağrı province, the Anatolia news agency reported that the attack took place at around 10:30 p.m. local time and that the security

forces pushed the militants back by returning fire. Anatolia said that the main targets of the attacks -- public buildings and the police residences -- were damaged.

No casualties were reported. Some inhabitants of Doğubeyazıt contacted by the TDN said that the police had announced on loudspeakers the curfew in the morning hours and that they were not aware what was happening outside.

Pointing out that the PKK has been shifting its armed campaign northward from the Southeast since last year, security ex-



perts say Doğubeyazıt is one of the organization's primary targets in the shift, together with the neighboring towns of Iğdır and Diyadin. The three towns surround Mount Ağrı (Ararat) to the West, forming a crescent that links Turkey's border with Armenia to Iran (see accompanying map).

Shops in all three towns closed down on August 15 this year following a PKK directive calling for their closures in celebration of the ninth anniversary of the beginning of the armed campaign of the PKK, a campaign which has claimed more than 7,000 lives so far.

PKK militants had carried out another

attack in Doğubeyazıt on July 27 against the gendarmerie station, barracks, security headquarters, and state construction sites. One soldier was killed in the raid. A simultaneous attack on public buildings in Iğdır was also staged.

Local officials in Doğubeyazıt claimed that the secessionist organization was trying to provoke a clash between local Kurds and Turks.

#### Five killed in clashes

Four alleged militants of the PKK were killed in two separate clashes with security forces as they attempted to raid Bellitaş, Çınar in the southeastern pro-

vince of Diyarbakır and Gürgenli, Gercüş in Batman province, officials said on Tuesday. Official sources also revealed that a railroad worker in the town of Kemah in the eastern province of Erzincan was killed by a group of gunmen who abducted the worker from a train station at around 9 p.m. local time Monday. The worker's bullet-riddled body was found on Tuesday one kilometer from the station. The Regional Governor's Office in Diyarbakır also said that 4 alleged militants of the PKK had given themselves up to the security forces in the eastern province of Bingöl.

## Analysis

# SHP, still important for Turkey's Kurdish population

■ *Party's chairmanship candidates took up the Kurdish issue at the regional SHP meeting in Diyarbakır*

*Turkish Daily News*

**DIYARBAKIR/ANKARA-** A regional meeting organized by the Social Democrat People's Party (SHP) headquarters in the southeastern province of Diyarbakır has shown that the population in the region, mainly ethnic Kurds, have not completely lost their hope in this party.

Despite the presence of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP -- the new name for HEP, the People's Labor Party) founded by the Kurdish deputies who defected from the SHP, and the pro-Islamic Welfare Party (RP), which has found support in the region, the people expect solid steps from the SHP and from whoever is chosen as its new leader.

The candidates who are running for chairmanship in the election at the SHP convention on September 11 and 12 were assessed as to their approach to the Kurdish problem at the Diyarbakır meeting on Monday. The candidates, namely SHP Parliamentary Group Deputy Chairman Aydın Güven Gürkan, Ankara Mayor Murat Karayalçın, İzmir Mayor Yüksel Çakmur, and a founder of the Social Democracy Party of 1983, Tolga Yarman, concentrated mainly on this "burning" issue in their statements. A democratic solution to regional problems, which all four SHP chairmanship candidates brought up in their statements, found the most positive response in the audience.

Provincial and township chairmen, SHP mayors, administrative board members, convention delegates and grassroots supporters of the SHP in this region believe that the Kurdish problem can be solved with a democratic approach which the SHP can promote. Their disappointment with the SHP administration, especially after the party ca-

me to power as a coalition partner with more power and say in government policies, could be clearly seen on their faces. Certainly party politics will play an important role in the choice they will be making in 10 days time, and there is the danger that the new administration will also go along the same line as the previous one. That is, a further delay in the implementation of democratic measures plus necessary investment, and the escalation of the problem to a point when a desirable solution may become impossible. The regional party network has shown its preference towards Gürkan.

This was evident from the moment the plane carrying the SHP delegation landed at Diyarbakır airport. Even so, Karayalçın also gained much attention and found support at the meeting. It was confirmed once again that the race for Erdal İnoğlu's seat will be between these two candidates.

Changing the Constitution for more democracy and more freedoms was Karayalçın's main theme in addition to the unity of the SHP. Karayalçın underlined that candidates should bring forth party unity rather than criticizing each other. He promised his fight will be against the prevailing order and not his fellow partisans. He received the biggest applause when he said that a citizen of the region should be free to give a Kurdish name to his/her child and also when he rejected the use of violence as the solution to the Kurdish problem. Karayalçın rejected charges that he will take the party more to the center and forget about its leftist principles.

Gürkan stated that Kurdish citizens do not want a separation from Turkey, but rather to live as equal citizens in this country. He said that the "golden key" to the problem is a "democratic guarantee and equal rights."

"We should certainly protect ourselves against terrorism but the solution cannot come through violence. Priorities should be given to justice, human rights and freedoms," he stated. He said for-

mer Prime Minister Süleyman Demirel had recognized the "Kurdish reality" but did not go any further than that. Gürkan also criticized his party saying that if the SHP had not discharged seven Kurdish deputies from the party on the grounds that they attended an international meeting of Kurds four years ago, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) could never find support in Turkey.

Çakmur went far enough to say that none of Turkey's problems can be solved unless the Kurdish problem is settled. He, like the other candidates, said that the Constitution should be changed and that the National Security Council be dissolved. Çakmur underlined his fight against the military regime in the past and his deep roots in Turkey's social democracy while at the same time attacked the other candidates as being newcomers in this movement.

Yarman, the last to address the Diyarbakır meeting, had difficulty finding an attentive audience, despite his efforts to address them in Kurdish from time to time. He however drew attention to the danger of yet another split in the SHP after the convention.

Citizens in this region are now waiting to see the SHP after its September convention. Those who gave their views to the TDN at the Diyarbakır meeting specifically underlined that they are expecting effectual steps from this party.

They said that among the three social democratic parties, the SHP is the only one that still has the chance of regaining the people's confidence here.

They also said that the SHP should gain strength and merge with Deniz Baykal's Republican People's Party (CHP) as soon as possible.

SHP headquarters will continue with the regional meetings in the Black Sea coastal province of Ordu today. Karayalçın, being from the Black Sea region, is expected to get more support in Ordu.

Meanwhile, SHP Ankara provincial organization Chairman Yılmaz Ateş said in a press conference Tuesday that Ankara's convention delegates will be voting in favor of Gürkan's chairmanship. Ateş stated that only one out of the 44 delegates declared that his vote would be for Karayalçın and that there are two who are still undecided.

# Swiss recall Ankara envoy

*Turkish Daily News*

ANKARA- Switzerland's ambassador to Turkey and two of his colleagues left Ankara on Tuesday shortly before a Turkish deadline in the growing rift between the two countries, officials said. The departure of Switzerland's diplomats follows Turkey's refusal to submit its ambassador and embassy personnel in Bern to Swiss questioning over the shooting death of a Kurdish demonstrator outside the Turkish embassy last June. Switzerland said on Tuesday it was recalling its ambassador and two other embassy employees from Ankara, in line with Turkey's demand last week.

The two countries have been locked in a diplomatic row since the June shooting of 29-year-old Kurdish demonstrator Semsettin Kurt.

Turkey had demanded the recall of the Swiss diplomats last week in response to Bern's demand for the lifting of the diplomatic immunity of its ambassador, Kaya Toperi, in connection with the killing of Kurt.

Kurt was killed by a ricocheting bullet fired from the Turkish Embassy compound as angry supporters of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) tried to storm the embassy. Toperi said later that shots had been fired in the air and in front of the demonstrators by embassy staff and not at them. He charged the Swiss police with responding late to his distress call leaving embassy staff with no choice but to defend themselves.

The Swiss judge assigned to the case, Peter Künz, said he wanted to question Toperi as he was the senior person responsible in Bern and because Toperi had said on Swiss television that he had ordered embassy security personnel to shoot in the air. Künz said that it was clear that shots were fired at the demonstrators' legs and that it was possible

that Toperi was in constant radio contact with the security forces.

The judge said it was urgent that Toperi be questioned to determine criminal responsibility.

"The Federal Council has decided to recall from Ankara the Swiss ambassador Paul-Andre Ramseyer and the two

embassy staff members Heinrich Maurer and Jean-Pierre Baümeyer," a Swiss Foreign Ministry statement said. But it added: "The Federal Council once more underlines its protest against Turkey's unjustified demand for the recall of the ambassador and the two embassy staff."

Ramseyer's deputy, Urs Breiter, the statement said, would continue to serve in Ankara at the level of charge d'affaires, in order to maintain Switzerland's presence in Ankara. Switzerland would also send another diplomat to Ankara to strengthen its embassy. The Turkish Daily News has learned that Ambassador Ramseyer and the two embassy staff members left Turkey on Tuesday by ship from the holiday resort of Antalya.

The Swiss government also called in a statement for the immediate release of three Swiss nationals kidnapped by Kurdish separatists in eastern Turkey.

It said Switzerland was in close contact with the Italian and German governments, with whom it had decided upon a common policy on recovering hostages captured by Kurdish separatists. Diplomatic sources indicate that the common policy mentioned in this context is a decision by the three countries not to enter any face-to-face negotiations with the PKK.

They did not discount the possibility that they may nevertheless be in contact with the organization through surrogates.

(Reuters, AP)



Kaya Toperi

Le Courrier — 1<sup>er</sup> septembre 1993

## AFFAIRE TURQUE

### Les diplomates s'en vont

L'ambassadeur de Suisse en Turquie, Paul-André Ramseyer, et deux de ses collaborateurs, Heinrich Maurer et Jean-Pierre Baümeyer, ont quitté hier Ankara. Le Conseil fédéral «souligne encore une fois son désaccord à l'égard de la demande injustifiée de la Tur-

quie» de rappeler ces trois diplomates, indique le Département fédéral des affaires étrangères. Le Conseil fédéral continue par ailleurs à œuvrer pour la libération des deux Suisses retenus par des rebelles kurdes.

Urs Breiter, jusqu'à présent suppléant de l'ambassadeur, dirigera l'ambassade en qualité de chargé d'affaires, a précisé le communiqué des Affaires étrangères. En outre un collaborateur diplomatique a été envoyé à Ankara en vue de renforcer le personnel sur place. M. Ramseyer et ses deux collaborateurs ont quitté mardi la Tur-

quie. «Pour des raisons privées», ils sont partis en voiture et n'arriveront en Suisse que la semaine prochaine, a précisé Franz Egle, porte-parole des Affaires étrangères.

La décision du Conseil fédéral de rappeler l'ambassadeur de Suisse et les deux attachés répond à la demande de rappel de ces trois personnes qu'avait formulée Ankara le 24 août dernier.

Le jour où il rappelle son ambassadeur en Turquie, le Conseil fédéral réitère son appel à la libération des deux Suisses détenus par des rebelles kurdes depuis le 19 août. Il reste «grandement préoccupé» de leur sort», indiquent les Affaires étrangères. **ATS**

# Ultimatum turc respecté: l'ambassadeur Ramseyer a quitté la Turquie hier matin

Berne a dépêché à Ankara un diplomate chargé du dossier des otages suisses.

La Suisse s'est pliée aux exigences de la Turquie. Sommé par le Gouvernement turc de quitter le pays au plus tard le 31 août à midi, l'ambassadeur de Suisse à Ankara, Paul-André Ramseyer, s'est exécuté hier matin peu avant l'expiration de l'ultimatum. Deux de ses collaborateurs, Heinrich Maurer et Jean-Pierre Baumeyer, ont quitté la Turquie en même temps que lui, pour les mêmes raisons politiques.

L'ambassade suisse à Ankara n'est pas pour autant fermée. Urs Breiter, jusqu'à ce jour suppléant de l'ambassadeur Paul-André Ramseyer, dirigera l'ambassade en qualité de chargé d'affaires. Sa mission consiste à «assurer la continuité de la présence suisse en Turquie», selon le Département des affaires étrangères (DFAE).

Fait nouveau, un collaborateur diplomatique a été spécialement

dépêché à Ankara pour renforcer le personnel. Bernhard Gasser, un Alémanique, sera responsable, sur le terrain, du suivi du dossier des otages.

## Situation délicate

Hier, le Conseil fédéral a encore une fois souligné «son désaccord à l'égard de la demande injustifiée de la Turquie. Le Gouvernement turc avait donné sept jours à la Suisse pour rappeler ses trois diplomates. Cette démarche d'Ankara constitue une mesure de rétorsion aux décisions prises par le Conseil fédéral à la suite des événements sanglants survenus le 24 juin dernier devant l'ambassade de Turquie à Berne. Un manifestant kurde avait alors été abattu par un membre de l'ambassade, et neuf autres personnes blessées.

Il semble peu probable que ce

conflit diplomatique s'envenime davantage. D'une part, les deux pays sont liés par d'importantes relations commerciales. D'autre part, Berne se trouve dans une situation délicate depuis que des rebelles kurdes ont enlevé deux Tessinois, le 19 août dernier. Officiellement, la Suisse refuse de négocier directement avec les ravisseurs. Elle compte donc sur le soutien du Gouvernement turc pour régler cette affaire. D'où l'impression qu'une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays est hautement improbable.

Hier, le Conseil fédéral a répété sa grande préoccupation pour le sort des otages suisses et a déclaré tout mettre en œuvre pour leur libération. La Commission des affaires étrangères du National a apporté son soutien à ces efforts.

F. Mx □

24 HEURES

MERCREDI  
1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1993

**SUISSE**

turkish daily news — September 2, 1993

## Öcalan-Burkay meet again

*Turkish Daily News*

ANKARA- Abdullah Öcalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and Kemal Burkay, leader of the outlawed Kurdistan Socialist Party (PSK), met again last Monday to discuss recent developments regarding the Kurdish issue in Turkey, Germany-based pro-PKK Kurd-Ha news agency reported Wednesday.

In a story datelined from Beirut, Kurd-Ha quoted a joint statement by Öcalan and Burkay accusing Turkey of causing more bloodshed. They also said that Turks and Kurds alike wanted an end to violence in the mainly Kurdish Southeast.

"A just solution to the problem, and thus peace in our country, depends on the Turkish government abandoning its

incorrect policy and recognizing the Kurdish national reality and all the legitimate rights of our people," the statement said.

"Above all, the two sides must stop shooting and a political dialogue process should be started," it said.

Turkey refuses to have any dealings with the PKK, which it regards as a terrorist group seeking to divide the country. The two men ended a long political feud in March when they jointly backed a unilateral cease-fire declared by the PKK. The PKK appeared to observe the truce for two months, but Turkish security forces did not reciprocate. The cease-fire collapsed in May when PKK militants killed more than 30 unarmed Turkish soldiers and five civilians in Bingöl.

## Vural denies possibility of raids on PKK camps in Syria

*Turkish Daily News*

ANKARA- A senior policy advisor to Prime Minister Tansu Çiller denied Wednesday press reports that Turkey would threaten to bomb outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) camps in Syria.

Volkan Vural, foreign policy advisor to the prime minister, told reporters Turkey had no intentions to engage in cross-border raids of PKK camps in Syria.

"Turkey believes that Syrian promises not to lend support to acts of terrorism

aimed to destroy Turkey's unity and integrity, are still valid, and expects the country to behave in accordance with these pledges," Vural told reporters.

Mass circulation daily Sabah on Wednesday claimed that a special envoy - a close confidant of Çiller -- would be sent to Damascus to warn that unless Syria curbed all PKK activities, Turkey would be obliged to raid the militants' camps on Syrian territory.

It claimed the envoy would tell Syrian officials that Turkey was willing to in-

crease the flow of water from the Euphrates river, to provide the country with electricity and increase trade relations and financial loans to Damascus.

"All that is wanted in return is for Syria to put all PKK activity under control, and to curb its maneuvers," the Sabah article said.

It added that Turkey would not be making any "implausible" demands such as the arrest of PKK leader Abdullah Öcalan's and the mass extradition of all PKK militants.

# Çiller drops bombshells

## '1,000 plus PKK militants killed in the last 6 weeks'

■ About 200 security personnel and 400 civilians killed in same period ■ 11 more killed in Southeast, curfew lifted in Doğubeyazıt

Turkish Daily News

**ANKARA-** In the last six weeks, 1,020 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed in clashes with Turkish security forces, Prime Minister Tansu Çiller revealed Wednesday.

In a speech she delivered in her True Path Party's (DYP) parliamentary group meeting, Çiller said that the bodies of 593 PKK militants were found by state security forces and the rest had been destroyed or buried in mass graves by the PKK. She said in the same period 443 suspected PKK militants were arrested and some 500 left the organization -- 53 of them giving themselves up to the security forces. She said it was not possible for the outlawed organization to bear such a loss. Çiller added that in the same period 198 members of the Turkish security forces were killed, 340 were wounded and 29 were abducted by PKK militants. Civilian casualties for the period were 378 killed and 405 wounded.

According to figures given by the prime minister, the total number of people killed in violence related to Kurdish secessionism just during these six weeks is almost 1,600. Also, 21 rocket launchers, 630 anti-tank rockets, 431 light weapons, 2 mortars, 101 radios, 67 mines, 211 grenades and large quantities of ammunition and other logistic materiel were seized from the PKK.

Çiller said that the government was determined to finish off the PKK, which had "tur-

ned into a ruthless terrorist company and drugs mafia." She said special commando teams have been formed and new vehicles and helicopters will be procured in order to enhance the reconnaissance and observation capability of the Turkish Armed Forces.

The prime minister said the issue of struggling against terrorism should be taken as a matter superior to party politics, and she would start meetings with other parties in the Parliament in the coming weeks.

### 11 more killed

Officials said on Wednesday 11 more people were killed in incidents related with the Kurdish secessionist movement in southeast Turkey, over Tuesday night and Wednesday.

Security forces killed five militants of the PKK in a clash near the eastern town of Mus on Wednesday, and the bodies of three others were found after a battle in the southeastern province of Hakkari.

A shepherd in Yücebelen, Kemah of the eastern province of Erzincan was killed by the PKK militants, the provincial governor reported.

A junior Turkish army officer was killed and a soldier wounded on Monday in a clash in Tunceli province.

The officials said PKK militants had killed a bus driver at a roadblock on the Erzurum-Erzincan highway in eastern Turkey late on

Tuesday night. The bus was set on fire.

Meanwhile, officials announced that the curfew imposed on the eastern town of Doğubeyazıt on Tuesday following a PKK rocket attack on the town Monday night was lifted on Wednesday, with the situation "returning to normal". Local sources said 20 people were wounded in the raid and the fire returned by the security forces and taken to the hospital.

Local sources also reported that a Turkish air operation was started on Wednesday against the PKK bases in mountainous areas in the Muş-Bingöl-Bitlis triangle.

PKK militants kidnapped at least 43 villagers in southeast Turkey, but later released 23 of them, the Anatolian news agency reported. It quoted officials as saying that the militant PKK members abducted villagers when they were going to the forest near Yanılmaz village on the outskirts of Erüh in Bitlis province on Tuesday morning. The militants also kidnapped six state-paid village guards during an attack on Inanlı village in Hakkari province overnight.

In the western city of Bursa, police said they had rounded up 40 alleged PKK militants in the past two weeks on charges which included murder, extortion, arson and bombings. A police spokesperson said they included 16 PKK regional commanders and six members of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). Police in the southern port of Mersin said they had seized eight other PKK militants in the past 10 days.

### No word on abducted tourists

There was no word on the fate of seven Westerners -- two Germans, two Swiss, two Italians and a New Zealander -- kidnapped in eastern Turkey last month.

Their governments have rejected PKK demands that they negotiate directly for the hostages' release. Western diplomats said they hoped the guerrillas would release them and that they stood to gain nothing by continuing to hold the tourists. The PKK has kidnapped a total of 16 foreigners in the past two months. Nine have been released unharmed.

Seeking an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK has been waging an armed campaign since 1984, in which more than 7,000 people have been killed in east and southeast Turkey.

1<sup>er</sup> septembre 1993

LE MONDE

2 septembre 1993

□ **TURQUIE** : les combats dans le Sud-Est anatolien. — Dix-sept personnes, dont quinze séparatistes kurdes, ont été tuées dans le Sud-Est de la Turquie, mardi 28 septembre, selon les services de sécurité turcs. Par ailleurs, la cour de sûreté de l'Etat d'Izmir a condamné mercredi à la peine de mort pour homicide et terrorisme un responsable du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. C'est la troisième condamnation à la peine capitale prononcée par cette cour en deux jours contre des membres du PKK. — (Reuter, AFP)

□ **TURQUIE** : l'ambassadeur de Suisse a quitté Ankara. — L'ambassadeur de Suisse en Turquie, Paul-André Ramseyer, et deux de ses principaux collaborateurs ont quitté Ankara, mardi 31 août. La Turquie avait décidé leur expulsion la semaine dernière (*le Monde* du 26 août). La tension entre les deux pays fait suite à la mort d'un manifestant kurde devant l'ambassade de Turquie à Berne, en juin. Trois touristes suisses sont toujours aux mains des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Berne a également demandé mardi leur libération. — (AFP)



Friday, September 3, 1993

turkish daily news

## To Western governments: 'More tourists to be kidnapped'

■ **Says Western  
governments failed to  
contact them directly**

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) threatened Western governments on Thursday and said it may kidnap more tourists visiting eastern Turkey if the West keeps supporting the Turkish government.

In an interview with the German-based, pro-PKK Kurd-Ha news agency, Cemil Bayik, second in command of the secessionist organization, said from his base in Lebanon that Western tourists contribute to Turkey's tourism revenues and, therefore, to the Turkish security forces' struggle with the PKK. "No one should travel to

Turkey, no one should give financial support to Turkey, which will make them a party to this war," Bayik said.

But Bayik says if tourists insist on coming, they should get "travel documents" from PKK offices in their countries. He also reiterated his organization's demand

that the governments of the countries of the abducted tourists negotiate directly with the PKK. Bayik complained that the Western governments have ignored that demand so far, and, therefore, they would be responsible for future kidnappings.

"Our policy regarding Western tourists can only change when their support of Turkey in political, economic and technical terms ends and when they give up sending tourists to Turkey," Bayik was quoted in Kurd-Ha.

The PKK is holding hostage seven Western tourists whom they kidnaped in eastern Turkey last month -- three Swiss, two Germans, one Italian and one New Zealander. The governments involved have refused to negotiate directly with the PKK.

## To the Olympic Committee: 'No permission for Games in Turkey'

■ **PKK announces attacks will escalate in Istanbul**

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Warning the international sports community and the Olympic Committee on Thursday, the PKK said that Turkey must be turned down as host for the Olympic Games in the year 2000. Quoting a "high-ranking PKK official", the German-based, pro-PKK Kurd-Ha news agency said in Brussels that to give the 2000 Games to Istanbul will be to "reward" Turkey for its "massacre of Kurdish patriots". This is in reference to Turkey's struggle against the PKK's nine-year-old armed campaign of terrorism.

The statement added that Turkey should not only be denied its bid to host the Olympic Games, but should also be expelled from all international sporting activities, because of its actions in "Kurdistan", what the PKK call the Kurdish-populated area in southeastern Turkey.

"The world should know that Kurdish people will never approve of the Olympic Games being held in Istanbul," the PKK official was quoted as saying. "Istanbul is in our battle zone.

From now on the war will be escalated. Our actions will focus on Istanbul. "If Istanbul is awarded the games, we will not be responsible for the consequences".

Istanbul, Turkey's metropolis of

10 million people that sits on the Asian and European banks of the Bosphorus, has been shortlisted for the 2000 Olympic Games by the International Olympic Committee.

Turkish Prime Minister Tansu Çiller is expected to chair a large Turkish delegation at the committee meeting in Monaco to be held September 23, when a final decision will be made. Berlin, Germany; Beijing, China; Sydney, Australia; and Manchester, Britain, are Istanbul's rivals for the 2000 Games.

## Işıklar keeps parliamentary membership, says Cindoruk

*TDN Parliament Bureau*

**ANKARA-** Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk on Thursday revealed that former Deputy Parliament Speaker Fehmi Işıklar has kept his parliamentary membership despite the decision of the Constitutional Court.

Cindoruk, speaking to the Turkish Daily News, maintained that the decision-making power to strip parliamentary membership belongs to the General Assembly of Parliament.

The Constitutional Court decided on July 14 that Işıklar, as the former chairman of the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), had violated the Constitution and the Political Parties Law by "dividing the nation into Turks and Kurds and describing Kurds as an oppressed nation" in his speeches before the October 1991 elections. It also decided on the abolition of HEP. While the Social Democrat flank of the coalition government, the Social Democrat People's Party (SHP), welcomed Cindoruk's comments, the senior coalition party, the True Path Party (DYP), did not. DYP officials said they would reconsider the situation despite the decision of the Constitutional Court.

Deputy group chairman of the main opposition Motherland Party, Oltan Sungurlu, on the other hand, argued that Cindoruk's decision was against

the Constitution.

Pointing out that it is impossible to stop the process started by Cindoruk, Sungurlu said his party will claim it is not in Parliament's power to make the decision.

According to Article 84, Paragraph 1 of the Constitution, the power to enforce the Constitutional Court's decision belongs to the relevant parliamentary commission and the General Assembly. But, the last paragraph of the same article rules that parliamentary membership is striped after the Constitutional Court officially submits its decision to the Parliament Speaker's Office.

Cindoruk noted that since the tenures of the Parliament speaker, the members of the speakership council and the parliamentary commissions have come to end with the commencement of the new legislative term, Işıklar's petition will be sent to the new parliamentary bodies, following their formation. Işıklar emphasized on Tuesday that he will have no recourse but to take his case to international legal bodies if he fails to get a positive response to his petition. Işıklar, deputy speaker of the Parliament and SHP Diyarbakır deputy, was stripped of both of those titles when the Constitutional Court decision against him was officially submitted to the Speaker's Office on Aug. 18.



# Aziz urges Security Council to lift sanctions

- Says that Iraq's delegation to current talks in New York on long-term monitoring of Baghdad's weapons' potential will do its best to make the discussions "successful"

Reuters

GENEVA- Iraq's Deputy Prime Minister Tariq Aziz has called on the United Nations Security Council to lift its sweeping economic sanctions against Baghdad, saying they were causing widespread hardship to civilians.

Aziz, who met U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali in Geneva, said they had discussed Security Council resolutions covering weapons as well as the oil embargo.

The two men, in separate statements, described the 75-minute private talks as "frank and constructive" and each called for improved relations between isolated Iraq and the United Nations. Aziz said he and Boutros-Ghali had agreed to meet again, but no date or place was given.

Aziz said that Iraq's delegation to current talks in New York on long-term monitoring of Baghdad's weapons' potential would do its best to make the discussions "successful."

"Iraq has fulfilled most of the essential points of its obligations according to U.N. Security Council resolutions, mainly resolution 687," Aziz told reporters.

Resolution 687 of April 1991 is the main Gulf War cease-fire resolution under which Baghdad is compelled to give up weapons of mass destruction and the means to produce them.

"But the other side, the Security Council, has not made any essential steps towards easing or lifting economic sanctions," Aziz said.

"This has led to widespread hardships in Iraq," he added. "Civilians are suffering. This is against international humanitarian law.

Boutros-Ghali, who is spending the

week at the U.N. European headquarters, issued a brief statement via a spokeswoman: "The Secretary-General and Tariq Aziz had a frank and constructive conversation on the relations between the United Nations and Iraq and the importance of improving relations between the two." The U.N. spokeswoman declined to give any details or confirm whether Boutros-Ghali had proposed a partial Iraqi oil sale, subject to Security Council approval.

Two 1991 Security Council resolutions, 706 and 712 would allow a one-time \$1.6 billion sale of Iraqi oil to pay for U.N. relief operations and a U.N. compensation fund for claims filed for damages caused by Iraq's invasion of Kuwait in August 1990. Baghdad has previously rejected the U.N. conditions for a partial oil sale as humiliating.

Aziz would only confirm the two Security Council resolutions on oil had been discussed, replying: "It is not in my hands. It is in the hands of the Security Council."

U.S. Ambassador Madeleine Albright said in New York that Iraq was "a long way away" from abiding by the various Security Council resolutions.

"There is very little inclination among the members of the Security Council to declare Iraq a good citizen," she said.

**Judge rejects US 'wink and nod' defense in cluster bomb case**

Meanwhile, Teledyne Industries Inc. cannot defend itself in court with a claim that U.S. officials quietly approved its participation in cluster bomb exports to Iraq, a U.S. federal judge ruled.

The Los Angeles company, along with Chilean arms dealer Carlos Cardoen and

several employees, was indicted in Miami in May for allegedly violating U.S. export laws by allowing Teledyne's zirconium to be used in the Iraqi weapons.

The order by U.S. District Judge Shelby Highsmith barred Teledyne from using secret government documents that the company said showed the U.S. tilted toward Iraq during the Iran-Iraq war.

Prosecutors say Teledyne illegally shipped 130 tons of zirconium -- a metallic substance used in incendiary devices -- to Cardoen throughout the 1980s. The material was enough to produce 24,000 cluster bombs, the prosecutors said.

Attorneys for Teledyne have argued that the secret documents prove the United States winked at Cardoen's arms sales to Iraq. At one point, according to Teledyne, Iraq even asked the State Department if Cardoen was also shipping cluster bombs to Iran and was told by James Theberge, the U.S. ambassador to Chile, that that was unlikely.

To prove its case, Teledyne asked the judge to force the government to produce numerous documents, including notes on "the meeting between Vice President George Bush and Iraqi Ambassador Nizar Hamdoon on March 2, 1987 ... pertaining to the issuance of export licenses for 'high-tech' or munitions items to be exported to Iraq ..."

But the judge agreed with prosecutors that such documents were irrelevant.

Highsmith also said Teledyne undermined its own argument by claiming the company was unaware Cardoen was using its weapons-grade zirconium for Iraqi cluster bombs.

Teledyne "denies knowledge of the cluster bomb use, and there is no dispute that the licenses it received only approved exports for civilian use," the judge said.

# PKK escalates its threats

Turkish Daily News

ANKARA- As the Turkish government claims success in its struggle with Kurdish secessionist violence, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) escalates its threats to an international level.

In recent statements by the organization, the international community was

asked to sever political, economic and technical ties with Turkey, expel Turkey from all sporting activities, and establish direct contact with the organization as the representative of the Kurdish people.

PKK said otherwise it would continue abducting more Western tourists visiting Turkey and turn Turkey's lar-

gest city, Istanbul, into a central battle field in its nine-year-old armed campaign.

The PKK's campaign to carve a Kurdish state out of Turkey, Iran, Iraq and Syria has claimed more than 7,000 lives in the predominantly Kurdish-populated area of southeastern Turkey.

FRA0154 4 I 0251 ITA /AFP-BM28

Italie-Turquie-Kurdes

Arrestation à Rome d'un porte-parole du Front national de libération du Kurdistan

ROME, 3 sept (AFP) - Un porte-parole du Front national de libération du Kurdistan (ERNK), Ali Sapan, a été arrêté jeudi à Rome, à l'issue d'une conférence de presse, en vertu d'un mandat d'arrêt international émis par la Turquie, a-t-on appris vendredi de source policière.

L'ERNK est une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK séparatiste). Ali Sapan, 29 ans, était venu exposer devant des journalistes la thèse du PKK selon laquelle Rome doit prendre langue directement avec lui, pour faire libérer deux otages italiens détenus en Turquie, Angelo Palego et Anna D'Andrea, faits prisonniers le 21 août dernier alors qu'ils voyageaient dans l'est de la Turquie. Rome refuse cette proposition.

Le porte-parole du PKK était recherché en vertu d'un mandat d'arrêt international émis le 13 avril dernier par la cour martiale d'Adana en Turquie, pour appartenance à une "organisation terroriste". Le parquet de Rome avait par ailleurs ouvert une action pénale contre X après une interview d'un membre du PKK, diffusée récemment à un journal télévisé, répétant précisément que le mouvement kurde mettait pour condition à la libération des deux touristes prisonniers une négociation directe avec le gouvernement italien.

Ali Sapan a été incarcéré à la prison romaine de Regina Coeli, en attendant que les procédures en vue de son extradition soient effectuées.

jlv/vdr/br

FRA0215 4 I 0154 TUR /AFP-CDB1

Turquie-Kurdes

18 rebelles kurdes tués dans l'est de la Turquie

ANKARA, 3 sept (AFP) - Dix-huit rebelles kurdes de Turquie ont été tués jeudi lors des combats entre maquisards kurdes et forces de sécurité turques dans la région de Bingol (est) et de Sirnak, à la frontière avec l'Irak, a-t-on officiellement annoncé vendredi à Diyarbakir (sud-est).

Quinze rebelles du Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été abattus jeudi lors d'un accrochage armé dans une zone montagneuse près de la localité de Genç dans la région de Bingol, selon un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir.

Trois autres rebelles ont été tués près du village de Icpinar, également dans la région de Bingol, et près du village de Bugdayli, province de Sirnak, frontalière avec l'Irak, précise le document. Il ajoute qu'un autre rebelle kurde s'est rendu aux forces de l'ordre turques à Elazig (est).

CE/vdr/br

AFP 031257 SEP 93

turkish daily news — September 4, 1993

## Iran-backed rebels step up raids in south Iraq

Reuters

HAYDARIYA, Iraq- Shiite dissidents, trained and armed by Iran, have recently escalated attacks on targets in southern Iraq, the inhabitants of this reed village told foreign reporters.

"Infiltration from the Iranian side goes on. Three days ago they (rebels) attacked Galat Saleh with rocket propelled grenades," Sheik Mohammed Qassim Abdullah said.

"The army and tribesmen chased them off," he added. Galat Saleh is about 60 km (40 miles) from the Iranian border close to the Baghdad-Basra highway and 436 km (270 miles) south of Baghdad.

Haydariya, where Sheik Abdullah had set up his Mudhif (guest house) is close to the extensive Huwieza mars-

hes straddling the border into Iran.

The Iran-backed exiled Shiite opposition said last month thousands of people from the southern marshes fled to Iran in the face of an Iraqi offensive and attempts to drain the area. But the Marsh Arabs of this village said the water this year was higher than last year.

Abdullah gathered his men who formed a huge circle, dancing the Husa (or war dance) once reporters, escorted by Iraqi officials got off their cars.

Barefoot children and women hoisted sticks and clubs in the air and waved pictures of Iraqi President Saddam Hussein. Abdullah said he had 3,000 men under arms, all living in simple reed houses in Haydariya.

But he complained that the Huwaiza marshes were now too dangerous for his people to take their water buffaloes to. "It takes the rebels two hours to reach the land. They use motor boats which can carry as many as 12 armed men," he said. Part of Huweiza was drained dry by Iraq to fend off repeated Iranian offensives during the 1980-1988 Iraq-Iran war. Across the dry land were empty tank bunkers, ditches, watch towers and long earth embankments -- leftovers from the eight-year war.

"They even attack the highway, plundering travelers and taking people hostage," he said.

Jabbar Sgheir Swadi said he had six buffaloes, but can no

longer take them to the swampy land for fear of the "infiltrators."

"Sometimes we send women to guide the animals into the marshes. They do not attack women," he said. "We go to the Hur (marshes) but stay on the fringes and have to be back by noon." Mohammed Hussein, with about 20 buffaloes, the largest herd in the village, said numbers of the animal, the mainstay of the Marsh Arabs were decreasing at an alarming rate. "They need the marsh water for food and to escape the scorching heat but we cannot have them there as long as they want," Hussein said.

## Italy arrests PKK spokesman

- *It's the first time a high-ranking PKK rep. has been arrested in Europe, Turkish officials applaud Italians*
- *The arrest marks a new stage in the hostage affair*

*TDN with wire dispatches*

**ROME/ANKARA-** A high-ranking representative of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was arrested in Rome on Thursday after holding a news conference there, Italian police said. Officers arrested Ali Sapan, spokesman for the Brussels-based National Liberation Front of Kurdistan (ERNK), the so-called political wing of the PKK, after he held a press conference at the foreign press club in central Rome, a police spokesman said. The press conference was about the demands being made by the PKK before it will release seven Western tourists its militants abducted in eastern Turkey last month. One hostage is Italian and one has dual Italian-Swiss citizenship. There are also two Swiss, two Germans and one New Zealander being held by the PKK. The Italian news agency ANSA reported Sapan, 29, was being held on an international warrant issued on April 13, 1993, by a court in Adana, Turkey, charging him with being a member of a terrorist organization.

The Interpol desk of the Turkish police told TDN that they asked the Italian police whether they arrested any other people with Sapan, after reports that three more ERNK members were arrested at the same time.

Italian Ambassador to Ankara Luigi Maria-Fontana Guici told TDN that only Sapan was arrested, as far as it was reported to him from Rome.

The German-based pro-PKK Kurd-Ha news agency told TDN that one other person, who was reporting for the agency, was also detained by the Italian police but then released. A spokesman for the agency said that the PKK was not pleased by the attitude of the Italian government.

Pointing out that this is the first time a high-ranking representative of the PKK was arrested in Europe, a spokesman for the Turkish police told TDN that Turkey "deeply appreciated" the

action of the Italian police in arresting Sapan. The source added that Turkey expected the same from the Belgian and German police, who said, however, Sapan could not be arrested only because he carried false identity documents.

Apparently, Turkish Interpol warned its Italian counterparts in advance that Sapan would hold a press conference in Italy. The Turkish police also said that an official application to Italy thro-

ugh diplomatic channels for the extradition of Sapan to Turkey will be made within 40 days. In the meantime, Sapan is being held in a Rome jail, Italian officials said.

### **New stage in hostage affair**

Before his arrest, Sapan said the hostages would only be freed if Western governments dealt directly with the PKK -- something the countries concerned have refused to do.

Sapan also said he was trying to contact Italy's political parties to negotiate the release of two Italian tourists; one has dual Swiss citizenship.

"I have an appointment with the PDS (Democratic Party of the Left), but I am ready to see anyone. We want to be partners," he said at the news conference. The PDS, heir to the former Communist Party, is Italy's main opposition party.

"Our movement wants to set these people free, but it is fundamental that Western governments deal directly with us," he said. "We are the point of contact, not Ankara." The PKK has kidnapped 16 foreigners in Turkey in the last two months, but has released nine.

Sapan told the news conference the Italian government has made no moves to communicate with the PKK.

Denying reports that Italy's Izmir Consulate was trying to make indirect contact with the PKK, Italian Ambassador to Turkey Guici told TDN that neither direct nor indirect contact had been made by any official of the Italian government for the release of the hostages.

On Thursday, a high-ranking PKK official blamed Western governments for the plight of Western tourists held hostage in eastern Turkey. "As long as these governments send tourists to Turkey and support the war there, our attitude toward tourists will not change," Cemil Bayik, military commander of the PKK told the Kurd-Ha news agency.

Observers believe that the arrest marks a new stage in the hostage affair. They believe the PKK, which wants direct negotiation with the governments concerned in return for the release of the hostages, now has to deal with the release of one of its own. The observers also point out that the PKK has already lost ground by trying to affect the release of the hostages.

Seeking to carve an independent Kurdish state out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK has been waging an armed campaign since 1984, in which more than 7,000 people in Turkey have been killed so far. (Reuters)

# Eighteen PKK militants killed in clashes

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Eighteen militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed in clashes with security forces Thursday and Friday, officials revealed.

The Regional Governor's Office, based in Diyarbakir in southeast Turkey, said in a press release that 15 of the militants were killed in a clash in the mountainous region of Gözertepe, 25 kilometers (15.5 miles) southwest of Genc, in the eastern Bingöl area.

Another three militants were killed in two separate clashes with security forces. One near the Buğdaylı village of Silopi, Şırnak; the other near İçpınar, Bingöl.

Meanwhile, top Turkish security officials on

Friday continued their inspections in the troubled region.

Turkish Land Forces Commander, Gen. İsmail Hakkı Karadayı, and the commander of the Malatya-based 2nd Army, Gen. Necati İkizoğlu, inspected troops in Hakkari province after completing inspections in Diyarbakir on Thursday.

Mehmet Ağar, general director of security, is also making contacts in the region, reportedly in preparation for the professional units to be used in the struggle against the PKK. Addressing people in Siverek, Şanlıurfa, Ağar said that with the implementation of the new personnel policies, those who completed their military service as commandos will not have

to take an examination to be accepted onto the special police teams that fight against the PKK.

"Everyone will see what is going to happen to the organization [PKK]," Ağar added.

He also claimed that "foreign forces" are using Armenia and the PKK to molest Turkey; those who do not want Turkey to become a developed country.

"We buy new helicopters and weapons to fight the PKK and to protect you from their attacks," said Ağar. "The price of a helicopter is around TL 100 billion (\$8.5 million). If the cost of two helicopters would be spent on Siverek, we could build a new town in one year. All the money goes to arms dealers."

*FM Çetin:*

## Turkey has lost \$600 m since closure of Iraqi pipeline

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Turkey has lost \$600 million because of the closure of the Iraqi-Turkish pipeline, Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin said on Friday.

The pipeline was shut down under the U.N. embargo on Iraq in August 1990, after the Iraqi invasion of Kuwait.

Answering a motion submitted by Welfare Party (RP) Kayseri Deputy Abdullah Gül, Çetin told Parliament that his government was carefully considering whether to take the mat-

ter to the U.N. Security Council.

"Turkey is doing its best to eventually make the most expedient move.

As I'm sure you appreciate, such situations necessitate the utmost care.

A satisfactory solution is closely bound up with good timing and the existence of favorable conditions," Çetin said.

Referring to applications made to the U.N. Security Council by other countries in the wake of the Gulf War, Çetin said their attempts to engage in trade with Iraq had proved futile be-

cause of the failure of the Council to make a unanimous decision on the issue.

Article 50 of the U.N. Charter allows countries, whether members or nonmembers, that run up against economic difficulties arising from the imposition of sanctions on another country to consult with the Security Council to find a satisfactory solution to their economic problems. The 986-km-long twin oil pipeline connecting the rich Kirkuk fields to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan have a pumping capacity of 1.5 million barrels per day.

## Turkish commander meets with Kurdish leaders in N. Iraq

■ **Turkey asks Iraqi Kurds not to abandon border posts to PKK**

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** A top Turkish commander met with Iraqi Kurdish leaders last Tuesday. They discussed joint protection of the Turkish-Iraqi border against infiltrations of Kurdish secessionist militants of Turkish origin, officials said on Friday.

Sources said that Gen. Aydın İltter, commander of gendarmerie forces, had a four-

hour meeting with Mesoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), and Jalal Talabani, the leader of the Kurdistan Patriotic Union (PUK), in the town of Salahaddin in the Kurdish-controlled region of northern Iraq.

Discussed at the meeting were reports on border posts that have been abandoned by the Iraqi Kurdish forces to militants of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which is outlawed in Turkey, sources said.

Iraqi Kurds have had an agreement with Turkey since last year to cooperate on the pro-

tection of the Turkish-Iraqi border against the PKK.

The agreement established more than 75 border posts, with Turkey providing military and intelligence assistance to Iraqi Kurds who were supposed to man the posts.

The PKK has military camps in northern Iraq, which they use to carry out cross-border attacks on villages and military stations in Turkey.

The Turkish armed forces carried out a massive cross-border operation against Iraqi PKK camps in the autumn of 1992.

## *U.N. ambassador Inal Batu:* **Turkey seeking review of embargo on Iraq**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's permanent representative to the United Nations Inal Batu confirmed on Friday that Turkey was seeking a review of the embargo imposed on Iraq after the Gulf war, the Anatolia news agency reported from New York.

"The embargo does not serve its purpose," Batu told a group of Turkish reporters in New York. "It is punishing the Turkish, Iraqi and Jordanian people."

He said a letter from Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin, asking for a review of sanctions imposed on Baghdad, had been forwarded to the U.N. Sanctions Committee.

"We shall press on with initiatives for the review of the embargo, and the compensation of the Turk-

ish people for their losses," Batu added. "Turkish Prime Minister Tansu Çiller and other Turkish officials attach great importance to this matter." On the Cyprus issue, Batu reported that U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali had met with Gustave Feissel, the U.N. special representative for Cyprus, and was close to completing a report that would be presented to the Security Council on Sept. 15. "This has to be an interim report," he said, "because the negotiation process has had to be slowed down because of the elections." The Turkish Republic of Northern Cyprus, currently in the throes of a political crisis, is to hold parliamentary elections on Nov. 28. Batu also told reporters that the foreign minister was scheduled to arrive in New York on Sept. 27 for the U.N. General Assembly

meeting. The foreign ministers of around 40 countries have requested bilateral meetings with Çetin, he explained. Batu said that Turkey was lobbying Latin American, African and Islamic Conference member countries on behalf of Professor Dr. Hüseyin Pazarıcı, whose name has been shortlisted as one of the possible candidates to judge a war crimes tribunal. Twenty-two candidates are contending to be one of the 11 judges in the tribunal that will be set up in the Hague. Voting for the candidates will take place in the U.N. General Assembly.

Pazarıcı is chief legal advisor at the Turkish Foreign Ministry. His candidacy received the most backing from U.N. member countries out of the 41 initial names forwarded to adjudicate the tribunal.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0209 4 I 0264 ALG /AFP-IC10

Allemagne-Kurdes

Plus de 30.000 Kurdes pour un festival culturel et politique à Francfort

FRANCFORT (Allemagne), 4 sept (AFP) — Plus de 30.000 personnes se sont rassemblées samedi en début d'après-midi dans le stade de Francfort (sud) à l'occasion d'un festival international du Kurdistan, pour entendre des groupes musicaux et des discours politiques, a-t-on appris de source policière.

Les participants sont venus d'Allemagne, de France et des Pays-Bas, à l'appel de la Fédération des associations patriotiques de travailleurs et culturelles du Kurdistan.

Selon les organisateurs, une dizaine de personnalités impliquées dans la défense des droits de l'homme et de la cause kurde devaient prendre la parole, dont quatre députés des parlements britannique, suisse, turc et grec.

De source kurde en Allemagne proche des mouvements séparatistes, on indiquait par ailleurs qu'un festival parallèle à celui de Francfort aurait dû avoir lieu à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Les autorités turques ont interdit ce festival et interpellé plusieurs organisateurs, affirme-t-on de même source.

Certains Kurdes de France qui souhaitaient participer au festival ont été bloqués en début de matinée à la frontière franco-allemande à Sarrebruck par les douaniers allemands. Selon le ministère fédéral de l'Intérieur, les quelque mille personnes qui se sont présentées à la frontière n'avaient pas les papiers nécessaires pour la franchir.

Ils ont finalement été autorisés à passer en vertu d'une autorisation exceptionnelle, a précisé le ministère.

cpb/uh/mfo

AFP 041457 SEP 93

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0225 4 I 0145. FRA /AFP-1696

France-Allemagne-Kurdes

Les Kurdes bloqués à la frontière franco-allemande autorisés à entrer en Allemagne

METZ, 4 sept (AFP) - Les Kurdes de France qui étaient bloqués samedi matin à la frontière franco-allemande, au poste de Sarrebruck-autoroute (ouest de l'Allemagne), ont été autorisés à entrer en Allemagne, a indiqué la gendarmerie française.

La circulation a été rétablie sur l'autoroute entre Metz et Sarrebruck vers 15H00. L'autoroute avait été barrée dans les deux sens dans la matinée par les autorités allemandes qui entendaient empêcher plus d'un millier de Kurdes de pénétrer sur leur territoire pour participer à une manifestation folklorique à Francfort (sud-ouest de l'Allemagne).

L'arrêt de leurs vingt-six bus, malgré la mise en place d'une déviation, a provoqué des ralentissements.

Aucun incident n'a été signalé par la gendarmerie.

lal/jmg

AFP 041538 SEP 93

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0333 4 I 0272 TUR /AFP-JE92

Turquie-Attentats

Un député kurde assassiné et un autre blessé à Batman

ISTANBUL, 4 sept (AFP) - Un député turc d'origine kurde a été tué et un autre grièvement blessé par balles samedi en fin d'après-midi à Batman dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris auprès de Kemal Bilget, vice-président du DEP (Parti de la Démocratie), témoin de l'attentat.

Selon ce témoin oculaire, ces deux députés ont été attaqués par deux agresseurs qui ont tiré sur eux à bout portant alors qu'ils s'entretenaient avec des commerçants dans la ville. Il s'agit de Mehmet Sincar, député de Mardin, tué sur le coup, et de Nizamettin Tonguc, député de Batman, blessé, a ajouté M. Bilget contacté au téléphone depuis Istanbul.

Ces deux députés faisaient partie d'une délégation de 6 députés kurdes du parlement turc élus de la région à majorité kurde en visite pour enquêter sur les assassinats de personnalité kurdes dans la ville de Batman. Ces assassinats non revendiqués ont fait plus de 300 morts ces dernières années et leurs auteurs n'ont pas été retrouvés.

Les députés du DEP, anciennement du PTP (Parti du Travail du Peuple) dissout par décision de la cour constitutionnelle turque cet été, ont souvent accusé la "contre-guérilla" d'être l'instigatrice de ces assassinats qui ont visé pour la plupart des personnalités et journalistes kurdes proches de la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes).

Un couvre-feu a été décrété immédiatement dans la ville et des barrages dressés pour retrouver les auteurs de l'attentat de samedi, a-t-on ajouté de source digne de foi.

kg/bs/mfo

AFP 041903 SEP 93

Monday, September 6, 1993

turkish daily news

# Iraq welcomes Turkey's efforts to have the UN embargo lifted

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Turkey's moves to have the United Nations embargo on Iraq lifted were welcomed by Iraq, said a minister of the Baghdad government at a press conference in Istanbul on Saturday.

Mohammed Mehdi Saleh, the trade minister of Iraq who is in Istanbul for the ninth COMEC (Organization of Islamic Conference Economic Committee) meetings, said that both Iraq and Turkey would benefit from the lifting of the embargo.

He said that because of the embargo, there has been a marked increase in the infant death rate and medicine shortages in Iraq. Saleh said Iraq's debts have increased to \$30-35 billion and that \$6

billion of Iraqi money has been frozen by Western governments since the embargo.

Saleh said that once the embargo is lifted they could export \$15-20 billion worth of oil and pay the country's debts. The United Nations imposed an embargo on Iraq in August 1990, after its invasion of Kuwait. Turkey, one of the first countries to implement the embargo, closed down the 986-km, twin crude oil pipeline connecting the rich Kirkuk oil fields of Iraq to the Turkish Mediterranean terminal of Ceyhan.

Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin announced in Parliament on Friday that Turkey had lost \$600 million from the closure of the pipeline. For the past few weeks, Turkey has been raising the idea of revising the embargo on Iraq, which

has started a debate among diplomatic circles.

Saleh claimed if there were no embargo, the trade volume between Iraq and Turkey would increase to \$10 billion. He also said that many countries have come to realize that the embargo on Iraq has not been successful but they "could not" lift the embargo because they were "afraid of the United States."

Saleh criticized the allied monitoring of flights over the U.N.-imposed no-fly zone north of the 36th parallel and south of the 32nd parallel in Iraq, calling it an effort to create a power vacuum in the country.

U.S., British and French planes based in Turkey have been carrying out monitoring flights north of the 36th parallel in Iraq since June 1991.

# Dispute mounts over Işıklar

*TDN Parliament Bureau*

**ANKARA-** The status of Fehmi Işıklar, who was stripped of parliamentary membership by the Constitutional Court, is the object of increasing controversy.

Işıklar, deputy speaker of Parliament and Social Democrat People's Party (SHP) Diyarbakır deputy, was stripped of both of these titles when the Constitutional Court decision against him was officially submitted to the speaker's office on Aug. 18. Earlier this year, the court ordered the shut-down of the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), of which Işıklar was a member. This led to his being stripped of his parliamentary membership in August. After the closure of the HEP Işıklar became a member of the SHP.

The Constitutional Court decided on July 14 that Işıklar, as the former chairman of the pro-Kurdish HEP, had violated the Constitution and the Political Parties Law by "dividing the nation into Turks and Kurds and describing the Kurds as an oppressed nation" in his speeches before the October 1991 elections.

While the Constitutional Court stated that its decision had been published in the Official Gazette and officially submitted to the parliamentary speaker's office, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk revealed that Işıklar would continue to be a member of Parliament until Parliament made a decision. Cindoruk had asked for a constitutional amendment which would prevent Işıklar from losing his parliamentary membership. The publication of the court's decision in the

Official Gazette, however, was interpreted as meaning that he had been stripped of his parliamentary membership, since the last paragraph of Article 84 of the Constitution rules that parliamentary membership is stripped after the Constitutional Court officially submits its decision to the parliamentary speaker's office.

## Cindoruk's reaction

Cindoruk acted against moves to prevent a constitutional amendment and the publication of the Constitutional Court's decision when Parliament was in recess.

Işıklar, at that time, applied to the parliamentary speaker's office to clarify his position. Cindoruk replied that despite the Constitutional Court's decision, Işıklar was still a member of Parliament until Parliament made a decision.

## Who is against whom?

With regard to the Constitutional Court decision, Cindoruk maintains that only the General Assembly of Parliament can decide to strip a deputy of his parliamentary membership. But Yekta Güngör Özden, the head of the Constitutional Court, says the court's decision is not open to interpretation. He adds the decision was not affected by the deputy's term in Parliament.

Özden has based the court's decision on Article 84 of the Constitution, which states that membership terminates when the decision is officially submitted to the parliamentary speaker's office.

Cindoruk takes Article 83 of the Constitution

as a base for his stance. That article states that the execution of a court's decision made against a member of the Turkish Parliament, before or after his election, is left to the end of the deputy's term in Parliament. Further, any interrogation or trial of the member, if re-elected to Parliament, is dependent on a parliamentary decision to strip the deputy's parliamentary immunity.

Which one of those articles takes priority and the one to be used for reference is open to discussion.

The argument over the decision is important in another sense as well.

Cindoruk wants Parliament to be confirmed as the top institution of the state and the top constitutional body. Özden wants the same for his Constitutional Court. And behind this struggle is the struggle between the moderates and hard-liners regarding the attitude to be taken toward the pro-Kurdish deputies of Parliament.

The conflict between those displeased with the presence of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies in Parliament and those who think it is something useful also affects the Işıklar affair.

The legal situation of Işıklar will be clarified after Sept. 14, when Parliament will elect its new speaker. For the time being Işıklar is receiving his parliamentary salary and participating in the group meetings of the SHP upon the instructions of Cindoruk. But it is not known yet whether he will participate in the General Assembly on Sept. 14.



# Ankara investigates Kurdish MP murder

- **Deputies say police withdrew before attack**
- **Kaya: The victims are martyrs of democracy**

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Senior Turkish officials promised on Sunday that swift measures were being taken to catch those behind Saturday's murder of a Kurdish parliamentarian and a local politician in the eastern city of Batman.

Turkish authorities enforced a curfew on this city of oil refineries on Saturday night after Mardin Deputy Mehmet Sincar of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and Mehmet Özdemir, a local DEP executive, were killed, reportedly by three gunmen. Officials in Ankara said they feared the attack, during which DEP Deputy Nizamettin Toguç and three others were also wounded, would heighten tension in the Southeast, where the outlawed Kurdistan Workers' Party's armed campaign since 1984 has claimed more than 7,000 lives.

A statement issued by the ERNK European Organization, a front for the PKK, said on Sunday the PKK would "make the Turkish state pay for this attack tenfold."

Following an emergency meeting of the Council of Ministers late Saturday night, State Minister Mehmet Gölhan said they had determined that three people had carried out the attack and that 12 empty cartridges had been sent for ballistic inspection. Gölhan said that the group of DEP deputies were visiting the city when the attack took place. "The culprits will be caught in the shortest possible time and will be delivered to justice. If any negligence is involved, necessary measures will be taken," he said. He also added that several people were detained. Hours after the gunmen opened fire on Sincar and Toguç, DEP Chairman Yaşar Kaya claimed the attack was planned in advance and lashed out at President Süleyman Demirel and Prime Minister Tansu Çiller for pointing the finger at his party in recent speeches.

In his annual speech at the start of the Parliament's fall session last Wednesday, Demirel had branded as "murderers" all who supported and/or sympathized with the PKK's armed activities in the Southeast. A day later, domestic newspapers reported he had implied the DEP. Kaya argued, however, that such remarks had pointed the

finger at the Kurdish people in general as much as his party.

Diyarbakir DEP Deputy Hatip Dicle said after the shooting that policemen who had followed them until the incident had disappeared from sight on Saturday. Toguç told reporters later that he also suspected local security forces had turned a blind eye to the attack.

The DEP delegation was in Batman investigating last week's killing of Habib Kılıç, one of the three DEP executives killed in the city over the past month. The DEP deputy chairman and Kılıç's brother Nesimi Kılıç were placed in custody by local police after stepping off the airplane last week, Toguç said. "This is a painful incident, a thought-provoking one," Çiller commented early Sunday morning. "But the state has immediately taken control of the situation."

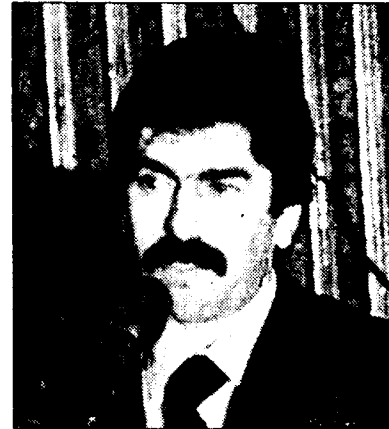
Kaya noted that curfew was imposed on the city about 10 minutes after the incident, although senior officials in Ankara heard of it hours later.

Asked whether the police protection of the deputies had been withdrawn before the killing, Çiller said: "No, protection was not withdrawn. The state or government would not do such a thing." Gölhan claimed they had not asked for protection in the first place.

Following a visit to Batman on Sunday, Interior Minister Mehmet Gazioglu announced that "there will be a result in the shortest time," noting "the incident is not shrouded in darkness."

"There is evidence at hand," Gazioglu said. "We have spoken to the authorities and have visited the scene of the crime and the wounded. We are happy to see that the wounded are in good health."

Justice Minister Seyfi Oktay added that "if there are those who are guilty, they will be delivered to justice. Officials are sensitive to the issue and the culprits will be found in the shortest time." On Sunday, Demirel sent a message to the families of the assault victims and said he was "very sorry about the incident." But both Kurdish politicians and newspapers have argued that his speech of last week, among others, appeared to have given the green light for such attacks.



Mehmet Sincar

The DEP is a continuation of the defunct Peoples' Labor Party (HEP), which was shut down recently on orders of the Constitutional Court.

After their election to Parliament in the Oct. 20, 1991 general polls, HEP deputies had complained of continuous harassment. The recent killings have brought the number of murdered pro-Kurdish politicians and activists to 54. At least 15 journalists writing on human rights and the Kurdish problem have been killed since Demirel's first coalition government took office in 1991.

On Sunday, various scenarios circulated with regarding the attack on Sincar and Toguç who were part of a group separate from the other DEP deputies in Batman.

Gölhan first implied that the killings could be part of an internal vendetta in the PKK, between groups opposed to or in favor of a cease-fire with Turkey.

The Turkish press, in general, referred to the incident as a provocation. The main theme was that the attack aimed to trigger off a new wave of violence and possibly to force the PKK to retaliate.

Terror experts said the organization could upgrade the level of its targets in the future and attempt to retaliate abroad as well, hitting Turkish missions and representatives. "The stage which we have come to, is a stage of insanity for the Turkish state," the ERNK statement, carried by the PKK-affiliated Kurd-Ha agency said. "...the Kurdish people will revenge their parliamentarians' [death]. It has this power. Our struggle will not leave this [killing] unanswered."

As for the DEP and pro-Kurdish activists in Turkey, they too maintain the attack is a heightened form of the harassment directed against them during the past two years and suspect local security forces, at the least, may be involved. Kaya has turned down possible scenarios that Iran or even Armenia may be behind the attack, saying these "lacked seriousness."

"The responsibility for finding the murderers is up to the state and the government," he said.

For months now, Ankara's senior officials have been warning that anyone who sympathizes with the PKK or supports this bloody organization is to be regarded as the enemy.

In a recent briefing to newspaper owners and executives at the Chief of General Staff office in Ankara, a similar message was given. According to such officials, the DEP is but a part of the PKK master-plan, acting as a legal platform for separatist demands. The latest warning, against supporting the PKK or sympathizing with this organization, came from Demirel. "The first attack," recalled the pro-Kurdish Özgür Gündem in a story titled "Step by Step Toward the Murder" on Sunday, took place against the HEP during the oath ceremony in Parliament for parliamentarians elected in the Oct. 20, 1991, general elections.

HEP deputies were verbally attacked by other parliamentarians and one was physically forced off the bench. Hatip Dicle was ordered to step down after announcing he was reading the oath "under constitutional pressure" while his colleague, Leyla Zana, was ordered off the bench after declaring -- in Kurdish -- that she had "read the oath for

the brotherhood of the Kurdish and Turkish people."

Attacks on the HEP grew along with attacks by the PKK on Turkish military and Kurdish civilian targets in the region. First, there were demonstrations in major cities demanding that "the murderers" be thrown out of Parliament. Later, these turned into demonstrations -- and sometimes attacks -- of

anti-Kurdish nature.

Many Kurdish MPs, with Zana at top of the list, have been threatened with death.

In the last month, a total of 15 pro-Kurdish people have been killed in Batman by unidentified gunmen. Seven others have been wounded. Four others have been killed in Diyarbakır, again under suspicious circumstances.

## Commission had warned about upcoming murders

*Turkish Daily News*  
**ANKARA** - A special parliamentary commission designated to investigate a series of unsolved murders in the Eastern province of Batman had warned in a report issued last month that there would be a resumption of the murders after a five-month interval.

In a report on the issue, the Commission to Investigate Unsolved Murders had traced an armed feud

between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and a local fundamentalist force referred to as Hezbollah, noting, however, that this was different than the original Iranian-controlled Hezbollah known to the world.

After Saturday's murder of Mardin Democracy Party (DEP) Deputy Mehmet Sincar, attention once again

turned to the refinery city of Batman, where most unsolved murders have taken place since 1991. The parliamentary commission, which conducted an on-the-spot investigation in Batman, reported that there was a vendetta between the local Hezbollah and the PKK, but noted that the original Iranian-supported Hezbollah had actually halted all its actions in accordance with the agreement signed between it and the PKK.

The commission's report emphasized that, apart from the PKK, there is another illegal organization, which is promoting radical pro-Islamic opinions in the region.

"The members of the said organization, who are against the PKK and call themselves mujahedeens (fighters) of Islam, have been called Hezbollahcılar (pro-Hezbollah people) by the public. At the beginning the organization in the region was under the leadership of Melli Abdullah," the report said. It also added that the organization had continued its activities together with the PKK up until the death of Abdullah in the Bekka valley. After the PKK killed an imam in the Idil township of Şırnak province, the organization started to engage in armed activity against the PKK, the report said. The report stated that the Hezbollahcılar in Batman have organized themselves against the PKK and have been retaliating for PKK attacks. It also stressed that the Hezbollah organization that is supported by Iran signed an agreement with the PKK five months ago and decided to conduct joint activities against the Republic of Turkey.

The allegations that the Hezbollahcılar have a connection with "counter-guerrillas" could not be proved, the report added.

## Italy said set to release PKK spokesman

*Reuter*

**ROME**-Italy's justice minister has requested the release of a representative of the secessionist Kurdistan Workers Party (PKK) held in a Rome prison since Thursday, state radio reported on Sunday.

Justice Minister Giovanni Conso has asked Rome's Appeal Court to revoke the detention of Ali Sapan, a spokesman in Europe for the PKK, outlawed by Turkey it said.

Conso made the request after receiving fresh documentation from the Turkish authorities showing the alleged offences for which Sapan were being held were regarded as having lapsed under Italian law, the radio added.

The Turkish authorities have said they wanted Sapan extradited on charges of subversion.

Sapan was detained in central Rome on Thursday after leaving the city's foreign press club where he had given a

news conference on his efforts to negotiate the release of two Italian tourists currently in the hands of Kurdish separatists. His detention, three days after he entered Italy, has caused controversy.

Foreign Minister Beniamino Andreatta said he was not properly informed and Interior Minister Nicola Mancino, responsible for the police, said a judge had ordered Sapan picked up.

The PKK has kidnapped 16 foreigners in Turkey in the last two months. It is still holding seven of them -- two Germans, two Swiss and a New Zealander plus the two Italians.

More than 7,000 people have been killed in Turkey since the PKK began its armed campaign in order to carve out an independent Kurdish state from Turkey --and from Iran, Iraq and Syria-- in 1984.

AMNESTY INTERNATIONAL  
4, rue de la Pierre Levée  
75011 Paris

NEWS 11/112/93  
EUR 44/WU 08/93  
6 septembre 1993

SF 93.M.308

**EXTERNE**  
*Informations hebdomadaires*

**TURQUIE**

**La police est peut-être impliquée dans le meurtre d'un député  
et d'un homme politique kurdes**

Mehmet Sincar, député du Parti démocratique (DEP) de la ville de Mardin, et Metin Özdemir, responsable local du DEP à Batman, ville située dans le sud-est de la Turquie, ont été abattus en plein jour par trois tueurs, à Batman, le 4 septembre 1993. Quatre autres personnes, dont Nizamettin Toguç, également député du DEP, ont aussi été blessées au cours de l'attaque. Le DEP a succédé au *Halkin Emek Partisi* (HEP, Parti populaire du travail), interdit en août 1993 par la Cour constitutionnelle pour avoir prôné le séparatisme kurde.

Les tueurs se sont échappés après avoir commis leur crime. Quelques heures plus tard, la *Türkçü Intikam Tugay* (TIT, Brigade turque de représailles) a contacté les journaux nationaux et leur a déclaré que ces meurtres avaient été commis en représailles de la guérilla menée par le *Partiya Karkeren Kurdistan* (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan). La TIT a précisé que les cibles visées initialement étaient deux autres parlementaires du DEP, Sedat Yurttas et Leyla Zana, et qu'elle avait l'intention de continuer à s'attaquer aux députés kurdes.

Mehmet Sincar a été tué alors qu'il s'entretenait avec des commerçants locaux. La veille, il avait assisté aux funérailles de Habib Kiliç, l'ancien responsable du DEP à Batman, tué le 1<sup>er</sup> septembre 1993. Mehmet Sincar est le 54<sup>e</sup> membre du DEP et du HEP, et le plus haut placé, assassiné en un peu plus de deux ans.

Amnesty International reçoit régulièrement des informations plausibles faisant état de menaces de mort proférées par les forces de sécurité à l'encontre de militants kurdes. Les membres d'une délégation étrangère ont déclaré qu'ils étaient présents lorsqu'un commandant de la gendarmerie a menacé Leyla Zana. Ramazan Sat, qui avait déposé plainte contre la police de Batman pour menaces de mort et tortures, a été abattu dans la rue par des tueurs non identifiés trois mois plus tard. Dans la ville de Silvan (province de Diyarbakir), un commandant de la gendarmerie a été enregistré sur bande magnétique alors qu'il organisait l'assassinat d'un homme politique local. L'enregistrement a été réalisé

en présence de l'ancien ministre de l'Intérieur, Ismet Sezgin. À la connaissance d'Amnesty International, aucune poursuite judiciaire n'a été engagée contre ce commandant. Sur l'enregistrement en question, ce dernier affirmait qu'après l'assassinat, il s'efforceraient d'en faire porter la responsabilité au PKK. Le 5 septembre, l'actuel ministre de l'Intérieur Mehmet Gazioglu, qui s'était rendu à Batman, aurait déclaré : « Selon les premières informations, il s'agit de l'œuvre du PKK, qui cherche à exacerber les tensions régnant dans la région ».

D'autres députés du DEP, qui se trouvaient à Batman au moment des faits, déclarent qu'ils ont été étroitement surveillés par la police la veille du meurtre, constamment suivis par au moins deux véhicules ainsi que par de nombreux policiers en civil. Tous les observateurs étrangers qui se sont rendus dans la région signalent que les policiers sont particulièrement nombreux à Batman et que tous leurs déplacements ont été contrôlés. Il est donc normalement presque impossible qu'un tel meurtre soit commis en toute impunité et en plein jour, dans le centre de la ville. Mais les parlementaires du DEP déclarent que tous les policiers avaient disparu le matin du 4 septembre.

Les circonstances dans lesquelles Nesim Kiliç, le frère de Habib Kiliç, a été arrêté à son arrivée à l'aéroport de Batman, en compagnie de Mehmet Sincar, le 3 septembre, renforcent les présomptions qui pèsent sur la police. Il aurait été appréhendé par des policiers accompagnés d'un "repenti", c'est-à-dire un ancien membre du PKK qui collabore avec les forces de sécurité, originaire de la ville natale de Mehmet Sincar et connu de ce dernier. Dans un rapport publié en juillet 1993, une commission chargée par le Parlement turc d'enquêter sur une série d'assassinats politiques a exprimé sa vive préoccupation à l'idée que les "repentis", qui devraient être en détention préventive ou purger des peines d'emprisonnement, vivent dans les immeubles résidentiels réservés aux policiers et collaborent avec eux. Elle a également déclaré qu'alors même qu'ils se trouvaient sous la protection de la police, ces individus s'étaient apparemment rendus « coupables de nombreux vols simples et qualifiés, ainsi que d'autres méfaits ».

Amnesty International appelle les autorités turques à faire en sorte que soit menée dans les plus brefs délais une enquête impartiale et indépendante sur le meurtre de Mehmet Sincar et Metin Özdemir, et que les responsables soient traduits en justice. L'Organisation estime également que le gouvernement doit désormais prendre sérieusement en compte les affirmations selon lesquelles la police serait complice ou l'initiatrice des assassinats politiques. Depuis 1991, dans le sud-est de la Turquie, plus de 300 militants kurdes ont été victimes de meurtres ressemblant fort à des exécutions, commis en toute impunité ou presque.

Des processions funèbres en l'honneur de Mehmet Sincar auront lieu à Ankara, le 7 septembre, et à Kiziltepe, dans la province de Mardin, où il doit être enterré, le 8 septembre. La presse turque a rapporté que les représentants du DEP qui s'étaient entretenus avec les responsables de la sécurité avaient été officieusement informés que la police ouvrirait le feu sur la foule si des slogans étaient lancés et si ces défilés se transformaient en manifestations politiques. Les forces de sécurité turques ont fréquemment tiré sur des manifestants apparemment désarmés. C'est pourquoi Amnesty International appelle les autorités à donner clairement pour instruction à tous les responsables des forces de police présentes pour maintenir l'ordre de ne faire usage de la force meurtrière ou des armes à feu qu'en dernier recours et dans des circonstances exceptionnelles. Cette requête se fonde sur les principes établis en la matière par le droit international, et en particulier sur les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois.

**LIBÉRATION** — 6 septembre 1993

## Deux députés pro-kurdes tués dans un attentat en Turquie

Un attentat perpétré samedi soir à Batman (est de la Turquie) contre une délégation de six députés turcs d'origine kurde a fait deux morts et quatre blessés, selon un dernier bilan officiel publié hier par la sécurité. Le député local du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde), Mehmet Sincar, a été tué par balles, et un dirigeant local du DEP, Mehmet Ozdemir, est mort des suites de ses blessures. Quatre autres membres de ce parti, blessés lors de l'attentat, le premier commis contre des députés turcs pro-kurdes, étaient encore hospitalisés hier. Un calme précaire régnait hier à Batman, qui est le théâtre d'attentats non revendiqués ayant fait plus de 300 morts ces dernières années. Les deux députés visés par cet attentat, commis par trois inconnus, faisaient partie d'un groupe de députés élus de la région à majorité kurde en visite pour enquêter sur ces assassinats.

L'agence kurde Kurd-Ha, proche du PKK, dans des communiqués parvenus hier à Istanbul depuis Dusseldorf et Francfort accuse l'Etat turc d'être « responsable » et annonce des représailles.

AFP

**Le Monde** — 7 septembre 1993

TURQUIE : dans le Sud-Est anatolien

## Assassinat d'un député pro-kurde

ISTANBUL

*de notre correspondante*

Un couvre-feu a été imposé dans la ville de Batman après le meurtre d'un parlementaire kurde du Parti démocratique (DEP, nationaliste kurde), successeur du Parti travailliste du peuple (HEP), récemment interdit pour propagande séparatiste. Député de Mardin, Mehmet Sincar a été tué, samedi 4 septembre, ainsi qu'un autre membre de son parti, alors qu'ils se trouvaient dans une rue animée de cette ville du Sud-Est anatolien. Trois autres personnes ont été blessées par une douzaine de balles tirées par un ou plusieurs assaillants.

Mehmet Sincar - le cinquante-quatrième membre du parti assassiné depuis juillet 1991, selon le quotidien pro-kurde *Ozgür Gundem* - s'était rendu à Batman pour assister aux funérailles de l'un de ses collègues du DEP tué dans des circonstances similaires la semaine dernière. Une délégation de plusieurs députés, dont Mehmet Sincar, avait décidé de prolonger son

séjour pour enquêter sur les nombreux meurtres commis par des assaillants non identifiés. Les nationalistes kurdes accusent les forces de sécurité de complicité dans ces attaques dirigées contre les sympathisants des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et souvent attribuées aux hezbollahs kurdes.

Le député kurde Hatip Dicle a affirmé que l'escorte policière accordée aux parlementaires avait été levée peu avant l'attaque, accusation rejetée par le premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, qui a réuni son gouvernement pour une session d'urgence nocturne, samedi, au terme de laquelle elle a affirmé que « les assaillants seront certainement retrouvés ». « Le gouvernement poursuivra l'enquête jusqu'à ce qu'ils le soient », a-t-elle ajouté. Les ministres de l'intérieur et de la justice se sont rendus sur place dimanche.

N. P.

## News Analysis

# Who really controls the

By Ismet G. Imset

*Turkish Daily News*

ANKARA- Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies claim that at least 500 people have become victims of "unsolved murders" in the troubled Southeast region since 1991, when radical Islamic activists suspected of having links with the local security forces launched an anti-Kurdish armed campaign.

Human rights activists in Ankara currently put this figure at slightly under 400, with a dramatic decline in new killings after a brief unilateral cease-fire declared by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) last March.

Locals, civilians as well as government officials in the area, agree that the core of the problem is located in the refinery city of Batman and in and around the township of Silvan in Diyarbakir.

In 1992 alone, a total of 360 people died in "unsolved murders" throughout the region; 140 of the victims fell dead in Batman.

Among the high-priority targets of gunmen using the name of Hezbollah to cover up their clandestine campaign are not PKK militants but pro-Kurdish politicians, activists, journalists, writers and local merchants.

Terrorism experts believe this formation, often using the name "Islamic Fist," is tolerated by local security forces—the police and gendarmerie—as an alternative to Ankara's failing policy on the Southeast issue in general.

In Batman, locals have even identified what they refer to as Hezbollah/Contra-guerrilla (or Hezbol-contra for short) activists, as well as their alleged contacts in the security apparatus.

In Silvan, they suspect the gendarmerie is knowingly ignoring the strengthening of this movement with the aim of using it against villagers and/or villages which may be supporting the PKK.

A recent parliamentary commission report on Hezbollah activities observed a difference between the Iranian-backed original Hezbollah, known to the world, and the organization based in Turkey using the same name.

Both the PKK and Kurds suspect that the latter was created on purpose,

as a clandestine form of retaliation for separatist activities and with the aim of terrorizing the local people. According to a district governor interviewed by the TDN earlier, in areas where the Hezbol-contra has organized or carried out attacks, "investigations related to this organization are being slowed down."

Until last year, Turkish officials completely ignored that such an organization even existed—continuously denying such reports and claiming they were part of separatist propaganda. There was so much ignorance that this was part of the reason for Hezbol-contra's unavoidable expansion in the region. Officials of that time, including then Prime Minister Süleyman Demirel, refused to accept that such a movement could exist. "We have no record of an organization by that name," Interior Minister Ismet Sezgin had told the TDN in an interview conducted last October. A month later, Regional Governor Unal Erkan was to bluntly say "such an organization does not exist."

For two years, and at the cost of at least 500 lives, a figure which has also been backed by the results of a fact-finding delegation of the main opposition Motherland Party (ANAP), officials chose to ignore this threat, as it grew out of proportion.

And, in various Southeastern provinces, where self-styled death squads abducted civilians and shot them after lengthy torture, or used Makarov guns to assassinate them often with a single bullet to the head, an organization disguised as the Hezbollah flourished because of this official tolerance. In areas such as Batman and Diyarbakir's town of Silvan, where the increasing popular support for the PKK was observed as a major threat by local officials, the dose of violence carried out under the mask of the Hezbollah increased.

Turkish officials, themselves Muslim believers, avoided any confrontation which would put them face-to-face with the believing masses and apparently agreed that it was in their best "political interest" to remain ignorant of the developments—if, indeed, there was not an intentional cover up for political reasons.

On Jan. 24, 1993, had not a C-4 type plastic explosive blown up Uğur

Mumcu's car, killing the famous secular writer and researcher, their ignorance would perhaps have continued. Since then, however, officials appear to have found it in their new interests to accept the existence of the Hezbollah, and thus have come up with an explanation for the continuing wave of murders in the troubled Southeast.

Under increasing pressure from the public, and apparently aware of the "publicity" it would bring, Turkish security forces last February even launched a massive operation—the first ever—on the "Kurdish Hezbollah" in Batman, and made sure that news of the operation was broadcast on TV.

More than 40 people were detained. But, even to date, it is not clear how many of them were true radical Islamic activists and whether members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were also among those taken into custody. The propaganda drive faded out.

"Coinciding" with this operation, however, the police leaked a special and supposedly secret report to the press, allegedly summarizing what the Hezbollah organization truly is and confessing that despite the extent of "Hezbollahi" activities, little was known about this organization.

The report was not only outdated but appeared to cover up for the Kurdish Hezbollah (accused of having relations with the local security) in the Southeast, and went out of its way to prove that the overall movement had nothing against the state. In other words, it did not even refer to the Hezbollah as a direct threat to the Turkish state but noted, quite politely and buried somewhere in the back pages, that "it (Hezbollah) could be evaluated as a potential threat in the future."

Hezbollah's target, said the report, was "limited to adjusting the Turkish state's political system to Islamic regulations." Short of an appraisal, a section entitled "The aims of the Hezbollah circles" also claimed that because it divided the believers and would weaken the strength of Muslims, the Hezbollah "did not approve of" the separatist views of the PKK. At least this 71-page report accepted on the record that such a formation "did exist."

Locals now claim that groups in the region take shape around specific Islamic magazines and publications, gradually taking the form of decentralized organizations. Groups of people following the same ideas, as in the classic Leninist organizational structure, united only under a superficial roof (the goal of Shariah) but acting independently.

Everywhere, from Ceylanpinar to Cizre, Silvan to Kızıltepe and Diyarbakir to Van, the poor and unemployed youth of the Southeast gather for perhaps the only substantial solution to their problems.

They gather not under the name of the Hezbollah, as attributed to them for convenience by the press, but the Islamic Movement—an overall reference for all movements on behalf of Allah and his prophet, Mohammed.

And, as in the example of the international Hezbollah, they gather under the supervision of Muslim scholars.

In Diyarbakir, locals identify the Islamic Unity, organized under the efforts of Şirin (Şirin) Hodja, a mullah. In Silvan, under "theoretician" Remzi Özdemir. In Nusaybin, under Mullah Meshen. In Mardin's town of Kızıltepe, under theoretician Abdürrezak Yıldız.

According to sources, various names connected with the local Islamic Movement—or Hezbollah—are known to the public in the region.

For over a year now, locals in these towns have been reporting increased Hezbollah activity in style with the teachings of Khomeini: spreading first among the grassroots and in specific neighborhoods.

In Diyarbakir, such activities could openly be spotted around the Ulucami mosque, where Sheik Sait and his comrades were assassinated. The Menzil book store has long been a target for pro-Kurdish activists, who accuse it of being a center for meetings and organizational activities for the Islamic Movement. Shops near the minibus stop at Balıkcılarbasi district, the Doğukamp karate school, at least three shopping malls, several shops run by Islamic foundations and a house (owned by the sons of Sheik B.B.) immediately across from the Emergency Law Regional Governor's Office are cited

# Kurdish Hezbollah?

as common meeting grounds for leaders and followers of the group.

Another bookshop in Silvan, the Ikra, has been identified as a center for communications, while the Silvan karate school, the former Tekel neighborhood, the Feridun and Cami (mosque) districts are said to be populated by Islamic movement followers.

In three separate villages near the village of Yolac (Susa), armed Muslim activists reportedly remain on guard duty all night while in the day, new recruits are trained in military techniques.

In his recent statements to the daily Cumhuriyet, a leading Hezbollah militant from Batman declared earlier this year that they were at war with the Turkish Republic as much as with the PKK, but agreed that Turkey was tolerating this organization because "it is the only solution to the PKK."

Bound by laws and international attention to human rights, he implied, the state security forces could not be effective against the separatists, whereas his organization had no limitations and could deal with the terrorists in the language they understand.

Silvan locals have argued that there were several reasons explaining why the Hezbollah flourished in Batman, and their own home town, but cite at top the political momentum of the overall secessionist movement.

Batman is a crucial center, owing to its economic value, which stems from the petroleum refineries there. Silvan has, since the 1920s, been an important center for Turkish politics, with its uprisings.

In 1992, most of those killed by alleged Hezbollah activists in these towns reportedly had records with the police. Sources say even Silvan's Hezbollah arrived from Batman.

Most of the Southeastern murderers, aged between 14 and 17, are locally trained.

There were reports in the Turkish press last week that some of their military training was even given at police headquarters, with the Diyarbakir coming heading the list.

Alleged police involvement in this formation has been talked about for years, but never even once became a subject of investigation.

Experts believe everything actually started in the second half of 1991, when Turkey's Interior Ministry and

the police forces were engulfed in a major reshuffle.

Replacing outgoing Interior Minister Abdülkadir Aksu — who resigned after the June 16 general congress of then-ruling ANAP — Mustafa Kalemli launched a brave campaign to purge a large and influential group of Islamic fundamentalists who had nearly taken over the whole police force body.

The records of dozens of police officers based in the central and western parts of the country were evaluated with scrutiny by the new minister, and those suspected of extreme Islamic tendencies were appointed in groups to the eastern and southeastern regions of Turkey, a sort of Turkish Siberia.

Although then-Police Chief Ünal Erkan denied reports that the sudden reshuffling was politically motivated, sources within the administration and close to the National Intelligence Organization (MIT) said the opposite.

According to them, the changes were necessary to clean up the ministry's name as well as the security forces, which by then had started to gain a bad reputation.

Under the management of Aksu, a practicing Muslim and reportedly a member of an Islamic sect, there was a general inclination towards "Saudi Islamism" within the ministry and even pro-Iranian Islamism within the force. Fundamentalist groups were engulfed in efforts to take over the police intelligence organization as well as the personnel department, where they could be most effective.

Moreover, there were serious claims that police academy graduates were selected with scrutiny by these circles and only graduates with strong religious beliefs were appointed to important positions.

Thus, one of the first things the new administration did was to purge the directors of the police intelligence and personnel units along with the chief of the academy.

In all, about two dozen senior police officials were reassigned immediately after Kalemli was named the new minister and their deputies and supporters within the force soon followed, leaving crucial seats to their successors. In the words of one police officer questioned by the TDN on the issue at that time, "All we wanted to do was to work, to

work without political interference and pressure."

Thus, the Kalemli-Erkan duo had offered the conditions. "In the past we had no alternative but to act like staunch Muslims. We went to prayers on Fridays and were aware that they were keeping records on those who were not as religious," said another, indicating also how dangerous the situation was. In the police intelligence unit before the purge, senior officials could be spotted walking along the corridors with prayer mats under their arms at prayer times, and throughout the General Directorate, it had become a custom to attend Friday prayers en masse.

"Some would even leave their doors open in the office so that others could see they were praying," an official said. This pro-Islamic surge also had an impact back at home where many senior officials apparently asked their wives and daughters to cover their heads or wear Islamic-style headgear. In practice, although everyone knew about it, nothing could be done to prevent the so-called "fundamentalist infiltration" while Aksu was in power. Most officials preferred only to turn their backs or tolerate what was happening in this secular republic of Turkey.

Even after the-then MIT chief openly warned the Cabinet of what was going on, little action was taken.

The tolerance witnessed in the fall of 1991 seriously hindered Turkey's national security interests of that time, but the solution introduced with the reshuffle under Kalemli may have had a more fatal affect.

In the midst of the Islamization of the police force in major cities, what went unnoticed in the country's Southeast; where a separatist campaign claimed new lives every day, was the low-key organizational activities of a different Islamic group. In the cities, pro-Islamic terrorists could easily gun down Turkish intellectuals or journalists and get away with their crimes.

Secular police chiefs could openly complain that they were instructed by "top-level officials" to keep their heads low and not to pursue investigations into crimes committed by radical Muslim groups.

When, however, fundamentalist elements were cleansed from major positions in the cities, they were

either appointed to passive jobs or to the Southeast.

And, amid those appointments, specifically to the troubled Southeast region, the unnoticed organizational effort of a group of radical Muslims took a violent turn.

After the 1991 security purge and more specifically after the fall of that year — when the newly appointed officers had taken their seats and settled down — the fundamentalist movement in the region claimed its first life.

Under the name first of Hezbollah, a wave of bombings struck Batman, a refinery city heavily affected by the security purge, and at least 10 places were blown up.

"Hezbollah" activities, actually carried out by a splinter group reportedly led by Huseyin Velioglu, soon spread into major settlements throughout the region.

Bomb attacks were followed with assassinations.

Using mainly 9 mm pistols, "Hezbollah" assailants killed their victims with a single bullet in the head. People were abducted from their homes, extensively tortured and executed. Villages known to have connections or to sympathize with the separatists were raided and completely burned down. And in the period from October 1991 to June 1992, the so-called Hezbollah took its place in the region as the second most violent and ruthless organization — after the PKK. In the rural areas, where the PKK battled with so-called Hezbollah followers in a bid for full control, the organization headed for the cities where new security personnel were taking control.

Soon, the organization flourished. The fact that after each and every crime of "religious" origin, officials failed to come up with any evidence and failed to catch the culprits, rapidly changed the picture of the Hezbollah in the minds of millions of civilians of Kurdish origin living in the middle of a contra-guerrilla war.

The amount of immunity this flank of the Kurdish Hezbollah enjoyed soon earned it its nickname of "Hezbol-contra." Reports followed one another that the organization was also against the main Hezbollah, and was at times hired on a contract basis to carry out murders of pro-Kurdish individuals who could not be dealt



with under Turkish laws.

In one village near the town of Kulp in Diyarbakır, there were even claims of a Hezbollah-security force raid after which all houses were burned down and the local governor was chased off by the commander of the operation.

In another village of Silvan, security forces ran a house-by-house search and seized all weapons, after which the Hezbollah made its attack on the civilians.

In one case, in which an alleged Hezbollah gunman was caught by the people and surrendered to the security forces, he was never heard of again, indicating that he was secretly set free.

The "coincidence" of the escalation in activities attributed to the Kurdish Hezbollah in southeastern Turkey and the purge in the police force instigated by Minister Kalemli for good purposes is still regarded as

striking. Despite this, there are local claims that the organization actually started with Aksu's own appointments and was only topped by the purge.

And, what is even more striking is the local claim that the Hezbollah enjoys immunity not only from the police but also from this country's secular military forces. Suspected Hezbol-contra supporters or collaborators are found among gendarmerie intelligence group officers as well as police special crack teams.

Many people still do not even believe that a separate Hezbollah organization exists and say that most activities carried out on its behalf are part of the secret warfare in the region.

Thus, the state has for some time been subject to a new form of erosion, losing regional confidence rapidly in face of activities attributed to the Hezbollah, added to the numer-

ous claims of human rights violations in the troubled region. It is also facing a different kind of regional threat, in the sense that as an organization claiming to pursue a religious goal and as a movement which has managed to attract the backing of a part of society, Hezbollah could become even more dangerous than the PKK in the future — operating in an area under the influence of regional religious trends.

Observers argue that if there are those who see the Hezbol-contra as a God-sent saviour (or solution) in the war on separatist terrorism, it is evident that they will have to cope with the consequences of their mistakes.

The killing of Sincar and an escalation of attacks in Batman show, however, that at this stage, the government must do everything it can to investigate all claims into the Hezbollah, to catch their local leaders and their collaborators in official

offices, and prevent the massacre which is being staged by this ruthless organization in the Southeast.

This is the only way the state can maintain its credibility in the region.

But, such a task will be difficult. For, looking at the claims which have surfaced over the past two years, such an operation will unavoidably have to concentrate on suspected officials as well. People, such as police chiefs reassigned from Batman to Agri or new deputy vice squad chiefs who have turned up in Batman, also must be investigated.

All indications are that if the Hezbol-contra is to be busted and the killers are to be revealed, the investigation has to concentrate not on the 15- and 16-year-old triggers, but on those who control them. The future will show whether Ankara is truly prepared to go this far — having literally slept as the Hezbollah turned into a monster and went loose ...

Turkish Probe September 7, 1993

## Iran Unhappy With the Iraqi Kurds

**T**he recent attacks by Iran against Iraqi Kurdistan show that the pro-Islamic regime is unhappy with Iraq's Kurdish leadership, diplomatic sources say. They say Iran is unhappy for three reasons.

One is the fact that they feel the Iraqi Kurdish leaders have established too close relations with Turkey and want a similar treatment from Tehran. Diplomatic sources say that in the past, the Iranians and the Syrians became too accustomed to steering and dominating the Iraqi Kurds, but after the Gulf War the Iraqi Kurds opted to establish closer ties with the Turkish government. At the time, President Turgut Özal forged warm ties with Kurdish Democratic Party (KDP) leader Mesoud Barzani and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) chairman Jalal Talabani.

In time these relations became even warmer, and today the Kurdish leaders say they would be very happy to be an integral part of a political arrangement with Turkey.

The Iranians hate the idea. Second is the fact that the Iranians feel seriously threatened by the West and are scared that Iraqi Kurdistan could be used as a forward base by Western powers in an assault against their country.

They reportedly feel Iran is being encircled by unfriendly powers. "They feel like a cat cornered by several dogs, and are trying to strike back in self-defense," a leading Iraqi Kurdish official told the Turkish Probe recently. Third is the fact that Iran's own secessionist Kurdish Democratic Party leaders are all living in exile in Iraqi Kurdistan and the Iranians are, to say the least, unhappy with their activities, which may seriously destabilize Iran. The Iranians have asked the Kurds to extradite the Iranian

KDP leaders but have been turned down. "The Iranian KDP is not a terrorist organization like the PKK.

They are well-educated people who want to reach their goals through political means. They feel they can achieve this because internally the situation in Iran is much more fragile than people think it is," the Kurdish official says.

Back in Turkey, however, the Iraqi Kurds feel they are not being treated so warmly. Talabani's people feel that Turkish officials are biased in favor of Barzani.

There are even hints that Barzani and the Turkish military are making secret arrangements, while Ankara puts distance between itself and Talabani. Talabani's men say this is unjustified, and stress that they have done everything in their power to combat the PKK and are angry because they have been blamed for the failures of the Turkish military against the separatists.

Last week Turkish Gendarmerie Commander Gen. Aydın İter had a meeting jointly with Talabani and Barzani in Iraqi Kurdistan, in which he said Turkey expects the two to make all the necessary arrangements in the border areas to prevent PKK attacks against Turkish military border stations. Iraqi Kurds in return say they will do their best, but Turkey also has to guard its borders more effectively, and if the PKK militants manage to penetrate the Peshmerga patrols they should at least be halted by the Turkish military patrols.

Meanwhile, there are reports that there is growing frustration in the Talabani camp and that if the Turkish complaints about the PUK continue, Talabani's men may also strike back at Ankara with their own accusations...

Turkish Probe September 7, 1993

## Relations With Syria Frail as Ever

**A** news item last week proved again just how tenuous and full of mutual suspicion the relationship between Turkey and Syria is, and how little has changed as far as the basic subjects governing this relationship are concerned.

Mehmet Ali Birand, a leading TV personality and journalist writing mostly on foreign policy in the mass circulation Sabah, indicated in a piece he wrote that Prime Minister Tansu Çiller was preparing to send an envoy secretly to Damascus on a "carrot or stick mission."

What Birand was saying was that the government had decided to get tough with Syria for its continued support for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and was, to this end, going to offer Damascus "the hand of positive cooperation" if it would stop giving this support.

Damascus was also to be told that if this support was not halted, then Turkey, which has been suffering increasingly from the terrorist attacks of the PKK, would not hesitate to bomb PKK camps in Lebanon's notorious Syrian-controlled Bekaa valley. Birand, who is known for his close ties with official circles, did not say who this envoy would be and when he would be traveling. But he suggested that this message would be given to the Syrian leadership soon.

Sources close to Foreign Minister Hikmet Çetin said later that the minister was not aware of any such initiative, and therefore contacted the prime minister immediately to find out what was going on.

Çiller reportedly said she also did not know what the news item was referring to. Her chief advisor, Volkan Vural, issued a statement later that day saying Turkey did not plan to bomb the Bekaa.

Whether there was truth to Birand's story and the government buried the plan as soon as it was out of the bag or whether Birand's story was based on misinformation is not clear. But if it was misinformation, it was well-placed and hit its mark by bringing the subject of Syrian help for the PKK, and the need for some kind of retaliatory step by Turkey, back on the public's agenda.

The fact remains that, while denying the Sabah story, the government still took the opportunity -- as it always does -- to express what it expects from Syria vis-a-vis the PKK camps in the Bekaa, and to raise the question of Abdullah Öcalan, the leader of the PKK who is allowed to keep a flat in Damascus. The Syrians, no fools in the game of diplomacy, for their part continue to make it known through various channels that they are holding the "PKK card" against the threat that Turkey will some day cut the waters of the Euphrates river to meet the needs of its massive Southeastern Anatolia Project, known as GAP. What the Syrian side wants is to codify a

1987 protocol, signed during the visit of late President Turgut Özal to Damascus when he was still prime minister.

That protocol committed Turkey to giving a monthly average of 500 cubic meters a second of water from the Euphrates to Syria. Apart from a month during which work was underway on one of the stages of filling the Atatürk Dam, the main dam within GAP, Turkey has on the whole honored this commitment.

However Syria, for whom water is as valuable as oil because of the country's parched landscape, wants this commitment to be increased in cubic meters, and enshrined in a long-term agreement.

The message seems to be that, until that time, the PKK trump card will be available for use against Turkey to gain concessions on water.

Foreign Minister Hikmet Çetin told the private TV channel ATV last week that the basic problem between the two countries arose because Syria links water and the PKK, something that is totally unacceptable for Ankara.

In other words, the situation appears to be a kind of stalemate, fed by suspicions resulting from a lack of dialogue geared to establishing joint projects, whether these be in irrigation, electrification or otherwise.

But while the basic parameters of relations between Turkey and Syria have not changed much since the mid 1980s, the regional environment in which both countries are caught has changed in a manner that affects them both very seriously.

The number one issue at the present time for the Syrian leadership is not the water issue but the course the Middle East peace process is taking.

This leadership is also alert to the fact that Syria is enjoying the privilege of being a country that is considered by the West, which it ultimately looks up to, as a legitimate player in the international game.

This privilege was a reward for Syria's role in the international coalition against Iraq, and came opportunely for Syria as it was rapidly losing its patron, the Soviet Union -- its safeguard against the U.S. backing Israel during the Cold War.

The trump card for Turkey lies precisely in Syrian insecurity and its need, as a small nation, to find bigger nations to lean on for security.

Syria today is increasingly leaning on the West, and this is imposing on it the need to respect the requirements of the West's phobia against terrorism and countries supporting it. This gives an opportunity to Turkey to continue pressuring Syria on the PKK issue. But in doing so, if Ankara can also offer new options on the water issue that are mutually satisfying, it could help in eliminating suspicion on both sides. ■

turkish daily news / September 8, 1993

# Kozakcioğlu accused of embezzlement during tenure as Southeast regional governor

- **Kozakcioğlu denies allegation, labels it slander**
- **Current regional governor Erkan declines comment, says claim is to be investigated by Interior Ministry**

*Turkish Daily News*

ANKARA- The daily Sabah on Tuesday said that Istanbul Governor Hayri Kozakcioğlu is being accused of embezzling TL 2 billion while he was emergency-rule governor for the troubled southeastern provinces of Turkey.

In an Istanbul press conference, Kozakcioğlu vehemently denied the allegation, labeling it "base slander, mere fabrication through and through."

With a banner that read "You, too, Mr. Governor?" Sabah broke the news of a belated discovery -- by two and a half years -- that TL 2 billion of the relief aid extended by the United Nations Development Fund to the Kurds fleeing Saddam Hussein was missing.

The discovery was reportedly made by Ünal Erkan, successor to Kozakcioğlu as emergency-rule governor. Immediately afterwards, Erkan informed the Interior Ministry of the missing amount.

The ministry inquiry conducted after Erkan's notification led to an amazing revelation, Sabah said: That the money in question had been withdrawn from the regional governor's official account at Vakıfbank by Kozakcioğlu and deposited into his private account in a bank in Istanbul.

Formally asked to come up with a satisfactory explanation and facing a demand to pay the money back, Kozakcioğlu, Sabah said, wrote to Interior Ministry officials, maintaining that he had spent it all to meet "press and other similar expenses." Whereupon, Sabah reported, the interior minister of the time, İsmet Sezgin, was told of the incident.

Sezgin is said to have advised those concerned to "work it all out between yourselves," Sabah said, quoting a ministry official speaking on condition of anonymity.

Kozakcioğlu is said to have repaid the TL 2 billion in installments.

Yet the method of payment was somewhat curious, too. Kozakcioğlu had reportedly withdrawn the money he needed to repay the debt from the Istanbul governor's funds.

Asked by the Anatolia news agency to assess the Sabah report, current Emergency-Rule Governor Ünal Erkan declined comment. "I won't be dragged into polemics.

Those who read the article will think it was me who gave the money, I didn't do any such thing. It's up to the Interior Ministry to investigate and decide," Erkan said.

In another development, Kozakcioğlu held a press conference at the Istanbul governor's office, where, flanked by deputy governors and Istanbul security chief Necdet Menzir, he maintained that "nothing could be further from the truth than the Sabah story."

"No one has ever doubted the honesty and earnest work of Hayri Kozakcioğlu. I've always been an honest civil servant. This piece of news about me is thoroughly, absolutely false. Nothing could be further from the truth," Kozakcioğlu told reporters. Kozakcioğlu corroborated that TL 1.9 billion had been transferred.

"Yet the money was transferred not to a private account of mine but, on the contrary, to an account of the Istanbul governor's office. And this with the knowledge and consent of relevant authorities," Kozakcioğlu added. "This amount was going to be used for various development projects in Istanbul, but upon the demand of the emergency-rule governorship dated Jan. 1, 1993, the money, deposited in the Sirkeci district Vakıfbank account of the Istanbul governor, was sent back, together with the accrued interest, to the Diyarbakir account of the emergency-rule governorship," he explained. Kozakcioğlu also related the contents of a conversation between him and Erkan in which he, Kozakcioğlu, demanded to use the TL 2 billion for Istanbul.

"When I was appointed Istanbul governor, there was TL 35 billion in emergency-rule accounts apart from the allotted budget money. So I said I wanted to use that TL 2 billion for Istanbul. He refused. So I sent the money back. En masse, too, not by installments," Kozakcioğlu said.

He added that he would formally ask the Interior Ministry to appoint a special investigator to look into the case.

The Sabah story coincides with widespread rumors that Erkan's hopes for appointment as Istanbul governor have recently been dashed.

## 86 nabbed in security operations in Turkey

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** At least 86 suspected members of the clandestine Kurdistan Workers' Party (PKK) were caught by security forces during operations conducted in Adana, Mersin and Diyarbakır provinces, officials announced on Tuesday.

The Adana Security Directorate statement on the subject said 25 PKK members, including a 56-year-old woman, were captured

in two separate operations in the Mediterranean province of Adana.

In another development in Mersin, police anti-terrorism teams apprehended 19 suspected PKK members, including high-level members in charge of the region and Mersin.

Eighteen molotov cocktails, three pistols and a great number of organizational documents were also seized in the operations.

In Diyarbakır, 42 suspected PKK militants were taken into police custody in security operations.

Three Kalashnikovs, five pistols, one RPG-7 rocket launcher, five rockets, and five grenades were seized.

In a separate development, three Kurdish militants on Tuesday were killed by security forces in a clash in the rural areas of Diyarbakır's Şırnak township.

## Tourist bed capacity surpasses 87,000

*Turkish Daily News*

**ANTALYA-** The total bed capacity in facilities of the currently operating member firms of the Tourism Investors Association (TYD) reached 87,533, the Anatolia news agency reported. The TYD-member hotels that hold tourism permits increased to 120 as of July. Hotels account for 56,297 beds; 28 holiday villages, 22,493; and 38 various mo-

tels and rest stops, 8,743. TYD companies are currently planning 240 investment projects, which will potentially increase the bed capacity by another 117,704.

According to the TYD report, member firms in the marina sector have 1,732 berths available in various yacht harbors. An additional 530 berths are being planned and 450 are under construction.

TYD member Turkish Airlines (THY) leads the air transportation sector in passenger capacity. THY anticipates a seating capacity of 43,540 by 1999, according to TYD reports.

Of the highway passenger transportation companies, Ulusoy has a 19,392 seating capacity; Bosfor Tourism, 13,860; and Varan, 6,750.

# Police block Sincar funeral

- Ankara security units prevent ceremony for murdered Kurdish MP
- Kurdish MPs petition to Inter Parliamentary Union for protection

By Ismet G. Imset

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Police on Tuesday took over a major hospital morgue in Ankara in a bid to block deputies of the Kurdish-based Democracy Party (DEP) from picking up the body of a Kurdish MP killed this weekend and placing it on a ceremonial catafalque.

"They came here and took everything into their hands, we no longer have any control," a senior hospital official said. Director of the Hacettepe Hospital, Professor Çelik Taşer, told DEP deputies on the telephone that the decision to hold on to the body of DEP Deputy Mehmet Sincar, murdered in the eastern province of Batman on Saturday, was of political origin. "I can cite no medical reason for this. We have recei-

ved a verbal order from the governor," he reportedly said.

Ankara Governor Erdoğan Şahinoğlu announced earlier in the day that he had placed a ban on laying Sincar on a catafalque in front of the DEP headquarters "for security reasons." "This is ridiculous," one DEP deputy commented. "We see now how they treat a dead parliamentarian," Ahmet Türk, the former chairman of the defunct Peoples' Labor Party (HEP) added. Hatip Dicle, Diyarbakır deputy, explained that both President Süleyman Demirel and Prime Minister Tansu Çiller had approved of the party's funeral ceremony program, which was publicized on Monday.

"The developments show that neither have control of their own local authorities," Van Deputy Remzi Kartal concluded. Early Tuesday morning, bus loads of uniformed police officers accompanied by dozens of plainclothes officers arrived at the Emergency Service entrance of Hacettepe.

Reporters overheard orders issued on police radio for civilian-plated cars to be parked in the hospital yard "so the area will be full and the parliamentarians cannot enter." Three rows of riot police held the front and back entrances of the compound and prevented all visitors from entering. A hearse, prepared to carry the coffin of Sincar, was turned back from the gate.

Asked whether this was a decision made by hospital authorities, a deputy director demanding anonymity said all control was in the hands of the police. "And they," he added, "are controlled by the governor."

Meanwhile, about a dozen police armed with semiautomatic and automatic guns held guard in front of the hospital's basement corridor leading to the morgue.

Ankara's police department issued a statement during the incident and said Sincar's body would under no condition be given to anyone but his family, and on condition of

being buried in Kızıltepe, Mardin on Wednesday.

Checkpoints were set up at five road entrances to the Turkish capital on Sunday to prevent the entry of groups that may intend to attend the funeral.

DEP Chairman Yaşar Kaya said after the incident that this was "a seizure of the body" that stripped them of their natural right to show their respects to a murdered colleague. Earlier, officials said DEP was free to arrange a ceremony, even at the Grand National Assembly, since Sincar was a parliamentarian.

an. But party officials announced that because of the attitude taken by Parliament toward them, they would not use this right. They also said Sincar's body would be wrapped in the DEP flag instead of a Turkish flag.

On Tuesday, 15 DEP deputies traveled to Hacettepe hospital where they intended to meet with Director Taşer. After waiting in his room for some time, they managed to establish telephone contact. Taşer did not come for the meeting, but told the deputies that his instructions were to keep the body

in the hospital.

Later, the DEP deputies returned to party headquarters, where they held a press conference and announced that they would still show their respect to Sincar, placing his picture on the catafalque and keeping guard until Wednesday.

Meanwhile, party sources have said that all of the remaining 17 DEP deputies are applying to the international Inter Parliamentary Union for protection and for a decision to appeal to Parliament to show sensitivity to the issue.

## Assassin of Kurdish deputy caught?

*Turkish Daily News*

ANKARA-Turkish government bodies were in a confusion on Tuesday whether the suspected killer of Mehmet Sincar, the Mardin MP for the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) has been caught.

Police officials revealed late Monday that the suspected killer of Sincar and of a local DEP official Metin Ozdemir was arrested in the southeastern town of Batman. A high ranking police source was quoted in the Turkish press as saying that Aydin Kaya was arrested in a house that contained two pistols which had allegedly been used in the murder of Sincar in Batman last Saturday. The source has also said that the suspect has been identified by eyewitnesses.

Mehmet Golhan, the minister of state who is also in charge of the prime minister's "crisis desk," said that the suspect, and 20 others who are reportedly related to the murder, were "close" to the Islamic fundamentalist Kurdish organization Hezbollah. But Unal Erkan the Regional Governor based in Diyarbakir said in Batman on Tuesday that there

were "25-26 suspects" under detention and revealed the names of two "triggers" that had escaped as Orhan Ilkin and Veysi Kavan. Erkan delivered photographs of the fugitives to press. He also said that with the ongoing operation in Batman a big blow would be dealt to the Hezbollah.

Mehmet Agar, the General Director of Security indirectly accused those who commented on the assassinations, adding that the case would be solved completely if only people would keep quiet for another two days.

"They spoiled the whole thing", Agar said.

After examining the bullets fired in the attack, the police had stated earlier that the guns may also have been used in previous murders and woundings. 4 other people were wounded in the

attack last Saturday, including DEP Batman Deputy Nizamettin Toguc.

Batman has been notorious since 1991 for the number of unsolved political murder cases. Police sources say the murders were the result of an armed rivalry between Hezbollah -- having alleged links within security forces -- and the secessionist outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). But PKK sources claim the motivation behind Hezbollah is that of a counter-guerrilla organization aimed at suppressing Kurdish nationalist uprising. The number of such unsolved murder cases exceeds 400 according to human rights observers. Unal Erkan, revealed last week that there were 600 unsolved attack cases; 200 of which were murders, the remainder woundings and bombings.

The murders had slowed down last spring with reports of peace between the two groups. But they have escalated since last July, straight after the end of the unilateral cease-fire declared by the PKK in June.

## Turkey to ask Italy for return of PKK spokesman

■ Freed PKK spokesman says politics behind his arrest

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey will apply to Italy for the delivery of a spokesman for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), who was arrested last week in Rome and later released, said a Turkish official on Wednesday.

Turkish Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said in a press conference that the application will be made very shortly after the Justice Ministry com-

pletes the necessary documents. Ataman said that Ali Sapan, the PKK spokesman, should have been kept in custody by the Italian government for 40 days according to the judicial cooperation regulations of the Council of Europe, but he was freed after a Court of Appeals decision. Ataman emphasized that Sapan has not been freed completely, but released on parole to fulfill pending conditions.

Until the end of that 40-day period, Sapan must report where he is traveling within Italy to Italian judicial bodies and register with Italian police three times a week, and he cannot leave Italy, Ataman explained.

The Turkish Foreign Ministry spokesman said that they expect the Italian government to report its decision to Turkey after examining the document which Turkey is preparing to send. Meanwhile, in a statement to the press in Rome, Sapan said that his arrest last week was a "political move to weaken" his movement, the PKK.

Seeking an independent Kurdish state, carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the organization has been waging an armed campaign since 1984 that has claimed more than 7,000 lives in eastern and southeastern Turkey.

The PKK has been holding seven tourists visiting eastern Anato-

lia in the Mount Ağrı (Ararat) area. The seven were abducted by militants of the organization last month. One of the tourists is Italian, and another has dual Italian-Swiss citizenship. There are also three Swiss, two German and one New Zealander in PKK hands.

The PKK's campaign to abduct tourists is aimed at undermining Turkey's lucrative tourism sector; the PKK claims that tourism income is being used to finance Turkey's struggle with them. With the abductions, the organization seeks to blackmail Western governments into establishing direct contact with them, as a step toward recognition.

Sapan is wanted in Turkey for sedition and illegal weapons possession, but the Italian court ordered him released on the grounds that the statute of limitations for the charges had expired. An Interpol bulletin has also been issued

## Delegation in Iraq to coordinate aid to N.Iraq

against Sapan on the same charges.

Sapan said he has been living in France and Germany since 1980, and that Turkish courts sentenced him in absentia to 20 years in prison for actions carried out when he was 16. Claiming to be a public figure reachable at any time, Sapan said, "Interpol isn't so lazy as to be unable to arrest me." He pointed out that Turkey had issued an international arrest warrant for him in April.

He said his arrest was "an error" that the Italian government should correct and that he was waiting for "credible justifications."

Sapan did not say when the hostages would be freed.

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** A delegation headed by Turkish Foreign Ministry Deputy Undersecretary Tugay Ulucevik has left for Northern Iraq to organize Turkish aid to the region.

Turkey is expected to provide aid worth \$13.5 million to the various populations living in Northern Iraq, including Kurds and the Turkomans, Turkish Foreign Ministry spokesperson Ferhat Ataman said during the ministry's weekly press briefing Wednesday.

The aid will be provided from Turkey's own resources. Turkish aid to the region is to consist of pharmaceuticals, foodstuffs, sanitary equipment, and educational materials, Ataman said. The delegation, which arrived in the region Monday, will plan the storage and distribution of the aid in towns such as Dohuk, Erbil and Süleymaniye; these plans must be complete before the aid can leave for the region. The delegation returns to Ankara Sept. 11.

Ataman meanwhile denied press reports that Turkey had made a formal application to the United Nations for the lifting of the U.N. oil embargo imposed on Iraq.

While voicing strong commitment to all U.N. resolutions, Turkey last week announced that steps needed to be taken to compensate Turkey for the losses it has incurred from the oil embargo on Iraq.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

FRA0013 4 I 0236 USA /AFP-IL31

ONU-Irak

Démarche occidentale sur la situation humanitaire dans le nord et le sud de l'Irak

NEW YORK (ONU), 9 sept (AFP) - Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont fait mercredi une démarche commune auprès de l'Irak à propos de la "dégradation" de la situation humanitaire dans le nord et le sud du pays, indique-t-on de sources diplomatiques occidentales.

Les représentants à l'ONU de ces quatre pays ont exprimé leur "préoccupation" à leur homologue irakien, M. Nizar Hamdoun, lors d'une réunion organisée à leur demande au siège des Nations Unies à New York, ont ajouté les sources.

"Nous avons tiré la sonnette d'alarme sur la situation humanitaire dans le nord et dans le sud et nous avons dit aux Irakiens que nous attachons de l'importance à ce qu'ils coopèrent entièrement avec les Nations Unies, et qu'ils respectent pleinement la résolution 688" du Conseil de sécurité, a indiqué un diplomate occidental ayant assisté à la réunion.

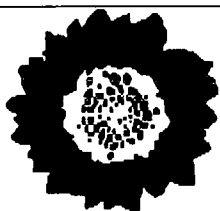
Selon cette source, la démarche était motivée par des "informations concordantes" faisant état d'une "dégradation générale" de la situation humanitaire dans le Kurdistan (nord) et dans les marais du sud habités par des populations chiites.

La résolution 688 du Conseil de sécurité adoptée en avril 1991 demande aux autorités de Bagdad de cesser toute répression contre ces minorités.

ltl/bc

tp.tmf

AFP 090045 SEP 93



**Les Verts**  
Confédération Écologiste - Parti Écologiste

Gentilly, le 9 septembre 1993

## **Communiqué à la presse**

### **A la mémoire de M. Mehmet Sincar, député kurde au parlement turc**

Les Verts accueillent avec émotion l'annonce de l'assassinat, samedi 4 septembre 1993, à Batman (Kurdistan turc) de M. Mehmet Sincar, député kurde au parlement turc, élu en octobre 1991 sur les listes du HEP (parti travailliste du peuple). Lors d'une visite au siège des Verts, en décembre dernier, M. Mehmet Sincar et deux de ses collègues du HEP avaient évoqué longuement les obstacles mis à leur action parlementaire en fonction de lois votées sous la dictature militaire, et la situation de violence extrême que connaît le Kurdistan turc : au nom d'une guerre à outrance contre la guérilla du PKK, l'armée turque et ses supplétifs y font régner des lois d'exception, écrasant les villages sous les bombes, brûlant les forêts, détruisant les récoltes, torturant et assassinant en toute impunité les démocrates — intellectuels, avocats, députés, défenseurs des droits de l'homme.

Cinquante quatre membres du HEP ont été assassinés depuis deux ans. Et c'est en se rendant aux obsèques d'un de ses collègues, que M. Mehmet Sincar et un de ses amis ont trouvé la mort, trois autres personnes étant grièvement blessées par balles.

Démocrate convaincu, menant un combat non violent par l'écrit, la parole ou la grève de la faim, M. Mehmet Sincar savait les menaces permanentes qui planaient sur lui. Il s'érigait contre la violence aveugle que l'Etat — et surtout la puissante armée turque — apportait pour toute réponse à la revendication des droits nationaux des douze millions de Kurdes de Turquie. Il s'interrogeait lucidement sur le laxisme de la communauté internationale face à un Etat aux deux visages : une vitrine démocratique et la barbarie à l'arrière plan.

La mort répétitive et impunie d'hommes de la stature de M. Mehmet Sincar fait le jeu des dérives extrémistes et voile l'avenir d'un horizon de sang.

Les Verts saluent la mémoire de leur ami. Ils appellent les autorités turques à restaurer l'Etat de droit au Kurdistan turc et continueront d'agir pour la reconnaissance des droits du peuple Kurde.

*Les Verts*

---

**Secrétariat National : 50 rue Benoît Malon - 94250 GENTILLY.**

☐ (1) 49 08 91 31 - Télécopie (1) 49 08 97 44 - Minitel 36.14 LES VERTS



# A Bush-Clinton Pact to Keep Iraqgate Covered Up?

**WASHINGTON** — George Bush privately assured Bill Clinton that he would not criticize the new president during the first year of his term. I cannot attribute that to any source, but trust me. And Mr. Bush has kept his word.

In what may be an unspoken quid pro quo, the Clinton administration has moved to quash any revelations about Mr. Bush's Iraqgate scandal.

You remember Iraqgate: the White House corruption of the Agriculture Department's loan guarantee program to slip foreign aid billions through an Italian bank to Saddam Hussein, which he used to finance his secret nuclear buildup. The Bush Justice Department sought to contain the scandal by pretending that the Italian bank knew nothing of its Atlanta office's Iraqi dealings, despite suppressed CIA evidence to the contrary.

During the '92 campaign, Al Gore accurately charged that "the CIA reported to Secretary of State James Baker ... that Iraq was clandestinely procuring nuclear weapons" while the State Department was urging more loan guarantees to appease the dictator. Candidate Clinton, asked if he would favor a special Iraqgate

prosecutor under a new Independent Counsel Act, replied unequivocally, "Yes."

That was then. Last week, in Atlanta federal court, Mr. Clinton's Justice Department arranged for the local Banca Lavoro manager to cop a plea on three minor charges of what had been a 347-count indictment, thereby blocking full disclosure of Rome's corrupt involvement — with guilty knowledge of U.S. officials — in a public trial.

John Hogan, Attorney General Janet Reno's longtime assistant in Miami, is the prosecutor who insists that the bank in Rome was innocent, over the plea bargainer's continued dispute.

Federal Judge Marvin Shoob rejects Mr. Hogan's contention as "absurd ... never-never land."

He sees a "wider-ranging sophisticated conspiracy that involved BNL-Rome ... and the governments of the U.S., England, Italy and Iraq."

But Ms. Reno's man, who joined the Justice Department on June 7, has conducted what she falsely calls "a thorough independent investigation," resulting in "no reason to change our opinion."

Thus Clinton appointees at Justice have closed ranks with prose-

cutors and fixers desperate not to be brought before a grand jury by a truly independent counsel. Mr. Bush's Justice Department appointed the lawyer for Saddam's main arms purchaser as U.S. attorney in Atlanta; Mr. Clinton's Justice Department is appointing a lawyer from King & Spalding, BNL's law firm, who had worked on the case as a prosecutor to the U.S. attorney there now.

Ms. Reno is unconcerned at how her assertion of BNL-Rome's innocence bolsters the Italian bank's claim against the United States for \$380 million of the loans to Saddam that James Baker persuaded the Agriculture Department's Clayton Yeutter to guarantee. If the Criminal Division holds that Rome was victimized, shouldn't the United States pay up? "Apples and oranges," Mr. Hogan tells me; that is the Civil Division's job.

Mr. Hogan is familiar with Italian suits, having once been accused of receiving stolen clothing in a Miami "hot suit" case; he earned a straight-arrow reputation by resigning as prosecutor despite his innocence. But now he uses "ongoing investigation" to duck questions, despite St. Janet's claim of his work having already been "thorough"; it is patently not "independent."

Did Mr. Hogan take testimony under oath from ex-Attorney General Dick Thornburgh about a White House meeting with Ambassador Rinaldo Petrignani of Italy, directed by Rome to "raise the case to a political level"? Or ask the Criminal Division why an update on the BNL investigation was prepared for the attorney general just three days before that meeting?

Did he convene a grand jury to examine the Oct. 26, 1989, memo to Mr. Baker, with attached talking points and Baker notations, showing how commodity credits were abused for Saddam's backdoor financing?

Is it not a blatant conflict of interest for him to close out the Atlanta case while purporting to investigate the Atlanta prosecutors on whose work he depended?

Ms. Reno's man sayeth not. No wonder we hear not a peep of criticism about Bill Clinton from George Bush; the former president and his men are being well protected. The Congress should pass the Independent Counsel Act and demand that it be used in this case.

*The New York Times.*

## Authorities bury Kurdish deputy

- Sincar's body moved to Kızıltepe, laid to rest after religious service
- Murdered deputy buried without family, relatives and colleagues

*Turkish Daily News*

**ANKARA**- Turkish authorities on Thursday buried a murdered Kurdish MP whose family and friends were prevented for three consecutive days from holding a prearranged funeral ceremony for him in Ankara.

Democracy Party (DEP) Deputy Mehmet Sincar was laid to rest in his home town of Kızıltepe, Mardin, by security forces but without the participation of any relatives and friends. Sources said Sincar's family was asked to sign a paper saying they did not claim the body before his coffin was flown out of Ankara to the burial site in the ter-

ror-ridden Southeast region under heavy security measures.

Security forces prevented local people and supporters from attending the funeral and rushed Sincar's body through a religious ceremony held in a Kızıltepe Mosque.

Turkish Human Rights Association Chairman Akin Birdal said in statement that developments surrounding Sincar's funeral were against principal human rights and condemned the incident. Sincar and another DEP provincial official were shot dead last Saturday in the Eastern refinery city of Batman by gunmen said by the government to belong to Hezbollah. The DEP sus-

pects that local security forces have had a hand in the murders, as well as in the killing of 52 other activists and politicians affiliated with the party over the past two years.

Neither the DEP nor the family of Sincar were allowed in Ankara to organize their own funeral ceremony, which included placing the coffin on a catafalque and marching 500 meters to a nearby mosque.

"This is a body seizure," DEP Chairman Yaşar Kaya protested earlier. Police at the hospital refused to hand over Sincar's body to his 15 parliamentarian colleagues for two days as the governor's office dictated to relatives its own program for a ceremony. Neither DEP nor Sincar's family agreed to claim the body under these conditions.

Witnesses at Ankara's Hacettepe Hospital on Thursday said a state ambulance collected Sincar's coffin

from the morgue at noon.

A State Security Court prosecutor was present at the scene where hundreds of uniformed and plainclothes policemen took heavy measures to prevent any demonstrations. "The coffin was carried to the ambulance by hospital staff, but they were surrounded by policemen," Galip Rıdvanoglu, a TDN reporter on the scene, said.

From Hacettepe to the city's Esenboğa Airport, journalists chased the well-guarded hearse.

The vehicle then sped through the gates of the airfield and to a plane chartered by officials to fly to Diyarbakir.

Officials in this Southeastern provincial capital said there was a change in plans and instead of being taken to his hometown overland, Sincar's casket was flown by helicopter to Kiziltepe.

"There was no incident during the day," TDN reporter Ali Fuat Ulay, who travelled to Kiziltepe for the burial said.

"But they rushed everything in silence. From the helicopter, the coffin was placed in an ambulance and driven to the mosque. From there to the family grave where he was laid to rest."

On Wednesday, ATV television screened footage

from Kiziltepe showing the extreme security measures and military check points every 200 meters. Officials said earlier they would not allow the funeral ceremony to turn into a mass rally.

DEP Chairman Yaşar Kaya said Thursday morning that his party and Sincar's family had reconsidered their position and decided not to claim the MP's coffin because authorities had refused to let them carry out the funeral as initially planned.

The DEP has been trying since Tuesday to collect Sincar's body from Hacettepe in vain. The government said only under its own conditions could a ceremony be held.

DEP, whose predecessor, the People's Labor Party was banned in July, now has 17 deputies left in Turkey's 450-member Parliament.

LE MONDE — 10 septembre 1993

TURQUIE : après la révélation de deux scandales

## Le gouvernement s'affirme déterminé à lutter contre la corruption

Deux affaires de corruption chez des hauts fonctionnaires viennent de révéler l'ampleur de ce mal en Turquie.

ISTANBUL

de notre correspondante

L'histoire avait débuté comme un mauvais roman-photo, à la « une » des quotidiens : l'épouse aigrie, abandonnée par son mari pour une femme plus jeune, prend sa revanche. Le mari volage, Ergun Göknel, ancien directeur de la compagnie des eaux d'Istanbul (ISKI), se trouve aujourd'hui au centre d'un scandale de corruption qui, contrairement à beaucoup d'autres, rapidement oubliés, continue de prendre de l'ampleur et secoue les milieux politiques turcs.

Dénoncé par son ex-épouse, dont il avait acheté le silence pour l'équivalent de 800 000 dollars (environ 4,8 millions de francs), une maison et une voiture, M. Göknel a aujourd'hui perdu son emploi et se trouve en prison, officiellement inculpé pour avoir touché des pots-de-vin importants.

Le maire d'Istanbul, Nurettin Sozen, membre du Parti populaire social-démocrate (SHP), avait congédié le directeur de la compagnie des eaux lorsque les accusations de l'ex-M<sup>me</sup> Göknel avaient été révélées au grand jour. M. Göknel se trouvait alors à l'étranger, en lune de miel avec sa nouvelle épouse, une jeune employée de la compagnie.

### « Encouragements » et pots-de-vin

Le directeur d'ISKI, qui refuse de se déclarer vaincu, a riposté, accusant le maire d'avoir été l'amant de son ancienne épouse. Il semble également déterminé à entraîner d'autres personnalités dans sa chute : ses accusations ont déjà éclaboussé un ministre, un haut responsable du SHP et vingt-neuf journalistes accusés de toucher des « salaires » d'ISKI. Récemment, le quotidien *Sabah* avait exigé, à la « une », la démission du maire d'Istanbul et du vice-premier ministre Erdal İnönü, dirigeant du SHP.

La corruption est présente en Turquie à tous les échelons. Chacun a sa petite histoire à raconter, des billets de banque transmis discrètement pour encourager le douanier de l'aéroport à fermer les yeux aux larges pots-de-vin versés aux politiciens. La plupart des importateurs tiennent compte de ce facteur pour établir leurs prix. « La corruption figure pour 2 % dans mon budget », explique un importateur de produits électroniques.

Les Turcs distinguent, cependant, deux types de corruption : d'une part, les « encouragements » financiers glissés aux petits bureaucrates - si mal payés qu'ils vivent parfois à la limite de la pauvreté, - qui permettent de sauter des échelons ou du moins d'accélérer le fonctionnement de la lourde machine bureaucratique ; d'autre part, plus sérieux, les pots-de-vin versés pour transgresser la loi.

Les rives du Bosphore sont ainsi défigurées par des centaines de bâtiments construits en violation de règles strictes introduites pour protéger la beauté du site. A la fin des années 80, les spéculations boursières de la famille du président Ozal - dans un pays où un large pourcentage des sociétés cotées appartiennent à l'État - avaient alimenté la chronique, mais aucune suite légale n'avait été donnée à ces accusations.

L'exemple de l'Italie et du Japon ont probablement influencé la population, qui, jusqu'à présent, acceptait la corruption avec fatalisme. « La conviction que la corruption règne partout en Turquie est profondément ancrée dans l'esprit de la population, c'est un problème sérieux », a déclaré le premier ministre, M<sup>me</sup> Ciller. La presse turque poursuit son enquête et s'attaque à une nouvelle cible, le préfet d'Istanbul, Hayri Kozakcioglu, accusé d'avoir détourné des fonds versés par les Nations unies pour les réfugiés kurdes irakiens, lorsqu'il était le super-préfet du Sud-Est anatolien. M<sup>me</sup> Ciller a affirmé que son gouvernement suivait de très près les développements de ces deux dossiers : « Notre gouvernement, a-t-elle dit, s'attaquera avec détermination et courage à la maladie de [la] corruption et [des] pots-de-vin qui rongent notre vie publique. »

La résolution du premier ministre pourrait être mise à l'épreuve rapidement. La presse turque a fréquemment accusé M<sup>me</sup> Ciller et son époux, Ozer, qui ont fait fortune dans la spéculation immobilière, de pratiques irrégulières. La presse avait également mis en cause le rôle d'Ozer Ciller dans la faillite retentissante, dans les années 80, de la banque dont il était le directeur.

NICOLE POPE

turkish daily news / September 13, 1993

# Iraq-UN talks adjourn, arms pact still in limbo

■ *Baghdad wants a UN oil embargo lifted as soon as arms inspectors are satisfied that it has scrapped all its dangerous weapons*

*Reuters*

UNITED NATIONS- U.N. and Iraqi officials ended a week of intensive disarmament talks without an agreement but cautiously optimistic of progress towards a deal that eventually would allow Iraq to sell oil freely.

Key differences remain, however. Iraq wants a United Nations oil embargo lifted as soon as arms inspectors are satisfied that it has scrapped all its dangerous weapons.

The U.N. Special Commission in charge of dismantling Iraq's war machine insists that a long-term monitoring program designed to ensure Baghdad does not reacquire banned arms must be implemented before it can recommend sanctions be lifted. U.N.

Secretary-General Boutros-Ghali conferred with the chief Iraqi negotiator, General Amir Rasheed, director of Baghdad's military-industrial authority. U.N. sources said he sent a personal message to Iraqi President Saddam Hussein but they would not reveal its contents.

Rolf Ekeus, the Swedish head of the U.N. commission, has threatened not to continue the crucial weapons talks, expected to resume in Baghdad in October, unless Iraq activates U.N. surveillance cameras installed at two missile sites near Baghdad.

The cameras were put in place but not turned on after a standoff between Iraq and the United Nations in June which brought a threat of force from the Security Council. Rasheed said Iraq had considered the cameras part of the long-term monitoring program but now decided they were just a technical issue. He said he foresaw no problem in activating them but needed approval first from his government. The sanctions, which have caused considerable hardship to the Iraqi people as well as the country's economy, were imposed in Aug. 1990 shortly after Baghdad's troops invaded Kuwait. The troops were driven out during the 1991 Gulf War.

Under a cease-fire resolution in April 1991, Iraq must destroy and disclose the sources of its nuclear, chemical, biological and ballistic weapons. The special commission would then recommend that the Security Council lift the embargo on exports, including oil. Sanctions on imports to Iraq are linked to compliance with a host of other demands, ranging from human rights to recognition of the border with Kuwait. After three years of suffering under a stringent trade embargo, diplomats believe Iraq has shown increasing willingness to compromise and reveal data.

Ekeus said Iraq provided new information about its chemical and missile production plants and suppliers but said he expected more data.

Rasheed told a news conference he thought all outstanding problems -- the data Ekeus was seeking on weapons and suppliers as well as plans for the ongoing monitoring -- could be settled by the end of November.

But he said the Security Council should lift the embargo on oil sales or at least assure Iraq it was willing to do so before monitoring plans could be implemented. But there is little chance he will get any such assurances from the Council. Ekeus estimates his commission needs at least six months to check all information and implement the monitoring plans once an agreement is reached.

The Iraqi general made it clear his government was apprehensive about ongoing U.N. demands without any indication that the embargo would be lifted. "We cannot just continue implementing actions," he said. Ekeus in the past months has had private talks with American, British and French officials in an effort to get assurances they would lift the embargo once he is satisfied Iraq has complied with all weapons demands.

Some U.S. officials fear that they would have no control over Iraq in implementing other resolutions once the oil embargo is lifted.

## CHP Southeast report warns switch to 'mass action'

*Turkish Daily News*

ANKARA- A CHP (Republican People's Party) probe on recent developments in the Southeast warns of a switch in the PKK's (outlawed Kurdistan Workers' Party) hit-and-run tactics to "mass action," Anatolia news agency reported Friday.

"Therefore, security forces must be trained to adequately counter such mass actions while doing their utmost not to harm people's right to life and security," reads the report prepared by CHP parliamentary group deputy chairman, Ali Dinçerler, and Kard deputy Atilla Hun.

"The PKK has managed to garner popular support through terrorist activity.

That fact cannot be used to justify further violence committed by state security forces in the region. Such practices as the forced evacuation of villages for security reasons must immediately be abolished," it says.

The report says the CHP believes there are efforts to justify military operations against those who have been forced to side with the PKK.

"Such an adventurist policy per se is highly dangerous to the future of the country. Even the fact that such speculation has arisen among the masses is dangerous enough," it adds. The report points out that trade centers such as Doğubeyazıt, Yüksekova and Cizre are the settlements hardest hit by rampant violence in the region.

"If violence there is a result of an attempt to prevent the PKK from extorting protection money from small businesses, then that means the people of the region are being targeted as well as the PKK. To erase the popular belief to that effect, the state must follow consistent, trustworthy policies," the report maintains.

turkish daily news

September 13, 1993

# Curfew lifted in Cizre after major operation

■ **Mayor says security forces fired on town after clash**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Local authorities in the Southeastern town of Cizre on Sunday lifted a daylong curfew after completing a major crackdown on districts where sympathizers of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) are believed to be living. Cizre Mayor Haşim Haşimi said that following an early morning operation, security forces opened fire on certain buildings in the town.

Despite official statements that two PKK militants had been killed, local sources claimed two children were also dead. Coinciding with the operation, Turkey's Agriculture Minister Refaeddin Şahin delivered a strident speech in Kayseri, demanding everyone who denied the Turkish national identity to "go to hell."

Officials said during the weekend that two PKK militants and a police officer were killed in Saturday's clashes, which erupted with a raid on an alleged organization safe-house.

Local sources said police, accompanied by troops, armored vehicles and Cobra helicopters, launched the operation early Saturday morning on the district of Cudi - named after the mountain where the PKK is currently said to have more than 20 training camps.

After a brief clash, they said, police informed citizens from armored vehicle loudspeakers that a curfew had been imposed on the town. But the gunfire continued throughout the day. A reliable source in Diyarbakır told the TDN that it had now become standard for town raids to start off with a single operation in the early hours of the morning to justify what he called "deterrent fire," which lasts almost all day. At least 10 civilians were reportedly injured during the incident.

The pro-Kurdish Özgür Gündem, quoting sources, said on Sunday that two children, aged two and 12, were killed in the incident, and another 15-year-old boy was hospitalized.

The newspaper claimed that a house where three PKK militants were hiding was surrounded by security forces and fired upon for at least five hours. It said the forces opened fire on other houses as well, causing great damage in the town.

Şahin said in a speech he made at the Grape Festival in Kayseri, as security forces opened fire in Cizre, that no one who denied his or her Turkish identity should have the right to live in Turkey.

"Those who say I am not a Turk, those who do not accept the Turkish flag, can go to whichever hell they want," Şahin said in a clear reference to the Kurdish-based Democracy Party DEP. Locals reported that the Cizre operation soon spread from the Cudi district to the districts of Kurtulus, Sur and Darkapı Saturday afternoon. On Sunday, calm was restored in the town. Meanwhile, sources in the region reported three separate operations were continuing on the PKK's mountain units, the ARGK military flank.

The Ağrı and Tendürek mountains are reportedly being bombed, while an operation also continues on Herekol Mountain, where five paramilitary village guards were reportedly wounded. The death toll in four days of clashes and violence in the region has exceeded 40, official statements said.

On Sunday, in an exclusive interview with the daily Sabah, Turkey's Chief of Staff Gen. Doğan Güreş promised once again to defeat the PKK within a year.

Güreş said the PKK would be crushed by next spring, and added that the activities of the organization for the time being were a reflection that it was in trouble.

On Sunday, the PKK continued with low-level armed attacks. In Batman, gunmen opened rocket and machine gun fire on a house, wounding four people, allegedly in retaliation for the killing of Mardin Deputy Mehmet Sincar.

In Iğdır, Kars, a group of militants opened fire on a border station Saturday night; no casualties were reported. Officials said the terrorists also burned down a school building.

## Italians establish contact with PKK

■ **Five-member delegation in Turkey to secure tourist release**

*Turkish Daily News*

ANKARA- A five-member delegation of Italian lawmakers headed for Turkey this weekend in a bid to free two of their nationals, who among seven foreigners held hostage by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) since last month, the Associated Press said.

AP said the five Italian members of Parliament, including conservatives, communists and a Greens party member, aimed to establish

contact with the PKK militants to secure the release of Angelo Palego and Anna d'Andrea.

Two Germans, two Swiss and a New Zealander are also among those being held by the Kurdish separatists, who reportedly seized them on Mount Ararat during August.

After arriving in Ankara, the five lawmakers were scheduled to fly to another area to meet Kurdish representatives, the Italian news agency ANSA said.

Unidentified sources quoted by ANSA said the Turkish government had agreed to suspend its of-

fensive in the area where the hostages were being held.

The mission follows contacts with the Kurds in recent days by Roberto Formigoni, undersecretary of the environment, ANSA said. Last Monday Italy freed a PKK spokesman, Ali Sapan, after arresting him the week before at a Rome news conference in which he urged Italy to establish direct contact with the Kurds to negotiate the hostages' release. Sapan is wanted for sedition and weapons possession in Turkey, but an Italian appeals court said the statute of limitations on the charges had expired.

## Hürriyet withdraws atlas on mention of Kurdistan in Turkey's southeast region

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's mass circulation daily Hürriyet this weekend withdrew all copies of an example print of the Turkish world atlas "Grosser Weltatlas" after realizing that it contained a region in Turkish territory called "Kurdistan."

The private InterStar television

reported this weekend that Hürriyet on Saturday had sent all newspaper sellers and kiosks nationwide copies of the Atlas it will be giving to readers in return for 40 coupons.

The newspaper announced earlier that anyone with 40 Hürriyet coupons could get the world's lead-

ing atlas.

InterStar reported that after copies of the atlas were distributed, Hürriyet officials realized it contained the word "Kurdistan" marked across southeast Turkey. It was withdrawn and the mistake will be corrected, the television news said.

# Police investigate attack on Sincar's house

■ *Five wounded in bombing, DEP says target was Leyla Zana*

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Police are investigating an attack in the Southeastern town of Kızıltepe in Mardin on the home of a murdered Kurdish deputy whose funeral ceremony in Ankara was banned last week by officials.

Five people, including a child, were wounded in Friday night's attack, which was carried out with bombs and guns allegedly after police and gendarmerie protection for the house was lifted.

Kurdish-based Democracy Party (DEP) Deputy Leyla Zana, who was staying at the house of the late Mehmet Sincar, escaped the attack without injury. But Kurdish activists claim she was the main target of the assault and suspect there may have been local official tolerance.

Last week, Sincar's body was flown from Ankara to his burial site in Kızıltepe by security officials, and laid to rest there after a funeral in which his relatives and colleagues did not participate.

Authorities banned DEP and his family from carrying out a pre-planned funeral ceremony for Sincar in Ankara. He was killed, along with a local DEP executive, in the eastern province of Batman the previous Saturday while investigating the murder of another party official. At least 54 DEP-affiliated activists have been killed in the region over the past two years.

"The invisible state is trying to create a provocation here and to frustrate the people. We will not allow this," Zana, one of the most outspoken Kurdish MPs in Parliament, said after the attack.

Interior Minister Mehmet Gazioglu said, on the other hand, that certain circles were

attempting to sow seeds of discord between Turks and Kurds with the bombing.

"We believe those who have interests in damaging the good relations between Turks and Kurds were behind the incident," Gazioglu said. Zana was quoted by the pro-Kurdish Özgür Gündem daily as saying after the bombing that deputies Ahmet Türk, Mahmut Kılınc and Selim Sadak were staying in separate houses.

"At about 23:45, while watching television, I heard an explosion. Then I heard two more explosions. Later I heard five or six shots," she said. The Kurdish MP explained that the women were sleeping on the flat roof of the house, as is traditional in the Southeast, while the men were inside.

"The bombs were thrown on the roof among the women," Zana said.

She was threatened last year by a senior



**THE DEATH OF AN MP:** The killing of Kurdish MP Mehmet Sincar in Batman a week ago Saturday was followed this weekend by an assassination attempt on his colleague, Diyarbakir Deputy Leyla Zana. Three bombs and gunfire targeted Sincar's house in Kızıltepe, Mardin where Zana was staying. The attack took place after crack teams and armored patrols were withdrawn. (Above) A police crack team member guards Sincar's coffin while in an ambulance last Thursday. Authorities rushed his body out of Ankara, where they had banned a funeral ceremony, and laid him to rest themselves in Kızıltepe.

Photo: TDN/Ali Fuat Ulay

military officer in the region, who was filmed by a British camera crew while saying that she would be killed. A Turkish newspaper suggested on Sunday that she may have been the target of attack. According to witnesses, Sincar's house, which has been kept open to hundreds of visitors since last week, was under heavy protection until the bombing. There were soldiers and armored vehicles surrounding the house. But

as of 19:00 hours on Friday, these were all withdrawn, witnesses said.

Meanwhile, the Gündem reported on Sunday that a group of about 500 villagers who had gathered to march toward Batman from Siirt in protest of Sincar's killing had been detained.

The newspaper said only 20 villagers were released. DEP chairman and Özgür Gündem owner Yaşar Kaya charged during

the weekend that a massacre campaign had been launched on his party and that statements made by authorities did not give them confidence. Kaya also said the Kızıltepe bombing targeted Leyla Zana. Referring to an appeal made earlier by DEP for peace to be enforced in the region where more than 7,000 people have died in armed violence since 1984, Kaya said, "I am abandoning our peace appeal for the time being."

A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P.

FRA0306 4 I 0149 TUR /AFP-JV41

Turquie-Kurdes

19 rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 13 sept (AFP) — Dix-neuf rebelles kurdes ont été tués lundi par des forces de l'ordre turque lors d'accrochages dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a-t-on annoncé officiellement.

Six membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) sont morts à Toptepe, près de Sirnak, à la frontière avec l'Irak, indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Dans la région de Bingol (est), cinq rebelles ont également été tués et huit autres dans les régions de Siirt, Tunceli et de Van, selon ce même communiqué.

Plus de 7.000 personnes —militaires, policiers, civils et rebelles— sont morts depuis 1984, date à laquelle le PKK a déclenché dans le sud-est anatolien une rébellion armée contre le pouvoir central d'Ankara.

KG/pk/mfo

AFP 131531 SEP 93

turkish daily news / September 14, 1993

## Baghdad says sanctions kill more than 300,000 people

Reuters

BAGHDAD- Iraq said over 300,000 people have died as a result of medical shortages during more than three years of U.N. trade sanctions.

Health Minister Umeed Madhat Mubarak told Reuters Television about 4,000 children under the age of five die each month, compared to 700 a month before the Gulf crisis.

Deaths among people over five had risen from 1,800 to 6,500 a month during the same period, Mubarak said.

He said official figures indicated 306,839 people had died since 1990 as a result of sanctions-caused shortages in Iraq's health services and systems for preventing disease. "There are so many infectious diseases now which we had managed to eradicate," Mubarak said. "Now we are detect-

ing a large amount of polio and cholera."

"We are now seeing so many newly detected cases of serious infectious diseases which are not just caused by the lack of medical equipment and drugs but also by general sanitation conditions," he added.

U.N. sanctions, imposed after Iraq's 1990 invasion of Kuwait, do not prohibit medical imports but with oil exports blocked the government lacks money to pay for them.

Spare parts are also lacking for water and sewerage systems and the health of the population has deteriorated because of food shortages.

Mubarak said doctors had this year reported 960 cases of cholera -- a disease which had been wiped out before 1990. Hospitals

## Opposition group alleges attempt on Saddam's life

Anatolia/Associated Press

NICOSIA, Greek Cyprus—An Iraqi opposition group claimed that Iraqi leader Saddam Hussein narrowly escaped an assassination attempt last month. It said the attack occurred Aug. 25 when Saddam was near his home village of Takrit, 100 miles (160 kilometers) northwest of the capital of Baghdad.

There was no way to independently confirm the report. Also unconfirmed is a report of a failed coup attempt in early August. The alleged assassina-

tion attempt was disclosed in a fax to The Associated Press in Nicosia from the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, an Iraqi opposition group based in Iran. It said that according to sources inside Iraq, some 20 people -- including members of Saddam's own Takrit clan -- tried to kill the Iraqi leader "while he was in the region of Takrit province."

It said "he escaped the attempt miraculously" despite an exchange of fire between the attackers and his guards in which 25 people died.



## Kurdish MP says son was refused at school

in Iraq are currently operating at 50 per cent of normal capacity because of the shortage of medical supplies. Many are forced to turn away all but the emergency cases, Mubarak said.

Iraqi officials say that there are desperate shortages of anaesthetics, analgesics, antibiotics and X-ray film. Many hospitals are forced to use old fashioned methods of sterilizing syringes, which have to be reused because there are no disposable ones.

Asked if Iraq had not brought health problems on itself by failing to comply with U.N. resolutions, Mubarak replied that "Everybody knows this is a false allegation fabricated by the enemy of the dignity of Iraq."

"It is not logical for a government to do such a thing." "Everyone knows that since the revolution in 1968 Iraq spent all its revenues on the welfare of the Iraqi people," he said. At Baghdad's Ibn al-Baladi Hospital, one of the capital's best, a number of incubators lie idle for a lack of spare parts. Wards were only half full and medicine cabinets were sparsely filled.

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** A Kurdish MP on Monday claimed public schools in Ankara refused to accept his son and that he was insulted by school principals in several places.

Mehmut Alınak, Şırnak deputy for the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), is trying to register his 16-year-old son Halit Sinan at a Turkish high school.

On Monday, Alınak submitted a motion to the Grand National Assembly asking Turkey's education minister to explain the reasons for the discrimination he says he has faced. Interviewed by the TDN, Alınak said he had applied to the Tinaztepe, Ayrancı, Çankaya and Mimar Kemal high schools but had received similar replies.

"If they had not treated me as if I were an enemy, there would not have been a problem," Alınak said. According to the Kurdish MP, "Turks who dislike Kurds cannot like Kurds either, just as Kurds

who dislike Turks cannot like Kurds."

Alınak claimed that the deputy principal of Mimar Kemal High School, Oğuz Erol, had told him on the telephone that he would not accept his son at his school. "Your children should go to school in their own region," Erol reportedly said.

Mimar Kemal officials refused to speak to the TDN on the issue.

Alınak further charged that the Çankaya High School principal, Seyfettin Şahin, had insulted him and his son in the school yard. He said Şahin had bluntly told him later that his son had no place in the school, once he mentioned that he was a Şırnak deputy.

"Where do these officials get the authority to refuse to register my son?" Alınak's written appeal asked. "Are they getting this strength and courage from you? Do you or others have the right to tell us to take our children and have them educated in their own region? Whose property are these schools?" the questions continued.

"I am terribly disturbed. It is the worst thing that can happen to a father. I can't even place my son in a school," Alınak told the TDN.

Çankaya High School principal Şahin said, meanwhile, that he did not discriminate among his students and denied Alınak's claims.

Interviewed by the TDN, Şahin said the incident occurred during lunch break and that he did not know that he was facing Mahmut Alınak.

"These people," he said, "are very sensitive. Like all Turkish citizens -- since we accept 'them' as Turkish citizens -- they can come and register their children."

Şahin also asked for the TDN to mediate with Alınak "so the misunderstanding can be corrected" and his son could be registered.

## Turks invest \$6.5 bn in Turkic republic

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Turkish investment allocated to the Turkic republics of the former Soviet Union amounted to \$6.5 billion in the last two years, said the head of the Turkish International Cooperation Agency (TICA) on Monday.

In a press conference in Ankara, Ambassador Umut Arık, the chairman of TICA, said that amount was more than those of countries like Germany, France and Britain.

Not all of the \$6.5 billion is Turkish public investments; much of it comes from private sector investments and joint ventures.

Informing the press of TICA's activities of the past year, Arık said the organization succeeded in establishing relations with the Turkic republics in many fields in order to contribute to their development.

Arık added that the organization's activities have not been at the desired level; the pace of developments in the former Soviet republics, now in transition to pluralist democracies and market economies, was slower than Ankara's planners had hoped.

Arık emphasized that the aim of TICA was not to create an influence zone or a living space (lebensraum) for Turkey, but to assist the former Soviet republics in their transition period. Arık said in that context Turkey is not bothered by the rapprochement between Russia and the southern republics in the framework of the Commonwealth of Independent States (CIS). TICA was founded in January 1992 to coordinate Turkish and Western economic and social development activities in the southern republics of the former Soviet Union. Its goal is to act as an umbrella for the activities of individual ministries with regard to the region.

But it seems some of the governmental bodies are not very pleased with a coordinating body telling them what to do with their own budgets.

Arık says he has had no problem with the "technical ministries" so far, particularly mentioning education, energy, industry and culture.

But he doesn't hide the fact that TICA has had problems with decision-making government bodies. The undersecretariats of Treasury and Foreign Trade, the Finance Ministry and even the Foreign Ministry -- which gave birth to TICA -- were having difficulties adapting to the presence of the organization.

TICA's budget, which Arık proposed should be TL 860 billion (some \$86 million) for fiscal year 1993, was not included in the Foreign Ministry's budget as has been previously agreed, and later the Finance Ministry allocated TICA a budget of TL 300 billion after negotiations.



Turkish Probe September 14, 1993

## The Killing of A Kurdish MP

İsmet G. İmset

**T**he killing of Mehmet Sincar, member of parliament and local party executive of the Kurdish pro-Kurdish Democracy Party (DEP), in the eastern refinery city of Batman on Sept. 4, has led to developments which indicate that Turkey's tolerance for Kurdish politics -- let alone separatism -- is nearly exhausted. Not only was Sincar, an elected representative of the people, killed, but he was killed under highly controversial circumstances. What followed his death actually showed that despite all official assurances, there may indeed be a new clandestine campaign to "eliminate" the remaining 17 Kurdish deputies in Parliament.

Initial claims by Sincar's colleagues that police protection for the deputies -- who were in Batman to investigate the murder of another party official -- was withdrawn before the MP was murdered never received a serious reply.

Local officials only toyed with words in a fruitless attempt to explain why Kurdish deputies, in a city famous for ruthless violence targeting pro-Kurdish activists, was not under protection.

A security chief argued that the deputies did not like to be followed around. Another official argued that they had demanded not to be protected. Yet another said there was protection, in front of the DEP building, but the deputies had used the back door. Et cetera. None of the statements served to tell the nation what had really gone on.

According to other DEP deputies however, there was police protection (or tailing) from the beginning of their visit in the region, but it was lifted as of Saturday morning, when the killing took place.

Naturally, the DEP and Kurdish activists concluded that without the cooperation of local officials -- or at least their turning a blind eye -- such a murder could not take place. What strengthened their argument was another incident this weekend during which another DEP parliamentarian survived only by chance.

Sincar's family house in Kızıltepe, Mardin, was visited by at least 6,000 friends and supporters after Sept. 9 and was constantly under observation by local troops and armored vehicles.

On Saturday, however, the troops and vehicles were reportedly withdrawn at around 7 p.m. local time. About four hours later, three explosions rocked the house, followed by six shots of gunfire. Five people, children among them, were wounded in the attack.

Leyla Zana, one of the most outspoken pro-Kurdish deputies in Parliament said to have links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was supposed to be on the roof of the house, along with the other women, when bombs landed there. "Instead, I was downstairs, watching television," she explained later.

lained later.

According to DEP leader Yaşar Kaya, the target of the attack was Zana. According to most everyone, even including Turkey's Interior Minister Mehmet Gazioğlu, there have been attempts in the country to spoil the brotherhood between Kurds and Turks.

The attack on Sincar's house may indeed be another step toward a hardening of the DEP which already faces internal pressure to take radical action against the Turkish Parliament. Last week, Turkey witnessed a cat-and-mouse game put on by Turkish authorities and DEP officials, further strengthening the position of hardliners in the pro-Kurdish legal movement. All attempts by Sincar's family and DEP authorities to stage a funeral ceremony for the murdered MP were blocked. But they were blocked in such a skilful way that Ankara always gave the impression Turkey was doing what it could to help the party out. First, the DEP moved Sincar's body from Batman, where he was killed, to Ankara -- where he even had the right to be given an official ceremony at Parliament.

Later, DEP announced that it would stage its own alternative funeral ceremony for its MP, would turn down a ceremony at the Grand National Assembly and would cover Sincar's coffin with a party flag instead of a Turkish one.

This naturally angered many Turks, among them soldiers as well as politicians, taken as a signal that DEP was turning down the Turkish identity altogether.

A day after the attack on Zana, Turkey's agriculture Minister Refaeddin Şahin delivered a strident speech in Kayseri, saying that everyone who denied the Turkish national identity should, in his words, go to hell.

"Those who say I am not a Turk, those who do not accept the Turkish flag, can go to whichever hell they want," Şahin said. Three days prior to the attack on Sincar's life, Turkey's president Süleyman Demirel had made a similar remark, telling the nation that anyone who sympathized with those shedding blood in the Southeast were themselves "killers."

Knowing the level that the national reaction to their policies had reached, the first thing DEP deputies did after bringing Sincar's body to the Turkish capital was to seek official backing and understanding.

Thus, early last week, party executives and several deputies marched into the presidential palace in Ankara and made their first appeal to Demirel.

A day later, they met with Prime Minister Tansu Çiller. "We had positive replies from both," Kaya explained to the Turkish Probe later. "They said

## Turkish Probe September 14, 1993

they understood us and that there would be no attempt to prevent the funeral."

According to a DEP parliamentarian, Çiller appeared to be so positive that she actually blamed Turkey's young democracy for the mishaps and told the delegation "we must try, altogether, to turn [Turkey] into a mature democracy."

The DEP believed this was a hidden reference to anti-Kurdish trends surfacing in the Turkish community.

Despite assurances though, when the party actually tried to carry out its planned funeral, it was faced with incredible problems. What was observed throughout the ordeal was that the DEP went out of its way to prevent any provocation and to cool down its own supporters.

On the first day, after being told by Çiller that they had the right to carry out their own funeral ceremony, the DEP was informed by the Ankara governorship that they did not. Both the governorship and the police announced that they would not give the funeral over to the DEP -- if they insisted on their own program.

What was not mentioned, publicly, was that the governor himself was under immense pressure from the city's police force to send the body out of Ankara as soon as possible.

Due to the scheduled ceremony, all of the police were working long and tiring shifts. As of Sunday, the city's five main entrances had been placed under control.

Groups coming for the funeral were sent back. In the city itself, policemen had set up checkpoints where they preventing citizens of Kurdish origin from entering some of the districts.

Upon learning of the ban on the funeral, the DEP decided to attempt retrieving Sincar's body with minimum risk of a mass demonstration.

A lengthy meeting was held at the party headquarters. Later, a group of deputies left the building and in separate cars drove up to Hacettepe hospital.

Unknown to them was that the police had already taken measures there. Inside, the parking lot had been blocked by unmarked police cars, instructed to park there to prevent other vehicles from doing so.

At the doors of the emergency room, three rows of riot police stood guard. Inside, at the entrance of the morgue, about a dozen policemen armed with semiautomatic guns barricaded the corridor leading to a chamber where Sincar's body was kept.

The security measures were so intense that not even the ambulance, hired to drive Sincar's body out, was allowed in.

But the deputies got through and entered the hospital director's office where they waited for about half an hour until realizing that he had also been told briefed by officials.

The director, who spoke to the deputies on the telephone, said he saw no medical reason to prevent the funeral but was under verbal orders from the governorship. "They will also be sending the order in writing," he added.

Another hospital official complained to the Turkish Probe that "the police have taken control of

everything."

In the words of Kaya, "Sincar's body was seized." What created problems between the DEP and Ankara appeared to be a demand to bury Sincar after religious services were conducted in Ankara.

The DEP wanted to pick up the body, place it on a catafalque in front of the headquarters for one day, march it over to a mosque some 500 meters away and then take it to Sincar's hometown of Kiliztepe, Mardin.

"There is no way," said the Ankara security chief, "they can march through the streets." From the very beginning, the police were against the idea.

The prevention of Sincar's funeral led only to reaction from the DEP which in turn announced -- with the support of the late MP's family -- that it would not retrieve the body.

A two day showdown started between the party and Ankara. Aware that its own image was being tarnished abroad, Ankara tried to convince the DEP into accepting its own terms and agreeing to a make-shift ceremony which would last, at the most, several hours.

The DEP, aware that by keeping Sincar on the agenda it was attracting attention to its own plight, insisted on its own demand.

The result: Sincar's body stayed where it was. Remaining in the Hacettepe morgue and enjoying protection he never had while he was alive, the dead MP became the central piece of a chess game that seemed to have been won by his friends.

By Thursday, it was clear that neither the DEP nor Sincar's family had any intention of claiming the body unless they were allowed to pay tribute to him in Ankara.

In addition, police pressure on the governorship had increased. As of Wednesday afternoon, the police started to insist on sending the body out of the city and saving themselves the additional work -- all on behalf of "a Kurdish traitor."

Police brutality in the capital related to the funeral only served to alienate the police more from the people in Ankara. Filmed by a private television station, it has still not been investigated by authorities.

The fury of the police force could clearly be seen in InterStar news bulletin footage showing how the Ankara police had "dispersed" crowds in downtown Sıhhiye.

Two of these scenes were described in detail in the Turkish Daily News during the week:

In the first: "Blood spurted out of the victim's mouth as the first wooden truncheon hit his face. Six policemen jumped him. He fell to the ground after an abortive attempt to flee. As he screamed "help," the six uniformed officers raised their clubs. Over and over again they hit him: in the stomach, on the back, but mainly on the head.

Two of the officers, about half a minute into the beating, started to kick his head. A boot landed on the back of his skull. Another crashed into his nose.

The remaining four joined in, jumping up and down on top of him.

He turned over several times, his face reflecting nothing but sheer pain and fear. Finally, the offi-

Turkish Probe September 14, 1993

cers decided to move out. One after another they gave him a last kick.

Only one remained behind.

He turned, jumped up and landed hard with both feet on the victim's spine. Without once looking back, the group of six uniformed policemen rushed off to another Kurd..."

And, in the second: "The girl screamed as she rushed through the street, four

uniformed policemen chasing her, their clubs bouncing off her back after each blow. One blow after another. Her screams echoed from television screens into the homes of millions of Turks. Meanwhile, police radioed their headquarters, asking for 50 more truncheons to replace their broken ones.

They kicked her -- she got a boot in the stomach. Two officers grabbed her arms while another swung at her. Throwing her aside -- she fell face down on the pavement -- they ran to another protestor..."

Indeed, what was seen on television hardly fit in with what officials explained as an attempt to disperse crowds. Witnesses in front of the DEP headquarters, including deputies and a TDN reporter, openly heard the police shouting "Long Live Turkey, Death to the PKK" as they attacked the groups and their victims shouting "The State is a Killer" in reply.

Of all the Sincar-related violence, however, that of Engin Atay, a 22-year-old university student arrested miles away from the incidents at Eskişehir's bus terminal on his way to Ankara, was the deadliest.

Atay had wanted to attend the funeral ceremony of Sincar but was detained. He was first taken to the city security center to be questioned. Handcuffed, he was later escorted to his own apartment on the eighth floor of a building in the city. The last that was seen of Atay was his corpse, crashing through the ceiling of a parked car, after "falling down" from the eighth floor with his hands cuffed behind his back.

The police accused him after his death of being a leftwing activist -- but without any evidence. They also claimed he had jumped out of the window on his own.

Had a bomb attack not targeted Sincar's house this Saturday, these three incidents would have been the only dramatic developments after Sincar's murder.

But this was not the case. Indications now are that attacks on the DEP, pro-Kurdish activists, journalists and politicians, are to continue in the near future.

The Sincar investigation itself shows how "serious" things are being handled by Ankara.

The previous Monday, in a live interview with Mehmet Ali Birand's popular "32. Gün" (32nd Day) program, senior government officials boldly announced that Sincar's killer had been caught. According to them, the murderer was with the police and the case had nearly been solved.

Only two days later, local police and Emergency Law officials announced that the two assassins of Sincar had managed to get away.

Pictures and identities were passed on to the

press. More than a week into the investigation, there are only 16 suspects remaining in the hands of the police, about half of those initially detained. And there is no serious indication that anyone is closer to finding the killers than they were a week ago.

Kurdish activists in Turkey no longer believe the Hezbollah in Southeastern Turkey is responsible for the killings and sense that the Istanbul-based press is also being used to cover up a clandestine campaign against them.

Coinciding with Sincar's murder, for instance, several newspapers claimed that a protocol signed between the PKK and Hezbollah earlier this year had fallen through.

They claimed the Hezbollah was once again back to its feud with the PKK. Officials, on the other hand, immediately blamed the murder on this radical Islamic organization which, until last December, did not even exist according to Ankara. In November, the then Interior Minister Ismet Sezgin had said Turkey "has no record whatsoever of an organization by that name." In December, Emergency Law Governor Ünal Erkan had said "such an organization does not exist."

Now, it seems that using the Hezbollah as a scapegoat is in their best interests. It also serves to distract attention from any possible involvement of local security forces in the crime chain.

These developments, though, are actually fanning the flames of the Kurdish crisis Turkey now faces instead of diffusing tension nationwide.

It is also putting the DEP, a legal body in Parliament which now has 17 deputies -- all on a covert death list -- under a lot of pressure.

For one, statements made by senior state officials recently have placed the DEP as a target for the Turkish people, already frustrated over the deaths of thousands of civilians and security personnel in the Southeast as well as for local security forces.

It has been made clear, intentionally or not, that since the DEP sympathizes with the PKK, they are also regarded as "killers" by Ankara.

Secondly, through the persecution of DEP, the party's own radical grassroots have been strengthened. There is immense pressure on party executives to revise their moderate stance and even suggestions that the party should withdraw from Parliament altogether -- or openly support the PKK.

Yielding to some of this pressure after the assassination attempt on Zana, Kaya announced this weekend that the party had decided not to continue with its earlier appeal for peace. But the DEP and especially the parliamentary flank is still resisting the hardliners.

What happens in the days ahead will determine the future attitude of this party and how far it is willing to go in pursuing moderate policies (or rather how far it can go). But the signals are worrying for many and it appears more and more that the Kurdish voice is being forced underground, for survival if nothing else.

One can only but hope that the killing of Sincar is not the beginning of another wave of clandestine violence...

TURQUIE

# Les sept otages occidentaux ont été libérés lundi soir par les Kurdes

Hier, les otages étaient encore interrogés par les autorités turques. La Suisse a demandé à la Turquie de pouvoir prendre contact avec ses ressortissants. Leur retour est encore incertain.

**L**e Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a relâché lundi soir les sept touristes occidentaux qu'il avait enlevés, dont les Tessinois Nico et Anna Pianta ainsi que Giuseppe Rezzonico. Ils étaient toutefois interrogés hier en fin d'après-midi par les autorités turques. La Suisse a demandé à la Turquie de pouvoir établir un contact avec ses ressortissants le plus rapidement possible.

Outre les trois Suisses - dont Anna Pianta-D'Andrea qui bénéficie de la double nationalité suisse et italienne - le PKK a également remis en liberté l'Italien Angelo Palego ainsi que deux touristes allemands et un ressortissant de Nouvelle-Zélande. Les trois Tessinois ainsi que l'Italien avaient été enlevés le 18 août dernier au mont Ararat où ils cherchaient des restes de l'arche de Noé.

**RETOUR INCERTAIN**

Une fois relâchés par les rebelles du PKK, les touristes ont été appréhendés par les autorités locales. L'agence

semi-officielle Anatolia a annoncé en citant le gouverneur de la province d'Agri que les touristes suisses et italiens avaient été arrêtés et étaient accusés de collaboration avec le PKK. Un porte-parole du Ministère turc des affaires étrangères a toutefois démenti cette information. Il a précisé que les sept personnes étaient libres et pourraient retourner rapidement dans leurs pays. Ils ont simplement été interrogés à Dogubayazit, localité près de la frontière iranienne, a-t-il ajouté en soulignant qu'ils pourraient rentrer très prochainement dans leur pays.

L'interrogatoire par la police turque d'otages libérés est une chose normale, a expliqué le porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Franz Egle. Toutefois, le DFAE est immédiatement intervenu auprès des autorités turques. Malgré les efforts intensifs qui ont été déployés, ni les deux parlementaires suisses qui se sont rendus sur place, les conseillers nationaux Eugen David (dc/SG) et Angeline Fankhauser (s/BL), ni un employé de l'ambassade

suisse envoyé spécialement dans l'est de la Turquie, n'ont pu établir le contact avec les touristes suisses, souligne le DFAE. Ce dernier a demandé à la Turquie de pouvoir établir un contact le plus rapidement possible et a souligné qu'il attendait la mise en liberté immédiate des Suisses. Un avion helvétique se tient à disposition à Van (est du pays) pour le rapatriement des touristes suisses.

**DÉLÉGATION SUISSE**

L'espoir de voir les otages libérés s'était nettement renforcé le week-end dernier avec le départ pour la Turquie de délégations de parlementaires suisses et italiens. Les Kurdes avaient posé comme exigence pour la libération des otages, des contacts directs avec les Gouvernements concernés. Le DFAE a précisé que le voyage des deux conseillers nationaux, Eugen David et Angeline Fankhauser, correspondait à une démarche privée à caractère humanitaire. Ils ont néanmoins bénéficié du soutien logistique suisse. AP/ATS



Le Courrier — 15 septembre 1993

## EDITORIAL

# Interdire le PKK? Il y a mieux à faire

ALAIN CAMPIOTTI

Maintenant que les aventuriers tessinois de l'Arche de Noé sont sortis de la nasse du PKK, le moment est venu de poser quelques questions sur les implications de cette affaire.

Par les actions spectaculaires qu'il a ordonnées depuis le début de l'été, le parti armé kurde a fait la preuve de son efficace organisation. De Damas, où il réside le plus souvent, Abdullah Öcalan tient dans ses mains beaucoup de fils: le parti, le front qu'il anime (ERNK), la guérilla de dix mille combattants qu'il a constituée (ARGK); mais aussi des filiales en Europe occidentale: les comités du Kurdistan (qui ont pignon sur rue un peu partout, à Genève par exemple), l'agence KurdHa, tous soumis, quoi qu'en disent leurs animateurs, à la direction du parti.

Grâce à ces réseaux, le PKK peut désormais enlever des voyageurs dans le Sud-Est turc; poser pour leur libération des exigences politiques que relaient ses porte-voix dans les pays des kidnappés; organiser vers les lieux d'enlèvements le départ de délégations officielles (des parlementaires) à dé-

faut d'en obtenir d'officielles; tenter de monnayer enfin auprès des télévisions - comme nous l'avons révélé hier - des images des otages contre des devises sonnantes et rébuchantes.

Cette duplicité, aggravée par le caractère sordide du marchandage avec les TV, se marie naturellement mal avec l'objectif affiché du PKK: il prétend populariser son action. Il risque de provoquer, plutôt, une réaction de rejet. Faut-il alors interdire ici le PKK et ses filiales? Ce serait contraire à une tradition plutôt tolérante. Flavio Cotti disait cependant hier à Madrid qu'il faudra tirer les conséquences de ce qui s'est passé une fois que les otages seront sortis de Turquie. Le Conseil fédéral, probablement, ne décidera rien: sa police préfère que le parti kurde soit visible et repérable, pour le surveiller, plutôt que de le pousser dans une clandestinité opaque.

Une mesure de police, en effet, ne résoudrait rien. Comme l'acharnement de l'armée, de la police israéliennes, du Mossad aidé par les services secrets occidentaux n'ont rien pu contre les organisations palestiniennes qui, elles aussi, quand elles étaient acculées,

n'ont pas lésiné sur les moyens de leur lutte. Cette longue tentative d'éradication d'une résistance vient même de se transformer, à Washington, en son contraire. Et ce précédent tout chaud doit nous faire réfléchir. Dans la question kurde, comme dans la question palestinienne, il n'y aura pas d'autre issue (sauf une guerre endémique) que la négociation.

Bien sûr, les Etats européens ne peuvent pas tolérer le banditisme dans lequel glisse le PKK. Mais ils doivent d'abord s'interroger sur leur attitude très ambiguë à l'égard de la Turquie. Parce qu'ils ne veulent pas se priver de ce gros marché, mais aussi parce qu'ils n'osent pas dire froidement à Ankara qu'ils ne veulent pas des Turcs à part entière dans leurs institutions communautaires et collectives (à cause de l'islam, de la démographie), les Européens ont aménagé pour eux des accords d'association, et les ont admis dans leur instance la plus molle, le Conseil de l'Europe. Là justement où les violations des droits de l'homme, et d'abord des Kurdes, auraient dû faire apparaître la Turquie comme le candidat le moins désirable.

L'attitude européenne devrait être au contraire faite de pressions incessantes pour qu'Ankara en vienne à reconnaître l'identité kurde dans sa totalité, avec tous les droits qui en découlent. Le président Turgut Özal, à la veille de sa mort au début de l'année, avait commencé à faire de petits pas dans cette direction. Le PKK, de son côté (sous l'influence de l'exemple palestinien dont il s'est beaucoup inspiré?) a commencé de bouger: il a proposé ce printemps un cesse-le-feu unilatéral mal accueilli, il se prépare sans doute à renouveler son offre, et son combat indépendantiste paraît évoluer vers la recherche d'une solution fédéraliste en Turquie.

N'y a-t-il pas là, pour une diplomatie suisse qui ferait un autre choix que celui de la friolité rétractée, un terrain d'action prometteur? Comme le casse-tête palestinien l'a été pour les Norvégiens? Après tout, la Constitution turque a été rédigée par un professeur de droit lausannois. Pourquoi d'autres Suisses ne contribueraient-ils pas à lui apporter aujourd'hui les corrections indispensables, qui ne peuvent passer que par une négociation entre Turcs et Kurdes? □

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

FRA0188 4 I 0213 COS /AFP-0X24

Turquie-Kurdès

Treize personnes tuées dans le sud-est anatolien

ANKARA, 14 sept (AFP) - Treize personnes --8 rebelles kurdes et 5 miliciens pro-gouvernementaux-- ont été tuées lundi dans la région de Solhan, province de Bingol (est), lors d'opérations militaires et d'une embuscade rebelle, a rapporté mardi l'agence turque Anatolie.

19 rebelles kurdes ayant été tués lundi lors d'accrochages avec les forces de l'ordre dans différentes localités du sud-est anatolien à majorité kurde, cela porte à 32 le nombre de victimes lundi.

Huit rebelles kurdes de Turquie ont été tués lundi lors d'opérations militaires, soutenues par l'aviation, dans la région de Solhan, selon Anatolie citant un responsable de cette sous-préfecture.

Cinq "protecteurs de village (miliciens pro-gouvernementaux)" ont été tués, également dans la région de Solhan, par un groupe de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a indiqué l'agence.

Mardi, le journal turc pro-kurde Ozgur Gundem a affirmé que 13 soldats turcs avaient été tués par des "guérilléros de l'armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK, branche militaire du PKK)" dans la région de Karakocan, province de Elazig (est). Aucune indication officielle n'en avait pu être obtenue mardi matin.

# Dénouement confus pour les Suisses pris en otages par les rebelles kurdes

Relâchés par leurs ravisseurs dans la nuit de lundi à mardi, les Tessinois et leurs compagnons d'infortune ont fini aux mains des militaires turcs. Qui voulaient les interroger avant de les laisser regagner leur pays.

Le Ministère des affaires étrangères turc a confirmé hier après-midi que les sept étrangers détenus depuis plusieurs semaines par le PKK avaient été libérés. Parmi eux se trouveraient les deux Suisses Nico Pianta et Giuseppe Rezzonico, ainsi qu'Anna d'Andrea, l'épouse italienne de M. Pianta, un autre ressortissant italien, deux Allemands et un Néo-Zélandais. «Ils sont actuellement débriefés par les autorités locales, mais ils quitteront la Turquie très bientôt, soit directement, soit après un arrêt à Ankara», a décidé un porte-parole du ministère, qui a catégoriquement démenti les rumeurs selon lesquelles les sept étrangers avaient été arrêtés par les autorités locales et devaient être jugés pour avoir aidé le PKK.

## Libérés ou échappés

Les circonstances exactes de leur libération ne sont pas encore connues. L'agence de presse Kurd-Ha avait annoncé que le PKK avait libéré plusieurs étrangers lundi soir à Tevigo, un village situé près de Dogubeyazit dans la province est-anatolienne d'Agri. L'ambassade de Suisse a reçu confirmation officielle, de la part des autorités turques, de la libération de ses ressortissants, mais n'a

pas eu de contact direct avec eux.

Les deux touristes allemands, en revanche, ont appelé leur ambassade mardi vers midi. Au cours d'une brève conversation téléphonique, ils ont expliqué qu'ils n'avaient pas été libérés comme les autres otages, mais qu'ils avaient échappé à leurs ravisseurs.

Un représentant du Front national de libération du Kurdistan (ERNK), une branche du PKK, avait affirmé à Vienne, le 9 septembre dernier, que le mouvement séparatiste remettrait les touristes à des représentants de leur gouvernement. Deux parlementaires suisses, Angéline Fankhauser et Eugen David, ainsi que cinq députés italiens et plusieurs journalistes s'étaient rendus en Turquie dans le cadre d'une initiative privée dans l'espoir d'obtenir la libération des otages. Ils se trouvent actuellement dans la ville anatolienne de Van. Un diplomate suisse se trouve également dans cette ville, située à plus de 200 kilomètres de Dogubeyazit, où les touristes suisses avaient été enlevés et où ils ont été libérés.

## Contacts quasi impossibles

La tension dans la région et la présence des forces armées



rend presque impossible des contacts directs entre le PKK et des délégations étrangères qui sont constamment sous la surveillance de la police. En août dernier, des représentants d'organisations humanitaires et des journalistes turcs avaient tenté une opération similaire pour

obtenir la libération de six otages français et britanniques, mais n'avaient pas pu se rendre aux lieux de rendez-vous fixés par les guérilleros du PKK. Après plusieurs tentatives de rencontre infructueuses, les touristes avaient été simplement abandonnés par leurs ra-

visseurs au petit jour, à proximité de villages d'où ils avaient pu rapidement signaler leur libération. Il est très probable que les sept touristes remis en liberté hier l'ont été dans des circonstances similaires.

Istanbul / Nicole Pope □

FRA0284 4 I 0168 EXT /AFP-FX96

CEE-Turquie

Appel des euro-députés à la Turquie pour le respect des droits des Kurdes

STRASBOURG (CEE), 16 sept (AFP) — Les élus européens ont renouvelé jeudi leur appel aux autorités turques pour qu'elles mettent un terme à l'état d'exception dans les provinces à majorité kurde et qu'elles garantissent le respect des droits de l'Homme dans la région.

Dans une résolution du Parlement européen, en session plénière à Strasbourg, les députés ont condamné le récent attentat à Batman qui a coûté la vie au député kurde du parti démocratique DEP Mehmet Sincar, qui enquêtait avec des collègues sur la violence politique à Batman.

Selon les députés, M. Sincar "est une des victimes d'une longue série d'assassinats politiques non élucidés".

Les élus européens ont ainsi "condamné toute forme de violence et de terrorisme, notamment celui du PKK" et ont demandé que la lumière soit faite sur les assassinats dans le sud-est de la Turquie et que les coupables soient traduits en justice.

gg/pht/ac

AFP 161352 SEP 93

## TURQUIE

### Le PKK a libéré les sept otages occidentaux qu'il détenait

ISTANBUL

de notre correspondante

Sept touristes étrangers — deux Allemands, deux Italiens, deux Suisses et un Néo-Zélandais — ont été libérés, mardi 14 septembre, après plusieurs semaines de détention aux mains des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans l'Est de la Turquie. Les circonstances exactes de leur libération ne sont pas encore connues.

Une dépêche de l'agence de presse Kurd-Ha, proche du PKK, faisait état de la remise en liberté de plusieurs étrangers, lundi soir à Tevlo, un village proche de Dogubeyazit, dans la province d'Agri. Le gouverneur d'Agri, Ismet Metin, avait annoncé, mardi, que les forces de sécurité avaient arrêté quatre otages, libérés par les séparatistes, et qu'une procédure judiciaire serait entamée contre eux « pour avoir aidé et encouragé le PKK ». Cette déclaration pour le moins surprenante illustre la paranoïa des autorités locales, qui vivent dans un climat de tension permanent.

#### De nouveaux enlèvements ?

Le ministère des affaires étrangères a rapidement publié un démenti catégorique : « Les sept étrangers sont actuellement « débriefés » par les autorités locales, mais ils pourront rentrer chez eux très bientôt. » Le Front national pour la libération du Kurdistan (ERNK), une branche du PKK, avait annoncé à Vienne, le 9 septembre, que les touristes seraient libérés si leurs gouvernements envoyaient des représentants

pour les chercher. Deux parlementaires suisses et cinq députés italiens, accompagnés de plusieurs journalistes, se sont rendus en mission privée dans la ville de Van, mais des renforts de sécurité les ont empêchés de prendre contact avec le PKK.

Leur interrogatoire terminé, les ex-otages ont été transférés dans un hôtel de Dogubeyazit, et ils pourraient être rapatriés ce mercredi. La saga des otages n'est pas terminée pour autant. Les autorités locales ont annoncé que deux Iraniens et six Bengalis auraient été enlevés, le 11 septembre, par le PKK, sur la route entre Mus et Bingöl.

NICOLE POPE

□ Un colonel en retraite assassiné par des terroristes d'extrême gauche. — Un colonel à la retraite, Faruk Celebioglu, a été tué, mardi 14 septembre à son domicile, sur la rive asiatique d'Istanbul, par deux inconnus qui ont pris la fuite après avoir déposé sur la dépouille un drapeau de l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol. Plusieurs raids policiers, au cours des deux dernières années, avaient décimé les rangs de cette organisation de guérilla urbaine qui a récemment repris ses activités armées. Vendredi, un général à la retraite avait été légèrement blessé par balle au visage, dans le quartier de Besiktas, à Istanbul. Son garde du corps avait ouvert le feu et atteint l'un des trois assaillants, qui avait été arrêté, porteur d'un drapeau de Dev-Sol et de faux papiers. — (Corresp.)

LE QUOTIDIEN DE LA RÉUNION

16 septembre 1993

► **Turquie : enlèvement de deux touristes iraniens et trois bangladais par le PKK.** Les séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont enlevé samedi deux touristes iraniens et trois bangladais dans l'est de l'Iran. Ils ont été enlevés à un barrage routier parce qu'ils voyageaient au Kurdistan sans l'autorisation de l'Armée de Libération du Peuple du Kurdistan (ARGK), branche armée du PKK. Lundi, le PKK avait libéré sept touristes qu'il détenait depuis la mi-août. Un responsable de la diplomatie turque avait annoncé qu'ils « seraient prochainement rapatriés ». Il s'agit de deux Suisses (Giuseppe Rezzonico et Nico Riccardo Pianta), de deux Italiens (Angelo Palego et Anna D'Andrea), de deux Allemands (Albrecht Christoph Lehmann et Henry Butler) et d'un Néo-zélandais (Paul Thompson). Le PKK avait affirmé à la fin août qu'il ne libérerait les touristes pris en otages que si leurs gouvernements respectifs prenaient directement contact avec lui.



I guerriglieri curdi rilasciano Angelo Palego e Anna d'Andrea, i due italiani rapiti alle pendici del monte Ararat

# Turchia, liberi i cercatori dell'Arca

*Ma la polizia turca li interroga: accuse di collaborazione con i terroristi*

□ La Farnesina rassicura: oggi tornano. I parlamentari inviati per una mediazione criticano il fermo. Andreatta soddisfatto

di RICCARDO DE PALO

Odissea al termine per il "cercatore dell'Arca" Angelo Palego e per Anna d'Andrea, gli italiani catturati un mese fa dai curdi. I due sono stati rilasciati dai guerriglieri a Dogubayazit, assieme agli altri cinque ostaggi occidentali. Ma hanno fatto appena in tempo ad assaporare la libertà che sono stati presi in consegna dagli agenti turchi. «Semplici formalità di rito - hanno riferito ieri alla Farnesina - gli italiani si trovano nel posto di polizia ma non sono né in arresto né in stato di fermo». Sarà. Ma recentemente le autorità di Ankara avevano annunciato che avrebbero arrestato i due per «ricerche archeologiche abusive». E il governatore della regione, Ismet Metin, li ha accusati di «collaborazionismo»: circostanza confermata anche dalla delegazione parlamentare giunta in Turchia. Gli ex ostaggi sono stati però rilasciati in serata.

I curdi hanno addirittura affermato che per gli italiani i pericoli iniziano ora. «E' possibile che lo

Stato curdo li uccida», hanno riferito. Come? Inscenando uno scontro a fuoco. E accusando i guerriglieri di avere ucciso i turisti. Agli stessi parlamentari, «strettamente sorvegliati dagli agenti», sarebbe impedito di lasciare l'albergo, affermano i curdi. Ma alla Farnesina non risulta. E' intervenuto, a dissipare i dubbi, il ministero degli Esteri di Ankara: «I due italiani sono attualmente interrogati dalle autorità turche e verranno prese misure perché possano fare ritorno a casa al più presto possibile». Un "Falcon" messo a disposizione dalla Farnesina è pronto a decollare per l'Italia. Il rientro è previsto per oggi. Assieme ad Angelo Palego e Anna d'Andrea sono stati rilasciati anche i due ticinesi che facevano parte del gruppo che avrebbe dovuto scalare il monte Ararat alla ricerca dell'Arca di Noè: Nico Riccardo Pianta e Giuseppe Virgilio Rezzonico. Liberi anche i due tedeschi e un neozelandese.

Quel'è stato il prezzo po-

litico pagato per la liberazione? Le trattative sono state portate avanti in gran segreto. La Farnesina ha sempre negato qualsiasi contatto diretto con i terroristi: «Il nostro interlocutore è il governo turco». Ma qualche "canale" meno ufficiale è stato certamente seguito. Si è parlato di un giornalista turco. Di contatti con l'ambasciata francese, che aveva già risolto una vicenda del genere. La delegazione di parlamentari italiani, inoltre, era da giorni a Van per tentare una mediazione. E un tentativo analogo, affatto coordinato con il primo, è stato portato avanti dalla Comunità di Sant'Egidio.

L'*escamotage* ha funzionato. Ma uno dei protagonisti del negoziato, l'eurodeputato Eugenio Melandri, ha detto ieri a Strasburgo che il governo italiano ha fatto di tutto per «rovinare le cose» e per «screditare la delegazione parlamentare inviando una delegazione umanitaria alternativa». Questo perché il governo, secondo Melandri, voleva «mantenerci ad ogni costo buone relazioni con il governo turco». Il portavoce della Comunità di Sant'Egidio Mario Marazziti ha confermato che la missione umanitaria, fermo restando il rifiuto del negoziato, era «approvata dalla Farnesina». Insomma, i preti

"possono" più dei diplomatici.

Melandri "ospita" da settimane il portavoce curdo Ali Sapan, ancora con «obbligo di residenza»: su di lui pende una richiesta di estradizione in Turchia, che se accolta dimostrerebbe una certa insensibilità per la questione dei diritti della minoranza curda in Turchia. L'arresto di Sapan aveva rischiato di provocare gravi ritorsioni. Poi la Corte d'appello di Roma ha permesso il suo rilascio: e in molti, alla Farnesina, hanno tirato un sospiro di sollievo. L'avvocato di Sapan, Fausto Tarsitano, si è detto «ottimista» sull'esito della vicenda. Forse il ritorno del portavoce a Parigi è prossimo: Tarsitano ha annunciato per oggi un comunicato stampa.

Roberto Formigoni, sottosegretario all'Ambiente che si era adoperato per trovare una "soluzione onorevole" alla vicenda degli italiani, è soddisfatto. Ma non replica alle accuse di Melandri. I giorni che seguiranno, ci ha detto, saranno utili per chiarire meglio la vicenda. Trionfalista il ministro degli Esteri Beniamino Andreatta, che si è detto «molto lieto» della liberazione. Un buon esito del quale, ha precisato, «eravamo sicuri sin dall'inizio». E ottenuto «senza cedere al ricatto».

# Un mois aux mains du PKK en Turquie, les otages suisses racontent

*Anna et Nico Pianta, enlevés par les activistes kurdes le 18 août dernier, sont arrivés hier à Lugano. «Un mois avec les Kurdes a été moins pénible qu'un jour avec les Turcs», commente le chercheur de l'arche de Noé.*

**SYLVIE COHEN**  
LUGANO

«**S**ous certains aspects, notre mésaventure a même été divertissante.» Nico Pianta ne le cache pas et accueille avec le sourire sur l'aéroport d'Agno les fleurs qu'un groupe de Kurdes est venu apporter à leurs «hôtes». Pas de traces sur son visage du mois de détention qu'il a passé entre les mains des rebelles de l'armée de libération du Kurdistan. Nico et son épouse Anna semblent être des vacanciers de retour d'un banal périple. Lui, le visage hâlé par le soleil de la montagne (les otages ont passé leur détention à quelque trois mille mètres d'altitude), elle souriante et détendue, sous ses allures d'adolescente.

«Dire que j'imaginai vous retrouver amaigris et marqués», murmure Silvana Pianta qui, vi-

siblement, a vécu des heures beaucoup plus angoissantes que son fils.

**«Notre ami italien a pu repérer les restes de l'arche de Noé»**

Les retrouvailles, les larmes de joie, les embrassades, se déroulent pudiquement dans le jet «gouvernemental» qui ramenait les otages au Tessin. Tandis que sur le tarmac Flavio Cotti attend patiemment de saluer plus officiellement les otages. Sans cacher que la mission «autonome» des parlementaires suisses qui ont pris langue avec le PKK a joué un rôle «très important» dans la libération des otages. De

même que la fructueuse collaboration établie «heure par heure» entre les gouvernements suisse, italien et allemand.

Pas question bien sûr de parler de «concession» faite aux Kurdes. «Il y a des années que j'ai des contacts avec ce peuple. Alors le Parlement et le gouvernement m'ont fait confiance», souligne la députée Angeline Frankhauser. La police turque a tout de même donné du fil à retordre à la délégation suisse qui, à peine arrivée à Van dans le Kurdistan, a vu tout le personnel de l'hôtel où ils logeaient se transformer en véritables espions. «Nous ne pouvions avoir aucun contact avec l'extérieur», a encore affirmé Angeline Frankhauser dont les propos peu amicaux à l'égard des Turcs ont été diplomatiquement tempérés par Eugen David, le second émissaire du Parlement.



Le conseiller fédéral Flavio Cotti a accueilli, hier à Lugano, deux des trois otages suisses libérés par le PKK.

KEYSTONE

Et les otages pendant ce temps? Libérés lundi soir par les rebelles kurdes, en même temps que deux touristes allemands et un néo-zélandais (parti lui aussi à la recherche de l'arche de Noé), ils ont marché des heures et des heures sur les pentes du mont Ararat avant d'être interceptés par la police turque. «Un mois avec les Kurdes a été moins pénible qu'un jour avec les Turcs qui ont été plus discourtois que violents», commente Nico Piantà, en écartant le récit de ses «vacances» kurdes.

Les rebelles donnaient régulièrement des cours à leurs «hôtes», pour leur expliquer le bien-fondé de leur combat. Le reste du temps, les otages jouaient aux échecs, discutaient, allaient explorer la région sous l'escorte d'un seul homme. «Nous avons même pu nous rendre sur les lieux où notre ami italien Angelo Palego a repéré les restes de l'arche de Noé», sourit Nico. A-t-il jamais eu peur au cours de l'aventure? «Un peu d'angoisse oui, en pensant à nos parents, lorsque les Kurdes nous ont in-

terceptés. Mais la peur, seulement quand les bombardements turcs ont commencé dans la région.» Le jeune Tessinois noue les manches de son magnifique pull de laine autour de sa taille. Un cadeau de ses aimables géliers qui ont même pensé à éviter aux otages un refroidissement. Nico le gardera en souvenir.

Quant à Giuseppe Rezzonico, l'autre Tessinois libéré par le PKK, il n'est pas trop pressé de regagner la Suisse. Après avoir récupéré sa voiture à Van, dû-

ment escorté par la police turque, il fera un crochet par la Grèce pour achever ses vacances. Les familles des deux touristes iraniens et des trois bangladeshis enlevés samedi par les séparatistes kurdes s'en trouveront-elles pour autant rassurées? Face au gouvernement iranien en tout cas, le PKK aura plus de difficultés à promouvoir sa cause. □

Friday, September 17, 1993

turkish daily news

# Demirel meets military, intervenes on torching of villages in Southeast

- Sources report major decline in burning of settlements
- Complaints of killings, raids and oppression continue

*Turkish Daily News*

ANKARA- The torching of villages in Southeastern Turkey by security forces stopped for nearly one month, following a crucial meeting between President Süleyman Demirel and Turkey's Chief of General Staff Gen. Doğan Güreş in the second half of August.

But villagers continue to complain of raids and killings, mainly aimed at forcing them to join the para-military village guards and battle the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

The development came after the president was informed by TDN editors that there were allegations that more than 400 villages had been partially or completely burned down over the past two years and this campaign was serving the interests of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

*Turkish Daily News*

ANKARA- The torching of villages in Southeastern Turkey by security forces stopped for nearly one month, following a crucial meeting between President Süleyman Demirel and Turkey's Chief of General Staff Gen. Doğan Güreş in the second half of August.

But villagers continue to complain of raids and killings, mainly aimed at forcing them to join the para-military village guards and battle the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). Kurdish sources told the Turkish Daily News on Thursday that although Turkish raids on civilian settlements were continuing --with the purpose of catching or punishing PKK militants and sympathizers-- there had been no incidents of villages being completely torched for the past month and until this week, in contrast to developments over the past year. TDN editors, in an August 16 meeting with Demirel, informed the President of local complaints of village burnings, and said that this practice was further alienating the Kurdish people from the state.

Demirel was later given two separate but detailed reports on villages burned down by security forces in the recent past, including five examples from July in which all of the named settlements were torched to the ground.

TDN editors also voiced the reactions of senior officers to the practice in the region, saying these officers argued that the PKK was recruiting new

civilians among its ranks with each village that was evacuated and burned down.

In the words of a senior police director in eastern Turkey, "half of the men evacuated go up to the mountains while the other half, sympathizing with the PKK, go to the cities." Also, many local officials believe the PKK is using village evacuations and torchings for propaganda purposes, often exaggerating what has happened. Many times, information on village burnings has come out to be untrue. Often, the torching of only a couple of houses has been described as the burning down of a complete village. Hamlets, consisting of a handful of houses, are also described as villages.

Most of all, local security forces are wary that the urban population in the region is increasing rapidly and that this serves, in the long run, the organization's leader Abdullah Öcalan's plans for an "urban uprisings."

General belief is that even if the villages are not burned down, evacuating the inhabitants without showing them a place to live is actually shifting potential terrorists to the cities. Discussing the issue with TDN editors, Demirel said claims related to village burnings could not be true but he would still investigate them. The president added, "The state cannot do something like this... I will raise the issue with Gen. Güreş this afternoon during our meeting."

Former Peoples' Labor Party (HEP) chairman Ahmet Türk said later that he and other Democracy Party (DEP) executives had been told by Demirel to report on any information they received with regard to village torchings as well.

According to the results of a recent survey carried out by TDN Editor İsmet G. İmset, and published in his Turkish-language book, "The PKK," the evacuation of villages in the troubled region stem from five causes.

İmset, noting that tens of thousands of people have been displaced since 1989, cites these reasons as:

1. Villages evacuated for border security reasons during the Gulf War;
2. Villages evacuated after the Gulf War on grounds that they support the terrorists;
3. Villages evacuated due to difficulty in protecting them against terrorist attacks;
4. Villages evacuated by their occupants on

their own will out of fear of ending up in the cross-fire and

5. Villages evacuated because the village men are refusing to be part of the para-military village guards.

Since 1989, hundreds of villages have been evacuated in the region although thousands of villagers have accepted to move out of their own will, frightened by clashes between the PKK and government forces.

The practice of burning down villages, which is said to have started over the past two years, takes place in two forms. Either some houses are burned down or the whole village is torched. Local sources say that if only some houses are burned down by security forces, this is either to punish suspected PKK collaborators or force the rest of the population to arm themselves against the terrorists. Villages are completely torched only when the whole population has to be evacuated in order to prevent the settlement from being used again. This is mainly for logistic reasons, to prevent the PKK from receiving local supplies. On Thursday, the leftwing daily *Aydınlık* claimed in a third page headline that three villages in Kulp had been burned down by troops after villagers turned down demands to arm themselves against the PKK. The news report named the hamlets of Savuşça, Melle Ohli and Tekilka as the targets of the attack. The villagers were apparently suspected of being "PKK supporters."

## Recent events

### July 3, Çelik Village, Mardin

"Following a PKK attack on the night of July 2 on a gendarmerie station near the Çelik village of the Dargeçit district of Mardin, gendarmerie troops reportedly raided the village on July 3, 1993.

During this raid, the villagers were forced out of their houses and the village was allegedly burned down together with all of their furniture and belongings.

During the incident, seven civilians were killed, including a 70-year-old man identified as Mehmet Kavaklıoğlu. In a statement a day later, the Emergency Law Governor's office announced that nine terrorists had been killed. Villagers say only two of the victims were PKK militants..."

### July 15, İkizce Village, Şırnak

"The İkizce village on the Cizre-Şırnak road is surrounded by troops on the night of July 15. During

the operation, six houses are damaged. On the morning of July 16, the gendarmerie from the station just across the road come back. This time all of the villagers are evacuated and the houses are torched. The story is published in the TDN along with photographs of the village..."

### July 18-21, Güneşli Village, Siirt

"During a five day operation in Siirt, the Kayıklı, Güneşli, Kelekçi and Keçeli villages are evacuated by the gendarmerie and completely or partially burned down.

The people of the Güneşli village who refuse to evacuate the area are still living on the banks of the Dicle river. The governor of Siirt, who has reportedly investigated the incident, is said to have given financial assistance to the villagers. The claim is that the raid has been conducted by gendarmerie troops from nearby Mardin and not by local troops..."

# Torchings decline, claims continue

## Civilian-related claims voiced by Kurdish activists:

### August 26

Security forces reportedly raided 20 villages including Danik, Simak, Mishecirk, Kuzlik, Sekis, Qirikan, Sasi and Sahis and allegedly maltreated many peasants who later claimed they were threatened and beaten. Security forces allegedly beat villagers in the village square of Merali, in Silvan, Diyarbakir, during another operation.

### August 27

Kurdish activists claimed Doğubeyazıt's Siphan village was fired upon by security forces who in turn claimed terrorists had opened fire on them from the village. Villagers said all houses were shot at by troops. The same day, villagers returning from a wedding ceremony at the Söğütlü village of Muş claimed they were stopped and beaten by special crack teams.

### August 30

Activists claimed police crack teams and the state-paid village guards attacked Urfa's Bulanık

district. They said many houses were destroyed.

### August 31

Siverek's Silopi district was allegedly raided by special crack teams and the state-paid village guards of the anti-PKK Bucak tribe. After the operation, the peasants were forced to migrate and two villagers were taken into custody when they refused to move. Security forces also organized an operation on the Derecik village of Şırnak's Silopi district. The raid, accompanied by armoured vehicles, left behind five destroyed houses. A villager was killed and the peasants were forced to move out. At least 20 houses were damaged. The same day, all houses were torched allegedly by village guards in the Cavsheliqiya village of Diyarbakir. Villagers claimed they were raided by guards from the Riqala village.

### September 9

Furniture, household goods and foodstuff were destroyed when security forces raided the Hester village of Diyarbakir. All the houses were destroyed and eight peasants were taken into custody during another operation on Silvan's Reşik village.

There were also claims that many houses were destroyed during an air strike on the villages of Duderya and Badike Hewre in Kulp, Diyarbakir.

### September 12

During operations conducted by security forces on Diyarbakir's Eloxuso hamlet, 12 houses and the village mosque were allegedly torched.

### September 13

Security forces conducted an operation on Diyarbakir's Giregos village. During the operation, houses were searched and furniture were destroyed.

The inhabitants of Van's Xavista, Perisan, Sukan Govakevxan, Xelila, Mendeska, Terxin, Ting, Simcar and Diresa villages were forced to evacuate their homes and move to CÇtak and other districts of Approximately 100 families were displaced during the operation.

### September 15

Three hamlets in the Kulp district of Diyarbakir were reportedly torched by security forces. These were named as Savuşça, Melle Ohli and Tekilka.

# Öcalan: Turkey turns up heat on PKK

## ■ Separatist leader claims Anatolia, the new Balkans

*Turkish Daily News*

ANKARA- Outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Öcalan has accepted that with general elections scheduled for 1996, the Turkish government has intensified its efforts against his movement.

In an article titled "Turkey turns up heat on Kurd independence movement," he wrote for the International Press Service (IPS), Öcalan claimed the Ankara government hoped to eradicate the PKK "and to clean up the mountains which are its stronghold as soon as possible, until the elections at least." Öcalan's article, which also reflected that the PKK was feeling the pressure placed on it by Ankara, said Turkey's "war with the PKK now determines the government's every action." "It is clear that a special plan has

gone into effect for the next six months, using not only economical and social structures but military policy and diplomacy as well, in the fight against the Kurds," Öcalan wrote.

He quoted Turkish Prime Minister Tansu Çiller saying "we won't let them create a new Balkans in the South-Eastern region and will do everything necessary to prevent this."

"But Anatolia is the new Balkans, and the government itself is the cause of the problem," Öcalan said.

He argued that the Turkish Republic was more oppressive, reactionary and destructive than the Ottoman Empire which it replaced, and that the so-called "special war" was not only against the Kurdish people but also other ethnic groups. "Indeed since the September 12, 1980, military coup d'etat, the Turkish republic had been remade into a 'special war republic' to defeat the Kurdish nation in its national war for independence.



Abdullah Öcalan

"All the past Turkish governments have surpassed each other only in intensifying fascism and reactionary policies particularly aimed at socialism and the Kurdish national liberation.

"The government had exhausted all economic and political methods of battling the Kurds, the special war was the only means left to them. Uniting Kurdish collaborations -- whether from the left or the right-- Europeanists, Americanists, Islamists and Turkists, it has launched what it calls an all-out offensive closing all doors to us, from diplomacy to economy, and seeking our final destruction," Öcalan said.

The PKK leader claimed that as a consequence of the regular army's failure to defeat the PKK, the government would now try to

legitimize and expand secret anti-guerilla forces into a so-called "Special Security Unit", which --he claimed-- will include religious and extreme nationalist commandos, including the rural guard.

Öcalan claimed an intensification of "the policy of massacre" could be expected as part of the government's new efforts and guessed this would be also used to subdue democratic activity. "In an attempt to cover up the military's failure, the present regime has resorted to attempts to stage shows of victory to prove to the Turkish community that they were not defeated but actually successful," he said.

"However, they know very well that they are facing insurmountable difficulties as a result of the Kurdish campaign. Meanwhile the recent mass protests both in European and Turkish metropolitan centers and in Kurdistan prove that the government's already outdated policies have brought upon it very serious troubles.

"Numerous social crises are about to explode, as the recent mass protests in Sivas indicate. Socio-economic problems will also increase in the coming days.

"Though the government continues to make concessions to the US and Europe, they recognize that collaboration with them will not serve them in their special war and that they cannot use the resources of Turkey without limitation as they did before.

"The independence movement has made significant diplomatic, military and political advances. The Kurdish guerrillas have proved that they can not only resist but also defeat the army. Moreover, their foreign bases have gained stability and staying power.

"Our war aims not only at the liberation but also at the resurrection of our Kurdish nation, which lost all her national identity, reduced to a condition baser than slavery which threatened to erase it from history."

## Military: Anti-PKK operations a success

*Turkish Daily News*

ANKARA- Operations against militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) on the Ararat and Tendurek mountains have dealt the separatist organization a serious blow, military sources quoted by the semi-official Anatolian news agency said on Thursday.

Indicating that the operations by the 9th army corps under the command of Gen. Doğu Aktulga were the "most wide ranging in scope for the past few years," these sources said the armed forces would push on until these mountains were completely rid of the PKK.

A "large number" of PKK militants are reported by these sources as having

been killed in the operation which is being conducted by ground troops with support from the air.

Indicating that the PKK was in a state of disarray as a result of the operation, military sources indicated that arms caches and documents on the organizations plans had also been seized.

Meanwhile, PKK attacks and clashes between the organization and Security forces on Wednesday continued to be reported in Eastern and Southeastern Anatolia as well as other parts of the country on Thursday.

Six PKK militants were reported to have been killed by the security forces in clashes in Siirt and Muş on Wednes-

day.

In the Ilıcalı county of Bingöl, PKK militants killed one person and wounded two after stopping the car they were travelling in.

Two other people were killed in the Konakbaşı village of Erzincan after a PKK raid on the village.

Elsewhere in the holiday resort of Antalya, security forces arrested 26 people on suspicion of PKK membership.

The arrested were charged with collecting money by force for the PKK and preparing to embark on new attacks in the city, the scene of some attacks during the summer at the height of the tourist season.

# Allegedly evacuated and burned

The full list of villages said to have been completely or partially burned after forceful evacuation in southeastern Turkey is given below. The information was obtained from local sources and Turkish human rights organizations.

Those with dates determined:

## DIYARBAKIR

### LICE

01.03.1993: ÇIRALI- 4 Houses  
31.05.1993: ÇEPER village and HESPEK hamlet  
03.06.1993: BAMIŦNE VE RESAN village  
26.06.1993: GÜLDIKEN, ÜÇ DAMLAR, GÖZERİK, ZİKTE, PIRISK, BARAF, SEHMUS, MASTAK, HESRIT, HERDIF, NARSIN, HERSIGE 16.08.1993: YOLÇATI

### KULP

18.12.1992: KAVUKLU, SAVAŞ, ÇİÇEK MEZRASI  
13.03.1993: YEŞİLKÖY- 5 Houses  
27.03.1993: ÜÇKÖY, ÜNEK, ÜNAL  
23.04.1993: KONUKLU, AYGUN, ALACA, AĞAÇKURUR  
28.04.1993: SIRNAZ, NERCİLİ  
04.06.1993: KAFIRON KALESİ  
03.06.1993: SAVUSA, HEVRİK, BİLİKA, KAMİKA  
08.07.1993: NARLICA  
28.07.1993: İNANDIK

### SILVAN

25.05.1993: TAGİKE, KEVİRA MESE, MIRANGO, HERSENG  
25.05.1993: KAYADERE  
23.07.1993: ORMANDIŞI, BABAKOYU  
12.08.1993: SERHADE

### DİCLE

15.03.1993: DEĞİRMANLI, ALPZÜLFİYE, BAŞKÖY  
15.03.1993: KURŞUNLU, TASASAGI  
05.04.1993: SATURI  
08.04.1993: KELEKÇI

### HANI

06.07.1993: SEREN, KÇ CEREN, HUR SENTER, FEYTE HERE

### HAZRO

04.06.1993: ORMANKAYA Village SAGELDI hamlet

### KOCAKÖY

22.12.1992: TEPECİK  
06.03.1993: ŞAKLAT, ÜÇGÖL

### BİSMİL

20.04.1993: TEPECİK  
01.04.1993: KAZANCI

### CERMİK

29.06.1993: AŞAĞI ŞEYHLER

### MARDİN

MAZIDAN  
13.07.1993: KUMUR

### MAZIDAN

13.07.1993: KUMUR

### MİDYAT

18.01.1993: ARNAS

### YEŞİLLİ

28.06.1992: ALIŞLI

### DERİK

AGUSTOS'93: SEB

### BİNGÖL

#### GENC

27.06.1993: SAGGÖZ village and VE PIROZ hamlet

Dates undetermined:

## DIYARBAKIR

### ERGANİ:

HINDIS, CUMAT, KAVURMA KUPU

### LICE:

DİBEK, SAVAT, DURAK, SEREN, DARLI

### HAZRO:

KANI, SELİMA, HENDEZ, HALHAL, SIMSİM, BESKEL, SAGELDI, ZENGE, LİCOKE, HONDOL

### SIRNAK

ANILMIŞ, BAŞAĞAÇ, ÇADIRLI, DAĞKONAK, GÜNEYCE, KEMERLİ, SARIDALLI, ATBAŞI, GÖRMEÇ, ARAKOY, BOYUNKARA, ÇAKIRSÖĞÜT, DERELER, GÜNEYCAM, KUŞKONAK, TOPTPEPE, BALPINAR, GUNEDONMUS, İNCELER, KARAGEÇİT, KARABUYUN, KOCAGILI, TEKÇINAR, KOPANLI, KIRKKUYU, KOCBEYLİ, ZİVİNGOK, HEMA, GEZEROK, DIRA, BAKARTALI, ZİHE, NANIF, AMURYAN, GİRİSBI, DUMİLYA, TURKİZ, RUSUR, SEHRAON, BULUZE CANİVER, CEME MEZİN, RAMURAN, DEHREBUN, KURTA HANE, GROK, BACRIT, TENGI, DIRYAN, KOLA, CALA, MEHUJKI, RERENİS, BİCİZİ, SORGOZA, BERKESİR, BEKİRİNE, TALİKA, SEREFİ, BESUKE, GARDILA, MAYVAN, GELİYA KAZRI, BANİ CİNDİYA, ZEYTUNİK, DİHDE, MİNDİKERA, MENDİK, SARA, HUDAN, DESTİK, HARİBİZÜ, ATLABİL, KANİ FERSKE, ZİRÜİN, BEREZAN, BENABYA, GİRE COLYA, SARBİTME, DERİK, SEMKA, GUNDIKE OSU, ZİFKA, DERİYA KERA, DİVİN, ZİYARET, HİRABALİSA, BASRİT, BİVAYA, DASTEL, LABMEYDİN.

### BEYTÜŞŞEBAB:

ZORAYAN, KUTNIS, GELİKAN, SEHBUBUKİR, SURGE, GEVOK, HEVSEBE, KOMİR, KELEHOK, SUHURPASA, BİLBESİ, SETKAR, NEVALE GENİMA, PİRDODA, HİRA BELDAS, HACELYA, KACETE, MELİHA, GOVİKE, CEME PİRE, HEVSA BERE, BERSİKERA, SİRKE, GURGAVİK, BORDİKEL, PİRANA, HOLUKAR, MEHRİ, DARA HİNE, TORANE, HENZORİK, HOZ, HUZİRUT, GUNDIKE SİPARKİYAN, HENKE, HİMOLORİS, KEVZANKE, GİRE GABELYA, MİRKITKE, PERTAVİNE, HİNTOREK, GEBE, SELBEKE, GİVİJOKE, BİRMAN.

### ERUH:

GELİYA OSMAN, NEVİYAN, DARAN, TARHAM, MILAN, GARİSAN, BANA, BENGUV, KESRA CELLO, SİKEFTAN, CEME, GEVİR, MEHKE, EMTİ, BİNGÖL, SİSİL, GERE, SEHTURK, ZEVE, KANIYA BİYE, ELAZİZ, YUSUFHAN, SERKANI.

### SİİRT

DERGALIP, KESRİK, GERAVİS, DORDAYIS, KALENDER, BİLORİS, GEVAT, TAVLİK.

### KURTALAN:

BEYTİL, KENDALA, KASRIKE, LEFE, HUSEYİNİ, GOZİK, TAVLİKE, CEMKURİK.

### PERVARI:

HÖT, NEJEC, ZORAVAN, HOL, KELEH, CEMAN, MEDRESE, AHER, KOCNIS, SARIYAPRAK, MESEH, İNCELER, BAĞLICA, HESATN, MEHES, BESTA, KAL, KUNDES, OMYANUS, KESRİK, KEVZİN, HOJE, AXİYAN, HİRBİKE BESTAN, HİVARE SERO.

### BİTLİS

SUVE, GOMSEK, HERDE, İNGÖL, PEREMATE, HEVENE, HEVEKE, MİRİYANES, DİFNE, GEREGİR, LAFENA, BERGANE, MEMONE, TELEFAN, KANİHUMAR, PERZ, GUNDE ZILAN, GİYANİS, MALESUVAR, ZORAVAN.

### HİZAN:

SERİK, PİSTA RESAN, GİRADİFİN, GİYAZİYARET, CİNDİ, AVİYAN.

### VAN

#### GERCÜŞ:

GUNDIKE KOLAN, ACİBE, CALAN, ZİVİRGA ABİRBİNYA, MALMIHE, BEHEVE, DEREFİ, BAKOLİNE, HİNA, ZEYİYA SOR.

### ÇATAK:

TURANİS, KELEHE, GOVA HEDLAN, FERHİNES, BEZANİS, CİCAN, MARTENİS, KOMUR, DESTAN, HACEROS, HACİBEY.



OTAGES LIBÉRÉS AU KURDISTAN

# Dans la fièvre d'une libération

Les sept otages détenus par les indépendantistes kurdes ont été libérés mardi. Les parlementaires suisses Angeline Fankhauser et Eugen David étaient sur place. Bruno Giussani a fait le voyage avec eux et raconte les journées agitées de lundi et mardi, le suspense, les informations contradictoires et, surtout, la méfiance des policiers turcs.



Les otages Angelo Palego et les trois Tessinois Giuseppe Rezzonico, Anna et Nico Pianta

Envoyé spécial: Bruno Giussani

L'Hôtel Asur est un immeuble préfabriqué de six étages, quasi anonyme: l'entrée se situe dans une ruelle latérale, il est flanqué d'un énorme parking et des vendeurs de fruits s'activent sous ses fenêtres.

Quand nous arrivons à Van, lundi, dans la poussière du matin, deux hélicos de l'armée voltigent au loin. Le réceptionniste se fait attendre cinq minutes, puis nous obtenons des chambres sans difficulté: il n'y a pas un seul client, toutes les clés sont alignées derrière le bureau.

«Cette chambre est très bien, vous jouissez d'une vue splendide sur les collines du Kurdistan», dit un employé, l'air complice. Mais subitement, il suffit d'une demi-heure pour que la moitié des clés disparaissent — toutes celles du premier et du deuxième étage où se trouvent nos chambres. Et pour que le hall se remplisse de policiers en civil. Sans aucune gêne, ils ordonnent à la réception de leur transmettre une copie de tous les fax que nous demanderons d'envoyer. Plus tard, le fax «tombera en panne». Puisque l'hôtel ne possède pas de photocopieuse, les policiers sont obligés d'«emprunter» les mes-

sages, le temps qu'un gamin traverse deux rues et se rende à leur centrale. De plus, les rideaux de la petite pièce située derrière la paroi où est appuyé le central téléphonique sont maintenant tirés. Quand nous sortons, deux hommes nous suivent partout. D'autres policiers sont assis dans les voitures qui encombrant la ruelle latérale.

Après les enlèvements, les gouvernements des pays d'origine des otages avaient envisagé de multiples solutions: de la tractation secrète à l'assaut militaire conjoint contre les Kurdes sous couvert d'exercice de l'OTAN (dont la Tur-

## «La Suisse doit offrir ses bons offices»

— Angeline Fankhauser, vous avez pris contact avec les ravisseurs et négocié la libération des otages. Qu'avez-vous promis au PKK?

— Je n'ai rien promis. Nous avons discuté d'une politique possible au niveau parlementaire et gouvernemental en Suisse.

— Une partie du «contrat» doit donc être remplie après la libération.

— Personnellement, je pense que la Suisse doit continuer à offrir ses bons offices sur le plan international pour une solution du conflit turco-kurde. De plus, il est nécessaire de reconnaître le travail des Kurdes qui s'efforcent de développer un mouvement démocratique pour résoudre le problème: nier leurs efforts revient à provoquer le terrorisme.

— Ou les prises d'otages?

— Oui. Mais c'est un moyen d'action que je réprovoque fermement.

— Quel a été le moment le plus difficile de la mission?

— Nous avons été très inquiets quand nous nous sommes rendu compte que le conseiller national Flavio Maspoli avait envie de s'associer aux cinq députés italiens et qu'il voulait débarquer à Ankara sans aucun contact préalable. En même temps, la presse a commencé à parler de notre action et tous les plans de négociations que nous avons faits ont alors été remis en question. Les intermédiaires qui devaient nous guider à la rencontre des otages n'osaient plus jouer le relais et ont disparu. J'ai aussi souffert d'apprendre que les otages ont été libérés mais que la police les a gardés longtemps en nous empêchant de leur parler.

— Comment s'est passée la collaboration avec les Italiens?

— Parfaite avec les parlementaires.

Mais parallèlement à la délégation, un consul et un préfet faisaient leur propre chemin apparemment en collaboration avec la police turque, en court-circuitant nos efforts.

— Quel rôle a joué le Département fédéral des affaires étrangères?

— Il nous a offert le soutien logistique nécessaire, nous envoyant notamment un avion mardi matin à Van.

— Comment évaluez-vous la situation au Kurdistan?

— Elle me paraît très tendue. Je suis ici pour la quatrième fois, et la tension monte de façon dramatique. C'est le dernier moment de réfléchir à ce qu'on peut faire pour éviter une aggravation. Je crains beaucoup que le départ des otages et des deux délégations soit le prétexte pour intensifier les actions militaires turques contre les Kurdes.

Propos recueillis par B. G.



quie est membre). Toutes écartées par Berne, qui nie avoir eu un dialogue direct avec le PKK mais affirme néanmoins que ses efforts discrets ont largement contribué au dénouement. Des contacts indirects? Franz Egle, porte-parole du Département des affaires étrangères (DFAE), se fait muet. Le Comité du Kurdistan, à Genève, n'évoque que le rôle d'intermédiaire joué par Angeline Fankhauser. Contrastant avec la timidité suisse, les Italiens, eux, ont multiplié les appels du pied, allant jusqu'à une rencontre entre un sous-secrétaire d'Etat et un représentant du mouvement kurde. En revanche, les Allemands n'auraient pas bougé d'un pouce. Attitude couronnée de succès: mardi après-midi, leurs deux otages étaient déjà dans l'avion pour la capitale Ankara...

L'objectif prioritaire des Kurdes était d'établir des contacts directs avec les gouvernements suisse et italien, ce qui aurait impliqué du même coup une reconnaissance politique du PKK. Un scénario impensable pour les négociateurs étrangers. Devant leur intransigence, les Kurdes ont finalement laissé entendre qu'il suffirait que deux groupes informels de dépu-

## «Nous avons été bien traités»

— Nico Pianta, comment vous sentez-vous après cette libération?

— Bien. Les autres aussi. Mais trente jours dans la montagne ont été moins durs qu'une seule journée entre les mains de la police turque. Ils nous ont tout saisi: nos films, nos écrits et notre matériel. Ils nous ont empêchés de téléphoner et de recevoir des appels. Et ils nous ont accusés d'avoir collaboré avec le PKK.

— Comment s'est déroulée votre libération?

— Nous sommes partis lundi vers cinq heures de l'après-midi. Les Kurdes

nous ont escortés jusqu'à la plaine, ils nous ont indiqué la direction et nous ont laissés partir. A pied. Nous avons marché jusqu'au moment où la police turque nous a arrêtés.

— Quelles ont été vos conditions de détention?

— Les Kurdes nous ont très bien traités et nous ont toujours donné ce dont nous avons besoin. Sauf une fois, nous avons été déplacés et nous avons dû marcher deux nuits, au-dessus de trois mille mètres. Cette marche a été très dure.

*Propos recueillis à Dogubayazit par Bruno Giussani*

tés soient présents pour que la libération des otages ait lieu. Deux délégations sont donc venues pour ramener les «touristes».

A Van, lundi et mardi, tout contact explicite avec ceux qui retiendraient les trois Tessinois et leur ami italien ou avec des intermédiaires a pourtant été strictement exclu puisque tous nos mouvements étaient contrôlés. Deux journalistes du quotidien kurde «Özgür Gündem» qui venaient à l'hôtel pour interviewer les parlementaires auraient été arrêtés. Mais là encore, impossible de vérifier. Car toutes les nouvelles sont fragmentaires et l'information a souvent une allure de manipulation. Ainsi, les Kurdes

ont affirmé lundi après-midi que la libération des touristes était rendue impossible parce que l'armée turque bombardait la région au napalm: est-ce vrai ou ont-ils voulu obtenir des parlementaires des déclarations anti-turques? La télévision nationale, elle, a prétendu lundi soir qu'il y avait eu des bombardements là où nous nous trouvions: une façon de faire savoir qu'Ankara ne diminuait pas la pression malgré la présence des «gêneurs» étrangers?

Une chose a pourtant vite semblé claire: après presque un mois de négociations, chacune des deux parties voulait en

finir rapidement avec cette histoire. Les Turcs auraient même décidé une sorte de cessez-le-feu de deux jours pour faciliter les choses. Car si Ankara voulait payer le prix politique le plus bas possible — n'accorder aucune concession aux

Kurdes, empêcher tout contact officiel entre Etats européens et PKK — il voulait aussi éviter que les parlementaires étrangers s'éternisent au Kurdistan, ce qui risquait de favoriser des formes de reconnaissance que les médias auraient largement commentées.

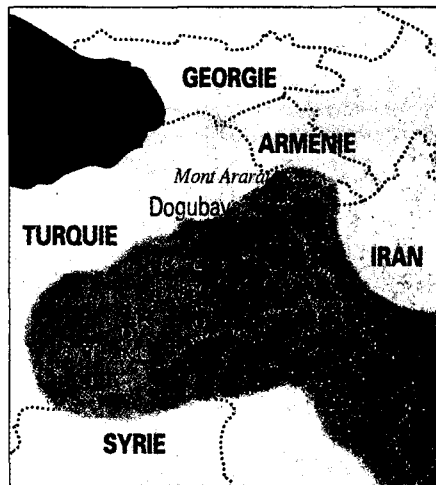
De leur côté, les Kurdes tiraient évidemment la corde dans l'autre sens. Les «touristes» étaient devenus encom-

brants car chaque heure qui passait augmentait le risque qu'il leur arrive quelque chose. Mais les indépendantistes voulaient tout de même tirer un bénéfice politique de la présence des médiateurs étrangers en mettant le gouvernement sous pression internationale.

La libération s'est finalement déroulée dans une confusion qui traduit ces deux désirs contradictoires: les Kurdes voulaient le bruit, les Turcs le silence.

B. G.

*Avec la collaboration d'Alain Maillard*



**A l'est de la Turquie: Dogubayazit, où les otages, libérés, ont été interrogés par la police turque**

Le Monde — 17 septembre 1993

□ **TURQUIE**: le président du principal parti pro-kurde arrêté à Ankara. — Yasar Kaya, propriétaire du quotidien turc pro-kurde *Ozgur Gundem* et président du Parti de la démocratie (DEP), le seul parti pro-kurde représenté au Parlement — qui a succédé au Parti travailliste du peuple (HEP) récemment interdit — a été arrêté, mercredi 15 septembre à Ankara, pour des propos tenus lors du congrès du Parti démocratique du Kurdistan le mois dernier en Irak du Nord, a affirmé le DEP. Yasar Kaya a été arrêté sur mandat du procureur de la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, a précisé le DEP. — (AFP).

# L'OBSERVATOIRE

## PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est très actif militairement dans l'est de la Turquie, et très présent en Suisse. Il pratique depuis peu la prise d'otages, vient d'enlever et de libérer trois Suisses. Quelles conséquences faut-il en tirer ici?



**Martine Brunshwig Graf**, secrétaire romande de la Société pour le développement de l'économie suisse.

La prise d'otages, les attaques armées ou les menaces ne sont jamais justifiées quelle que soit la cause qui les provoque.

La Suisse se doit de veiller à la sécurité de ses habitants. Sa tradition d'accueil ne doit pas l'empêcher d'exiger du PKK qu'il respecte le droit en vigueur et l'intégrité des personnes.



**François Gross**, rédacteur en chef de la Radio suisse internationale.

Il n'y a pas de responsabilité collective. Les Suisses ne peuvent, en aucun cas, tenir pour responsables d'enlèvements commis au Kurdistan turc des Kurdes séjournant en Suisse à un titre ou à un autre. Au demeurant, ce qui vient de se passer au Proche-Orient rappelle – s'il en était besoin – que le preneur d'otages d'aujourd'hui peut être l'interlocuteur valable de demain. Aussi odieuse que soit cette pratique, elle doit être comprise comme l'appel au secours d'une communauté ethnique souffrant de n'être pas suffisamment écoutée. Rien, en revanche, n'empêche de mettre les Suisses en garde contre les dangers qu'ils encourent en choisissant le Kurdistan turc comme lieu de villégiature.



**Claude Torracinta**, journaliste à la Télévision suisse romande.

Il ne faut jamais accepter le chantage de ceux qui pratiquent des prises d'otages, quelle que soit la justesse de leur cause. Mais cette indispensable fermeté ne doit pas aller jusqu'à l'interdiction en Suisse du PKK comme le proposent certains. Cette mesure serait illusoire et sans effets. C'est à la communauté internationale – et notamment la Suisse qui a d'importants intérêts en Turquie – d'intervenir auprès des dirigeants d'Ankara pour les convaincre de trouver une solution politique à un conflit qui ne sera jamais résolu par la force et la violation permanente des droits de l'homme.

**TURQUIE.** Un responsable du Parti des travailleurs du Kurdistan a été tué par l'armée, rapportait hier l'agence Anatolie. Zeki Ostürk, chargé du mont Ararat et de la montagne Tendurek, à la frontière turco-arménienne, aurait été assassiné alors qu'il détenait « d'importants documents sur les futures actions du PKK ».

### ● Un important responsable du PKK tué par l'armée turque

ANKARA. — Le responsable du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) pour le Mont Ararat et la montagne Tendurek, près de la frontière de la Turquie avec l'Arménie et l'Iran, a été tué par l'armée turque, rapporté hier l'agence semi-officielle turque Anatolie. Il s'agit de l'avocat Zeki Ozturk, de son pseudonyme « Hamza », qui a été tué en possession « d'importants documents sur les futures actions du PKK », selon Anatolie citant des autorités locales.

STRASBOURG, 13 - 17 SEPTEMBRE 1993

PARLEMENT EUROPEEN



KURDES EN TURQUIE

(Résolution commune)

16.09 - En adoptant une résolution commune des groupes PSE, PPE, Verts, ARC et CG, le Parlement condamne l'attentat commis à Batman le 4 septembre dernier, qui a coûté la vie à M. Mehmet SINCAR, parlementaire kurde du parti démocratique ainsi qu'à un autre membre de ce parti. Il demande que la lumière soit faite sur ces assassinats et aux autorités turques de mettre un terme à l'état d'exception dans les provinces à majorité kurde et de garantir le respect des droits de l'homme dans la région.

# DEP to appeal for release of chairman

turkish daily news / September 18, 1993

Turkish Daily News

**ANKARA-** Turkey's pro-Kurdish Democracy Party (DEP) is to appeal soon for the release of its chairman Yaşar Kaya who was arrested on Thursday because of a speech he made last month in northern Iraq.

DEP deputy chairman Murat Bozlak claimed in a written statement on Friday that the State Security Court decision against Kaya was "both illegal and violated democratic principles."

Kaya was arrested on a court ruling and is being charged with making separatist propaganda during a speech he had made in northern Iraq at the congress of the Iraqi Kurdistan Democrat Party (KDP).

"Aside from military coup periods, this is the first time in the history of Turkish democracy that a political party leader has been interrogated by the police and later arrested," Bozlak's statement said.

Bozlak also noted that the Supreme

Court of Appeal prosecutor had the authority to monitor the activities of political parties and said that in Kaya's case, this authority had been used by the State Security Court prosecutor Nusret Demiral. He recalled that DEP deputy Mehmet Sincar had recently been shot by unidentified gunmen in Batman and it was "unfortunate" for Kaya to be arrested soon after this incident. "This is to poke into a bleeding wound," he said.

Bozlak added that the party would appeal against the arrest "although the decision is of a political nature" and would use all of its legal rights to secure the freedom of Kaya. Kaya was arrested in the midst of a campaign targeting pro-Kurdish activists in Turkey. In the past two years, a total of 54 pro-Kurdish activists have been killed and at least 15 journalists reporting on the Kurdish issue have been assassinated.

The latest killing was that of Sincar on Sept. 4 in Batman, along with a local par-

ty executive. DEP deputy Nizamettin Toguç was wounded in the incident.

Last Saturday, there was an abortive assassination attempt on DEP deputy Leyla Zana who was threatened last year with death by a southeast local commander, in front of cameras. Zana escaped the attack unhurt but five civilians were wounded when three bombs exploded on the roof of Sincar's funeral house in Kızıltepe, Mardin. DEP deputies charged protection was withdrawn from around the house before the attack.

On Friday, an Istanbul State Security Court launched 11 cases against daily Özgür Gündem which is also owned by Kaya. All cases aim to close down the daily and a second hearing will be held on Oct. 28.

Both DEP executives and Özgür Gündem editors believe there is a systematic campaign to prevent all legal pro-Kurdish activities in Turkey and that they are targets of this campaign.

Le Courrier

17 septembre 1993

## Germany denies contact with PKK for release of hostages

■ *Bonn considers moderate expansion of its 'non-recommended' zone in Turkey*

By Murat Yetkin

Turkish Daily News

**ANKARA-**Germany denied any direct or indirect contact with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) over the release of two German citizens earlier this week. The tourists were abducted in eastern Turkey last month.

Dr. Jürgen Oesterhelt, German ambassador to Turkey, told TDN that its government neither established any contact with the organization, nor exerted any influence on its representatives, nor sent any messages, nor tried to influence them in secondary ways, like sending unofficial envoys.

"We do not negotiate with terrorists, and we have not negotiated with terrorists this time," the Ambassador said. "The abduction of innocent tourists is unjust and not acceptable." Recalling that Germany had made public that if any harm came to the hostages it would hold the PKK responsible, Dr. Oesterhelt said that Germany relied on the Turkish government to secure the release of the tourists.

The ambassador pointed out that Turkish security operations had continued operations in the area of the abduction and "it was understandable" that it was difficult to control the difficult terrain of the East.

"But we are happy that our citizens were saved without any harm," he added.

Albrecht Christoph Lehmann and Henry Butler, two German citizens, were abducted by PKK militants last month near Mount Ağrı (Ararat) as

a part of the organization's campaign to sabotage Turkey's tourism revenues (\$4 billion in 1992) and gain international attention through negotiations to release the hostages.

More than one million German tourists visited Turkey last year; nearly one third of the number of all tourists visiting Turkey. Germany has already declared that it doesn't recommend travel to some eastern and southeastern provinces of Turkey because of the security risk. The provinces are: Hakkari, Şırnak, Mardin, Siirt, Bitlis, Van, Diyarbakır, Adıyaman, Elazığ, Bingöl, Muş, Batman, Tunceli and Iğdır, where the PKK is most active.

The declaration made by the German government in July 1993, following the PKK bombings in resort of Antalya in June, says German citizens who insist on travelling to the mentioned provinces are doing so at their own risk. The German government also recommends that its citizens not drive at night within the mentioned provinces.

"We had to make that statement in order not to be confronted with complaints by German citizens in future who would accuse us of not warning them about travelling to Turkey," Oesterhelt says.

Now officials are considering expansion of the list of unrecommended provinces "moderately," as the Ambassador defines it. The assessment for that started after the arson attack in Sivas last July.

Seeking an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK has been waging an armed campaign since 1984 in which more than 7,100 people have been killed in eastern and southeastern Turkey so far.

## IRAN

### Un Conseil de la résistance est constitué

**Un Parlement de la résistance iranienne représentant toutes les composantes de la société s'est formé en Irak.**

Le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) s'est constitué en Parlement de l'opposition en exil, indiquait hier le CNRI dans un communiqué diffusé à Paris. A cette occasion, le CNRI a porté le nombre de ses membres de 107 à 235 députés, représentant toutes les composantes de la société iranienne, y compris ses minorités ethniques.

#### NOMBREUSES PERSONNALITÉS

Selon le communiqué, la session constitutive du Parlement s'est déroulée sur une période de sept jours, lors d'une réunion organisée dans le centre-est de l'Irak, à proximité de la frontière iranienne. Des personnalités du monde politique et culturel iranien, des hommes d'affaires et des représentants des minorités azérie, arabe, kurde, turkmène et baloutche ont participé à la session. Les débats se sont déroulés sous la direction du président du CNRI, Massoud Radjavi, frère de l'opposant Kazem Radjavi, assassiné en avril 1990 à Coppet (VD).

ATS

A.F.P. -- Agence France Presse -- A.F.P. -- Agence France Presse -- A.F.P. -- Agence France Presse -- A.F.P. -- Agence France Presse -- A.F.P.

FRA0243 3 I 0224 TUR /AFP-SE52

Turquie-Kurdes

Une vingtaine de civils tués au cours d'une attaque du PKK dans l'est

BITLIS (Turquie), 18 sept (AFP) -- Une vingtaine de civils ont été tués et plusieurs blessés samedi près de Bitlis (est) dans l'attaque à l'arme automatique de trois minibus par un groupe du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a-t-on annoncé de source officielle dans cette ville.

Trois minibus en provenance de Bitlis dans l'est anatolien, à destination de villages proches de la sous-préfecture de Mutki, ont été arrêtés sur la route par un "groupe du PKK".

Les passagers ont été "mitraillés" après avoir été obligés de descendre des véhicules, a-t-on indiqué de sources officielles locales à Bitlis.

Le bilan de l'attaque pourrait être plus important, ont affirmé les mêmes sources au correspondant de l'AFP à Bitlis. Les autorités n'ont pu donner de bilan plus précis, les enquêteurs n'étant pas encore revenus du lieu du massacre à quelques dizaines de km de Bitlis.

Les rebelles kurdes, dont le nombre n'a pas été révélé, étaient samedi en fin d'après-midi poursuivis par les forces de l'ordre turques. Un accrochage aurait eu lieu entre rebelles kurdes et gendarmes turcs, selon les mêmes sources, qui n'ont fait état d'aucun bilan, affirmant que l'accrochage se poursuivait encore en fin d'après midi.

str-YM/fbc/ms

AFP 181642 SEP 93

A.F.P. -- Agence France Presse -- A.F.P. -- Agence France Presse -- A.F.P. -- Agence France Presse -- A.F.P. -- Agence France Presse -- A.F.P.

FRA0149 4 I 0201 RFA /AFP-BAB2

Allemagne-Turquie

Manifestation de plusieurs centaines de Kurdes à l'arrivée du Premier ministre turc Tansu Ciller à Bonn

BONN, 20 sept (AFP) -- Plusieurs centaines de Kurdes ont manifesté lundi matin à Bonn pour protester contre la venue en Allemagne du Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, bloquant la circulation dans le quartier gouvernemental, a-t-on constaté.

Au moins 250 personnes conspuaient --en allemand et en turc-- le Premier ministre turc à l'un des principaux carrefours de Bonn, étroitement contrôlées par d'importantes forces de police.

Mme Ciller, arrivée un peu plus tôt à l'aéroport militaire de Cologne/Bonn, a gagné de son côté par hélicoptère la chancellerie où elle a été accueillie avec les honneurs militaires par le chancelier Helmut Kohl.

Le séjour de Mme Ciller en Allemagne jusqu'à mercredi, le premier depuis sa nomination en juin à la tête du gouvernement, sera en particulier consacré à la sécurité des quelque 1,8 million d'immigrés turcs en Allemagne.

Les entretiens turco-allemands porteront également sur la coopération bilatérale de la Turquie avec ses voisins du Caucase ou d'Asie centrale ainsi que sur ses relations avec la Russie.

jlp/vdr/br

AFP 201142 SEP 93

A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P.

FRA0519 4 I 0150 RFA /AFP-FG09

Allemagne-Turquie

Tansu Ciller fait la leçon à l'Allemagne sur les droits de l'homme

BONN, 20 sept (AFP) - Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a déclaré lundi soir sur une télévision privée allemande qu'elle "aimerait bien" que les Turcs vivant en Allemagne aient seulement quelques-uns des droits accordés aux Kurdes en Turquie, dans une réponse aux vives critiques dont elle est l'objet.

Mme Ciller, accueillies lundi par plusieurs centaines de manifestants kurdes hostiles au premier jour de son voyage en Allemagne, a déclaré sur la chaîne Sat 1: "A propos des droits de l'homme, je souhaiterais que les Turcs en Allemagne aient au moins une petite partie des droits que nous accordons à nos concitoyens kurdes".

En Turquie, a-t-elle poursuivi, "les Kurdes ne sont pas une minorité, ils ont le droit de vote, sont éligibles au parlement et peuvent devenir ministres".

cpb/bw

AFP 202224 SEP 93

A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P.

ECF0223 4 F 0386 ALG /AFP-BY06

Eco.

Tansu Ciller à Bonn: la Turquie espère "contribuer à la nouvelle Europe"

BONN, 20 sept (AFP) - Le Premier ministre turc Tansu Ciller a souhaité lundi que la Turquie, désireuse d'entrer dans la Communauté européenne, puisse "contribuer à la nouvelle Europe" qui se dessine, alors que le début de sa visite officielle de deux jours et demi en Allemagne était perturbé par des manifestations d'opposants kurdes.

Avant de s'entretenir avec le chef du gouvernement turc, le chancelier a souligné "la position décisive" de la Turquie, qualifiée d'"Etat moderne" après la dislocation de l'Union soviétique.

Sur le plan économique, le Premier ministre a rappelé que près de 2 millions de Turcs vivent et travaillent en République fédérale, que leurs dépôts bancaires en Allemagne atteignent 6 milliards de DM (3,75 milliards de dollars) et leurs investissements de 35.000 partenaires turcs se montent à 7 milliards de DM (4,4 milliards de dollars) chaque année.

"Mais nos liens avec l'Allemagne ne sont plus uniquement économiques", a-t-elle dit, sans évoquer les violences de l'extrême-droite allemande qui ont fait 26 morts dont 8 Turques depuis le début 1992.

Le chancelier Helmut Kohl y a fait allusion en affirmant que "la grande majorité de notre peuple a déploré les agressions contre des Turcs en Allemagne".

Au moment même où Mme Ciller était reçue par le chancelier allemand Helmut Kohl avec les honneurs militaires, entre 300 et 400 Kurdes conspuaient à quelques centaines de mètres de là, le Premier ministre, aux cris de "Ciller fasciste maculée de sang", "Turquie terroriste" ou "Turquie hors du Kurdistan" à l'un des principaux carrefours de la ville.

M. Kohl et Mme Ciller ont été silencieux sur la question kurde et le problème de l'activisme du PKK. Le PKK est très présent en Allemagne et le gouvernement de Bonn envisage son interdiction depuis qu'il a organisé en juin une vague d'actions violentes contre des intérêts turcs sur le sol allemand.

Mme Ciller devait rencontrer mardi après-midi des banquiers allemands ainsi que le président de la République Richard von Weizsaecker. L'Allemagne est le premier partenaire commercial de la Turquie avec près de 7 milliards de dollars d'échanges commerciaux en 1992 et 455 sociétés allemandes présentes en Turquie.

fka/lam

# Opération anti-kurde sur le Mont Ararat

**L**e responsable du PKK pour la région du Mont Ararat, l'avocat Zeki Ozturk, de son pseudonyme "Hamza" a été tué jeudi par l'armée turque. L'agence Anatolie, citant des autorités locales, a indiqué qu'il avait été tué en possession "d'importants documents" sur les futures actions du PKK. Ismet Metin, le Préfet de la province de Agri, près des frontières de l'Arménie et de l'Iran, avait fait état mercredi dans une déclaration à la presse, de "250 terroristes tués", dont seulement les corps d'une dizaine avaient été retrouvés. Mais M. Metin s'est déjà manifesté par le passé par des déclarations intempestives et peu dignes de foi; c'est lui notamment qui avait annoncé quelque jours auparavant l'"arrestation" des sept touristes étrangers libérés par le PKK (voir GAMK du 16 septembre 1993).

Il n'en reste pas moins vrai que, sur le prétexte de ces enlèvements de touristes (deux Iraniens et trois Bengladeshis ont été encore enlevés mercredi), l'armée turque a multiplié des opérations terrestres et aériennes ponctuelles sur cette zone le week-end dernier, contre quelque 700 maquisards kurdes réfugiés sur le Mont Ararat et le Mont Tendurek.

Le théâtre des opérations militaires entre Kurdes et Turcs semblent d'ailleurs se déplacer sensiblement vers la frontière arménienne, les Kurdes ayant perdu une grande partie de leurs infrastructures logistiques au sud, dans le Kurdistan irakien. Ce repli stratégique alimente les spéculations turques sur une prétendue collusion entre les Kurdes du PKK, qui seraient entraînés au Karabagh, et les Arméniens. Des opérations ponctuelles ont ainsi eu lieu dans la région du Mont Ararat le printemps dernier. Les autorités avaient alors fait état de groupes armés d'un total de 500 militants du PKK en provenance d'Iran. Les rebelles kurdes auraient progressé vers le nord-est depuis le printemps dernier pour élargir le front de la rébellion au-delà du sud-est, où les rebelles kurdes ont déclenché les hostilités en août 1993.

Cette nouvelle vague de violence, qui aurait aussi coûté la vie à plus de 21 militaires turcs tués lors d'affrontements dans le sud-est du pays, intervient alors que les autorités judiciaires turques continuent leurs pressions sur les hommes politiques et journalistes kurdes. Le rédacteur en chef du quotidien pro-

kurde "Ozgur Gundem", qui avait été à plusieurs reprises menacé d'interdiction de parution, a été en effet placé en garde à vue mercredi.

## Appel des députés européens

Dans le même temps, les élus européens ont renouvelé jeudi leur appel aux autorités turques pour qu'elles mettent un terme à l'état d'exception dans les provinces à majorité kurde et qu'elles garantissent le respect des droits de l'homme dans la région. Dans une résolution du Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, les députés ont condamné le récent attentat à Batman qui a coûté la vie au député kurde du parti Démocratique DEP Mehmet Cincar, qui enquêtait avec des collègues sur la violence politique à Batman. Selon les députés, M. Sincar "est une des victimes d'une longue série d'assassinats politiques non élucidés". Les élus européens ont ainsi condamné toute forme de violence et de terrorisme, notamment celui du PKK et ont demandé que la lumière soit faite sur les assassinats dans le sud-est de la Turquie et que les coupables soient traduits en justice.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, September 21, 1993

## Bonn Sets Talks on Rights of Its Turks

Reuters

BONN — Prime Minister Tansu Ciller of Turkey and Chancellor Helmut Kohl agreed Monday to set

up a committee to discuss neo-Nazi attacks and citizenship rights for Germany's large Turkish minority.

Several hundred Kurds chanting "Ciller — murderer" protested in Bonn during the talks, and pressure groups urged Mr. Kohl to insist Turkey improve its human rights record.

Two demonstrators were arrested and five injured in clashes with police, a police spokesman said.

Mrs. Ciller also discussed with Mr. Kohl ways of boosting bilateral trade and was to meet German bankers to promote her plan to privatize Turkey's huge state industrial sector.

A Bonn official said that a joint working group "will discuss all legal and constitutional questions of mutual interest, including questions of status, citizenship rights and internal security."

Mrs. Ciller has irritated Bonn by urging it to give its Turkish residents German citizenship. There are 1.8 million Turks in Germany, many of them born in this country, but few have become German citizens because Bonn bars dual nationality.

Turks have been a main target of racist attacks in Germany over the past two years. Three Turks were

burned to death last November in Mölln and another five in Solingen in May.

Mrs. Ciller, who speaks fluent German, also sought support from Bonn for Ankara's bid to join the European Community.

Officials in Ankara said Mrs. Ciller would also urge Bonn to outlaw exiled Kurdish groups linked with the Kurdistan Workers' Party, whose fight for an independent Kurdish homeland since 1984 has killed about 6,300 people.

Germany, home to about 400,000 Kurds, considers the Kurdish issue a domestic problem which Turkey must solve through political means.

Turkish Probe September 21, 1993

## Turkey's Water Resources and Middle East Peace

**T**he peace accord signed between Israel and the Palestinian Liberation Organization (PLO) on Sept. 13 is promising a new balance of politics in the Middle East.

It is true that there are still a number of uncertainties about the successful implementation of Palestinian self-rule in the Gaza strip and Jericho and generally about the future of the entire peace process. However, the European Community (EC) has already taken some initiative to support a lasting peace between the parties. Many countries of the West -- except the United States -- have refrained from investing in the region, keeping in mind the past oil crises of the 1970s.

Oil has been the main economic resource of the Middle East since the 1920s, following the exploration of the first oil fields. Gulf countries fortunate enough to have oil became some of the richest countries in the world. Some spent their money for more power, like Iraq, and experienced disappointment. Some spend it for the luxury of the ruling dynasty.

Water has been the least abundant vital economic resource of the region because of a lack of rivers and lakes.

**Water demand of the Middle East :** In the 1920s, the population in the Middle East was estimated to be between 40 and 50 million. The population in the region increased to 150 million by the 1950s, 270 million by 1980 and 327 million by 1987. According to estimates, it will increase to 453 million by the year 2000 and to 702 million in 2020. It's not only the population that has increased in the Middle East. Seyfi Taşhan, head of the Turkish Foreign Policy Institute points out that industrialization and urbanization in the region are on the rise as well. Only 30 percent of the population of the Middle East lived in urban areas in the 1930s. In 1990s it's 45 percent. (In Turkey it's 55 percent, according to the 1990 census.)

More population means more people to feed. Grain production in the region in the 1950s was 25 million tons. In 1980s it was 60 million tons. But in the 1980s, grain consumption in the Middle East was 87 million tons; 27 million tons of grain were imported to feed the rapidly increasing population.

In rural areas, water consumption per person is 20 liters per day. In urban areas, it's 10 times more: 200 liters per day per person.

The Middle East desperately needs water, and Turkey has it.

**Turkey has the water :** That explains why Turkey was included in the regional water committee of the Middle East peace negotiations.

The Euphrates and Tigris rivers -- which represent only one fourth of Turkey's water capacity -- means almost everything to Syria and is very important to Iraq.

Syria -- a major party in the Arab-Israeli conflict -- relies mainly on the Euphrates for its energy and agricultural production. By losing the Golan Heights to Israel, Syria also lost Lake Tabaria, which used to be an important water resource for it.

The main reason Syria shelters the headquarters of the secessionist Kurdistan Workers' Party (PKK), which aims at carving out a portion of Turkey for a Kurdish state, is to get maximum water out of the Euphrates. And Syria wants to secure that source before Turkey starts operating its giant Southeast Anatolia Project (GAP), which would make Turkey the major producer of food and energy in the region.

Despite a protocol signed in 1987 between the two countries that said Turkey would release 500 cubic meters of water per second on a yearly basis and Syria would prohibit activities of the PKK, the situation has not changed much since then. Iraq is in an easier position because the Tigris flows directly into Iraq without passing through Syria. And also, because of the rough terrain, Turkey cannot build too many irrigation dams on the part of the Tigris that runs through it. Other water sources owned by Turkey and of interest Middle Eastern countries are its rivers flowing to the Mediterranean. The especially high-flowing rivers of Ceyhan and Seyhan flow into the sea in Çukurova, very near the Syrian border. The late President Turgut Özal of Turkey raised the idea of selling the waters of those rivers to countries in the Middle East, in need of water, via a pipeline. Such a pipeline would be constructed through Syria, Lebanon, Jordan, Saudi Arabia and then to other Gulf countries. An extension would take water to Israel, too. Inspired by the economical interdependence theory, Özal had called this the "Peace Water Project," hoping for support from international investors and particularly from the oil-rich Arab countries.

The rich Arab countries did not find the project attractive, because they did not want their water supply to be dependent on Israel, Syria and Turkey. Producing potable water in their desalinization plants was, and is, safer in political terms, if not cheaper.

The sudden agitation of the Turkish press for the Peace Water Project, following the promising events in the Middle East peace process, seems not to have any basis in reality yet. But it's very evident that Turkey holds the key to the future needs of the Middle East, with or without peace and with or without oil. ■



FRA0268 4 I 0214 TUR /AFP-IM21

Turquie-Kurdes

Quinze kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 21 sept (AFP) — Quinze kurdes de Turquie ont été tués et quatre autres arrêtés par les forces de l'ordre turques dans les provinces de Sirnak (frontière avec l'Irak et la Syrie) et de Diyarbakir (sud-est), a-t-on annoncé mardi de source officielle.

Dix rebelles du Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lundi lors d'opérations aéro-terrestres militaires dans la zone du mont Cudi (Sirnak), indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Cinq autres "terroristes" (dénomination officielle des rebelles du PKK) ont été tués et 4 autres arrêtés par les forces de sécurité lors d'affrontements dans la région de Idil (Sirnak) et près de Lice, province de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, selon le communiqué.

Par ailleurs, toujours en l'absence d'un bilan officiel, les médias turcs font état d'une centaine de militants du PKK tués lors d'opérations terrestres et aériennes déclenchées il y a une dizaine de jours contre les maquisards kurdes réfugiés sur le Mont Ararat et la montagne Tendurek, dans l'est de la Turquie près de la frontière avec l'Arménie et l'Iran.

CE/mp/but

AFP 211333 SEP 93

turkish daily news / September 21, 1993

## Birdal: Turkey distancing itself from human rights

- HR association says killings, torture continue
- 'All democratic initiatives for peace being blocked'

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's Human Rights Association (IHD) is concerned for Turkey's future, having spotted a serious decline in human rights and freedoms and a continuation of "extrajudicial" killings and torture, a senior executive of the association said on Monday.

IHD Chairman Akın Birdal, who issued a press statement after a meeting of the association's executive board, accused Turkey of covering up controversial murders and attacks.

He said Turkey had not only hampered the investigation of the murder of Democracy Party (DEP) Deputy Mehmet Sincar, who was gunned down in Batman on Sept. 4, but also covered up the bomb attack that took place on Sincar's house in Mardin when there were other DEP deputies inside. Five people were wounded in the alleged attack, and witnesses claimed troop protection was withdrawn from around the house before the bombing. "After these," Birdal said, "DEP chairman Yaşar Kaya was arrested on political grounds."

The IHD chairman pointed out that all efforts for peace, human rights and democratization in recent days were being

challenged by immense countermeasures "to the extent of arresting those making such initiatives."

Birdal noted that the arrest of 30 professional association leaders in Diyarbakir this month, while trying to arrange a festival calling for peace, was "another example showing the will to close all democratic channels."

"'Extrajudicial' killings are continuing. Torture is continuing. The people's right to information is being blocked. With court cases being brought to close some newspapers and magazines, they are trying to prevent views and articles opposing the regime," Birdal said.

"Using the excuse of terrorism," he added, "no arrangements are being made for human rights and justice. The rights and freedoms that come from accepted international agreements are not reflected in the domestic judicial system."

Birdal also pointed out that various cases had been brought to close down human rights associations and that the threats directed at association executives were continuing. "Despite all of these negative developments," he said, "state administrators are appearing on television as if nothing is happening and at the same time...dreaming of full membership in the EC (European Community). Turkey is truly distancing itself from human rights and justice."

Birdal noted that the executives of his association were seriously concerned over the recent developments and wanted the public to know this.

# Çiller compares Turks in Germany to Kurds in Turkey

*Turkish Daily News*

**BERLIN-** Prime Minister Tansu Çiller compared the situation of the Turks in Germany with the situation of the Kurds in Turkey on Wednesday, the last day of her three-day visit to Germany, and said the Kurds of Turkey had far more rights than Turks living in Germany.

Before leaving Berlin, PM Çiller told journalists there were no minorities and there was no discrimination in Turkey. "I wish our Turkish citizens living in Germany had one-tenth the human rights the Kurdish citizens living in Turkey have," she said at a news conference.

"I wish our Turkish people could vote in Germany," she added. "Kurds (in Turkey) can start a business and get into Parliament. I wish our Turkish people could do that here."

On the subject of German journalist Stefan Walberg's detention in Turkey, Çiller said, "Turks in Germany have been burned down. Where are the criminals? We have independent courts in Turkey. The person you have talked about has been judged by these independent courts. We respect the decision of the court." As for a question on the subject of Cyprus, Çiller said there would be free elections in the Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC) soon,

adding that the TRNC will find a solution to its problems after the elections.

Commenting on her talks in Germany, Çiller said they took place in a sincere atmosphere. Both German Chancellor Helmut Kohl and Foreign Minister Klaus Kinkel supported Ankara's desire for a ban on Kurdish groups in Germany linked to the Kurdistan Worker's Party (PKK), Çiller said. Also, commissions will be set up between Turkey and Germany to solve many problems, including that one.

Çiller and Kohl agreed on Monday to set up four different commissions to boost cooperation between the countries. One of these commissions will be established to limit the activities of terrorist organizations in Germany working against Turkey. Çiller's three-day visit focused heavily on the plight of Turks living in Germany amid a wave of neo-Nazi violence that has claimed at least 28 lives in two years. Eight Turks have been burned to death by neo-Nazis since November.

Officials said Çiller emphasized in her talks that Turkey wanted Germany to end its tolerant policy toward Kurdish militants. Hundreds of Kurds demonstrated against Çiller in Bonn and plastered walls with handbills saying

"Hunt Down the Fascist Çiller." About 400,000 Kurds live in Germany.

The liberal Frankfurter Rundschau was one of several newspapers that criticized Çiller for her comments on human rights, which she repeated on several occasions. "Not only Kurds will consider this the peak of cynicism. Where does the army threaten martial law, in Kurdistan or in Kreuzberg?" it asked, referring to a Berlin neighborhood where many Turks live. Çiller flew to Berlin later on Tuesday for talks with Birgit Breuel, head of the Treuhand agency, which was set up by Bonn to privatize state enterprises in what used to be Communist East Germany.

Hundreds of Turks living in Berlin greeted Çiller at the Brandenburg Gate. "Long live Turkey, National Prime Minister," they chanted.

The visit, and meetings with bankers and business leaders, focused on Çiller's efforts to boost bilateral trade and German interest in her plan to privatize Turkey's huge and ailing state industrial sector.

Çiller was due to leave Berlin later for Monte Carlo where she will press Istanbul's bid to the International Olympic Committee to host the 2000 Olympics. The IOC makes its decision on Thursday.

## DEP deputies resisting demands to leave Parliament

*TDN Parliament Bureau*

**ANKARA-** Turkey's pro-Kurdish Democracy Party (DEP) is under pressure by its grassroots and other left-wing movements to withdraw from the Turkish Parliament and force the country to hold early by-elections in the next three months.

This Sunday, DEP executives will gather in Ankara where they will make their final decision.

There are 17 DEP deputies in Parliament, excluding Mehmet Sincar, who was murdered on Sept. 4, and their withdrawal would mean a 5 percent vacancy in the 450-seat body which will be a constitutional reason to hold elections.

According to the related article, if 5 percent of the seats in Parliament — or 23 seats — are vacated, by-elections have to be held in three months. There are currently six vacant seats in Parliament.

On Wednesday, Workers Party (IP) Chairman Doğu Perinçek, whose electoral interests actually conflict with those of DEP, repeated his appeal for the Kurdish-based party to withdraw from Parliament

- **Kurdish deputies say withdrawal may harm cause, not serve it**
- **Grassroots, PKK flank press for protest, take hardened stance**

saying this was a historical chance to block the government's alleged plan to scare the people before the March mayoral elections.

Perinçek's party argues that this way elections will remain on the agenda for at least five months and this will prevent Prime Minister Tansu Çiller and the country's military commanders from putting into force their master plan to launch a massive military crackdown in the troubled Southeast.

"This way," argued Perinçek, "the parliamentary regime will be tripping state terrorism."

"The DEP is at a crossroads. It will either surrender to state terror or set aflame an era which will spoil state terror." Radical quarters within the DEP argued earlier that if

elections have to be held again in the East and Southeast region, this would be in the form of a referendum showing once again the political preference of the Kurds living there.

The DEP deputies were elected to Parliament in October 1991 having to run under the Social Democrat Peoples' Party (SHP) ticket. They later resigned and joined HEP, which was closed down on court order this year and succeeded by the DEP. Currently, the party's parliamentary group is inclined to stay in this body and, in the words of Mardin Deputy and former HEP Chairman Ahmet Türk, "will do everything to stay and use the legal platform."

Türk said on Wednesday that there should be an atmosphere of dialogue and

debate in Turkey, in order to solve the Kurdish problem.

"If we believed such a platform would be of no use, we would have left. Leaving would actually make things easier for some circles. But I personally believe that abandoning this platform will be more dangerous."

Siirt Deputy Naif Güneş said, on the other hand, that the state wanted the DEP to depart from the legal platform and that if this happened, the party would be serving the state's interests.

"At this stage we have to be very careful," he said.

Adıyaman Deputy Mahmut Kılınc also sided with the idea of keeping the democratic platform open and warned that if the weekend meeting brought about a decision to boycott Parliament, this would mean the DEP would not participate in the upcoming elections either.

Kılınc said he was against resigning from their parliamentary seats and that alternatives would be evaluated.

His views were supported by Muş Deputy Mehmet Emin Sever, who said they supported the democratic rights and freedoms of the Kurdish people and that the only way to struggle was by using democratic means.

"The most important place is Parliament," he said. "I don't believe this struggle is over. It should continue."

Sever also recalled that the DEP chairman, Yaşar Kaya, had been arrested by a State Security Court and noted that this could mean imminent closure for the party.

This issue will also be debated at the weekend meeting, he explained.

DEP Şırnak deputy Selim Saddak, strongly opposed the idea of leaving parliament and said he was angry at such "rumours."

Saying they still believed the problems could be solved on the democratic platform, Saddak asked, "what could we do? Take a

gun in our hands? Until our last breath we will use all democratic ways."

Other DEP deputies have brought similar arguments although they too are aware that the final decision will be taken on Sunday when, not only they, but other representatives of the DEP grassroots—including radicals—will also debate the issue.

## Turkey prepares for Kurdish broadcasts

*Turkish Daily News*

ANKARA - Turkey is working on a major plan to begin Kurdish-language radio broadcasts targeting the Kurdish population in northern Iraq, a senior official said on Wednesday.

Ferhat Ataman, Spokesman for the Turkish Foreign Ministry, said in a press conference that an appeal had come from the Iraqi Kurds during a recent official visit to the region and Ankara was taking the issue seriously.

Referring to the recent visit of a Turkish delegation to northern Iraq under the leadership of Foreign Ministry Deputy Undersecretary Tugay Uluçevik, Ataman

said the delegation was told the Iraqi people would be "very warm towards such a development."

"We are now making some preparations on this issue," Ataman said. He also added that Turkey may supply electricity to northern Iraq in the future, and said that a \$ 13 million aid package would reach the region in the coming days.

Ataman did not elaborate on whether radio broadcast for Turkey's Kurds, who speak a different dialect of Kurdish, was being considered as well.

Approximately 9-12 million Kurds live in Turkey compared to around 2 million living in Iraq.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

FRA0153 4 I 0240 TUR /AFP-TV12

Turquie-Kurdes

Cent seize morts en une semaine dans l'est et le sud-est anatoliens

ANKARA, 27 sept (AFP) - Cent seize personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées en une semaine dans des affrontements entre rebelles kurdes et membres des forces de l'ordre, dans l'est et le sud-est anatoliens, selon des chiffres officiels.

Trente-six rebelles kurdes, cinq militaires, un protecteur de village (milicien pro-gouvernemental) et un civil ont été tués depuis samedi dans des opérations ponctuelles dans les régions de Hakkari, Sirnak (sud-est) et Dogubeyazit (nord-est, frontière arménienne), selon des sources officielles.

La journée la plus sanglante a été celle de mercredi dernier, où 36 personnes (24 militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan +PKK, séparatiste+ et 12 membres des forces de l'ordre) ont trouvé la mort dans des accrochages dans diverses provinces de la région sous état d'urgence.

Trente-sept personnes (31 rebelles, cinq soldats et un civil) ont été également tuées dans les mêmes circonstances près de Sirnak et de Diyarbakir (sud-est) depuis lundi dernier dans plusieurs incidents.

1.048 rebelles kurdes ont été tués depuis le 1er janvier, dans des affrontements où opérations des forces de l'ordre turques, selon un bilan (jusqu'au 24 septembre) dressé vendredi par le gouverneur de l'état d'urgence Unal Erkan auquel il faut ajouter les 36 rebelles tués depuis samedi.

YM/mp/mf

AFP 271218 SEP 93

A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P.

ECF0171 4 F 0430 TUR /AFP-WL50

TIE.-ind.-trsp.-éco.

Livraison à la Turquie d'avions et d'hélicoptères américains

ANKARA, 23 sept (AFP) - Le Congrès américain a approuvé la livraison à la Turquie des avions américains A-10 et hélicoptères Cobra dans le cadre de l'aide militaire à la Turquie, ancien gardien du flanc sud de l'OTAN du temps de la guerre froide, a-t-on appris jeudi à Ankara de source proche du gouvernement turc.

Il s'agit de la fourniture de 50 avions "mangeurs de chars" A-10 et 31 hélicoptères d'assaut Cobra dont 4 pour formation militaire. Ces livraisons auront lieu conformément à la loi américaine qui prévoit le transfert de stocks excédentaires de l'OTAN déterminés par des traités internationaux, selon la même source.

La décision de leur livraison prise en octobre 1992 s'était heurtée cet été au Congrès. L'opposition du Congrès "n'avait rien eu à voir" avec une éventuelle utilisation des Cobra contre la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), mais était due à une "affaire de procédure sur les modalités" de l'aide américaine, a affirmé cette source.

La Turquie recevra ces aéronefs sous forme de don, mais devra payer pour les pièces détachées. Par ailleurs, 5 hélicoptères Super Cobra achetés aux Etats-Unis devraient être livrés d'ici début 1994 à l'armée turque qui dispose déjà de 11 Cobra, dont 5 Super Cobra.

La livraison de ce matériel devrait commencer vers la fin de l'année et les Cobra seront utilisés contre le PKK, dont la rébellion, notamment dans le sud-est anatolien, et les opérations de repréailles de l'armée turque ont fait plus de 7.300 morts depuis le déclenchement de la rébellion en août 1984.

L'offre américaine de ces aéronefs avait précédé la signature en décembre 1992 d'un accord entre la Turquie et l'avionneur américain Sikorsky pour l'achat de 45 hélicoptères Black Hawk et la fabrication en commun en Turquie de 50 autres pour un montant total de 1,1 milliard de dollars. Ankara a déjà pris livraison de 35 hélicoptères et 10 autres Sikorsky seront livrés d'ici début 1994.

Le ministre turc de la Défense Nevzat Ayaz avait annoncé la semaine dernière l'utilisation prochaine de nouveaux systèmes de surveillance et de détection, notamment aériens, contre les rebelles armés du PKK. Il s'agirait d'avions sans pilotes et de stations de contrôle et de terminaux terrestres récemment acquis par l'armée turque.

L'armée turque est par ailleurs toujours en négociation avec Sikorsky et le groupe européen Eurocopter pour la fourniture de 24 autres hélicoptères, Black Hawk ou Super Puma.

CE/js

AFP 231220 SEP 93

A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P. —Agence France Presse—A.F.P.

FRA0490 4 I 0255 ITA /AFP-FU42

Turquie-Kurdes-Italie

Bénéficiant du statut de réfugié politique en France, le Kurde Ali Sapan quittera l'Italie pour l'Allemagne

ROME, 28 sept (AFP) - Le ministère de la justice italien a rejeté mardi la demande d'extradition des autorités turques à l'encontre d'un militant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), Ali Sapan, qui bénéficie en France du statut de réfugié politique, a-t-on appris de source judiciaire.

La Cour d'appel de Rome a révoqué en conséquence les limitations de déplacement auxquelles il était encore soumis. Ali Sapan quittera mercredi Rome pour Cologne (Allemagne), a annoncé le porte-parole du Front populaire de libération du Kurdistan (ERNK, branche politique du PKK) à Rome, Halil Bozan.

Les autorités judiciaires italiennes ont expliqué leur refus par le fait qu'Ali Sapan bénéficiait en France du statut de réfugié politique.

Ali Sapan, recherché par la justice turque et faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, avait été arrêté début septembre à Rome après une conférence de presse au cours de laquelle il avait demandé à l'Italie de négocier directement avec le PKK la libération de deux otages italiens détenus dans le sud-est de la Turquie. Par la suite, il avait pu sortir de prison mais sa liberté de mouvement avait été limitée.

Les deux touristes prisonniers, Anna D'Andrea et Angelo Pelago, avaient été libérés peu après par le PKK sans qu'il y ait eu de négociation entre le gouvernement de Rome et le mouvement séparatiste.

jlv/chm

AFP 281952 SEP 93

**A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.**

Turquie-Kurdes-Justice

Peine de mort pour un accusé du PKK

ANKARA, 29 sept (AFP) - La Cour de sûreté de l'Etat d'Izmir a condamné mercredi à la peine de mort pour "homicide" un accusé qui était également jugé pour "terrorisme" et en tant que "responsable du Parti des Travailleurs du Kurdistan" (PKK, séparatiste), a rapporté l'agence turque Anatolie.

Il s'agit de la troisième peine capitale prononcée par la Cour de sûreté de l'Etat d'Izmir (ouest de la Turquie) en deux jours contre des accusés du PKK. Mardi, la Cour avait condamné à la peine de mort deux autres membres présumés du PKK pour "homicide" et "terrorisme".

Selahattin Mete a été reconnu coupable mercredi de "terrorisme" et "séparatisme" en tant que "membre du Front Populaire de Libération du Kurdistan (ERNK, branche politique du PKK) pour la région de l'Egée (ouest) et "d'avoir tué" une personne en 1992 et "blessé" trois militaires lors du mitraillage de leur véhicule à Izmir, selon la même source.

Quatorze autres personnes ont été condamnées à des peines de prison allant de 3 ans et 9 mois à 22 ans et 6 mois, et 13 autres accusés ont été acquittés "fautes de preuves suffisantes" dans ce procès, indique Anatolie. Comme les 20 accusés condamnés mardi par la même Cour, dont deux à la peine capitale, ces condamnés ont été reconnus coupables d'appartenance au PKK et d'avoir "perpétré des attentats à l'explosif" à Izmir.

Depuis 1987, aucune peine de mort prononcée pour des raisons politiques ou de droit commun n'a été exécutée en Turquie.

**A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.**

FRA0546 4 AI 0235 FRA /AFP-TW20

PRESSE-COLLOQUE

### Des journalistes palestiniens, kurdes ou algériens en colloque à Montpellier

MONTPELLIER, 30 sept (AFP) - Une vingtaine de journalistes palestiniens, kurdes, turcs, algériens, serbes et croates ont participé jeudi à Montpellier (Hérault) à un colloque sur la situation politique en Méditerranée, à l'initiative de l'association Reporters Sans Frontières (RSF).

Le colloque, coorganisé par la région Languedoc-Roussillon et le quotidien Midi Libre sur le thème "Méditerranée, des dialogues impossibles ?" a permis aux intervenants, appartenant parfois à des peuples en conflit, de se rencontrer et de réagir à la lumière des nouveaux développements politiques sur les questions palestinienne, kurde ou algérienne.

Robert Ménard, responsable de RSF, a par ailleurs rappelé que 35 journalistes étaient morts depuis le début du conflit yougoslave. 18 ont été assassinés en Turquie en un an et demi, dont 6 appartenaient à la rédaction du journal kurde Ozgur Gundem qui n'existe que depuis deux ans, a-t-il dit, ajoutant que 4 autres avaient été tués en Algérie au cours des dernières semaines.

L'association Reporters Sans Frontières, créée en 1985 et basée à Montpellier, a pour but de défendre les journalistes en prison et la liberté de la presse. Elle parraine des journalistes emprisonnés de par le monde et intervient auprès des autorités concernées pour leur libération.

INTERVISTA

il manifesto  
martedì  
27 luglio 1993

Dopo il sequestro dei quattro turisti francesi in Turchia quali le nuove vie del terrorismo curdo? Ne parla Kendal Nezan dell'Istituto kurdo di Parigi

ANNA MARIA MERLO

**PARIGI** Quattro turisti francesi, quattro uomini, sono stati sequestrati da un commando del Pkk, il partito dei lavoratori kurdi. Viaggiavano con l'agenzia Marmara, in un tour organizzato che li avrebbe far dovuti viaggiare in questo paese per tre settimane. «Non temiamo per la loro vita» ha detto ieri la moglie di uno di loro, «perchè ci sono già stati casi del genere e si sono sempre conclusi bene». Ieri, la guida turca che li accompagnava e che ha preso contatto con i rapitori ha affermato che potrebbero essere liberati a giorni, ma è difficile stabilire se è la speranza a parlare.

Per porre fine al sequestro i rapitori chiedono la cessazione dell'attacco dell'esercito turco nell'Anatolia orientale, e l'arrivo di una delegazione governativa francese, accompagnata da rappresentanti di associazioni dei diritti umani. Il sequestro dei 4 turisti è l'ultimo atto di una serie di azioni spettacolari, destinate ad attirare l'attenzione del mondo sulla tragedia kurda.

Kendal Nezan, presidente dell'Istituto kurdo di Parigi, è sempre più sconcolato quando gli chiediamo un commento. «Condanno questi metodi — afferma — e tutte le operazioni spettacolari che non sono servite ai palestinesi e non funzioneranno nemmeno per i kurdi. Ma i media internazionali funzionano così». Nezan ricorda la vita quotidiana dei 4 milioni di kurdi che vivono in Turchia: «c'è una guerra molto violenta. Ci sono 50-60 morti al giorno. I villaggi di montagna vengono bombardati, le foreste bruciate dall'esercito. E' una guerra coloniale, fatta da un governo parlamentare. Il Pkk (il partito dei lavoratori kurdi, fuorilegge in Turchia) si è posto nuovi obiettivi: nuocere all'economia turca. Il turismo porta alla Turchia 5 miliardi di dollari l'anno, e più di 3 di questi miliardi sono utilizzati per la guerra in Kurdistan». Ma l'attacco ai turisti, come la bomba a Istanbul che per fortuna non ha fatto morti, non sono controproducenti? «Sono azioni di propaganda per attirare l'attenzione sulla guerra, perchè c'è solo silenzio e indifferenza», spiega con voce disperata Nezan.

# Turchia, turisti occidentali sotto il fuoco curdo

## D L'ESODO IRACHENO

Danielle Mitterrand, moglie del presidente, con la sua fondazione France-Libertés, ha cercato di fare qualcosa per i kurdi, soprattutto per i kurdi iracheni, ai tempi della guerra del Golfo e dopo. «Sì, la signora Mitterrand ha fatto molto — spiega Nezan — ma il governo francese vuole buone relazioni con la Turchia, non c'è stata neppure una semplice condanna». La Francia ha contribuito a rendere meno duro quello che all'Istituto kurdo chiamano «esodo biblico» dei kurdi iracheni. Il Parlamento europeo ha votato una risoluzione in cui chiede alla Turchia di rispettare i diritti umani in Kurdistan, ma nulla di più è stato fatto dai paesi occidentali, sempre a fianco della Turchia, che bisogna ricordare è il bastione di sud-est della Nato.

Da otto anni, il Pkk ha optato per la lotta armata. Tre mesi fa, aveva deciso un cessate il fuoco unilaterale, chiedendo dialogo ad Ankara. L'8 giugno scorso il cessate il fuoco è stato denunciato, perchè l'esercito turco aveva continuato la repressione. Ma, secondo Nezan, non tutti gli attentati possono essere attribuiti al Pkk. E' il caso, per esempio, di quello di Antalya. «C'è un clima caotico in Turchia — spiega Nezan — tra integralisti islamici, mafia, Pkk, c'è un'enorme confusione e qualcuno può tentare di prendere la scorciatoia. I militari, per conto loro, alimentano una strategia della tensione. Ci sono voci che parlano dell'eventualità di un colpo di stato a fine agosto».

## M IL POTERE DEI MILITARI

Ma non è cambiato nulla con il nuovo primo ministro, per la prima volta una donna,

Tansu Ciller? «Il primo ministro non ha nessun potere sui militari. In Turchia conta solo l'esercito. E' uno dei pochi paesi al mondo dove il capo di stato maggiore non dipende concretamente dal ministro della difesa. Ha carta bianca. La signora Ciller è una donna affascinante, intelligente, e anche se io non sono d'accordo con lei forse potrebbe fare qualcosa per l'economia, ad esempio con il suo progetto di privatizzazioni. Ma sulla questione kurda ha dichiarato che «non c'è un problema kurdo in Turchia, il paese è un mosaico che non può riconoscere diritti culturali». Per quanto possa sembrare paradossale è stato fatto un passo indietro rispetto a Turgut Ozal. Il risultato finale è che ci sono 4 milioni di kurdi in Turchia che non hanno nessun diritto. Su 10 reti tv non ce n'è una che si occupi di loro. Non ci sono scuole kurde. C'era un partito, il Hep, che prendeva le difese di questa gente, ma è stato proibito. Bisognerebbe vedere quello che succede, sembra il Vietnam, c'è una militarizzazione della regione». Anche l'Iran ha ripreso in questi giorni l'attacco ai kurdi: «fa una guerra tremenda, con operazioni in Iraq, che hanno avuto luogo lo scorso fine settimana. Ci sono più 15mila profughi».

«Condanniamo il rapimento, è un atto inammissibile», ha detto ieri il portavoce del ministero degli esteri. Il Quai d'Orsay ricorda ancora di aver dato di recente «consigli di prudenza ai turisti». L'agenzia Marmara si difende: «non ci sono rischi nei nostri viaggi». Ma bisognerà però aspettare qualche giorno per vedere le conseguenze sul flusso turistico in Turchia. Ogni anno 350mila francesi vanno in Turchia, 140mila con l'agenzia Marmara. Anche a Nouvelles Frontières non hanno registrato cali nelle prenotazioni. Almeno per ora.

# Le chef du PKK menace les touristes en Turquie: «Cette fois, il y aura des morts!»

*Abdullah Öcalan, protégé de la Syrie, déclare une guerre totale à Ankara. Et à l'Occident: le PKK attaquera les centres touristiques et s'en prendra aux investissements étrangers sur sol turc.*

**ALAIN CAMPIOTTI**  
MASNAÀ, PLAINE DE LA BEKAA

**L**e Parti des travailleurs du Kurdistan soigne sa pub de guerre. Il avait donné rendez-vous à Beyrouth à une poignée de journalistes en leur promettant une rencontre avec «Apo» (Oncle), Abdullah Öcalan, l'incontestable chef de la guérilla kurde du PKK qui défie depuis près de dix ans l'armée d'Ankara dans le Sud-Est turc, au prix de milliers de morts, d'arrestations, de tortures, et avec récemment quelques rapt de touristes et des démonstrations suscitées en Europe, en particulier à Berne, on le sait trop bien. Abdullah Öcalan voulait répandre un message d'escalade militaire, et de menace contre tout soutien extérieur à la Turquie, et d'abord par l'apport touristique. «Apo» avertit les voyageurs: désormais, sur les plages turques, ils risqueront la mort.

---

*Loin de toute nuance,  
le propos d'«Apo»  
est brutal*

---

Le chef du PKK réside généralement à Damas, et la rencontre devait avoir lieu dans la plaine de la Bekaa, ce grand jardin du Liban derrière la montagne – sous étroit contrôle syrien – redevenu presque fréquentable depuis que la terreur guerrière s'est calmée. Jeu de pistes, dans la nuit, qui finit par conduire à une villa obscure et isolée, près du poste frontière syrien de Masnaa.

Des militants kurdes, ayant sorti des armes du coffre d'une voiture, patrouillent autour de la maison comme des chats. Encore une heure, et des phares se rapprochent par un petit chemin à travers champs. «Apo» en sort, aussitôt entouré par des gardes, monte un escalier vers une pièce où des drapeaux du PKK ont été tendus derrière un bureau et des micros.

Avec sa forte nuque, son épaisse moustache, ses sourcils en bataille sur des grands yeux ronds, l'homme a l'air d'un paysan kurde à mi-chemin d'une vie rude. Une existence qui semble rendre allergique à l'humour. Sa chemise kaki porte, sur la poche gauche, une sorte d'étoile contenant l'inscription «President Stone». Comme je lui demande s'il faut attacher de l'importance à cet insigne (le chef du PKK serait-il un «président de pierre» comme Staline était un «homme d'acier»?), il me regarde, interloqué: «Mais c'est la marque de la chemise!»

Loin de toute nuance, le propos d'«Apo» est brutal. Affaibli l'an passé par les coups que lui avait portés l'armée turque dans le nord de l'Irak avec l'appui des faux frères kurdes du clan Barzani, le PKK est reparti à l'offensive, sans merci, après un cessez-le-feu offert à Ankara, mais resté sans réponse. Öcalan promet une guerre à outrance, en défi à l'état-major turc qui s'engageait récemment à écraser la guérilla avant le printemps. Le PKK, assure son chef, fera passer en un an l'effectif de ses combattants de quinze à trente mille.

Mais le vrai message d'Abdullah Öcalan est pour l'Occident. La Turquie, dit-il, a toujours été un instrument entre les mains des puissances de l'Ouest: pour combattre le communisme aussi bien que le radicalisme arabe. Et après l'écroulement de l'Union soviétique, les Turcs sont apparus (encore des instruments) comme d'utiles intermédiaires pour pénétrer dans le Caucase et l'Asie centrale, chez les cousins turcophones. Mais la puissance russe est déjà de retour: elle a défait l'alliance privilégiée que la Turquie avait commencé de nouer avec l'Azerbaïdjan.

Reste alors, selon Öcalan, un ultime rôle utile d'Ankara aux yeux de l'Occident: éliminer la déstabilisante contestation kurde, qui cherche à retrouver la dignité et l'identité qu'avaient étouffées les

empires, le colonialisme, puis les régimes autoritaires de ce deuxième demi-siècle. Une preuve de la connivence occidentale avec la répression pratiquée par l'armée turque? «Dix morts en Somalie, dit Öcalan, font vos gros titres; mais cent tués chez nous passent inaperçus.» Alors, «Apo» menace. «Le PKK, dit-il, avait averti qu'il pourrait s'en prendre aux intérêts occidentaux en Turquie (dans le tourisme, dans l'industrie...). Désormais, il va passer aux actes. Il y aura des attaques contre les hôtels, les villages de vacances, les investissements étrangers dans le pays, parce qu'ils sont la principale composante du soutien à l'économie turque en lutte contre nous. Et s'il y a cinquante morts parmi les touristes, dit-il la moustache luisante de sueur, nous ne serons pas responsables. Vous êtes avertis!»

Mais ce fils de paysan au verbe rude est aussi un intellectuel. C'est sur les bancs de la faculté de sciences politiques d'Ankara que lui était venue l'inspiration d'un projet qui à l'époque (dans les années septante) semblait fou: puisque la conscience kurde est effondrée, en voie d'assimilation, il faut la réveiller par une ambition maximaliste – la conquête d'un Kurdistan indépendant, les armes à la main. Le projet politique se heurtait à celui de toutes les autres forces kurdes et à la passivité fatiguée de la population du Sud-Est. Mais une vingtaine d'années plus tard, par la violence donnée et reçue, «Apo» a obtenu le réveil qu'il voulait: le Kurdistan turc lui est désormais largement acquis.

Et maintenant, il voit plus grand. La question kurde lui apparaît aussi comme un levier pour secouer tout le Proche-Orient, y amener une révolution sociale (Öcalan sort du moule communiste) et, dit-il, démocratique, ce qui surprend bien sûr venant d'un parti monolithique et intolérant.

Mais cette visée maximaliste n'empêche pas un peu de pragmatisme. Abdullah Öcalan répète, comme au printemps, qu'il est



prêt à un cessez-le-feu (bilatéral cette fois) et à l'ouverture d'un débat sur un projet fédéraliste pour la Turquie. «Il n'y a nulle part d'indépendance absolue, et notre priorité, c'est la réalisation des droits des Kurdes dans tous les domaines.»

Mais on comprend à l'entendre qu'il ne se satisfera pas d'un rôle local d'administration dans le Sud-Est. «Apo» est convaincu que le temps travaille pour lui et que le Proche-Orient n'échappera pas à la tenaille kurde: ou bien les droits de la minorité seront reconnus, et il en résultera tôt ou tard une révision de la carte de la région; ou bien les Kurdes continueront d'être soumis à des systèmes policiers, et la guerre s'étendra. □

## Le piège d'Apo

ALAIN CAMPIOTTI

Abdullah Öcalan (Apo pour les militants) fait monter les enchères. Le chef du PKK vient d'informer les pays de l'Ouest que, las de leur avoir lancé des avertissements, il allait désormais passer aux actes: les intérêts occidentaux en Turquie seront attaqués par la guérilla kurde, et les sites touristiques ne seront pas épargnés.

Le PKK a-t-il l'intention, et a-t-il les moyens de mettre ses menaces à exécution? La question n'est pas très importante. Car on comprend bien que l'initiateur de la lutte armée des Kurdes compte sur l'effet de son annonce pour mettre à mal l'industrie touristique turque, essentielle pour le pays, et décourager les investisseurs étrangers.

Cette sorte de chantage pose une question terrible aux journalistes, rendue plus aiguë encore par les circonstances dans lesquelles Apo a fait son annonce. Elle a eu lieu la nuit, dans la plaine de la Bekaa, dont le seul nom a un parfum d'aventure, parce que la vallée a longtemps été fermée tant on la disait dangereuse. Et mercredi soir, à Masnaa où parlait Abdullah Öcalan, on pouvait voir des journalistes si excités d'être de cette partie qu'ils se laissaient aller à des courbettes obséquieuses devant le chef du PKK.

Cette sorte de convivialité indigne évacuait toute question sur le

sens qu'il y avait à rapporter les menaces kurdes, puisque l'important, aux yeux d'Apo, est qu'elles soient largement répandues, pour effrayer le plus grand nombre possible de voyageurs et d'investisseurs. Les journalistes, soudain, perdaient de vue que le simple fait d'informer devenait un service rendu à un parti en guerre. En l'occurrence, ils pouvaient soulager leur conscience en se disant qu'ils contribueraient peut-être à éviter des morts au cas où la guérilla mettrait ses menaces à exécution. Mais le PKK espère bien sûr atteindre son but (affaiblir gravement l'économie turque) sans passer aux actes de terreur qu'il annonce. Il considère donc que le journaliste est un auxiliaire précieux dans son jeu.

Au-delà des scrupules déontologiques, il demeure aussi que la fureur d'Apo a une origine, toujours la même, résistante comme la pierre: elle vient du sort fait aux Kurdes. Une injustice immense a été commise, dans laquelle l'Occident - les puissances coloniales, puis les puissances d'argent tournant autour du pétrole - a sa responsabilité. Nous ne pouvons donc jamais nous détourner des Kurdes, même quand les moyens de lutte nous semblent odieux.

Le conflit israélo-arabe s'apaise. Un autre s'avance sur le devant de la scène. □

Le Monde - 30 septembre 1993

□ **TURQUIE** : deux membres du PKK condamnés à la peine de mort. - La Cour de sûreté de l'Etat d'Izmir a condamné à la peine de mort, mardi 28 septembre, deux membres de l'ERNK (Front populaire de libération du Kurdistan), la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Hasan Yagiz et Osman Demir ont été reconnus coupables de terrorisme et du meurtre de deux personnes. Depuis 1987, aucune condamnation à la peine capitale prononcée pour des raisons politiques ou de droit commun n'a été appliquée en Turquie. - (AFP)

IRAK/ENTRETIEN EXCLUSIF

# Oui à un Etat kurde indépendant, si...

**Le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz, révèle que Saddam Hussein a déclaré à Massoud Barzani, le chef du PDK, qu'il serait disposé à reconnaître l'indépendance du Kurdistan. A condition que la population opte pour cette solution.**

Une guerre totale oppose la Turquie à ses douze millions de Kurdes, sous le regard complice des forces américaines, britanniques et françaises stationnées en Turquie, dans les bases de l'Otan, et censées protéger les Kurdes irakiens, et eux seuls, des visées attribuées à Bagdad.

L'Iran multiplie les bombardements contre ses propres Kurdes et exerce un droit de poursuite contre eux au-delà de ses frontières. Pendant ce temps, dans la profondeur du territoire irakien, au sein de la zone dite d'exclusion aérienne imposée illégalement par les pays occidentaux, Tarek Aziz, dans un entretien exclusif avec notre envoyée spé-

cial, crée l'événement en déclarant que l'Irak est prêt à reconnaître un Etat kurde indépendant, si un tel projet devait voir le jour avec l'accord de ses habitants et l'aval de la communauté internationale.

Après avoir longuement expliqué les origines de la question kurde en Irak, depuis la promulgation de la première Constitution en 1923 qui recon-

naissait le caractère binational de l'Etat irakien et jusqu'à l'adoption de la loi sur l'autonomie en 1974, le véritable patron de la diplomatie irakienne accuse les puissances occidentales d'avoir constamment joué la carte kurde pour déstabiliser son pays, jugé trop indépendant.

Si cette carte a affaibli l'Irak, elle n'a pas pour autant servi les intérêts du peuple kurde, trahi par ses dirigeants. Ce n'est pas un hasard, nous dit Tarek Aziz, si chaque fois que l'Irak est à la veille d'un tournant historique, certains dirigeants du mouvement kurde entrent en scène.

## Déstabiliser l'Irak

*"Alors qu'Abdel Karim Kassem revendiquait, en 1963, le retour du Koweït à l'Irak, Moustapha Barzani entra en rébellion contre son régime. Au moment où ce même Kassem entamait des négociations difficiles avec les compagnies pétrolières pour*

*la loi sur l'autonomie. C'est alors que la rébellion éclata. Un an plus tard, en 1975, nous avons conclu un accord avec le shah. Ce qui privait la rébellion de son principal soutien sur le terrain et provoquait son effondrement. Certains Kurdes se rendirent. D'autres choisirent de s'enfuir. Quant à Barzani et ses fils, ils se réfugièrent aux Etats-Unis."*

*L'effondrement de Barzani n'a pas empêché Bagdad d'appliquer la loi sur l'autonomie. "Mais, souligne Tarek Aziz, alors que nous étions occupés à retirer notre armée et à traiter les séquelles de la guerre d'agression de 1991, ils se sont de nouveau manifestés, occupant Soulaymanya, Irbil et Kirkouk... Ils ont ainsi créé une situation d'anarchie que les Occidentaux mirent à profit pour intervenir dans la région, imposant la zone d'exclusion aérienne.*

*"En dépit de tout cela, nous avons engagé le dialogue avec eux (Massoud Barzani, Jalal Talbani et les autres partis kurdes). En quatre mois, nous sommes donc parvenus à un accord global qui*

*ne pas signer car leur plan était de renverser le régime. Ce qu'ils ne parvinrent pas à faire. D'où le statu quo actuel.*

*"Le retour de Massoud Barzani à Bagdad n'eut lieu qu'en janvier 1992. Nous avons eu une série de rencontres ensemble. D'autres ont eu lieu ensuite avec le président Saddam, en présence d'Izzat Ibrahim et de moi-même. Il nous a expliqué qu'une délégation kurde s'était rendue à Washington, bien qu'il n'ait pas donné son aval à cette initiative. Je ne sais pas si sa version était juste ou fausse. Il a poursuivi : « J'ai dit aux membres de la délégation qui s'est rendue à Washington que les Américains leur conseilleraient de ne pas signer et répondraient non à la création d'un Etat kurde indépendant. D'ailleurs, si les Américains soutiennent un tel Etat, j'y souscris. »*

## Dirigeants transformés en mercenaires



**Tarek Aziz : "Nous sommes contre une association forcée avec les Kurdes."**

*améliorer les conditions de l'exploitation de la principale ressource du pays, les Kurdes sont entrés en rébellion contre lui. J'étais encore jeune, mais ces faits m'ont marqué. Je ne voyais pas quelles raisons justifiaient le retournement des Kurdes contre Kassem.*

*"Après la nationalisation du pétrole, en 1972, les Etats-Unis avaient projeté de déstabiliser l'Irak. Leur entreprise s'est précisée après que le gouvernement de Bagdad eut opté pour un développement autonome et pour une politique de progrès, particulièrement après la visite de Kissinger et de Nixon en Iran. Alors que les Kurdes participaient au pouvoir, les Américains s'étaient mis d'accord avec le shah d'Iran pour soutenir Barzani contre le pouvoir central à Bagdad. Fort de ce soutien, Barzani, qui avait également des complicités avec Israël, rejeta*

*garantit tous les droits aux Kurdes dans le cadre d'un Etat moderne et centralisé. Il fut également question de régler les problèmes nés de la rébellion ou de la guerre irako-iranienne. Il a été convenu d'indemniser les victimes de ces conflits et de distribuer un morceau de terre aux anciens Pechmergas... C'était là une solution idéale, dont ni les Kurdes de Turquie ni ceux d'Iran ou de tout autre pays ne pouvaient se priver.*

*"Avant de signer cet accord, qui reprend tous les textes antérieurs en les améliorant, Barzani et Talbani nous ont dit : « Nous allons nous absenter deux semaines durant lesquelles nous proposerons cet accord à nos bases et aux autres dirigeants du mouvement kurde. » Ils sont effectivement partis, mais pas revenus... Au lieu de consulter leur base, ils se sont rendus à Washington, répondant à une convocation. Les Américains leur ont conseillé de*

*"Le président Saddam Hussein lui a déclaré : « Nous serions alors les premiers à reconnaître cet Etat. En tant que baassistes et irakiens, nous sommes contre une association forcée avec les Kurdes. Nous ne voulons pas les contraindre à appartenir à l'Irak si telle n'est pas leur volonté. »*

*"En réalité, et en dépit de tout ce qui s'est passé, et qui est dû aux dirigeants liés aux plans de l'étranger, la grande majorité du peuple kurde ne souhaite pas la sécession. Uniquement à Bagdad, vivent entre 200 000 et 300 000 Kurdes. Pourquoi voulez-vous qu'ils réclament l'indépendance alors que l'Etat irakien est le leur ? Les dirigeants kurdes se sont transformés en mercenaires parce qu'ils ont accepté d'être utilisés pour combattre les Kurdes de Turquie. Pourquoi ? Ces Kurdes-là ne seraient-ils donc plus leurs frères ? Comme vous le constatez, ce ne sont plus les principes moraux ou d'éthique qui guident leur conduite..." ■*

**PROPOS RECUEILLIS PAR HAMIDA NA'ANA**

## الرهائن السبعة الذين اطلقهم المتمردون في صحة جيدة

## الانفصاليون الاكراد يقتلون ٢٠ عسكرياً تركياً

## الأكراد والاتفاق الفلسطيني-الاسرائيلي

■ يجوز اعتبار أكراد العراق بين أكثر سكان الشرق الأوسط ترحيباً بالاتفاق الفلسطيني - الاسرائيلي. ولعل ما سيثير اليه أكراد كثيرون قبل اي شيء هو ان الاتفاق سينتزع أخيراً (هل سينتزع؟) من ايدي القوميين العرب ورقة «اسرائيل الثانية» التي طالما استخدموها لتخوين الأكراد وتبرير أعمال القمع ضدهم مهما بلغت بشاعتها. كما حدث عندما نفذ نظام الرئيس صدام حسين ضدهم في عام ١٩٨٨ عمليات «الانفال» وأسفرت عن ابادته نحو ربع مليون كردي وتدمير البنية الاجتماعية والاقتصادية لكردستان العراق.

ولا يزال كتاب عرب كثيرون يعتقدون «واجباً وطنياً» حشر اسم هذا الزعيم الكردي أو ذاك كلما شتموا في كتاباتهم زعماء غير عرب آخرين لاتصالهم باسرائيل، أو طلبهم منها مساعداً أو مسانداً أو تضامناً، أو حتى علاجاً، وهذه كلها «اثام» تبرز في نظر هؤلاء الكتاب ادراج مرتكبها، اكان كردياً أم اريتياً أم قبرغيزياً أم كازاخياً، في خانة اعداء العروبة وفلسطين.

المؤمل ان تكون المصافحة بين عرفات ورايين هذا الاسبوع في واشنطن، خصوصاً انها تمت برعاية القوة العظمى الوحيدة في العالم وشهادتها، رمزاً لدخول الشرق الأوسط عصر الاتفاقات التي بات متوقفاً ان المنطقة ستشهد المزيد منها، بعدما تم الاتفاق الأكبر بين الفلسطينيين والاسرائيليين. والتطورات التي تلاخقت سريعاً منذ مصافحة البيت الابيض (الاتفاق الاسرائيلي - الاردني، وزيارة رايين الى المغرب التي يتوقع ان تصبح ثاني دولة عربية بعد مصر تقيم علاقات كاملة مع الدولة اليهودية، وتصريحات مسؤولين عرب كثيرين بأن دولهم سائرة في هذا الطريق، الى غير ذلك...) كلها تشير الى انه ستكون أولاً اتفاقات للسلام ثم تتبعها اخرى لاقامة العلاقات تمهيداً للتطبيع الشامل بين الدول العربية والكيان الصهيوني.

هذه الافاق، التي لم يعد توقعها ضرباً من الاحلام «الخيانية»، من شأنها ان تجعل الأكراد العراقيين في مقدم الشعوب غير العربية في الشرق الأوسط التي ستتنفس الصعداء لأن المفروض ان الوضع الجديد سيجرز، أخيراً، اعناقهم من «القيد» الفلسطيني. طبعاً الشرق الأوسط هو المكان الذي يمكنه ان يجعل مستحيلاً تحقيق حتى الاحلام التواضعة. ولكن بعد الاتفاق الاسرائيلي - الفلسطيني سيكون بإمكان كثيرين، عرب أيضاً وليس اكراداً فقط، ان يتحدثوا صراحة عن هذه الأمور، وحتى ان يسخروا من الذين قد يواجهون اليهم اتهامات سخيفة بالخيانة والعمالة.

على صعيد أهم من هذا كله، ينبغي اعتبار الاتفاق الاسرائيلي - الفلسطيني قفزة كبرى في الطريق نحو رفع القيود عن البحث الجدي في كثير من الجرمات، خصوصاً المتعلقة بالمشاكل العرقية والاثنية والطائفية، وهي كثيرة في العالم العربي. والامل هو في ان يرافق مسيرة التطبيع الاسرائيلي - الفلسطيني، اولاً، والاسرائيلي - العربي ثانياً، تغيير في العقلية جوهره نبذ العصبية القومية تمهيداً لعلاقات اتنية جديدة في المنطقة.

كامران قره داغي

والنيوزيلندي بول طومسون ينتقلون بحراسة الشرطة، وان الجميع بصحة جيدة.

وكان الحزب الكردي الذي خطف ١٦ اجنبياً في تركيا في غضون الشهرين الماضيين طلب التفاوض مع روما، ولكن هذه رفضت الطلب. واعتقلت الشرطة الايطالية في مطلع الشهر الجاري الناطق باسم حزب العمال الكردستاني علي سابان بعدما عقد في روما مؤتمراً صحافياً أعلن فيه ان الحزب يشترط ان تناقشه الحكومة الايطالية لاطلاق الرهينتين الايطاليتين.

من جهة اخرى اعتقلت الشرطة التركية زعيم الحزب الديمقراطي ذي القاعدة الكردية بيسار كايا. وقال نائب الرئيس نسيم كيليش لرويترز ان الاعتقال «خطأ لأنه ما كان سيهرب ولو ارادت الشرطة استجوابه لعرفت اين تجده».

وقال كيليش ان المدعي العام في محكمة امن الدولة نصرت ديميرال امر باعتقال كايا من دون ذكر الاسباب. وكايا ليس عضواً في البرلمان، الا ان لحزبه ١٧ نائباً من اصل ٤٥٠ نائباً يشكلون البرلمان. وقد جرى تأسيس الحزب في وقت سابق من هذا العام ليحل محل حزب العمال الشعبي الذي اصدرت المحكمة امراً بحله.

وكان نائب تابع للحزب الديمقراطي هو محمد سنجر قتل في وقت سابق من هذا الشهر ليرتفع عدد النواب الذين قتلوا من هذا الحزب ومن حزب العمال الشعبي في العامين السابقين الى ما يزيد على ٥٠ نائباً. وقد اتهمت مصادر الحزب السلطات باغتيال سنجر في حين ان مصادر السلطة اتهمت حزب الله التركي.

■ انقره - رويترز، اف ب، اب - قالت مصادر امنية تركية ان الثوار الاكراد قتلوا ٢٠ عسكرياً تركياً ليل الثلاثاء الاربعاء، وذكرت وكالة انباء الاناضول التركية ان ١١ منهم بينهم عسكري برتبة رقيب وأخر برتبة عريف قتلوا في مقاطعة فان في هجوم شنه المتمردون على قرية كونيالغا قبل ان يلوذوا بالفرار. وقالت المصادر الامنية ان العسكريين الاخرين قتلوا في اقليم سرت في غارة اخرى على مخفر.

وذكر ديبلوماسيون ان سبعة رهائن غربيين اطلقهم ثوار حزب العمال الكردستاني الانفصالي الذي اتهم بالفارتين هم في طريقهم الى بلدانهم بعد التحقيق معهم من قبل السلطات الامنية التركية، وأنه لم يجر اعتقالهم كما كان محافظ منطقة اغري التركية عصمت ميتين قد اوصى بدعوى انهم يدعون اختطافهم لاجراء اتصالات مع الانفصاليين الاكراد.

واقادت الصحف التركية اسس نقلاً عن مصادر مختلفة ان حوالي ٥٠ الى ٢٥٠ من المتمردين الاكراد قتلوا من جهة اخرى في عمليات نفذها الجيش التركي في جبال تندوريك جنوب غرب جبال ارارات منذ ايام عدة. وكان متين اشار الى مقتل ٢٥٠ «ارهابياً» الا انه لم يعثر الا على ١٠ جثث للمتمردين فقط.

وكان الثوار الاكراد في جنوب شرقي تركيا اطلقوا سبعة رهائن غربيين هم ايطاليان والمانيان وسويسريان ونيوزيلندي. وقال ديبلوماسي ايطالي، ان الايطالي انجيلو باليجو والسويسريين نيكو وأنا بيانتو وصلوا الى فان حيث تنتظرهم طائرتان لتقلهم الى بلديهم. وقال الديبلوماسيون الالمانيين كريستوف ليمان وهنري بتلر والصويسري جوسيب ريزينيكو

## من يبرئ النظام العراقي؟

■ لعل اشارة الرئيس بيل كلينتون في خطابه في الأمم المتحدة الى اننا «ما زلنا نعيش هاجس القتل الجماعي للنساء والاطفال الاكراد بالغاز السام» تصلح دليلاً لعمل اللجنة الدولية المكلفة نزع اسلحة العراق التي بدأ نحو ١٠٠ من خبراءها يضلون منذ اسس الى بغداد في مهمة جديدة لتفتيش مواقع معلنة وغير معلنة.

وعلى رولف اكيوس، الذي سيصل الى بغداد قريباً لاجراء محادثات مع المسؤولين العراقيين في شأن تطبيق قرارات مجلس الامن، ان يتذكر ان منع الرئيس صدام حسين من تكرار جرائمه الكثيرة، وبينها استخدام الغاز السام ضد الاكراد، يدخل في اطار المسؤولية الملقاة على عاتقه بصفته ممثلاً للامم المتحدة التي يفترض ان تعتمد على ما سيوصي به لكي تبحث في «براءة» النظام التوتاليتاري الحاكم في بغداد.

وليس هذا هو الامر الوحيد الذي يجب ان يتذكره اكيوس والخبراء الدوليين المتهمة. فمن الضروري التذكر ايضا بانهم يتعاملون مع نظام لا يقيم ادنى وزن للقيم والمبادئ والاعراف الدولية والانسانية المألوفة ما ينبغي ان يجعل المسؤولين المتهمة عن تفتيش اسلحة الدمار الشامل في العراق يعيدون تحقيقاتهم مئة مرة قبل ان يعلنوا براءة هذا النظام. ويكفي اكيوس وغيره من مسؤولي الامم المتحدة ان يراجعوا سجلاتهم منذ بدات في ربيع عام ١٩٩١ عملية تنفيذ القرار ٦٨٧ الخاص بوقف النار ليتذكروا كم مرة اقسام اكبر المسؤولين في النظام العراقي زورا وبهتانا بانهم ابرياء ليظهر بسرعة ان الدمار الذي ذرفوهما استعطافاً للمجتمع الدولي لم تكن سوى دموع التماسيح.

وليس تضييعاً للوقت ابدأ تذكير المجتمع الدولي، خصوصاً المسؤولين في الامم المتحدة، من ان نظام الرئيس صدام لا يعتبر معيباً امراً مثل الكذب وتزوير الحقائق والتكفير عن العهد. والتذكير مطلوب جداً بان هذا النظام قادر على ارتكاب اي جرائم على الاطلاق.

ومن الضروري جداً تعداد هذه الجرائم، او بعضها، بين الحين والآخر، لان اخذ اسباب الكوارث والمآسي التي الحقها صدام ونظامه بالعراق اولاً ثم بالكويت والمنطقة بأسرها يمكن في ان قليلاً من الناس، في المنطقة والعالم، استمعوا الى ما كان يقوله العراقيون عن الطبيعة الاجرامية الخارقة للنظام البعثي الحاكم في بغداد، خصوصاً لرئيسه صدام. ويعرف الجميع الآن، ولكن بعد فوات الأوان، ان حالهم كانت ستكون افضل كثيراً لو انهم صدقوا ما كان يقال عن العراق.

والاكد ان واجب الذين يعينهم الامر، اقليمياً ودولياً، هو ألا يسمحوا ابداً بان يتخذوا موقفاً وينبموا بعد فوات الأوان. والندم مضمون اذا صدقوا النظام العراقي مرة اخرى. وهذا سيحدث بالتأكيد اذا لم يتذكروا ان هذا النظام حنث بكل عهوده وانه سيحنث بأي عهد جديد في اول فرصة سانحة.

في ضوء ذلك كله، فان افضل نصيحة يمكن ان تقدم الى اكيوس ومن يهمة الامر هي الا يوقعوا ابداً صك براءة لنظام الرئيس صدام حسين حتى ولو تذكروا - وهذا مستحيل - بأنه اوقف انتاج الاسلحة المشمولة بقرار الحظر الدولي لانه سيعيد انتاجها مباشرة بعد رفع الرقابة الدولية عنه.

ولفائدة يمكن التذكير بان موسكو، مثلاً، التي اعتقدت انها كانت تعرف كل شيء عن البرنامج النووي العراقي لانها ساهمت فيه، اكتشفت بعد حرب الخليج ان صدام كان امر باقامة ثلاثة برامج متوازية في ان.

من يرغب في تحمل المسؤولية عن اعطاء صك البراءة للنظام العراقي؟

كامران قره داغي

## ALHAYAT

الكتاب، والصحيفة والمجلة، ذاكرة التاريخ، فان الاجيال القادمة من الاكرد ستلاحظ فراغاً في الذاكرة الجماعية للعرب والمسلمين من جهة وبين الاكرد. فراغ انشأ الجفاء والبعد وولد شيئاً يقرب من الكراهية. فحين نطلق الكتاب في وجه احد فانت تقتله، تشطبه، تزيله من التاريخ والوجود. وحين تغيب الكلمة في غياب الكتاب والصحيفة فان الافكار تضحل وتنهض صحراء قاحلة من الوحشة. فالكلام ما يفجر الاحلام والأمال ويبدد الاوهام والاضاليل. وفي غيبته يأتي الخوف والريبة والشجون في شكل خيمة واسعة تظلل الذهن.

يكون الكتاب وحده، ان، محكمة للحكم وللانتشاف، وساحة للاخذ والرد. والمكتبة، في بلد، هي صورة ذلك البلد، رمزه، مرآة دواخله، وكاشف مكنوناته. وتكون سعادة القادم الى البلد كبيرة حين تستقبله المكتبة، تحتضنه، وتطعمه ما في حوزتها. حب خفي عظيم ينشأ بينه وبين البلد، بينه وبين المكتبة.

هذا الحب مفقود، وكان مفقوداً، بين الاكرد من جهة والعرب من جهة اخرى. ففي المكتبة، كما في كل ساحة اخرى، حورب الاكرد. واكثر الحروب همجية هي حرب الصمت. حرب التجاهل واللامبالاة. لهذا تتم محاكمة صلاح الدين الايوبي، اذ أهمل المحررون احفاده وتم اخراجهم من الكتاب وتجريداهم من الكلمة؟

فحين داب الاكرد على ان يموتوا (في ساحات كانت ترتفع فيها اصوات المحررين) لم تكن كلمة الاستغناء تجسد طريقها الى الأذان. وحين اراد الاكرد ان يعيخوا لغيرهم حبيل كلامهم بالعار والخطيئة. في المكتبة العربية (والاسلامية) كان الكردي (ولا يزال) يئس بالوحشة. وسط كتب عن كل شيء، كان يحث عن صورته، صوته، ذكراه، اشبه بطاردة السراب كان مؤامرة من الصمت تحاك ضده.

في المعركة العبيثة التي اضرم نارها «ابطال» القومية العربية (الذين يخجلون من كون الايوبي كردياً) ضد الاكرد، مستفطعين نشدان هؤلاء التساوي معهم في الوضع والكيف والنوازع، قامت «كلمة» القوم محل كلام المجتمع. ولقد حشد العرب (والمسلمون) ما في جعبتهم من اجل حصر الاكرد في جبالهم واغلاق المنافذ في وجههم. وصار الكلام على الاكرد او كلام اقدام الاكرد على انفسهم محرماً. وكان الكتاب ضحية جلاذ في ان. واكملت الدائرة الخائفة للحلف الثلاثي (التركي والفارسي والعربي) دورتها ضد الكلمة الكردية.

في 1898 صدرت الصحيفة الكردية الاولى من القاهرة. وطبعت في مطابع مجلة «الهلال» التي كان اسسها جرجي زيدان. وكانت الصحيفة ترسل الى سورية ومن هناك الى كردستان. وفي اربعينات هذا القرن كان كامران بدرخان وشقيقه جلاذت يصدران جريدتين كرديتين في دمشق.

هاتان الحالتان ثغرتان صغيرتان في جدار طويل. واعادة الاعتبار للعلاقة بين الاكرد وبين العرب والمسلمين ضرورة. ولسوف يتعبد الطريق الى ذلك مع اشتغال البيت العربي على الكتاب الكردي والكتاب الذي يلم بالشأن الكردي.

وحيث تبدأ المكتبة العربية التكلم بالكردية ليضاً، وحيث تلحم الثقافتان وتشرع صحف ومجلات كردية بالصدور هنا وهناك، وتبدأ سبلت بث تلفزيونية واذاعية كردية تنطلق من المشرق للعربية، ويشعر الاكرد انهم «في بيتهم»، بهذا المشرقية نوروز بالتطرق الى صلاح الدين الايوبي لكن من منظور آخر.

## بين كتابين أو ثلاثة

## الكتاب... وصلاح الدين

في احتفالات النوروز الكردية، التي تقام في بداية الربيع من كل عام، هناك ظاهرة لافتة للنظر هي المسارح التي تنصب في الهواء الطلق، وفيها تعرض مسرحيات ساذجة، سطحية، حماسية، حول الوطن الممزق والقوى الغاصبة وغياب الحق وتفوق الظلم. يظهر في هذه المسرحيات الكردي «الضحية»، وهو يبحث عن طريق للخلاص. وفي كل مرة يتم تجسيد الظلم في اربع شخصيات، يرمز اليهم بطراز اللباس الذي يرتدونه، والشخصيات تمثل، كما هو واضح، الاطراف الاربعة التي تقسم كردستان في ما بينها.

فوق ذلك، يتم الترميز الى ان هذه الاطراف الاربعة، جميعها، مسلمة، تظلم ضحية مسلمة. ويبقى ان المسرحيات تعزف على اكثر الاوتار عاطفية وشحناً بطاقة انفعالية لدى المتفرج النوروزي. وهناك مسرحيات اخرى تعتمد الى حلقات من التاريخ الكردي، البعيد والقريب. فلا يكاد يمر عام من دون ان تمثل رواية «كاوا»، الحداد الكردي الذي قهر الطاغية الفارسي المدعو اردهاك او الضحك (وهناك رواية تقول انه عربي، على اي حال القصة اسطورية).

في الآونة الاخيرة بدأت تظهر مسرحيات تتم فيها محاكمة صلاح الدين الايوبي باعتباره «خائناً» لقوميته، ان راح يحزر الآخرين وترك الشعب الكردي مهملًا، منسياً. وهنا أيضاً تركيز على ان صلاح الدين وحده المسلمين وحرهم وحرر عاصمتهم الدينية، القدس، من الصليبيين. والمسرحية تشير الى ان المسلمين عادوا فكافأوا الاكرد بان قسموا وطنهم في ما بينهم وشقته وحرموه من حقوقه القومية والسياسية. وكعادة المسرحيات الشعبية ترتفع النبرة البكائية والشكوي ومشاعر العتاب. فالمسلمون، والعرب خصوصاً، تركوا الاكرد وراهم وبنوا في ما بينهم وبينهم جداراً من الاعمال، وغاب التواصل، حتى ليبدو غريباً، اليوم، ان يكون الايوبي كردياً.

وما غاب، اكثر من اي شيء آخر، هو الكلام. لم ينشأ تفاعل كلامي، حوارى، غاببت الحادثة، واضمحلت الصوت الكردي ويبدت الذاكرة العربية (والاسلامية) خالية من الحادثة الكردية. وحين تنشأ ذاكرة ينشأ الخطاب، وينشأ القول والقاموس. عندئذ يغيب الكتاب.

ما بحث عنه الاكرد طويلاً هو اسمهم، صورتهم، حديثهم في الكتاب العربي والاسلامي. ولم يحصلوا من بحثهم سوى دهشة ممتلئة بالاستغراب. اين هم من التاريخ المكتوب؟ اين هم من السياسة قولاً ونظراً؟ من علم الاجتماع؟ من التراث؟ من الآداب؟ من الترجمة؟ لقد خسفت بهم الارض.

لو لم يفعل الايوبي ما فعله، آكانت الصورة تغيرت؟ آكانوا فرضوا انفسهم كعنصر متكافئ، مساو، له كلمته المميزة، غير الضائعة؟ واذا كان الايوبي قد معهم وبمعهم في الغير وخلع عليهم كلام الغير وقوله، فهل هم ماضون في السير عكس ما اراد الايوبي للسير فيه؟ واذا كان في الميل خطأ او زوغاناً فعلى من تقع المسؤولية، واين وكيف سيتم الحكم؟

المكتبة هي العالم، يقول بورخيس. متاهة كمتاهته. غنى كغناه. تنوع وعمق وشمول. ولان

وعليها ان تستفيد من دروس الماضي القريب والبعيد بهذا الشأن وتغير من نهجها وسلوكها المتبعين تجاه الاكرد، وان تعلم نهائياً بان القضية الكردية ليست قضية عسكرية - امنية ولا يكفي التعامل مع الملف الكردي، بعقلية الامن والخبايا التي لم تلج سوى المتاعب والخسائر، والنكبات والانتكاسات.

من المؤسف ان المواقف العملية للبول المقسمة الشعب الكردي تبدو متهدئة باستمرار لخيارات التدخل العسكري بحجة «وجود فوضى وانعدام سلطة وتهديد للامن الداخلي للبلاد المجاورة»، وإلا فماذا يعني القصف الايراني المستمر منذ شهرين لمناطق شاسعة من كردستان العراق؟ وماذا تعني الحشود العسكرية التركية على الحدود؟ وماذا يعني التصعيد السوري؟ لقد كان ولا يزال احد المطامح العريضة على قلوب الوطنيين الاكرد تحقيق «حل عربي» متقدم حضاري ديموقراطي سلمي لاجراء من القضية الكردية وتحويله كانجاز تاريخي الى نموذج يحتذى به في المنطقة، وهو اذا تحقق سينسجم مع اسس وقواعد ومبادئ العلاقات التاريخية بين الكرد والعرب بمثابة عملية تصحيحية في الاتجاه السليم وتلخيص للزمن وتوفير للطاقت والجهود والامكانات.

لقد ثبتت نظرياً وعلى ارض الواقع استحالة التوصل الى الحل النهائي للقضية الكردية عن طريق «الحلول الجزئية»، في هذا البلد او ذلك. قد تشكل الحلول السلمية وديموقراطية في جزء او اكثر عامل دعم واسباب لفكرة الحل النهائي الشامل، لكن الحل الجزئي لا يكون في اي حال نهاية المطاف بل مقدمة لحل اشمل، بشرط توفر «التوافق الاقليمي»، فالثورات والحركات التي قامت وركزت على كردستان الشمالية لم تحقق اهدافها، وفشلت تجربة جمهورية مهاباد التي شملت الجزء الشرقي من كردستان، ولم تنجز بعد تجربة كردستان العراق على رغم ظروفها الفضلى وهي معرضة لكل الاحتمالات، ولم يحقق اكرد سورية اي خطوات مهمة في نضالهم السياسي في الجزء الغربي من كردستان.

لا بد من اختيار «الحل الاقليمي الشامل» للقضية الكردية في اطار توافق الدول الاربعة ومشاركة ممثلي الشعب الكردي عن طريق مؤتمر اقليمي موسع تحت اشراف الامم المتحدة، ومساهمة المنظمات الدولية والاقليمية مثل منظمة المؤتمر الاسلامي، وجامعة الدول العربية، والبرلمان الاوروبي، وهيئات حقوق الانسان.

ان الحجم الهائل للقضية الكردية يحتاج الى موقع مناسب يستوعبها ويلبي شروط حلها عبر «المؤتمر الاقليمي» المنشود. والى ذلك الحين ومن اجل تحقيقه لا بد من صيانة «التجربة الكردية»، في العراق وتطويرها والتعامل معها وفق القواعد الوطنية والانسانية والديموقراطية والمبدئية.

\* الامين العام لحزب الاتحاد الشعبي الكردي.

# القضية الكردية: حل شامل بتوافق اقليمي

صلاح بدر الدين \*

■ خلال ثمانية اشهر اجتمع وزراء خارجية كل من تركيا وسورية وايران ثلاث مرات، اولى في انقره ثم في دمشق ثم في طهران (٩٢/٦/٧)، للبحث في التطورات الكردية، وبالاخص متابعة ما يجري في كردستان العراق. ومنذ البداية اتخذت الدول الثلاث لنفسها دور «حامي» و«حده» العراق بشكل تطوعي من دون تكليف من احد لا شعبياً ولا اقليمياً ولا دولياً، ومعاقبة اي «توجه انفصالي كردي»، وصيانة الامن الداخلي للدول الثلاث، بسبب الفراغ الاداري والسلطوي في الشمال العراقي وتأثير ذلك عليها... هذا ما يبرر على الاقل في الحثيات المعلنة لهذه الاجتماعات.

تركز الاهتمام الثلاثي على الوضع الكردي بشكل معلن منذ حرب الخليج الثانية، وبعدما تمكنت الحركة الكردية في العراق من السيطرة على ثلاثة ارباع مناطق كردستان بعيد انتفاضة اذار (مارس) ١٩٩١. وظهر هذا الاهتمام بعد اهمال رسمي استمر عقوداً، وتخلله تجاهل تام لثلاثين مليوناً من البشر وانكار لحقوقهم الانسانية والسياسية. عزز هذا الاهتمام ووسعه الفراغ الذي خلفه تقلص نفوذ النظام العراقي عسكرياً وادارياً واقتصادياً، بعد هزيمته الساحقة في الحرب، وما ترتب على ذلك من طرح مسألة البديل.

منذ البداية تمحور الدافع الرئيسي لتحرك الدول الثلاث في اطر التنسيق الثنائي ثم الثلاثي على قواسم مشتركة عدة واهداف موحدة: الحفاظ على اوضاعها وانظمة حكمها في خضم التحولات العالمية. كذلك طموح المشاركة في بناء النظام الاقليمي بعد حربي الخليج وما افرزته من نتائج ومعطيات جديدة، وبعد انهيار الاتحاد السوفياتي وانتهاء الحرب الباردة التي خلفت كلها وقائع مستجدة. بالإضافة الى شعور الدول الثلاث اكثر من السابق بوجود نقاط التقاء ومصالح متقاربة في ما بينها حول القضيتين العراقية والكردية. واخيراً، رغبة هذه الدول في اسماع صوتها لـ «الحليف الاكبر»، الاميركي بشأن الحفاظ على اوضاع الحدود القائمة وعدم تغييرها كما حصل في بعض دول اوربا.

وكانت المواقف التي اتخذتها هذه الدول خلال حرب الخليج دافعا لها كي تطالب بدور في ترتيب اوضاع المنطقة، خصوصاً في ما يتعلق بمصير العراق والبديل للنظام فيه. واستجاب التحالف الدولي لهذه الرغبات، بشكل متفاوت، وظهر في الوقت نفسه حذر عربي- اميركي من الابعاد التي يمكن ان تتخذها القضية الكردية، لذا حصر الاهتمام بالاكراد في الناحية الانسانية. وليس هناك اي ضمان لاستمرار العون الانساني الذي لم يلب اصلاً الاحتياجات الضرورية.

اتخذت الدول الثلاث منذ الايام الاولى لوقوع الاحداث في العراق، وحصول

التطورات المتسارعة وغير المتوقعة في الجانب الكردي موقفاً «واقئياً» اذا جاز هذا التعبير، جوهره التمسك بالوضع القائم قبل انتفاضة اذار ١٩٩١ وهو الوضع الذي ورثته الحكومات العراقية من مخلفات الحرب العالمية الثانية وقرارات عصبة الامم المتحدة من قبلها خصوصاً في ما يتعلق بمسألة الحدود المرسومة، وهو الموقف الذي استند مرة اخرى الى تجاهل الحقائق البشرية والحيوي- سياسية على الارض والتي تتمت بوجود ٣٠ مليون كردي وسعيهم الى الخلاص من العبودية والنجزئة والاضطهاد، والى مستقبل يقوم على مبادئ التآخي والحرية والديموقراطية والسلام.

وتميزت السياسة الكردية للدول الثلاث في الفترات الاخيرة بديناميكية متناهية، ويتدرج سريع في الانتقال من تكتيك الى اخر من دون الاستمرار على موقف ثابت، وتركزت تلك السياسة على قاعدة «ادارة الازمة الكردية» وليس معالجتها او طرح الحلول لها. وما زالت دوائر القرار في عواصم هذه البلدان اسيرة هذا النهج الذي يضيق الوقت ويهدر الاموال ويستنزف الطاقات في غير محلها.

ويمكن ايجاز طبيعة هذه السياسة برصد ثلاثة اطوار لها:

- الطور الاول: التصدي لاي نهوض وطني كردي في شمال العراق، ومواجهة النزعة التحريرية القومية لدى الاكراد، والمضي قدماً في استيعاب الظاهرة الكردية حتى لو اقتضى الامر ارسال الجيوش، واحتلال اجزاء من المنطقة الكردية في العراق. حتى ان الاجهزة الامنية والعسكرية في التكلفة صياغة استراتيجية شاملة حول العراق، وبالاخص شماله وذلك منذ صيف عام ١٩٩١. هذا يعني ان التعامل مع المستجندات العراقية لم يكن سياسياً وانما اتخذ الطابع الامني - العسكري بشكل خاص.

كانت قرارات اجتماع انقره (١٩٩٢/١١/١٤) بمثابة تهديدات موجهة للشعب الكردي، ورفض كامل لارادته في «الخيار الفيدرالي» وفي الانتخابات التشريعية واقامة البرلمان المحلي، واعقب ذلك هجوم عسكري كاسح على كردستان العراق، وقتل وتشريد الالاف من اكراد تركيا، واعتقال قادة الحركة الكردية في ايران، وتشديد الضغط على الوطنيين الاكراد في سورية، وايصال رسائل تحذيرية الى القيادة السياسية الكردية في العراق بطرق مختلفة، من بينها تصريحات لمسؤولين كبار في هذه الدول تندد بالخطوة الكردية وتتهمها بـ «الانفصالية»، و«فكك العراق»، و«خدمة اسرائيل».

- الطور الثاني: هدنة مؤقتة لرصد نتائج اجتماع انقره وما عقبها من تطورا. فوجئت الدوائر المعنية في الدول الثلاث بالنتائج العكسية لسياساتها المتشددة إذ ان الوحدة الوطنية في كردستان العراق تعززت اكثر، وتمت عملية انتقال السلطة من الاحزاب الى المؤسسات الشرعية بلا مشااكل، وتكاد تجربة كردستان الديموقراطية تفرز نمودجاً في قيد التشكل

استنائه التعددية، والحوار السلمي، والتعايش الحر.

هذه الوقائع سبقت اجتماع دمشق (١٩٩٢/٢/١٠) وكانت محور الاتصالات بين الدول الثلاث، التي اضطرت للاعتراف بما هو قائم في كردستان العراق، الا ان قرارات اجتماع دمشق اوجت بان تراجعاً حصل من الجانب الكردي، وما عزز هذا الايحاء نشاطات وتصريحات احد المسؤولين الاكراد العراقيين في دمشق خلال تلك الفترة.

- الطور الثالث: بعد نجاح الادارة الكردية في تحقيق عدد من الخطوات (تطبيع الاوضاع الامنية خصوصاً، تنشيط تحرك المعارضة المتمثلة بـ «المؤتمر الوطني العراقي الموحد»، نسج علاقات متقدمة مع عدد من الحكومات والمنظمات الدولية والمؤسسات البرلمانية والمهتمة بحقوق الانسان والاعاثة)، وبعد التوصل الى حل لاشكالية العلاقة مع حزب العمال الكردستاني، بدأت ضغوط الدول الثلاث لالقاء على خيار «الحلول الوسط» وطرح «مقايضة» انضمام الفصائل القوية في كل من دمشق وطهران الى «المؤتمر الوطني الموحد» لقاء ثمن معين، كما طرحت قضية التمسيد لوجود قوات التحالف المنوطة بحماية الاكراد وخطوط التموين المارة بتركيا، واثيرت مسألة نشاطات «الكردستاني» كعامل من عوامل الازمة وخلط الاوراق، واتضح ان المطلوب في هذا الطور وبصورة جلية هو «راس القرار الكردي المستقل». وهذا ما ظهر في قرارات اجتماع طهران (١٩٩٢/٦/٧) إذ اشار الى ان الدول الثلاث تخشى من «تهديد الفوضى المستمرة في شمال العراق لامنها الداخلي بسبب فقدان السلطة». كان وزير خارجية سورية واضحا حين نوه بالحاجة الى اجراء «مشاورات منتظمة» في شان الوضع في شمال العراق «لان الوضع الفوضوي هناك لم يتغير في العامين الماضيين»، وأكد «استعداد دمشق لاستضافة مؤتمر للمعارضة العراقية»، وهنا بيت القصيد...

كما تعهد وزير خارجية تركيا «مواصلة الحرب على الازهاق في المنطقة اذا تطلب الامر». في حين تواصل ايران منذ شهر شن غارات جوية وقصف مركز ضد مواقع الحركة الكردية الايرانية في العراق، فيما تواصل سورية حملات الاعتقال ضد الوطنيين الاكراد وتقديهم الى محكمة «امن الدولة العليا».

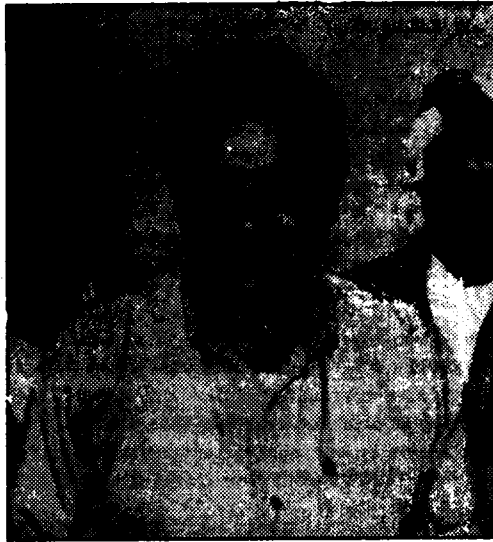
على رغم ان «المعركة» من اجل مصادرة القرار الكردي المستقل مستمرة الا ان الدلائل تشير الى وجود نوع من «الصمود» في الجانب الكردي. وهذا ما يظهر جلياً في تصريح للاح مسعود بارزاني («الحياء» ١٩٩٢/٦/٢٢) يقول فيه: «لا ينطبق وصف المجتمعين في طهران على واقع كردستان، فمما يسود هو القانون والنظام والديموقراطية التي يمكن اعتبارها نمودجاً يحتذى بها... واعتقد ان دولاً مجاورة لنا تتمنى لو ان الوضع الامني فيها مثل الوضع في كردستان العراق... نعتبر تصريحات ومواقف كهذه تدخلاً في شؤون العراق، تحديداً في شؤوننا، وتجنساً على الحقيقة والواقع... بالنسبة لبنا الفيدرالية

مسألة مبدئية لن تتنازل عنها... لا شك ان هذا الاهتمام الاقليمي بلغت الى إشكالية لم تكن قائمة في السابق في الحركة السياسية الكردية على جانب كبير من الخطورة، وهي عملية «افتعال» التناقضات بين هذا الجزء من كردستان ودكا، وتسعير الصراعات الجانبية داخل الجسم الموحد. هنا يطرح التساؤل: هل هناك علاقة تضاد بين شعبي الجزئين الجنوبي والشمال من كردستان؟ وهل ان حركتي الجزئين لن تستمر في ان؟ ان خطورة الاحداث الاخيرة تظهر ان الدول المتقسمة للاكراد تحاول «تكرار الصراعات» خصوصاً بين «الكردستاني» وجبهة كردستان العراق، وان تنقل الاول الى موقع يتحول فيه عاملاً سلبياً في الوضع الكردي في العراق. ففي عام ١٩٩٢، عقب اعلان الخيار الفيدرالي، حصلت صدامات عنيفة بين الطرفين. والآن تظهر في الاقتراب مجدداً احتمالات صدامات كردية - كردية جديدة، فلمماذا ولمصلحة من؟ ان الدول الاربعة المقسمة للاكراد تعاني في ما بينها من ثنائيات وصراعات على رغم اتفاقها على الشان الكردي. هناك تناقضات وصراعات سورية - تركية، وتركية - ايرانية، وسورية - عراقية... فهل يجب ان يشكل الاكراد وقودها، وهل يجب ان نفقر فوق الحقائق ونغفل ان الموجة الاخيرة من العنف في تركيا التي بدأت منذ عملية «الكردستاني» بقتل مجموعة من الجنود الاكراد غير المسلحين، ترافقت مع افتتاح السد الرابع في الجانب التركي على الفرات، وبعد صدور بيان سوري شديد اللهجة ضد تركيا؟

هناك فرق شاسع بين مشروعية النضال القومي الكردي واستمراره في كل مكان، وبصورة طبيعية، وبفعالية ومن دون مداخلات خارجية (وهذا المصلحة كردستان العراق أيضاً وتعزز لشروطه التفاوضية)، وبين تحرك فئات واطراف منطلقين من مصالح وغايات اخرى غير اذنين في الاعتبار المصالح الاستراتيجية للشعب الكردي وحركته التحريرية، ولا الظروف الموضوعية الصعبة التي تجتازها التجربة الوليدة الرائدة في الجزء الجنوبي.

ان نجاح تلك التجربة - النموذج هو انتصار لكل ابناء الشعب الكردي ولكل منظماته واحزابه الوطنية، وهو انتصار للخيار الديموقراطي السلمي في حل القضية الكردية برمتها بعيداً عن العنف والافتعال. وهو سيفتح الباب للتعاطي الجدي مع قضايا الاكراد في كل الاجزاء ولولا الامة التاريخية البالغة لهذه التجربة لما عقدت اجتماعات انقره ودمشق وطهران) ولما حاول النظام في العراق افضالها بواسطة الحصار والتفجيرات.

الى اين... وماذا بعد؟ بمعزل عن اي «استجداء» لعطف الدول التي تقسم كردستان، نعتقد ان استمرارها في «سياستها الكردية» الراهنة لن يفيدنا، ولن تفيد شعوبها بما فيها الشعب الكردي. لذا عليها الانتقال وبشجاعة وواقعية من تكتيك «ادارة الازمة الكردية» الى استراتيجية «معالجة الازمة الكردية».



وكانت «الساحة» اللبنانية شهدت أولى الطلائع الكردية «الثورية» المناهضة للسلطات التركية عام ١٩٧١. فجات هذه من الأردن بعد أحداث ايلول (سبتمبر) ١٩٧٠، وتدرجت على انماط قتال حرب العصابات في معسكرات «فتح»، بإشراف ما كان يسمى «القطاع الغربي»، التابع لقوات العاصفة بقيادة خليل الوزير (ابو جهاد)، قائد «فتح»، العسكري الى حين اغتالته المخابرات الإسرائيلية عام ١٩٨٨ في تونس. كما تدرجت مجموعات اخرى في معسكرات الجبهة الشعبية لتحرير فلسطين، والجبهة الشعبية - القيادة العامة، وعدد قليل منها على يد منظمة «الصاعقة» (السورية). الا ان معظم هذه المجموعات بقي على صلة بحركة «فتح»، وساعدته هذه على انشاء تنظيمات تركية وكردية مسلحة لعبت فيما بعد دوراً في حرب العصابات المدنية. وسقط بعض هذه المجموعات في مواجهات ضد



عبدالله أوجلان (أبو) (أ ف ب)

الإسرائيليين في ١٩٧٢ و١٩٧٤.

لكن مع اندلاع الحرب الداخلية في لبنان، عام ١٩٧٥، لم يبق من هذه المجموعات سوى انفار قليلين. وشكل بعضهم عام ١٩٧٨ صلة الوصل بين حزب العمال والمنظمات الفلسطينية. وكانت تجربة الحزب في لبنان، والتطورات الداخلية التركية، نقلت حزب العمال الى مرحلة جديدة. فاستدعى جميع عناصره من الخارج. وأعدهم للمشاركة، مع الكوادر في كردستان، للبدء بالثورة في كردستان الشمالية، رغي ١٥ آب (أغسطس) ١٩٨٤ جرى الإعلان عن تأسيس «قوات تحرير كردستان».

في هذا العام نفسه جرت الحزب ان ينظم حملة عسكرية واسعة على الجيش التركي مني فيها بخسائر فادحة، وقتل قائد الحملة، معصوم قرقرمان، الذي سميت بإسمة الأكاديمية العسكرية في بنط اللبنانية.

ومع استمرار الإنتفاضة الكردية في كردستان الشمالية اعلن في عيد نوروز عام ١٩٨٥ عن تأسيس جبهة تحرير كردستان. ومع هذا الإعلان استقبل معسكر الحزب في بنط مئات المتطوعين الأكراد. وكانت الدورات العسكرية تراوح بين ثلاثة اشهر وستة يتم خلالها التدريب على كافة انواع الأسلحة الخفيفة والمتوسطة، وعلى الحرب الجبلية والإستطلاع العسكري والأمني والمتفجرات، واعداد الكوادر الحزبية والقيادية.

## من أين جاؤوا؟

كان المتطوعون يصلون لبنان براً، او من طريق المطار، من المانيا الغربية وبلجيكا وسويسرا وهولندا، وكان معظمهم من الطلاب والعمال. لكن العدد الأكبر جاء من تركيا خاصة من المناطق الكردية فيها. وكانت الحدود العراقية والتركية مصدر التسلل الأقل عرضة للمخاطر، وذلك بسبب الإجراءات على الحدود التركية - السورية، حيث اقام الاتراك نقاط مراقبة متطورة تعلوها الابراج والأسلاك الشائكة المكهربة.

وبعد انتهاء كل دورة كان الحزب يوزع المتطوعين على جبهات القتال في كردستان الشمالية مثل ماردين وبوطان وديار بكر وبهدينان ودرسيم وقارس وغيرها. وأقام حزب العمال الكردستاني عدداً من المراكز الحزبية العلنية في بيروت وشتورا وبر الياس، في البقاع، اقتصرت مهامها على الأنشطة الإعلامية والاتصالات مع اكراد لبنان والأحزاب اللبنانية، من دون ان يفلح في تمتين العلاقة مع الأكراد اللبنانيين، كما انه لم يسع الى اقامة علاقات وثيقة مع الأحزاب اللبنانية.

واعترف حزب العمال الكردستاني بفشله في استقطاب الكثرة من اكراد لبنان الى صفوفه، فيما اعلن قادة اكراد لبنان عن عدم رغبة الأكراد اللبنانيين في الإنخراط مجدداً في الحرب مع أي طرف، في ضوء تجربة الحرب اللبنانية. ونظر هؤلاء القادة الى حزب العمال الكردستاني نظرتهم الى طرف خارج عن الشرعية اللبنانية، وصاحب قضية لا يرون تحقيقها بهذه الوسائل.

الى ذلك اسهم في تضييق حركة الحزب في لبنان خوفه من زعزعة علاقته الجيدة مع عدد من الأطراف العربية وخاصة سورية. وكان واضحاً ان حزب العمال الكردستاني لم يشأ تعكير العلاقات التي تحكمها الثقة الحذرة مع دمشق، معتبراً ذلك جزءاً من تلمين الموقف السوري والسياسة السورية التي تتنازعها بإزاء تركيا اعتبارات كثيرة. واصدر الحزب غير مواقف علنية حول «دور سورية بقيادة الرئيس حافظ الأسد في مواجهة الأمبريالية والقوى الرجعية في منطقة الشرق الأوسط». وعندما صدر قرار الحكومة اللبنانية، عام ١٩٩٢، بإيقاف معسكر حزب العمال في بنط، التزمت قيادته القرار وأخفت كافة المعالم الحزبية والأنشطة الإعلامية واغلقت المكاتب في بيروت وشتورا وبر الياس، كما أوقفت الاتصالات بالقوى اللبنانية احتراماً لـ «الشرعية اللبنانية والشعب اللبناني». ومن البيديهي الاعتقاد ان سورية لعبت دوراً في هذا الصدد. وكان الحزب قد تهيأ للخروج من لبنان بعد ١٩٩٠، ولكن في نهاية ١٩٩١ كشف قياديوه ان المعسكر يشهد آخر دورة عسكرية له «لان النورات المقبلة ستكون داخل الوطن».

وبدورها تزامنت زعزعة حزب العمان «كردستاني» في الإنتقال من لبنان الى كردستان الشمالية مع الإعداد للإعلان عن «حكومة الحرب في بوطان وبهدينان»، حيث انزل الحزب خسائر فادحة بالقوات التركية. وكان الحزب يستعد، في مطلع ١٩٩٢، لشن هجوم كبير في بوطان وماردين سماه «حملة الربيع»، الا انه لم يفلح في ذلك، فكان الصبيل الإنتقال الى عمق الأراضي العراقية، الى زاخو، والى الحدود الإيرانية - العراقية، والإيرانية - التركية. ومنى الحزب بخسائر فادحة قدرت بالف قتيل حين شنت الأحزاب الكردية العراقية هجوماً واسعاً، في شتاء ١٩٩٢، وأجبرته على ايقاف القتال مع الجيش التركي. وفي السابع من آذار (مارس) من العام نفسه اعلن زعيم الحزب، عبدالله أوجلان (أبو)، عن وقف القتال وقال ان اكراد تركيا يريدون السلام والحوار والعمل السياسي بحرية في اطار دولة تركية ديموقراطية. ويومها اشير الى دور سوري مباشر في هذا الإعلان، خصوصاً بعدما نشطت عملية السلام العربية - الإسرائيلية، وظهرت بوادر تطبيع العلاقات التركية - السورية اثر توقيع اتفاق نيسان (ابريل) ١٩٩٢ على مكافحة الإرهاب بين الدولتين.

وفي الوقت نفسه كشفت الإدارة الأميركية عن احتمال تورط حزب العمال الكردستاني في تهريب المخدرات على الحدود التركية - العراقية والتركية - الإيرانية، وكانت تركيا اتهمت الحزب بالضلوع في التهريب وفي الإتجار بالمخدرات. ويعتقد الحزب انه قادر على ضرب المنشآت والسدود التركية على منابع نهر الفرات. فإذا أرادت تركيا مبادلة المياه بالنفط العربي، (اذ ان مياه الفرات حق لتركيا كما النفط حق للعرب)، انبرى حزب العمال الكردستاني للقول «ان الثروة المائية الكردية لن تكون سوى جسر الصداقة والتعاون بين الأكراد والعرب». والا ما معنى عودة لغة الحرب على لسان زعيمه عبد الله أوجلان وهل الأهداف السياحية والإقتصادية التي هدد بضرورها ستشمل المنشآت التركية المائية ام ان كل ذلك يصب في خاتمة التهديدات العلنية ليس الا؟

طارق ابراهيم

الكراد، فتورع قسم منهم في طرابلس - القبة، وفي بلدات البقاع مثل منطقة الخيارة وشنورة ووبر الياس، وفي مدينة صيدا والضاحية الجنوبية للعاصمة بيروت. وقاسى الكراد ويلات الحرب في لبنان، وتهجروا من مناطق سكنهم في ضواحي بيروت الشرقية عام ١٩٧٦، من تل الزعتر والنبعة والمسلخ - الكرنتينا. ومنذ الإجتياح الإسرائيلي للبنان صيف ١٩٨٢ تراجع النشاط السياسي والعسكري للمنظمات الكردية. وفي غياب الحركة السياسية غابت النشاطات الثقافية والاجتماعية لكن الحماسة والمبادرة الفردية زانما بين الذين لم يشاركوا في العمل السياسي والعسكري، وبرز من هؤلاء العشرات من اصحاب الكفاءات العلمية والإختصاصات والمهن الحرة. وحين كان الكردي يطمح في حمل بطاقة حزبية من المنظمات الكردية أو غيرها، كان يريد ان يحمي نفسه من تأثيرات الحرب، على ما يقول وهاج موسى. ودفع الكراد ثمن الحروب المستمرة على الأرض اللبنانية لكن الغالبية لم تشارك في هذه الحروب، وهو يذهب الى ان الكردي كان يستهلك في اتون حرب ليست له علاقة بها، وقد استخدمته الأحزاب الكردية وغيرها لأهداف شخصية وغير وطنية، وتنشط بعض الشخصيات الكردية اللبنانية، وبرزها الشيخ وهاج موسى، في تصحيح اوضاع اكراد لبنان، وذلك بالإنصراف الى الإعداد للمؤسسات الثقافية والصحية، وبواسطة اقامة علاقات جديدة مع السلطات اللبنانية بغية تجنيس من تبقى من اكراد لبنان. وتم في هذا الصدد اجراء عدد من الإتصالات واللقاءات مع العديد من القوى والهيئات السياسية اللبنانية والعربية والبعثات الدبلوماسية في لبنان.

## اهتمام اميركي

وبرز اهتمامان في معركة تجنيس الكراد اللبنانيين. الاول من قبل القيادة الكردية العراقية اذ ابغ جلال الطالباني الى ممثلين عن اكراد لبنان ان المطلوب منهم حالياً هو «الحصول على الجنسية والإنصهار في المجتمع اللبناني». والثاني من السفارة الاميركية في لبنان حين ناقش الدبلوماسي الاميركي، بيد هيل، مطالب اكراد لبنان مع عدد من ممثلهم في بيروت. ويقول وهاج موسى في هذا الصدد: «لقد فاجأنا هذا الإهتمام الاميركي بنا، وطرح موضوع الحقوق الإنسانية والديموقراطية للكراد في لبنان». وكانت السفارة الاميركية في لبنان اشارت مراراً الى ضرورة «العمل لدعم مطالب الاقليات القومية في لبنان». ويبدو ان القيادة الكردية العراقية تجري اتصالات مع فرنسا من اجل الإهتمام باكراد

لبنان، والسعي لدى الحكومة اللبنانية لإعطائهم الجنسية.

وتستغل الكراد اللبنانيون حالاً لدى السلطات لتسهيل المعاملات الرسمية التي يحتاجونها من اجل تقديم طلبات الجنسية واولها عدم شطب «قيد الغرض» للكردي اللبناني الذي يحصل على جنسية اوروبية على غرار كافة اللبنانيين. وكانت السلطات اللبنانية قد سحبت عام ١٩٧١ هوية «غير معينة» التي حملها اجداد وآباء الكراد حين قدموا الى لبنان في العشرينات من هذا القرن. وتخول هذه اولادهم واحفادهم الحصول على الجنسية اللبنانية. كما ان الكراد يعانون من المعاملات السيئة لدى الأجهزة المعنية عند تجديد بطاقات هوية قيد الدرس التي تكلفهم ٥٠٠ دولار لكل بطاقة. والطامة الكبرى في هذه المسألة تواجه الكراد المقيمين في دول اوروبا، حيث ترفض السفارات اللبنانية تجديد هوياتهم. وتترتب على ذلك خسائر مالية فاحشة اذ يضطر الكردي وعائلته الى القدوم الى بيروت لإتمام المعاملة.

ويطمح الكراد في الإسهام في عملية الإنماء والإعمار في لبنان. فالرأسماليون الكراد في لبنان هم قوة لا يستهان بها، على حد قول احدهم. وتحسباً لكل ما قد يطرأ فإن الكراد «يملكون اكبر مخزون للذهب بين فئات الشعب اللبناني، فالذهب والكردي متلازمان منذ القدم». ويسعى وهاج موسى، الذي نال في الإنتخابات النيابية اللبنانية في الصيف الفائت حوالي ٥ آلاف صوت كردي، الى ايجاد المناخات الملائمة لتوفير الضمانات الحقوقية والإنسانية للكراد. ومن اجل هذا اشنا «شركة الشيخ موسى العقارية» التي تعمل على بناء قرى كردية نموذجية جنوب العاصمة، تمتد من خلدة الى عرمون، ولأنه «ان الاوان ليحمل الكراد اللبنانيون مسؤولياتهم تجاه انفسهم وتجاه لبنان».

## العمال الكردستاني

لاسباب لا علاقة لها بالروابط التاريخية المشار اليها اعلاه، ولا بالاكراد اللبنانيين انفسهم، نشأت العلاقة بين لبنان وحزب العمال الكردستاني. فلم تكن صفة ان يختار هذا الحزب خراج بلدة ينطا البقاعية مركزاً لاكاديمية معصوم فرهمان العسكرية، التي خرجت الالف مقاتلين الكراد الأتراك منذ ١٩٨٤ حتى ١٩٩٢. فهذه البلدة شبيهة بضاريسها الجبلية المتشعبة باراضي كردستان الشمالية، حيث يقود حزب العمال الكردستاني انتفاضة مسلحة ضد السلطات التركية منذ ١٩٧٨. وقد استقر الكردستاني، في البقاع الغربي واتخذ مركز تدريب وتجمع لعناصره ومناصريه، بعدما اجتاح القوات الإسرائيلية لبنان صيف ١٩٨٢، وشارك مقاتلو الحزب في مواجهة هذه القوات الى جانب المنظمات الفلسطينية وسقط له اثنا عشر كادراً عسكرياً وسياسياً في قلعة الشقيف، في جوار النبطية، بعدما رفضوا الإستسلام، وكان الامن التركي يلاحق معظمهم.

الى لبنان جذير نزاعاتهم السياسية والحربية، وتمثلت اولاً في حزبين هما الحزب الديموقراطي، بزعامة عثمان اغا وعرف اتباعه بالعثمانية، وحزب الشعب الجمهوري، وعرف بالحمودية. ومنذ الخمسينات لم يبق لهذين الحزبين اثر يذكر بين الكراد اللبنانيين الذين بدأوا يتاثرون تدريجياً بالحركات الكردية في سورية والعراق. وبالقياس الى المجموعات العرقية والدينية في لبنان جاء النشاط السياسي الكردي متأخراً، وكان الحدث الأهم في التاريخ السياسي لاكراد لبنان اندلاع الثورة الكردية في كردستان العراق. لكن سبق ذلك بدايات اندماج منظم لكثير من العائلات الكردية التي حصلت على الجنسية اللبنانية منذ ١٩٣٢، فحولها ذلك المشاركة في الإنتخابات النيابية. وشكل الكراد «تجمع العشائر» الذي ابد رؤساء الحكومة اللبنانيين والبيروتيين، سامي الصلح وصائب سلام وعبد الله اليافي في انتخابات ١٩٤٣. ويوره سهل سامي الصلح بعض اوجه الإحتياجات الحياتية للاكراد. وفي ١٩٥٦ اصدر قراراً حكومياً يخول الكراد الذين لا يحملون جنسية لبنانية الدخول الى المدرسة الرسمية والمستشفى بشهادة تعريف من المختار.

ومنذ الخمسينات نشأت عند الكراد المختورين نزعات سياسية محلية تبلورت مع الأحداث السياسية، المحلية والإقليمية. وكان جميل محو أسس اول جمعية كردية سرية باسم منظمة الشبيبة الديموقراطية الكردية، ووزعت اول بيان سرى لها عام ١٩٦١ تاييداً لثورة الملا مصطفى بارزاني في العراق. وكان محو هذا اول كردي لبناني يرشح نفسه للانتخابات النيابية في آذار (مارس) ١٩٦٨، لكنه فشل بسبب عدم اجماع الناخبين الكراد عليه. وفي صيف ١٩٧٠ حصل جميل محو على اول ترخيص حزبي للاكراد باسم الحزب الديموقراطي الكردي في لبنان (البارتي). وفي نيسان (ابريل) ١٩٧٥ انشئ حزب كردي آخر باسم زركاري الكردي اللبناني، برئاسة فيصل فخرو، واعتبر «البارتي»، هذا الحزب مؤيداً للسلطة اللبنانية. وفي ايار (مايو) ١٩٧٧ ظهر تنظيم آخر ثالث باسم «البارتي» - القيادة الموقنة، بقيادة محمد محو، ابن جميل محو. واتهم محمد محو والده بالعمالة للنظام العراقي، وقُتل الوالد، عام ١٩٨٢، في اشتباك مع حركة «أمل» (الشبيبة الموالية لسورية).

وكان عام ١٩٧٥ شهد بروز منظمة البارتي الديموقراطية الكردي اليساري في لبنان، بزعامة مصطفى جمعة، وتحالفت مع الحزب الشيوعي اللبناني، لكن المنظمة هذه انشقت على نفسها في آذار (مارس) ١٩٧٩، وحمل الإنشقاق اسم «الحركة التصحيحية». وكان حزب «زركاري» انشق على نفسه أيضاً فخرجت منه مجموعة عبد الكريم ابراهيم، وفي نهاية تشرين الثاني (نوفمبر) ١٩٨٢ اعلن عن ولادة حزب زركاري الاشتراكي الكردي اللبناني. وفي ١٩٨٢ كذلك ظهرت منظمة كردية سرية باسم اللجان الثورية الكردية، انشأت علاقات مع رابطة الشغيلة (منظمة يسارية ورثها النائب زاهر الخطيب عن اخيه) والجيش الأرمي السري. وكانت خاتمة المنظمات الحزبية الكردية في لبنان الرابطة الكردية الموحدة، واتحاد الوطنيين الكراد في لبنان.

كذلك انخرط المئات من اكراد لبنان في المنظمات الفلسطينية والأحزاب اليسارية اللبنانية، وسقط منهم عدد كبير.

وعلى خط مواز للعمل السياسي والحزبي انشأ اكراد لبنان الجمعيات الثقافية والاجتماعية والرياضية والعائلية، وأهمها: جمعية الأرز، وفرقة الأرز الفنية، والمركز الثقافي الكردي، واتحاد الطلبة الكراد في لبنان، والجمعية الخيرية الكردية، وفرقة نوروز، ورابطة معسرتي، والجمعية الثقافية الإجتماعية.

## معركة الجنسية

لا يختلف اثنان في لبنان على ان الكراد اللبنانيين هم الأقل حظوة بين الفئات اللبنانية لدى الدولة واجهزتها. والنظرة العامة اليهم لا تطمئنهم. وعلى رغم ان الكردي الذي يحمل هوية «قيد الدرس»، او «مكتوم القيد»، يعاني من مشكلة قانونية دائمة مع السلطات، الا انه عامل نشيط ومنتج، وقلما تصيب البطالة التجمعات الكردية اللبنانية. والتجنس بالجنسية اللبنانية مطلب اساسي للاكراد اللبنانيين وهي محور تحركهم السياسي والإجتماعي منذ الستينات. والى اليوم تتباين التقديرات الحقيقية لعدد اكراد لبنان، وان كان اعلاها يصل الى ١٠٠ الف. وفيما تشير المعلومات الى وجود ٢٧١٤٢ كردياً جنسيتهم «قيد الدرس» او «مكتوم القيد» يقول رجل الأعمال والسياسي الكردي، وهاج موسى (شيخ، وعائلته ومرشح الى الإنتخابات)، ان عدد هؤلاء ٢٠ ألفاً بينهم ١٣ ألفاً قيد الدرس، و٧ آلاف مكتومو القيد. وقد هاجر حوالي ١٠ آلاف من هؤلاء الى عدد من دول اوروبا الغربية، منذ ١٩٨٢، بسبب الظروف المعيشية والأمنية، واستقروا في ألمانيا والسويد والدانمرك وبلجيكا. وكان اول قانون لتجنيس الكراد صدر في ١٩٣١/١٣، في عهد الرئيس شارل دباس، فتم تسجيل ٣٥ عائلة كردية في سجلات النفوس اللبنانية. وفي ١٩٤٨ صدر مرسوم عن الرئيس بشارة الخوري، ورؤس الحكومة رياض الصلح، ووزير الداخلية كميل شمعون، بتجنيس ٨٥ عائلة كردية استناداً الى اتفاقية لوزان في شان المهجرين. وفي ١٩٥٦، في عهد الرئيس كميل شمعون ورئيس الحكومة عبدالله اليافي، تم تجنيس ٢٠٠ عائلة كردية.

ومنذ ان وفدوا الى لبنان سكن الكراد في مدينة بيروت، وتوزعوا في احياء زقاق البلاط والبسطة ووادي ابو جميل وحي الوتوات والظريف وحي اللجا، وتحف هذه الأحياء ببيروت القديمة، التجارية. ومنذ ١٩٧٥ تبذلت مواضع سكن



الملف

تيارات

## المسألة الكردية في المثلث اللبناني - السوري - الاسرائيلي

في البلدان الأساسية للاقامة الكردية. ومن هذا القبيل يمكن إدراج الكلام على تدريب حزب العمال في البقاع في خانة أكراد تركيا ومسألتهم. وإدراج العلاقات الكردية - الاسرائيلية في خانة المسألة العراقية وأكرادها.

غالباً ما اقتصر التطرق الى المسألة الكردية على البلدان الأساسية التي يقيم فيها الأكراد، أي تركيا والعراق وايران. هذا الملف يتجه الى الزوايا التي قليلاً ما تحظى بالانتباه، وإن كانت جسورها متينة مع ما يجري



أكراد لبنان : أمسهم الغامض وغدهم المبهم

## حزب العمال الكردستاني بين مهده وحضنه وخطوطه الخلفية



يتظاهرون رافعين اعلامهم  
وصورة زعيمهم ابو (رويتري)

■ يعتبر الأكراد ثاني اقلية مسلمة في لبنان بعد الفلسطينيين، وثاني اقلية قومية بعد الأرمن، إذ يقدر عددهم بحوالي مئة ألف مواطن بينهم عشرون ألفاً يحملون هويات «قيد الدرسة» ومكتومي القيد. ويسعى هؤلاء، منذ مؤتمر الطائف، للحصول على الجنسية اللبنانية كغيرهم من الاقليات الأخرى، لكنهم يفتقدون حالياً الى القيادة السياسية والدينية التي تسهل علاقاتهم مع الدولة اللبنانية وأجهزتها الإدارية وخدماتها. وعلى رغم ان الكثير من العائلات اللبنانية من اصول كردية، ولعبت دوراً خطيراً في تاريخ لبنان الوسيط، فالأكراد اليوم لا يمتّون بصلة عائلية او ثقافية لهذه العائلات.

لقد اعتنقت العائلات والاسر ذات الاصول الكردية في لبنان مختلف المذاهب الإسلامية، فكان الأيوبيون ومن بعدهم آل سيف وأل مرعب سنة، وبنو حمية شيعية، وبنو عماد وأل جنبلاط وتنوخ دروزاً. ومنذ القرن الثامن عشر انصهرت هذه العائلات والاسر تدريجاً في المجتمع اللبناني، وراحت تضعف صفتها الكردية شيئاً فشيئاً فلم يبق لها اليوم صلة باكراد كردستان.

### الهجرات الكردية الحديثة

يتحدر معظم اكراد لبنان ممن هاجروا اليه من ماردين وطور عبيدين، من كردستان تركيا، وقد وفدوا الى لبنان على مراحل وفي اوقات متفرقة. وفي ١٩٢٥ شهد لبنان اول موجة نزوح كردية لاكراد دنار بكر بعد ثورة فاشلة قادها الشيخ سعيد ضد تركيا. وفي ١٩٣٠ - ١٩٣٢ وفدت مجموعات كردية اخرى الى بيروت بعد سحق ثورة اكري داغ في تركيا ايضاً. وفي الأربعينات، وهي ابرز محطة للهجرات الكردية الى لبنان، جاء القسم الأكبر من الأكراد الحاليين، وشجعتهم على المجيء القوانين اللبنانية التي تأثرت بالتنافس الطائفي بين المسلمين والمسيحيين، فضلاً عن اسباب معيشية وسياسية اخرى منها قنود الأرمن المسيحيين. ومنحهم الجنسية اللبنانية بشكل جماعي من قبل حكومة الإنتداب الفرنسي.

وتبلغ نسبة الأكراد الأتراك الذين قدموا الى لبنان خمسة وتسعين في المئة من اكراد لبنان، والخمسة الباقيون قدموا من سورية والعراق. ويتنسب الأكراد في لبنان الى البلدات التي جاؤوا منها: الراشديون نسبة الى بلدة الراشدية، والمحمليون نسبة الى بلدة المحملية، والأومرليون نسبة الى بلدة اومرلي، وهي تحمل اسماً آخرأ هو معسرتي. وحمل الأكراد معهم